



Digitized by Google

Drights from UNIVERSITY OF WISCONSIN

PIE VI

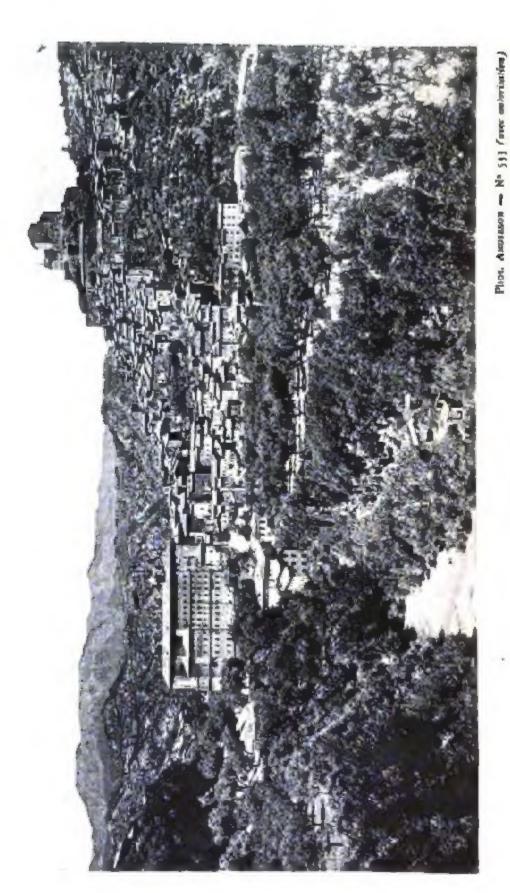
SA VIE - SON PONTIFICAT

.

7

o ytizedła, Google

Orginal from UNIVERSITY OF WISCONSIN







210737 MAY 16 1917 DGA PI6 Vie et Pontificat de Pie VI XG28

CHAPITRE XXI

SOMMAIRE. — 1. Le roi de Suede à Rome — Ses relations avec le cardinal de Bernis. — Gustave III part pour Naples. — Il comble Bernis de cadeaux et fait nommer son neveu coadjuieur d'Albi — Joseph II et sa sœur Marie-Amélie à Rome et à Naples. — « Convention amica e entre Pie VI et Joseph II. — Garampi cardinal , Joseph II la impose la barrette. — Caprara nonce à Vienne — Voyage de Bernis à Naples — II Querelle des Electeurs avec Rome a propos des nonciatures nouvelles. — Punctation d'Ems — Replique du Pape — Echec final des Electeurs.

1. — Dans les derniers jours de 1783, arrive à Rome le roi de Suède Gustave III. Il voyage sous le pseudonyme de comte de Haaga. Gustave III n'est point un inconau pour Pie VI, qui a échangé avec lui plusieurs lettres. Voici à quel propos.

Au xvr siècle l'exercice de la religion catholique était sévèrement prohibé en Suède; cependant tout germe de soi n'était pas radicalement détruit. Les ambassadeurs des Puissances catholiques pouvaient encore se saire accompagner d'un chapelain et avoir une chapelle à leur usage. En 1779, le 26 janvier, les Etats du royaume rendirent au catholicisme un peu plus de liberté.

la Diète de Suède a permis le libre exercice du catholicisme. On cherche déjà des missionnaires et on a reçu l'ordre d'enrôler les anciens religieux de la Compagnie de Jésus. Le roi a même demandé à la czarine de lui en réserver. . » 1. Pie VI, informé des bonnes dispositions de Gustave III, lui en temoigne sa reconnaissance, — 25 mars 1780, 2 Le roi flatté de l'honneur que lui fait le pape, lui répond le 21 juillet une lettre foit obligeante 3. Pour joindre les actes aux paroies, il prend, en 1781, un arrête confirmant ce qui a été prescrit dans la Diète du 26 janvier 1779. Chaque jour

Arch Vat. Nunziat, di Colon. 7 février 1779.

Arch Vat. Epistolæ Pil VI ad Princip et ados?
 Arch. Vat. Cifre di Monsig. Garanut e Monsig. Archetti

d'ailleurs, il accuse davantage ses bienveillantes dispositions envers l'Eglise romaine. Le prince d'Hessenstein ayant communiqué au pape l'édit de 1781, le pape remercie le roi par une nouvelle lettre ¹. Il lui recommande un prêtre français nommé Oster, originaire du diocèse de Metz, que la Propagande a chargé du soin des catholiques de Stockholm et de toute la Suède ².

Ce commerce épistolaire fit naître dans l'àme de Gustave le desir de voir Pie VI. Sans avis préalable ni longue préparation, il quitte ses États, traverse l'Allemagne à la hôte et arrive à Rome le 24 décembre 1783. Il n'a que le temps de prévenir l'ambassadeur de France dont il se propose de devenir l'hôte. Leurs relations daten, de sept ans déjà. En effet c'est Bernis qui, en 1776, a reçu le frère cadet, de Gustave, dans un voyage que celui ci faisait en Italie. C'est lui qui a obtenu au prince une audience du pape. Gustave la su, et en a remercie le cardinal. Ainsi a commencé entre eux un échange de lettres qui, depuis cette époque, n'a point été interrompu.³.

A l'artivée a Rome du roi de Suède, l'ambassadeur de France au fit encore meilleur accueil qu'il n'avait fait a son frère, le duc d'Ostrogothie.

Gustave s'etait annoncé pour la malince du 24 décembre; il avait dit qu'il arriverait de bonne heure afin d'assister aux fonctions religieuses de Saint-Pierre. Bernis l'attend en vain toute la journée et quand le monarque arrive, le soir, ils se hâtent tous deux vers la basilique. Mais il est trop tard : les céremonies sont dejà terminées. Cependant Pie VI n'a pas encore quitté les sacristies vaticanes; le roi accompagné du cardinal y va surprendre Sa Sainteté *. L'entretien est court, à cause de l'heure avancée; on le reprendra bientot.

Gustave et Bernis remontent en carrosse et retournent au palais de France. C'est la que le roi de Suède viendra presque tous les jours, là qu'il passera ses soirées entières a converser familièrement avec a son ami ».



¹ Arch. Vat Epitiolæ Pil VI ad Principes et alias, 22 mars 1783.

³ Gustave 411 fut assassiné e 5 mars 1792 par Ancharstroem

Le cardinal de Begnis, par Frédéric Masson.

^{*} Un Français de Dijon, benigne Gagnereaux, composa un tableau représentant la rencontre de Pie VI et de Gustave III.

Dès que le pape a su l'arrivée prochaine à Rome du souverain, il a décidé qu'on lui rendrait les honneurs dusage, qu'il le ferait accompagner par quatre princes de a cour romaine. Mais le roi s'en excuse; il veut jusqu'au bout conserver l'incognito qu'il s'est imposé. Toutefois il consent,ra à dimer chez le secrétaire d'Etat. Il lui écrit qu' « il s'écartera pour Son Eminence, et pour le seul ministre de Sa Majesté Tres-Chrétienne, de la règle qu'il a adoptée de ne pas manger hors de chez lui 1 ». De Bernis servira d'intermédiaire entre le Vatican et Gustave III. pour cette, invitation. Lui encore, informera le secrétaire d'Etat de certains détails d'étiquette indispensables à la réception de l'« auguste voyageur ». Ainsi le roi de Suède amènera avec lui e les principales personnes de sa cour » au nombre de six. « Votre Eminence, écrit de Bernis, a dù recevoir ou recevra incessamment la visite de M. le baron de Spar, premier sénateur de Suède et gouverneur de la ville de Stockholm. C'est un personnage considérable, qui mérite les attentions de Votre Emmence et par conséquent une restitution de visite 2 ».

Cependant le roi s'écarta, au moins une fois encore, de la règle qu'il avait adoptée « de ne pas manger hors de chez lui ». Il accepta en effet une invitation, qui lui fut faite par M^{er} de Bayane, l'auditeur de Rote pour la France. Il est vrai que ce diner était suivi d'une grande attraction : on lançait dans les jardins de l'auditeur un aérostat, le premier paru à Rome, et Gustave ne pouvait manquer d'assister à un spectacle aussi nouveau

Pendant le séjour du roi de Suède, on ne lui refuse rien de ce qui peut lui être agréable. Il voit les cerémoniés de Saint-Pierre, entend les chants de la chapelle Sixtine et contemple ravi l'illumination de la coupole de la basilique val cane.

Le roi de Suède va partir incessamment pour Naples. Avant de quitter le cardinal de Bernis, il le comble de presents superbes, entre autres choses, il lui donne son portrait dans un cerin enrichi de gros diamants. Mais une autre faveur





Arch Vat. Biglielli del Ministro di Francia. D. 1489-27 décembre 1783.
 Arch Vat Biglielli del Ministro di Francia. D. 1489-27 décembre 1783.

royale met le comble aux désirs de Bernis il obtient pour son neveu la coadjutorerie de l'archevêche d'Albi. De Bernis, en esset a dans les ordres sacrés, un neveu auquel il porte le plus vit interet. A son depart de France pour occuper l'anibassade de Rome, il le chargea d'administrer son diocèse d'Albi i et lui remit des lettres de vicaire géneral.

Pour être agréable à l'oncle, Pie VI préconisa le neveu dans le consistoire du 18 décembre 1781 et le dimanche, 30 du même mois, il le sacra lui-même du titre d'évêque in partibus d'Apollonie. Le nouvel élu pourrait donc désormais se suffire a Lii-meme. La cérémonie du sacre eut lieu dans l'église nationale de Saint-Louis des Français magnifiquement decorée pour la circonstance, en présence de douze cardinaux, du duc et de la duchesse Braschi 2 et de heaucoup d'autres illustres invités. Pie VI prononça une homélie dans laquelle il rappelait qu'un de ses prédécesseurs, Benoît XIII, était venu dans cette même église, le jour de la fête de saint Joseph, en l'année 1726, et y avait sacré le cardinal de Polignac en qua lité d'archevêque d'Auch. Puis le pontife prit occasion de la cérémonie pour louer la magnificence de Saint Louis des Français, que Sixte IV avait comblé de privilèges. Ce temple, disait le pape, n'avait il pas remplace l'antique sanctuaire construit sur les thermes d'Alexandre, le sanctuaire que saint Sylvestre avait mis sous le vocable du Saint-Sauveur, que saint Grégoire le Grand avait consacre et qu'un incendie avail rume de fond en comble ? 3

Toutefois, contratrement au désir du cardinal-ambassadeur, son neveu était simple évêque auxiliaire d'Albi. Met d'Autun, chargé de la feuille des hénefices, avait formellement déclaré que l'évêque d'Apollonie n'était pas condjuteur, et surtout qu'il n'avait aucune prétention à faire valoir sur la succession future.

Pendant plus de deux années le cardinal essaya vainement



¹ Ce siège, qui remonte à la plus haute antiquité, compte douze cardinaux parmi ses archevêques.

^{*} Arch. Imp. Vien. Rome Z. L'abbé Brunati à Kounite, 2 janvier 1782.

³ Arch. Vat. Epiat. ad Princip et alios Homila S. D. N. Pil divina Provident a Papæ Sexti habita in Ecclesia S. Ludovici Califee nationis, dominica XXX decembris MDCCLXXXI, in consecratione R. P. D. Francisci de Bernis episcopi Apo Ionue in Macedonia. Vid. pieces justif. A

de sléchir le roi de France et l'évêque d'Autun Mais le roi de Suède, dès son arrivée, sut pour le cardinal un puissant intercesseur Gustave obtint ce qu'on avait obstinément resusé à l'oncle. En esset, le 20 septembre 1784, l'e VI proposa en consistoire François de Pierre de Bernis à la coadjutorerie d'Albi et lui imposa le titre d'archevêque de Damas. Or, cette faveur, on n'en peut douter, était bien due aux bons ossices de Gustave.

Le cardinal-ambassadeur est déjà retourné dans sa villégature d'Albano, avec une société de choix, quand lui parviennent de nombreuses lettres de félicitations au sujet de l'obtention, par son neveu, de la coadjutorerie d'Albi. Entre toutes ces lettres, il distingue celle de son vieil ami, le secretaire d'Etat, dont la santé est alors fort ébrantee, et il lui repond par un billet affectueux, écrit en entier de sa main.

La part, lui dit il, que Votre Eminence daigne prendre a la grâce très distinguée que le roy vient de m'accorder dans la personne de l'évêque d'Apollonie, en augmente infiniment le prix à mes yeux. Plus nos amis sont estimables, aimables et respectables, plus leur suffrage et leur interêt flattent notre amour-propre et satisfait notre cœur. Si la sante de Votre Eminence était meilleure, et si les aflaires qui intéressent la religion aliaient mieux, j'avoue que je n'aurais rien à desirer de plus. Le roi vient de me donner la seule marque de satisfaction et de consideration que je pouvats desirer, et il ne me teste à sonhaîter que le bonheur de mes amis et bons patruns. Votre Eminence, lorsque je la nomme, doit comprendre combien elle a part aux vœux que je forme, connaissant le tendre et fidele respect qui m'attache à elle pour toujours...

Le cardinal de Bernis. »

La veille du jour ou arrivait à Rome le roi de Suède, y arrivait aussi l'empereur d'Allemagne. Il vou ait, disait-il, aser de courtoisie réciproque envers Pie VI, et lui rendre la visite que celui ci lui avait faite l'année precedente.

Est-ce bien toutefois un sentiment de déference envers le Saint Perc qui pousse Joseph à faire ce voyage? L'est permis d'en douter, en voyant combicu peu se sont améliorés les rapports entre Vienne et Rome depuis le voyage du pape en 1782

La nonciature est toujours étrangement suspectee, et Joseph II en fait surveiller severement les abords C'est le comte de Pergen, ministre d'Etat et président du gouvernement de la Basse-Autriche, qui est chargé de cette surveillance, et il s'en acquitte serupulensement avec le concours d'agents spéciaux. Un conseiller de la chancellerie d'Etat, Bernard de Jenisch, et un chanome de la cathédrale de Saint-Etienne, François Xavier de Parkar, sont allés rendre visite au nonce; on les a vus entrer. Sans retard ils sont dénonces, et Cobenzi croît devoir plaider leur cause auprès de l'empereur pour eviter aux incriminés la disgrâce qu'ils ont insciemment encourge.

Quelque temps avant le départ de Joseph II pour l'Italie, une de ses sœurs. Marie-Amélie, l'Infante de Parme, l'y a précedé. Son intention est d'alier a Naples voir sa sœur Marie-Caroline et de lui demander quelque argent pour éteindre, s'il est possible, les dettes aussi nombreuses qu'inconsidérées qu'elle-a-laites

Marie-Amelie a une intelligence vive, une grande compréhension des affaires politiques, mais elle est dissipatrice et sait si peu garder un secret qu'elle a deux fois brouillé son mari avec la France et l'Espagne.

Elle arrive à Rome le 19 novembre (1783) et descend chez le cardinal de Bernis qui lui fait les honneurs de son palais avec sa grâce habituelle¹, mais elle a hâte de continuer vers Naples. Elle promet, à son retour, de passer un temps plus long au palais de l'ambassade de France.

Peu après le départ de Marie Amélie arrive à Rome l'empereur Joseph 23 décembre 1783. — Il voyage incognito, selon son habitude, sous un pseudonyme, celui de comte de Faikenstein. Il descend chez son ministre le cardinal Herzan Quitlant ses habits de voyage, il se rend sans plus tarder aux palais apostoliques avec le cardinal, et sollicite sur le champ une audience du pape en se faisant annoncer comme un off.



¹ Arch. Vat. Epistolæ Pri VI ad Princip, et alios. C'est le point de depart de relations epistolaires entre la duchesse de Partne et le cardinal de Bernis. Nous croyons que ce fut à la demande de ce dernier que Pie VI envoya. 8 janvier 1784 — la rose d'or à la auchesse Infante royale d'Espagne qu'il avant reque au Vat can à la fin de 1783.

cier allemand. Le pape demeure tout surpris. Pourquoi Herzan demande-t-il audience à une heure insolite, et qui peut bien être cet officier que le cardinal accompagne? Cependant Sa Sainteté donne ordre de recevoir. Quelle n'est pas sa joie en reconnaissant l'empereur l'Ils vont l'un vers l'autre et s'embrassent mutuellement, puis le pape, prenant le premier la parole, se plaint que Sa Majesté le surprenne a l'improviste. L'empereur répond qu'il vient remply la promesse qu'il lui a faite à Vienne de lui rendre sa visite. Après les compliments d'usage et quelques instants d'entretien, le pape et l'empereur descendent à Saint-Pierre et prennent congél'un de l'autre; le pape va prier à la Confession et l'en pereur. accompagné des neveux de Sa Sainteté et de quelques prélats, remonte visiter le musée Pie-Clémentin et la fameuse bibliothèque vaticane. Quatre jours plus tard, le 27 decembre, Joseph II rend compte au prince de Kaunitz de son entrevue avec le Saint-Pere.

Il est arrivé a Rome « comme une bombe » et on l'a a pris pour le roi de Suède, » Sa Sainteté l'a informé qu'elle lui avait envoyé un Indult semblable à celui du due Sforza, lui permettant de conférer les évêchés et les bénéfices de la Lombardic.

Quant aux nouveaux évêchés à créer, écrit l'empereur, le pape est prêt à souscrire aux subdivisions qui doivent être laites dans l'interieur de mes provinces allemandes, mais à l'égard des diocèses dont une partie se trouve sous la jutidiction des princes de l'empire, de l'evêque de Cracovie et des évêques italiens, il désire deux choses : l'une de savoir le nombre des cures qu'ils perdraient, et l'autre de pouvoir leur donner l'assurance, qu'en renonçant à une portion de leur juridiction spiritue le, ils ne perdront point leurs revenus..., » Joseph prévient le prince de Kaunitz qu'il donne des ordres en conséquence au comte Kollowrat. Il termine sa lettre en annonçant qu'il part le 29 pour Naples où il restera dix à douze jours. A son retour, il ne s'arrêtera à Rome que pour se reposer et il gagnera aussitôt Pise i.

Correspondances intimes de l'empereur Joseph II avec son anu le coude de Cobend et son premier ministre le prin e de Kaundz. Mayence. 1871 Lettre du 27 décembre 1783.



Le 29 décembre, en effet, Joseph part pour Naples en compagnie du général comte Kinski, après avoir pris congé de Pie VI, comme s'il ne devait pas le revoir. D'ailleurs, il a a peu près terminé les affaires ecclésiastiques qu'il avait traitées les jours précédents, et le pape lui écrira à Naples pour régler un ou deux points encore pendants ¹.

La première personne qu'il rencontre dans le Royaume des Deux Siciles est le roi Gustave III arrivé dejà depuis quel ques jours.

Joseph II ne va pas à Naples uniquement pour visiter son beau-frère et sa sœur. Il y est poussé surtout par des motifs d'intérêts dynastiques. Il voudrait, de concert avec Marie Caroline, détacher le roi de Naples de la maison de Bourbon. La tentative d'ailleurs n'est point récente.

Lorsque Marie-Thérèse donnait sa fille a Ferdinand IV, elle lui donnait en même temps Acton pour ministre. Or Acton, l'ennemi des Bourbons, avait promis de tout mettre en œuvre pour faire du roi des Deux-Siciles le vassal de l'Autriche. Joseph pensant que cette œuvre était assez avancée, voulut la compléter en proposant de marier le second fils du Grand-Duc de Toscane, avec la fille ainée du roi des Deux-Siciles. C'était contraire au Pacte de famille ⁹. Le roi de Naples n'accepta pas ces propositions, malgré les instances et les ruses de son beau-frère.

Bernis a connaissance de cette intrigue par une conversation de l'Infante de Parme, Marie-Amelie, celle-ci n'est pas contente de sa sœur Caroline qui lui a bien donne des perles et des diamants, mais point d'argent pour payer ses dettes. D'autre part son frère Joseph, à son arrivée à Naples, l'a fort malmenée. Aussi Marie-Amelie p'a-t-elle pas tardé de revenir

i Joseph II écrit ea effet à Kaunitz le billet suivant :

<sup>Naples, le 8 janvier 1784 Mon cher Prince Kaumtz Je vous foms ici
a lettre originale du Saint-Pere; vous y verrez quelle tourn ire il donne
a nos affaires A mon retour de Rome, ou je ne compte rester que 24 heures,
je pourrai peut-être vous en dire davantage.</sup>

² Le Pacte de famille, or le sait, est cette convention a gnée le 15 août 1761 entre Louis XV et Charles II. d'Espagne, dont le but étalt de conserver aux souverains de la maison de Bourbon l'intégralité de leurs territoires respectifs. Or, les alliances étrangeres devaient tôt ou tard aliener ces territoires en tout ou en partie

à Rome, au palais de l'ambassadeur de France où elle résidera du 5 au 18 janvier (1784).

Elle aura pour convive le roi de Suède, et les l'êtes ne lui

seront pas éparguées.

De Berms comble de prévenances ses deux hotes, dans le but d'apprendre d'eux ce qui s'est passé à Naples, mais ni l'un m l'autre n'ont su toute la vérité. Bien plus, on a essaye de les tromper; peut-être y a-t-on réussi.

L'ambassadeur ira lui-même démêler cette intrigue. Il est d'ailleurs invité par Caroline, qui a d'abord chargé le roi de Suède de lui porter son invitation, et ensuite y a joint de pressantes instances, cette fois directes et personnelles.

Le 28 janvier, Joseph II quitte Naples et rentre à Rome. Sa première visite est pour Gustave III, mais il ne s'arrêtera guere; il a hâte de s'en retourner. Auparavant toutetois il doit alter au Vatican passer une « convention amicale » avec le pape, convention dont il a jeté les bases avant son départ pour Naples. Il tient toujours le prince de Kaunitz au courant de ses moindres actes 1, et semble même s'excuser des concessions qu'il fait au Saint-Pere, comme s'il voulait se défendre d'un blâme de son ministre.

L'empereur écri. donc qu'il a passe une « convention amicale » aver Pie VI, « pour finir une bonne fois toute question et dispute à l'égard des évéchés et d'une partie des cures en Lombardie ». Cette convention « ne deroge en rien d'essentiel aux principes » avancés par Sa Majesté. Il n'est pas question en effet de droits pontificaux dans les nominations qu'exerçait Sa Saintete : on ne parle que d'un usage quatre ou cinq fois séculaire autorisant ces nominations. Cet usage, le pape en est incontestablement en possession. Pour le faire cesser « il paraît qu'une convention amicale est le moyen le plus propre et le plus convenable ». « Du reste, ajoute Joseph, je crois n'avoir cédé sur aucun point essentiel...

c Enfin, cont nue le souverain, vous verrez, mon cher Prince, dans tout le contenu de cette piece, que j'ai évité soigneusement de reconnaître le droit que le pape exerçait depuis si longtemps relativement aux nommations des benéfices en Lombardie.





i kaunitz iui avak écrit le 10 janvier.

» Je laisse la commission au card.nal Herzan de finir cette » affaire quant à la forme. ... !.

En terminant sa lettre il annonce qu'il part pour Foligno, Arezzo et Florence.

Le 29 janvier (1784) Joseph est à Pise, bloqué par une tempèle de neige. Il décrit à Kauntz toutes les péripéties de son voyage. Ses secrétaires ont été neuf jours, sans pouvoir avancer, entre Ronciglione et Radicofani. Enfin ils sont arrivés le rejoindre a Pise et il en profite pour envoyer à son chancellet, en original, l'arrangement concl. avec le pape. ² Kauntz daigne approuver les conventions passees entre Pie VI et l'empereur; Joseph l'en remercie dans le billet suivant:

« Milan, le 20 février 1784.

« Mon cher prince de Kaunitz J'ai reçu avec une vrate subfaction votre lettre du 7 de ce mois, ayant vu que vous avez gouté mes arrangements faits avec le Pape au sujet des bénéfices de la Lombardie 3. »

Le voyage de Pie VI à Vienne n'avait pas obtenu tous les résultats qu'on aurait pu en attendre; celui de Joseph II à Rome ne modifia pas non plus, sensiblement du moins, les plans des réformes ecclésiastiques poursuivies en Autriche. Le 12 mai 1784, une ordonnance de la cour, en date du 21 avril, portait diminution des droits de taxes des chancelleries ecclésiastiques. «... Les réformes ecclésiastiques, lisons-nous dans la Gazette d'Erlang, continuent sans interruption dans les Etats héréditaires de l'empereur, aussi bien que les réformes polit, ques, et le monarque s'y trouve secondé par le chef de la commission ecclésiastique, baron de Kressel, qui y emploie toute son activité..... » ⁵.

En terminant, la Gazette annonçait la suppression de quatre convents de capacins.

Extrait de la Gazette d'Erlang, Nº 28, 12 avril 1785.

 $^{^{1}}$ Correspondances infimes de Lempereur Joseph H_{γ} par Sébastien Brunner.

^{*} Ibid

Ib.d

Arch. Vat. Nunz al. dl Vien. Le 12 mai 1784 parat une ordonnance de 5 M i empereur-col en date du 21 avril portant diminution des droits ou taxes des chancelleres ecclésiastiques. Gazette de Vienne, N. 38

Avant de quitter Rome, le 21 janvier (1784) Joseph II avait chargé son ambassadeur, le cardinal Herzan, de différentes négociations a notamment d'obtenir l'érection d'un nouveau siège épiscopal dans la ville de Budwesf. Ce siège comprendrait le district céde par l'archevêque de Prague et son Chapitre, ainsi que les trois cercies appelés Tabarien, Prachinen et Klattovien La cession avait reçu l'approbation du Saint-Père.

Avant cette érection, la secrétairerie Consistoriale fit un procès d'enquête pour déterminer certains points. Un questionnaire i sut adressé au cardinal Herzan.

On chargea Son Eminence d'y répondre, et d'envoyer en même temps l'acte authentique de la cession de territoire faile par l'archevêque de Prague et son Chapitre ".

A presque un an d'intervalle, le nouvel evêché na pas encore éte reconnu canoniquement, hien que l'empereur ait désigné pour lus un évêque dévoué à ses idées de réformes.

L'évêque de Budwesf, en Boheme, lisons nous dans la Gazetté de Ratisbonne, qui n'a pas encore obtenu du Saint-Siège la confirmation de son nouvel évêcné, s'occupe, en attendant, à faire mettre son eglise cathedrale dans un état conforme à la simplicité de l'Eglise primitive. Il en fait ôter toutes les images et toutes les statues inconvenables (sic' et qui imposent trop aux sens. Dans la même vue, il veut

[·] Voier quel était le questionnaire ,

¹º L'erection projetée est-elle nécessaire ou utile * 2º Quelle est l'importance de la ville de fludwest? Mérite-t-elle de devenir evêché 3º Y a-t-i, un palais episcopai, ou pourra-t-on en faire un? 4º Y a-t-i, une eglise qui puisse servir de cathedrale et quel est son titre? n' la sacristie est-el e poursue d'ornements * 6º Combien de chanoines seut-on créer et de quel e dignité? 7º Y a-t-il un séminaire épiscopal? 8º Existe-t-i un nout le plête? 9º Quel est le chiffre de la population de fludwest et du nouveau dincèse quelle sera sa délimitation? 10º Quel est le nombre précis des parcèsses tant séculières que régulières existant à Budwest et dans le nouveau dincèse ? 11º Combien y a-t-il dans la ville de monastères de religieuses existe-t-il d'autres deux pies et des confieries? 12º Quel est le chiffre de la rente pour la mense episcopale, et à combien s'elevent les prebendes de chaque dignitaire et de chaque clanolne?

^{*} Arca. Vai Nunrial di Vien De la secretairerie consistoriale pour la secrétairerie d'Elat à Mar le nonce de Vienne, 18 décembre 1748.

Vers la même époque le cardinal François Herzan d'Harras, ministre plévipotentiaire de S. M. L. demandait au Saint Pere l'érection d'un évêche dans la ville de Ternovic.

faire ôter du dessus de la chaire le Saint-Esprit qui s'y trouve attache sous la forme d'une colombe, parce que cette figure représente trop matériellement l'inspiration divine » ¹.

En ce moment l'empereur Joseph doît imposer la harrette au nonce de Viente, Mé Garampi, qui vient d'être crée cardinal dans le consistoire de mars 1785. Il avait probablement été désigné in petto dans le consistoire du 20 septembre 1784, celui où avait eu leu la promotion d'Archetti. Il fut dénoncé dans celui de mars 1785. Son auditeur, Mé Caleppi, fut designé, pour ablégat C'est le 28 mars, lundi de Páques, qu'on choisit pour la cerémonie. Elle eut un grand éclat si nous en jugeons par la relation detaillée que Caleppi envoya au secretaire de la Congrégation des Rites.

Joseph II fit présent a Garamp: d'une croix pectorale ornée de brillants et d'émerquées, dans une boite en or à son chiffre.

Le nouveau membre du Sacré-Collège était un personnage fort distingué dont le pape appréciait beaucoup le savoir et les talents. Dès l'année 1767, Clément XIII l'avait nommé camérier secret et secrétaire du Chiffre; l'année suivante il l'avait désigné au poste important de conservateur des archives du Vatican et du château Saint-Ange ².

Le jour même où se tenant le consisteire qui donnait la pourpre à Garampi, arrivait à Vienne son successeur Mª Caprara. Caprara, né à Bologne et sacré archevêque d'Iconium, ne put tout d'abord être reçu par l'empereur, dont l'état de santé inspirant de vives inquiétudes. Heureusement, écrivait l'ancien nonce, que des bains de lait et d'eau, presents par les mêdecins, commencent à avoir sur Sa Majesté les plus heureux résultats ².

^{*} Extrait de la Gaze de de Ratisbonne. Nº 103. 15 août 1785. Nous lisous dans le même numéro de cette gazette josephiste: « L'évêque de Satul- Hippolite, en Autriche, faisant dernièrement la visite de son diocese vient de déclarer libre et affranchi de ses vœux monastiques un mome » premontré qui étai, mecontent de son sort et dec arait avoir fait ses vœux sans y avoir reflecht comme il aurait failu. L'évêque ne trouva pas

Arch. Vat. Nunz. dt Vien. 16 juin 1785.

La santé de Joseph s'améliora rapidement, et, le 24 juillet (1785), à midit, Caprara fut invité à lui présenter ses lettres de creance. Dans l'antichambre du palais, il rencontre l'ambassadeur de France, le ministre d'Angleterre et des députes envoyés par la Hollande. Caprara est introduit le premier et, en quittant Sa Majesté, il se rend chez l'archiduc royal François qui le reçoit avec la plus grande courtoisie.

Dès le lendemain — 25 juillet 1785 — les ambassadeurs de France et de Russie lui font visite. Il ne sait comment exprimer sa reconnaissance au cardinal Garampi qui l'initie chaque jour aux affaires et lui ménage de precieuses relations !.

Avant son départ pour Vienne, Caprora avait reçu du secrétaire d'Etat une lettre de recommandation pour le prince Colloredo, et ce dernier répondit à cette lettre par les plus vives protestations de dévouement au pape et à l'Eglise.

Dans son récent voyage à Naples, Joseph II, nous l'avons vu, s'était concerté avec sa sœur pour tenter un mariage entre le second fils du Grand-Duc de Toscane et la fille ainée du roi des Deux-Siciles. Marie-Caroline ne desespérant pas d'obtenir l'adhesion de la France à ses projets et, dans ce but, elle désirait ardemment voir le cardinal de Bernis qu'elle se flattait de gagner facilement à sa cause Elle l'avant invité a venir la voir à Naples, d'abord par l'entremise du roi de Suede, puis directement par une lettre pressante. La France ne pouvait faire autre chose que de prier le cardinal de se rendre au désir de la souveraine.

Le voyage de Bernis allait encore devenir plus, utile à la suite d'un évenement grave et mopiné. L'Espagne venait de rendre publiques les fiançaitles de l'Infante Charlotte, fille du prince des Asturies, avec l'Infant don Juan de Portugal*, et celles de don Gabriel, troisième fils de Charles III, avec l'Infante dona Marianna de Portugal. Or, ces doubtes fiançailles exaspèrent la reine de Naples qui, n'ayant pu marier sa hile ainée en Toscane, comptait la placer en Espagne. Elle menace de rompre tout rapport diplomatique avec l'Espagne si ces mariages ont lieu; et elle n'aurait peut-être pas attendu a exécuter ses menaces sans l'intervention de Bernis, qui la



Arch, Vat. Nunn di Vien. 25 jui.let 1785.

² Plus tard roi de Portugal sous le nom de Jean VI

supplie de ne pas commettre un acte d'hostilité irreparable.

Le cardinal, afin d'essayer, s'il le peut, d'apaiser la tempéte prête à éclater, part pour Naples le 9 mai et y arrive le 10 ° Caroline le reçoit très bien, mais Acton, le maître de la politique, est à peine poli. Quant au roi, Bernis ne peut lui parler.

En fin diplomate qu'est l'ambassadeur de France, il von facilement le piège que lui tend la reine des Deux-Siciles; il ne veut être ni dupe ni complice Mais comment dire la vérité à la France? Comment faire savoir que Marie-Caroline renie le Pacte de famille et qu'elle n'en veut plus? Ses lettres peuvent être mises sous les yeux de Marie-Antoinette, la sœur de Marie-Caroline. Cette dernière, d'ailleurs, a été choisie pour marraine de l'enfant dont est enceinte la reine de France. Aussi c'est à peine si le cardinal ose écrire à Vergennes : a Il faut prendre garde qu'on ne soupçonne en Europe que l'influence autrichienne peut dominer à Versailles autant qu'à Naples.

Cependant le voyage de Bernis à Naples ne devait pas être tout à fait sterile. Il fut sans doute le point de départ d'un rapprochement ultérieur entre la France et le royaume des Deux Siciles, dont les rapports, et pour cause, avaient éte un moment très tendus.

Ce rapprochement fut signalé au secrétaire d'Etat par le nonce d'Espagne.

o Des lettres de Paris, ecrivait le nonce, donnent comme prochaine la reconciliation entre cette cour et celle de Naples. On ne sait encore toutefois d'où a transpiré la nouvelle sur laquelle on peut fonder cette esperance. M. le cardinal de Bernis, mécontent de Casas et un peu aussi de votre chevalier Azara, a écrit ici à un de ses amis pour se



^{&#}x27;I. prévient de son départ le cardinal secrétaire d'Etat par le billet suivant « Le roi ayant permis au cardinal de Bernis d'aller faire sa cour a LL MM. Siciliennes qui depuis longtemps ont parti le desirer, M. 'Bernard, accrétaire de l'ambassade de France, est autorisé à suivre les affaires pendant la courte absence du dit cardinal. Votre Eminence voudra bien informer le pape de cette circonstance et accorder à M. Bernard sa confiance et ses bontés...

A Rome, ce 4 mai 1784. a

plaindre que l'imprudence et les lettres de ces deux personnages l'ont exposé à encourir de graves ressentiments de sa cour, non moins que de celle de Naples II attribue cela a leur manque d'expérience et de pratique du monde, et il ajoute qu'il a pris le parti de garder un silence absolu. Le n'y a pas de doute que ce soit le meilleur expédient à sulvre dans des circonstances aussi difficiles et aussi désagréables 1, »

II. -- Nous avons vu, qu'à peine monté sur le trône, Joseph II. à l'instigation de ses ministres Kaunitz et Cobenzl. avait bouleversé la législation ecclésiastique établie depuis des siècles, en Allemagne. Il est juste toutefois d'observer que l'épiscopat, dans sa majorité, résista aux pretentions excessives de l'empereur. Cependant des archevèques princes-Electeurs se mirent en état de révolte contre le pape : ils poussèrent même l'audace jusqu'à faire appel au bras séculier. dans leur lutte contre l'autorité pontificale. Et pourlant l'archevêque-Electeur de Trèves avait en autrefois une attitude bien differente, « Parmi les illustres prelats, écrivait-on à Pie VI, qui ont seconde le zele de Votre Saintele pour les intérêts de l'Eglise, elle aura distingue sans doute Mer l'archevêque de Treves dont les belles lettres lui ont attiré ici une vénération générale, et à la cour et à la ville.. .. 2.

Aussi, un peu plus tard, le nonce voit-il avec un douloureux étonnement Clément-Venceslas de Saxe, archevêque de Treves, évêque d'Augsbourg et prince-électeur, accepter la tolérance religieuse qui concède à l'erreur les mêmes droits qu'à la vérité.

Pie VI profite des souhaits de nouvel an que l'archevêque lui envoie le 25 décembre 1783, pour le réprimander paternel-lement.

« Nous avons entendu dire, écrit le pape, que vous aviez accepte la tolérance religieuse dans vos Etats. Nous n'osons pas y croire. Permettez-nous toutefois de vous rappeler la lettre de notre très saint predécesseur Pie V, qui est la qua torzième du cinquième livre de ses lettres imprimees à

Lettre du chanome Pey, de Paris, à Pie VI.

¹ Arch. Vat. Nunziai. di Madrid Saint-Idelphonse, 20 août 1786

Anvers en 1640. Il exhorte le prince à ne pas tolèrer d'hèretique autour de lui ou dans ses Etats.... Mais, nous ne vous apprenons rien, vénérable Frère, à vous qui dans une instruction pastorale avez reprouvé la tolérance comme contraire a l'Unité de l'Eglise Si vous l'avez condamnée en qualité de Prince, à plus forte raison devez-vous la condamner comme évêque » 🐍

Non seulement l'Electeur de Trèves, mais les trois autres Electeurs : a savoir Frédéric-Charles-Joseph d'Erthal, Electeur de Mayence, Maximilien d'Autriche, Electeur et archevêque de Cologne, enfin Jerôme Colloredo, prince-archevêque de Salzbourg, légat-né du Saint-Siège, allaient bientôt unir leurs efforts pour contester au Pape un de ses droits les plus indiscutables, celui d'établir des nonciatures en aussi grand nombre qu'il le jugerait convenable pour les interêts de l'Eglise. Quand Charles-Théodore, l'Electeur palatin, eut eté mis en possession de son Electorat, malgré l'injuste opposition de l'empereur d'Allemagne 1, il concut le dessein d'avoir à Munich sa capitale, un nonce special auguel s'adresseratent ses sujets, au lieu de recourir, comme ils l'avaient fait jusque-la, à l'un des trois nonces de Lucerne, de Vienne ou de Cologne.

Il s'adressa à Pie VI. Pie VI agréa cette demande et désigna pour occuper le nouveau poste un neveu a lui, le comte Julien Cesar Zoglio 2 La nouvelle ne fut pas plutôt sue que la presse libérale l'accueillit defavorablement.

- 1 Arch. Vat Epist Ple VI ad Princip et alias. . 3 janvier 1784, c In · Impletate valde progredientor hacretici corumque sermo passim, serpit ut cancer; ac si quibus in rebus periculosa mora est, in har plane
- s est periculosissima. In qua omnino vel dissimulare, vel minus legiter · agere, au sæpenumero damnum attulerit Ecclesiæ Der, non solum
- veteres, sed recentes quoque nostra calamitates profecto quam vellemus.
- · clarius testantur. Et sane lenitas nuela potest esse tanta, ut istorum
- · flectere malitism quest; qui catholicorum patientiam exercere malunt
- o quam eorum saplentiam aut humanitatem experiri »
- 2 Nous avons dit précèdemment (ch. X p. 208) que Joseph II était entré en compétition avec Charles Théodore, l'Electeur polatin, duc de Berg Clèves et Juliers à propos de la succession de l'Electorat de Bavière. Cet electorat revenait de droit à Charles Théodore par l'extinction de la branche aînce de sa famille
- 1 En 1769, il fut question de supprimer cette nonciature par defaut de ressources. Le nonce avait joui jusque-là d'une rente crece par l'Electeur. cette rente etant insuffisante. Il demandait annue lement des crédits. Le

« Le Saint-Père, écrivait-on dans la Gazette d'Erlangen, a nommé son neveu, le comte Julien-César Zoglio, nonce à Munich, et toute l'Allemagne est très altentive à voir comment ces procedes romains seront recus à Munich et à Mayence: car il est notoire que les deux évêchés voisms d'Eichstadt et d'Augsbourg sont soumis à la province de Mayence. Si le nouveau nonce est pourvu de la moindre faculté, sa compétence ne peut être regardée que d'un très mauvais œil par les archevêques et évêques qui s y trouvent intéressés, et ne peut qu'apporter du danger à leurs droits ... > 1

Aujourd'hui, mandait le nonce de Vienne au secrétaire d'Etat, on a fait connaître par affiches l'apparition d'un nouveau livre qui a pour titre. De Legatis et Nuntiis Ponti-

ficiis.

La page 97 porte en litre : Quid sentiendum de nuntiatura nova in Germania introducenda 9.... » 4.

Le livre dont parle le nonce de Vienne attaquait évidemment le droit qu'a le pape d'intervenir dans le gouvernement des Eglises particulières par ses nonces et ses légals.

Mais à côté de livres inspirés par le sectarisme, paraissaient des écrits doctrinaux où le rôle des noncialures était montré.

sous son véritable jour.

« Les nonces, lisons-nous dans ces écrits, ont été constamment considérés, par les catholiques et même par les sectaires. équitables (sic/, comme les pacificateurs des royaumes, les négociateurs des intérêts de la religion et des peuples, les défenseurs de la liberté et de la justice opprimées. Ils ont désarmé des rois prités, arrêtés des fleuves de sang, assoupi des querelles dangereuses, empêche des guerres civiles, opposé des considérations chrétiennes aux dégâts des Infideles. »

secrétaire d'État et les cardinaux Borgia et Antonelli le prierent inin 1799 - de n'en plus réclamer. Le baron de Mongélas écrivait le nonce 97 juillet — était peu favorable à cette nonciature. Toutefois le duc de Birckenfeld affirma au nom de l'Electeur que du vivant de Pie VI. on ne ferait ancune innovation. Si cependant le subside accordé par l'Electeur vient à manquer, impossiblé de conserver cette nonciature.

(Arch. Vat. Monaco, Dispac. di Manaig. Nunz, 24 août 1799).

1 Arch. Vat. Namual di Vien. Extrait de la Gazette d'Erlangen, Nº 28. 12 avril 1785 * Ibid. Ljuin 1785.

2

Dans cette regrettable querelle des nonciatures qui surgit entre le Pape et les électeurs d'Allemagne, ce fut l'Electeur de Cologne, frère de Joseph II, qui commença les hostilités II prétendit que la nouvelle nonciature de Munich lésait ses droits souverains et que le Saint-Père ne pouvait pas l'établir. Mais le comte de Seimsheim, ministre de l'Électeur palatin, n'eut pas de peine à prouver que la juridiction épiscopale demeurait intacte avant comme après la création de la nonciature de Munich, et que le Saint-Siège avait parfaitement le droit d'envoyer trois nonces au lieu d'un, partout ou il le jugerait à propos †.

L'Electeur archevêque de Mayence et l'archevêque de Salzbourg écrivirent à Joseph II, le priant d'user de son influence sur le nonce de Vienne pour obtenir la suppression de la nonciature de Munich. L'empereur lui aussi s'adressa au nonce de Vienne. En sa qualite de « protecteur suprême de la constitution de l'Eglise germanique» Joseph entend «appuyer» de son « pouvoir impérial les archevêques de Mayence et de Salzbourg. C'est pourquoi il a résolu de déclarer au Saint-Siège qu'il ne permettra jamais que les archevêques et les évêques de l'empire soient préjudiciés dans leurs droits diocésains ». Par cette raison il ne reconnaît les nonces «que comme envoyés du pape destinés aux affaires politiques, et à traiter les objets qui concernent immédiatement le Saint-Père comme chet de l'Eglise ». Mais il ne saurait «leur accorder aucun exercice de juridiction dans les affaires spirituelles, ni aucune judicature quelconque ». Sa Majesté déclare « qu'en conséquence un tel exercice ne sera point permis au nonce qui se trouve actuellement à Cologne..... ni à tout autre qui sera envoyé dans l'avenir dans quelque pays que ce soit de l'empire d'Allemagne.... » Pour la revendication de ces droits l'empereur promet aux Electeurs de les assister · fraternellement » de tout son nouvoir 2.

Munis de cet acte de l'autorité souveraine, les Electeurs de Trèves et de Cologne se trouvèrent forts contre le nouveau nonce, Mª Zoglio L'Electeur de Cologne lu écrivit : « La lettre de Sa Majesté a été occasionnée par les plaintes que les

Lettre du 8 juillet 1785.

² Arch. Vat. Lettere sciolte, 12 octobre 1785.

archevêques de Mayence et Salzbourg ont portées contre la nonciature qu'on a voulu établir à Munich avec la même juridiction que vous avez exercee ci-devant à Cologne.... Je vous prie, Monsieur, de ne vouloir chercher aucune espèce de juridiction dans mon archidiocèse et d'éviter par là des desagréments ultérieurs.... » 4.

L'Electeur de Trèves tint au nonce le même langage.

«... Vous avez dù, lui dit-il, entendre parler de la constitution de Sa Majesté Impériale en date du 12 octobre, relative aux nonces et a leur juridiction. Elle a pour effet de priver les nonces de Sa Sainleté de tout pouvoir de juger dans l'empire aussi bien les causes qui relevent des droits primor dianx et essentiels du Souverain Pontife, que celles que les légats se sont attribuées ou que la suite des temps leur a attribuées.

« La tendre affection que j'ai vouée au Siège apostolique m'éloigne d'innover ou de vouloir duminuer les prérogatives qui appartiennent au chef visible de l'Eglise. Toutefois l'obeissance que je dois à l'empereur m'oblige à exécuter ses ordres sous peine de m'exposer à de fâcheuses conséquences. C'est pourquoi je n'ai pu me dispenser d'enjoindre à mes vicariats de ne pas permettre à l'avenir de recourir à la nonciature apostolique..... * *

Joseph II avait soumis au conseil impérial aulique les représentations des archevêques de Mayence, de Cologne et de Trèves relatives a la nonciature de Cologne et particulièrement les plaintes de l'archevêque de Cologne à propos de la nonciature de Munich. Le conseil aulique fit deux rescrits, le premier qu'il adressa aux trois archevêques, le second à

l'Electeur palatin.

Le premier rescrit se plaignait que le nonce de Cologne eut fait remettre au clergé « une circulaire du pape dont le contenu, en grande partie, a pour objet des choses purement séculières ». « Sa Majesté approuve, ajoutait on, que les archevêques Electeurs aient ordonné aux cures qui leur sont soumis de renvoyer la susdite circulaire du pape... »

Le second resert adressé à l'Electeur palatin reprochait

1 Ibid. 25 novembre 1785.





Arch. Vat. Lettere sciolie... 18 novembre 1785.

au nonce de Munich de s'être attribué dans les duchés de Berg et de Juliers une juridiction qui ne lui appartenait aucunement, et d'avoir nommé à Dusseldorf le prévôt Robertz pour son subdélégué. En conséquence, un defendant à l'Electeur d'accorder aucune juridiction dans ses Etats a Mª Zogrio, et le prévôt Robertz était menacé, s'il obéissait aux ordres du nonce, de voir saisir son temporel.

Le rescrit enjoignait à l'Electeur palatin de faire savoir à Sa Majesté, dans l'espace de deux mois, comment le présent ordre aurait été exécuté ⁴.

Au moment où les Electeurs, réunis à la diète de l'empire, insistent auprès de l'empereur Joseph pour qu'il épouse leur cause, ou plutôt leur querelle, l'archevêque de Mayence essaie de gagner le cardinal de Rohan au parti des Electeurs. De Rohan, en sa qualité d'évêque de Strasbourg, a une portion de son territoire enclavée dans les etats d'Allemagne.

L'archevêque de Mayence demandait au cardinal qu'il voulut bien unir sa déclaration aux leurs et dire : « Que les pouvoirs et juridiction des nonces du pape en Allemagne sont contraires tant aux lois de l'Eglise qu'à celles de l'Empire, particulièrement aux concordats germaniques et aux decrets du Concile de Basle reçus par les memes concordats — le seul cas excepté où le pape, comme premier surveillant et primat est autorisé et tenu à envoyer pour un temps un légat ou un nonce pour le maintien de l'unité et de la pareté de la religion catholique — « qu'en conséquence, non seulement les nonces ne doivent pas être souffer la, mais encore que tous actes émanés tant d'eux que de nonces étrangers, tant en fait de juridiction contentiense que de volontaire, doivent être déclarés nuls et de nul effet... »

Il ne paraît pas que le cardinal de Rohan fit cause commune avec les électeurs ni qu'il consentit à suivre l'archevéque de Mayence sur le terrain où celui-ci voulait l'entraîner. Le prince-évêque de Liège montra moins de sagesse. Depuis le décret impérial du 12 octobre 1785, le clergé liégeois ne pouvant plus s'adresser au nonce pour les causes ressortissant



Arch. Vat. Nunual di Vien. Correspondance universelle, vol. 4, ou Compilation complete et génerale, Nº 24, de toutes les gazettes, papiers publics, etc.

de son tribunal, s'adressa directement au pape. Il aurait voulu que Pie VI donnât au prince-évêque des pouvoirs de delegations obviant à la defense de recourir au nonce et lui evitant ainsi d'aller jusqu'à Rome.

Au moment où lui parvient la lettre du clergé liégeois, Pie VI fait la visite des travaux de dessèchement des Marais Pontins. C'est de Saint-Césaire a Terracine, qu'il date sa reponse.

« ... On ne peut soutenir, même après le rescrit impérial, écrit le pape, que le jugement des causes écclésiastiques n'appartient pas au nonce apostolique, puisque ce rescrit admet clairement un primat divinement institué et attaché a la Chaire de Pierre, ce qui ne peut s'expliquer catholiquement que du pouvoir de primauté et de l'exercice de ce pouvoir.

« S'il arrive, contre le droit et contre notre attente, qu'on chasse notre nonce de Cologne, nous ne pouvons pas accepter votre proposition de déléguer notre autorité à votre prince-évêque, à cause des difficultés et des dangers d'une pareille mesure... »

Et le pape expose la raison de son refus Si l'évêque de Liège ne mentionne pas les pouvoirs qu'il a reçus, on suppose qu'il agit de sa propre autoriter s'il les mentionne, il ouvrira la porte à des demandes analogues. D'autres évêques voudront, eux aussi, avoir des delegations; et ainsi, pratiquement, deviendront illusoires toutes les réserves pontificales faites en vue de sauvegarder l'exercice de la primauté romaine.

Le Souverain Pontife propose l'accommodement suivant ; que ceux qui veulent s'aur ssent directement à Rome. Les autres pourront se presenter devant un tribunai composé d'hommes sages et éprouvés, choisis par la nonciature, et munis par elle de pouvoirs spéciaux; —l'appel au Saint-Siège étant toujours expressément reservé! —. Les Electeurs se heurtaient donc à une invincible fermeté de la part du pape; mais ils étaient encourages dans la résistance par l'appul de l'empereur. C'est pourquoi ils deciderent de se reunir dans une sorte de concitiabule où ils prendraient d'un commun accord une mesure générale. Le ben choisi pour cette reunion fat le ns, bourgade voisine de Cohlentz, o't tout exercice de la

Area Vat Pristile Pit VI ad Principes et alias Lettre du 2t sout l'86



religion catholique était proscrit. Le 25 août 1786 eut lieu le conciliabule dans lequel furent signés vingt-trois articles connus sous le nom de *Punctation d'Ems*, articles plutôt capables d'opérer un schisme que de rétablir la paix dans 1 Eglise.

Lorsque ces vingt-trois articles eurent été ratifies par les quatre électeurs, copie en fut adressee par eux à l'empereur - 8 septembre. - Ce dernier leur demanda de se concerter, à ce sujet, avec les autres éveques d'Altemagne, mais les eveques refusèrent de suivre les Electeurs sur ce terrain, aussi n'osa-t-on pas publier les actes du fameux conciliabule.

A son tour, l'évêque de Liège est vivement sollicité d'adhèrer aux vingt-trois articles, le clergé de ce pays est un moment sur le point de se ranger du côté des Électeurs. Il se plaint des nonces dans un long mémoire. Le pape répond victorieusement à des objections plus specieuses que solides. Il montre en particulier que les griefs articules n'ont rien de commun avec la question des nonceatures qu'ils ont été suggérés par des ecclésiastiques que le nonce a qualifiés, à bon droit, de rebelles — 18 juin 1786. — Enfin, il aborde longuement la question de droit, revendique les privilèges de sa primauté en des termes tels qu'il ne doit plus rester aucun doute dans un esprit impartial!

Le clergé de Liège, son évêque et un grand nombre d'évêques d'Allemagne résistèrent finalement aux sollicitations qu'on leur fit et refuserent d'épouser la querelle des Electeurs

Ceux-ci ne se tinrent pas pour battus et ne tardérent pas à mettre à execution les articles d'Ems. Cependant, quand ils voulurent dispenser d'eux-mêmes des empéchements matrimoniaux, ils souleverent de vives oppositions de la part des nonces. Le pape publia une Encyclique déclarant nuls les mariages contractés avec empéchements reserves et sans la dispense du Saint-Siège. Les enfants issus de ces mariages, ajoutait le pape, seraient nécessairement illégitimes. L'expedition de la bulle fut confiée aux nonces qui l'envoyerent au clergé d'Allemagne le 30 novembre 1786. Des lettres emanées des diverses nonciatures apportèrent au Saint-Père le temoignageque son Encyclique avaitété reque avec respect et soumis-

Arch. Vat. Epist. Pii VI ad Principes et alios, 4 octobre 17%.



sioù par le clergé, mais que les Electeurs avaient violemment proteste contre l'acte pontifical drugé contre eux. L'archevêque de Cologne públia un mandement, le 19 décembre de la même année, dans lequel il appelle le nonce un « évêque etranger qui se dit nonce apostolique ». L'archevêque de Trèves taxa la lettre envoyée par le nonce, au nom du pape, d'« atteinte injurieuse portée a la puissance archiépiscopale » et l'archevêque de Mayence la qualifia d'« entreprise hardie». Ils décidèrent d'un commun accord qu'ils renverraient cette lettre à son auteur, le nonce. Alors l'Electeur de Cologne et les autres Electeurs se concertèrent le 17 décembre 1786, et écrivirent à l'empereur une lettre collective. Cette lettre ne fut envoyée que le 22 février suivant (1787).

Elle avait pour but de se plaindre des prétendus empiétements des nonces et priait Sa Majesté d'exposer l'état des choses devant le conseil aulique. Nous agissons, disaient les Electeurs, « non pas comme prélats, mais comme princes dont le territoire a été violé par un étranger. » Nous demandons qu'un rescrit du conseil aulique de l'empereur déclare nulle la juridiction de Mer Zoglio dans le duché de Juliers et de Munich.

L'Electeur de Cologne saisit de l'affaire son agent de Rome et prétend la porter au tribunal du pape. Le 27 janvier 1787 ¹. Pie VI lui a écrit pour le calmer s'il est possible en le rappelant au respect de l'autorité. Mais, sans tenir compte des sages avis du pape, l'Electeur de Cologne s'exaspère davantage. Il compose une Pastorale le 4 février 1787, dans laquelle il traite le nonce de « seditieux, d'ignorant, de mercenaire, d'homme instigué par l'esprit de tenèbres..... » Mais, à la reflexion, il trouve apparemment que sa Pastorale de passe les convenances, car après l'avoir écrite il en prohibe la publication et l'affichage public ou même dans sa cathédrale. Le 2 avril 1787, il se contente d'envoyer au pape une lettre où il se proclame le defenseur des droits du Saint-Siège L'Electeur de Mayence, lui aussi, proteste de son amitié pour le pape. Mais, fait justement observer Pie VI, Charles VII



[!] Picut dit que le Bref du Pape a l'Electeur de l'ologne est du 20 janvier 1787 et qu'il se trouve a la lin des Memoires de Paces sur la noncialure d'Allemagne.

n'avait pas employé un autre langage dans ses rapports avec Pie II. 1.

Les métropolitains de Vayence, de Trèves, de Cologne et de Salszbourg auraient bien voulu s'adjoindre l'Esecteur palatin; n'y fallant pas compter, attendu que c'étant a la demande de ce même Electeur, Charles-Théodore, qu'une nouvelle nonciature avait été creee à Munich, capitale du palatinat de Bavière.

Ils essaient néanmoins de tromper sa vigilance et de pousser le clergé du palatinat à refuser d'obéir à la lettre circulaire du nonce

Mais l'Electeur palatin fait bonne garde; il écrit le 6 mars (1787) a que le vicariat épiscopal de Worms a osé intimer nux curés et au clerge du palatinat électoral des ordonnances, non seulement avec défense d'accepter la lettre circulaire du nonceapostolique, qui déclare nultes les concessions contraires aux réserves pontificales, mais encore avec ordre de la renvoyer sur le champ. »

Ces mesures, pense l'Electeur palatin, sont fort graves; aussi commande-t-il a à la Régence d'enjoindre dans le cas présent à tous les doyens et cures du palatinat Electoral, sous peine de sequestration et de confiscation de leur temporel, de renvoyer incessamment les ordonnances qui leur sont adressées, dans la cause susdite, de la part des archevêques ou évêques.... »

Non content de cela, Son Altesse porte plainte à l'empercur et à la diete de Ratisbonne 2. En altendant, il prescrit qu'on laisse le nonce, ou son délégné Robertz, exercer dans les duchés de Juliers et de Munich des actes de juridiction qui ne lésent d'ailleurs en rien l'autorité ep. scopale.

« L'Electeur de Cologne et les Métropolitains, continuait l'électeur palatin, n'auraient jamais dû me savoir mauvais gré que j'ai refusé de taire cause commune avec eux en maintenant au nonce, dans mes Etats, l'exercice de ses facultes.

« L'archevèque de Cologne, ajoutait-il, ne devrait-il pas

¹ SS D. N. In Papa Sexti Responsio ad Metropolitanos, fol 20, 21, Il fait allusion à la Pragmatique Sanction (Cf. Paster III

^{*} L'Electeur Palatin écrit à l'empereur le 4 avril 1787 et à la Diéte de Ratisbonne le 27 août 1788 |

plutôt être satisfait que je laisse les choses dans le statu quo? Pour me deli vrer de ses importunités, j'aurais pu detacher les communautés de mes duchés de Berg et de Juliers de son trop vaste diocèse; et, pour le bien de mes sujets ériger un nouvel évêché avec l'approbation et le concours de l'autorite papale.»

L'Electeur palatin disait en terminant « L'exemple digne d'éloges a vec lequel Votre Majesté Impériale, comme archiduc d'Autriche, a pourvu au bien-etre de ses Etats héreditaires dans l'Allemagne, en démembrant beaucoup d'anciens archevèchés et évèchés pour en établir de nouveaux, me fournirait un juste et equitable objet d'imitation.

Ces observations frapperent l'empereur qui ordonna que l'affaire de la nonciature de Munich et des autres nonciatures d'Allemagne fût de nouveau portée devant le conseil aulique. La nonciature de Munich, en effet, comme on l'avait clairement etabli, ne creat pas un nouveau droit de juridiction. Elle divisait entre plusieurs nonces la juridiction primitivement attribuée à un seul.

Voyant que tout était remis en cause par l'empereur, les Electeurs dissidents craignirent que la dicte générate de l'empire ne les désavouàt : ils demandérent instamment au pape de supprimer, de son chef, les nonciatures d'Allemagnet.

Le 14 novembre 1789, Pie VI leur répond, tune lettre datée de Sainte-Marie-Majeure 3. Il n'a épargne ni sa peme ni son travail pour défendre la cause des nonciatures et convaincre les Électeurs de la légitimité de ses prétentions et de son droit incontestable d'étab ir des nonces Il les supplie de ne pas faire cause commune avec les ennemis de l'Eglise 3. Les Electeurs de Mayence et de Cologne savent qu'en 1594 les protestants demandaient à grands cris la suppression des nonciatures. Toutefois ils furent obligés de ceder aux catholi

de Cologue. - Lt le 8 des mêmes l'alendes à l'archevêque de Salzbourg.



Celui de Trèves le 17 novembre 1788, celui de Mavence le 25 novembre, cetul de Cologne le 27 novembre, l'archevêque le Salzbourg le 24 novembre.

Arch Vat. Epistolæ In VI ad Principes et alios. Il cerit à Charles Joseph, archevêque de Mayence, prince Electeur le .4 covembre 1789 — A l'Electeur de Trèves le 14 des Calendes. Le 4 des Calendes a l'Electeur.

^{*}Interim to confrairesque tues quantum in Doume possumes, obsectamus no horiestam fai its affictam armonis novo delore cumulatis cunth I are ideno exchallus potest, quam ut me obra adve sus Caput prohentur. **

ques et de retirer leur demandes. Est-ce que les catholiques obtiendraient ce que les protestants n'ont pas persisté à demander? L'empereur a promis de « tenir en bonne et fidele garde et protection la chretienté, le Siège de Rome, Sa Sain teté le pape et l'Eglise chrétienne, en qualité d'avocat d'icelle. »

« Souvenez-vous, ajonte le pape, que votre autorité métropolitaine n'est pas d'institution divine, mais d'institution humaine et ecclésiastique, et qu'elle s'appuiesur des privilèges que lui a concédés le Saint-Siège. L'archevêque de Trèves écrivait naguère dans une lettre pastora e : les ennemis de l'Eglise, couverts de peaux de brehis, se réunissent pour deprimer ses premiers pasteurs..... Est ce bien celui qui a écrit ces paroles qui ose demander aujourd'hui la sappression des nonciatures ? »

Les membres du Chapitre de l'Eglise cathédrale de Cologne envoyèrent à Pie VI une lettre de soumission. Leur conduite, écrivaient-ils, ne s'est pas démentie de celle de leurs prédécesseurs. Aussi sont-ils vivement affligés de la déclaration du sérénissime prince-Electeur.

Pie VI leur répond. Il est heureux de les entendre declarer qu'ils n'ont eu aucune part dans les troubles. On les a calomniés..... Pie VI terminait sa lettre en leur disant

• Marchez sur les pas de vos ancêtres qui, craignant les réformes ecclesiastiques demandées aujourd hin par les professeurs de l'Université de Bonn, écrivaient à leur archeveque, le 1^{er} octobre 1543, des lettres demeurées celebres. » ²

Tout en répondant aux mêtropolitains et en réfutant leurs objections, le pape les invite à rentrer dans l'ordre et la soumission. Il vient d'achever un travail de longue haleine sur les noncratures apostoliques et sur les droits du Saint-Siège d'instituer des nonc es partout où hon lui semblerait 3. Bien que cet important travail parût de nature a convaincre tous les esprits, il souleva des objections de la part de l'Esecteur de Cologne. Le pape crut devoir lui écrire de



Arch. Vat. Epist Pil VI ad Princip, et alios, is février 1790.
 Arch. Vat. Epist Pil VI ad Princip et alios, 27 mars 1790.

J Sanctissemi Domini Nostra Pil Capse Sexti respensio ad Metropolitanos Moguatinum, Trevirensem, Colontensem et Salisburgensem super Nunciaturia apostolicia, Romie MDCCLXXXIX

nouveau une lettre où il défend pied à pied les droits du Siege apostolique, et lui montre l'illégalité commise par lui dans la constitution du nouveau tribunal d'officialité ecclésiastique établi d'après la constitution de l'Union Rhénane.

archiépiscopal d'officialité., mais il ne jugeait que pour une seule instance:..... l'appel de ce tribunal était porté devant le

nonce ou devant le Saint-Siège.... »

Pie VI ajoute: « Nous vous demandons comme satisfaction l'abolition de ce tribunal et l'annulation de tous ses acles..... Pourquoi priver le Saint-Siege, juge suprème et le nonce, qui le remplace, d'intervenir dans les causes ecclesiastiques de concert avec vous qui n'avez reçu que du Saint Siège votre autorité métropolitaine? ... Vous continuez, malgré nos observations, à concéder des dispenses qui excèdent vos pouvoirs. Dans votre Université de Bonn, vous laissez enseigner ou détendre de mauvaises doctrines. Il y a notamment un professeur, nommé Hedderich, qui donne aux jeunes gens de telles maximes qu'il vandrait mieux pour eux qu'ils n'eussent pas de professeur. Hedderich. Spiegel, Spilz, Weiner, Froitzheim, le Pere Thadee et Schneider ont causé du scandale dans l'Université par leurs publications!, »

En terminant sa longue lettre. Pie VI rappelle l'Electeur a l'obéissance. Plus les fils qui se separent de l'Eglise sont illustres et plus grande est sa peine. Le pape ne désire que la

paix et la concorde. Il ne peut abolir les nonciatures.

St, dans cette institution, il s'est introduit quelques abus, qu'on les lui expose confidentiellement et il les corrigera?.

Pie VI donna la plus grande publicité à son livre sur les nonciatures. Il en envoya bon nombre d'exemplaires à ses nonces avec ordre de les répandre dans les milieux opportuns. Celui de Madrid en a reçu quarante; il en donnera aux évêques et à ses amis 3. Il commence par en envoyer un nonce de Lisbonne, Me Bellisomi, l'ancien nonce de

Notamment par cette publication. Parallelumi inter Lovani usuam Bannensiumque Doctorum sententias specimen primum in bonum Religionus catholicus a Theodulpho Josepho Van den Elsken, Clerico Junuceusi nepote patruo suo scriptum. Diuseldorff, 1790.

Arch. Vat. Epistole Pu VI ad Princip, et alios 4 mars 1790 1 Arch. Vat. Numail di Madrid Nº 325 2 mars et 5 octobre 1490.

Cologne. 4 » J'au reçu, écrit ce dernier au secretaire d'Etat, par l'intermédiaire de M^{se} le nonce de Madrid, le livre de Sa Sainteté sur les nonciatures apostoliques. J'ai vu avec un plaisir infini exposées avec élégance, clarté et grande érudition les raisons peremptoires qui constituent au Saint-Siège un droit ineluctable, droit confirmé depuis tant de s.ècles | Je ne puis nier qu'il m'a été d'autant plus agréable de parcourir la suite du récit historique que j'y ai pris part...., » *.

L'Electeur de Cologne, en sa qualité de frère de l'empereur Joseph, fut de tous le plus osé dans la résistance contre Rome. L'Electeur de Trèves, lui, ne tarda pas à abandonner la ligne 11 publia une déclaration datée de Coblentz 2 février 1790. — Cette déclaration: 1° défendait qu'on discutat à l'avenir pour ou contre la Panctation d'Ems; 2° affirmait que Son Altesse n'entendait plus dispenser, dans les cas réserves, sans faculte du Saint-Siège: 3° qu'elle reconnaissai, enfin pour limites a son autorité ecclésiastique les limites fixées par le droit canon 3.

Bientôt l'Electeur demanda à Rome des indults quinquennaux pour accorder a son diocese d'Augsbourg des dispenses matrimoniales dans les degrés reservés, et 1, sollicita aussi des lettres appelées sanatorias pour régulariser des mariages qui avaient eté contractés indûment.

L'Electeur de Mayence semble bientôt entrer dans une voix de conciliation, mais it y était poussé surtout par une question d'intérêt personnel. Il voulait en effet obtenir pour coadjuteur un de ses amis, le chanoine Charles de Dalberg

En 1776 Met Bellisomi elait nonce à Cologne Arch, Vat. Nancial, di Lisbon, 18 mars 1790

³ Bibl. Vitt. Em. Fondo Gesuitico 157 11.

Les pretentions des Electeurs contre le SS étajent excessives Ajnsi Larcheveque de Mayeure s'etait arroge des droits reserves et les exerçait par lui-même ou par l'entremise de son vivariet. Il dispense de son chef un chanolne de S Victor, André Recum, sous-diacre, de son viru de chasteté et l'autorise a contracter un mariage avec M r de Rogister. Pie VI en est surpris a hon droit. Il lui cerit le 16 juillet 1791 pour lui dire qu'il a outrepasse ses pouvoirs. Il espère que son vicarint seul a pris ce te mesure et a son insu. Il le prie donc de vouloir bien casser ce jugement, de fair comprendre au chanoline qu'il doit s'eloigner de a termin qui n'est pas son épouse. Que si le chanoline veut faire valoir ses droits à la dispense, qu'il vienue s'en expliquer à Home, devant le Saint Siège, seul juge en pareille matière.

⁽Arch. Vat. Epist. Pii VI ad Princip. et alios, 16 juillet 1791).

Mais lorsque les plaintes du métropolitain eurent été portées devant le Conseil aulique, et de là à la diète de Ratisbonne, il oublia ses promesses. En sa qualité d'archi-chancelier de l'empire, il proposa les griefs des prélats à l'examen de la Diète, et adressa cette fois une circulaire à tous les princes de l'empire. Ce fut un spectacle étrange de voir des archevêques accusant le chef de l'Eglise devant une assemblée presque entièrement composée de laïques, et dans laquelle siégement avec grande autorité des princes protestants, comme les rois de Prusse et de Danemark, le prince de Nassau, le stathouder de Hollande » !.

Ces difficultés, suscitées par l'esprit de discorde, s'évanouirent bientôt devant des querelles plus fâcheuses encore. Les troubles du Brabant, la mort de Joseph II et surtout la révolution française firent avorter la Punctation d'Ems. Les quatre archevêques qui l'avaient signée, expièrent d'abord par le pillage de leurs Etats, puis par la perte de leur puissance temporelle, et même de leurs sièges épiscopaux, les prétentions ambitieuses dont ils s'étaient laissé bercer, au détriment de la paix de l'Eglise et des droits de son chef. Dépouillés de tout, ils rendirent justice, pendant leur exil, à ces nonciatures contre lesquelles ils avaient, à un moment, montré une ardeur si peu réfléchie. §.

Mémoires pour servir à l'Histoire eccléssastique pendant le aveu siècle, par M. Picot. T. V. p. 249

^{*} Cf. Picot. V. 251. Mémoires pour servir à l'Histoire ecclésiastique

CHAPITRE XXII

SOMMAIRE. - I. Le Gouvernement des Pays-bas passe aux mains de Joseph II. — Serment de « Joneane Enfrée ». -- Réformes religiouses. --Emeute au Seminaire de Louvain. - Mr Zon-Seminaires Généraux. dadari chasse de Brugelles, Le Cardinal de Franckenberg cité à Vienne - Luc deputation va trouver l'Empereur - Soulévement de Bruxelles. — Soulevement général — Joseph II à la tête de ses troupes. -- Il demande à Pie VI d'intervenir pour calmer les esprits. -- Mort de l'Empereur Joseph II. — Rétablissement de l'Université de Louvain. 🦠 Pie VI annonce en consistoire la mort de Joseph II. II. L Empereut Léopold. - Nouveau consistoire pour annoncer son election MF Caprara est confirme nonce a Cologne - ... archeveque de Prague prend les vêtements cardinalices pour le couronnement de l'empereur Leopold — Le nonce s'y fait représenter par son auditeur — Caprara cardinal. — Defiance des Belges a l'endroit de Leopold. — Ils le proclament néanmoins duc de Brabant. Mort de Léopold. François II. - La Belgique réunie à la Republique França se

I.-A la mort de Charles-Alexandre, duc de Lorraine et de Bar, Grand Maitre de l'ordre Teutonique, Lieutenant-gouverneur et capitaine général des Pays-Bas 1, Joseph II devint souverain de ces Etats 2. Avant de prendre en main les rênes du pouvoir-l'empereur prêta serment devant le primat de Belgique. Par ce serment, il s'engageait à maintenir intacts les droits et privilèges énumérés dans une Constitution connue sous le nom de Joyeuse Entrée 3. Ensuite, il accorda une amnistic générale. Mais Joseph II, toujours tourmenté par la manie des réformes religieuses, ne tarde pas à oublier ses serments. L'année même de sa prise de possession, il étend à ce pays

¹ Arch Vat. Naumat di Brusselles. Memoire des formalites à observer à l'inauguration de S. M. l'empereur en qualite de duc de Lothier, de Brabant, de Limbourg et de marquis du Si Empire romain, qui doit être celébres en cette ville de Bruxelles le 17 juillet 178:

Son Attesse Hoyale en posant la main sur un missel qui lui sera présenté par l'official du cardinal, fera, entre les mains de Son Eminence, e serment ordinaire pour l'observance des droits et immunites compétentes nux Eglises de brabant qui lui sera prélu (see) par le même official »

¹ Il était mort au château royal de l'ervueren le 4 juillet 1781 à 10 heures du soit.

² Le 17 juillet 1781.

son arrêt de Tolérance, déja en vigueur en Autriche, et décrète la suppression de la bulle *Unigenitus*. Les évêques eurent beau réclamer devant le souverain dans la visite qu'il leur fit en 1781, il resta sourd à leurs profestations.

Au mois d'avril 1784 vingt-trois monastères sont supprimés dans les Pays-Bas, et on menace quarante-cinq autres de subir le même sort 'En même temps Joseph défend aux évêques de publier, sans son autorisation, des lettres pastorales ou des Mandements sur quelque sujet que ce soit. Son heutenant-général est chargé de notifier sa défense au cardinal archevêque de Malines.

D'énergiques protestations s'élevèrent de toutes parts. Parmi les évêques protestataires, les plus ardents farent le cardinal de Frankenberg, puis M^p Schrattenbach, évêque de Lavant et l'évêque in partibus de Curi 2.

Mais de toutes les réformes ecc. es satiques qui hantaient l'esprit de Joseph II, aucune ne fut plus néfaste que celle des Séminaires Genéraux. Sous prétexte d'unifier l'enseignement théologique dans les grands séminaires, les ministres de l'empereur voulurent répandre dans ces établissements les doctrines fébroulennes et jansénistes. Ils inspirérent au prince la pensée de remplacer les séminaires épiscopaux par des Séminaires Généraux. Chaque province de l'empire allemand devait avoir son Séminaire Général. En 1784 on en compte neuf établis : à Presbourg pour la Hongrie, à Vienne pour la Haute-Autriche, à Prague pour la Bohême, à Olmutz pour la Moravie et la Silésie, à Lemberg pour la Gallicie, à Gratz pour la Styrie et la Carinthie, à Inspruck pour la Lombardie. Le pour le Brisgau et enfin à Pavie pour la Lombardie. Le

Linte des couvents supprimés éventuellement .

La liste des couveuts supprimés dans les Pays-Bas autrichiens en avril 1784. Couvents d'hommes 23.

I. — Dans le Brabaut : 4 à Bruxelles ; 1 à Louvain ; 7 à Anvers ; 1 à Nivelles ; 2 à Tinlmont , 1 à Hannut , 1 à Baerle.

II. - Dans le Luxembourg : 1 à Hosingen.

^{111. -} Dans la Gueldre : 3 à Ruremonde

¹V. — Dans In Flandre 5 a Gand, 6 à Bruges, 1 à Courtray 2 à Ypres;
1 à Termonde, 1 à Nœuport, 1 à Audemarde, 1 à Turnes, 1 à Nevel.

V. - Dans le Hainaut 1 à Ath ; 1 à Binch.

VI. - à Namur. 2 a Namur ; 1 à Tourna).

² Arch. Vat. Nunziel, di Flandra, 135 Rr.

16 octobre 1786 on en érigea un dixième à Louvain pour les Pays-Bas Autrichiens, avec un semmaire fil.al à Luxentbourg 12

La Bavière ne tarda pas, à son tour, à avoir ses Séminaires Généraux. On supprima bon nombre de séminaires diocésains dont les biens furent confisqués, et on les remplaça par des Instituts territo, iaux qui ne dépendaient en rien des évêques. Statuts disciplinaires, choix des professeurs, direction des études, tout fut réglé par un référendaire ministeriel laique 2.

Le cardinal de Frankenberg les évêques d'Anvers ^a et de Namur ⁴, les États Belges et le Conseil de Flandre ^a protesterent contre la suppression des séminaires épiscopaux et la création, à leur place, des Séminaires Généraux.

La direction de ces nouveaux séminaires fut remise à un certain Le Plat, tout à la fois janséniste, fébronien, gallican et, par dessus tout, ennemi déclaré de la juridiction épiscopale. L'enseignement fut confié à des professeurs d'une doctrine plus que douteuse; aussi les évêques belges, contraints d'envoyer leurs jeunes clercs dans de pareilles maisons, refusentils de le faire sans un contrôle suffisant.

Les séminaristes eux-mêmes, prévenus par leurs évêques, ne tardent pas a s'insurger contre les professeurs héterodoxes qu'on leur impose.

Les 5, 6 et 7 décembre, ils se livrent à de telles manifestations qu'il faut occuper militairement le séminaire de Louvain. Des chasseurs et des dragons s'emparent de dix-sept élèves considérés comme les fauteurs de la révolte. Une commission impériale, composée de troismembres du Conseil de Brabant, vient faire une enquête pendant trois jours. Comme resultat, vingt canq jeunes théologiens sont saisis, à minuit, arrachés de leurs cellules et jetés dans des cachots. Les autres prennent la fuite. Ce que voyant, le gouverneur

^{&#}x27; Ils furent ouverts le te novembre 1786 en même temps qu'on supprimait l'Université de Louvain et les séminaires épiscopaux.

Cf Analecta Juris Pontifici, T. I. fol. 1069.

³ Lettres du 31 mai et du 12 novembre 1786.

^{4 16} novembre 1786.

^{4.13} jum et 17 novembre 1786.

de Bruxelles lance un édit ordonnant à tous les évêques de refuser les ordres aux elèves de Louvain qui ont deserté le Sémmaire Général.

Sur les entrefaites le nonce, M^{3r} Zondadari, a fait imprimer, pour le reparture, cent exemplaires du bref Super soliditale fulminé contre Eybel Aussitôt on lui donne l'ordre de quitter Bruxelles dans le délai de huit jours², et on confisque tous les exemplaires de l'acte pontifical ³.

A son tour, le cardinal de Frankenberg est déclaré responsable de l'émeute du Séminaire Général de Louvain et de la fuite des séminaristes. L'empereur le mande à Vienne pour répondre aux accusations portées contre lui Le cardinal arrive dans les derniers jours de février et se justifie sans peine. Toutefois on ne lui permet de retourner dans son diocèse qu'après quatre mois d'interdiction de séjour et des ennuis de plus d'une sorte 4.

L'agitation est grande dans le pays. De toute part s'élèvent des protestations contre la création des Séminaires Généraux. L'évêque de Namur, le P. Godefroy à d'Alost, les protesseurs de l'ancienne université de Louvain, les Etats de Brahant et de Flandre, les magistrats de Braxelles, d'Alost, de Gand, d'Audemarde et de Bruges, enfin les séminaristes eux mêmes couvrent de signatures des pétitions adressees à Joseph II.

Partout on réclame à grands cris le rétablissement des séminaires épiscopaux et la cessation des innovations re i-gienses. Ce que voyant, l'empereur demande qu'on lui envoir une députation d'hommes suges avec lesquels ils s'expliquera. Cette députation arrive à Vienne le 12 août, et reçoit de Sa Majesté et de Kaunitz un bon accueil e. des promesses meilleures encore. A son départ, le 25 août, la deputation a pleune confiance dans la parole du souverain.

¹ Le 14 decembre 1786.

² Par edit du 14 février 1787.

³ Edit du 21 mars 1787.

i Frankenberg obtint l'autorisat on de sorte de Vienne le 8 jui.let. Il arriva à Malines le 15.

[·] L'évêque de Namur, comte de Lichter Welde, s'enfult en Hollande pour éviter une arrestation. Le P. Godefroy d'Alost qui a écrit à l'empereur, reçoit l'ordre le 29 mars de quitter Bruxelles immédiatement et la Belgique en S jours.

Elle quitte Vienne, et presque aussitot Joseph fait savoir qu'il n'exécutera ses promesses qu'à une condition : le pays rétractera tous les actes commis contre l'autorité impériale.

Evidemment l'empereur se dérobait, il prenait un fauxfuyant. Aussi les États de Brabant dénoncent-ils avec indignation ce manque de loyauté, et invitent-ils les autres États à faire cause commune avec eux dans la voie des justes revendications 2.

Alors la ville de Bruxelles se soulève. Cinquante mille hommes prennent les armes pour defendre les libertés religieuses. Ils déclarent qu'ils s'opposeront par la force a l'ouverture des cours du Seminaire Genéral, ces cours devaient s'ouvrir le 1^{er} octobre. Le comte de Murray, ministre plénipotentiaire, effrayé du danger, fait retarder d'un mois l'ouverture des cours. Et comme il voit que cette mesure est insuffisante pour calmer les esprits, il proclame que l'Empereur est enfin décidé à respecter les libertés belges, ainsi qu'il l'a promis dans le serment de Joyeuse Entrée

La Belgique s'apaise alors, et les Etats de Flandre félicitent Joseph de ses dispositions libérales ³. Profitant de cette accalmie, Murray envoie à tous les évêques une circulaire leur intimant l'ordre d'envoyer leurs séminaristes à Louvain pour le 1^{er} novembre. Il leur promet que l'enseignement sera orthodoxe, et il ajoute que l'Empereur est résolu de faire respecter ses volontés irrévocables.

A la réception de la circulaire du comte de Murray, tout l'épiscopat belge proteste, et à sa tête le cardinal de Frankenberg. Les Etats de Brabant et ceux de Malines adressent des représentations motivées. Les superieurs d'Ordres religieux déclarent qu'ils n'enverront aucun sujet au Séminaire Général, et les anciens professeurs de l'Université de Louvain combattent le principe des Séminaires Généraux et en exposent les dangers s.

Dépectie du 16 soût

² Le 28 août et le 30 septembre.

⁸ Le 3 octobre 1787.

¹ Les évêques d'Anyers, de Bruges, de Gand et de Namue.

² Le 18 actobre

Dans leur assemblée générale du 22 octobre.

⁷ Le 5 novembre

⁶ Le 5 novembre.

Joseph, fort méconient de cette agitation, en rend, contre toute justice. Murray responsable.

On le rappelle, et on au donne pour successeur le comle Ferdinand de Trautmansdorff, Trautmansdorff arrive à Bruxefles le 25 octobre (1787)

Après quelques moments d'hesitation, le nouveau gouverneur annonce l'ouverture du Séminaire Général pour le 15 ianvier 1788.

Le nonce des Pays Bas suit les péripéties de la lutte entre les catholiques belges et l'empereur d'Allemagne. « Plus le » gouvernement de Bruxelles, écrit-il au secretaire d'Etat.

- n multiplie ses instances pour déterminer les évêques à
- donner leur consentement au Séminaire Général de Lou-
- wain, qui doit s'ouvrir le 15 courant, et plus fortes sont les
- oppositions du cardinal de Malines et des autres évêques.
- . Peut être n'obligera-t-on tout d'abord à s'y rendre que les Réguliers 1. *

Les séminaristes eux-mêmes rivalisent de zele contre l'ouverture du Séminaire Général. Ils adressent, sur ce sujet. une langue lettre au cardinal de Malmes, — 8 janvier 1788, —

..... Ces jours derniers, mande le nonce au secrétaire b d'Etat, le Docteur Le Plat retourna à Louvain, par ordre

- du gouvernement. Il fit son cours de droit-canon sous la
- » protection d'un détachement de troupes : Ces troupes ne
- nurent empêcher toutefois que la jeunesse écolière et le
- » peuple ne jetassent quelques pierres au professeur et ne le

» traitassent d'hérétique... » 2.

Les étudiants en philosophie furent accusés d'ayoir pris part à cette échauffourée; ils furent consignés dans leur collège avec défense den sortir, « Je prie le ciel, disait le » nonce, que cette étincelle n'allume pas un formidable

- incendie!..... Tous les évêques des Provinces, ajoutant-il.
- ont été unanimes dans leurs réponses, et les Chapitres de
- » leurs cathédrales, interrogés par eux, ont partage leur
- » sentiment. De plus, les séminaristes ont signé et envoyé a » leurs évêques des déclarations pour dire qu'ils n'iraient pas
- a Louvain. Cependant le gouvernement, dans la nuit du 15.

Ibid. 14 janvier 1788.

¹ Arch. Vat. Nuntiat. d. Flandra. S. Troud, 7 janvier 1788

41

jour ou l'on avait decide qu'aurait lieu l'ouverture du
 séminaire, — donna de nouveaux ordres pour faire cette
 ouverture. Les étudiants refusérent d'aller aux leçons
 publiques des professeurs.... » ¹.

Le gouvernement soupçonne que le cardinal de Frankenberg est l'àme de l'opposition.

I) iui défend alors : d'enseigner la théologie dans son sémmaire et cela sous peine de mille écus d'amende pour lui et de cinquante pour chacun de ses professeurs.

Frankenberg cède à la force, mais il proteste énergiquement devant le Grand Conseil « Je n'ai, disart il en terminant, que cette alternative d'obéir à Dieu ou aux hommes. Dans la cause de Dieu je marcherai de pied ferme, assuré d'un sauf-conduit » 3.

Le 22 janvier (1788) Trauttmansdorff reunit le conseil de Brabant par ordre de Joseph II; il lui déclare qu'il l'empèchera de se séparer avant qu'il n'ait sanctionné les édits de l'empereur. Or ces édits sont la confiscation des libertes chères aux Pays-Bas libertes que Sa Majesté a juré de respecter par le serment de Joyeuse Entree.

Le Conseil refuse d'obeir. Alors Tranttmansdorff fait investir la salle des délibérations par la garnison de Louvain composée de deux régiments. On repousse la violence par la violence. Quelques soldats sont tués, mais le peuple et les écoliers demeurent calmes et ne prennent aucune part à la nouvelle émeute.

Deux jours après l'envalussement par la troupe de la salle des Étais, le 21 janvier, le fiscal général faisait visiter tous les couvents de Bruxelles pour voir s'il n'y trouverait point cachées de la poudre et des armes. « Grâce à Dieu, écrit le nonce au secrétaire d'État, on ne trouva rien » ⁵.

Au milieu de ce concert d'opposition, l'évêque de Gand fait entendre une note qui paraît discordante. Le 14 janvier il invite ses séminaristes à se rendre au séminaire de Louvain.

Arch Vat. Nunerat. di Fland. S. Troud, 18 janvier 1788.

Par décret du 22 janvier 1788

³ Arch Vat Nunzial, di Frand 23 janvier 1788.

⁴ Ibid Lettre du nonce au cardina Boncompagni secrétaire d'Etat Liège, 4 février 1788.

^{*} Arch. Vat. Nunz. at. di Fland. S. Troud, 18 janvier 1788.

c. Ceux-ci, écrit le nonce, ont appelé de la décision de leur évêque au jugement du Chapitre et des États de Flandre. On dit que cet évêque est aussitôt parti pour la France On dit encore qu'un pareil ordre aurait été donné par M^{er} Salm, évêque de Tournay...., i

L'évêque de Gand ne partit point pour la France, ainsi que l'avait cru le nonce, mais il resta à son poste, se contentant de s'excuser auprès de ses séminaristes. Il leur avait écrit, disait-il, contraint et force; au surplus ce n'était point un ordre, mais un conseil qu'il avait prétendu leur donner.

Pendant que les procureurs fiscaux commandaient aux semmaristes de se rendre à Louvain, les séminaristes prenaient la fuite en disant bien haut qu'ils renonçaient à la carrière ecclésiastique. Les séminaires épiscopaux étaient vides depuis déjà longtemps. Quelques élèves, ayant consenti à entrer au Séminaire Géneral de Louvain, le quittent clandestimement dans la nuit du 5 au 6 mars. Ce que voyant le gouvernement fait enfermer les Philosophes dans leur collège; mais c'est peine inutile, car dans la nuit du 8 mars ils brisent les portes et s'enfuient. Plusieurs élèves cités à comparaître devant le Recleur Magnifique abandonnent les Etats.

Le cardinal de Frankenberg avait ouvert de nouveau son séminaire afin d'y recueillir les élèves qui avaient quitté Louvain. Le 3 aout, le fiscal de Malines, à la tête d'un piquet de soldats, s'y transporte et ordonne aux jeunes gens et aux professeurs d'en sortir sur-le-champ. Ceux-ci refusent et l'un d'eux sonne la cloche pour jeter l'alarme. Aussitôt le peuple s'attroupe et lance des pierres. Les soldats font feu et quelques blessés restent sur le terrain.

Effravé de l'effervescence populaire, l'archevêque de Malines ecrit le 31 juillet une Pastorale qui traite du respect du à la religion et au souverain. Le 5 août l'évêque d'Anvers adresse a ses diocésains une lettre concue dans le même sens.

« Le cardinal de Malmes, mandait le nonce au secrétaire

⁾ Ibid.

² Arch. Vat Annziet, di Fiand, 2 février 1788.

¹ Ibid. 11 février 1788.

Ibid Liege is 7 mars 1788.
 Ibid Liege, le 12 mars 1788.

d'Etat, est consigné dans sa vule épiscopale avec défense d'en sortir. Il en est de même pour l'évêque ('Anvers, et cela sous pretexte qu'ils n'ont pas voulu envoyer leurs séminaristes à Louvain. Des troubles ont surgi, mais nulle part le peuple n'a pris les armes; il s'est contente de jeter des pierres. A Anvers, les soldats ont fait feu trois fois sur des gens qui s'enfuyaient, comme on l'a constaté par les blessures des victimes qui sont mortes ou qui vont mourir. Parmi les blesses quelques-uns n'etaient que des passants qui se trouvaient fortuitement sur le chemin.

 Les ordres de l'empereur sont très sévères; mais ils ne le sont pas encore assez au gré de ses désirs !. »

Joseph, qui avait fait consigner dans son palais l'archevêque de Malmes, mande à Vienne l'évêque d'Anvers. Celuici lui répond qu'il est parti pour un mois en visite pastorale, que sitôt son retour il obéira aux ordres de Sa Majesté *. Pour échapper à l'odieuse inquisition joséphiste, beaucoup de clercs du diocèse d'Ypres passent la frontière et se font naturaliser français*. Le nonce, qui donne tous ces renseignements au cardinal secrétaire d'Etat, s'excuse de ne lui pas en dire davantage; il craint que ses lettres ne soient ouvertes !.

Bientôt le pays tout entier se soulève pour défendre ses libertés menacées. Le 26 octobre le comte Alton, général en chef des troupes imperiales, lance une proclamation dans laquelle il menace de réduire en cendres toutes villes ou bourgades où l'on oscrait arborer « le drapeau de la rébellion »

Lorsque Frankenberg voit les patriotes brabançons entrer dans les Provinces Unies les armes à la main, il se sauve et laisse ignorer à ses parents et à ses amis le heu de sa retraite. La nation déclare alors Joseph II déchu de tous ses droits sur les duchés de Lothier, de Brabant et de Limbourg. Attendu, disait-on, qu'il a violé ses serments vis-à-vis de la nation, la nation n'est plus tenue a la soumission et à l'obeissance. Puis le peuple brabançon fait appel au peuple de Flandre et de West-Flandre, et l'invite à s'unir à lui pour défendre la reli-

Google

Orgina from LAIVERSTY OF WISCOMS

¹ Arch. Vat. Nuncial, di Fiand, 9 août 1788

Ibid. Liège, 2 septembre 1788

Ibid. 21 novembre 1788.
 Ibid. 2 decembre 1788.

gion des ancêtres, leurs droits et leurs libertés contre l'empereur d'Allemagne, l'ennemi commun¹

Après avoir quitté Malines. Frankenberg s'était réfugié à Maestricht. Ne jugeant pas cette retraite suffisamment sûre, it la quitta en prenant soin de cacher à tout son entourage son nouveau refuge.

Ne pouvant atteindre Frankenberg, parce qu'il ne sait où le prendre. Trauttmansdorff lui écrit des lettres insolentes. Il l'accuse de soulever contre l'empereur les patriotes brabançons. « Toute votre conduite, lui-dit-il, prouve que vous ètes l'un des principaux chefs de cette insurrection scandaleuse. Dans ces circonstances, et en attendant les poursuites que le ministère public doit intenter incessamment en justice, pour vous faire panir comme vous le méritez, je vous signifie de la part de Sa Majesté l'injonction de lui renvoyer incessamment les marques de la Grand'Croix de l'Ordre de Saint-Etienne, ainsi que le décret qui vous a nommé conseiller d'Etat intime, honneurs dont vous vous êtes rendu si indigne..... » 4.

La lettre de Trauttmansdorff « cause au cardinal autant d'indignation que d'étonnement. » S'il a fui de son palais, c'est pour se mettre à l'abri des menaces réitérées qu'on lui a faites de l'envoyer en Styrie. Il prend le ciel et la terre à témoin qu'il n'a « jamais eu aucune part.... à cette insurrection. » Puis Son Eminence ajoute: « Quant a la Grand Croix de l'Ordre de Saint-Etienne et aux patentes de Consciller d'Etat intime et actuel, ces marques honorables de la bienveillance de l'Auguste Marie-Thérèse, qui m'en a décoré il y a trente ans, me sont bien trop cheres et trop précieuses pour

Arch. Yat. Nuntial di Fland. Signé H. C. V. Yan Der Noot 99

^{*} Arch. Vat. Numial di Fiand. 31 octobre 1/89.

³ Ibid Novembre 1799

Arch. Vat. Nunziet di Fiand 28 octobre 1789

vouloir m'en dépouiller moi-même sur une simple injonction de votre part, dans une lettre particulière et injurieuse. J'attendrai là-dessus les ordres plus précis et directs de Sa Majesté elle-même, me confiant trop dans sa justice pour me persuader qu'elle voudrait faire ressentir aussi précipitamment les effets de son indignation à un prélat qui, loin d'avoir mis le comble à des désobéissances criminelles — comme il vous plait de l'affirmer dans votre lettre — n'en a aucune à se reprocher et ne croit pas s'être jamais rendu indigne, par sa conduite, des marques d'honneur dont il est revêtu depuis tant d'années... » 4

En même temps qu'à Trauttmansdorff, Frankenberg écrivait au cardinal de Zelada, le secrétaire d'Etat nouvellement nommé, et le priait de remettre au Saint-Pere un Mémoire justificatif.

déposer aux pieds de Sa Sainteté la lettre ci-incluse, dans laquelle je lui rends compte de la conduite que j'ai tenue jusqu'à aujourd'hui, eu égard aux fatales circonstances où se trouvait le pays. Si jamais Sa Sainteté daignait m'honorer d'une réponse, je prie Votre Eminence de vouloir bien l'adresser à l'abbé de Saint-Laurent, à Liège. Il est essentiel pour moi que le lieu de ma demeure ne soit pas comm présentement. J'aurai soin de le faire connaître au dit abbé vers l'époque où la réponse pourrait lui parvenir.

» Je profite de cette circonstance, dit en terminant Frankenberg, pour me réjouir avec Votre Eminence de la justice que le Saint-Père vient de rendre à vos mérites en vous nommant à la charge importante de secrétaire d'Etat, et je la prie de vouloir bien être convaincue que je me réjouis sincèrement de cet avancement... » **

Cette lettre du cardinal de Malines arrive au nonce au moment où il désespérait d'avoir aucune nouvelle de Son Eminence. Il l'envoie aussitôt au secrétaire d'Etat et l'informe que les princes gouverneurs sont partis de Bruxelles par la

^{&#}x27;Arch. Vat. Nuncial. de Fiand. 98 octobre 1°89. Réponse du cardinal de Malines à son bacellence le comte de Trauttmanadorff inserée dans la Gazette des Pays-Ras le dimanche 1th novembre 1*7*89

² Arch Vat Nunziat, di Fiandra, 17 novembre 1789.

route de Luxembourg. « On craint beaucoup, ajoute Son Excellence, un assaut des patriotes devenus plus forts par la prise de Gand 4 20

La guerre etait en effet déclarée, et les Pays Bas resolus a secouer le joug auquel Joseph II avait en la maladroite inspiration de vouloir les soumettre. Pendant que l'empereur délibère avec ses ministres sur les moyens de reprimer une révolte inquiétante, les Etats de Flaudre, réunis le 23 no-

vembre, proclament la décheance de Joseph.

Presque tous les évêques belges s'étaient retires dans les endroits les plus secrets de leurs diocèses, ou en Hollande, ils voulaient enlever au gouvernement le pretexte de les accuser et plus encore le moyen de les atteindre. Trantlmansdorff, effrayé du soulèvement genéral des Provinces, essaie de calmer les esprits. Il envoie le 25 novembre, de la part de Sa Majesté, deux proclamations qui annulent toutes les innovations politiques et religieuses et aunoncent une amnistie générale. Mais la façon dont Joseph a fonté aux pieds les serments de Joyeuse Entree, les promesses qu'il a tour à lour faites et violées, tout cela est encore trop récent pour que le peuple ne tienne pas l'empereur en suspicion. La foi populaire dans la parole du souverain est lente a disparaître, mais combien difficile a faire renaître quand elle a disparaître, mais

Cependant la révolte s'étendant de jour en jour. « Les progrès des patriotes, écrit le nonce au secrétaire d'État, croissent dans les Pays-Bas. Bruges, Ostende, Tournay, Ypres, Mons, Diest et tout Namur sont déja en leur pouvoir. Les impériaux n'ont plus que la citadelle d'Anvers, Louvain et Tirlemont avec peu d'hommes; le gouvernement ayant concentré les troupes à Bruxelles. On offre des arrangements aux patrioles qui les refusent. J'ai su avec certitude qu'it la prise de Gand par le baron Van der borgh Drossord de Breda, le gouvernement fit faire à leur général Van der Mersch differentes propositions, avec la garantie de la cour de France ou de toute autre cour à feur choix, inclusivement à cel e de Prusse. On refusa ces propositions, en arguant que Drossard n'était pas autorisé par feu lies legales, et que le comité du peuple brabauçon n'était pas présent. On attend avec auxiète



Arch. Vat. Nunciet. di Fiandra, 20 novembre 1789.

un courrier de Vienne pour faire de nouvelles propositions !.>

Le roi de Prusse qu'on proposait comme garant des propositions d'arrangement faites par les impériaux aux patriotes ne paraissait pas un choix heureux. Frédéric en effet approuvait l'attitude des Pays-Bas et attisait le feu de la révolte. Et la preuve c'est que partout sur les murs de Liège on lisait une proclamation avec ces mots en tête:

> Braves Liégeois, réjouissez-vous Frédéric Le Grand est pour yous. 2

Des le début des hostilités, Joseph II, quoique son état de santé laisse beaucoup à desirer, se décide à prendre la tête de ses troupes. Il n'attend pour quitter Vienne que d'avoir imposé la barrette cardinalice à l'archevêque de Passavie; et, comme l'ablégat tarde d'arriver, il perd patience et se plaint amèrement des lenteurs de Rome ⁸

Les patriotes brahançons, sous la conduite de leurs chets Van der Mersch et Van der Noot marchent de victoires en victoires et toutes les villes, l'une après l'autre, leur ouvrent leurs portes.

Joseph charge Lobenzi d'enrayer le mouvement de défection. Cobenzi s'en avour incapable et se replie sur Luxembourg. L'empereur malade et découragé veut user d'un dernier moyen pour récupérer les riches provinces qu'il est menacé de perdre par sa faute et ce le de ses conseillers. Il songe à demander à Pie VI l'appui de son autorité sur ce peuple croyant. C'est sans doute une extrémité dure et humiliante que d'en être réduit à faire appel à l'intervention du chef de la catholicité. Joseph ne s'est-il pas moqué toute sa vie du pape alors que, fier d'une puissance qu'il croyait invincible, il comptait pour rien le pouvoir spirituel?

Les temps sont bien changés et Joseph II, confiant dans la magnanimité d'un pontife qu'il sait incapable de ressentiment, n'hésite pas à s'adresser à lui. Trop malade pour traiter directement cette affaire, il en charge Kaumtz, et c'est Kaumtz qui écrira au cardinal de Herzan.

¹ Arch. Vat. Nuntial di Fland. Liège 27 novembre 1789

² Arch. Vat Nuntlat. di Fland.

² Arch. Vat. Number di Vien 13 aveil 1789.

Le chancelier de cour et d'État s'adresse donc à l'ambassadeur d'Allemagne près le Saint-Père, de la part de Sa Majesté. Il lui demandera d'a expédier à tous les évêques de ces provinces des Bulles pressantes. Ces Bulles. exhorteront les prétats à s'efforcer de déterminer leurs troupeaux a obeir, comme ils le doivent, à leur légitime souverain. Celui-ci leur a déjà accordé plein et entier pardon et il veut oublier toutes les fautes commises contre lui.

• Sa Majesté désire particulièrement que ces exhortations de Sa Sainteté soient faites au cardinal-archevêque de Malines et à l'évêque d'Anvers, lesquels, lors des troubles actuels, ont quitté leur résidence.... » 1

Pie VI accède de grand cœur aux instances de Joseph et accepte le rôle de médiateur qu'on spllicite de lui. Il l'écrit à l'empereur, et cette lettre est remise par le nonce au prince de Kaunitz. Quelques jours plus tard un bref daté du 13 janvier (1790) est adressé au cardinal de Malines, à l'évêque d'Anvers et aux autres évêques belges. Ce bref fait un pressant appel à la concorde.

 Ministre d'un Dieu de paix. Sa Béatitude ne peut voir sans douleur de graves dissensions entre catholiques, surtout entre le prince et les sujets, entre le père et les fils.

- » Joseph, roi apostolique de Hongrie et de Bohème et empereur étu des Romains, desireux de voir regner la concorde dans ses Etats lui a demandé ses services en le priant d'écrire à l'épiscopat belge. Le pape sait que les évêques n'ont eu aucune part à cette revolution. Les Ordres religieux non plus n'ont point méprisé l'autorité de l'empereur. Ils ont seulement demandé la suppression des innovations, qu'on avait apportées, au nom du souverain, mais en opposition a sa volonté, contre les droits, les asages et les constitutions de la nation.
- * Les évêques ne demandent qu'une déclaration sincère de nature à dissiper leurs craintes et à rendre la tranquillite et la confiance au pays.
- L'empereur a fait plus que les prélats ne demandaient Il a rendu aux évêques l'intégralité de leurs droits par rapport

Bibliot Vittor Emman. Ms. Gerusti, foi 149.

Dans les premiers jours de jauvier 1790.

aux séminaires episcopaux et aux autres affaires ecclesiastiques, de telle sorte que tout rentrera dans l'ancien etat de choses.... L'empereur pardonne ce qui a été fait jusqu'ici contre son autorité. Il a delégué son vice-chancelier d'Etat, muni de tout pouvoir, pour operer cette reconciliation le plus tôt possible. . .

» C'est le devoir de ceux qui ont charge d'âmes de rappeler les peuples à la soumission et à l'obéissance. Qui ils exhortent les différents ordres et les peuples à s'entendre avec le vice-chancelier pour obtenir une paix solide, chose si déstrable pour l'Eglise et pour l'Etat. ... Que les troubles cessent. Que les sujets obéissent à leur prince, que le prince reçoive sès sujets comme des fils. Que les droits de l'Eglise, du sonverain et des peuples soient respectes. Enfin qu'on restaure, en conformite avec les saints canons, la célebre Universite de Louvain..... ¹»

Mais cette lettre de Pie VI arrivait trop tard. Avant de l'avoir reque, tons les Pays-Bas avaient conclu une ligue formidable sous le nom de Congrès souverain des Elats confedérés de Belgique, — 11 janvier 1790. — A ce moment la santé de l'empereur donnaità son entourage les plus serieuses inquiétudes. Bientôt sou état s'aggravait et il s'éteignait, le 20 février 1790, avec le remords, sans doute, d'avoir provoqué, par les plus malheureuses reformes, la revolution des Pays-Bas.

« Apres que Sa Majesté, écrivait le nonce au secrétaire d'Etat, dans la matinée de lundi, 15 courant, eut ete munie du sacrement de l'Extrême Onction, elle a été peu a-peu de plus en plus mal. Depuis le samedi precedent, et en dehors des accès d'étouffement, elle a conservé sa présence d'esprit et le courage d'envisager la mort. Enfin ce matin elle est passée à l'éternel repos vers cinq heures et demie de France. .. » 2

Arch. Vat. Epist. Pa VI ad Princip. et alios. 23 janvier 1790.

Au medinal de Frankenberg preheveque de Ma înes, a l'évêque d'Anvers, aux autres evêques de la province de Belgique et de la F. m re autrichienne Becuttum, Storm di Pro VI, II., 29, cont e in extenso ce bref du Pape date du 23 janvier 1790. A la suite fl i wêre les reponses de l'archevêque de Malines et de l'évêque d'Anvers du 8 mars (1790, Lun et l'autre s'excu saient de n'avoir pu, malgré tous leurs efforts, retabl rea paix en lie gique

^{*} Arch. Vat. Nuncial. du Vien 20 février 1790. Le cercueil de Joseph II est dans la crypte de l'eglise des Capacins, lieu de sepulture Impériale II

Peu de jours avant la mort de Joseph II, le 12 janvier 1790, les Belges avaient déclaré abolie la nouvel e législation erriéstastique, et avaient reduit en condres le Seminaire Général. A sa place ils érigèrent une colonne portant les symboles de la religion. De nombreuses medailles furent frappees en cette circonstance, afin de perpétuer le souvenir de la restauration des libertés religieuses.

Le 1^{er} mars 1790, souvrirent de nouveau les cours des quatre Facultés de l'ancienne Université de Louvain. Le cardinal de Malines inaugura lui-même cette resurrection, il célébra solennellement l'office divin auguel assisterent les éveques, les Etats, la haute magistrature et une foute immense.

A peine Joseph II a til rendu le dernier soupir que des conrriers extraordinaires portent à toutes les cours d'Europe la fatale nouvelle. Pie VI en est un des premiers informe. Il convoque aussitôt le Sacré Collège à un consistoire dans lequel il fait le panégyrique traditionnel du prince défant. « L'empereur, dit Sa Saintete, est mort en laissant son rovaume en prote aux plus violentes perturbations. Il nous avait témoigné beaucoup d'affection dans notre visite a Vienne et sa vis.te à Rome. Doué d'une grande et belle intelligence et d'un vif désir de s'instruire, il entreprit dans ce but de nombreux voyages faits sans faste. Il mératerait plus d'éloges s'il avait survi nos conseils et n'avait pas porté atteinte à l'orthodoxie et à l'immunité ecclésiastique, car l'exemple qu'il a donné a été fatal.

 C'est dans cette malheureuse guerre des Pays-Bas qu'il a contracté le germe de la maladie à laquelle i) a succombé. Lorsqu'il sentil venir la mort, il regretta ses actes passés et se soumit pieusement à la volonté divine Plusieurs fois il recut, à genoux, le saint viatique. Il nous demanda par son confesseur la bénédiction apostolique, et quelques jours avant d'expirer il nous écrivit une lettre infime pour recommander à nos prières sa personne et ses sujets.

est placé aux pieds de celui de Marie-Thérèse et contraste par sa simplie te avec celui de sa mère. Auprès de Joseph so it les tombeaux fort modestes. egalement des deux femmes qu'il epousa auccessivement et aent il n'eut point de posterite. Le tombeau de Leopold, le successeur de Joseph, est du côté droit de la crypte. Il est place entre celui de sa femme et celui d'une de ses filles. On suit que Léopold eut seize enfants.

De Sa Majesté n'a pas eu le temps d'achever ce qu'elle avait commencé, mais on sait qu'elle avait l'intention de rétablir les Eglises catholiques dans leur ancien état, de rappeler certains ordres religieux expulsés, et de remettre en honneur les cérémonies liturgiques modifiées ou apolies. »

Puis le Pape annonce qu'il va celébrer incessamment un service funèbre pour le repos de l'âme de Sa Majesté Aposlique!.

If — Joseph II était mort sans enfants; aussi la couronne impériale passait-elle de droit sur la tête de son frère Léopold, le Grand-Duc de Toscane Selon la constitution de l'empire, il devait être élu et proclame par les princes Electeurs. Ceux-ci furent convoqués à Francfort.

Pie VI, usant de ses droits, envoya Caprara en qualité de nonce extraordinaire pour prendre part en son nom à la diète électorale ⁹. Caprara en prévient les autres Electeurs et les principaux personnages qui doivent s'y rendre ³.

L'élection de Léopold sut consirmée le 30 septembre. Une dépêche l'apprend à Pie VI le 10 octobre cette depêche lui annonce encore que le couronnement de Sa Majesté doit avoir lieu neuf jours après l'élection. Une dépêche toutesois ne suffisait pas pour notifier officiellement un événement de cette importance.

Aussi le 7 novembre (1790) le prince de Schwartzenberg arrivait-il à Rome avec le titre d'ambassadeur extraordinaire et demandait il audience, afin d'informer Sa Sainteté de l'élection de l'empereur Léopold.

Pour transmettre au Sacré Collège l'neureuse nouvelle, Pie VI le réunit le 29 novembre (1790) en consistoire. Il espère, dit il dans son allocution, que le nouvel empereur

I Pie VI chargea de prononcer l'oraison funébre de Joseph II Mar della Genga, le futur Léon XII. Mar della Genga était alors camérier secret participant et chanoine de S. Pierre. Le 21 février 1794, il est prélat domestique, archevéque de Tyr, evêque assistant au trône pontifical et nonce a Cologne. Le a été sacre par le cardinal due d'York

² Arch. Vat. Nunziai, di Madrid, Aranjuez, 18 ma 1790.

³ Arch Vat Epistolae Pi, VI ad Princip, et alies, 29 mai 1790. Pie VI écrit à Charles l'heodore duc de Baviere, aux évêques de Bamberg et de Wurtzbourg de Spire, d'Hiidesheim et de Paderborn, de Constance, au cardinal Averspergh e'u évêque de Freising et Astisbonne à l'Electeur de Mayence, à celui de Trêves et à celui de Saxe.

Pierre-Léopold suivra les exemples de son glorieux aïeul Charles VI, qui, le 28 août 1709, abrogea entièrement, absolument et publiquement, ses édits publiés dans le duché de Milan et le royaume de Naples, ce qui lui menta d'etre absous par Clément XI.

Le Pape a appris que le roi apostolique de Hongrie a chargé le grand chancelier d'Aut. iche et de Bohème, le 9 avril (1790), de demander à tous les évêques de ses Etats un rapport sur ce qui avait été introduit par son prédécesseur contre la religion, les usages de dévotion et les devoirs de la charge épiscopale, les priant de lui proposer tels moyens qu'ils jugeront bons pour remédier à de graves abus.

Quelques jours plus tard, le Saint-Père écrit au nouvel empereur et le prie de vouloir bien conserver, en qualité de nonce, l'archevêque d'Iconium, Mª Caprara, qui a dejà

rempli cet emploi sous le règne de Joseph 2.

Le couronnement de Léopold avait eu lieu, nous l'avons dit, neuf jours après son élection; toutefois les fêtes solennelles qui accompagnent cette céremonie furent renvoyées à un an

plus tard; elles eurent le plus grand eclat 3.

L'archevêque de Prague est invité à y assister, mais it ne trouve pas que sa soutane violette fasse assez brillant effet dans le cortège. Il demande au pape de revêtir en cette circonstance la soutane rouge, à l'instar des cardinaux !. Pie VI l'y autorise !. Cette distinction fut fort sensible à l'archevêque qui écrit de nouveau au pape ! en le priant de l'autoriser à en user pour le reste de sa vie. « Ce serait, sans doute, lui repond le Saint-Père, ! une faveur méritée par votre àge et vos services ; mais je ne puis vous l'accorder, parceque les cardinaux d'Allemagne en pourraient prendre

My Pacca, archevêque de Damiette, succèda à Caprara dans la nonciature de Cologne.

Arch. Vat. Epist. Pri VI ad Princip. 8 décembre 1790

Lettre du 18 mars 1791.
 Réponse du 23 avril 1791.

2 Ces céremonies eurent lieu à la mi-septembre 1791.

Le 31 octobre 1791



Arch Vat. Nunziat. di Colon, 1786 et Nunziat di Lisbon., 11 ju lict 1786. Jean Boptiste Caprara né dans les Etats de Bologne avoit d'abord été nonce à Cologne Lorsque Garampi fut promu au cardina at, il devint son nuccesseur à Vienne — 14 fevrier 1785.

Arch. Vat. Epul. Pii VI ad Principes et alsos. 7 décembre 1791

ombrage. Ne serait-il pas non plus à craindre que vos successeurs ne revendiquassent à leur tour comme un droit, une distinction donnée à titre purement exceptionnel?... »

Le nonce Caprara qui a pris part à la dièle electorale, en qualité de représentant du pape, est désigné pour assister aux fetes du couronnement de Léopold. Cette perspective lui sourit peu : il déclinera volontiers I honneur de la représentation, si faire se peut.

Il avoue au secrétaire d'Etat que, voulant donner à Vienne des soirées et des repas, à l'instar des ministres de France et de Russie, il s'est endetté de plusieurs milliers de florins !; il lui faut absolument faire des économies. S'il envoie à sa place son auditeur, l'abhé Zamperoli, il épargnera plus de mille florins et ne gâtera pas ses équipages.

Caprara reviendra bientôt à la charge pour obtenir qu'on l'exempte d'aller aux fêtes du couronnement. Sa santé est mauvaise et il aurait le plus grand besoin de prendre les bains de Parmont. Son auditeur atteint du même mal que lui, les a prises récemment et s'en est fort bien trouvé?

Le secrétaire d'Etat expose au Saint-Père les desirs de Caprara ; Sa Saintele les exauce. Agostini Zamperoli assistera donc seul au couronnement de Léopold pendant que le nonce se rendra à Pirmont ³.

La santé de Caprara, malgré les eaux, ne se rétabilit point. Peut être, pense t-on à Rome, qu'il sera bientôt nécessaire de le rappeler. Il est à Vienne depuis 1785 et ce poste est cardinalice. D'aitleurs les services qu'il a rendus à l'Eglise lui ont mérité la pourpre. « Le chevalier de Lebzeltern envoyé extra- » ordinaire et ministre plémpotentiaire de Sa Majeste Apos-

- tolique, le roi de Hongue, demande, en vertu d'un ordre de
- » sa cour, en date du 26 juin (1792), le consentement de Sa
- » Majesté Tres-Fidèle pour l'elévation de Mª Caprara à la
- » dignite de cardinal. Sa Majeste Très-Fidele donne ce
- consentement avec plaisir. » 4.

Mais les forces de Caprara qui vont en diminuant ne lui

¹ Arch. Vat. Aunziat, di l'ienna, 3 novembre 1789,

² Arch Vat Nunriul di Vien 28 mars 1791

⁸ Ibid, 12 mai 1790. Caprara quitte Vienne le 15 mm

¹ Arch. Vat. Nunstat. dl Lisbon., 2 noti, 1792.

permettent pas prudemment d'attendre à Vienne l'imposition de la barrette. Il écrit au secretaire d'Etat et sollicite d'urgence un congé.

Caprara ne quitta pas Vienne, et dés le 2 septembre suivant (1702) l'empereur lui imposa la barrette cardinalice dans la chapelle du palais. L'auditeur de la nonciature, Me Agostini, désigné pour remplir, dans la circonstance, les fonctions d'abtégat pontifical, envoya le récit de la cérémonie au cardinal secrétaire d'Etat ...

d'Etat, ce que Votre Eminence m'a fait écrire sur la cérémonie de l'imposition de la barrette cardinalice, et je me réjouis de tout cœur des distinctions honorables que vous ont prodiguées Sa Majesté Césarienne et toute la cour imperiale. Sa Saintete a été charmée du récit détaillé que je lui ai fait. Elle a éte particulierement sensible aux consolantes expressions par lesquelles l'empereur a renouvelé ses protestations d'attachement à Sa Sainteté, aussi bien qu'à l'affectueux intérêt que l'Imperatrice porte à la santé du Saint-Pere. Quand Votre Eminence aura l'occasion de revoir Leurs Majestes, Sa Beatitude réclame qu'elle leur exprime ses

Arch, Vat. Non.iat. di Vicana. Car.e sciolte, 29 août 1792.

⁴ Arch. Vat. Nunzui. di Vien. 3 septembre 1792. Me Agostin. Zamperoli, camerier secret surnuméraire de Sa Saintelé, fut nommé ablegat et charge de porter la barrette au cardinal Caprara

remerciements les plus distingués et qu'elle leur souhaite de sa part toutes sortes de felicites 1 ».

Caprara, revetu des insignes cardinalices, continua quelque temps encore à exercer la charge de nonce à Vienne, en attendant qu'il eût un successeur. Pie VI lui donna à cet effet de nouvelles lettres de creance, et le recommanda à la bienveillance du comte de Cobenzl².

Que devenait alors la Belgique? Des le commencement de son règne. Léopoid essaya par tous les moyens de persuasion de la pacifier et de la ramener sous le joug de son obeissance ; mais ce n'était pas chose facile. Il eut beau promettre de tout rétablir comme au temps de Marie-Therèse, les patrioles rappelaient au peuple que Léopold, aussi bien que Joseph, avait en de mauvais précepteurs, que Léopold lui-même, alors qu'il n'était que Grand-Duc, avait été le précurseur de son frère dans la suppression arbitraire des couvents, et qu'il a sait suscité au Sant-Siege de scandaleuses querelles. Toutefois la révolution française, qui grondait aux portes de la Belgique, allait imposer ce que n'obtenaient pas les promesses impériales. Dans l'espoir que l'épée de l'Allemagne. les protégerait contre les convoitises de leurs voisins de France, les Belges crurent bon de promettre obeissance au nouvel empereur en échange de sa protection. Le 30 mai 1791 ils prociamaient Leopold duc de Brabant. C'était une mesure inutile car Léopold mourait bientôt, et son fils, François II, ne pouvait empêcher l'invasion des hordes - 30 mai 1794. révolutionnaires. En effet, le 30 septembre 1795, la Belg.que était réunie à la République Française 3.

Ibid. 15 septembre 1792.

² Arch. Vat Epistolae Pii VI ad Principes et asios. 8 septembre 1792. Le cardir al Caj rara fut agree par Cobenzi en qual te de nonce jusqu'a l'arrivee de son successeur (Arch. Vat. Registro utile lettere de Principi, 263

³ L'assemblée nationale conda una Frankenberg à la déportation le 10 octoure 1797, ce qui fut execute le 25 du même mois. Le cardinal fixa son sejour d'abort a Emmerich en Westphalle, puis à Borken dans le diocèse de Munster ou le prit ce éveque Maximilien, trehidue d'Autmehe, lui offrit pour sejour le beau chateau d'Aliaus.

En 1802, poursuivi par la Prusse, il s'enfuit à Breda en Hollande, d'ou d'attra t'ete chassé saus l'intervention en premier corsul C'est là qu'il mourut le li jum 1801.

CHAFITRE XXIII

SOMMAIRE. — 1. Le Consistere du 9 février 1785. — Mort du cardinal secrérétaire d'État Pallav em Lodovisi Boncompagni lui succède. — Le cardinal de Roban — Saverne; incendie de ce château. — Sages conseils de Pie VI au cardina — Le Pape envoie son portrait a 11 niversité de Strasbourg. — Illuminisme — Théosophes — Magnétisme — Affaire du colher de la Reine. — Le procès du cardinal de Roban — Il est suspendu — Sa réhabilitation. — L'Internonce Pieracchi — II. Tremblement de terre de 1785. — Tempêtes — Buines qui en résultent.

I. - Au commencement de l'année 1785, Pie VI décide qu'il tiendra un consistoire où il va pourvoir aux nombreuses vacances que la mort a produites dans le Sacre Collège. Il en fixe l'époque au 9 février Dix-huit cardinaux sont créés l'treize sont dénonces, et cinq réservés in petto.

Parmi ces cardinaux figurent les nonces d'Espagne, de Portugal et de France! Depuis déjà longtemps, le nonce de France, Mar Doria, n'aspire qu'au retour à Rome. L'in'attendra pour ceia ni une saison plus favorable — on était en plein hiver —, ni l'arrivée de son successeur Mar Dugnan. 2. Il a fait nommer pour intérmaire l'auditeur de la nonciature, l'abbé Cristoforo Pieracchi. Aussitôt que lui parviendrant les lettres de creance de Pieracchi, il les remettra au comte de Vergennes 3. Puis 1. soll.citera le billet de congé et partira pour Lyon — 16 fevrier 1785 4. C'est de là qu'il témoignera au secrétaire d'Etaté sa joie d'apprendre que son frere vient d'être promu au cardinalat en même temps que lui. Quand le cour-



Arch. Vat Epistolae Pil VI ad Princip, et allos Lettere dei Cardinal.
 180 -. Le 5 mars 1785, Mar Pardi il est designe pour l'ablegat du cardinal Doria.

² Arch. Vat. Francia, 463. Regusto di Lettere a Morsig. Nunc. apost. in Parigi dell'anno 1785 a tatto l'anno 1790. Le 14 fév. ler .785 Dagnani était désigné pour succèder à Doria

Arch. Vat Francia 576. Registro di Lettere a Monsig. Nun applico, il Parigi.... 19 janvier 1785. Copie de la lettre de casace de Zelada pour Cristoforo Pieracchi a M. le comte de Vergennes.

I fbid. On dit ail.eurs le 21 fevrier.

Arch, Vat. Nuncial, de Francia, 24 février 1785.

rier qui porte cette lettre arrive à Rome, le cardinal Pallavicini a cessé de vivre. Le 2 mars, une note diplomatique annouce ce décès inopine, et prévient les nonciatures d'envoyer leur correspondance à M^{gr} de Federici, en attendant que le nouveau secrétaire d'Etat, le cardinal Lodovisi Boncompagni, soit entre en fonction [‡].

Il y a plus de cinq mois que le cardinal Doria a quitté la France, lorsqu'éclate à Paris la scandaleuse affaire connue sous le nom de *Procès du Collier de la Reine*. Dans ce procès est maladroitement impliqué un membre très en vue du Sacré Collège, celui qui porte un des noms les plus illustres de France, le cardinal de Rohan.

Cétait assurément une riche et noble famille que celle des Rohan qui portait la fiere devise : a Roi ne puis, prince ne daigne, Rohan suis, » Le prince Louis, celui dont il s'agit ici, avait quatre cent mille livres de rentes. Né en 1734, il était évêque de Strasbourg à 26 ans (1760). Il ne résidait pas d'ailleurs dans son évêché, qu'avaient occupé quatre Rohan successifs, et qui, à cause de ce a, semblait être un fief de l'opulente famille. Il vivait le plus souvent à la cour et quelquefois dans son palais de Saverne ², près de Strasbourg, où il menait la vie d'un prince féodal, une vie toute mondaine.

Nommé ambassadeur de France en Autriche, il arrive a Vienne le 6 janvier 1772. Ses façons légères et son faste scandalisent Marie-Therèse, qui ne cherche qu'une occasion pour demander son rappel. Cette occasion ne devait pas tarder à se présenter

Roban, à propos du partage de la Pologne, avait écrit à Paris, en 1771, que l'impératrice d'Autriche essuyait d'une main ses larmes, et tenait de l'autre une épée pour t être la troisième copartageante. »

La lettre fut mise sous les yeux de Marie-Antoinette. Deux mois plus tard, Louis de Rohan avait pour successeur M. de Breteuil.



¹ Ibid. Pallavieini était mort la dernière semaine de février.

² Dans ce cuiteau presque royal il y avait 400 lits, 180 chevaux 14 mai tres d'hote , 25 valets de chambre Toute la province s'y assemble ; e cardinal a logé à la fois jusqu'à 200 invités sans es valets d'anné L'ancien Regime I 187 .

Toutefois, à la demande du rui de Pologne, son ami, et comme compensation à sa disgrâce, le prince Louis reçoit le chapeau de cardinal, le 1^{er} juin 1778. Le brillant prelat a quitté la cour par nécessité, mais il mêne quand même grand train dans son superhe palais de Saverne. Tout à coup un épouvantable incendie dévore ce palais et le ruine de fond en comble

Le spiendide château de Saverne, écrit le nonce, n'est
plus qu'un amas de décombres et de cendres; on n'a pas
sauvé un meuble, tout a été la proie des flammes... M. le
cardinal logeait seul avec ses gens dans un quartier du
château.... > 1

A cette nouvelle, Pie VI prend la plame pour feliciter le prince Louis d'avoir echappe miraculeusement au danger. Connaissant sa vie mondaine et dissipée, il lui donne, a cette occasion, des conseils paternels. «.... L'incendie de cette demeure, disait le pape, est sans doute une grande perte, mais c'est une perte réparable. Je dois moins m'en affliger que m'en réjouir, paisque, grâce à un prodige, vous avez la vie sauve. Personne, très cher F.ls, mieux que vous, qui comprenez à quel péril vous avez échappé, ne peut estimer la grandeur de ce bienfait divin. Puisque vous devez à Dieu la vie pour la seconde fois, consacrez-la lui donc en temoi-signage de votre gratitude. Que tous vos actes, vos facultés, vos efforts et vos soins soient employes a procurer sa gloire, et maintenant que vous avez été preservé providentiellement, travaillez à obtenir le salut eternel des peuples dont

Arch. Val. Nunzial, de Francia. 9 septembre 1779. L'incendre avait éclaté le 8 septembre 1779.

detrimentum, proinde minus ou illud mærere quam gauttre to lam miriteam tur conservationem deben us. Nemo vero magis quam Tu ipse Dilecte fili noster aest mare divirum. I ud in To beneficium potest, qui maxime, quo ex peririto creptus sis, intelligis. Ideiros ei mixitan i tan iterum acceptam Deo debeas, i lud nunc age ut camdem ipsi omnem devoveas, cique sis, semperque viocare gratissimus. Actiones tuas facultai sque omnes, studia et consilia, ad illius gloriam promorendam fac conferas, Teque populis time fidei commissis, curumque acternac curan dae saluti servatum a Deo liberatumque armireris. Ita ex acverso llo casu maximam reteres utili alem amissamque corporalem domum, quae opportuno tempore, tuoque commit o restitut poterit, spir tuali anuna-rum aedificatione ex mie sarcies ac repenocs...... n

» vous avez la charge L'adversité vous aura servi a quelque » chose, et en attendant le moment opportun pour recons » truire cette demeure que vous avez perdue, vous travaillerez » à l'édification spirituelle des àmes .. » 'Si le cardinal avait suivi ces sages conseils, il aurait évité la catastrophe dont il fut bientôt vicame.

Roban s'empressa de reconstruire son palais avec une magnificence inonic, et, malheureusement, il y recommença sa vie de prodigalité fastueuse.

Les relations bienveillantes entre Pie VI et Rohan se continuent de loin en loin. Le cardinal a dans sa ville épiscopale, à Strasbourg, une université florissante. Cette université veut profiter du crédit dont jouit à Rome son évêque pour adresser au pape une demande. Il s'agit d'obtenir son portrait. Le chancelier, le recteur, les syndies et les doyens de l'université lui écrivent dans ce but. Pie VI ne manque pas de leur donner satisfaction ; il leur envoie, le 6 juin 1781, une toile d'une véritable valeur artistique.

Le chancelier, le recteur, les syndics et tout le corps professoral reconnaissants, remercient le pape et lui font le récit de la cérémonie de l'inauguration du tableau. Le 23 janvier suivant (1782) Pie VI leur écrit de nouveau. Il leur accuse réception de leur lettre, les félicite de l'orthodoxie de leur enseignement et les encourage à persévérer? C'est à Rohan qu'est remis le bref pontifical. Au moment où il le reçoit il vient d'être élu Proviseur de la Sorbonne? à la place de M[©] de Beaumont l'archevêque de Paris, décède en décembre 1781. Son concurrent, le cardinal de la Rochefoucauld, a obtenu quatorze voix de moins que lui.

La bonne barmonie qui n'avait cessé jusque-la d'exister entre le Saint-Fere et le cardinal de Rohan allait bientôt rece-

Arch Vat Epitlo, Pii, VI ad Princip el alios 17 novembre 1779

Arch Vat. Epistoloe Pir VI ad Principes et aliox

² Le jeud: 31 janvier 1782

Anh Vat. Nuntal, di Francia Mo de Beaumont était un prélat d'une rare frempe de ceructure. Il supporta quatre fois l'exil plutól que de ceder aux ordres injuates du Parlement composé alors en majorité de jansenistes con l'internoigner son admiration, la Sorbonne le choisit pour Proviseur pien que ce titre fût exclusivement réservé à un cardinal.

⁵ Quatre-vingt-deux docteurs votérent : La Rochefoucauld obtint 34 voix et Roban 48

voir une grave at einte à l'occasion du procès qui fat intenté a l'éminentissime prelat dans l'affaire du Collier de la reine.

C'est une étrange chose qu'à la fin du XVIII^s siècle, siècle incroyant, on se soit pris d'un engouement extraordinaire pour le merveilleux. Ne semble-t-il pas que le niveau de la superstition monte dans la même proportion que baisse celui des saines croyances? Parmi les membres de la haute société, il n'est plus question que de sortilèges, de divinations, de spiritisme. Gasner, un cure du diocèse de Raţisbonne, ne voit partout que possessions diaboliques, et il fait un tel abus des exorcismes que Pie VI est obligé de lui enjoindre de les cesser 4.

Weishaupt venait de jeter à Ingoistadt les fondements de l'illuminisme, sorte de maçonnerie dont les affidés reponssent le principe d'autorité et secouent tout joug d'obeissance. Cette secte, dont on cachait soigneusement le but final, le renversement des trônes, eut d'abord de nombreux adeptes parmi les têtes couronnées. Cinq princes allemands s'y enrôlèrent et n'apprirent qu'a la longue les tendances mayouées du fondateur. Plus tard, et lorsque la secte aura exercé autour d'elle son influence deletère, Pie VI la condamnera solennel tenient et donnéra avis de cette condamnation au prince de Hohenlohe.

A côté de l'Illuminisme, nous trouvons les Theosophes. Les Théosophes obéissaient à une sorte de Grand Maitre, le suédois Swedemborg, ils s'occupaient des sciences occultes, notainment de la recherche des secrets voiles aux hommes. Adonnés aux monstrueuses pratiques d'un melange de cérémonies chrétiennes et d'opérations cabalistiques, ils interrogeaient les esprits et s'efforçaient d'obtenir des effets dépassant les forces de la nature.

Mais de ces diverses sectes, aucune n'eut le succes du Mesmerisme ou magnétisme animal. Son auteur, Mesmer, se sert du fluide animal, qu'il a decouvert, pour réveier les mystères du passé, et prédire ceux de l'avenir. Un des prin-

¹ Arch Vat. Epist. Pit VI ad Principes et allos. Le 20 avril 1776 Pie VI avait errit à Ignace Fugger, évêque de datts sonne, pour le prier d'interdire la pratique des exorcismes à Joseph Gasner, eure de son diocese.

Arch. Vat. Epistolae Pir VI ad Principes et alios. 16 fevrier 1788.

cipaux adeptes de Mesmerest un palermitain, Joseph Balsamo, qui se fait appeler comte Alexandre de Cagliostro! Il prétend avoir trouve le moyen de changer les métaux en or; et comme le cardinal de Rohan est toujours couvert de dettes. Balsamo abuse de sa créduitté par trop naive, devient son hôte en Alsace et se fait donner par lui un hôtel rue Saint Claude du Marais à Paris.

C'est ce même Balsamo et plus encore l'aventurière, Jeaune de Valois, qui jouèrent un rôle important dans l'escroquerie honteuse qu'est l'affaire du collier. Jeanne Saint Remy de Valois prétend descendre de la famille royale de Valois. Accueillie et dotée par M^{me} de Boulainvilliers, elle épouse M. dela Mo te, écuyer et gendarme du roi. Extraordinairement audacieuse et très intrigante, cette femme se ménage des entrées chez le cardinal de Rohan et jusque chez la reine.

Elle convoite un magnifique collier de diamants qui est une fortune; il vaut un million six cent mille livres. Il a été monté par deux josilliers de la cour, Bohmer et Bassange qui espéraient le faire acheter par Mer du Barry et il est composé des plus beaux brillants d'Europe

Pour se l'approprier, Mas de la Motte, a recours à un audacieux stratagème. Elle sait que le cardinal de Rohan est inconsolable d'avoir encouru la disgrâce de la reine et qu'il est disposé à tout pour reconquerir ses faveurs. Elle veut, dit-elle, lui donaer le moyen immanquable de réussit. Elle affirme que Marie-Antoinette a un desir immodere d'avoir ce collier digne d'orner le cou et les épaules d'une souveraine. Mais le roi recule devant le prix l'a reine toutefois, insinue l'aventurière, l'achètera si quelque riche seigneur fait des avances de fonds, ou tout au moins garantit les paiements : car les joailliers consentent à être soldes en plusieurs échéances.

Que le cardinal de Rohan, ajoute M^{me} de la Motte, consente à devenir le créancier de la reine, c'est pour lui l'acheminement vers la réconciliation officielle.

Bohan accepte la proposition, signe l'acte d'achat, et à côté

¹ Ce Joseph Balsamo fut saisi à Monte Feitre en 1791, jugé et enferme à vie dans la forteresse de N. Lenn. Une correspondance à son sujet fut echangée entre l'évêque de Monte Feitre et le secrétaire d'Eint.

Le marquis Vival.L., un exalte, fut arrêté à la suite du proces intenté a Balsamo. Il fut inexecéré au château S' Ange.

de sa signature. Reteaux de Villette, un faussaire, ecrit le nom de Marie-Antoinette de France. Mer de la Motte est en possession du fameux collier qu'elle promet de remettre à la reine au nom du cardinal. Son mari l'emporte aussitôt en Angleterre où il va vendre les pierreries en détail; elle le rejoindra bientôt, après s'être echappée de la prison où l'a conduite son escroquerie.

L'époque des écheances arrive. Le cardinal, toujours à court d'argent, ne peut payer. Alors les joanliers se retournent vers la reine et lui demandent, à defaut du cardinal de Rohan, de faire, elle du moins, honneur à une signature, qu'ils croient la sienne.

La reine, qui n'a pas le fameux colher, ne comprend rien à tout cela; ce qui l'indigne et la met hors d'elle-même, c'est qu'il se soit trouvé un faussaire assez audacieux pour contre-faire le nom, de Marie-Antoinette de France. Voyant à côte de sou nom la signature du cardinal de Roban, et — celle-là très authentique, — elle s'en plaint à Louis XVI qui partage l'indignation de la princesse et promet de venger son honneur.

Sur les entrefactes, le 15 août (1785), de Rohan ignorant tout, arrive a Versailles et se read à la chapelie du palais pour ses fonctions de Grand Auménier. Le roi le fait appeler dans son cabinet et lui demande des explications précises. « La reine, dit le roi, n'a jamais acheté le fameux collier. Il y a donc là une indigne mystification ». — Rohan décontenance balbutie de vagues excuses, et soupçonne qu'il est victime d'une abominable escroquerie.

Au sortir de l'entretien, le cardinal, encore revêtu de ses habits pontificaux, est arrêté sur les ordres exprès de Louis XVI. Séance tenante on le conduit à la Bastille ?.

L'Amotte vint plus tard se constituer prisonnier aux prisons de la Conclergerie du Palais. « Il a paru, écrivalt-on, liter, au trousième tribunal péral ; il demande la revision de son procès contre M. le card ral le Rohan ... » 23 janvier 1°92, l'abbé de Salamon au cardinal de Ze ada. (Correspondance sceréte de l'abbé de Salamon publice par le Voi le Richemont. Paris 1898).

^{*} Marie-Antoinette écrivait à son frère Joseph I le 22 noût 1785; ... C'est un cirange roman aux yeux de tout ce pays ci que de vouloir supporter que j'ai pu vouloir donner une commission secrete au cardirul « et un mois plus tard :

[«] Le cardinal a pris mon nom comme un vil et maladroit faux mon-

Quelques jours plus tard on au propose, ou de s'en rapporter à la clemence du roi, ou d'etre juge par une commission spéciale, ou de comparaître devant le parlement. Il choisit ce dernier tribunal, sans tenir compte des immunités qui veu lent qu'un prince de l'Eglise ne soit jugé que par ses pairs. En conséquence des lettres patentes déférèrent la cause au parlement.

Le clergé, réuni alors en assemblée, écrit au roi pour se plaindre que dans cette procédure on ait violé l'immunité ecclesiastique, et il demande que la cause soit remise à des juges choisis par le Sacré Collège. Le mémoire est présenté par Mª Dulau, archevêque d'Arles. Le roi repond qu'il examinera le fondé des réclamations; il proteste toutefois que son intention n'a pas été de fouler aux pieds des privilèges accordés à l'Eglise par les rois, ses prédecesseurs.

Toutefois, le cardinal, ému par les réclamations de ses colègues, était revenu sur son premier désir de comparaître devant le parlement, et avait demande que sa cause fut déféree à un tribunal ecclésiastique. Pendant ce temps le clerge de France s'adressait à l'internonce, l'abbé Pieracchi; il le priait d'intervenir auprès du Pape et de réclamer de lui une prompte médiation.

A la premiere nouvelle d'une affaire qui menaçait d'être si scandaleuse. Pie VI en éprouva une telle émotion qu'il en tomba gravement malade. Sitôt qu'il en sera capable, il donnera satisfaction au clergé, et tâchera de remédier à une situation qu'il juge critique pour l'Eghse de France.

Le 7 septembre, Bernis a reçu une lettre de Vergennes, datée du 22 août, lui relatant l'incident de Rohan, mais il n'est chargé d'aucune commission officielle. Cependant Bernis communique confidentiellement la lettre à Pie VI « en l'assu rant que tous les egards dus à la d'anité et à la naissance ont été remplis dans l'arrêt et la détention ». — « Tant que l'affaire de M. le cardinal de Rohan, écrit Bernis, restera entre les mains du Roi, il n'y aura rien à craindre des démar-



nayeur...... Cagliostro charlatan, La Mothe, sa femme et une nommee Oliva, harboteuxe des rues, sont décretes avec lui; il faudra qu'il leur solt cot fronté et répondre à leurs reproches. Quelle association pour un grand aumônier et un Rohan cardinal l. »

ches et des réclamations de la cour de Rome; mais si elle en sortait pour passer aux mains d'un tribuna, séculier, on mettrait sur le tapis les règles canoniques, les exemptions, les privileges, et tant d'autres choses qu'il est prudent d'éviter, » 4

A Rome on espere que le cardinal de Rohan ne sera pas juge par un tribunal séculter. Mais le 20 septembre on apprend que des lettres patentes, en date du 5, attribuent la connaissance du procès à la grand'chambre du parlement de Paris. Bernis est chargé de détourner le Pape de se meter de l'affaire. Il va à l'andience pontificale et remarque que men de ce qui se passe n'est ignoré. Le Saint-Père sait que Rohan a demandé un tribunal séculier, et il l'en blame. Son Eminence, dit le Pape, n'a pas le droit de renoncer à des privilèges qui ne lui sont pas personnels. Aussi en informera-t-il une congrégation de six cardinaux qu'il désigne immediatement. Il consent pour le moment à ne pas répondre à l'assemblée du clerge. mais il écrira au roi, et il lui envoie en effet un bret en date du 25 septembre, bref dans lequel il demande que la cause du cardinal soit confiée non au parlement, mais a des juges qu'il choistra de concert avec Sa Majesté.

Louis XVI répond au Pape le 4 octobre (1785). Il respecte les immunités ecclésiastiques, mais le cas de Rohan est une exception; la regle subsiste. On n'a pas pu imposer au car dinai un autre tribunal que celui qu'il a librement demandé lui-inème. Le pape objecte que l'inculpé, mal conseillé, a choisi à tort le tribunal du parlement; le roi doit l'en blâmer et le renvoyer devant d'autres juges désignés d'un commun accord. ²

Mais le cabinet de Versailles veut que l'affaire suive son cours, et s'obstine à laisser au parlement le soin de juger cette cause.

En pareille occurrence, le Sacré Collège a le droit d'exclure de son sein un membre qui a oublié ses devoirs et violé ses serments. Aussi Pie VI fait-il avertir les cardinaux de s'abstenir d'envoyer des lettres de felicitations, comme c'est la



¹ Bornis à Vergennes, 7 septembre 1785. (Apr. 278486. Lf M. Freceric Masson

^{*} Cf. Frederic Masson. Pie VI au roi, 9 novembre 1785

coutume à la fin de chaque année, a leur collègue délenu a la Bastille. Le 15 décembre (1785) un décret de prise de corps ayant été prononce contre Rohan, il sortit des mains du roi pour être livré en celles du parlement. Ce que voyant, le Pape assembla le 5 février (1786) une Congrégation qui lut unanime à penser que le cardinal devait être privé de l'exercice de tous les droits du cardinalat, jusqu'à ce qu'il se fût justifié par lui-même ou par procureur, et on lui donna six mois pour le faire.

Conformément à l'avis de la Congrégation, la suspense fut prononcée le 13 février (1786), dans un consistoire auquel Bernis se dispensa d'assister ¹, par un sentiment de délicatesse facile à comprendre.

Rome n'attendait pas pour frapper le cardinal que le pat-lement eût prononce son jugement. Elle ne punissant pas Rohan du chef de l'accusation portée contre lui, elle le punissait pour s'être reconnu justiciable d'un tribunal c.vil. Toutefois on ne donna pas à ce consistoire la publicité accoutumée, et le discours du pape ne fut affiché, ni à la porte du Vatican, ni aux heux ordinaires.

Le lendemain du consistoire (14 fevrier), le Pape écrit au roi ; il lui annonce la suspension encourue par le cardinal et le prie d'en informer l'intéressé?.

En même temps que le Pape notifiait au roi de France la mesure prise en consistoire contre Rohan, il avisait les gouvernements catholiques par l'intermed a re des nonces 3. Voici en quels termes le nonce de Pologne rend compte de sa mission

Decretum a SS Lomu o Nostro Pto Pontifice VI prominciatum in consistorio secreto, die 13 februarii 1786. Je n ai put trouver aux archives vaticanes le volume ou sont les actes de ce consistone — Vld. Pieces Justit A

^{*} La mesure prise contre de Rohan dans le consistence du 13 fevrier fui communiquée par lettre en date du 14 aux cardinaux Branciforte Capece-Zurlo de Luynes, M.gazz, Banditi, Calcagnia, Du ini Onorati, Gioannetti de la Rochefeucauld, de Frankenberg, Batthyan, de Martiniana, de S.Iva Maitei, Colonna di Sugiano, Chiaramont., Gallo, Comaro, Caraffa, Valent et Archetti. (Art. Val. Lettere des Cardinali, 180).

³ Arch. Vat. Nunciat de Firence, 18 fevrier 1786. Le nonce de Florence a averte 5. Alt. Roy, de la dechéance de Rohan prononcée dans le consistoire en 13 avec l'avis des cardinaux.

Le 7 mars 786, le nonce de Madrid dit que le Ministère d'Espagne a approuvé la sage mesure du pape et du S. Collège suspendant le Card de Rohan

« J'ai reçu hier matin la dépêche concernant le prince de » Rohan. J'ai aussitôt demandé audience pour présenter au roi le bref de Sa Saintete On m'a informé hier que je serais recu à six heures du soir. »

 Je suis donc alle à l'heure dile m'acquitter de ma mission. et je l'ai fait dans les termes qui mont paru le plus conve- nuble. Sa Majesté m'a accueilli de la façon la plus gracieuse ; elle m'a répondu que si le desagréable incident du prince de Rohan avait rempli d'amertume l'âme du » Saint Pere, elle-même n'y avait pas ete moins sensible. Le roj ajouta qu'il comprenait la décision de Rome, » décision motivée sculement par la gloire du Saint Siège, Lavantage de la religion et l'honneur du Sacré Collège. Il désirant par dessus tout que le prince de Rohan fût un jour en élat de justifier sa conduite et de récouvrer ainsi les faveurs de Sa Beatitude. Il ne manquerait pas, conti-» nua-t-il, de répondre au bref dont il avast été honoré mass » il désirait, en attendant, que je fusse l'interpréte des » sentiments de la profonde reconnaissance avec laquelle

» il avait recu la communication de Sa Sainteté : ».

Lorsque la cour de Versailles sut que Rohan était suspendu comme cardinal, elle-s'imagina qu'il était également suspendu comme évêque. N'admettant pas que le Pape pùt agir ainsi sans le consentement du roi, elle se refusa de notifier à Rohan les actes du Consistoire du 13 février. Bernis dut avertir Vergennes de son erreur. Le Consistoire, lui expliqua t il, n'avait prive momentanément Rohan que de ses privileges cardinalices. Ce fut alors seulement, c'est-àdire le 22 juin, que le ministre remit à l'inculpé le décret du 13 fevrier précédent; le retard était d'autant plus préjudiciable à Rohan que six mois seulement lui restaient pour se justifier aux yeux du Sacré College. Le pauvre cardinal recat à l'abbaye de la Chaise-Dieu, où le 10i l'avait exilé, le décret consistorial. Le 31 mai, le parlement l'avait en effet jugé et acquitté : mais le roi lui avait ordonné de se démettre de la charge de Grand Aumônier et de se retirer, jusqu'à nouvel ordre, en Auvergne, a son abbaye de la Chaise-Dieu

Arch. Vat. Nuncial, di Poloni Varsavia 8 marzo 1786

C'est de la qu'il choisit pour sa défense deux docteurs de la Sorbonne, auxquels il confie un mémoire portant la date du 18 août ¹. Les deux docteurs, ses avocats, partiront pour Rome et prendront pour procureur le cardinal Albani.

Un mois plus tard (18 septembre 1786), nouveau consistoire secret. Dans le consistoire secret du 13 février (1786) le Pape a dit aux cardinaux pourquoi, après avoir pris les avis des premiers de leur ordre, il a suspendu le prince Louis de Rohan de tous les droits et honneurs afférents à la dignité cardinalice. Il sui a donné six mois pour comparaître en personne ou pour envoyer un procureur en vue de se défendre de l'accusation portée contre lui. Le terme fixé pour la comparution est echu depuis le 13 août, mais comme le décret porté dans le consistoire du 13 février n'a été notifié à l'accusé que le 22 juin, le Pape lui accorde sur sa demande, un nouveau délai de six autres mois. Le cardinal est toujours confiné dans son monastère de la Chaise-Dieu, au fond des montagnes de l'Auvergne; de plus il est malade?.

Le 20 septembre (1786) Pie VI écrit à Rohan une lettre intime. Il lui expose la peine profonde que lui a causce su conduite et l'obligation où il s'est vu de sévir contre lui-Rohan lui répond qu'a peine informe de la censure que lui a infligée la Congregation, il a choisi pour procureur le cardinal Joseph Albani. Il lui exprime sa douleur d'avoir contristé Sa Béatitude par le choix qu'il a fait d'un tribunal laic. Il ne s'est pas présenté à sa barre librement, mais contraint par la nécessité. Il se soumet humblement a la décision prise contre lui par le Saint-Père et le Collège des car tinaux, et demande qu'on veuille bien rapporter la peine dont on l'a frappé *.

Le Mémoire du cardinal obtint promptement son effet. Le



¹ Arch Vat. Epist. Pil VI ad Principes et olios. Le mémoire, daté du .8 août 1786, est en italien.

² Arch. Vat. Epist. P.I VI ad Princip et alias.

³ Ibid

Arch, Val. Epis Pic+t ad Princip, et alios Bibl Vallicell Monumenti Storici Z 27, fol, 390

Memoire pour Louis René Edogard de Roban cardinal de la Se Eglise romanie, évêque et prir ce de Strashourg.... contre M. le Procureur genéral l'atts 1786 Imprimé 146 pages.. Le memo re pour la défense du cardinal, est écrit en Ballen.

cardinal fut justifié des accusations portées contre lui, et on lui accorda l'absolution des censures qu'il avait encournes.

Au consistoire secret du 18 décembre (1786), Pie VI prend la parole pour défendre l'accusé. Il explique, entre autres, à qui incombe la responsabilité du choix d'un tribunal incompé-« Ce n'est pas le roi, dit le Pape, mais ses parents uni ont obligé Rohan à choisir des juges laics. Le roi, en effet, leur avait laissé, comointement avec l'accusé, le choix des juges Rohan désirait des juges ecclésiastiques; les parents persistaient à demander des juges seculiers, soutenant que, si le cardinal n'acceptant pas ce tribunal, il s'avouait compable, et, eu égard aux difficultés des temps, il a cru devoir céder. Toutefois il a si bien reconnu en principe l'incompétence de ses juges, qu'avant de paraître devant eux il a protesté qu'en le traduisant à leur barre ils violaient les prerogatives d'immunité ecclesiastique, et il a exigé que sa protestation fût inserée dans les actes mêmes du proces. Cependant, dit le Pape en terminant son discours, avant de rien décider, j'ai voulu exposer la chose au Sacré Collège, et. ce n'est qu'apres avoir recu de lui un avis favorable, que je relève le cardinal Louis de Rohan de la suspense, et lui rends les honneurs et les insignes cardinalices avec voix active et passive au conclave, le remetiant en un moi dans l'état ou il se trouvait avant la peine portée contre lui !.

Rome avait donne une certaine publicité à la décheance du cardinal de Rohau par l'intermediaire des nonces, il était juste qu'elle donnat une egale publicité à sa réhabilitation par ces mêmes organes. C'est ce qui eut lieu

Le 9 jans ieu (1787) le nonce de Madrid accuse réception des actes du consistoire du 18 décembre précedent, et promet d'enfaire part le plus tôt qu'il pourra au roi d'Espagne ².

Le comte de Segur, ambassadeur de France en Russie, en

Arch. Vat. Episiol I ii VI ad Princip, et alios, ...

^{...} Auctoritate D. Dei, 55. Apostolorum Petri et Pauli, ac nostra » inhaerendo supra cipositis rat or ibus, suspensionem I udovico tordinali

e de Rohan inflictam reaxamus, praefatumque I ucovieum ne flutegra r us

[»] ad honorest insignia, acquia o maia digin atis caedinali iae at praese -

tim ad vocem activam et passivam in electione 5^{nt} Pontaficis, restituence
 diam in cum statum in quo erat aute commemoratum decretum in

[·] illum in cum statum in quo erat ante commemoratum decretum in

e nomine Patris, etc

¹ Arch. Vat. Numuat. di Madrid.

exprime également sa satisfaction. « Dimanche matin, écrit

- » le nonce de Varsovie au secrétaire d'Etat, je me suis fait un
- a devoir d'annoncer au roi la réhabilitation du prince Louis
- de Rolian. Sa Majeste l'apprit avec le plus grand plaisir, et
- m'invita à envoyer de sa part à Sa Sainteté les actions de
- e graces qui lui sont dues pour la part qu'a prise le Saint-
- Père dans une affaire où était impliqué le prince de Rohan.
- » si cher à la cour de Pologne » 1.

Le nonce de Vienne ecrit de son côté « Selon les ordres

- » contenus dans votre lettre du 20 passé, j'ai fait part aux
- » ministres, et particulièrement à la chancellerie de l'Empire,
- » de la révocation de suspense et réintégration du prince
- » Louis de Rohan. On lui a rendu toutes les prérogatives.
- » insignes et droits du cardinalat et principalement la voix
- « active et passive dans l'élection du souverain pontife. Le
- prince de Colloredo, vice-chancellier de l'empire, et tous les
- autres ministres, mont témoigné, à l'annonce de celle nou-
- velle, la plus grande satisfaction.... » 2.

Toutefois Rohan aspire à quitter l'abbaye de la Chaise-Dieu où le roi l'a confiné, et à retourner vers son diocèse.

Il charge le cardinal Albani, son protecteur à Rome, de prier le pape d'intercéder en sa faveur auprès de Louis XVI. Pie VI s'y prêtera volontiers, mais il ne fera aucune tentative s'il n'est sûr auparavant qu'il ne déplaira ni au roi ni à la re.ne Pieracchi est chargé de pressentir la Cour 3 sur ce point

Rohan profite de cette occasion pour rappeler au Saint-Pere qu'il lui a plusieurs fois parlé d'un neveu, Jules, auquel il voudrait conferer un bénefice; mais il a besoin pour le taire d'obtenir une dispense d'àge. Le 20 soût (1788) Pie VI répond au cardinal. Il fait des vœux pour qu'on lui rende la l berte afin qu'il retourne promptement vers ses ouairles. Quant à son neveu il s'en occupera plus tard. Ce sujet est encore trop jeune. Sa vocation a besoin de l'épreuve du temps pour être prise en sérieuse consideration.

¹ Arch Vat. Kunziaf, di Polon., 17 janvier 1787.

⁵ Ibid. Nunziel, d. Vienna, 11 janvier 1787.

Arch. Vat. Vanziat. de Franc. 458, B. 42 mars et 46 avril 1788.

⁴ l'e bref de dispense d'age fut accordé le 18 fevrier 1789. Comme i, avait ete expedie par la Secretairerie ordinaire des brefs le cardinal de Rohan le renvoya a Rome en demandant que ce bref fut corrige et renvoye par la

Bientôt Rohan obtient la permission de rentrer à Strasbourg. Le 24 décembre (1788) on a signé et le 26 on lui a expédié des lettres de grâce, dans lesquelles le roi révoque les ordres de détention à Marmoutiers, et lui signifie de retourner dans son diocèse, en stipulant qu'il ne devra passer ni par Paris ni par la résidence de Sa Majesté. Cette lettre lui est parvenue le 28 décembre 1.

Aussitôt que Pie VI sut la relaxation du cardinal, il s'en réjouit et l'en félicita. Ce fut une nouvelle occasion pour Sa Sainteté de lui renouveler ses sages conseils. « Nous approuvons fort, lui disait-il, que sans tenir compte des rigueurs d'un haver excessif et des neiges, vous vous hâtiez de retourner à volre diocèse pour reprendre le plus tôt possible la charge épiscopale. Vous voulez ainsi compenser par un redoublement d'activité et de vigilance une absence trop longue.....

- Nous vous faisons de nouvelles instances au nom de
 Notre Seigneur, afin que, après votre relour, vous soyez
 pour votre peuple et votre grand diocèse, un évêque dont
- » la prudence, la piété, la religion et les autres vertus
- · exemplaires deviennent partout un sujet d'edification

» morale..... » 4.

Le cardinal de Rohan rentré dans son diocèse peu avant l'ouverture des Etats généraux, fut élu député à l'assemblée constituante et auivit les nobles exemples donnés par la majorité des évêques. Chassé bientôt après par la révolution, et retiré dans les possessions que son Eglise avait en Allemagne, il chercha à réparer ses anciens torts et mit toutes ses ressources aux services des malheureux émigrés. Lui-même ne tarda pas à être frappé. On le déposseda bientôt de ses

Secretairerie des brefs aux Princes II établit ses droits dans un curieux Mémoire expédie à l'abbé Roccatoni. On s'empressa de défèrer aux desirs du cardinal et de toute sa famille.

Arch Vat Registro delle Lettere de' Principi, 263 et. Epuit. Pir VI ad Princip. et alios.

1 Arch. Vat. Nunvial. di Francia

2 Arch. Vat Episiolae Pii VI ad Principes el alios.....

¹⁸ fevrier 1789. — Valde ideireo probamus festmationem tuam, qua, s nulla habita gelidissimae byemis, niviumque ratione, iter is ud suscipere s voluisti, ut quantocius Episcopalem curam susciperes, dinturnali que

ejus intermissionem acerrima pensares dil gentia, et vigilantia Tua. . .

richesses; et, pour conserver la vie, il dut prendre lui aussi le chemin de l'exil ⁴.

Pendant toute la durée du procès du collier de la reine, jusqu'à la réhabilitation du cardinal de Rohan, M⁶⁷ Dugnant, le nouveau nonce nommé à Paris, ne prend pas possession de son poste. Pieracchi fait un long intérim, aux appointements de 300 ecus par mois ². Et pourtant Dugnani a été désigné pour successeur à Doria présque aussitôt le départ de ce dernier Il aurait voulu partir dès le mois de septembre ², mais le pape le retenait éloigné à dessein jusqu'à la fin du procès du cardinal. Il craignait que « la représenta ion pontificale ne fût compromise dans cette épineuse affaire » *.

Cependant le 22 décembre (1786) le secretaire d'Etat avert.t Dugnani qu'il peut se rendre à son poste *. Tôutefois Pieracchi restera encore que que temps à Paris pour mettre le nonce au courant des affaires. Le rectorat de Carpentras lui est d'ores et déjà téservé pour le récompenser des bons services qu'il a rendus en qualité d'internonce. D'ici la, qu'il garde la chose secrète pour ne pas donner un motif de le congédier trop promptement, car M^{er} Dugnam semble avoir hâte d'éloigner de Paris un homme qui y a acquis une haute importance ⁶. Pieracchi le sent si bien qu'il l'écrit au secrétaire d'Etat « Je crois, lui répond Son Eminence, que l'excellent M^{er} Dugnam deposera toute ombre de jalousie, et verra quel ayantage il pourra retirer, pour

neque minus Te in Domino hortamur, ut post reditum tuu n, eum Te
 tuo populo, tuacque amplissimae dioecesi exhibeas Antistitem, ex cujus
 zelo, prudentin, pietate, ac religione exterisque virtutibus, exemplis
 possit plurimus ubique in moribus profectus instaurari....

¹ Picot. Mémoire pour servir à l'Histoire Ecclesiastique peudant le xvu.* siècle.... Tome VI. Paris 1856.

³ Ibid. Lettre du 24 août 1785.

⁴ Ibid Lettre du 23 décembre 786.

⁵ Arch Vat Francia 463. Registro di Lettere a Monsig. Nanz aplico..... Dugnani signe les depèches a partir du « avril 1767.

⁶ Arch. Vat. Nuncial di Franc. 458 B. 31 Janvier 1787

lui et le Siège Apostolique, de vos lumieres et de vos reintions » 1.

Le 15 juillet 1789, Pieracchi est encore à la nonciature de Paris. Il écrit au secretaire d'État e qu'il va en partir incessamment ».

Toutefois avant de partir, le comte de Montmorin, le successeur aux Affaires étrangères du comte de Vergennes ², lui offrira, de la part du roi, des presents qu'on n'a pas coutume cependant d'offrir aux attachés d'ambassade une croix pectorale avec chaîne d'or et une tabatière d'or garnie de diamants. Sa Majeste le veut ainsi pour lui témoigner sa reconnaissance de ses bons offices ³.

II. A la fin de l'année 1785, année qui avait vu commencer le scandaleux procès du collier de la reine, un effroyable catachysme faillit détruire, ou à peu pres, la ville de Rome.

La peninsule italique est incontestablement une des plus belles contrées de l'Europe. Elle emprunte son principal caractère, le plus pittoresque, aux chaînes de montagnes élevers qui la sillonnent dans presque toute son élendue. Mais ces pies altiers, ces points culminants ont été fréquemment le foyer de profondes perturbations. Quelques uns, en effet, portent la trace de cratères éteints; deux notamment ont encore des cratères en activivité, et ces cratères répandent périodiquement la terreur et l'épouvante. Car, presque toutes les éruptions volcaniques sont precédees de tremblements de terre plus ou moins violents, qui sément partout les ruines et convertissent les violes les plus florissantes en un vaste champ de décombres.

2 Arch. Vat Nunzial di Francia 458 B

Le 28 février (1787) le secretaire d'Etat deplorait la mort du cointe de l'ersennes.

Et le 7 mars il applaudissait n'il nomination du successeur, comte de Montroccin

^{*} Arch. Vat. Francia 465 Registro di Lettere a Monsig. Nunz, aplico, in Parigi..... 22 décembre 1786. Le socrétaire d'Etat écrivait : « Je prévois de petites jalousies du prelat, mais ches seront vite dissipees . . »

L'internonce Pieracchi fit part au secretaire d'Etat de la grave maladie du comte de Vergennes. Le secrétaire lui répondit : « La perdita del Conte di Vergennes sarebbe la più fauesta perdita che da noi si potesse fare. Il timore ne allontau, l'evento » 7 février 1787,

³ Arch Vat. F 463. Registro di Lettere a Monsig. Nunc. aplico in Parigi. 6 juin 1787.

Or, parmi ces tremblements de terre , celui du 8 octobre 1785 mérite d'être mentionné.

Vers la onzième beure de nuit, — deux heures du matin, — lisons nous dans les chroniques du temps, on ressentit une secousse assez légère; mais à la douzième heure elle fut terrible et dura l'espace de plus d'un *Credo*. Les lits et tous les mobiliers, furent violemment agités, et les cloches sonnèrent toutes seules.

Chacun se lève en un instant Beaucoup sortent de leurs maisons et vont sur les places publiques pour ne pas être ensevelis sous les ruines. Aussitôt on illumine le palais du Quirinal où habite alors le Saint-Père; et, pour calmer l'épouvante de la population, Pie VI parait à la loggia et donne la bénédiction apostolique.

Le lendemain soir, a la cinquième heure de nuit — 10 heures — la ville essuie une effroyable tempête. L'alarme reprend de plus beile, car la bourrasque acheve de renverset les ruines commencées par le tremblement de terre de la veille. Neuf jours plus lard, nouvelle alerte. Un épouvantable orage éclate, la foudre tombe sur l'hôpital du Saint-Esprit et y cause des degats incalculables *. Ce fut un surcroit d'inquietudes pour le pape. Engagé comme il l'était dans les frais considérables du desséchement des Marais Pontins, il supputa, non sans un sentiment d'anxiété, quelles sommes énormes il lui faudrait trouver encore pour les restaurations nécessaires.

Mais Pie VI etait un administrateur consommé. Il avait foi dans la Providence et dans la générosité des grandes familles romaines, auxquelles il n'avait jamais vainement tendu la main.

D'abondantes ressources surgirent de toutes parts, et permirent de réparer, ou plutôt de reconstruire plus magnifiquement les montments renversés. De tant de désastres amoncelés, quelques années plus tard, il restait à peine un souvenir.

^{&#}x27;Ces tremblements de terre correspondaient souvent à de violen es éraptions du Vésuve. L. 16 juin 1794 eut heu une craption épouvantable (Bibl. Vat. f. lat. 9445)

Biol. Vat. Ms f lat 9"18, 17 octobre 1783

CHAPITRE XXIV

SOMMAIRE. — I. Pie VI et le Portugal — Le Tribunal royal de Cenaure — Mort de Joseph Iⁿ. — Marie Iⁿ. — Sa piète, la dévotion au Sacré-Cœur Diagrâce de Pombal — Mort de la Reine mère. — Tribunal pour les causes occlésiastiques. — Désordres dans les monastères. — Mort de Mæ Muti — Indemnités payees aux ex-Jésuites portugais — Mort de Pierre III. — II. Le Saint-Siège et l'Espagne. — Le nonce Colonna cardinal. — Le nonce Vincenti. — Réforme des couvents. — Brefs Exponi Nobis nuper jecit — Hévolte du Peruu et Mª Cusco. — Le platine. — Mort de l'evêque d'Osma. — Mort de Charles III — III. Rome et les Deux Sie es. — Disgrèce d'Alphonse de Liguori. Difficultes pour les nominations aux evêchès. — La Haquenée.

Le 5 avril 1768, à l'instigation de Pombal, le roi de Portugal, Joseph ler, avait établi, par arrêté, un tribunal royal de Censure auguel il avait attribué une juridiction exclusive pour l'examen des livtes. Cette mesure surprit les évêgues qui. aussitöt revendiquerentenergiquement leurs droits personnels de cernsure pour leurs diocèses respectifs. Mais on passa outre et on ne tint aucun compte de leur réclamation. Le nonce, înterrogé par eux, decida, apres mûr examen, quon ne pouvait priver le corps épiscopal d'un privilège inhérent a sa charge. Il fut toutefois etabli que la censure portée par les Ordinaires, devrait, pour être exécutoire, recevoir la sanction. du nouveau tribunal royal ou celle du souverain pontife luimême L'affaire fut définitivement réglée par le bref Romanorum Pontificum — 26 novembre 1780. — Ce bref créait à Lisbonne, pour le Portugal, un tribunal chargé d'examiner tous les ouvrages destinés à l'impression, sans préjudice toutefois des droits et de la jumdiction des Ordinaires 1.

L'arrêté du 5 avril 1768, en instituant le nouveau tribunal de la censure composé d'un president et de quatre membres gradués de la Faculté de Coïmbre ne ment onnait pas qu'ils dûssent recevoir de Rome des pouvoirs juridictionnels. Plus tard, le 21 juin 1787, la retne Marie-Françoise-Elisabeth

Contin. Bull. rom. T. VI. Bullarium Pri VI. Nº 293

suppléera à ce desaut par un second arrêté. Desormais le tribunal prendra le nom de Commission pontificule et royale ; il usera des droits réservés autresois à l'Inquisition. Les membres en seront nommés par décret royal, mais ils devront être confirmés par le pape avant leur entree en charge.

A la fin de .776, le roi Joseph le est étendu sur son lit d'agonie, en proie aux souffrances d'une longue et cruelle maladie. Le 26 novembre (1776), sentant sa fin prochaine, il fait venir le nonce. Mer Muti, et demande les derniers sacrements avec la bénédiction apostolique. Reduit à toute extrémité, il peut à peine recevoir dans ses bras une enfant de sa fille, la princesse du Brésil 1 Néanmoins sa vie se prolonge deux mois encore, « Enfin, écrit le nonce, le monarque a été emporté par la violence et la multiplicité de ses maux, i) était frappé d'apoplexie, d'hydropisie, et la gangrène le rongeait. Cette nuit même il est passé à l'éternel repos, et le son des cloches a annoncé des la première heure la funebre nouvelle. On a publie hier l'ordre du roi de relaxer l'évêque de Coîmbre. accusé de conspiration, et le soir du même jour le prélat est rentré dans sa demeuce où je suis allé le visiter. On m'affirme encore qu'on a également libére tous les ecclésiastiques incarcerés pour le même motif

« On a reconnu pour reine la princesse du Brésil, et Dom Pedro, son époux qui a pris le titre de roi ».

Joseph, avant de mourir, avait dejà commencé à réparer les injustices que lui avait fait commettre son ministre Pombal. Le pape, dans le discours consistorial où ilannonce au Sacré-Collège la mort de Joseph, insista sur les sentiments de regrets qu'avait témoignés le monarque, et sur les ordres qu'il avait donnés pour qu'on procédât à une réparation nécessaire ².

Marie le, autaut pour accomplir le dernier vœu d'un pere mourant, que pour satisfaire aux besoins de son cœur, ouvrit toutes grandes les prisons qui récelaient les victimes de la cruauté de l'ancien ministre Pombal³.



Marie P et Pierre III

² Bullarium Romanum Pil VI. Nº 129.

³ Arch. Vat. Nunnal, di Portogallo, Nº 121. Depêche du 1º avril 1777. La liste des Jésuites liberés comprenait quarante-huit noms.

Le mardi 13 mai, eut lieu l'accamation de la reine Très-Fidèle, et les fêtes du couronnement furent splendides. Sa Majeste ordonna, en cette circonstance, qu'on reprit la récitation des oraisons et des leçons de saint Grégoire VII et de samt Ignace de Lovola supprimées par la censure. On rétablit aussi dans le rit double de seconde classe avec octave l'office de saint François de Borgia, qu on continua à vénerer comme autrefois, en lui rendant le titre de protecteur du royaume !

Marie 1º est une princesse fort pleuse. Elle a le plus grand desir de propager la devotion au Sacre-Cœur. Dans ce but elle charge le patriarche de Lisbonne de demander au nonce que la fète en sort celebree solennellement dans tout le Portugal. Aussitôt Met Muti s'empresse de commun quer la demande à sa cour, et de transmettre la réponse favorable avec les feuilles qui contiennent le nouvel office et la messe 2. La fête, cette année, se célebrera en grande pompe dans la chapelle de Benposta en presence de toute la famille royale. La veuve du feu roi s'y rendra dans le carrosse de la reine 3.

La joune souveraine fait plus encore: l'année survante (1778). elle demande que la fête du Sacré-Creur soit élevée au rit double de 1^{re} classe, et le 5 mai, dans une audience publique. le nonce lui remet le rescrit accordant la faveur soldicitée !. Enfin au mois d'octobre (1779), la princesse jette les fondations d'un couvent destine aux carmelites dechaussees, pour accomplir un vœu qu'elle a fait la première année de son marsage, au cas où le ciel lui accorderait un enfant mâle. L'église annexée au couvent sera construite sous le vocable du Cœur de Jésus 🕐

La piété de la reine, on le voit, est grande autant que sincère. Le nonce ne tatit pas d'éloge sur le respect et la deference de la souveraine envers le Saint-Siège. Joseph l'avait obtenu le 10 fevrier 1751 un bret autorisant la famille royale a user d'aliments gras en tout temps, à l'exception de la semaine sainte. Une clause toutefois inquiête la reine. L'acte pontifical porte ces mots: nonnulla interdum corporis incommoda patientibus. Sa conscience serait plus tranquille si

Ibid 30 ma) 1777.

¹ Arch. Vat. Nunziatura di Portogallo. Dep. du 20 mai 1777

Loc cit. Dep du 10 juin 1777 Loc cit. Dép des 21 avril et 5 mai 1778 Loc. ell. Dép. du 19 octobre 1779.

Rome supprimait la clause restrictive ou conditionnelle, et si la permission comprenait non sculement la famille royale existant *hic et nune*, mais explicitement encore ceux qui naîtront à l'avenir ⁴.

Dans ce même temps, à Palmella, une église est volée et profanée: aussitôt la reine prend le deuil et demande qu'on fasse une procession de penitence. Pour une autre circonstance aussi grave elle autorise, par décret du 19 mai, les dénonciations secrètes, et promet 2000 croisats (crociati) à celui qui trouvera le coupable: si le dénonciateur est un noble, une distinction honorifique.

Quant à l'évêque de Combre, l'illustre victime de Pombal, la reine veut le réhabiliter entièrement dans l'opinion publique. Pie VI la remercie par un bref que le nonce charge le ministre Ayres de remettre à Sa Majesté La souveraine est au comble de la joie : elle écrit à son tour au venérable prélat une lettre pleine des sentiments de sa haute bienveillance, et pour rendre plus éclatante la réparation et reconnaître davantage l'innocence de l'évêque, elle fait imprimer sa lettre et lui donne une grande publicité ³.

Non seulement la reine délivra de prison les Jésuites qui y gémissaient depuis 1759, mais elle voulut pourvoir au sort de ceux qui avaient été exilés dans les États pontificaux. Le pape, en ouvrant les portes de ses domaines aux pauvres proscrits, leur assurait une rente viagère. C'était une lourde charge pour le budget de l'Eglise, budget déjà fort obéré par les immenses travaux en cours d'exécution. La justice réclamant un dédommagement et Marie Is, promit de verser à la secrétairerie d'État, par l'entremise de son ambassadeur, une somme équivalente à la dépense causée.

Pombal, l'auteur de tant de maux, méritait un châtiment Il avait étrangement abusé de la confiance excessive qu'avait mise en lui Joseph I^{et}. Un décret de condamnation fut publié contre lui, mais le reine considérant tout à la fois son grand



Arch Vat. Nunnatura di Portogallo, Nº 122, 1778-1779.

² Arch Vat. Nanciatura di Portogailo Nº 122. Depende du 5 mai 1778. Dans une dep. du 23 juin le nonce cerit « Maigre toutes les recherches on n a pu encore trouver le coupable.

¹ Arch Vat. Nuntiat di Poriog. Nº 121 et 122 Dépêches des 30 septembre 1777 et 6 janvier 1778.

àge, — il avait quatre-vingts ans, — et le respect qu'elle devait à la mémoire de son père, le gracia, à la condition toutefois qu'il irait finir ses jours loin de Lisbonne où sa personne était exécrée ¹. Il se refugia dans sa villa de Pombal, à vingt lieues de la cour. C'est la qu'il mourut le 5 mai 1782, « âgé de quatre-vingt-trois ans moins cinq jours. » ².

Un peu plus d'un an avant la mort de Pombal, la reinemère, veuve de Joseph, était tombée gravement malade. On fit alors pour elle ce qu'on avant coutume de faire pour les membres de la famille royale on lui apporta l'image miraculeuse de la Madone de la Délivrance. Cependant le 15 janvier 1781, au matin, la reine expire. On dépose ses restes dans le mausolée en marbre que la princesse défunte a fait élever pour l'épouse de Jean V, Marie-Anne d'Autriche, morte il y a vingt huit ans. Le prince du Bresil et l'Infant son frère accompagnent la depouille mortelle; les autres membres de la famille royale les conduisent sculement au seuit du palais et regagnent, par un chemin privé, l'eglise de Notre-Dame-de-la-Délivrance où l'on a reporté la sainte image. On publie ensuite que la cour, en signe de deuil, suspendra ses audiences pendant huit jours.

Le nonce d'Espagne, M^o Muti, avait eu des difficultés avec le gouvernement portugais au moment de la création du tribunal royal de censure — 5 avril 1768. — Il en rencontra d'autres encore à propos d'un nouveau tribunal pour les causes ecclesiastiques. Ce tribunal institue par le bref Justitue ubique administrande, le 6 des ides d'août 1779, éprouva de vives oppositions de la part du ministère royal. La reine voulait se réserver le droit d'en destituer les membres, en imposant à Rome de sanctionner ses destitutions sans examen. Rome invoqua son droit et la justice, et prefendit être maîtresse d'accepter ou de rejeter, après examen preaiable, la destitution du juge.

Mais le conflit entre le Saint-Siège et le Portugal ne fut pas



Arch. Vat. Nun.ial. di Portog. N. 121 (S. D.) 1777.

² Arch. Vat Nun.tat di Portoq. Depêche du 14 mai 1782. Le carcinal l'acca ecrit dans ses Memoures que l'évêque de Colmbre vis.ta l'ombal peu de temps avant sa mort, et que celui-ci s'agenoui, la devant sa principale victime pour en obtenir son pardan.

de longue durée, l'entente se fit bientôt; il n'en pouvait pasêtre autrement dans un État dont la souveraine professait une si profonde vénération pour la personne du pape ¹.

Cependant cette affaire ne tarda pas à être suivie d'une autre affaire, celle-la beaucoup plus épineuse, à savoir : le rétablissement de l'ordre et de la paix troubles dans certains couvents du royaume.

Voici ce qu'en écrivait le nonce Muti. « Celui qui n'a pas vu l'état déplorable ou sont réduits plusieurs couvents, ne peut s'en faire une juste idée... 2.

De graves abus, en effet, avaient pris naissance insensible ment dans les monastères, au temps de l'influence néfaste de Pombal. Pour se soustraire aux vexations de leurs supérieurs et échapper à des désordres de toute nature, nombre de religieux avaient demandé et obtenu leur sécularisation. Après la chute du ministre, le calme et la régularité revincent dans les cloîtres et beaucoup de Pères qui ne les avaient quittés que pour mettre leur conscience en repos, apprenant qu'on avait repris I observance, demanderent a y rentrer. Le nonce, toutefois, ne savuit s'il failait soumettre de nouveau au noviciat les moines qui retourneraient à leur monastere, et, dans l'affirmative, combien de temps devrait durer ce noviciat? Une question de preseance le préoccupait encore. Etait il convenable, en eflet, de ne pas tenir compte des années que les anciens moines sécularisés avaient déjà passées dans leur couvent, antérieurement à leur sortie? Si l'on ne tenait pas compte de cette observation, on verrait alors des jeunes gens prendre le pas sur des religieux blanchis dans l'austérité monacale, le travail et la prière ! 3

Votre Eminence les puissants motifs que j'avais de déposer les supérieurs religieux d'un certain nombre de monastères crees au temps de l'ancien gouvernement, et de les reinplacer le plus promptement possible de mon propre mouvement, plutôt que d'en laisser l'election à leurs Chapitres respectifs. Samedi passé j'ai enfin réussi à le faire, après beaucoup de peines et

¹ Arch. Vat. Nunvial, di Portogallo, Nº 123, 25 janvier 1780.

Arch, Vat. Nusciat, di Portogallo, Nº 123, 3 juin 1777
 Arch, Vat. Nusciat, di Portog. N 121, Dép. du 27 mai 1777.

des difficultés indicibles suscitées par les supérieurs euxmêmes, qui voulaient conserver le plus longtemps possible leur gouvernement absolu ou plutôt leur despotisme tyrannique. Ces motus proprii regardent l'ordre de Saint-Benoît, de Saint-Paul premier ermite, de Saint-Jean l'evangéliste appelé Saint-Georges in Alga, congrégation éteinte à Venise, la province des Carmes dechausses, celles des Mineurs observautins de Portugal et la communauté de Saint-Camille de Lellis!. »

Ces difficultés si complexes, ainsi que l'avoue le nonce, paraissaient inextricables. Le nonce serait-il parvenu à les résoudre toutes d'une manière complète? La mort ne lui en laissa pas le temps. Il pouvait d'ailleurs s'attendre, vu ses bons et loyaux services, à recevoir bientôt le chapeau de cardinal lorsque, soudain, il est pris d'un malaise indéfinissable. Il pense, neanmoins, que quelques semaines de repos le rétabhront, et il se rend en villégiature, au bord de la mer, a Cintra. Il v est à peine arrivé, que le vendredi soir, 31 août, il meurt presque subitement après quelques beures de vives souffrances. L'abbé Gaudenzio, qui a pris la direction des affaires par intérim, écrit au secrétaire d'Etat que Ma Mutin'a pu recevoir que les sacrements de Pénitence et d'Extrême-Onction, et encore sous condition a Mais sa vie était une préparation-continuelle à la mort qui, en le frappant subitement, n'a pu le prendre à l'improviste. Il avait la pieuse coutume de se confesser deux fois la semaine.

Toute la Cour et la famille royale sont vivement impressionnées. Demain, 3 septembre, ses funérailles auront lieu dans l'église nationale, dite de Lorette, avec la pompe qui convient à sa dignité 2, »

Le courrier de Lisbonne, qui porte à Rome la nouvelle de la mort de M^{ar} Muti, passe par Madrid le 7 septembre (1781). « Je suis sûr, écrit le nonce d'Espagne, que Sa Sainteté et Votre Eminence partageront ma douloureuse surprise en recevant ce courrier. En même temps que l'auditeur de la

Arch Vat. Nunzial, di Portogullo.

^{*} Arch Vat. Nunz. di Portog Dep., des 2 et 4 septembre 1781.

Caudenzio sjoute que le secrétaire de la nonciature. Cataldi, est un jeune homme integre et capable. Il termine sa depeche en disant que le nonce Cavalieri était mort dans des circonstances analogues en 1.58

nonciature de Portugal m'apprend la mort inopinée du digne nonce, il me prie de continuer à lui faire les expéditions accoutumées, ce que je me serais empressé de faire, n'avait été mon absence de la capitale » ¹.

L'auditeur de la nonciature de Portugal, l'abbé Gaudenzio, allait être oblige de prendre en main le reglement de l'indemnité promise au Saint-Siège, par la reine, pour les dépenses occasionnées au pape par l'expulsion des Jésuites portugais.

En effet, Marie I° lient toujours à cœur de rembourser le trésor pontifical des frais qu'il a dù supporter indûment de ce chef. Elle lui paiera ces sommes par annuités, jusqu'à l'acquittement complet de la dette. L'abbé Gaudenzio, qui attend avec impatience l'arrivée du nouveau nonce, Mer Ranuzzi e, prévient le cardinal Pallavicini 'que l'echeance souscrite par la reine tombe dans le mois d'octobre e. Le 8 janvier 1782 il n'a encore rien reçu, mais le marquis d'Angeia et M. Gildemester lui ont confirmé le prochain paiement. On peut avoir une confiance absolue dans la parole de tels personnages 4.

La dette reconnue par deux décrets fut entièrement acquittée pour indemniser la chambre apostolique de la somme de 1.790.12 écus 84 baïoques qu'elle accusait avoir dépensée en faveur des Jesuites portugais. Chaque année on envoyait à Rome cent mille croisats, environ cinquante mille écus. Peudant longtemps on versa intégralement cette somme, mais comme le trésor public trouvait la charge trop lourde, que la commission exigée par l'agent de change paraissait il prenait 9 ° . qu'enfin les ex religieux se plaignaient de n'être pas payés avec la ponctualité désuable, la reine resolut dy mettre ordre. Elle voutut qu'à l'avenir l'ambassadeur pres le Saint-Siege dornât annuellement quatre-vingts écus à chaque jesuite prêtre, et soixante-quinze aux frères lais, nets de tous frais. Et comme le nonce objectait que la pension etait insuffisante pour les vieillards et les malades, on demanda des comptes détaillés à la Chambre

¹ Arcl., Vat. Nunnatura di Spagna S. Idelfonso, 7 septembre 1781

^{*} Mar Randzzi était nonce a Venise lorsqu'il fut transfere à Lisboane.

Loc. cit. Dep. du 16 octobre 1781

Loc. cil Dép. des 6 novembre 1781 et B Janvier 1782.

apostolique pour contrôler l'emploi de l'argent et s'assurer du chiffre réel des dépenses ⁴.

Le 24 mai 1786, meurt le roi de Portugal Pierre III, le fils de

Jean V et l'époux de Dona Maria.

Le pape annonce son deces au consistoire du 18 décembre, dans le fameux consistoire où il frappait d'interdit le cardinal de Rohan, et, quand on célèbre un service funèbre a Rome dans l'église nationale des Portugais, dédiée a Saint-Antoine. Sa Saintelé s'y transporte et y prie pour le repus de l'âme du souverain.

Le nouveau nonce, Mr Ranuzzi, écrira même un article nécrologique dans la gazette de Lisbonne. Cet article sera élogieux, mais pas trop pour un prince qui, de concert avec dona Maria, a gouverné sagement ses Etats en s'efforçant de faire oublier le despotisme du ministre Pombal.

Au moment de la mort de Pierre III, la maison royale de

Portugal, se composait:

De Sa Majesté Tres Fidele Maria I^a ², de son fils don Juan ³, d'une princesse du Brésil, Marie-Françoise Bénedicte veuve de don Joseph ⁴, et enfin de l'Infante dona Marianna la fiancée de l'Infant Gabriel, troisième fils de Charles III ⁵.

Après la mort du roi de Portugal, Pierre III, le bruit se repandit que la reine Marie quitterait la cour, se retirerait dans un monastère et que son fils don Juan prendrait en main les rènes du gouvernement. Le nonce qui fait part de cette importante nouvelle au secrétaire d'Etat, ajoute L'ambassadeur de Portugal a écrit au confesseur de Sa Majesté, le priant d'user de toute son influence sur la reine pour la détourner de mettre son dessein a execution. Les réponses sont telles qu'on le désirait. La souveraine se résigne à rester sur le trône, elle sacrifiera son

Arch. Vat. Nunz. di Portogullo. Nº 125. Dep. du 9 août 1787.

^{*} Arch. Vat. Nunziat. di Madrid. Veuve de Pierre III, nee le 16 décembre 1734

³ Don Juan prince du Brést, né le 13 mai l'67 Il fut co. de Portugal après la mort de son frère Joseph le 11 règna sous le nom de Jean VI et epousa la princesse du 1 réstl. Charlotte Joachim, file du prince ces Assurles, nee le 25 avril 1775.

<sup>Nec le 25 juillet 1746.
Dona Marianna etait née le 7 octobre 1736. E le eut un fils — juin 1786.
auquel on donna le nom de Pierre. Le 4 auvembre 1787 elle eut une fille e ten mars 1789 un autre fils qui reçut le nom de Charles.</sup>

repos personnel au bien public et aux vœux de son peuple 1. »

Le nonce Ranuzzi, n'occupe son poste que depuis le 22 octobre 1782 ²; et deja il a elé promu au cardinalat dans le consistoire de mars 1785. La mort recente de Pierre III relardera jusqu'à la fin de mai l'imposition de la barrette dont l'envoi est confié à un jeune ablégal. Antonio Gregori ³.

Dans l'intervalle à lieu une brillante fête: le mariage de l'Infant royal don Gabriel d'Espagne avec l'Infante de Portugal dona Marianna Vittoria. Le cardinal patriarche va bénir l'union, et l'ambassadeur d'Espagne met à la disposition : des epoux ses somptueux équipages 4.

A son départ, Ranuzzi a pour successeur l'ancien nonce à Cologne, Mér Bellisomi, archevêque titulaire de Thiane Le cardinal Silva, archevêque de Lishonne en reçoit la nouvelle officielle le 13 avril (1785). Mais Bellisomi ne peut quitter Cologne avant l'arrivée de son successeur. Mér Pacca. Il écrit à l'auditeur interimaire de la nonciature de Lisbonne qu'il partira le 20 juin pour se rendre à son poste ⁵. Il n'y arriva toutefois que le 27 juillet.

II. — Au commencement du pontificat de Pie VI, l'Espagne avant pour nonce Mr Nicolas di Stigliano Colonna, archevêque de Sébaste; il avant succede à Valenti lors de la promotion de ce dernier au cardinalat ⁶. Colonna est à Madrid depuis bientôt deux ans, lorsque la valuse diplomatique lui apporte la nouvelle de l'élévation à la pourpre de Ms Delgado

¹ Arch. Vat. Nuncial, di Madrid, 22 juin 1786.

² Arch. Vat Nuncial di Liebon. Nº 124 Ranuzzi avait succédé à Me: Mutimort inopinément à Cintra le 31 soût 1781. En 1738, un autre nonce. Me: Cavalieri était mort dans des circonstances analogues.

Ibid. Dép. du 3 mai 1785. Dès le 11 mars 1788, le card.ral Silva, patriarche de Lisbonne reçoit de Rome l'annonce officielle que M# Gregori est désigné pour ab égat (Arch Vat Epistolæ Pit VI ad Princip. et alios. Lettere dei Cardinali).

⁴ Area Vat Nuncial di Lisbon N. 124. Dans une dépêche du 12 avr.l. 1785 Ranuzzi avait fai, part au secrétaire d'État de deux morts ; celle de D. Louis Infant d'Espagne et celle de la duchesse de Bragance.

¹ Ibid. 11 juillet 1785.

^{*} L'ablégat de Valenti fut son neveu Cesare Guerrieri. Avant de partir pour Madrid — 28 juin 1776 — il fut reçu en audience par LL. A. R. le due Albert et Marie Christine sur le point de retourner à Vienne après leur voyage d'Italie.

le patriarche des Indes 1 1º juin 1778 - L'ablégat pontifical sera le neveu de Clément XIV, Fabri Ganganelli, lequel a pris pour secrétaire l'abbé Lucatelli. Le roi innose la barrette à Delgado le dernier jour de 1778 ², et l'éminentissime prelat comble de cadeaux Ganganelli, son secrétaire et tous les gens de sa suite ⁸

Un peu plus tard a tieu le baptème de l'Infant royal, le fils du prince des Asturies. C'est le nonce Colonna qui est charge de présenter les langes bénits par le pape et destines au nouveau-né *. Il s'acquitte de son office le 8 janvier 1782 avec le cérémonial accoulumé.

Trois ans plus tard - mars 1785 — il reçoit à son tour le chapeau. Son ablégat est Marino Carafa que Pte VI, pour la circonstance, nomme camérier d'honneur.

Dans le compte rendu de l'imposition de la barrette, on signale la présence à la cérémonie de toute la famille royale, des secrétaires d'Elat, des seigneurs de la cour et des ambas-sadeurs de France et de Naples. L'ambassadeur de France est alors le duc de la Vauguyon, récemment arrivé à Vadrid, et accrédité depuis le 15 mars précédent ⁵.

Malgré qu'il ait reçu la barrette, le nonce reste à son poste et continue ses fonctions jusqu'à l'arrivée de son successeur. Mer Hippolyte Vincenti, archevêque de Corinthe⁶. D'ici là, la correspondance entre lui et la secrétairerie d'État est languissante. Deux fois seulement il prend la plume. La première, pour annoncer que « dimanche 27 mars et jour de Pâques,

Pius tard le roi d'Espagne au donns une distinction Le 20 janvier 1782, à l'occasion de la fête du patriarche, il lui passa, de sa main, au palais royai du Pardo, le grand envion de l'Ordre de Charles III et le no nina grand chancelier de cet Ordre.

Vid. Pièces justif. A.

Arch. Vat. Nunnut. di Madrid.

² Les cardinaux de la promotion du l' juin 1778 sont : Frankenberg pour les Pays-Bas, Bathvan pour l'Autriche, Martintana et Guilla, pour la Lombardie, Romuald Guidi de Cese ne pour les Romagnes, Souza de Silva pour le Portugal, Cornaro, le gouverneur de Rome, pour les Etats venitiens, Delgado, le patriarche des Indes, pour l'Espagne, entin pour la France, de la Rochefoucauld et de Rohan, ce dernier grand aumônier, evêque de Canope in partièus et coadjuteur de Strasbourg.

[•] Pie VI tint consistoire le 19 juin 1781 pour annoncer au Sacré Collège cette naissance.

Mer Vincenti passa par bologue le 24 noût 1785 et séjourna chez l'archevêque, l'Eminentissime Gloannett, avant de se rendre a son poste

- l'ambassadeur de Portugal, marquis de Louzival, deman-
- » dera la main de l'Infante Charlotte, fille du prince des
- » Asturies ¹ pour l'Infant de Portugal don Juan ² »

La seconde fois que le cardinal Colonna écrit au secrétaire d'Etat, c'est pour lui faire part de la mort de la reine de Sardaigne, la sœur du roi d'Espagne, mort qui a péniblement affecté la cour ³

Cependant Colonna ne tardera pas à recevoir son audience de congé. « Samedi dernier, écrit-il, le roi a daigné m'admettre à l'audience de congé et recevoir mon successeur, Mª l'arche-vêque de Corinthe ... Sa Majesté m'a traité en ami et non en souverain.... » * Colonna va partir enfin dans les premiers jours de décembre; il n'attend plus que le retour à Madrid de LL MM. pour prendre congé d'Elies d'une façon définitive ».

Il voulait surtout remercier à nouveau le roi du don d'un riche bénéfice. Leurs relations continuèrent d'être intimes. Le roi décora le frère du cardinal Colonna, et en outre de cette decoration lui octroya, pour l'avenir, le riche benefice conféré tout récemment au cardinal ⁶.

Les nonces nouvellement nommés pour l'Espagne et pour le l'ortugal auront à reprendre, au point où leurs predécesseurs l'ont laissee, la réforme des monastères. Il y a près de onze années que la nonciature de Lisbonne travaille à réparer les désastres causés par le ministère Pombal, et elle n'a pu y parvenir tout à fait. Les sécularisations continuent à être fréquentes; elles portent une grave atteinte à la discipline ecclésiastique. Aussi importe-t-il d'essayer d'y remédier?

Arch Vat. Nunzial. di Madrid Le 14 octobre 1784, la princesse des Asturies avait conné naissance à un prince baptise par Mar le Patriarche sous le nom de Ferdinand Marie. (S. Lorenzo, 14 octobre 1784.)

² Arch. Vat. Nunnal de Madrid. 22 mars 1785.

Ibid 14 octobre 1785.

Ibid. 25 octobre 1785

Arch Vat. Nuntial di Madrid. Bien que le successeur de Colonna n'eût été presenté au roi que le vendredi 21 octobre cependant dès e 21 septembre il envoyait sa première depêche diplomatique

Ibid No 332 22 avril 1787.

² Arch Vat. Aunziat. di Lisbon Chaque sécularisation coûtait en fra a de procédu e 150 a 260 écus, tant pour les agents portugals que pour les agents romains. Le chargé d'affaires du Portugal près le Si Siege était le chévalier Péreira. Son gouvernement, le suspectant, le rempiaça par le chévalier d'Almeida e un peu jeune ecrivait le nonce d'Espagne mais qui le paraît plus qu'il ne l'est en réalité le Nunziai di Spagna 10 juin 1788.

Des abus analogues à ceux du Portugal se sont glisses aussi dans les couvents espagnols et le roi en est inquiet. Cette questron fait l'objet d'une longue correspondance avec Rome Les religieuses de Sainte-Claire de Salamanque écrivent à Sa Majesté Catholique et au nonce. Elles se plaignent de discordes intestines dans leur communaute. Pour les faire cesser elles demandent qu'on veuille bien e les soustraire à la juridiction des Reguliers, et les soumettre à la juridiction épiscopale.

Le nonce interroge sur ce point l'évêque de Salamanque, ell est vrai, répond le prélat, que le couvent de Sainte-Claire est divisé en factions fomentées par les supérieurs et autres religieux du même Ordre. Il y règne en conséquence la confusion, l'indépendance, la dissipation, le relâchement et la totale inobservation des règles de l'Institut. Les religieuses sont malassistées dans leurs besoins spirituels, parce qu'elles ont des confesseurs, pour la plupart inexpérimentés, choisis

parmi les religieux les plus incapables.....

L'incurie administrative marche de pair avec les désordres spirituels. Les biens temporels sont dilapidés. A l'occasion des cérémonies religieuses on fait des dépenses excessives et superflues. La gestion des supérioures est arbitraire, sans contrôle d'autres religieuses. Aucun compte des depenses n'est donné aux superieurs réguliers. Le despotisme regne en meitre dans le gouvernement du monastère. Les religieuses ne sont pas libres dans les élections qui ne se font pas selon les règles canoniques. Enfin il n'y a plus ni ordre, ni bon esprit, ni direction, et on marche à grands pas vers une complète décadence.

Ce que voyant, le roi charge le nonce « de lui suggerer un remêdi à de si grands maux ». Son Excellence prescrit une visite apostolique dont il confic le soin à l'évêque de Salamanque. Aussitôt qu'il saura le résultat de cette visite il en informera le cardinal secrétaire d'Etat. Sa Sainteté verra alors sul n'est pas opportun, comme il le croit, de soustraire les religieuses à la juridiction des Réguliers?

De concert avec le principal ministre d'Espagne, le comte de Florida Blanca, en qui il a pleine coafiance, M^g Vin-

¹ Arch Vat. Nunziatura di Madrid 30 ma Ji 786,

centi s'occupe activement des reformes à opèrer dans le monastère de Sainte-Claire, à Salamanque. Il a renoncé à la visite apostolique à taquelle il avait songé tout d'abord, et l'a remplacée par « un autre expédient encore plus bénin et conduisant au même résultat ». Il fera une simple enquête, et en chargera le commissaire général des peres de Saint-François, un homme d'une sagesse, d'une prudence et d'un zèle consommés. De plus ce père est apparenté au comte de Florida Blanca. C'est a lui qu'incombera de « reparer tous les manquements et de faire en sorte que de nouveaux desordres ne se produisent plus dans l'avenir 1, »

L'enquête sur les réguliers révela de telsabus, que le comte de Florida Blanca crut devoirenvoyer une lettre ministérieile aux evêques d'Espagne La lettre deplore le relâchement des mœurs, occasionné sans doute par les fausses maximes répandues dans la société et de la dans le cloître. Elle énumère dix-huit propositions subversives du principe d'autorité, et exprime le vœu que Rome les censure. Enfin elle se plaint qu'on méprise ouvertement les lois publiques, et principalement les lois qui ont pour but de réprimer la contrebande.

Rome ne termina ces affaires qu'au mois d'août 1788. Sur les instances de Sa Majesté Catholique, le pape envoya un bref en vue de rétablir l'ordre dans tous les couvents, et de formuler de nouveaux règlements pour les Clercs Réguliers Théatins, qui possédaient quatre maisons et un collège *.

A cette époque l'Espagne est fort agitee, non seulement par les dissensions qui existent dans les couvents, mais plus encore par des discordes politiques. C'est le moment 1780 — où le Pérou se révolte, et le pire, c'est que l'évêque de Cusco est accuse de complicite dans cette rebellion. Il reçoit l'ordre — 1783 — d'alter a Lima ou de se disculper des accusations portees contre lui. Peu après on lui prescrit de pas ser en Espagne. Il vient à Madrid, mais défense lui est faite de se presenter à la cour. On le prévient cependant qu'il sera



Archiv, Vat. Nuncial di Madrid, 4 juillet 1786, No 350.

^{*} Arch. Vat Nuncial, di Spagna, 23 decembre 1788.

Bref « Exponi non s nuper fecit carissmus in Christo filius nuster Carolus..... »

83

VIE ET PONTIFICAT DE PIE VI

interrogé par le ministre. L'évêque de Cusco répond qu'il accepte l'interrogatoire, mais que si l'on entend lui faire subir un jugement, il s'y refuse et en appelle aux lois canoniques. Le nonce intorine de l'affaire demande au prelat de lui en donner une relation ecrite. L'éte relation est envoyée à Sa Sainteté. L'évêque de Cusco attribue les accusations portees contre lui au méconlentement qu'a fait naître son zele pour l'Eglise et la défense des droits de l'Espagne. Le nonce croît à l'innocence de l'évêque, mais il avoue que ce prélat manque de prudence et de circonspection.

La réponse du pape au mémoire de Me de Cusco parvint à la nonciature au mois de décembre (1787). Le nonce se hâla de l'expédier à son destinataire qui en éprouva « une grande consolation 3 ».

En ce moment il n'est bruit en Espagne que d'un nouveau métal qu'on vient de decouvrir au Pérou, le pays où s'agite l'insurrection. A ce métal on a donné le nom de platine.

« Le platine, écrit le nonce, est très dur, e. très dense, plus pesant que l'or et par conséquent plus difficile à travailler... Un habile ouvrier a néanmoins trouvé le secret de le rendre malléable et ductile, de façon à l'employer à n'importe quels ouvrages. Sa Majesté a daigné, il y a deux jours, me communiquer son dessein d'offrir au Saint-Père un calice en platine, prémice des travaux faits en ce métal. Je l'ai prie, par anticipation, d'agréer les remerciements de Sa Sainteté.....» 3.

Ce fut le 18 novembre (1788) que le calice arriva à Rome par le courrier diplomatique *. « Il est, écrivait le nonce, remar-

wys wy

¹ Arch. Vat. Nunzfatur, di Madrid.

^{2 1}bid. 25 décembre 1787.

³ Arch. Vat. Nanual di Madrid. 13 ma. 1788. On se servit de ce calice aux obséques de Pie VI.

Le nonce d'Espagne recevait les depèches diplomatiques ou Portugal et les expédiait avec les stennes (Arch. Vat Aanziai di Spagna, 18 décembre 1787). Puis le courrier — en 1788 — se rendait en Italie en traversant e sud de la France Mais en 1791, la revolution modifia ce parcours « Pour eviter, lisons-nous dans une note diplomatique, les inconvenients qui peuvent maitre du passage en France, à cause du houleversement de toutes choses, cette cour remet en pratique ce qu. s'était fait sous Philippe V et Ferds-nand IV relativement aux courriers d'Italie, d'Espagne et de Portugal Au lieu de prendre la route de la France ils s'embarqueront à Génes en direction de Barcelone (Arch. Vat. Nancial, di Spagna).

En 1782, le 3 décembre le courrier pontifical fut assassiné dans les cuvirons de Saragosse et la value aplomatique pillée, (Ibid.).

quablement travaillé, et l'ouvrage emprunte une plus grande valeur à l'extrême dureté du metal . » Le 6 décembre (1788) le chevalier d'Azara va le présenter lui-même au Saint-Père. Pie VI l'examine avec intérêt et prie l'ambassadeur de complimenter le souverain en attendant qu'il le fasse luimême par bref. Il charge Azara de remettre un chapelet en pierres précieuses à l'artiste qui a confectionné un si beau Jravail 1

Ce bref da pape fut le dernier que recut le roi d'Espagne. Charles III, en effet, n alla t pas tarder a mourir. Mais avant lui encore allait descendre dans la tombe son confesseur, M^g l'évêque d'Osma. Ce prélat avait en sous Charles III, un rôle très important, surtout dans les nominations épiscopales. Le nonce, ecrivant au secrétaire d'Elat, apprecie le rôle de l'evègue defunt.

 On pensar, bien, écrit-il, que le choix du successeur (de Mer d'Osman tomberant sur le Pere Gardien du couvent franciscain de la stricte observance fondé par Sa Majesté à Aranjuez, C'est le Père Louis de Consuruega, pieux, de mœurs exemplaires, doux, mais de talents et d'instruction médiocres. Reste à voir quel ascendant il prendra sur l'esprit du roi et si Sa Majesté s'en rapportera à lui -- comme elle le faisait avec son prédécesseur pour la nomination aux evêchés. Nous perdons dans le confesseur défunt un partisan d'innovations par rapport à la forme du Chapitre général, et un zélateur, sans doute trop ardent, de la cause du vénérable Palafox... 2 ».

Les dépêches de Madrid, qui donnent au cardinal secrétaire d'Etat la nouvebe de la mort du roi Charles III, sont du 16 décembre (1788) et il y a dejà trois jours que le corps est exposé dans la grande salle royale et que le nonce y célèbre la messe chaque matin. « Ce soir, après le diner, on transportera la dépouirle mortelle à l'Escurial où est le tombeau des rois 3 ».

Le deuil de la Cour durera un mois; après quoi on proclamera le nouveau roi, Charles IV, le second des fils de Charles III et de Marie-Amélie de Saxe. Cette proclamation

Arch. Vat. Nuncial. di Spagna, 1789. ² Arch. Vat. Nuncial. di Madrid, 9 decembro 1788.

Authorities a

cut lieu le samedi 17 janvier (1789) avec grande solennité, au milieu de l'exaltation publique. Les illuminations se continuèrent trois sorrées durant, et un somptueux diner fut offert par le comte d'Altamira chargé de procamer le nouveau roi en sa qualité de porte-enseigne (alfiere). Le duc d'Ossuna et l'ambassadeur de France donnèrent un grand bal, et, à l'occasion de ces fêtes, il y eut de nombreuses promotions et décorations ¹.

Pie VI fut affligé de la mort de Charles III, II fit de lui un grand éloge au consistoire suivant?, et convoqua les cardinaux à un service funebre pour le prince défunt. Charles III, dit-il, réforma ses Etats et y detruisit de fàcheuses innovations. Il voulut aussi mettre en honneur les décrets des synodes de Tolède. Plein de respectueuse affection pour le Saint-Siege, il en donnait de frequents temoignages, specialement par les nombreux cadeaux qu'il fit au pape. Avant sa mort, il réclama les sacrements, protesta de son amour pour l'Eglise et demanda, par l'intermédiaire du nonce, l'archevêque de Corinthe, la benédiction apostolique. Il la reçut avec les sentiments d'une foi vive et d'une grande reconnaissance. Pie VI termine son allocution en exprimant l'espoir que Charles IV sera la vivante image de Charles III, et il iui souhaite un règne long et prospère.

Les amis des anciens Jésuites trouverent que ce panegyrique de Charles III aurait dù faire que ques graves réserves Pouvait-on oublier comment le feu roi avait expulsé de tous ses royaumes les membres de la Compagnie de Jésus, et cela bien avant le bref de suppression! Mais Pie VI ne prétendait faire qu'un éloge funchre de pure politiesse Le moment ne lui paraissait pas opportun pour des critiques ou les blames.

¹ Arch Vat. Nunriat di Modrid, 13 Janvier 1789

^{*} Arch. Vat. Epist. Pii VI ad Princip Consistoire secret du 30 mars 1789. Bientôt parurent deux ouvrages attribues à l'abbe Beccatuur; une vie de Charles III d'Espagne et une autre de Joseph II. Ces ouvrages occasionnement l'incarecrat on de deceat.ni (Archivio Stories Italiano, I. septem a 1790).

³ Arch Vat. Epistolae Pii VI ad Princ pes et ation Au consistoire secret du 30 mars 1789 Neuf cardinaux y furent crees: Antoine de Sentmanat potriarche des Indes. — Prançois Antoine de Lorenzana archevêque de Toléde. — Ignace Busca archeveque d'appisenum gouverneur de Rome. Vetor Marie Costa de Arignano archeveque de

C'est l'usage, qu'on profite de l'avènement d'un nouveau souverain pour lui demander quelque faveur. Le nonce le sait; aussi, sans perdre de temps, adresse-t-il à la Cour sa requete. Il a entendu dire qu'en Tortose un bénéfice ecclésiast que d'un revenu annuel de 10 000 ducats est vacant. La nomination à ce bénefice est reservée au Saint-Siège, mais elle se fait de concert avec Sa Majesté. Or, le nonce a des dettes, et ses appointements ne suffisent pas à ses besoins. Il s'adresse donc au comte de Florida Blanca et lui demande confidentiellement son appui à l'effet d'obtenir du Saint-Père une pension sur ce benéfice. Florida Blanca présente au roi la requête du nonce. Il écrit ensuite au chevalier Azara de la part de Sa Majesté, et le charge de prier Sa Sainteté d'accorder au nonce sur ce benéfice une pension de 30 000 reaux, soit 1.500 écus romains.

L'affaire marchait à souhait, lorsque Mst Vincenti apprend que le benélice n'est pas vacant; le titulaire, toutefois, est a l'extrémite.

« Les dispositions favorables pour moi de cette Cour, écrit-il, me donnent l'espoir que j'obtiendral ma demande lorsqu'il plaira à Dieu d'appeter à sui le pauvre béneficier ... »

III. — Le Portugal et l'Espagne étaient animés, nous l'avons vu, des sentiments de la plus parfaite deférence vis-a-vis du Saint-Siège Cet exemple fut loin d'être suivi par le royaume des Deux-Siciles. Avant de raconter la suite des démèlés entre Rome et Naples, il importe de dire quelles épreuves eut à subir un des plus illustres personnages de la province de Benévent, Alphonse de Lignori, l'évêque de Saint-Agathe des Goths.

En saluant l'avènement de Pie VI, Alphonse de Liguori, insistant sur son âge et ses infirmites, sui demanda d'accepter sa démission de son évêché. Peu de temps après, le pape accéda à ses desirs. En temoignage de la véneration qu'il

Turin. — Louis-Joseph Laval de Montmorency evêque de Metz. — Joseph François de Aversperg evêque de Passau. — Etienne Borgia secrâtaire de la Propagande — Philippe Campanelli auditeur de Sa Saintete — Tuomas Antici — Ce dernier était cardinal-diacre; les autres étaient cardinal-prêtres

Arch. Vat. Aunual, di Madrid. 10 février 1789.
 La fin de la depêche est écrite confidentiellement de la main du nonce.

eprouvait pour le saint personnage, il lui assigna une pension de 800 écus et lui fit la remise de 500 autres écus dus a la Chambre apostolique pour frais d'expédition des builes

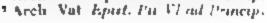
Aiphonse écrivit au Saint-Père le 29 septembre 1775 une lettre de remerciements! Retiré à Nocera de Pagani, il duigeait paisiblement la congrégation des Rédemptoristes qu'il avait fondée; mais la calomnie fomentée par un sujet napolitain de Frosinone, nommé Leggio, l'atteignit dans sa tranquille retraite. Pie VI, mal informé par ceux qu'il avait chargés de faire une enquête, retira au vénérable évêque et à ses religieux toutes les faveurs spirituelles qu'il leur avait precedemment concédées Bien plus, il declara qu'il cessait de reconnaître les maisons du royaume de Naples comme fai sant partie de son Institut, et dépouillant Alphonse de toute autorité, il mit le P. François de Paule à la tête des communautés qu'il existaient dans l'État pontifical.

L'humilite et la patience du fondateur furent soumises a une rude épreuve, mais ces vertus étaient en lui à un degré héroique. Il s'inclina sous la main qui le frappait et attendit Son attente fut longue eufin au mois de mars 1783, la vérité et la justice reprirent leurs droits et Pie VI rendit au saint évêque son amilié et sa conflance?

Pendant que se passaient les événements qui remplissaient d'amertume la vieillesse d'Alphonse de Liguori. Pie VI entrait en lutte contre le roi des Deux Siciles, l'erdinand, au sujet de la nomination d'un archevêque à Naples. Après de longs pourparlers avec le cardinal Giraud, délegué pontifical pour cette affaire, on finit par tomber d'accord; et, en sevrier 1776, on arrêta la convention suivante : le roi nommera seul à l'archevêché de Naples l'archevêque de Palerme, Mr. Filmgeri, et le pape donnera pour successeur à l'archevêque de Palerme Mr. Caraffa. Ni le ministre Tanucci, ni le cardinal Orsini n'eurent, paraît-il, connaissance de cette convention.

Mais ou l'on recommenca à ne plus s'entendre, ce fut quand le l'oi demanda pour M⁴ Filingeri, en même temps que l'archeveché de Naples, le chapeau de cardinal. Le monarque eut beau alléguer que depuis 1451 les archevêques de Naples

Arch Vat. Epist. P. i VI at Princip.





avaient reçu le billet de cardinal en même temps que leurs bulles de nomination, le pape lui fit répondre, par son nonce Vicentini, qu'il ne pouvait pas décorer de la pourpre un sujet qui avait été fortement entaché de jansénisme. Ferdinand eut alors une idée étrange. Ne le nommez pas cardinal, dit-il, mais du moins autorisez-le à revêtir les insignes cardinalices. Une telle concession parut puerile au pape; il la refusa. L'archevêque instruit des démèlés suscités autour de son nom, se répandit en invectives et fit effacer de ses lettres pastorales la formule consacrée Episcopus Apostolicae Sedis gratia.

Ferdinand d'ailleurs ne proposait pour les évêchés vacants que des sujets qu'il savait devoués outre mesure à ses prétendus droits. Ainsi pour le siège d'Aquila, il avait présenté un professeur de droit canonique à Naples, l'abbé Cervone, lequel enseignait que « la juridiction temporelle de l'Eglise est un pur hénéfice relevant de la seule puissance séculiere. » Un peu plus tard, M^{er} Russo, l'évêque de Potenza, en Lucanic, avant été transféré à Monopoli, dans la province de Bari, Ferdinand demande qu'on lui donne pour successeur André Serrao.

Potenza compte 9.000 habitants. Sa cathedrale est dédiée à Saint-Gérard. Elle compte 18 chanoines, y compris 3 dignitaires, et a 200 ducats de revenus. Mais Serrao a écrit des livres qui contiennent des maximes opposées aux droits et à l'autorité de l'Eglise. Aussi Pie VI hésite-t-il à le préconiser. Il a trop présent à l'esprit ces paroles du vieil Eléazar. « Je ne pourrai fuir la main du Tout-Puissant ni pendant ma vie, ni apres ma mort. C'est pourquoi mourant courageusement, je paraîtrai digne de la vieillesse où je suis; et je laisserai aux jennes un exemple de fermeté, en souffrant avec constance et avec joie une mort honorable pour le culte sacré de nos lois très saintes » !.

S'inspirant donc de ces paroles de nos Livres saints, Pie VI écrit a Serrao, lui expose ses difficultes et lui dit qu'il retardera sa préconisation jusqu'à ce qu'il se soit rétracté. Sermo croit pouvoir défendre son sentiment; mais Pie VI n'accepte pas sa défense. La Congrégation des cardinaux exam nera les

¹ 2 Macchab, VI, 26.

éculs de l'évêque proposé pour Potenza, rédigera une déclaration qu'il devra signer s'il veut être élevé à l'épiscopat. Serrao finit par y consentir et signe la déclaration qu'on exigeait de lui.

Dans cette déclaration, il promet amour, soumission et obéissance au Saint-Siege. Il vénère dans le pape et dans ses successeurs la Tête, le Pasteur, le Maître, le Centre de l'Unité catholique! Il reconnait sa juridiction spirituelle, et soumet docilement à la censure du Saint-Siège toutes ses œuvres passees et futures. En présence d'une declaration aussi nette, Pie VI est plein d'espoir que le prélat restera désormais orthodoxe, qu'il n'imitera pas les trop fameux auteurs qui ont combattu la juridiction de l'Eglise, mais qu'il s'inspireça, au contraire, des sentiments d'un de ses prédécesseurs sur le siège de Potenza, le célèbre théologien cardinal Jean de Turrecremata?

Dans ces conditions, le pape n'a plus d'objections à faire contre Serrao, et avec l'acquiescement du Sacré-Collège, il le préconise au siège de Potenza ³

La correspondance échangée alors par l'entremise du nonce de Naples, entre cet État et Rome, ne temoigne pas d'une très grande cordialité dans les rapports. Presque chaque page est remplie de récriminations. A tout propos, Naples accuse Rome d'un manque de surveillance policiere, d'une trop grande indulgence envers les criminels qui trouvent, pretend-elle, trop facilement accès et refuge dans les États pontificaux.

Cependant, parmi tant de dissensions entre Rome et Naples,

² Arch Vat. Epist Pu VI ad Principes et alios. Consistaire on 18 jui 1. 1783. • Servao vénère dans le pape Caput. Pastorem, Magistrum, Centra v. Unitatis catholicae.

^{*} Turrecremata, dans son livre Lumina Feclesia: qu'il composa de i la dison cardinalat, attaqua en pius d'un endroit le pestiferum Defensorium pacis Marsilia Patavini, Wielef et ses disciples. Il proclama la multiple sureminence du pouvoir spirituel sur le pouvoir temporel, eta dissant la juridiction coactive du pape sur les fidères, et refutant les al egata y s des dissidents qui préten laient qu'on peut desobeir ai v regles et aux preceptes apostoliques.

Arch Vat Epist Pii VI ad Princip et alios. Consistoire secret da 18 ju flet 1 (83

¹ Arch. Vat Biglietti del Ministro di Napori in Roma degli anni 1785, 1786 et 1787 No 394.

aucune ne fut plus vive et ne dura plus longtemps que l'affaire du tribut de la haquenée. Ce tribut, on se le rappelle, consistant dans le don du roi au pape, de 7,000 ducats d'or et d'un cheval blanc caparaçonné. Ce don devait être offert la veille de la Saint-Pierre.

A l'instigation du ministre l'anucci, Ferdinand IV cherchait à s'affranchie de ce tribut qu'il tenaît pour humiliant. L'occasion s'en presenta le 28 juin 1776. Une discussion de préséance s'éleva entre les gentilshommes de Mar Cornaro, gouverneur de Rome, ceux de Monino et ceux du connétable Colonna. Un ordre du Vatican donna la préséance a Colonna. Le roi des Deux-Siciles se prétendit offensé et, dans une dépêche diplomatique du 29 juillet suivant, Tanucci tit savoir au prince de Cimitile, le ministre napolitain à Rome que, pour ménager les bonnes relations entre Ferdinand et le pape », on s'abstiendrait à l'avenir de la présentation solenne le de la haquenée. Le pape protesta, fit intervenir dans le débat le roi d Espagne, père du roi de Naples, et la conclusion de toute cette affaire aboutit a la retraite de Tanucci et à son remplacement par le marquis Della Sambucca! Tanucci recut le titre de conseiller d'Etat.

Personne ne regretta le ministre disgràcié, ni la France, à qui, plus d'une fo.s, il avait essayé de nuire, ni Rome, qu'il humiliait sans cesse par de ridicules réformes religieuses.

Della Sambucca ne contesta pas tout d'abord le tribut de la haquenée ²; cependant il ne tarda pas à se lasser du céremonial adopté pour sa présentation. Il essaya d'abord d'en denaturer l'origine, d'en changer le but et la destination, d'en faire en quelque sorte un simple tribut d'hommage rendu aux saints Apôtres, mais Pie VI ne manqua aucune circonstance



¹ Arch. Vat. Biglielli del Ministro di Napoli al Sig. Card. Pallaniemi Segret. di Stato di N. Sig., Papa Pio VI Nº 389). Depêche du 31 octobre 1776.

^{*} Arch Vai Bighetii del Ministro di Napoli al Sig Card Pallavicim Segret di Stat di N. S. Papa Pio VI. Nº 392. — Le prince de Cimitile qui signe a ministre p énipoter tiaire de Sa Majesté Sichleune, écrit en effet du palais Farnése au secrétaire d'État. « En ce moment — 26 juin 1777 » arrive le courrier avec une depêche à l'adresse de M le connétable, a » propos de la presentation de la Haquence. Pour remp ir mon devoir j'en » fais part à Voire Émine ice at n qu'elle en inform. Sa Sainteté, Je suis » de V. Em., etc......»

pour rendre à ce cérémonlal son véritable caractère. Enfin, en 1788, aux 7.000 ducais d'or qu'on remetlait au Saint Pèrc le 28 juin, Sambucca proposa d'ajouter 75 autres ducats à la condition que la présentation de la haquenée fut supprimee. Me le Fiscal refusa la somme d'argent et Pie VI éleva des protestations. Assis sur son trône, entouré du Sacré-Collège, des prélats et des magistrats, en presence d'une grande foule, le pape prononça une allocation, a l'issue des vèpres soien nelles célébrées par lui, le 28 juin, dans la basilique vaticane. Il rappela les serments du roi au moment de son investiture, serments que Sa Majesté violoit sans motifs après les avoir observés durant trente années!

Le lendemain, après la messe selennelle, au lieu précis ou lon avant coutume de présenter la haquenée, Mar le Fiscal genéral lut un mémoire qui empruntait un intérêt particulier aux preuves historiques alléguées pour légituner ce tribut, et établir l'obligation qu'avant de le payer le royaume de Naples 2.

Le même jour la secrétairerie d'Etat adressait des dépêches de protestation à l'Espagne, à la France et au royaume des Deux-Siciles lui-même.

Tous les actes relatifs à l'affaire de la haquenée furent imprimés, et le volume envoyé aux nouces.

Ni les protestations de Rome, ni l'intervention des puissances anties pe firent revenir le roi de Naples sur sa détermination. Pie VI essaya tour a tour de la rigueur et des moyens gracieux; il concéda, par exemple, an souverain le droit de nomination aux évêchés, tout fut inutile. Survint I invasion française et la déportation de Pie VI, puis l'expulsion du roi de Naples. Ainsi finit le tribut de la haquenée Ce tribut était légitime en soi, mais dans la forme ne semblait-it pas avoir alors le caractère peut-être un peu suranné de certains usages du moyen-âge !?

¹ Cf Extrait du supplement au Nº LIX du vendredi 25 juillet 1788 à la Gazette de Maestrich. Nuncial du Francia, 1788, hascicules detaches

Sinkot, Valheelliana, Monumenti Storici, Ms. fol. 228.

^{&#}x27;Hib). Corsini. Raccotta degli alli fatti nell' occasione di non essere stato presentato il tributo o chinea, per li regni di Napoli e Sicilia negli anni 1788-1789. (60 pages. Bullarium Pir VI).

Bibl Vat. f lat Ms, 9718

CHAPITRE XXV

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

SOMNAIRE. Débuts de la Révolution française; son principe et ses causes. — Le pouvoir absolu. — Privilèges. — Répartition inégale des impôts. — Servi ides féndales. — L'épiscopat — Le philosophisme. — L'irreligion — L'immoralite — Societés secretes — Mauvais etat des finances — Necker. — Lomenic de Brienne — Fléaux — e froid, la famine. — Lomenie cardinal. — Retour au pouvoir de Necker. — Les Elats géneraux — Le Clerge fusionne avec le Tiera-Etat. — Prise de la Bastille — Scènes de brigandage dans le midi — Appreciation du nonce de France sur la Revolution — La nuit du 4 août. — Suppression des Annates — Réclamations du Pape. — Replies de Louis XVI à Pie VI

La crise effroyable qui eclata à la fin du xvin* siècle ne fut pas un evénement fortuit, qu'aucun symptôme ne faisait prévoir. Il convient d'en chercher le principe et la cause ailleurs que dans la revolte passagere d'une troupe de mecontents transformés en factieux. Cette grande crise qui convait depuis longtemps devait bientôt se manifester violemment. Elle aliant éclater en colères mai contennes, colères accumulées pendant au moins un siècle et demi. Richelieu, ét a sa suite Louis XIV, en établissant le pouvoir absolu, sans le contrepoids d'un corps indépendant, avait mis la France dans un etat d'equilibre instable. En accaparant peu à peu tous les pouvoirs, le roi s'était chargé de toutes les fonctions, tâche immense, au dessus des forces humaines.

Car, ainsi que l'observe M. de Tocqueville, ce n'est point la révolution, c'est la monarchie qui a implanté en France la centralisation administrative 1.

a II y avait dans la structure de l'ancienne société deux vices fondamentaux qui appelaient deux réformes principales. En premier lieu, les privilégiés ayant cessé de rendre les services dont leurs avantages étaient le salaire, leur privilège



⁴ M. de Tocqueville, L. II.

nétait plus qu'une charge gratuite mise sur une partie de la nation au profit de l'autre ; il fallait donc la supprimer En second lieu le gouvernement etant absolu, usait de la chose publique comme de la chose privée, avec arbitraire et gaspillage , il fallait donc lui imposer un contrôle efficace et régulier, rendre tous les citoyens egaux devant l'impôt, remettre la bourse des contribuables aux mains de leurs représentants.... » ¹.

Or la répartition des charges et des impôts était faite injustement 2. Les largesses du monarque étaient fondees sur le jeune des paysans et le souverain, par ses commis, prenait aux pauvres teur pain pour donner des carrosses aux riches 3. Les prélats, ainsi que la noblesse, payaient peu de chose et encore on avait coutume de présenter aux evêques la quittance de leur taxe aux êtrennes du premier de l'an 4.

Aussi, à mesure qu'on approche de la révolution, voit-on les villes supporter « avec plus d'impatience les servitudes féodates qui, bien qu'adoucies par le temps, paraissaient l'héritage d'un âge barbare ⁵ »

Les roturiers sont exclus en principe de toutes les places à la cour, dans la magistrature et dans l'armée. La noblesse est la classe privilégiée à l'exclusion des autres, mais elle noccupe pas seulement les charges de la cour, de la magistrature et de l'armée, elle est encore abondamment pourvue des meilleurs bénéfices ecclésiastiques. Presque tous les cadets de familles sont gens d'église. Un favornisme excessit, parce qu'il est exclusif, les a investis du caractère episcopal et leur a donné les hautes prélatures. En effet r le Loncordat de François les, en enlevant aux Chap tres, pour l'attribuer aux rois de France, la nomination des évêques, avant eu pour résultat d'appeler de plus en plus les nobles à

¹ Tame La Revolution, I, 170-180.

⁴ Ibid L'Ancien Régime

Had

¹ lbid

L'abbé Sicard. L'Ancien Clergé de France 1, p. 80

Thid I u édit de 1750 iaissait la porte ouverte aux roturiers aspirant aux grades de l'armée. Le reglement du 22 mai 1°81, renouve é le 17 mars 1788, annula ces dispositions un exigeant rigoureusement peur tout officier quatru degrés de noblesse.

la tête des diocèses 1 ». Ce concordat qui avait régi la France pendant près de trois siècles, finissait par soulever de nombreuses reclamations dans les cahiers du Clerge, mais nulle part avec plus d'énergie que dans la catholique Bretagne.

Qui voyons-nous à la tête des dioceses de France à la veille de la révolution ^a Sur cent trente éveques, tous sortent de la haute noblesse ou de familles anoblies; beaucoup, des pre-mières maisons du royaume ^a.

On en était venu à regarder les dignités, les revenus ecclesiastiques, comme des apanages de caste.

Par une ctrange aberration, « les évêques et les ministres de la Feuille n'avaient pas honte de dire que les évêches n'étaient faits que pour les gens de qualité ? ».

Les évêques et hauts personnages siègent seuls dans les assemblées provinciales. Les cures en sont exclus sous prétexte qu'ils ne sont pas grands propriétaires 4.

La main mise de la noblesse sur l'épiscopal, l'ostracisme dont on frappe le bas clergé nourriront dans le cœur des curés un mécontentement qui va soulever en 1789 des protestations véhémentes « Pour être évêque aujourd'hui, écrivait-on dans les cahiers du clerge, il faut être gentilhomme... Il semble que le corps épiscopal serait avili si Paul, citoyen romain, avait pour confrère le citoyen Mathieu. La roture est devenue un second péché originel. On peut blâmer l'amertume de ces plaintes, ajoute l'abbé Sicard qui cite cet extrait, mais il est difficile de défendre l'abus qu'elles dénoncent. »

Si encore les évêques avaient rempii scrupuleusement les devoirs de leur charge, les plaintes contre eux eussent été moins amères, mais ils ne résidaient pas dans leurs évêchés, malgré les décrets formels du concile de Trente. Les cahiers des Trois Ordres sont encore remplis de doléances à ce sujet i.

¹ Ibid. [, 8.

⁹ Cf. Abbé Sicard, I, 6.

³ Ibid. L'abbe de Boulogne, futur évêque de Troyes, dira, dans une notice sur M de Beauvais : « Au mi feu du voins siecle, le mal teel était que les ancêtres tenaient lieu de merite, dans ce que les places saintes étaient le patrimoine exclusif d'une classe privilégies que l'on accoutumait par la à compter les titres pour tout et la vertu pour rien. »

^{*} Ibid . 173.

[·] Labbé Sicard L'Ancien Clerge de France.

⁶ lbtd., p. 271.

Et malgré cela, les léarchevêques et les 79 éveques de France se partageaient 1 124.800 livres en abhayes. Cette somme aportee au produit des évêchés, portait à environ sept millions la dotation de l'épiscopat avant la révolution !.

Un tel état de choses mettait l'Eglise en butte aux attaques du peuple et surtout du bas ciergé qui, dans la circonstance, faisant cause commune avec le neunle

Aussi verra ton, aux debuts de la révolution, les cures s'élever contre les évêques, les prélats et les gros béneficiers ecclésiastiques. Cependant il ne serait pas juste de dire que tous les seigneurs ecclésiastiques ou laïques furent hautains ou égoïstes. Jamais l'aristocratie du xvm² siècle ne fut plus libérale, plus humaine, plus convertie aux réformes utiles Quant aux gentilshommes de province, ils sont si las de la cour et des ministres que la plupart se prociament démocrates ².

Mais les abus que nous signalons n'étaient pas l'unique cause de la révolution; seuls ils n'auraient pas produit les graves conséquences que nous verrons. Il faut attribuer ces consequences à d'autres éléments, parmi lesquels il convient de signaler le philosophisme, l'irréligion, l'immoralité et enfin l'influence permicieuse des societes secrètes. Ces divers facteurs exploitaient au profit du désordre le mécontentement public occasionné par deux choses : le mauvais état des finances et la disette qui en resultait.

Au xviiit siècle tout le monde se réclame plus ou moins de la philosophie. Or philosophe signifie alors ennemi de la papauté et de la religion. Voltaire est le coryphée de ce philosophisme sectaire Quand il est rappele en France, l'Académie en corps va le recevoir. Sa voiture est arrêtee par la foule qui remplit les rues et lui fait des ovations. Les fenètres, les escaliers et les balcons sont chargés d'admirateurs. Au théâtre, la salle enivrée ne cesse de l'applaudir ».

Un autre philosophe également néfaste, Jean-Jacques Rousseau, partage la popularité de Voltaire. Dans les classes



¹ L'abbé Sicard L'Ancien Clergé de France, 112. M. Taine pense que les évêchés ne portent que la moitié du revenu rècl.

⁹ Cf Taine

³ En juin 1791 on transférera solonnel.ement ses cendres au Panthéon.

moyennes et inferieures, il a cent fois plus de lecteurs que lui, a C'est lui seul qui a inoculé chez les Français la doctrine de la souverainete du peuple et de ses conséquences les plus extrêmes. Le Contral Social, qui dissout les sociétés, fut le Coran des discourcurs apprêtés de 1789, des jacobins de 1790 des républicains de 1791 et des forcenes les plus atroces... ¹ »

Partout dans les ouvrages des philosophes de cette époque le principe d'autorité est attaqué et battu en brêche A sa place on exalte « l'esprit démocratique, cet esprit qui fait peur » au secrétaire d'Etat ².

Il y a dejà longtemps qu'au sein du parlement les esprits sont frondeurs, qu'ils font opposition aux Edits royaux et refusent parfois de les enregistrer. Ainsi le 6 août 1787 le nonce écrivait au secrétaire d'Etat. « Sa Majesté a tenu ce matin un lit de justice à Versailles. Elle y a fait le bref discours suivant. Messieurs, je ne croyais pas que mon parlement doutât de mon autorité. C'est toujours à regret que je m'écarte des formes ordinaires. Le salut de l'Etat, la conduite de mon parlement m'obligent à déployer toute la force de mon autorite Mon Garde des Sceaux vous fera savoir mes intentions ... Messieurs, vous avez entendu mes volontés, je veux absolument qu on s'y conforme..... » Il s'agissait de deux nouvelles impositions que le parlement refusait d'enregistrer.

Non seulement le principe d'autorite était altaqué dans sa plus haute personnification, le roi; mais on rejetait la hiérarchie des différentes classes sociales. Et comme l'Eglise proteste contre la mise en pratique de doctrines nouvelles qu'elle desavoue, on la traite en ennemie irréconci, iab.e.

D'ailleurs, depuis la Régence, l'impiété était devenue encore moins une conviction qu'une mode. En 1722, la Palatine, mere du Régent, ecrivait avec une pointe excessive d'exagiration. « Je ne crois pas qu'il y ait à Patis, tant parmi les

Taine L'Ancien Régime, II, 180.

⁴ Arch Vat. Nunzigi, di Franc , 458, B. Le 28 janvier 1789, le cardinal secretaire d'Etat cerivait à l'internonce Pieracchi : « Lodesta spitito democratico mi fit pauta. »

ecclésiastiques que parmi les laïques, cent personnes qui croient en Notre-Seigneur 1 ».

La presse impie et immorale répandait partout des ouvrages pernicieux. Or, plus un livre licencieux est irréligieux, plus on le goûte 2. Sans doute il y a encore beaucoup de déistes, mais combien peu de chretiens dans toute l'acception du mot!

La morale publique est en rapport avec la littérature; ou plutôt celle-ci est la conséquence de celle-là. « Vers le milieu du siècle le mari et la femme logeaient dans le même hôtel; mais cétait tout. Jamais ils ne se voyaient, jamais on ne les rencontrait dans la même voiture, jamais on ne les trouvait dans la même maison, m, à plus forte raison, reunis dans un heu public 3 ».

La licence prend de telles proportions que le roi se repent d'être venu chez Monsieur entendre des chansons, et surfout d'y avoir amené la reine.

Les grands salons se transforment en petits theatres, et le répertoire est sujet à caution. La cour elle-même ne résiste pas à cette mode etrange. Ainsi à Trianon, d'abord devant quarante personnes, puis devant un public fort étendu, la reine joue Colette dans le Devin de village, Gotte dans la Gageure imprevue, Rosine dans le Barbier de Séville, Pierrette dans le Chasseur et la Laitière.

Puisque nous énumérons sommairement les principaux facteurs de la Révolution, il en est un que nous ne pouvons passer sous silence, parce qu'i, a une importance notable dans la perversion des esprits: je veux parler des sociétés secrètes.

Ces sociétés qui s'intitulent « la Confraternité des Francs-Maçons », prétendent alors qu'elles sont « généralement répandues sur les deux hémisphères » et qu'elles ont « pour but principal les vertus utiles à 1 humanité. » Une perquisition est opérée dans une des Loges de Paris par les soins du révérendissime Inquisiteur, qui fait enlever « une partie de ses meubles ». Aussitôt plainte est dressée contre lui, et l'ou charge

Taine L'Ancien Regime, II 134.

^{*} Ibid., p. 138 * Ibid., I, p. 206.

Taine. L'Ancien Regime, I, 240.

le nonce de faire parvenir cette plainte aux mains du cardinal Rezzonico, secretaire de la Congrégation du Saint-Office. Et pourtant, écrit-on, « la loge dans laquelle M. le révérendissime Inquisiteur à fait une descente, semblait, par sa nature, être à l'abri de ce coup d'autorité : établie sous les auspices de Son Altesse Sérénissime, M^{gr} le duc d'Orléans, chef et protecteur des Loges du Royaume 1 m..... Or ces francsmaçons prépareront la révolution française, dans le convent général des 282 loges présidées par ce même duc d'Orléans, de la protection duquel ils se réclament. B en plus, ils decrèteront le double assassinat de Louis XVI et du roi de Suècle

Aussi, lorsqu'ils prétendent avoir « pour but principal les vertus utites à l'humanite, ils trompent l'opinion publique qui les croit parce qu'elle ignore leur perfidie ».

Mais dans les milieux intellectuels, on a déjà percé à jour les menées tenébreuses des francs-maçons, « Plus on appro-

- » fondit, écrivait on à Rome, l'effrayante conjuration qui
-) bouleverse la France et qui sape et menace tous les trônes
- » d'Europe, plus on est convaincu qu'il existe un foyer dont
- » les rapports multiples et actits combinent tout et suffisent
- » à tout.
- » Le foyer qui a partout ses agents plus ou moins exaltés
- » et puissants en œuvre et en parole, est la maçonnerie Voilà
- » le levier de la révolution, dont le premier essai se fait en
- » France..... 2. »

Dès l'année 1776 les sociétés secrètes s'agitent à Naples et inquiètent le ministre Tanucci, au point qu'il fait cerner leurs



l'Arch Vat Vunciat di Francia, 458, B. 7 janvier 1786. Cette plainte ndressee a Son Emmence le cardinal Rezzonico, secrétaire de la Congregation du Saint-Office, porte les signatures sulvantes : Lasalie, président a mortier du Parlement de Metz. Rafellis, marquis de Rogne, capitaine de cavalerie, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint Louis ; le chevalier de Massilian, officier des valuseaux du roi, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis

Le document se termine par ce post scriptum : « La doctrine des francs1 açons etant peu connue en Italie, excepté a Naples o t elle est efficacement
protégée par I immortelle Caroline, reine des Deux-Siciles, neus osons vous
en offrir une esquisse dans I exemplaire cy joint intitulé : Regle maçoninque. Votre Eminence applaudira sans doute a la morale qu'elle renferme
et à la pratique des vertus qu'e le inspire »

² Bibliot Nathreiliana, Monumenti Storici Z i, fol. 252 Note sur la franc-maconnerse.

loges et incarcérer leurs membres. Bien plus, il écrit à tous les évêques du royaume pour que, conformement aux bulles poutificales, on traite les francs-maçons en excommunies!

En Pologue, la secte maçonnique voyait croître son audace avec le nombre de ses adhérents, et ses assemblées secretes dans le principe devenaient publiques. A cause de cela Pierre Torczyloski, dignitaire du Chapitre de Vinna², ecrit au nonce de Varsovie. Il lui demande s'il n'est pas à propos qu'il notifie les excommunications que les papes ont portées autrefois contre les francs-maçons.

- Comme la société franc-maçonnique se glorifie de la pro-» tection de l'armée russe de Vilna, nous craignons, dit-il,
- » que la publication des censures ne produise de l'efferves-
- » cence et du tumulte parmi le peuple. C'est pourquoi j'écris
- » a Votre Excellence, et lui demande conseil pour savoir ce
- » que je dois faire dans les circonstances présentes, étant
- » donné que je remplis les fonctions d'Ordinaire en l'absence
- » du prince évêque de Samogilie. Je n'aurai rien tant à cœur
- que de me conformer a vos instructions... » 2.

Interrogé par le nonce pour savoir quel conseil donner à Torczyloski, le secrétaire d'Etat répond que le Saint-Père va mûrement examiner l'article de la dépêche qui a trait aux assemblées des francs-maçons, et qu'il se réserve de lui envoyer les instructions nécessaires 4.

Quelques jours plus tard, le secrétaire d'Etat ordonne au nonce de signaler au roi la propagande impie que font les francs-maçons en Pologne et en Lithuanie. Cette secte a manifestement pour but la destruction de la religion et des trônes. Il est par conséquent de la plus haute importance de publier à nouveau les bulles de Clement XII et de Benoît XIV qui la condamnent *.

A cette époque les francs maçons tiennent des réunions en Autriche; mais l'empereur ne semble pas les prendre au



I Journal historique et littéraire de Liège pour 1776.

² Pierre Torczyloski, chantre, prelat de la calbedrale et official general

Arch. Vat Cifre di Monsig. Garampi e di Monsig Archetti.

Arch Vat Nunziat, di Polonia, Dispac, di Secret, di Stato., T., fo. 55, Arch. Vat. Nunziat di Polon. Dispac, di Secret, di Stato. T. 1, fol. 66, 2 juin 1780 en reponse au 10 ma) (Secret di Notine rignardanti la Setta del Liberi Muratari,

sérieux. « La Maçonnerie, écrit-il, n'est qu'une moincrie poli-» tique qui n'aboutit qu'à des banquets nocturnes. . » [l njoute toutefois qu'elle « ne peut être tolèree dans des Etats hien policés. » Et il termine en declarant qu'on aura soin de veiller à sa suppression !.

Encore quelques années, et ces sociétés secretes prendront une telle extension qu'elles deviendront un danger européen. De la France, où elles opèrent une perturbation génerale, elles étendent leur action nesaste a tous les pays avoisinants et jusqu'à la ville des papes. Le cardinal Orsini, ambassadeur de Naples à Rome, denonce en esset au ministre Acton les agissements de cette secte, et Acton lui en exprime sa reconnaissance

 « Eminence, lui répond le ministre napolitain, j'ai recu votre lettre du 20, avec des notes que vous m'avez fait l'honneur de me communiquer sur les entreprises des loges maconniques récemment établies à Rome. Agréez de nouveau mes remerciements pour cette communication, et veuillez les transmettre au cardinal secrétaire d'Etat. On ne peut nier qu'actuellement il soit nécessaire, utile et convenable que les gouvernements d'Italie fassent entre eux une ligue et une union pour réprimer d'un commun accord la fanatique insolence des emissaires français. Il faut encore qu'ils s'unissent pour réprimer efficacement les altentats que, par la plus étrange et la plus inique conception, ils intentent contre les nations et les gouvernements pour bouleverser l'ordre étable et les réduire à la confusion et à l'anarchie. On veille iet avec la plus grande sollicitude, et j'espère bien empêcher l'introduction de pareils germes de discorde...... 3 »

Parmi les causes multiples de la Revolution française, j'ai signalé le mécontentement genéral occasionné par le mauvais était des finances. Le deficit, que Turgot n'avait pas comblé, s'était accru sous Clugay. Pour y mettre ordre, Louis XVI fait appel à un banquier génevois, Necker. En entrant aux affaires, Necker trouve 28.000.000 de pensions sur le trésor royal; le roi s'est laissé aller peu à peu à faire la fortune de tous les amis de la reine. Le nouveau ministre des finances

Arch Vat. Vienna Di Monsig, Nuncio.

² Bibl Vat f. lat N. 9798, fol. 250. Lettre du 24 juillet 1790.

commence par donner un rare exemple de désintéressement en refusant les appointements de sa charge; bien plus, il prête au Trésor deux millions pour rétablir le crédit Puis, sans retard, il procède aux réformes les plus urgentes. Il supprime les intendants de finances, qui avaient des pouvoirs trop étendus et dont il redoutait l'hostilité. Des le 7 janvier (1777) il émet avec succes un emprunt considérable. Ses initiatives bardies lui suscitent de nombreux adversaires. La cour, la haute administration, les intendants, le parlement, le clergé, Monsieur Iui-meme, lui font opposition, et de guerre lasse, il se retire le 19 mai 1781. C'est alors qu'il publie sur les finances un ouvrage capital 1, où il fait son apologie et critique l'administration de Calonne, le nouveau contrôleur général (1783).

De Calonne obtient de Louis XVI la destitution du garde des sceaux, Miromenil, et son remplacement par le président Lamoignon, « un homme superficiel «. » Toutefois Breteuil, le protégé de la reine, résiste aux attaques de Calonne. Infetieur aux exigences de sa charge et mecontent des tracasseries qu'on lui suscite, Calonne démissionne le 8 avril 1787, il a pour successeur l'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne. Le choix de Brienne et de Lamoignon paraît excellent à l'abbé de Salamon, un correspondant officieux de Rome. Salamon écrit en effet au secrétaire d'État :

dans le moment qu'on pensant, en France, à diminuer les priviteges du clerge, on ait choisi un archeveque de Toulouse pour être ministre et à la tête des finances. On augure bien de ce choix M. de Lamoignon, president du parlement, qui a remplacé M. de Miroménil dans la piace de garde des sceaux de France, est également un choix qu, a été applaudi? ... »

Salamon donnait ainsi au secretaire d'Etat des renseignements d'une valeur bien douteuse, et l'avenir ne devait pas confirmer l'éloge qu'il fait les de Brienne. Sa lettre motiva telle le brof de félicitations que Pie VI adressa à l'archevêque

⁴ On dit que 90,000 exemplaires de ce travail furent vendus tant en France qu'à l'étranger

¹ Daneste. Histoire de France VII, 107.

Arch. Vat. Miscellanea di Varie Posizioni relative ad Avignone e Contado Venezino, t. 111, 15 mai 1787.

de Toulouse, à l'occasion de sa nomination au ministère des Finances ? La chose ne paraît pas improbable, étant donné le credit qu'avait dejà a Rome l'abbé de Salamon.

Ce prêtre, qui va bientôt remplir les fonc ions d'aiternonce, mérite de fixer un instant l'attention du lecteur.

Louis-Joseph Sifferin de Salamon de Foncrose était ne le 22 octobre 1759, a Carpentras. Son père, premier consul de la ville, epousa Anna Eysseri, fille d'un imprimeur italien. A neuf ans, Louis entre au collège des Oratoriens de la Trinité de Lyon. A vingt ans il est reçu docteur en droit, et le pape le nomme avec dispense d'àge — il fallait avoir quarante ans — auditeur de Rote à Avignon. A vingt-deux ans, il reçoit les Ordres et devient doyen du Chapitre de Saint-Pierre d'Avignon. Bientôt après il achete une place de conseiller-clerc au parlement de Paris, et malgré cela il signe toujours doyen, condinteur, et beneficier de Saint-Pierre d'Avignon.

Comment pourra-t-il conserver simultanément deux charges qui semblent s'exclure, à cause de la résidence qu'elles exigent? Salamon n'en paraît pas trop inquiet. Il se servira des relations qu'il a à Rome pour solliciter « l'Indult de présence », indult qui lui permettra » malgré son absence, de jouir des fruits de son decanat de Saint-Pierre d'Avignon » Il prétend que les Chapitres de France ne contestent pas cette prérogative à ceux de leurs membres qui sont promus à l'emploi de conseiller au parlement! L'indult que sollicitait Salamon lui fut concédé le 2 juin 1786?.

Un peu avant cette epoque, il entre en correspondance suivie avec le secrétaire d'Etat, à l'occasion du procès du collier de la reine. Grace à lui, le cardinal de Rohan fut traité par ses juges du parlement avec des égards particuliers. Rome en sut gré à Salamon.

Bientôt le secrétaire d'Etat prend Salamon en telle affection qu'il l'appelle son « cher ami »; tous les deux ne manqueront plus d'échanger chaque semaine une ou plusieurs lettres qui ressemblent fort à une correspondance diplomatique, au moins officieuse

Arc 1 Vat. Francia 465. Registro de Lettere a Monsig. Nan., aplico - n Parige dall'anno 1785 a tutto l'anno 1790. – 28 decembre 1785 1 Ibid

Pieracchi, pendant le temps qu'il remplit les fonctions d'internouce, est chargé, pour ainsi dire, de présenter Salamon au nonce Dugnani, alors à Milan « B.en que je ne doute pas, ecrit Son Emimence qu'à l'arrivée du nonce a Paris, vous lui fassiez connaître l'abbé Salamon, je vous prie encore de le prevenir des merites de ce conseiller, né sujet du Saint Siège (..., »

Quelques jours plus tard le secrétaire d'Etat, s'adressant encore à Pieracchi, ajoute à propos de Salamon « Vous devez le connaître; donnez-en donc au nonce l'idée qui vous paraîtra la plus juste, la plus vraie et la plus expédiente ². »

Tel est le personnage qui entretiendra une correspondance suivie avec Rome pendant la période révolutionnaire la plus troublee, a il rendra au secrétaire d'Etat de nombreux services et obtiendra le titre « d'internonce » 4.

Nous avons dit précédemment que Loménie de Brienne avait été nommé au ministère des finances. Peu après son entrée en charge, il se montra aussi cupide que Necker avait paru desintéressé. En effet, l'archevèche de Sens, plus riche que celui de Toulouse, étant venu à vaquer, il le demanda et l'obtint; or, à ce moment, il reunissait 678 000 livres de rente. Les démarches qu'il fit, pour obtenir sa permutation de Sens à Toulouse, achevèrent de le discréditer dans l'opinion publique.

Pendant le cours de l'année 1788, des fléaux de toute sorte s'abattirent sur la France, venant accroître des mécontente-

ments qu'exploitaient habilement les meneurs.

c Chaque jour, lisons-nous dans des lettres adressées à la nonciature de France ; chaque jour lui a apporté (au roi) les plus désolantes nouvelles ; des moissons entières détruites, au moment même de l'apparence de la plus belle récolte ; des vignes perducs sans espoir pour plusieurs années, des

Ibid., 14 mars 1787.

3 Il prendra alors divers pseudonymes.

Après la suppression des Parlements, Salamon devint membre de la *
 Chambre des Vacations

⁴ Arch. Vat. Praxcia 463 Registro di Lettere a Monsig Nun. Aplico in Parigi dall'anno 1785 a tutto l'anno 1790. 7 février 1787

Ces lettres sans signature ne seraient-elles point écrites par l'abbe de Salamon, dont les premières traces de correspondance avec Rome datent de 1786, croyona-nous.

hommes surpris au milien des plaines, terrassés, frappés à mort par une grêle épouvantable; un grand nombre de villages ruinés; plusieurs dégradés au point de ne pouvoir servir d'asile à la misère, les pauvres ne rencontrant que des pauvres dans une étendue de plus de quarante lieues, partout la consternation et le désespoir.

« Le roi envoya 1.200.000 livres, et la remise sur les impôts de cette année. Cette somme étant insuffisante, il provoqua une loterie de douze millions..... » 1.

L'hiver de 1788-1789 très rigoureux, et la disette du blé, en augmentant la misère, augmente l'effervescence publique⁴. Le pain est cher et de mauvaise qualité; c tous les impôts des vides pesent sur la farinc; partant, c'est à l'impôt qu'on attribue directement la cherté du pain; c'est pourquoi l'agent du fisc devient l'ennemi visible, et les révoltes de la farine se changent en insurrection contre l'Etat ».

Pour echapper au fléau de la famine, Montmorin, le ministre des Affaires étrangères, charge Bernis de demander au pape l'exportation de 30.000 charges de blé. Il obtient la permission d'en prendre 22 000 rubies (1.280 000 livres).

Au moment où Paris et la province sont en effervescence, le nonce de France, malade, prend les bains à Plombières !. En son absence, l'abbé de Salamon informera le secrétaire d'Etat de ce qui se passe.

Il lui raconte que douze gentishommes de Bretagne ont été « deputés pour réclamer auprès du roy leurs privilèges ». Or on les a fait conduire nuitamment à la Bastille. A cette nouvelle, vingt deux autres députes sont accourus, ayant à leur tête l'évêque de Dol. Celui-ci prononce devant le roi un « discours véhément ». Et comme la réponse de Louis XVI ne satisfait pas, chaque diocèse de la province de Bretagne décide d'envoyer six députés « ce qui formera une deputation de cinquante-deux personnes...., »



Area, Vat. 96 juillet 1788.

² Dans les quatre mois qui precedent la prise de la Bastille on peut compter plus de 300 émeutes en France. Cf. Tame. La Révolution.

Ibid, L'impôt sur la farine s'appelait piquet

Arch Vat. Nuncial. de Francia Cependant le nonce écrivit de Plombieres au secrétaire d'Etat le 7 août 1788

« Le 21 juillet, la province du Dauphine a déja fait une assemblée de sept cents personnes.... » 1.

Ces sept cents députés s'étaient réunis au château de Vizille, sous la présidence de Mounier, juge royal à Grenoble lis demandaient au roi le maintien du parlement et le rappel des Etats supprimés par Richelieu. Ils désiraient en outre que dans les Etats, soit provinciaux, soit généraux, le Tiers eût une représentation double et que le vote se comptat par tête

Cependant l'insuffisance de Loménie de Brienne comme ministre des finances était notoire; de toutes parts on demandait sa retraile. Le roi le remplaça par Necker, et, comme compensation, promità Brienne le chapeau cardinalice. Il répugnait sans doute à Pie VI de donner une pareille distinction à un sujet si peu digne, et dont les mœurs étaient sujettes à caution; il finit toutefois par céder aux instances de Louis XVI, et Loménie fut décoré de la pourpre dans le consistoire du 15 décembre 1788.

A peine rentré au pouvoir, Necker révoqua les lettres de cachet envoyées aux députés bretons et fit remettre ces députés en liberté.

Dans le conseil d'État tenu à Versailles le 27 décembre (1788), un adopta le rapport du ministre des finances relatif à la convocation des États généraux.

On y statuait 1º Que les députés aux prochains Etats généraux seraient au moins au nombre de mille.

2º Que ce nombre serait formé, autant que possible, en raison du chiffre de la population et des contributions de chaque builliage;

3º Que le nombre des députés du Tiers-Etat serait égal a celui des deux autres ordres réunis, et que cette proportion serait établie par les lettres de convocation ?

Au moment où souvraient les États genéraux — 5 mai 1789 I 158 membres y étaient convoqués. La noblesse comptait 270 représentants ³. Le clergé y avait 47 évêques, 35 abbes on



¹ Arch. Vat. Nuncial. di Francia. Lettres de l'abbé de Salamon au car dinal secretaire d'Etat, 5 et 12 noût 1788

^{*} Journal ecclésiastique, 1789, 1* vol., fol 102 Résultat du Conseil d'État du roi tenu à Versailles le 27 décembre 188

La Bretagne avait refusé d'envoyer des representants

chanoines et 208 curés; enfin, le Tiers-Etat comprenait 598 deputés ¹.

« Jamais on n'a vu rénnis ensemble, écrivait Pieracchi au secrétaire d'Etot, une fermentation des esprits aussi extrême, un pareil souffle d'insubordination et d'independance, un plus grand desir de renverser et d'anéantir tout système etabli, une plus vive ammosité entre les divers Ordres, et plus de division au sein de chacan d'eux 2. »

Le Tiers-Etat était résolu à prendre une part effective aux travaux de l'Assemblée. Voulant faire sanctionner par la puissance du nombre les réformes qu'il méditait, il songea à s'adjoindre le clergé inférieur. Rien n'était plus tacile, il suffisait d'exploiter certaines rancunes des cures contre le haut clergé, possesseur de riches benefices Aussi, le 19 juin, 149 eccléstastiques se joignent au Tiers, et à leur tête, Henri Grégoire, le fameux cure d'Imbermesnia. Ces ecclesiastiques étaient encore soutenus par Lefranc de Pompignan, arche vêque de Vienne; de Cicé, archevêque de Bordeaux; de Lubersac, évêque de Chartres, puis par les évêques de Rodez et de Coutances.

En somme le Clergé, qui avait jusque-la fait un ordre distinct, allait bientôt disparaître. Les uns — et c'était le petit nombre — adaient se réunir à la noblesse, les autres, en grande majorité, allaient opèrer leur fusion avec le Tiers-Etat Il y avait plus de cinquante jours que la lutte était engagée.

La vérité historique nous oblige à dire ici que la noblesse laique montra plus de fermeté que la majeure partie du clergé

Si les trois Ordres fussent restés distincts, le Tiers-Etat, genéralement imple et révolutionnaire, n'aurait jamais pu vraisemblablement faire triompher ses doctrines irréligieuses et anarchiques; il aurait éte arrêté par les deux autres Ordres

Inquiet de la marche envahissante du Tiers, le roi veut

L'ouverture des Etats generaux fut précédée d'une grand'messe L'évêque de Nancy porta la parole. Lorsqu'il s'éleva contre les abus, il fut applaudi maigré la sainteté du lieu

L. Sciout (1, 66) dit qu'oux Etats généraux, il y avait 44 évêques, 265 cures, 52 abbés et chanoines et 7 religieux

² Arch Vat. Minutes des lettres écrites par Pieracchiau secrétaire d'htat, 11 mai 1789.

l'empêcher de se réunir; mais c'est en vain. Le Tiers emprunte une salle servant au jeu de paume, et là, tous ses membres jurent qu'ils ne se sépareront pas avant d'avoir donne a la France une nouvelle constitution!

Dans la seance royale du 23 juin, Louis XVI tente encore d'user de ses prérogatives royales. Il veut que l'ancienne distinction des trois Ordres de l'Etat soit conservée. Cette decla ration produit sur le Tiers un mécontentement qui se traduit presque par des menaces; alors le roi lève la séance.

Quelques jours après, le 27 juin, Louis XVI a la faiblesse de céder aux révolut onnaires: il enjoint aux membres du Clergé et de la Noblesse non encore reunis au Tiers, qu'ils aient à le faire. A partir de ce jour, l'autorité tombait des mains du monarque dans celles de l'Assemblée. Arrive l'émeule, et Louis XVI, désaime, ne pourra pas en repousser l'assaut Cette émeule, en effet, ne larda guere à se produire. Le peuple est désormais souverain. Le 14 juillet, il demolit la Bastille au milieu de scenes sanglantes. Aussi Taine a t il pu ecrire, avec juste raison, que a pour tout homme impartial la Terreur date du 14 juillet.

Cependant la prise de la Bastille n'est pas la première manifestation de l'effervescence populaire. Dans les quatre mois qui precedent, on peut compter plus de trois cents émeules en France. Une cause excite et entretient l'irritation universelle, c'est la disette prolongée pendant dix ans, qui va exagérei jusqu'à la folie toutes les passions populaires. Il faut du blé à bas prix, à deux sols la nivre; plus de droits, de rédevances seigneuriales, de dimes ni d'impôts³.

A Manosque, l'évêque de Sisteron, qui visitait le seminaire, est accusé de favoriser un accapareur de blé. Comme il rejoignait à pied son carrosse, il est bué, menacé; on lui jette de la boue et des pierres.

Dans ce même temps, on a mis à sac le palais de Mar de

La Révolution, 1, 65.

2 Cf. Taine. La Révolution.

¹ Un certain Martin d'Auch refuse de prêter ce serment; la foule mirique de l'assornmer

Le 3 août suivant une cérémonie eut lieu dans leguse paroisstale le Saint-Jacques et des Saints-lanocents, à la memoire des citoveus « morts à la prise de la Bastille, pour la défense de la patrie, » L'abbé l'auchet y prononça un ridicule Discours sur la liberté française.

Toulon; ce prélat n'a eu la vie sauve qu'en fuyant, travesti sous un uniforme d'officier. D'autres maisons ont été également pillées. On disait encore que l'archevêque d'Embrun avait eu un bras cassé dans une émeute. A Marseille, on piliait la maison de Rebusset, receveur des droits d'entrée, et il n'échappait à la mort que par la fuite.

A Solliès la maison du fermier de M. de Forbin, seigneur du lieu, etait également pillée ainsi que son château, et les auteurs de tous ces brigandages, animés d'une fureur inexplicable, brisaient et brûlaient ce qu'ils ne pouvaient emporter.

Au Luc, à Barjols et à Saint-Maximin, mêmes scènes de devastation. Des couvents sont forcés et les religieuses subissent les derniers outrages.

A Digne, on oblige l'évêque à donner cinquante mille livres sous peine de voir son palais incendre; et, pour comble d'insolence, après qu'il a payé, on le contraint par la force d'y mettre lui-même le fau.

A Aups, M. de Montferrand était écurtelé; et détail horcible, « on ne retrouve pas un morceau de son corps assez gros pour être enterré ».

Au Bausset, à Grasse, à Pertuis et au Mées, mêmes scènes d'horreur. A Aix on pille les greniers publics, et on y enleve « cent soixante charges de ble et autres grains »

« Jamais, ajoute le chroniqueur, on n'avait vu une journée de deuil et de consternation pareille, ...»

Dans le temps où avait eu heu l'ouverture des États généraux, le nonce de France écrivait a Rome que la fermentation des esprits était extrême. Il dénonçait une grande « insubordination et independance, le désir de renverser toute autorite constituée, de l'animosité entre les divers Ordres et la division au sein de chacun d'eux ».

« Les deux tiers de l'Ordre du clergé, composés de curés en grande partie de la campagne, ignorants et sans éducation, avides de se venger de l'oppression dans laquelle ils prétendent que les tiennent les évêques, veulent faire la loi. Ils n'ont aucun égard pour le cardinal président, et ils ne craignent pas

¹ Arch Vat. 4vignone. Della trasmissione de' Grani "Correspondance S. N. ni D.

d'insulter les autres prélats, comme il est arrivé pour l'évéque d'Arles.

« La noblesse est plus unie sans être unanime 👑 🦭

Le nonce apostolique est-il bien renseigne, ses appréciations sont-elles absolument justes, et ne va-t-il pas donner à Rome une note inexacte sur des faits dont il paraît ignorer la cause? En somme la revolution, a son principe, ne réclamant que la suppression des privilèges excessifs, et que la reforme d'abus invétérés. Le nonce de Paris, en n'envisageant qu'un cote de la question, n'en pouvait avoir une idee parfaitement juste. Il induisait ainsi, malheureusement, en erreur les hommes politiques qui entouraient. Pie VI. De la, au debut, de tacheux matentendus entre le pape et la France.

Cependant l'œuvre des Elats genéraux était infeconde. On proposait, on délibérait et un votait par acciamation générale ce qui aurait demandé une année de soin et de meditation 4.

Ainsi, dans la nuit du 4 août, on établit l'égalité de l'impot, on supprime la créance et les droits féodaux. On a abolit la dime non point graduellement et moyennant rachat, comme en Angleterre, mais tout d'un coup et sans indemnité, à titre d'impôt illégitime... » Et la consequence de cette mesure trop hâtive est, que « pour soulager de trente milions par an les paysans, une assemblee démocratique accroît de trente milions par an le revenu des bourgeois aises, et de trente milions par an le revenu des pobles opulents. Pour dégrever les propriétaires fonciers, l'État paie à jeur place les frais du culte... » 3.

Puisque le régime féodal est abolt, il faut en détruire es derniers restes. Défense à tout citoyen français de prendre ou garder les titres de prince, duc, comte, marquis, chevalier et autres semblables.... En revanche tout bon patriote sera tenu de porter la cocarde tricolore. Même à l'etranger, les Français voulurent prendre cet insigne d'un nouveau genre, ils en furent empechés par les gouvernements dont us étaient es hôtes.

* Ibid., p. 203.

Arch. Vat. Nunzial, di Francia, 11 mai 1789

Ct. Taine. La Révolution, 1, 150.
 Taine. La Révolution, 1, 225.

« On affirme, écrivait le nonce de Lisbonne au secrétaire d'Etat, que Sa Majeste a défendu aux François qui viennent en Portugal de porter la cocarde et l'uniforme de la milice nationale. Il l'a fait intimer par I Intendant de la police au vice consul de France, disant qu'il ne reconnaissant ici d'autre cocarde et d'autre uniforme que ceux du roi » ⁴.

Cependant l'ancien régime est bien et definitivement aboli, et la preuve, c'est qu'a partir du 4 août on cesse de percevoir la créance feodale.

Parmi les suppressions opérées dans cette nuit fameuse, mentionnons celle des annates, sorte d'impôt d'une année de revenus que l'Eglise prélevait sur tout nouveau bénéficiaire. La France, avait-on déclaré, ne permettrait plus d'échanger son or contre le plomb de Rome; paroles allusives au sceau de plomb dont étaient revêtues les bulles d'investiture.

La suppression du titre de noblesse marquait le nivellement socal. Il importait de justifier cette mesure dans un exposé de principes, base de la nouvelle constitution à l'étude. Cet exposé de principes, prit le nom de Declaration des droits de l'homme et du citoyen, et fut définitivement codifié les 20, 21 et 26 août (1789) dans un calechisme que le nonce signala à l'attention du secrétaire d'Etat. — « Nous vous remercions, lui répondit Son Eminence, de nous avoir prévenus de l'imminente publication du Catechisme sur les droits de l'homme. It a pour but de faire l'apologie des abominables maximes qui tendent au renversement de tout gouvernement... » 4

Les graves événements dont le cours s'était précipite étaient une victoire trop importante pour n'être pas célébrée. L'assemblée avait décrété qu'un *Te Deum* solennel d'actions de grâces serait chanté en souvenir d'une étape si mémorable.

Cependant l'allégresse de Versailles et de Paris n'est guère partagée par le reste du royaume. La tranquillité

l'Arch. Vat. Dispueci de Monsig. Bellisomi ... al sig Card... Segret di Stato, 29 décembre 1789. Deja, le 28 février 1789, à Barcelone, il y avait en des troubles à l'Instar de ceux de Paris, au sujet de l'augmentation du prix du pain

² Arch. Vat Francia. Regulto di lettere a Monsig. Nunz. aplico in Parigi..., 6 janvier 1790.

publique est menacee dans la province. Des hordes de brigands répandent partout sur ieur passage le massacre et le piliage, et la force armée, trop taible ou complice de ces attentats, est impuissante à les arrêter. Le 2 septembre (1789), le roi a iresse une lettre aux archevêques et aux évêques de son royaume, les priant d'invoquer la misericorde de Dieu pour obtenir la cessation de pareils fléaux.

Bientôt les Etats genéraux sortant du domaine politique et social, font incursion sur le terrain des immunités religieuses

Pie VI alarmé écrit au roi. La lettre est en français. Sa Sainteté, dans les tristes circonstances présentes, a voulu donner ainsi à Sa Majesté un particulier lémoignage de paternelle sensibilité. Le nonce présentera lui-même le bref à Louis XVI, après en avoir remis copie au comte de Montmotin.

Dans ce bref, P.e VI invite le monarque à user de son autorité pour défendre la religion attaquée et ses antiques privilèges qu'avaient respectés jusque-là les rois ses ancêtres. Le pontife supposait au souverain un reste d'autorité, dont l'audace de quelques agitateurs et sa propre faiblesse l'avaient à peu près dépoui.lé ².

Louis XVI répondit à Pie VI en ces termes

r Très Saint Père.

Esta actuel de notre Royaume, rien ne pouvait nous toucher davantage que l'expression des sentiments de Votre Saintete pour nous et pour nos peuples. Une suite de circonstances dont plusieurs avaient fixé d'avance notre attention, et dont quelques autres étaient, pour ainsi dire, au-dessus de la prévoyance humaine, ont amené un ordre de choses aussi inquietant que nouveau. Mais, pour nous rassurer sur ces conséquences, nous mettons notre confiance dans la bonté de l'Etre Suprême qui veille depuis tant de siècles sur le sort de la France Nous considérons que la nation ne peut, a la

¹ Journal Ecclésiastique.

² Arch. Vat. Francia, 463. Registro di lettere a Monsig. Nunc. aplico i i Parigi : 12 septembre 1789. « Le bref est en français .. Benoît XIV en avait usé alusi quelquefois envers Louis XV... »

l'amour qui nous attache à elle, comme nous sommes convaincu de celui qu'elle nous porte. Il etait impossible que, dans un moment où toutes les parties du gouvernement sont soumises à l'examen, quelques opinions ne se porlassent pas sur des objets qui tiennent plus ou moins à la religion. Votre Sainteté doit être bien persuadée que nous veillons avec l'attention d'un chrétien et d'un fils ainé de l'Eglise à empêcher que le culte de nos pères, l'union avec l'Eglise romaine, et le respect du aux ministres de la religion ne souffrent aucune atteinte. Nous prions également Votre Béatitude de faire fond sur notre lidélité à remplir les engagements que les rois nos prédécesseurs ont contractés avec le Saint-Siège. Elle a pu juger de nos intentions à cet égard par une des réponses que nous ayons faites à l'assemblee nationale.

Votre Sainteté de nous manifester sa vigitance paternelle sur nous et sur notre royaume. Le cardinal de Bernis saisit toutes les occasions qui se présentent de nous faire connaître et l'affection de Votre Saintelé pour notre personne et ses sentiments pour la nation française. C'est la partie des fonctions de son ministère dont nous lui savons le plus de gré de s'acquitter. Nous comptons sur le cœur de Votre Béatitude comme sur ses lumières, et nous la prions de ne pas douter de notre parfait attachement au Saint-Siège et du respect filial avec lequel je suis

» Très Saint-Père,

» Votre très dévot fils

a Louis.

» Versailles, le 1º octobre 17891. »

* Arch. Vat. Carle sciolie.

CHAPITRE XXVI

SOMMALRE. - Démussion du cardinal Boncompagni, secrétaire d'État ; le cardinal de Zelada lui succede. - Deux archevêques nommes ministres. Journée du 6 octobre. L'Assemblée à Paris pression des vœux monastiques. Barruel Consistoire du 29 mars 1790 - Projet de constitution civile du cierge : Protestations des eveques. — Projet de réduction du nombre des évêches — Attitude du nonce Dugnani. - Mémoire du roi à Pie VI. - Reponse du Pape. -Lettres de Pie VI aux archevêques de Vienne et de Burdeaux - Vote de ta constitution civile du clerge, le roi la sanctionne. — Deuleur du pape, sa protestation aux Puissances. Nouveau memoire du roi valions confidentielles. - Bref de Pie VI du 17 sout 1790 : chie devient constitutionnelle (14 septembre 1790) - Beef du 22 septembre 1790. - Première élection d'un éveque intrus. - L'evêque de Viviera.

Après la mort du cardinal secrétaire d'Etat. Pallavicini. (1785) Pie VI lui avait donné pour successeur Ludovisi Boncompagni 1. Ce choixeût été sans doute excellent dans des temps moins troubles ; mais, en butte à des difficultés de toutes sortes, Boncompagni ne se sentit pas la force de les vaincre. Après quatre années d'un laborieux ministère, il songea à donner sa démission. Il s'ouvrit de son projet au cardinal de Bernis et nu chevalier d'Azara, qui s'efforcerent l'un et l'autre de le faire changer d'ay.s. Leurs tentatives furent vaines.

Dans les dermers jours d'avril 1789 2, a la veille du départ du pape pour les Marais Pontins, Boncompagni l'alla trouver; il le prin de lui permettre de résigner entre ses mains la lourde charge de premier ministre. Il prétexta des difficultés que lui opposaient à plaisir les cours catholiques, le poids excessif d'affaires nombreuses, son insuffisance personnelle et ensin sa santé qui de jour en jour devenait plus mauvaise.

Pie VI voulut tout d'abord relever le courage de son secretaire d'Etat. Il lui donna rendez-vous à Terracine pour examiner avec lui, à tête reposée, la valeur des raisons alléguees nour sa retraite.

1 Cf. Ch. XXIII, p 5%

Pie VI sejourna aux Marais Pontins du 3) avril au 14 mai.

L'ascendant que le trésorier, M^{gr} Fabrizio Ruffo, avait pris sur le pape était un des principaux motifs qu'avait Boncompagni de se retirer ; ce motif, il ne crut pas devoit l'indiquer, il insista particulièrement sur sa mauvaise santé.

On convint donc que Boncompagni quitterait Rome le temps que son medecin jugerait nécessaire, et qu'il trait se reposer a Bologne. Mais le cardinal était décide à ne pas rentrer aux affaires. Il revint à la charge. Au mois de septembre (1789) Boncompagni renouvela ses instances ; Pie VI enfin le releva de ses fonctions, — 30 septembre 1789

Son successeur fut un vieillard de 72 ans, le cardinal de Zelada, a la fois Grand Penitencier, bibliothécaire du Vatican et conservateur du Musée Pio-Clementino ²,

En France, depuis la réunion des Etats Genéraux, l'effervescence des esprits allait croissant

Quelques jours avant, le 4 août (1789), Louis XVI choisissait, à la satisfaction générale, deux archevêques pour ministres. Il nommait garde des sceaux Lefranc de Pompignan, l'archevêque de Vienne et confiait la feuille des bénéfices a Licé, l'archevêque de Bordeaux. Ni l'un ni l'autre ne purent, hélas l'arrêter dans sa marche fatale la révolution, lorsqu'elle ent devié de son programme primitif.

La révolution, de pacifique qu'elle avant promis d'être a ses débuts, prenaît à mesure qu'elle avançait, un caractère agressif. Le 6 octobre éclate un comptot qui met en peril la vie du roi et celle de la famille royale. Le duc d'Orleans et Mirabeau en sont désignés comme les auteurs, mais ils parviennent à se disculper 3. Le même jour Louis XVI et la famille royale quittent Versandes pour regagner Paris, et l'Assemblée déclare qu'elle entend suivre son souverain, dejà, pour ainsi dire, son captit. En effet, le 19 octobre elle venait sièger dans une salle préparce à l'archevêché.

Bibl. Vitt. Em. Fondo Gesuitico, nº 195.

² Storia di Pio VI... dell' Ab. F. B., III, IV, 15.

Arch. Vat. Nanziat. di Francia. Extrait d'une lettre de Paris du 17 octobre 1789. Le duc d'Orléans et Mirabeau n'étaunt pas coupables mais seulement très imprudents. Leur morable à l'un et à l'autre missait d'adlieurs fort a desirer Sciout dit que Mirabeau etait un l'artaie, peut-etre un Judas. Mirabeau passait son temps a essayer de se disculper aupres de Louis XVI. Cuant 45, duc d'Orléans, i falsait une faillite de 150 m lhons!

L'Assemblée, dès ses premières sessions, prétend n'avoir pour but que les réformes civiles ; mais elle ne tarde pas à envahir le domaine religieux. Ce ne fut pas en effet, l'a-t-on judicieusement remarqué, l'Eglise qui lit de la politique, mais l'Eta! qui fit de la religion.

Le 28 octobre (1789) Target propose la suppression des vœux monastiques, suppression qui sera décrétée le 13 février suivant (1790). Cette proposition soulève un vif débat. L'archevêque d'Aix, M^{er} de Boisgelin¹, « esprit fin et délicat » s'y oppose de toutes ses forces. Le pape seul, dit-il, a le droit de déher les consciences, et ce n'est pas à une assemblée politique qu'il appartient de le faire. Le principe est évident, mais quels arguments invoquer en présence de la plus insigne mauvaise foi ?

Lorsque la suppression des vœux monastiques aura eté décretée, bon nombre de moines, vivant dans les couvents où la discipline est relàchée, en profiteront pour demander leur sécularisation ². Les Ordinaires répondent qu'ils n'ont pas le droit d'accorder ce qu'on leur demande. Et lorsque les instances des religieux se font plus pressantes et plus nombreuses, force est aux évêques de recourir à Rome ³.

La suppression de la dime, nous l'avons vu, avait été votée dans la nuit du 4 août (1789); ce n'était la qu'un achemmement vers l'entière spoliation qu'on méditait dejà. Le plus étonnant est qu'un évêque, Talleyrand, y prête la main en émettant cette étrang: proposition que la nation est pro-

¹ Il avait pour correspondant l'abbé de Cambis, vicaire-general de Chartres, en qui on p'avait pas parfaite conflance dans le clergé (Cf), V^{in} de Richemont, p. 34).

² Arch Vat Epistolas Pu VI ad Principes et altos. Le card nal de la Rochefoucauld écrivit au pape le 9 mars 1790 pour lui demander la faculté de dispenser des vœus religieux. Le pape la lui accorda par bref du 31 mars 1790). Même demande du cardinal de Roban en date du 4 juin 1790). Le bret lui concédant la faculté est daté du 21 juillet (1790).

Des brefs de sécu arisation furent adressés grat s'ai cardinal de la Rochefoucauld par l'entremise du cardina, de Berms, ils émaint de la Pénirencene et sont dates du 29 septembre 1790. Aren. Vat. Lettere dei Cardinali, 180).

³ beaucoup de moines qui vivaient dans le relâchement sortirent vo ontures de leurs couvents. Les religieuses, tres ferventes, ne voulurent pas partir

priétaire de tous les biens de l'Église et que le clergé en est sculement usufruitier. Talleyrand d'ailleurs est mûr pour l'apostasie. On le verra, au jour de la fête de la Fédération,

14 juillet 1790 — célébrer la messe, avec une escorte de deux cents pretres revêtus d'aubes et ceints d'écharpes tricolores 4.

Lorsque Talleyrand conteste à l'Église son droit de posséder, il voit se dresser devant lui un rude adversaire, l'emute en éloquence de Mirabeau, l'abbé Maury ². Maury n'a pas de peine à le confondre en refutant ses misérables arguttes.

Nonobstant, la proposition de l'évêque d'Autun est votée le 2 novembre, et les biens de l'Église sont déclarés bien nationaux.

Dés le 19 d'écembre (1789) avait eu lieu la première vente de ces biens. Le 14 avril de l'année suivante (1790) le produit en fut attribué aux departements et aux districts. A la date du 14 mai (1790) quatre milliards seront réalisés du chef de la vente de ces biens. Ainsi perdaient leur destination les largesses de tant de pieux fondateurs qui, en dotant les monastères, avaient voulu s'assurer et assurer aux leurs le bénéfice d'une prière perpétuelle.

Les curés « ces grands coopérateurs de la Révolution » comme les appelle l'abbé Sicard », commencent a s'apercevoir qu'ils ont été dupes et que l'on veut décatholiciser la France. C'est ce que s'attache à leur démontrer un pretre d'un rare talent, l'abbé Barruel.

Augustin de Barruel, ancien jésuite, est devenu, depuis la suppression de la Compagnie, aumônier de la princesse de Conti, puis précepteur des enfants de la comtesse de Montmorin. Celle ci voudrait qu'on le pourvût d'un canonicat vacant à Lille par la mort de l'abbé Butler. Dans ce but elle écrit au cardinal de Bernis le 3 juin 1789. Mais sa lettre arrive

L'évêque de Léon défendit que pare lle cérémonie ent lieu à Brest.

^{*} Jean Siffrein Maury, né le 26 juin 1746 à Valréas, au Comtat Venaissiu, avait fuit de brillantes études au cours desquels il avait developpé les qualités naturelles d'orateur qu'il avait à un degré éminent L'intrepide devoucment qu'il mit à défendre les interêts religieux menaces lui merita cette particulière estime du pape, dont il recueillit plus tard le précieux témotiquage. La Révolution ne tarda pas à mettre sa tête a prix, et Louis XVI le supplia de fuir.

trop tard, le canonicat a éte donné à un autre ecclesiastique qui est entré en possession le 15 mai *.

En 1789 Barruel est redacteur du Journal Ecclesiastique de Paris. Vaillant polemiste, parsois virulent pamphlétaire, il se montre, en toutes circonstances, intrepide soldat de la bonne cause. En 1788, il denonce un Almanach donné pour l'an l'éde la raison. Cet almanach, à chaque jour de l'année, remplace les noms des saints traditionnels par les noms les plus dignes de mépris. « L'auteur, ajoute Barruel, se propose de substituer à nos sêtes solennelles, la sête de l'Amour profane, celle de l'Hyménée, celle de la Reconnaissance et de l'Amutié. »

Par sentence du Parlement, ce calendrier fut jeté au feu et son auteur mis en prison ⁹.

Dans l'ardeur de la lutte, l'abbé Barruel avança certaines propositions qui lui attirérent une huminiation amere : son journal fut condamné à Rome. Profondément désolé, le journaliste eut recours au nonce de Madrid avec qui il entretenait des relations epistolaires.

L'auteur du lournal Ecclésiastique de Paris écrit le nonce au cardinal accrétaire d'Etat, l'abbé Barruel, est sensible à la condamnation de sa femille avec les autres périodiques... Il s'offre à se rétracter promptement sur ce qui a pu lui echapper de repréhensible. Ne sachant quelles sont les erreurs qui lui ont mérité une pareille censure, il demande qu'on les lui indi que. » 3

A Paris, les clubs ne cachent plus leur hame contre l'Eglise. Ils ont publié une infâme brochure intitulée. La journee du Vatican. Le nonce l'envoie au secrétaire d'Etat le 19 avril

Le cardinal en exprima ses regrets à la comtesse de Montmorin.

^{*} Arch Vat. Nancial di Finneia. Journal ecclésiastique, janvier 1788. — Arrêté de la Cour et da l'arlement qui condamne un opuscale sans nom d'imprimeur ayant pour titre : « Almanach des honnéles gens » a être lacere et brûlé par l'exècuteur de la Haute Justice dans la cour de l'alais, au pied du grand escal er d'icelui, i janvier 1788 (« calendrier qui porte » a L an 1º de la Raisou » a en exergue la devise : « Dis-moi qui tu hantes, je le dirai qui tu es ».

^{**}Arch. Vat Dupacci di Monsig Vince ili arcinescovo di Corinto, Nuncio apostolico in Multid al Sig Gard de Zelada Segiciario di Stato di N. S. Pio PP VI nº 335, 9 febbraio 1790. Plus tard Barruel, traduit, se presenta — 15 avril 1792 — devant la section et le Comite de surveillance. Le 15 a 00 t 1792 on le déclara libre. Il en a dans Paris du 1º au 5 septemb e "ais d se rendit à Reims, à Dieppe et enfin à Longres.

(1790). Il voudrait en faire rechercher et punir les auteurs, mais la répression semble désarmée en face de l'audacieuse puissance des méchants

Pie VI suit avec anxieté la crise religieuse que traverse la France. Le 29 mars il réunit les cardinaux et, dans un discours consistorial, il leur fait part des « vives inquiétudes qui le pressent et l'accablent ». — « Cette grande et vigoureuse monarchie, dit-il, qui tenait le premier rang parmi les puissances de l'Europe. touche à sa ruine ». Il craint, s'il se tait, de mériter les reproches que se fait à lui-même le prophète Isaie, lorsqu'il s'écrie : « matheur à moi parce que je me suis tù ». Toutefois à qui parler? Les évêques ont quitté leurs sièges, le clergé est dispersé, le roi est dépouille de son autorité souveraine et la presque totalité de la nation, séduite par un vain fantôme de liberté, obéit à des philosophes qui l'entrainent vers l'abime.

Sa Saintelé adresse à Dieu des prières ferventes, en attendant qu'elle ait l'occasion de faire entendre sa voix avec fruit !.

L'occasion qui s'offrira bientôt au pape de prendre la parole pour stigmatiser la révolution, sera le projet de constitution civile du clergé Ce projet, élaboré par un comite compose en majeure partie de jansénistes 2 on de jurisconsultes hostiles à la religion, parlait de l'émancipation de l'Eglise, mais poursuivait plutôt son asservissement à l'Etat.

Le clergé, dit Taine, avait alors contre lui le gallicanisme des légistes, qui, depuis saint Louis, sont les adver saires du pouvoir ecclésiastique, la doctrine des jansenistes qui, depuis Louis XIII, veulent ramener l'Eglise à sa forme primitive, la théorie des philosophes qui, depuis soixant ans, considerent le christianisme comme une erreur et le catholicisme comme un fléau 3.

Le projet de la constitution civile du clergé comprenait plusieurs titres. Le premier réduisait à 83 les 135 sièges archiépiscopaux et épiscopaux reconnus jusque-la.

Le titre II, divisé en 44 articles, traitait des nominations

Alloculto habita in Consistorio secreto die 29 marti. 1790.

D'après Sieyes elle émanait d'une coterie janseniste, à la tête de laquel e était le janséniste Camus.

³ Taine. La Révolution, p. 229

aux bénefices. Ces nominations étaient soumises à l'élection, avec défense de recourir au Saint-Siège pour en obtenir la confirmation

Le titre III fixait les traitements ecclesiastiques, et le titre IV s'occupait de la loi de la résidence.

En résumé, cette constitution était un nouveau code ecclésiastique prépare à l'insu du pape, contre l'avis des évêques et en opposition formelle avec les lois canoniques. Aussi suscita t-elle de toute part de légitimes protestations. Elle portait d'ailleurs manifestement une empreinte schismatique, ort episcopat de Franceétait trop instruit pour ne pas la decouvrir au premier aspect; il était surtout trop pieux pour ne pas la repousser avec indignation.

Au nombre des évêques protestataires, signalons, entre autres, les archevêques d'Auch, d'Aix et d'Embrun et les évêques de Léon , de Quimper 2, d'Amiens 3 et de Boulogne. ... *.

L'archevêque d'Auch, Louis Apollinaire de la Tour-du-Pin-Montauban, envoie un « Mémoire au Souverain Pontife, au nom de tous les évêques de sa province, sur la conduite qu'ils doivent tenir relativement à la nouvelle constitution ecclésiastique décrétée par l'Assemblée nationale de France ».

L'archevêque d'Aix, lui, publiera le 30 octobre, l'Exposition des principes de l'Eglise de France sur la constitution civile du clergé; à cet écrit cent-dix évêques se feront un devoir d'adhérer.⁵.

L'archevêque, prince d'Embrun, s'adressant au cardinal de Bernis, lui disait : «..... Ils (les évêques) savent que Sa Majesté a consulté le souverain pontife, et ils attendent sa décision avec cette soumission filiale dont le c ergé de France ne s'est jamais départi..... Si le Saint-Père lais-

¹ L'évêque de Léon, Jean François de la Marche, ecrit au pape le 28 juin 1790. Le pape lui répond le 4 août.

^{*} La lettre de l'évêque de Quimper, Toussaint Cotun de Saint-Luc, est du 11 juillet.

² La lettre de l'evêque d'Amiens est ou 13 août

Mar Asselline.

[&]quot; Mr d'Aix écrit au cardinal de Bernis le 9 novembre 1790. Celui-ci communique sa lettre au cardinal de Zelada, accréta re d'Etat, le 29 novembre.

sait subsister en tout ou en partie le régime actuel, je ne vois plus de ressource; la religion est à jamais exilee de l'empire français Si au contraire le souverain pontife décide que cette malheureuse constitution n'est point admissible en principe..... alors le courage renaîtra. ... » ¹

Dans sa réponse à l'éveque de Léon, Pie VI loue et la doctrine du pretat et l'énergie sacerdotale qu'il a mise à défendre l'intégrité de son ministère contre les innovations repréhen-

sibles de l'Assemblée nationale.

« Yous avez raison, lui disait Sa Sainteté, de croire que personne ne peut, sans l'assentiment du Saint-Siege, transferer la juridiction épiscopale d'un pays à un autre, ou la reduire dans ses propres limites..... » ²

Outre les prélats que nous venons de citer, nombre d'autres encore se proposent de publier des lettres pastorales relatives au nouveau plan d'organisation du clergé. Mé de la Luzerne, qui a eu l'honneur d'être privé de son traitement, va écrire une instruction qui meritera de devenir la règle générale de l'épiscopat.

Ainsi la plupart des évêques de France étaient très opposés à la constitution civile, et suppliaient Rome de la stigmatiser

publiquement.

Les évêques ne sont pas seuls à dénoncer au pape la persécution religieuse.

Le supérieur du petit seminaire de Toulouse, Jalabert, et plusieurs de ses professeurs, composent un Mémoire pour Sa Sainteté. Ils voudratent, dans leur zèle, que Pie VI, afin d'ar rêter le mal, accordât un jubilé universel commençant le même jour dans le monde entier. Un concile œcumemque



¹ L'archevêque d'Embrun au cardinal de Bernis, 30 octobre 1790

² Collectio Brevium — Datum Romae apud S. M. Majorem pridie nonak sextiles MDGGXG.

L'evêque ac Qui aper profite d'une lettre qu'il écult au pape pour sollieiter des pouvoirs extraordinaires. Pie VI attendre, avant de lui répondre, l'avis de la Congregation nommée par lui pour examiner les affaires de France (Recueil des décisions du Saint-Siege apostolique T. I., p. 61, 1º septembre 1/90).

Même requête de l'évêque d'Amiens et même réponse du pape. Comme le prélat demandait une dispense pa liculière pour un empechement matrimonial du second degré de consanguimité en ligne collatérale. Pie VI le lui accorde mais, ajoute-t ll « sous le sceau de notre autorite privée » (Recueil des décisions du Saint-Siège apostolique, 26 décembre 1790)

serait encore à propos, croient-ils, pour éclaireir les doutes et prevenir les divisions !.

Dans une séauce extraordinaire, écrit de nouveau Jalabert, plusieurs comités ont proposé à l'Assemblée nationale d'or donner que tous les évêques et curés se rendissent, dans quinze jours, à leurs sièges ou paroisses respectives, pour y prêter le serment civique dans l'église, sous peine d'être privés de leurs bénéfices et remplacés par des ministres élus par le peuple.

Les confesseurs seront tenus au même serment; les ordinations seront suspendues jusqu'à nouvel ordre, le recours au Saint-Siège défendu comme crime de lèse-nation. En pareille occurrence, Jalabert pense qu'il n'y a pas d'autre remède qu'un bref aux évêques étendant leur juridiction au dela des limites de leurs diocèses ⁸.

Le 10 mai (1790) le comte de Montmorin entretient le nonce du projet de réduction des évêchés et des paroisses. Il lui a été impossible, malgré ses instances, d'obtenir du comité que cette opération fût faite de concert avec le Saint-Siège. On lui a permis seulement d'en informer le roi; Sa Majesté prendra telles mesures qu'elle croira utiles. « Tous les bons, écrit le nonce, sont alarmés. Deux articles surtout m'ont vivement affligé : le 500, des offices ecclésiastiques et le 2000, de la manière de pourvoir. Ces articles sont dictés par un incroyable esprit d'independance et d'animosité contre le Saint-Siège 3, »

Le 31 mai le nonce informe le secrétaire d'Etat de la marche des evénements . « A propos de l'organisation du clergé, lui mande-t-il. l'archevêque d'Aix a fait un beau



¹ Arch. Vat. Lettere Sciolte, 31 mars 1790. Lette lettre est signée des noms suivants : Jalabert, prêtre supérieur; Dermas, Bonneri, Lacazette, prêtres.

^{*} Jalabert avait precédemment profite de l'occasion de l'envoi au pape de quelques-uns de ses écrits pour lui exposer ses se timents conternait les Ordres religieux. Pie VI lui fit repondre par le secretaire d'Etat qu'il les approuvait. Plus tard, les prêtres de Toulouse conherent a Jalabert leur achesion à la déclaration d'une partie de l'Assemblée nationale sur le décret du la avril relatif à la religion. Ils voulaient offeir cet acte au Saint-Pere Les affaires d'Avignou firent craindre à Jalaber, une infidelite dans les courriers postuux. L'acte resta entre ses mains.

Arch. Vat. Parige Dispacci di Monsig. Na una 1/90 e parle del 1791 a. cui termino la Nunziatura.

¹ Ibid.

discours et M. Treillard a repondu. Il en resulterait, croit on, que l'Assemblée n'est pas disposee a accorder un concile national..... » ¹. L'archevêque d'Aix, en effet, avait prononcé devant l'Assemblée un beau discours que le cardinal de La Rochetoucauld s'était empresse d'envoyer au roi ¹. It aurait voulu, on le voit par la l'épèche du nonce, en reunissant un concile national, saisir régulièrement l'autorité ecclesiastique de certains décrets de la Constituante. Un peu plus tard, à l'instigation de ses collègues et sur des notes qu'ils lui ont remises, ce prélat publière un a Travail pour la défense du clergé de France »; et, en son nom, le cardinal de Bernis en fera hommage au Saint-Père » ³.

Les évêques, alarmés, à juste titre, de la situation présente se retournent vers le nonce, mais Dugnani n'ose assumer les graves responsabilités qu'on réclame de lui. Ce prelat est-il bien a la hauteur de sa lourde charge?..... Toute sa politique semble consister à donner des informations à la secrétairerie d'Etat et a en attendre les ordres. Dans aucune circonstance urgente, il n'osera ni prendre une décision, ni même l'insinuer à sa cour. Il prétextera toujours de la gravité des événements pour se retrancher dans l'abstention et pour s'en rapporter uniquement « à la sagesse et à la prudence de Sa Sainteté qui, dit-il, abondamment éclairée d'En Haut, peut seule arrêter les résolutions opportunes » 4.

Bien que le nonce n'ose agir, cependan, il écoute toutes les plaintes et les reporte à son maître. « Je me suis entretenu, écrit-il au secrétaire d'Etat, avec plusieurs évêques fort émus des catastrophes qui menacent la religion, et très désireux que Sa Sainteté vienne au secours de leur Eglise et lasse tous les sacrifices possibles pour conserver l'union essentielle... 3.

« Monseigneur d'Aix, écrit de nouveau le nonce, adjure Sa

¹ lei un passage ch'ërë que je u'ai pu lue

La quest on da Concile national plus d'une fois agitée parut loujours au roi et au nonce d'une réalisat un impossible. Le nonce le repétera dans une dépêche du 23 août .1790).

⁴ Le 28 juin (1790).

⁴ Il envoie ce travail avec une lettre du 28 juillet 1790,

Arch Vat Parigi Dispacei di Mansig, Nunria 1790 e parte del 1791 a cui terminò la nunz atura, 5 solit 1790

Atch. Vat. Furigi. D space, di Monsiq. Nuncio, 1790 e parte del 1791 : 21 juin 1790.

Majesté au nom du clergé de procurer les moyens de garantir les formes canoniques dans les décrets de l'Assemblée nationale. Sa Majesté répond dans les termes que l'on pouvait attendre de sa religion et de sa piété, mais elle explique en même temps, par une réticence, sa triste situation.

« La majeure partie des évêques a chargé M^g d'Aix de pourvoir à la délimitation des évêchés. Le clergé vou frait que le roi suppliét Sa Sainteté de députer 16 commissaires aposto liques dans le clergé de France, aux termes des libertés gallicanes, lesquels distribués en quatre comites, s'occuperaient aussi de fixer les limites des nouveaux dioceses.

« Quant aux évêchés actuels qui doivent être supprimés, je crois qu'il n'y aura pas de difficultés; les titulaires s'en demettront spontanément. Mais je crains qu'un bon nombre d'évêques conservés se retirent; de nouveaux sujets devront donc être élus, en plus de ceux qu'il faudra nommer dans les départements où il n'y a pas actuellement de ville épiscopale résidentielle.

« Bientôt, on connaîtra la liste des évêchés restants, de ceux qu'on a supprimés et des nouveaux qu'on a créés là ou il n'y en avait pas.... »

Louis XVI était trop bon catholique et trop attaché à la personne du souverain pontife pour envisager sans une cruelte angoisse la guerre déclaree en France à la religion

Il charge Berois de remettre un Mémoire à Pie VI. Sa Sainteté, dit le Mémoire, ne peut manquer d'éprouver quelque consolation en voyant l'attachement du roi au Siège apostolique. Car bien que Sa Majesté ait sacrifié les prérogatives de son trône, cependant elle s'est refusée à sanctionner les decrets de la constitution civile du clerge, parce qu'elle ne veut pas empiéter sur les droits du sacerdoce. C'est pourquoi elle s'est réservée de recourir à Rome, pour trancher tout



⁴ Arch Vat. Parigi Dispacci di Monsig. Nancio 1790 e parte del 1791 a carterminò la nunziatura, 28 juin 1790

² Pro Memoire de l'Éminentissime de Bernis (traduit et italien pour être soumis à Sa Sainteté) S. D.

différend en matières religieuses. Les fanatiques s'en irritent; ils voudraient faire naître un schisme, mais la clémence et la prudence du Saint-Père sauront l'éviter.

En répondant au roi, le pape voudra bien le confirmer dans ses bonnes dispositions, lui signaler les dangers qui mena cent son royaume, catmer l'anxiété de conscience des évêques, les exhorter au courage et à la patience, les prier enfin de s'adresser à lui dans leurs doutes.

La gravité de la matière demanderait un long examen et pourlant Sa Majeste a besoin d'une prompte reponse pour donner satisfaction à l'Assemblée.

Le roi cependant a confiance dans l'avenir. L'histoire ecclésiastique est remplie du souvenir des persecutions que les souverains pontifes ont vaincues.

Le Concordat de Léon X venant remplacer la Pragmatique Sanction, n'en est-il pas un exemple? Plus récemment encore la douce fermete de Pie VI n'a-t elle pas eu raison du Jose phisme?

En même temps qu'il charge Bernis de présenter ce Mémoire au Pape, Louis XVI fait remettre au nonce par le Garde des Sceaux le projet de la constitution civile du clergé, en invitant Son Excellence à y joindre toutes les observations qu'elle jugera utiles.

« Je n'ai pas cru, écrit Dugnani, pouvoir accèder à ce désir. L'importance de la matiere et le peu de temps qu on me laisse pour réfléchir me sont un juste motif de refuser les observations qu'on me demande. »

Aussi le nonce se contente-t-il d'expéder ce Mémoire à Rome, le page et les cardinaux l'apprécieront.

La réponse du pape au Mémoire du roi est datée du 10 iniliet !.

«.... Si, écrivait Pie VI à Louis XVI, vous approuvez les décrets relatifs au ciergé, vous entraînez par cela même votre nation entière dans l'erreur, le royaume dans le schisme et vous adumez, peut-être, une guerre de religion.

Le pape ajoute que jusqu'à présent il a gardé le silence, uniquement par égards pour la France, parce qu'il ne veut pas donner pretexte à des représables de la part d'hommes

L'exemplaire des archives du Vatican porte la date du 9 juillet

qui ne cachent plus leur hostilité contre la religion. Si toutefois l'Assemblée continue à attaquer l'Eglise, il sera obligé de parler, mais il le fera sans jamais compromettre les devoirs de la charité.

Pie VI invite ensuite 5a Majesté à prendre avis des deux archevêques qui sont partie de son conseil, il termine en disant que si le monarque peut renoncer aux prérogatives royales, le souverain pontife, lui, ne peut abdiquer les siennes sans trahir les droits de Dieu, et de son Eglise.

Le bref du 10 juillet fut adresse au nonce, Me Dugnani, qui le fit parvenir à son destinataire par le comte de Montmorin.

Apres avoir informé sa cour qu'il a accompli les ordres dont elle l'avait chargé, Dugnani aunonce au secrétaire d'Etal que plusieurs membres du clerge veulent présenter, par le cardinal de Bernis, des doléances au Saint-Fère au sujet du nouveau plan de réformes eccléstastiques.

Il a déjà vu les archevêques d'Aix et de Toulouse et l'évèque de Clermont Ces prélats seront, bien entendu, au nombre des protestataires ⁴.

Pour confirmer les conseils qu'il a donnés au roi de France. Pie VI a écrit en même lemps aux archevêques de Vienne et de Bordeaux ?.

Les décrets sur la constitution civile du clergé, leur disait-il, rompent l'unité catholique et les hens qui unissaient la France au Saint-Siège. Le roi ne peut donc les sanctionner sans tomber dans le schisme.

u Vous qui êtes du conseil du roi, ajoutait le pape en terminant, vous aurez plus d'autorité sur lui par vos paroles que nous par nos écrits..... » 3.

La réponse de l'archevêque de Bordeaux est-elle assez respectueuse?

« Je n'ai nul besoin, ecrit-il, d'être excité dans tout ce qui peut intéresser la religion, les droits du Saint-Siège, Votre

¹ Arch. Vat. Nuncial. di Francia, 26 juillet 1790.

^{*} Arch. Vat. Episiolae Pil VI ad Princip, el allos. La minute de cette lettre est tout entière de la main du pape. Le 29 jui let 1/90 l'archéveque de Vienne repondit à Pie VI l'assurant qu'i fera tous ses efforts pour le satisfaire.

³ Arch Vat. Epistolae Pit VI ad Principes et alios.

Saintete et le service du roi mon maître ... Les circonstances où nous sommes sont infiniment critiques : mais je ne négligerai jamais rien pour concilier tous mes devoirs. . * * *

Les circonstances étaient en effet « infini nent critiques » et un certain nombre d'évêques s'étonnaient que Rome n'élevât pas publiquement la voix. Pie VI écrivant bien de tous côtés des lettres où il désapprouvait les projets de la constitution civile, mais ces lettres gardaient leur caractere privé. Et puis l'épiscopat ignora longtemps les brefs du 10 juillet à Louis XVI et aux archevêques de Vienne et de Bordeaux. Ces pretats crurent prudent de tenir secretes les lettres pontificales. On leur fit justement un grief de ne les avoir même pas communiquées au roi, ainsi qu'ils en avaient été expressément chargés ²,

En dépit des efforts de l'épiscopat français, la constitution civile du clergé fut définitivement votée le 12 juillet (1790) et le roi la sanctionna le 24 Soixante-dix mille prêtres étaient alteints par cette constitution. Les curés reçurent l'ordre de la lire au prône de la messe paroissiale, dans toutes les églises du royaume.

Bien qu'il la trouvat inadmissible dans certaines de ses prescriptions, et illégitime dans son mode de promulgation, cependant le cardinal de Bernis ne la rejetait pas radicalement. Il croyait que de réciproques concessions auraient pu amener un accord mutuel. « Si, écrivait-il, l'on se décidait à s'entendre avec le pape et avec les évêques du royaume, au lieu de jeter à bas toutes les formes de la catholicité, on parviendrait avec un peu de temps à tout concilier et arranger. … » Le cardinal de Bernis ne se faisait-il point itlusion ?…

A Rome on paraissait convaincu que Louis XVI ne sanctionnerait jamais la constitution civile du cierge. Ceci ressort d'une depèche adressée à Dugnani³. On ignorait que le roi venait de le faire en apposant sa signature.



¹ Arch Vat. Pièces relatives à la Révolution française Lettre du 8 août 1790.

² Sciout accuse positivement les deux prelats (Histoire de la Const. civilla Clergé, 1, 270). M. Emery a justific l'archevêque de Vienne de cette accusation

³ Arch. Vat. passim, 14 juillet 1790.

A l'annonce officielle de la sanction royale, le secrétaire d'Etat ecrit à Dugnani: « Cette nouvelle a causé à l'âme de Sa Sainteté une plus grande consternation que tous les évenements les plus graves de son pontificat. La clause restrictive qui l'accompagne n'adoucit pas sa douleur...... » 1.

En même temps que Zelada envoyait cette dépêche à Paris, le pape adressait un Mamfeste a toutes les Puissances cathotiques, par l'entremise de leurs ambassadeurs. De Bernis en

accuse réception dans les termes suivants :

- « Le cardinal de Bernis ne manquera pas d'envoyer ce soir
- * à sa cour la traduction fidèle du billet ministériel et inat-
- tendu dont Votre Eminence l'a honore le 20 du courant, et
- de l'accompagner de toutes les réflexions et de toutes les
- instances dont son zèle pour le Saint-Siège lui font un devoir.
 - » Ce manifeste adressé à toutes les cours catholiques a
- » l'avantage de faire connaître à l'Europe les vrais sentiments
- » du Saint-Père sur le danger que courent également la
- » religion, l'autorité du souverain et la tranquillité générale,

» et ne laisse rien désirer à cet égard..... » 3.

Louis XVI crut de son devoir d'annoncer lui-même à Sa Sainteté qu'il avait sanctionné les décrets sur la constitution civile 3.

a.... Mon intention, publiquement déclarée, disait le monarque, est de prendre les mesures nécessaires pour leur exécution. J'ai chargé le cardinal de Bernis d'exposer à Votre Sainteté les mesures telles que les circonstances semblent les exiger..... »

Or, la mission dont Louis XVI avait chargé le cardinal de Bernis était tout entière contenue dans un long Mémoire que

Son Eminence devait remettre à Pie VI 4.

Le roi, est-il dit dans ce Mémoire a été contraint de sauctionner la constitution civile, mais il s'est réservé de recourir



Arch. Vat. Nuncial de Franc., 11 août 1790.

Arch Vat Biglietti del Ministro di Francia, D. 1489 Au cardinal de Zeluda
 A Rome ce 21 juillet 1790. a

³ La lettre est du 28 juillet 1790.

⁴ Propositions presentées à Sa Sainteté par le car l'unaitée Bernis au nom et par ordre de la cour de France sur les decrets de l'Assemblée nationale concernant les affaires écclésiastiques.

au pape pour lui exposer l'état de la persecution religieuse, la fureur des novateurs et le fanatisme populaire qui réclament l'exécution des nouveaux décrets.

Dans cette occurrence il est impossible au roi d'en différer plus longtemps la publication.

Que Sa Sainteté se hâte d'élever la voix pour soulager les consciences et prévenir les maux qui résultent de l'incertitude

L'Assemblee a protesté qu'elle ne voulait nullement empieter sur le spirituel; cette protestation est illusoire et l'empiétement est manifeste, aussi Sa Majesté s'empresse-telle de recourir au Saint-Père.

Espérant encore obvier aux maux dont la France est menacée, quelques évêques réclament de nouveau un concile national, mais sa convocation parait impossible dans les circonstances présentes.

L'Asssemblée, ajoute le Memoire, a touché à un point particulièrement grave : elle a attaque la juridiction du pape et celle des évêques. C'est pourquoi le cardinal de Bernis doit en prendre acte et insister pour avoir promptement une réponse qui règle certaines questions sinon définitivement, du moins provisoirement. Il paraît impossible, par exemple, de ne pas tolèrer la nouvelle distribution des Métropoles et la création de celle de Rennes dite du Nord-Ouest.

Il sera prié d'obtenir l'agrément de l'archevêque de Tours, dont l'évêque de Rennes etait jusque-là suffragant.

Le pape pourra difficilement encore se refuser à sanctionner la nouvelle délimitation des diocèses, la suppression de certains sièges et la création de huit autres à Versailles, Sedan, Colmar, Vesoul, Layal, Châteauroux, Guéret et Saint-Maixent

Une nouvelle division des diocèses nécessite aussi de nonveaux pouvoirs de juridiction.

Puis, les élections irrégulières auront besoin d'être légitimées par le Saint-Pere. Auront également besoin d'être regutarisées, au moins provisoirement, les mutations décrétées dans les églises cathédrales et métropolitaines, ainsi que le transfert des droits des chapitres aux vicaires épiscopaux lorsque les évêques viendront à decéder.

Il fandra enfin une permission pontificale pour que les Ordi-





naires puissent dispenser dans les cas reservés au Saint-Siège.

A la suite de ce Mémoire, Louis XVI composa des Observalions confidentielles, sur ce sujet, il les fit adresser à la cour romaine ⁵.

Quelques jours plus tard, il chargea de Bernis de rédiger dans le même sens un « Pro-mémoire important et confidentiel » et de le soumettre au secretaire d'Etat.

Tous les documents envoyés de Paris à l'ambassadeur, étaient accompagnés d'une lettre de Montmorin. c...,. Vous avez maintenant sous les yeux, ecrivait le ministre, le plan que le roi a adopté pour faire concourir l'autorité pontificale aux arrangements que l'Assemblée nationale a décrétés relativement aux évêchés. Je n'ai rien à ajouter aux ordres que Sa Majesté vous a fait passer à cette occasion. Elle est bien persuadée que Pie VI fera tout ce qui sera possible pour concilier, dans cette circonstance, les avantages qu'on a eus en que pour le royaume avec le maintien de la religion... » 2.

L'évêque de Clermont avait il connaissance des instructions confiées au cardinal de Bernis 7 Il écrit dans le même sens au nonce, et semble l'inviter à user de l'influence qu'il peut avoir sur son Maitre, pour lui recommander la plus grande conciliation.

« Je l'ai tranquillisé, répond Dugnani au secrétaire d'Etat, en lui affirmant que Sa Béatitude ne se déterminerait qu'après mur examen..... » 3.

Pie VI repondit le 17 août (1790) à la lettre que Louis XVI lui avait adressée le 28 juillet. Son bref respire une fermeté tout apostolique. «..... Il appartient a l'Eglise scule, y est-il dit, à l'exclusion de toute. Assemblée purement politique, de statuer sur les choses spirituelles. ... Les bornes sacrées entre les deux puissances une fois franchies, ont pour conséquence inévitable d'intervertir tous les droits.

« Il n'y a plus que désordre dans l'Etat, et le schisme prend



¹ « Observations confidentielles sur les propos tions faites à Sa Sainteté par la Cour de France sur les décrets de l'Assemblée nationale concernant les affaires ecclésiastiques, n

⁴ Arch. Vat. Extrait d'une dépêche de M. de Montmorin au cardinal de Bernis, 24 août 1790.

³ Arch. Vat. Nunciet, di Francia, 10 août 1790.

fatalement la place de l'hourouse harmonie qui lie 1 universalité des fidéles par les nœuds d'une même communium... »

Pie VI explique ensuite pourquoi il a gardé si longtemps le silence. C'est qu'il désirait menager la France; et, en évitant d'user contre elle des foudres que Dieu lui a mises en mains, lui faciliter le retour vers l'Eglise catholique dont elle semble vouloir présentement se détacher.

En se detachant de l'Eglise, la France rompait avec l'ancienne forme du gouvernement royal. D'absolue qu'elle avait été, la monarchie devenait constitutionnelle — 14 septembre 1790 °. Ce grave événement fut célébré les 18 et 26 septembre par un *Te Deum*, des fêtes et des illuminations.

Le 22 septembre (1790), nouveau bref de Pie VI au roi pour lui reitèrer ses fermes admonestations 3. Le 24 doit se tenir en sa présence une congrégation de vingt cardinaux secondès par des théologiens et des canonistes. Chacun y donnera son avis et Sa Sainteté décidera. Jusque-là le pape n'a pas voulu censurer officiellement les innovations religieuses.

El pourlant ces innovations sont incessantes. Aust, le 15 septembre, malgré les protestations de l'évêque de Ciermont, l'Assemblée propose la suppression des costumes ecclésiastiques et religieux, sous pretexte que ces costumes sont devenus odieux au peuple. Il est vrai que les jacobins endoctrinent le peuple et l'excitent contre le pape et la religion. Dans les cafés et heux publics, écrit Dugnani au secrétaire d'Etat, on parte plus que jamais de Rome. On dit que le pape excite les cours d'Europe à envoyer des troupes contre la France, et autres semblables calomnies. Je crois que les enragés Avignonnais et nos autres ennemis capitaux répandent et cherchent à accréditer ces bruits tendant à exasperer

Le roi sit part aux Etats d'Europe de son acceptation de la nouvelle charte constitutionnelle. L'Angleterre, la Hollande et la Prusse envoyerent leur adhesion « On d.t. écrivait le nonce de Madrid que l'empereur va en faire autant? Pour nous, ajoutait Son Excellence, nous ne le pouvons pas Comment le Slège aposto ique reconnaîtrait-il une Constitution qui viole les droits les plus sa nis et renverse tous les principes de la juridiction ecclésiastique? « L'Espagne et le Portugal ne firent pas de difficultés a reconnaître le nouveau drapeau français, l'antérêt du commerce l'exigeant. (Arch. Vat. Nunciat. du Madrid. 8 novembre 1791.

^{*} Recueil des décisions du Saint-Siege apostolique, 1, 65 « Intimo ingemiscimus corde... »

le peuple, et à faire regarder le Saint-Père comme le principal emenu de la constitution. Ce parti a une grande influence en France. »

Une correspondance sans nom m date, et qui pourrait bien avoir été adressée au nonce par l'abbé de Salamon 2, donne la suite des événements politiques. C'est d'abord la division qui commence à s'introduire dans le c.ub des jacobins, division dont ne manqueront pas de profiter les ennemis de ce club. Puis on signale les matversations de certains banquiers qui vendent l'argent au taux usurier de 12 %. On parle ensuite de la démission de M de Fleurieu, remplace dans le departement de la marine par M. Thévenard, chef d'escadre et commandant de la marine à Lorient Enfin on annonce la présence à Paris de onze ou douze pères de la Trappe de France, en route pour la Suisse où 11s vont fonder, pres de Lausanne, un établissement de leur ordre 3.

C'est le commencement de cette lamentable émigration que nous verrons s'accelérer dans les années suivantes 4.

Après avoir écrit les brefs du 17 août et du 22 septembre, Pie VI ne néglige aucune occasion de censurer, directement ou indirectement, les décrets édictés contre les clerges régulier et séculier par l'Assemblée nationale. Il apprend que Louise Adelaide de Bourbon-Condé, abbesse de l'insigne Eglise de Saint-Pierre de Remirement, a protesté contre ces décrets. Le 23 octobre 1790, il lui envoie un bref laudatif. Et lorsque la même abbesse reitérera ses protestations, il lui réitérera aussi ses félicitations.

Un peu plus tard, le 11 novembre (1790) l'évêque de Bâle exprime au pape sa crainte qu'on n'applique les nouveaux décrets dans la partie de son diocèse, située en Alsace; Pie VI le rassure li ne confiera jamais les ouailles de cet

Arch. Vat. passim, 23 août 1790.

^{*} L'abbé de Salamon fut nommé internonce par Pie VI, lorsque le nonce. Met Dugnani, vers la fin de 1791, dut quitter Paris.

³ Arch. Vat. Nancial, de Francia.

Mo de Juigné, l'archevéque de Poris, fut un des premiers à partir II avait éte à demi lapide à Versailles dans les journées des 5 et 6 octobre 1790, et des menaces de mort étaient sans cesse proferees contre lui. C'est pour cela qu'il s'enfuit d'abord à Chambéry.

⁵ Par un nouveau bref du 26 janvier 1791

évêque à d'autres mains. Tout nouveau venu doit donc être tenu pour intrus, sans aucune espèce de juridiction!.

La constitution civile du clergé votée par l'Assemblee et sanctionnée par le roi, il ne restait plus qu'à en commencer l'application. L'occasion ne tarda pas a se présenter.

L'évêque de Quimper est mort le 30 septembre (1790) Il convient d'appliquer les nouveaux principes dans la nomi nation du successeur. Rome y fera sans doute opposition, mais on mettra en avant, s'il le faut, la doctrine de Cessari, un écrivain cher aux révolutionnaires. Cessari a écrit en effet que l'institution et la consecration des évêques peuvent se faire sans Rome. » On pense toutefois qu'il vaudra mieux persuader aux electeurs que le pape approuve le nouveau mode d'institution des évêques décrété par l'Assemblée nationale. Mais comment donner le change sur les vrais sentiments de Pie VI après les hrefs récemment envoyés?

Cependant les électeurs, convoqués le 31 octobre (1790) arrivent de toute part. Au cours d'une séance qui ne finit qu'à une heure après minuit, dans une église où le melange de personnes de différents sexes ajoutait au tumulte, l'abbe Expilly, cure du diocèse, president du Comité nomme ecclésiastique, eut le malheur d'être élu. S'il ne refuse pas, écrit l'abbé Barruel, il sera le premier intrus de la Révolution 3

La plus grande partie des évêques, nous l'avons vu, était

Arch Vat. Epistoiae Pir Vt ad Principes et altos, 11 décembre 1790.

² Arch. Vat. Nunzial. di Francia, 458 B.

Lettre du secrétaire d'Etat à l'abbé Pieracche, internonce à Paris, 4 juin 1788.

Cessarl, qui est qualifié d' « écrivain incendiaire », attaquait encore les droits du Saint-Siège sur Rénevent Mir Borgia le réfuta sur ce point et fit imprimer sa réfutation.

³ Journal Ecclésiastique, 31 octobre 1790.

A la mort de l'évêque de Quimper, le Chapitre avait nommé deux vicaires capitulaires — l'un d'eux Gilart de Larcantel — pour administrer le diocese. Ils sollicitérent de Pia VI des pouvoirs extraordinaires qui leur furent accordes — 20 juillet 1791 —. Pie VI réserva toutefois la permission de confirmer. Certains pouvoirs leur parurent si étendus qu'ils en demandérent la reduction. Cette demande fait l'objet dure note envoyée par de Bernis a Zelada — 2 novembre 1791 — On établisant « une très grance différence entre les intime, dont l'apostasie est inexcusable, et les simples jureurs, qui, pour la pupart — ont prête le serment que par ignorance, par faiblesse on par surprise. — » (Arch. Vat. Biglietit del Ministro di Francia, D. 1469, 28 octobre 1791).

opposée aux réformes constitutionnelles , quelques-uns, cependant, par faiblesse ou par ambition, se lais saient gagner. L'eveque de Viviers', avant ainsi donné dans les innovations. fut dénoncé à Rome par « une correspondance très secrète » envoyée à Bernis, et dont celui-ci fit un rapport au cardinal de Zelada.

Rome, 28 décembre 1790.

- Monseigneur l'évêque de Viviers qui a eu deux ou trois attaques d'alienation mentale - a été entièrement
- » gagné au parti jacobin, grace aux propositions qui lui ont » été faites.
 - L'abbé de Pampellone, son vicaire général, deputé a l'As
- semblée nationale et reçu au club des jacobins, comme
- M. de la Tour Maubourg, ont été les agents de cette affaire.
- » Mer l'évêque de Viviers est un homme très singulier,
- » spirituel mais peu sensé et tres faible, privé de fortune et
- » désireux, à tout prix, d'avancement
 - On lui a promis l'évêché de Grenoble, sa patrie, attendu
- » que l'évêque actuel est très résolu de ne pas adhérer aux
- » décrets, ce pourquoi on a déja décidé sa destitution. De
- » plus on a promis à M¹⁷ de Viviers de payer ses dettes, et, à
- » ce prix, il s'est fait l'apôtre des nouvelles doctrines. En
- » Vivarais on est tres religieux, mais le clergé est ignorant
- » et l'exemple de l'évêque peut influer sur le parti que pren-
- dront les curés.
- En conséquence de ce qu'on lui a accordé M^{gr} de Viviers
- » est allé officier dans sa cathedrale, pour avoir un prétexte » de lire et de publier les décrets sur la discipline ecclésias-
- » tique el pour les préconiser. Non content de cela, il est allé
- » plus loin que les décrats de l'Assemblée qui lui permetiaient
- » de choisir ses vicaires généraux, et il a invité le peuple à
- aller à son palais épiscopal pour les elire au scrutin. Mais » ce peuple, ennemi de l'Assemblée, a refusé de le faire.
- » L'évêque a requis la municipalite qui a refusé de se prêter
- » à ce scandale. L'évêque a déclare qu'il voulait rétablir les
- » institutions de la primitive Eglise. Il a choisi des jeunes
- · filles qu'il a fait mettre d'un côte du sanctuaire, et de l'autre



¹ Charles de la Pont de Savine.

- » les prêtres, pour les faire chanter atternativement les versets
 » de l'office divin.
- Enfin la démence de cet apostat est arrivée à son comble,
- » ce qui surprend, attendu que, quoiqu'il ait toujours été
- » extraordinaire, cependant il n'a jamais cessé d'être d'un
- a caractère doux et aimable
- Il a fait venir de Paris beaucoup de marchandises aux
- > couleurs nationales, cocardes, chaines de montres, cannes
- » et rubans des trois couleurs, qu'il fait vendre publique-
- » ment au peuple, et dont il fait usage pour ses ornements
- » sacrés et ceux de son clergé.
- » On prépare contre lui une bourrasque si violente qu'on » craint qu'il n'en soit victime.
 - » La vengeance serait pire que l'erreur » 1.

Ms^e de Viviers ne s'arrêta point sur la pente fatale. L'archevêque de Vienne retiré à Turin, cedant aux instances du marquis d'Entraigues, le dénonça à Rome.

Dans sa lettre, il exposait à Sa Sainteté les scrupules dont il était agité depuis qu'il avait été contraint d'abandonner son Eglise. Pie VI le rassure. Le pape sait bien que les intrus disent au peuple que l'abandon de leurs Eglises par les titulaires équivaut à une démission, mais cette assertion est fausse.

Quant à l'évêque de Viviers, il est déjà suspendu pour ne pas avoir rétracté le serment civique dans les termes prescrits : après plus ample examen, on le déposera.

Le pape charge ensuite l'archevêque de Vienne du soin de l'Eglise de Viviers. « Rappelez-vous, ajoute Sa Sainteté, que l'évêque de Viviers fut un des prélats assistants, lors de votre sacre par l'archevêque de Rhodes, nonce apostolique. Cette raison doit vous faire chérir le diocèse abandonné » *.

Hâtons-nous toutefois d'ajouter que, dans l'episcopat

¹ Arch. Vat Bigliette del Ministro di Francia. D. 1489-28 décembre 1790. Notice communiquée par le card nul de Bernis a Son Eminence le cardinal de Zelada. A la fin de la lettre on lit. « Ces notices semblent fondees , elles ont cependant besois de preuves »

² Arch. Vat Registro di lettere à Prelati.. 371, 17 novembre 1792 réponse au 30 octobre).

Plus tard l'archevêque de Vienne retiré à Saint Maurice, en Valais, envoya au secrétaire d'État l'ouvrage de l'evêque de Viviers en taveur du schisme. Le secretaire d'État lui en accusa réception le 4 janvier 1794.

trançais, Mer de Vivier était une exception. A mesure qu'ils pénétraient davantage le véritable esprit de la constitution civile, les évêques s'y oppositent par leurs écrits et leurs actes. Parmi les plus illustres opposants, nous trouvons les archevêques de Paris et de Narbonne, les évêques de Lyon. d'Auch, de Rennes, de Bayeux, de Soissons, de Nancy, de Châlons, de Senez, et beaucoup d'autres encore qui furent les modèles du clergé de France et l'honneur de cette illustre Eglise 1.

¹ Lettre pastorale de l'archevêque de Paris datée de Chambéry 31 décembre 1790; dans cette lettre il publie l'instruction de l'évêque de Boulogue, et y adhere en protestant contre la lestruction du chapitre de Notre-Dame.

Dillon, l'archevêque de Narbonne, écrit à Bernia, le 19 décembre 1790, qu'il ne prêtera pas le serment constitutionnel, dût-il perdre son siège et être envoyé en exil.



CHAPITRE XXVII

SOMMAIRE. — Serment à la constitution civile. — Nombreux refus — Quatre evêques jureurs. — Pourquot tant de défections dans le clerge inferieur? — Le cardinal Lomènie de Hrienne prete le serment schismatique, sa destitution — Elections dévêques intrus — L'intrus Gobel sacre quatre évêques schismatiques — Nouvelles élections schismatiques — Bref du 10 mars 1791. — Bref du 10 avril 1791 — Les évêques de France répondent aux deux brefs de Pie VI. — Adresse de sommission au pape des Chapitres, cures, universites — Mesdames de France emigrent vers Rome — Accueil qu'elles reçoivent. — Destitution du cardinal de Bernis. — Le nouvel ambassadeur Louis-Philippe de Ségur, Pie VI refuse de le recevoir. — Memoire envoyé aux nonces. — Fuite à Varennes. — Bref de Pie VI. — Le pape est brûle en effigie. — Depart du nonce, rupture diplomatique. — Lettres des éveques au pape, reponses du pape. — Convention de Piluitz.

La constitution civile du clergé avait été mal accueillie; les évêques ne voulant à aucun prix prêter leur concours à son application! Les articles 21 et 38 prescrivaient le serment civique à tous les ecclésiastiques sous menace de destitution et de privation de traitement. Malgré ceix le serment était généralement refusé et ceux qui, comme l'évêque d'Avranches, consentaient à le prêter, ne le prétaient-its qu'avec restriction. Cependant l'Assemblée prit des mesures violentes pour arracher par force ce qu'elle ne pouvait obtenir de bon gré. Un décret dans ce sens fut proposé par Voidel et voté le 27 novembre (1790). On le soumit ensuite à la sanction du roi. Louis XVI hésitait. Il fit appeler l'archevêque d'Aix, Me de Boisgelin, qui rédiges sur la question un mémoire * où il poussa les concessions a leurs huntes extrêmes.

Le prélat envoya lui-même son mémoire à Rome, et chargea



[!] Salamon avait manifesté à Rome son opposition à la réduction des évêcnés.

¹ Ce mémoire, !" décembre 1790, est daté de la maia du rol. Zelada porte ce sévére jugement sur Louis X\f : . Lorsqu'on voit la foute-puissance qui lui reste encore quand il sait vouloir, I on est forcé de gémir profondement sur .es actes de faiblesse par lesqueis il ne manque pas de se degrader » Cf. Vu de Richemoni

le cardinal de Bernis de le mettre sous les yeux du Saint-Pere.

- a... Le pape, lui répondit le Secrétaire d'Etat, vivement
 » affecté par les derniers décrets sur les coclésiastiques, qui
 » menacent (sic) les jours les plus funestes à la religion en
- » France, a été bien soulagé lorsqu'il a vu qu'une plume telle
- » que la vôtre, et qui arrache l'estime même à nos ennemis,
- » était la premiere qui les demasquait, et qui en faisait con
- naître toute l'absurdité et tout le venin.
- » Etant de vous, l'ouvrage doit être achevé et sans réplique,
- » et dans cette certitude le Saint-Pere s'en occupera sans
- délai. Mais il n'a pas voulu retarder (sic) un moment à vous
- faire connaître combien il a été touché, enchanté d'un effort
- » aussi glorieux que vous venez de faire pour éclairer, pour
- a soutenir le clergé dans une épreuve aussi rude que celle
- a qu'on lui propose, et pour conserver la religion dans le
- ombat le plus opiniatre que ses ennemis vont lui livrer ""

Le 23 décembre (1790) Louis XVI n'a pas encore sanctionné la constitution civile : l'assemblee s'en indigne, et, sur la proposition de Camus, enjoint au monarque de donner sa signature sans delai. Louis XVI consulte de nouveau Boisgelin et un autre évêque. Tous deux lui conseillent de ceder a la violence. Le roi cede; son adhesion est aussitôt communiquée à l'Assemblée — 26 décembre —.

L'article 1^{er} du décret du 27 novembre ordonnait aux évêques, curés, grands vicaires, supérieurs ou directeurs de séminaires, vicaires, professeurs des collèges, de prêter dans la huitaine le serment exigé par les articles 21 et 38 de la constitution civile.

Le 27 décembre, des trois cents ecclésiastiques membres de la Constituante, soixante-cinq seulement le prétèrent *. Centtrente-quatre archevéques, évêques et coadjuteurs le refuserent. Quatre seulement jurérent, Talleyrand, Jarente, Lomé-

27 novembre.



<sup>Arch. Vat Lettere a Prelati : vescovi à A l'archevêque d'Aix, à Paris
21 décembre 1791 Les observations sur le serment prescrit et sur le decret
qui l'ordonne, que le respectable cardinal de Bernis m a chargé de mettre
sous les yeux du Saint-Père ...</sup>

^{*} L'évêque de Digne écrivait, le 19 décembre 1790, qu'il avait prête le serment civique, mais qu'il ne préterait jamais celui prescrit par le decret du

nie de Brienne et Savines ¹. En somme, à la fin de 1790, 46.000 prêtres sur 70.000 avaient préféré la destitution à la prestation du sezment.

Le 2 janvier 1791 l'évêque de Clermont insiste pour que le serment demande au clergé soit restreint à des matières exclusivement civiles. L'Assemblée refuse de l'entendre et l'oblige à descendre de la tribune. Il faut jurer sans restriction et le mot d'ordre est celui-ci, ou le serment ou la lanterne.

La seance du 4 janvier, où l'on agita de nouveau la question du serment, fut tumultueuse. Trente évêques et un grand nombre d'ecclésiastiques y siégeaient.

L'abbé Grégoire, membre de la gauche, exhorte ses confreres à prêter le serment, prétendant qu'il n'engage nuilement la conscience.

On décide que tous vont être appeiés nominalement pour jurer. L'évêque d'Agen s'avance le premier et refuse. Deux curés de ce diocèse suivent son exemple. Même refus de l'évêque de Poitiers. En résumé, deux évêques sur quarante deux et 98 prêtres sur 226 prêtent le serment. Comment expliquer cette divergence de vues entre les évêques et les curés? Elle tient sans doute à plusieurs causes. La principale c'est que la nouvelle constitution ruinait le pouvoir épiscopal contre lequel s'était élevé plus d'une fois le bas clergé. D'ailleurs y avait-il une parfaite communauté de sentiments entre un épiscopat non résidant et des curés que le talent, les vertus et les mérites auraient élevés infailliblement aux dignites ecclésiastiques si leur naissance ne leur en avait pas fermé les portes?

C'est en partie à cause de cet ostracisme que le bas clergé avait embrassé avec enthousiasme les premiers principes de la révolution, sans prévoir alors à quelles consequences extrêmes on les devait pousser.

Evêques d'Antur et d'Orleans, archevêque de Sens et évêque de l'iviers. A Besançon 300 prètres jurérent, 1 000 refusérent le serment et 80 se rétracterent après l'avoir prété. Les évêques constitutionnels écrivirent au pape une lettre pillée presque moi a mot dans la lettre de Luther à Léon X.

² L'evêque de Clermont imagine une modification du serment. Ce serment fut prête par un grand nombre d'ecclésiastiques. La formule n'en était point irréprochable, et l'abbé Bonnaud, vicaire general de Lyon, en arrêta les effets desastreux.

Cependant les nombreux refus de prêter serment exaspérent l'Assemblée. Elle adopte alors la motion de Barnave qui frappe de destitution immediate quiconque n'aura pas jure dans les vingt-quatre heures. Son président ira trouver le roi pour obtenir de lui qu'il ratifie sur le champ cette loi draconienne. Des mesures aussi sévères n'empêchent pas que vingt prêtres rétractent le lendemain le serment prêté la veille, en disant bien haut qu'on le leur a extorqué par surprise. Le 6 janvier, au commencement de la séance, le président fait part de ces rétractations, ainsi qu'il en a eté expressément chargé. Mais l'Assemblée refuse d'en prendre acte. Ce que voyant, les vingt prêtres décident qu'ils rendront euxmêmes publique leur cétractations.

Outree d'une résistance sur laquelle elle ne comptait pas. I Assemblee arrete que le serment devra être prêté dans toutes les paroisses de Paris le 9 janvier, et le 11 février suivant un nouveau décret y astreint les prédicateurs.

Le serment exigé à Paris fut bientôt étendu au reste du royaume. A côte d'actes de sermeté héroique, on eut à déplorer de regrettables faiblesses 3.

L'archevêque de Sens, Loménie de Brienne, nous l'ayons

Signérent : Pellegrin, curé de Sommerecourt, deputé du Bar, Noussel, curé de Blarenghem député du département du Nord, Simon, care de Voël, deputé du département de la Meuse; J.-L. Breuvart, cure de Saint-Pierre de Douay, deputé du département du Nord; Mechin, cure de Brains, deputé de Nantes, et 11 autres.

Le 10 janvier 1791, un avait crée un journal intitulé. Journal des prêtres et nouvelles ecclesiustiques, a Son objet — y lisait-on — sera de devoi er » tous les projets coupables des cec estast ques ou égarés ou de mauvaise » foi, d'eclairer le peuple sur leurs manœavres ténêbreuses, et de renverser » tous les obstacles qu'ils opposemnt encore a l'achevement de la constitu-

. tion .. . (Ribi Valliceltiana Monumenti storici, Z. 10

* Notamment a Toulon L'eveque cerit au pape le 17 janv er 1791 pour lui exprimer i amertume de son âme. Le pape lui repund le 9 fevrier et l'encourage à me pas se laisser abattre. Des preties dont on a surpris la bonne foi ont juré, mais ils n'ont pas tardé à se retracter. Puisse t il en être ninsi du clergé toulonnais!

Pie VI a appris plus tard qu'on a exécute en Corse le constitution civile 1 eveque constitutionnel, finasco, ancien vicaire généra, de Mariana, a eté à Aix se faire sacrer par un intrus. Le 10 juillet il a publié une pastorale et fait une ordination et des confirmations sacrileges. Cependant le pape est console par la fermete des cinq évêques de l'Ile. Il tour accorde les mêmes privileges qu'à ceux de France.

Bref du 5 avril 1/92 adresse à l'évêque d'Aleria et aux évêques d'Ajuccio

Sagane, Nebbio et Mariana, (Recueit du Saint-Siège, 11, 385).

vu, a juré d'observer fidélement la constitution civile. C'est un scandale d'antant plus grand qu'il est cardinal depuis le consistoire du 15 décembre 1788. Dans la lettre de félicitations que lui avait adressee, à cette époque, le secretaire d'Etat, il lui exprimant sa joie de trouver en lui « un avocat puissant et zélé pour les intérets de la religion et du Saint-Siège.... 14. Mais Loménie est aveuglé par l'ambition. Le 23 novembre (1790) il a fait au pape l'apologie du serment *. On veut qu'il sacre Gomecourt pour le siège de Versailles. Il s'y est d'abord refusé, mais si l'on insiste il cédera à la force. Le pape lui a répondu le 23 février suivant. Il regrette de le voir en opposition avec trente évêgues qui ont adressé à Rome. une déclaration collective sur ce point. Il lui enverra d'ailleurs, à lui et au clergé de France, une nouvelle lettre qu'il achève. Sa Sainteté a bien entendu parler de certains écarts dont la renommée l'accuse ; elle ne récriminera pas avant de savoir s'il n'est pas calomnié.

Sur les entrefaites Loménie écrit de nouveau à Pie VI. Il affecte une grande indifférence pour l'opinion de la majorité de ses collègues, opinion contraire à la sienne. Il y déclare qu'il ne s'est fait aucun scrupule de prêter le serment civique. Et le pape de lui répondre : « Vous ne pouviez imprimer une plus grande tache à la pourpre romaine. .. » Aussi le menace-t-il, s'il ne se rétracte, de le dépouiller de la dignité cardinalice. Il termine sa lettre en l'avertissant de ne pas sacrer les intrus, et d'imiter l'exemple de l'évêque de Rennes qui a refusé de proceder au sacre d'Expilly élu à Quimper.

«..... Quand Votre Sainteté, écrit-il, a daigné m'admettre dans le Sacré Collège, je ne prévoyais pas que pour con-



Arch. Vat. Lettere dei Cardinah, 180, 15 decembre 1788.

^{*} D'après M. Schout il avait écrit au pape qu'il n'avait prêté le serment que de bouche. Denonné par Maury, il déclare ouvertement au pape qu'il n'a jamais juré de pouche et que son serment est sincere. Cf. Const. civ. du Glergé, p. 158

³ La lettre au Sunt-Pêre où Lomenie se démet de la dignité cardinalise es, du 26 mars 1791.

Collectio Brevium atque Instructionum SS. D. N. Pir Papae VI... Romae MDCCC. Par. 11, fol, 35.

server cet honneur, il fallut être infidèle aux lois de mon pays et à ce que je crois devoir à l'autorité souveraine. Placé entre ces deux extrémités, de manquer à cette autorité on de renoncer à la dignité de cardinal, je ne balance pas un moment.....»

En même temps qu'au pape, Loménie écrivait à Montmorm : « Je tiens, Monsieur, le chapeau de cardinal de la bonté du roi......

 Obligé d'y renoncer, j ose esperer que le roi voudra bien ne le pas trouver mauvais.....

Avant d'envoyer sa lettre au Saint-Père, Loménie la soumettait à Louis XVI; il priait ensuite Montmotin de l'expedier lui-même à Rome « .. Il est juste, lui disait-il, que ma démission y soit envoyée par celui qui a b.en voulu y faire pour moi, au nom du roi, les premières demandes de cette dignité. »

Mais pour être valable il fallait que la démission fut acceptée par le Saint-Pere. Six mois se passent, et comme l'archevêque de Seus persiste dans ses errements, le consistoire du 26 septembre (1791) le frappe de décheance. Un successeur lui sera donné dans le Sacré Collège Le secrétaire d'Etat l'en prévient par l'abbé de Salamon. On le suspendra encore des fonctions épiscopales s'il ne rétracte dans le délai de quarante jours le serment qu'il a prêté !.

Dans la modification des évêchés décrétée par la Constituante, huit sièges nouveaux, nous l'avons dit, avaient été créés. Il fallait les pourvoir de tituraires selon les principes de la constitution civile.

Au nouveau siège de Laval fut élu un vicaire général de Dol. Thonnin des Vauspons, — 26 décembre 1790 – .

De prime abord Thonnin des Vauspons refusa, considérant qu'il ne pouvait, en sûrcté de conscience, se prêter à ce qu'on lui demandait. Son propre évêque, Mª de Hercé, bon juge de



Arch. Vat. Lettere dei Cardinali, 180. All'ex-cardinale de Loménie de Brienne, 28 settembre 1791 (diretta a M. Salamon a Parigi). Le 24 octobre 1791. Salamon accuse réception de l'allocution consistoriale relative a la destitution de Loménie de Brienne li l'a fait traduire et imprimer. Pour l'envoyer à Loménie Salamon, alta la porter à Mantes et la recommanda. Bie i que Loménie eut donne sa démission, il continua a exercer la juridiction dans la partie d'Auxerre et à porter des boutons rouges sur une soutane noire. Salamon le denonça à home. 13 fevrier 1732). Cf. Via de Richemont.

sa valeur, le pressait, dans l'intérêt du bien, d'accepter provisoirement, sous la reserve du consentement du pape. Alors l'élu écrit à P.e VI. - 26 décembre 1790 , lui expose l'état des choses, sans lui cacher ses répugnances à consentir a ce qu'on lui demande. Il l'assure de sa fitiale obeissance. Le pape lui répond le 2 février (1791). Il loue ses sentiments de déférence pour le Siège apostorique, mais lui déclare qu'il ne doit pas accepter un siège irrégulièrement erigé!.

Après Desvaupons, Jean Guégan, recteur de Pontivy, est à son tour désigne pour l'évèche de Vannes; cependant le titulaire de ce siège est vivant. Jean Guégan commence par refuser, puis il expose au pape ses perplexites et lui demande que faire dans le cas où ses concitoyens insisteraient². Pie VI lui déclare qu'il doit à tout prix persister dans son premier refus, sous peine d'être schismatique ².

Ces exemples, helas ! ne furent pas universellement suivis Jean Baptiste-Joseph Gobel, évêque de Lydda, a, le 2 janvier (1791), prêté le serment civique. En récompense on lui donne le siège de Paris. Le véritable archevêque, M^{er} de Juigné, l'apprend, il envoie au clergé et aux fidèles de son diocèse une solennelle protestation *. Gobel, loin de s'en émouvoir, écrit une lettre pastorale comme si son élection était légitime. Un peu auparavant, le 6 mars, foulant aux pieds toutes les lois canoniques, il a sacré sans autorisation Massieu, evêque de Beauvais; Lindet, évêque d'Evreux; Laurent, évêque de Moulins; Héraudin, évêque de Châteauroux; et, le 26 septembre il imposera les mains à 22 ordinands.

Pie VI, le 17 mars (1791) convoquera la commission cardinalice, il annulera les élections épiscopales faites à son insu, suspendra les évêques consécrateurs, notamment Gobel, déclarera nulles les nouvelles délimitations diocé-

Occupents inedits relatifs aux offaires religieuses de France. par le P. Augustin Theiner.

Pie VI rappelait à Desvauspons qu'il se souvenait l'avoir vu à Rome Sans attendre le bref du 2 fevrier, des le 21 anvier, Desvauspons avait écrit qu'on n'eût pas à compter sur lui pour le siège de Laval.

¹² mars 1791

³ 30 mars 1791

³ Bibliot. Vallicel.iana. Monumenti Storici, Z, 10.

⁵ Cotto lettre pastorale est du 24 avril 1791.

sames, et menacera d'excommunier les éveques intrus sils osent exercer les fonctions épiscopales Gobel éprouve alors des remords, au point qu'il songe à envoyer au pape sa démission 1; le bruit de sa retractation se repand à Paris 2. Toute fois il se ravise et repousse les bonnes et trop lugitives inspirations de sa conscience 3.

Un des prélats jureurs, celui qui, malgre la desense du pape, a installé Gobel sur le siège de Paris, Talleyrand a, le 24 février (1791) impose les mains à Expility et à Marolles, êtus évêques, le premier de Quimper, le second de Soissons !. La ne s'arrête pas le cours de ses exploits sacrilèges. Le 27, escorte des deux nouvenux éveques qu'il vient de sacrer. Talleyrand, fait du curé Saurine, l'évêque de Dax.

Expilly, l'intrus de Quimper, pousse l'impudence jusqu'à envoyer au pape sa lettre pastorale de prise de possession — 25 février —. Il y fait mention de la correspondance qu'it a échangée avec Rome, le 18 novembre précédent (1790). Il termine cette pastorale en accordant de sa propre autorité à ses diocésains la dispense d'abstinence quadragésimale. Peut-être espérait-il donner le change sur la legitimité de son élection à ceux qu'il appelle ses diocésains?

Dans la division territoriale de la France en departements, le département des Ardennes a désigné Cambrai pour siège archiépiscopal. Philibert occupera ce siège. Philibert, prêtre de la congrégation de la Mission, est curé de l'église paroissiale de Saint Charles de la ville de Sedan. En apprenant son

* A Theiner, Darruel à Zelada, 11 mars 1792.



¹ Le 26 septembre 1791, il impose les mains à vingt-deux ordinands, et le 21 mai 1792. Il donne la confirmation dans une nouvelle paroisse constitutionnelle, l'abbaye Sant-Germain-des-Prés.

⁸ Il failut la condamnation à mort — 13 avril 1794 — pour le faire rentrer en lui-même. Sur la fatale charrette, on le vit réciter les priètes des agontaants, et, au moment ou le conteau de la guillotine aliait lui détacher la tête, on l'entendit repondre au cri de « Vive la République » par celui de « Vive Jesus Christ ».

Avant son incarcération, alors qu'il ciait crible de dettes, i. était parti pour l'Angleterre laissant sa rétractation entre les mains de l'abbé Barruel. Deux ecclésiastiques. l'abbé de Sambucy et l'abbé Migneaux, qui le virent sur la fatale charrette, s'accordent à dire que sa tenue annonçuit la resignation et le repentir le plus profond (Vie de M. Emery, par M. l'abbé Gosselin, 1, 365)

Le lendemain 25, le veritable évêque de Soussons publiait que lettre de protestation.

élection schismatique, le prince-évêque de Liège lui écrit personnel, ement — 10 janvier 1791 —. Et comme sa lettre demeure sans repouse, il stigmatise aussitôt publiquement dans une pastorale — 18 avril 1791 — l'intrus de Cambrai.

Mais Philibert ne s'émeut pas des blâmes qu'il a encourus. Le 10 février il ose faire part de son election à Pie VI luimême. Le cardinal Zelada, lui répondra plus tard et le renverra aux instructions précises de Sa Sainteté aux évêques de France ¹.

Le nombre des intrus augmente avec l'audace de la révolution. Le 5 avril, le prince évêque de Bâle proteste lui aussi contre le choix d'un intrus pour le département du Haut-Rhin. Le cardinal de Bernis, à son tour, écrit de Rome — 30 mars (1791) — une belle lettre pastorale où il dénonce l'élection schismatique de Gausserand, désigné pour occuper son propre siège. Jean-Joachim Gausserand est cure de la paroisse de Rivières, du diocèse d'Alby. Bernis lui a confié les délicates fonctions de promoteur. Or il s'est laissé êlire, le 13 mars, archevêque de ce diocese par les électeurs du departement du Tarn. N'est-ce pas, écrivait de Bernis, une insulte à cette Église il ustree par saint Clair? Mêmes plaintes, mêmes protestations de l'archevêque de Lyon contre l'usurpation de son titre par Lamourette.

Le cardinal de Rohan qui a en autrefois des affaires si délicates avec Rome, est devenu un des prélats les plus zélés de France. Il a envoyé à Pie VI sa pastorale - 18 décembre 1790 -, où il fait le procès de la nouvelle constitution et dénonce l'intrus du siège de Strasbourg, Antoine Brendel⁵. Pie VI lui répond. Il prémunit en même temps les catholiques de Strasbourg contre les mendes ténébreuses des ennemis de la religion. Rohan est l'eur évêque legitime; ils ne doivent écouter que lui ⁶.

Bibliot. Vallice.liana. Monumenti storici, Z, fol. 10, 30 mars (1791)

¹ Arbogast Martin.

^{*} Ibid

Ibid. 4 mai 1791. Cette lettre pastorale a 71 pages.

Brendel a pris pour vicaire général un professeur de théologie nominé seh wind, lequel, dans un excit pernicieux, a t ompé le peuple en affirmant que Brendel est égitime l'our appuyer son affirmation il invente un bref, et en donne une traduction en allemand (Arch. Vat Lettere des Cardinal., 180-8 soût 1791).

⁵ Brefs du 16 avril 1791

Le pape conseille ensuite au cardinal d'excommunier l'intrus, de le chasser, s'il le peut, et de réintégrer son siège. Puis il réconciliers son église souitlée par la présence du schismatique. Les fidèles qui, pendant l'octave, après la céré monie de la réconciliation, prieront un quart d'heure dans sa cathédrale, gagneront une indulgence pienière!.

De toutes les lettres écrites soit par le pape, soit par son unnistre, le cardinal Zelada, il résulte clairement que Pie VI reprouvait la constitution civile et considérait comme schismatiques l'élection et le sacre des évêques faits sans son consentement?.

L'épiscopat français presque tout entier é ait d'ailleurs en parfaite communauté d'idées avec Rome L'Exposition des Principes, rédigée par l'archevèque d'Aix, s guée par cent-dix évêques, et envoyee au pape le 10 octobre (1791), en était la preuve manifeste.

C'est à cette Exposition des Principes que répond Sa Sainteté par son fameux bref du 10 mars (1791)³.

Dans deux lettres consécutives, écrit le pape, Louis XVI lui à démandé d'approuver d'abord cinq, puis sept articles de la constitution civile. Bien que ces articles lu, parussent contraires aux saints canons, cependant il a consenti à les soumettre à une Congrégation chargée d'examiner les allaires.



¹ Documents inédits relatifs aux affaires religieuses de la France..., par A. Theiner, 1, 98 Lettre du 29 jain 1791.

Parmi les intrus nous trouvois Seguin, archevêque de Pesançon, Sermet, de Toulouse, et Barthe, d'Auch; Primat, évêque du Nord, Porton, evêque du Pas-de-Calais; Deshois-Bochefort, évêque de la Somme; Diot, évêque de la Marne; Lalande evêque le Verdun; Lharr er-le-la-Hoche, évêque de Ronen; Fauchet, évêque du Calva los; Lefessier eveque de Urne; Villar eveque de la Mavenne. Prudhomme de la Loussiere, eveque de la Serthe, Pelletter, évêque du Maire-et-Loire; Jacob, evêque de Treguier; Lemasle, évêque du Morbhau, Minée, evêque de Noules; Leceve et après lui Mortant evêque de Poisiers. It deigue, évêque de Venice, Robinet, évêque le La Roel elle, Joubert, evêque d'Angoulème; Grégoire, evêque de Blois; Thibaut, évêque du Cantal; Nogaret eveque de a Lozere; Pontard, évêque de la Dordogne; Constant, eveque du Lot el-Garonne. Pac, reau evêque de Bordeaux: Font, éveque de l'Ariege, Besaucelle, evéque de Carcassonne, Villemeuve, évêque des Basses-Alpes.

³ Geer resulte da tous les documents pontificaux, en particulier d'une lettre du ³1 avril 1791 du cardinal de Zelada a trois cures de diocese de Bourges (Collectio Breowim alque Instructionum », 11, 43).

Pour plus de sûrete, Pie VI confin ce bref a un messager extraordit sire.

de France. Il a également soumis à cette Congrégation la lettre collective que les éveques lui ont adressee le 10 octobre dernier, lettre qui l'encourage à émettre à son tour un jugement doctrinal sur la constitution civile elle-même. Et le pape en examine tous les articles, les repousse et les censure en vertu de ce magistère sacré dont il est revêtu.

Le but de l'Assemblée française est de rumer l'épiscopat Une chose qui étonne douloureusement Sa Sainteté, c'est de voir le nombre prodigieux de paroisses supprimees.

Comment expliquer encore, objecte le Saint-Père, que l'on s'empare violemment des biens des Eglises et des prêtres catholiques, et que l'on respecte ceux des protestants?

Les Ordres religieux, sans doute, ont subi un certain relâchement, mais était-il besoin de les détruire pour y porter remede 1?

Lorsque les feuilles publiques lui ont appris que l'évêque d'Autun a jure fidelite à cette fatale constitution, il a été frappé d'une douleur si vive que la plume s'est échappée de ses mains. Comment ce prelat n'a-t-il pas été arrêté, et par l'exemple de la plupart de ses collègues, et par les serments qu'il a prêtés lui-même lors de sa récente consecration, et par la déclaration de son chapitre — 1^{er} décembre 1790 —, declaration diamétralement opposée à la sienne?

Pie VI a bâte d'envoyer ses plus vives félicitations aux évêques courageux qui ont ouvertement rejeté la constitution civile. Il vient d'ordonner des prières publiques pour la

Des-1786 — 25 octobre — l'évêque de Nancy et l'abbé Camus se plaignaient à Rome de désordres occasionnés dans le monastère des Carme des de Nancy par deux sœurs — Marie-Helene de Saint-Miche et Marie de la Sainte-Trinité — Elles se plaignaient qu'on refusait aux PP de leur Ordre le soin de les administrer. Rome repond le 4 juillet 1787. Quand le secretaire d'État aux reçu les informations des évêques de Nancy. Toul Verdun sur l'état des monastères qui sont dans leurs dioceses (, prendra des mesures opportunes. Il invite les monastères à se de les deputations qui les visitent au nom des syèques. — Sil est nécessaire de les soustraire aux PP. Carmes de ces e loceses on en trouvera d'autres en l'rance pour les diriger.

Le 7 mars 1787, la prieure des Carmelites de Pout à Mousson avant certi au pere general de l'Ordre qu'e le et ses reagiouses voulaient se sonstraire à la dépendance des peres Carmes pour se sommettre à la juridiction épiscopale « ce qui écrit le secrétaire d'État, est contraire aux desirs du Saint-Pere »

⁽Arch Vat. Francia, Registro di lettere a Monsig. Nunz. aplico. in Parigi. .)

France, il a exhorté le roi à retirer sa sanction, et, pour enlever au Tiers-Etat tout prétexte de récrimtnation contre Rome, il a renoncé aux droits de componende preleves jusqu'alors par la Chambre apostolique. Les sacrifices qu'il fait en faveur de la conciliation n'empéchent pas l'Assemblée, il le sait, d'allumer à Avignon le fen de la discorde, aussi, malgré son désir de la paix, va-t-il être contraint de fulminer des anathèmes, à moins que les évêques ne lui indiquent un meilleur moyen pour arriver à ses fins !.

Pie VI expédie à Louis XVI un exemplaire du bref doctrinal qu'il adresse aux évêques de France. Il y joint une lettre particultère 2, où il commence par s'excuser d'avoir tant tarde d'écrire à Sa Majesté.

Il voulait éviter qu'on l'accusât d'avoir circonvenu les évêques en leur imposant son opinion. D'ail eurs une téponse plus prompte ne pouvait empêcher Louis XVI de sanctionner les décrets, le roi les ayant sanctionnes presque au moment où il écrivait au Saint-Siège.

Le pape ne cache point a Sa Majesté que la constitution civile est hérétique, et que ceux qui l'ont prêtée encourent la censure.

Sa Sainteté ne peut donc approuver aucun de ses articles, même provisoirement.

Pie VI rappelle ensuite au monarque le serment de son sacre — 11 juin 1775 — « de vivre et de mourir dans la religion catholique ».

Enfin, il lui envoie copie des lettres qu'il a adressées à l'évêque d'Autun 4, et au cardinal Loménie.



^{&#}x27; Recuell des décisions du Saint-Stège apostolique, I-119, 10 mars1791 Ce bref et plus tard celui du 13 avril scront remis aux eveques par l'abbé de Salamon

² Le 10 mars 1791.

Quand Talleyrand eut envoyé au roi sa démission d'evêque d'Autun, les vicaires généraux, de Miramon, de Grand Champ et de Chassignoles, der virent au pape — Es fevrier 179 , — ils la proposcrent certains doutes Leurs pouvoirs cessaient-le avec la demission de eur eveque? Le chapitre de son côté protestait de son attachement au Siege apostolique. Le cardinal de Zelada leur répondit le 11 avril; il leur fit savoir que fant que l'evêque d'Autun ne serait pas re evé de sa marge par le Saint I cre ses pouvoirs de juridiction existaient. Il s'etait rendu coupable de sacrilège en sacrant deux evêques le 24 fevrier. L'un pour le siège de Quamper l'autre jour ce tit de

Le bref de Pie VI au roi - 10 mars 1791 — jette un trouble profond dans l'âme de Sa Majesté.

Au moment de remplir les devoirs de la communion pascale . Louis XVI a des scrupules et les confie à l'évêque de Clermont. Le prélat lui repond le 18 avril, lui conse.llant de surseoir.

Le roi veut partir pour Saint-Cloud; le peuple s'ameute et s'oppose a son départ, dans la crainte qu'il n'entende la messe d'un prêtre insermenté. Le jour de Pâques on voit le faible monarque se rendre avec la reine a la messe du curé constitutionnel de Saint-Germain-l'Auxerrois?.

Non content du bref du 10 mars, Pie VI en prépare un autre où il exposera la suite des évenements, et où il établira à nouveau les principes qui inspirent ses actes.

Ce bref parat le 13 avril 1791) et fut adressé aux archevêques et évêques de France 9.

Le nonce en remet un exemplaire au roi en même temps qu'une lettre particulière, où Sa Sainteté le supplie de lui accordet son concours pour combattre la constitution civile.

L'hésitation n'est plus possible; il faut à tout prix rejeter cette constitution. La commission des vingt cardinaux chargés d'examiner les affaires de France l'avait, après trois réunions à qualifiee comme elle le méritait. Elle est hérétique,

Solssons, nonclistan, il conserval, ses ponvoirs, (Collectio Bremum : P.i. Papae VI... Romae MDCCC).

Le secrétaire d'État reçul le 2 avril 1791 une lettre des vicaires généraux d'Autim le priant d'exposer au pape leur douloureuse situation Arin es du zèle le plus vif pour la te ig on... ils refusent de reconnaître l'évêque schismatiquement elu...(Arch. Vat. Francia. Registro di lettere a Monsig. Nunz. aplico in l'arigh...)

i Paques tombait en 1791 le 24 avril.

2 Cependant le 12 décembre 179., il préférera d'avoir point d'Avent que

d'avoir pour prédicateur un prêtre assermenté.

2 Ce bref était adressé aux archevêques de Lyon, Beims, Tours, Bourges, Bordenix Auch, Toulouse, Narbo me Arles, Aix, Vienne Besançon, Evreux, Cimbrai et au coadjuteur archevêque d'Alby. Après sa lettre du 10 mors et a cause du schisir e menaçont, Pie VI cent cette nouve le lettre aux chapiturs, clergé et penpie de France. Il en envoie plusieurs exemplaires aux métropolitains

Pie VI envoie egalement la lettre du 10 avril en plusieurs exemplaires a

l'archeveg te de Paris, avec un bref personnel daté du 13 ayril.

4 Le pref Charifas quae, docente Paulo apostolo .. du 13 avril 1791

Les reunions des 25 septembre et 16 decembre 1790 et 17 mars 1791,

schismatique, et le pape va être contraint de frapper les jureurs des foudres de l'Eglise. It casse et annule d'abord toutes les élections épiscopales faites sans son consentement, et suspend les prélats consécrateurs : les évêques d'Autun, de Babylone et de Lydda. If annule ensuite les nouvelles délimitations des dioceses, et menace à nouveau d'excommignier les intrus !.

Copendant le Saint Père est disposé à la plus grande man suétude a Quoique plusieurs évêques de France, écrira plus tard le cardinal Zelada à Salamon, demandent la bulle d'excommunication contre les evê pies in rus et les assermentés, le plus grand nombre cependant n'est point d'avis d'en venir à cette démarche extrême; le pape est bien d'accord avec ces derniers, car il serait impossible d'épargner la personne du roi après qu'il a sanctionné la fatale constitution » ⁸.

Les prelats députés à l'Assemblee nationale, qui avaient reçu les brefs du 10 mars et du 13 avril (1791), crurent de leur devoir dy faire une réponse collective

Cette réponse est datee du 3 mai et porte la signature de trente archévêques ou éveques 3.

Elle témoigne de leur respect et de leur vénération pour Sa Sainteté. Sitôt qu'ils out su son désir d'avoir leur avis sur la constitution civile ils se sont empressés d'y satisfaire. D'ail-leurs les 140 évêques nationaux, ou qui ont une portion de leur diocèse enclavée dans le territoire français, sont unanimes à condamner la nouvelle délimitation territoriale, cent vingt-huit d'entre eux ont dejà eté chassès de leurs sièges pour avoir refusé un serment incompatible avec les prescriptions de leur conscience. Ils voudraient l'ien se réunir en



^{&#}x27; Il écrit dans ce sens 13 avri 1791 à l'évêque d'Aleria et aux autres évêques de la Corse aussitôt qu'i, sait que le peuple de cette ile a adhéré a la constitution civile

^{*} Cf. V* de Richemant . 2 novembre 1791

^{*} A savoir ' le cardinal de la Rôchefoucauld, archeveque de Rouen, les archevêques de Rolms, d'Aix, d'Arles, de Damas, coadjuteur d'Alby, de Toulonse, de Bourges

Et les évêques de Portiers, Montauban, Condom, Beauvais, le Mans, N.mes, Rodez, Limoges, Montpellier, Perpignan, Agen, Charites, Lavi, Saint-Flour, Châlons-sur-Marne, Oleron, Dijon, Saintes, Coutances Tuçna Clermont, Uzés et Causerans.

concile, mais les pouvoirs publics s'y opposent. Ils sont prêts, disent-ils en terminant, à donner leur demission, si cela est nécessaire au bien de l'Eglise.

Plusieurs Chapitres, des communautes religieuses, des curés survirent l'exemple des 30 archevêques et évêques : ils protestèrent de leur docilité aux enseignements du Souverain Pontife. Ainsi le recteur de l'université de Caen i, quarante-huit docteurs, aggrégés, bacheliers et professeurs, et plusieurs enrés du diocèse de Bayeux signent une promesse de filiale obéissance au pape et chargent l'abbé Maury de l'envoyer Pie VI leur répond, il leur dit la joie que lui a causée la lecture de leur adresse qu'il a lue et reine plusieurs fois 2.

La révolution, malgré ses promesses, n'apporte avec elle ni bonheur ni prosperité. La sécurite elle même diminue de jour en jour, depuis la fin de 1790, au point que de nombreuses familles ont dejà emigre. La plupart premient la route de l'Italie, un pays tranquille et qui paraît a l'abri de toute tentative révolutionnaire. Et pourtant le 24 juin 1790 soixante Français l'ont traversé pour se rendre à Rome, sous divers prétextes, en realité pour y semer des idées d'insurrection contre le gouvernement pontifical. Cependant leurs proje s sont vite éventés. Pie VI les fera chasser des Etats de l'Eglise, et, pour éviter dorénavant toute surprise, il augmentera l'effectif des gardes 3

Parmi les émigrants qui se dirigent vers l'Itatie, nous remarquons tout d'abord Mesdames de France, Victoire-Marie et Marie-Adélaïde, les tantes du roi. On a voulu les contraindre à entendre la messe d'un prêtre assermenté : elles cherchent dans l'exil la libre prabique de leur religion.

Les deux princesses quittent Paris à la fin de février 1791. Elles voyagent incognito sous le nom de Mesdames de Joigny et de Rambouillet et après les mille péripéties d'un long et périlleux voyage, elles passent la frontière et arrivent à Turin le 12 mars 4. Elles sont accompagnées d'un gentilhomme, M. de Narbonne, un partisan, paraît-it, des

^{*} M. Rouelle, L'adresse est du 25 mai 1791

Recueil des décisions du Saint-S'ege apostolique. II 65, Bref du 9 juille 479.

[!] Bibl. Vat. f. lat. nº 9718.

Unides en reparter tile 26

idées nouvelles, sur lequel le nonce de Florence envoie au secrétaire d'État des notes peu favorables ¹.

Dès que le cardinal de Bernis a su le projet de Mesdames de venir à Rome, il leur a écrit aussitôt pour mettre son palais à leur disposition. Les deux fugitives n'ont garde de refuser une offre aussi obligeante, M^{me} Marie-Adélaïde l'a écrit à Son Eminence ².

Lorsque Pie VI apprend que les deux princesses vont traverser ses Etats, il prie le vice-legat de Bologne de l'informer de l'itinéraire qu'elles comptent suivre. Le vice-légat répond qu'elles passeront par Parme, Bologne et Lorette : qu'elles iront en voiture et peut-ètre en poste. Le pape, pour leur faciliter la route, leur envoie un courrier pontifical, Bartolomeo Badavero ; ce courrier quittera Rome le 24 mars et se rendra sans retard à Bologne J. Puis le secrétaire d'Etat previent le Gouverneur de Lorette de la prochaîne arrivée des princesses. Il le charge de demander à l'agent de Sa Saintelé à Turin leur itinéraire exact. Il écrira aussi à Bologne pour savoir si Mesdames ont définitivement l'intention de passer par Lorette, attenda que le pape veut leur rendre tous les honneurs dus à leur naissance !

Et lorsque l'itineraire est fixé, le secrétaire d'Etat écrit aux Gouverneurs de Fano, Ancônc, Lorette, Macerata, Camerino, Spolète et Norni, alin qu'ils tiennent prets les trente chevaux et les six mulets nécessaires au transport de Mesdames et de leur suite 5.

Voiture de Mesdames.

- des chevaliers d'ionneur,



^{1 « ...} de prends la liberté, écrit il, d'avertir Votre En inence que M. de Narbonne, cavalier d'houneur de M. Adélaide, est l'ami de l'eveque d'Autun et le Mirabeau C'est un infrigant qui a beauco ip d'esprit. Il peut entrete i r une correspondance directe avec l'assemblée de France par le courier du cardinal de Bernis, et sous prétexte d'argent pour Mesdames, il obtiendra re qu'il voudra de l'Assemblée. Il est capable de changer en desordre la paix que nous goûtons... » (Arch. Vat. Nandal. di Firence, 20 mars 1791.)

^{*} La lettre est datec de Turin, iò mars 1791.

³ Arch Vat. Bologna. 231, 23 mars 1791

Arch Vat. Registro de Lettere a Prelate, Vescovi. Nº 375, 23 mars 1791.

[·] Arch. Vat. Registro di lettere a Prelatt. Vescopi. Nº 375, 30 mars 1791

Service de Mesdames de France, tant en chevaux de traits qu'en bidels depuis Parme jusqu'à Rome par N. D. de Lorelle, savoir :

Nouvelle lettre du secrétaire d'Etat au Gouverneur de Foligno, lui recommandant de tout préparer afin que le voyage des princesses ne subisse ni entraves ni relard. Qu'il veille bien surtout au bon état et à la sûreté des routes !

Dans le même temps, le roi et la reine de Naples font retour vers leurs États; ils arrivent de Vienne conduire leur fille Marie-Therèse qui a épousé l'empereur François II. Leurs Majestés rencontreront à Bologne Mesdames de France, et passeront quelques instants avec elles

Mais les tantes de Louis XVI ont hâte d'arriver à Lorette. L'accueil qu'elles reçoivent du Gouverneur est magnifique, elles en témoignent au Saint Pere leur reconnaissance en même temps que leur consolation d'avoir visité le vénérable sanctuaire ².

A mesure que les princesses s'avancent vers Rome, le cardinal de Bernis achève de leur préparer dans son palais les appartements qu'il leur destine. Il a fait transporter ailleurs les bureaux de l'ambassade et la galerie de tableaux qui occupaient tout le second étage.

Bernis a conservé son grand train de vic, comme s'il jouis sait encore de ses six cent mil e livres de revenus. Ses douze carrosses, quinze chevaux et dix mules seront à la disposition des tantes du souverain qui a pourtant signé ses lettres de rappel. Le service d'argent qu'il possède, et avec lequel il peut convier à sa table cent cinquante personnes à la fois, lui paraît plus que suffisant pour les besoins des deux nobles exilées.

Sitôt qu'il apprend que Mesdames approchent de Rome, il se rend au devant d'elles jusqu'à Monte Rossi, à trois postes de la ville. Leur entrée a lieu le 16 avril par la porte du

Volture des femmes de Mesdames.

⁻ des dames a honneur

Voiture des officiers de ε houc le allant loujours en avant pour préparer les soupers aux différents couchers de Mesdames.

Nota. Les chevaux et lessus serot t plus que suffisants pour conduire le reste du service de Mesdames dont la marche ne sera fixée qu'à l'arme, mais qui, dans tous les cas, précédera Mesdames de 24 heures ou les suivra dans le même laps de temps.

Arch. Vat. Registro di lettere a Prelati. Vesconi, 2 avril 1791,

¹ Ibid 20 avril 1791

Peuple. Toute la noblesse et une foule immense se sont por tées au devant des princesses.

Le cardinal Braschi et Mst Pignateili, le maître de chambre, sont envoyés expres par Sa Saintelé pour complimenter Mesdames royales. Les princesses Poli et Santacroce seront attachées d'office à leurs personnes en qualite de dames de compagnie.

Le lendemain, 17 avril, un dimanche, apres vépres, Mes dames se rendent dans les salons du cardinal Braschi où tout le Sacre Collège est reuni pour les complimenter.

Ensuite le cardinal neveu les introduit dans les apparlements de Sa Saintelé. E les tombent à genoux, Pie VI les relève aussitôt avec bonté, les fait asseoir et converse familierement avec elles pendant une heure.

Au sortir de l'au lience pontificale, les deux princesses vont chez le secrétaire d'Etat; elles y trouvent une hillante réunion de tout le patricial romain qui leur fait le plus aimable accueil.

Le Saint-Père a décidé que, dès le 18 avril, il rendra leur visite aux nobles étrangeres. Cette visite, il le sait, est contraire à l'étiquette de la Cour pontificale; il n'hesite pas à créer un precedent en faveur des sœurs de Louis XV. Là ne s arrêtent pas les allentions du Souverain Pontife pour Mesdames de France; le 19, il célèbre la messe pour elles sur le tombeau des saints Apôtres; elles y assistent et communient de sa main. On profite de leur presence a Rome pour y multiplier les fêtes. Cantates, courses, feux d'artifice, illumination de la coupole de Saint-Pierre, rien n'est épargne afin de leur donner une haute idée de la papauté. Les circonstances mêmes permettent de les faire assister a une cerém mie de beatification ce le de Marie de Uncarnation, fondatrice des carmélites déchaussees de France, on est heureux de leur en offear l'édifiant speciac el Aussi les deux princesses sont-elles ravies, et trouvent-elles leur sejour dans la ville des papes « paisible et caline, un vrai paradis, en comparaison du trouble qui régnait à Paris au moment de leur départ. * »

Le décret fut porté le 24 avril 1791 la béatification se fit le 29 ma.. Le 13 juin lundi de la Pentecôte eurent l'en les fêtes solemnelles. Recneil des décisions du Saint-Siège apostotique. II, 156).

² Arch, Vat. Nancial di Madrid. La tranquillaté régnait si peu à Paris et dans les départements que le 24 mai 1701, sour Dominique de la Choûe,

Mesdames de France vont se rencontrer de nouveau a Rome avec le roi et la reine de Naples Leurs Majestés siciliennes reçoivent, elles aussi, un splendide accueil Une foule enorme s'est portée à leur rencontre jusqu'à Ponte-Molle, et on leur fait de chaleureuses ovations jusqu'au palais Farnese, lieu de leur résidence. Le prince Aldobrandini et le duc Lanti accompagnent le roi, et les princesses Colonna, Borghèse, Doria et Gabrielli, la reine ¹.

Au palais Carolis, les tantes de Louis XVI veulent vivre sans faste et d'une vie de rettaite. L'abbé François Arnavon, le prieur de Vaucluse, leur sert d'aumònier et célebre tous les jours la messe pour elles dans l'oratoire du cardinal de Bernis Bientôt elles renoncent à ce privilège et elles descendent chaque matin à leur église paroissiale, Santa Maria in via Lata, église contigué au palais Carolis. C'est là qu'elles viendront désormais faire leurs dévotions quotidiennes.

La quietude dont espéraient jouir Mesdames de France, a Rome, au palais de l'ambassade et dans l'aimable société du cardinal de Bernis, ne devait pas être de longue durée.

Mis en demeure de prêter le serment à la constitution civile. Bernis l'avait fait le 5 janvier 1791, mais en y ajoutant la restriction. « Sans manquer à ce que je dois à Dieu et à la religion. » Or, l'Assemblée exigeait le serment pur et simple: le premier, Montmorin, lui en donna avis. Bernis n'hésita pas un seul instant. Le 23 fevrier il envoya un refus formel, prevoyant bien que sa destitution était inévitable. Presque aussitôt, en effet, lui parviennent des lettres de rappel⁴. Sa réponse au ministre est remarquable de grandeur d'âme ³ Il n'a pas un mot de plainte devant l'acte d'inqualifiable injustice dont il est frappé « Je suis bien loin, dit-il, de regretter les restes d'une fortune acquise par des services longs et utiles, et par une conduite irréprochable. J'ai tout sacrifié

abbesse des clarisses de Dinan, au diocese de Saint-Maio, dont le couvent a été fonde pur François II demande à Mesdames de France à Rome I la spitalité pour elle ving -sept religieuses et plusieurs sœurs converses. Arch Vat. Biglietit del Ministro di Francia, D. 1489.

² Bibliot, Vat f lat 9718

²² mars 1791. Ces lettres lui arrivérent en même temps que celles on les tantes du roi lai annonçaient leur arrivée.

La réponse est du 30 mars

à la foi de mes pères et à l'honneur dont ils ont toujours éte jaloux 4, >

Après avoir repondu à Montmorm, le cardinal de Bernis informe le secrétaire d'Etat-de sa destitution, il ajoute que ce lui est une légère consolation de savoir que M. Bernard, son secrétaire, est conservé, et qu'il est charge de l'intérim. « Il voit dans cette destination des égards personnels pour lui?, »

La lettre 3 où Louis XVI annonçait à Pie VI la destitution du cardinal de Bernis, fit une grande impression sur le pape. La réponse 4 de ce dernier en est la preuve manifeste. Le roi parlait à peine des services rendus par le cardinal; Pie VI les exalte. Il supplie Sa Majesté de lai donner pour successeur un catholique pratiquant qui, surtout, n'ait pas prêté le serment exigé par l'Assemblee nationale, autrement il ne pourrait l'agréer 5. 3

Or le 29 mars (1791), M. de Montmorm désigne pour aller à Rome l'ancien ambassadeur de Saint-Pétersbourg. Louis-Philippe de Ségur, lequel prêtera le serment le 5 avril sur vant. On sait en outre que son secrétaire fait partie du club des Jacobins. C'é aient là de mauvaises recommandations pour le nouvel ambassadeur. Le nonce de Madrid écrit au secretaire d'Etat: «..... On m'affirme que c'est un intrigant, plein d'amour-propre, facile et condescendant chaque fois qu'il trouve un aliment pour son ambition et son intérêt L'information m'est donnée par l'ambassadeur d'Angleterre, M. Fitz-Herbert qui l'a connu à Pétersbourg. » ⁶

Pie VI ne pouvait évidemment accepter Segur, pas plus que tout autre personnage ayant prêté serment à la constitution civile. Son refus est basé sur des questions de principe du plus hauf intérêt

Le pape instruit alors le gouverneur de Civita Vecchia du conflit souleve avec la France. Il a, écrit Sa Saintelé, prie



⁵ Cf. Le cardinal de Bernis par Frédéric Masson. A cause de sa fastueuse représentation, Bernis était appelé le roi de Rome.

^{*} Arch Vat Bigliett del Vimatro di Francia 4 avri, 1791. Alphonse Thimotee Bernard et at attaché à l'ambassade de France depuis plus de quarante aus

³ Lettre du 22 mars 1791.

^{§ 13} avril 1791

Arch. Vat. Epistolas Pir VI ad principes et alios.

Arch Vat. Nurvial, di Madrid.

Montmorin de surseoir au depart de M. de Ségur jusqu'à nouvelle decision; Montmorin, reconnaissant le bien fondé de ses demandes, a fait espérer qu'on attendra un autre avis de Rome avant d'envoyer le nouvel ambassadeur. L'outefois le dernier courrier de France, expedie avant la réception de la reponse de Pie VI, annonce que dans la semaine de Paques Ségur est parti pour prendre possession de son poste. Or le pape n'a pas changé d'avis. Aussi quand Ségur arr vera a Civita Vecchia, le gouverneur devra le dissuader de poursnivre sa route vers Rome. « Sa Santété ne peut le recevoir ni lui reconnaître la qua ité d'ambassadeur sans se comprometire à divers titres. »

Le secrétaire d'Etat qui envoie ces instructions, charge le gouverneur de « faire des observations avec fermeté, convenance et réserve, mais sans leur donner de publicité » ¹

De son côté, dès qu'il avait appris la ferme volonté du pape de ne pas recevoir de Ségur, Bernard, le secrétaire de l'ambassade de France, s'était hâté d'en avertir le ministre des Affaires Etrangères. ² Montmorin communique cette depêche à l'Assemblée; l'Assemblée frémit d'indignation et décide de rompre tout rapport avec le pape s'il persistant dans son refus Montmorin préviendra Pie VI que le roi deplore son attitude, et il écrira en même temps au nonce pour le preparer à une rupture diplomatique qui paraît imminente. ²

Mais, complication nouvelle, quand la lettre de Bernard au ministre des Affaires Etrangères arrive à Paris, Ségur est deja aux portes de Rome avec une partie de son personnel. Désaugiers et huit autres Français attendent à Civita Vecchia les ordres du nouvel ambassadeur.

Dans le temps que Pie VI s'opposait à l'arrivée du comte de Segur, le secretaire d'Etat composait un memoire destine à tous les nonces !. Ce memoire expliquait les moti s du refus du Souverain Pontife, motifs déja exposes tout au long dans un bref au roi de France.

^{&#}x27; Arch. Yat, *fle palro at le tere a Prelati* 359-14 mai 1/91. Les lettres du 18 mai (1791), en répo se au 16 mai, annoncent que Ségur a suspendu son départ.

Le 17 avril (1791).

⁴ La lettre de Montmorin au nonce est du 3 mai 1791.

Memoire de Rome au sujet du comte de Segur 29 mai 1791

Le 13 avril, est-il dit dans le mémoire, le pape déclare qu'il ne peut recevoir un ambassadeur assermenté, or de Ségur l'est, il n'y a pas de doute : le fait a été divulgué par la presse. Il ne peut non plus, en aucune laçon, patroner la nouvelle constitution dont il ressent les funestes effets dans Avignon et le comtat.

En outre, le nouvel ambassadeur a mission de proteger les agents qui doivent ventr a Rome faire prêter aux Français résidants le serment civique. Ceci résulte d'une instruction. du gouvernement à toutes les puissances d'Europe. Or le serment civique est manifestement schismatique, et le pape, en sa qualite de chef de l'Eglise catholique, ne peut l'accepter, Telles sont les raisons pour les quelles Sa Sainteté retuse Segur, malgre son affection pour la France, affection dont elle a donne l'attestation reitérée dans le bref du 10 mars.

Sore nape agissait autrement d'accréditerait les bruits répandus artificiousement qual ne desapprouve pas la constitution civile, et les évêques insermentes en seraient scandalisés.

Le roi, lui, recevrant-il un nonce qui aurait prêté un serment en opposition avec les principes constitutifs de la monarchie francaise?

Le pape, objectera-t-on peut-être, a bien recu un charge d'affaires qui avait prêté le serment en question, pourquoi ne recevrait-il pas un ambassadeur ayant prété le meme ser ment? — A cette objection la reponse est facile: à Rome on ignora toujours que le susdit chargé d'affaires avait prêté le serment civique. D'ailleurs ce chargé d'affaires ne présentajamais ses lettres de créance, ne fut jamais admis à l'audience pontificale; en un mot il n'eut jamais de caractère officiel !

A Paris, le cercle de fer qui entourait le roi se resserrai, de jour en jour, restreignant de plus en plus sa liberté. Louis XVI voulut en sorbr; et, trompant la vig lance de ses gardes, il prit la fuite dans la nuit du 21 juin (1791, 2 Il fut

3 Ge fut l'incolérance religieuse de l'Assemblée vis-à-vis du roi qui détermina la fuite ou ro (A. Gazie). Eladia aur il islotte tring cuse de la hero-

lution).

¹ De Ségue vint a Rome. Si n'y resta pas, il y etablit du moios sa famille peur toacher ains ses appointements d'ambassadeur Sen palais devint le rendez your de tous les gens suspects. A Rome on highorant ricit, mois on fermait les yeux - 26 septembre 1/91

reconnu à Saint Menchould et arrêté à Varennes. « L'Europe, dit Lamartine, ne vit en lui qu'un echappé du trône ramené a son supplice, le peuple qu'un traitre et la révolution qu'un jouet. »

Le bruit du départ clandestin du roi causa une grande émotion dans l'Assemblée nationale! Il était nécessaire, avant tout, de rassurer le corps diplomatique dont la mission prenaît fin avec la disparition du souverain, il fallait le convaincre que cet incident mattendu ne modifierait en rien les rapports entre la l'rance et les pays voisins *.

Est ce à dessein que le nonce seul, parmi tous les ambassadeurs étrangers, ne reçoit pas la circulaire relative a la fuite du roi? Il est vrai qu'il s'est absente pour aller aux eaux, mais il l'a fait regulierement, et son auditeur Quarantotti est charge de l'intérim. Aussi ce dernier se plaint-il à Montmorin qui, le 22 juin, lui donne satisfaction?

La fuite de Louis XVI etait un événement trop grave pour que les ambassadeurs ne se hàtassent pas d'en informer leurs cours. Lorsque Pie VI apprend cette nouvelle, il en éprouve une grande joie. Il l'exprime au roi lui-même dans le bref du 6 juillet (1791) qu'il confie, pour être remis à son destinataire, à l'archevêque de Damiette, le nonce de Cologne.

La satisfaction du pape est d'autant plus grande qu'il croit Louis XVI et sa famille en sûreté. Il a voulu, sur l'heure où il a appris cette heureuse nouvelle, aller se rejouir chez Mesdames Royales et chez le cardinal de Bernis. Il fait des



Sciout considere cette fuite comme un immense malheur.

Circulaire du 20 juin 1791

 $^{^3}$ « Vous êtes informe, Monsieur du cerit-i , que le roi s'est absenté de Paris avant-hier durant la nuit

a L'incertitude du lieu de la retraite de Sa Majesté a mis l'Assemblée nationale dans le cas de prendre des mesures relativement au departement politique, et elle vient de m'autoriser à vous mander que la volonte de la nation française est de continuer avec le pape la correspondance d'amitié et de bonne intelligence qui a existe jusqu'a présent de na doute pas, Monsieur de votre empressement à transmettre cette détermination amicare a la Cour de Rome.

[«] Jai l'honneur d'être très parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

e MONTMORIN. »

⁽Arch Vat Numial di Francia La signature de la lettre ci-dessus est linsible).

vœux pour que l'absence du roi soit passagère, et qu'il remonte bientôt sur son trône entoure du respect et de la soumission de ses sujets désabusés. Puisse-t-il ratheuer avec in tant d'evêques, veritables confesseurs de la foi, que la haîne et l'implété révolutionnaires ont chassés de leurs Eglises!

Hélas! ces espérances du pape devaient être presque aussitôt déques.

En présence de l'opposition du clergé à prêter serment a la constitution civile, l'Assembles nationale n hesite pas à travestir la pensée du Saint-Père, et à supposer faussement qu'il autorise ce serment.

- On donne pour certain, écrivait-on à Rome, qu'un membre de l'Assemblée nationale, du côté gauche, mais impartial, a autorisé à publier qu'il avait été arrêté au club des Jacobins que, pour seduire les peuples, il fallait supposer que le pape approuvait la constitution civile du clergé et autorisait le serment des prêtres.
- « Ce deputé est ancien juge de sénéchaussée, et ne craint pas qu'on lui donne un démenti, il est certain que les membres du club des Jacobins cachent soigneusement la bulle pour en faire une fausse » ².

Les machinations secrètes des Jacobins purent peut-être tromper le peuple, mais le ctergé ne se laissa pas prendre à ce piège grossier. Les hommes qui s'étaient empares du

Parmi les brefs apocryphes il en est un que Pie VI de 19 ja lut-meme dans une lettre du 13 juit. 1792, cerite aux cardinaux, archevé jues, evéc es et administrateurs des dioceses de France. Ce l'ref apocryphe en frança s'et en a lemand commence par ces mois "a Nos sentiments paterne s » El est date de Sainte-Marle-Majeure le 2 avril 1792 a Or, à cette époque, a t Pie VI nous chous a Saint-Pierre on nous sommes envore en ce mouent — 13 juin 1792.

¹ Documents médits relatifs aux affaires reliqueuses de la France. . par A. Theiner 1, 100. Bref Evenuse tamen quod sami ropere cupiebamus (6 juillet 1791). Plus tard Pie VI, instruit par les comiles de Provence et d'Artois de la triste condition faite à Lou s XVI après le retour de Varennes envoya a ces princes un bref de cor doléances, 5 octobre 1791.

Es brefs du 10 mars et du 13 avril étaient apocryphes, et que le pape acceptait la nouvelle constitution. L'abbé Court et, et ce de Maillerencour, dénonça ces bru is au cardina de Zelada — 9 decembre 1791. — Plus tard les eveques réfugiés à Nice chargerent l'eveque de Grasse d'et informer le Saint-Père (Arch. Yat Registro at lettere scritte dulle Segreteria de Stato a Monaig. Darint presidente e a'succession nice-legate de 4 pre re. D. 147

pouvoir, sentant dans le pape un ennemi irréconciliable, ne lui pardonnent pas d'avoir refusé de reconnaître Ségur pour ambassadeur. De toute part ils lancent contre lui, dans les journaux, des articles calomnieux

Le 2 mai (1791) un journaliste, Gorsas, a promené, en plein jour, dans Paris, un mannequin traîné par des bœuts, représentant Pie VI revêtu de la chape et coiffé de la tiare. Ce mannequin a ensuite été brûte au Palais Royal, au mitteu d'une foule ivre dansant autour, en burlant des chansons obscènes ⁴

Le 5 mai, le nonce réclama réparation d'un acte très injurieux envers un souverain jusque- à respecté Toutefois, pour ménager l'Assemblée, il ne fit aucune mention d'Avignon et du Comtat dont on venant de voter la confiscation sans indemnité.

Montmorin 2 adressa la réclamation du nonce au ministre de l'Intérieur Delessart; mais la réponse, se faisant attendre trop longtemps, Dugnani le 24 mai, demanda des passe-ports pour aller aux eaux d'Aix. Le 26, le nonce tenta encore une démarche; Montmorin lui répondit le 29 qu'it n'avait pu arranger l'affaire, cependant qu'il ne la perdait pas de vue

Le nonce sait ce que cela veut dire : aussi, le 31, se met-il en voyage, confiant le soin des affaires à Quarantotti, son auditeur 3.

Il n'est point étonnant que Dugnani aspire à quitter un pays inhospitalier, qui manque d'égards, pour son Maitre et de sûrete pour lui.

Un prétendit que c'était en réponse à la menace faite à Joseph Balsamo (Caglios.ro) de le brûlet vif sur la place de la Minerve. Après le procés du cel ler, Balsamo s'était fait arrêter avec un exalté, le marquis Vivaldi.

Il fat incarcere dans la forteresse de Saint Leon pour y être garde à vie sotte stret, a custoaia e senra speran-u di grave. L'eveque de Monte-Feltre lui proposait un confessei i a son choix (Arch. Vat Lettere à Prelatt. 20 avr. l. 1791. Le 4 Juin il donnait des signes de repentir qui para ssalei i sincères (Ib'd.)

Toutefels, le 20 juil et on recommande de ne pas permettre qu'il reçoive de visite de l'extérieur

³ Le pape l'avait en suspicion et ne l'armait pas-

² Arch. Vat. Francia. Registro di lettere a Monsig. Nun: aplico. In Purigi... La dernière depêche signée du nonce est datée du 16 mai 1751. Le vi juin les depêches sont adressées à M. le marquis Quarantotti, auditeur de la nonceature.

Pendant une promenade qu'il a faite récemment, n'a-t-on pas jete dans son carrosse la tête sanglante d'un garde du corps qu'on venait d'égorger? A peine est-il parti qu'on desend de publier les bress pontificaux ⁴.

Il est vrai que Desmeunier a déclaré à l'Assemblée que le pape a formellement condamné la constitution civile; or, l'Assemblée s'en est montrée fort mecontente Onsent que les rapports diplomatiques sont à la veille d'être rompus ⁹. En effet, le 13 juin (1791) Sa Sainteté mande à l'auditeur d'abandonner Paris. Il se rendra à Milan, auprès du nonce, et y attendra des ordres Avant son depart, il fera porter chez l'abbé de Salamon les papiers de la nonciature de moindre importance; il emportera avec lui les papiers les plus importants. Salamon deviendra l'agent quasi officiel de la cour de Rome; il remplira le rôle d'internonce.

Chaque année se célèbre solennellement à Saint-Louis-des-Français, la fête du 25 août. Cette année (1791). Mesdames royales, s'inspirant des sentiments du pape, décident qu'on y fera un triduum de prières pour obtenir la paix à la France. Dans la matinée du second jour, jeudi, Pie VI y vient luimême en train semi-public. Le cardinal de Bernis, M^{gr} de Bayane, doyen de la rote, et de nombreux prêtres emigrés le recoivent.

Il celèbre d'abord la messe, après quoi il admet tout le monde au baisement de la mule, et il se fait presenter un par un tous les émigrés. L'abhé de Landau, vicaire général de Saint-Flour, est le présentateur. La matinée se termine par le satut du Saint-Sacrement donné en présence du pape, par un évêque in partibus, Mé de Pevome, vicaire général d'Auxerre *.

• Le gouvernement qui avait tout fait pour préparer la rupture, cut l'imprudence de s'en plaindre (Cf. Hugon de Bassoulle par F. Masson

Mir de Cressac — 7 juin 1791 — s'était proposé au cardinal de Zelada pour lui servic de correspondant après le départ du nonce Cj. Themer. 1, 327;

Cf. LEONE VICCEL Les Français à Rome pendant la Connention.



UNIVERSITY OF WISCONSIN

¹⁹ juin 1791 : Un peu plus tard l'Assemblee nat orale decrétera la peine de Carcan contre tout imprimeur, colporteur un distributeur de brefs peu-tificaux.

Parch. Vat. Francia. Registro di lettere a Momig. Nunz. aplico, o Parigi : Le 21 septembre 1791 le nonce et Quaranti in sont a Milan du Salamon et un abbé français leur envoyaient des journaux.

Cependant de toutes parts les évêques et les cures écrivaient au pape, au cardinal Zelada, aux congrégations, pour avoir les conseils ou les facultes que necessitait la violente persécution religieuse dont l'Eglise était victime.

Pie VI leur répond; il supprime toute réserve de censures, permet aux evêques de bénir les saintes Huiles en dehors de la cérémonie du Jeudi-Saint, de conférer les ordres d'autres jours que les Quatre-Temps, en exemptant encore, pour les ordres majeurs, des interstices voulus par le droit ¹.

De simples prêtres consacreront, s'il est nécessaire, des autels portatifs, en se servant toutefois des Saintes-Huiles et du Saint-Chrême benis par un évêque en communion avec le Saint-Siege. On dira la messe partout où l'on pourra, même en plein air, et point ne sera besoin de célebrer sur une pierre sacrée. Enfin le Viatique sera porté sans aucun apparat exterieur?

Bientôt surgissent de nouvelles difficultes qu'il saut soumettre au pape pour en avoir la solution. Presque tous les évêques ayant resusé de prêter le serment continuent l'exercice de leur jur.diction sans tenir compte de la nouvelle délimitation des diocèses. Quant aux quatre prelats jureurs, ils ont abandonné les ouailles que leur enlèvent les nouvelles circonscriptions diocésaines. On ne peut pourtant laisser sans secours spirituels cette partie du peuple chretien. Que taire alors? Quels evêques limitrophes devront les prendre sous leur houlette?

Un autre cas est encore proposé au souverain pontife. Lorsqu'un siège épiscopal deviendra vacant, si le gouvernement, – comme cela est probable, — refuse d'agreer le vicaire capitulaire canoniquement elu, que reste-t-il à faire? Enfin doiton tenir compte des interdictions lancées par les évêques constitutionnels contre leurs prêtres insermentés?

Tous ces doutes furent soumis par le pape à une congrégation de cardinaux reunie en sa présence le 11 août(1791), et l'on prit les décisions saivantes :

Bullarum Romanum. Do mé à Terracine le 10 mai 1791

^{*} Bullarium Romanum, 18 soft 1791

La permission pour les samp es prêtres de consacrer des autels portatifs sera renouvelée a la demande de l'abbe de la Palme, vicaire-genéral de Chambéry (Arch Vat Registra de lettere a' Pretati 374, 9 juillet 1796)

Sa Sainteté accordait pour un an à l'archevêque de Paris pleine et entière juridiction sur les portions demembrées du diocèse d'Orléans et délaissees par l'Ordinaire. Les pouvoirs concedés à l'archevêque de Lyon sur le diocèse d'Autun, en vertu d'une lettre écrite par le cardinal de Zelada le 11 avril 1791), étaient maintenus. De plus, on octroyait au même archevêque des facultés analogues pour le diocèse de Sens abandonné par son métropolitain. En cas de vacance du siège métropolitain, et si le gouvernement n'autorisait pas la nomination d'un vicaire capitulaire, le pape donnait encore, pour un an, aux évêques les plus anciens de la province, des pouvoirs de juridiction discrétionnaire, pourvu toutefois que ces évêques n'eussent pas prété le serment civique

Enfin si quelque prelat avait la faiblesse de jurer, le pape aviserait. Les archevêques de Paris et de Lyon, et les plus anciens évêques, devaient choisir des vicaires résidants pour administrer la partie des diocèses nouvellement confice à leurs soins.

Relativement aux quatre évêques assermentes, Sa Sainteté verrait quelle peine disciplinaire leur infliger, et comment pourvoir au gouvernement de leurs dioceses. Puis, c.le declarait nulles les censures portees contre les pretres fideles par les evêques assermentés; et, afin de tran juilliser les consciences timorees, elle permettait aux archevêques et évêques du royaume d'en relever!

La Congrégation du 18 août prenaît encore d'autres décisions importantes. Les enfants ne seraient pas présentes aux intrus pour le baptème, sauf le cas d'urgente nécessité. Les mariages contractes en leur présence devraient être tenus pour nuls. Enfin, des prêtres insurmentes béniraient les cudavres dans la maison mortuaire, ou livrerait ensuite ces cada vres aux constitutionnels², et on les laisserait procéder seuls à l'inhumation, sans suivre le convoi ni prendre part aux prières ³.

^{*} Recaeil des décisions du Saint-Stège apostolique l'ait au Quirinal le 26 septembre 4/91 Signé : Zelada

⁴ I. fal ait tivrer les cercueils aux constitutionnels pour eviter les petnes sévères dont la loi frappait les lohumations claudestires.

¹ Recueil des decisions du Salut-Sie je, 26 septembre 791. Au Qui mal. Signé : de Zelada.

Ces instructions si précises ne suffisent pas encore à l'archevêque de Lyon, qui écrit au pape 14 novembre 1791 et lui demande de nouveaux conseils. Bien qu'il soit absent de son siège, cependant il y est toujours présent par l'action, et il est en correspondance avec ses prêtres. Pie VI lui repond le 21 mars 1792 l. Il loue son zèle, et se réjouit des nombreuses rétractations qu'a amenées, dans tous les diocèses de sa province, la diffusion du bref du 13 avril (1791).

La persécution religieuse a produit en France un mal profond dont le pape gémit sans cesse. Mais ce mat n'est peutêtre pas sans remêde. Si, comme l'expose le secrétaire d'Etat aux nonces, les gouvernements près desquels ils sont accrédités, voulaient se liguer contre la revolution, il est hors de doute qu'ils parviendraient à arrêter son envahissement nefaste. « Ce n'est pas la bonne volonté, lui repond on, qui manque, non plus que le vif désir de tous les souverains, de renverser la nouve, le constitution française. Ce qui manque pour le faire avec succès, ce sont les moyens prompts, surs, bien concertés et uniformes ^a... n

De leur côté, les comtes de Provence et d'Artois ', devan çant la pensee du pape, insistent auprès des puissances voisines pour les déterminer à une intervention, même par la force armée, s'il est nécessaire. L'empereur d'Allemagne et le roi de Prusse declarent qu'ils regardent « la situation où se

Arch. Vat. 8S. D. N. Pic. PP. VI Pont. Max. Epistolae ad Principes et allos. , 21 mars 1792

En même temps que Pie VI ecrivaît à l'archevêque de Lyon, il envoyait à l'archevêque de Paris et à tous les métropolitains, pour les rependre, plusieurs exemplaires du bref du 18 mars 1791 traduit en français II envoyait encore un induit general concedant aux evêques les pouvoirs demandes par eux. Envoye aux archeveques de Vienno, Betms, Tours, Bourges, Borneaux, Auch Loulouse Narbonne, Arles, Aix Besa içon Evrenx, Cambras Damas, enadpiteur l'Alby; aux cardinaux de la Bochefoucauld et de Bolan, aux eveques ayant juridiction sur une portion du territoire français : les évêques d'i pres et de Spire et l'Electeur de Trêves — Les brefs aux en dinaux sont signés par le pape proprie manu, et envoyes par Zelada le 4 avril 1792

I le VI promgera les pouvoirs donnés aux evêques de France, le 10 décembre 1792 le 26 janvier 1793 (Recueil du S. S., 111, 123, le 16 décembre 1793 (Recueil lu Saint-Siège, 111, 201), le 15 décembre 1794, le 10 lécembre 1795 (Recueil du Saint-Siège, 111, 200)

I Arch. Vat Nuncial, de Madrid, 23 sout 1791.

Pie XI écrira à ces deux princes le 5 octobre 1791, il fait des vieux ardents pour l'étargissement de Louis XVI (Cf. Theixen, I, 122).

trouve actuellement le roi de France comme un objet d'un intérêt commun à tous les souverains de l'Europe. » Ils espèrent, disent-ils « que cet intérêt ne peut manquer d'être reconnu par les puissances dont le secours est reclamé...» Enfin, ils réuniront « leurs forces pour mettre le roi de France en état d'affernir, dans la plus parfaite liberte, les bases d'un gouvernement monarchique, également convenable aux droits des souverains et au bien-être de la nation française... » Pie VI apprend cette convention signée entre les souverains à Pilnitz. Plein d'espoir qu'elle obtiendra le but qu'elle se propose. la délivrance de Louis XVI, il envole un bref de félicitations à l'un des signataires, Frédéric-Auguste, duc de Saxe, et prince électeur.

« ... Je n'insiste pas, écrit le pape, pour vous recommander le meilleur et le plus éprouvé des rois. N'êtes-vous pas, d'ailleurs, tous unis à lui par les liens du sang ou ceux de l'amitié...?» Et Sa Sainteté termine en recommandant au prince « la religion si florissante autrefois, et maintenant tournée en dérision.

Convention de Pilnîtz, 27 soût 1791

CHAPITRE XXVIII

SOMMAIRE — I Premiers troubles à Avignon — Les fils du duc de Crilton. — Memoire de Gozer. — Motion de Bouche. — Députation du pape : refus de la recevoir. — Le vice-légat quitte Avignon. — Décret d'amnistie — Louis XVI envoie un regiment à Avignon. — Le serment civique. — Election de Mal tère. — Suppression du Chapitre. — L'abbé Mulot. — L'évêché des Bouches-du-Ri ône et l'intras Roux. — Il Résistance du Comtat Venaiss.n. — Assemblée de Carpentras. — La famine. — Le pape envoie du ble. — Carpentras chasse le vice-legat, l'evêque et le recteur. — Protestation du pape — Siège de Cavaillon — Demande de transfert à Vairéas du slège de Va son. — Suppression des vœux monastiques. — Annexion à la rrance d'Avignon et du Comtat Venaissin — Protestation pontificale. — Réponse du nonce de Madrid. — Massacres de la Glacière. — Bref à l'archevêque d'Avignon et aux évêques de Carpentras, Cavaillon et Vaison

I. — Avignon et le Comtat Venaissin enclavés dans le territoire français, ne pouvaient échapper longtemps à l'influence révolutionnaire. Le 19 mars 1787 le secretaire d'Etat, écrivant a Pieracchi, l'ancien internonce de France alors recteur de Carpentras, lui signalait, e dans Avignon et le comtat, un souffle republicain que le gouvernement local et celui de Rome ou ne remarquaient pas ou ne reprimaient pas assez 4.

Deux partis opposes divisent le pays. L'un multiplie ses protestations de dévouement au pape ². l'autre combat systématiquement le gouvernement pontifical.

Pour maintenir l'ordre souvent troublé il n'y avait que la maréchaussée; or elle s'était plainte à différentes reprises d'être insuffisamment payée³. D'a lleurs la maréchaussée,

¹ Arch. Vat. Nunciat. de Franc.

² Arch. Vat. Avignone di Monsig Vice-legalo D 428 « A Pie VI, notre auguste prince et souverain seigneur, protestation et hommages de la ville d'Avignon o Inc p Justement Indignés Bibl Vallicell Monum, Storiet, Z. 10. Copie de la Jélibération de la ville d'Avignon le 10 décembre 1789.

Lettre écrite (1789) par MM, les consuls d'Avignon au Saint-Pere — Déclaration du Comfut Venaissin 25 novembre 1789 — Extrait des régistres de la Secrétaireire d'Elat d'Arignon avec une lettre de Pie VI en date du 21 avril 1790.

Arch Vat Miscellanea Di varie posizioni, relalive ad Auguone e Contado Venesino, VI.

Audré, capitaine commandant, écrit d'Avignon le 5 novembre 1785

[·] Monseigneur, la triste situation des sujets qui composent le corps de la

qui pouvait assurer le bon ordre en temps ordinaire, devenait une barrière insuffisante à une époque aussi troublée.

Dans les premiers séances des États généraux, on avait agité certaines questions d'importation et de tarifs douaniers concernant Avignon. Le Comtat — et c etait justice — voulait y envoyer ses barons pour suivre les débats et, au besoin, défendre ses intérets.

L'affaire sut desérée à la nonciature de Paris. L'abbé Pieracchi, ancien internonce à Paris, alors recteur de Carpentras, approuvait le projet c au cas où les Etats généraux prendraient des déterminations contre le Comtat ». Il insinuait, toutesois, que les deux sils du duc de Crillon i lui paraissaient mal choisis pour représenter ce pays. Tous les deux en esset servaient sous les drapeaux de la France et étnient regardés comme Français « Le premier, écrivait Pieracchi, est sage mais paraît peu notre ami; le second est un enthousiaste, un enragé partisan des idées nouvelles s. »

Mais les fils duduc de Crillon ne sont pas seuls ennemis du gouvernement pontifical. Un certain Gozer a remis à Mirabeau un volumineux mémoire 3, dans lequel il s'efforce de justifier le droit d'Avignon à la révolte contre son légitime souverain. Il pretend que cette ville, qui devait être libre, a été a ramenée tantôt sous le despotisme des vizits pontificaux et tantôt sous l'aristocratie des parlements français. En conséquence, a il invite le peuple à se réunir. à prendre les armes et à résister a l'oppression. Dans ce même memoire, il réclame l'exemption d'impôts pour dix années. Pendant ce temps les deputés aux États generaux n'y auront pas voix deliberative.

Le mémoire demande enfin l'« établissement provisoire





^{ma échaussée de cet Etat que j'ai l'honneur de commander, ri oblige à prendre la très respectuet se liberte d'acresser sous ce plu à votre l'inimence un mé roire concernant la modicite de leurs appointements no 16 décembre 1786. Le même au même aur le même aujet.}

Regiement concernant l'établissement de la marécher sire de cet l'état sir le gouvernement de Son Excellence Mir Pascul Acquaniva d'Aragona vice legat d'Avignon, avec une ordonnance addition relie faire par Son Excellence Mir Grégoire des dues de Salvials, vice légat de cette ville, 1761.

¹ Ils étalent barors du Comiat

^{*} Arch. Vat. Nancial. di Francia, 1º Juin 1789.

Ce mémoire a 12 pages. « L'éplire de licatoire est à l'essee a M le conte de Micapeau comme au fils de l'ami des abannes. »

d'un baillage et la nomination des officiers faite dans les districts, parce que la premiere qualité d'un juge est d'être agréable au peuple et non d'en être l'exploiteur, comme l'étaient ceux qui, envoyés par le pape pour faire chérir sa domination, la rendaient odieuse par les yexations dont ils se rendaient coupables envers le peuple...... » 1

Les ennemis du gouvernement papal à Avignon et dans le Comtat Venaissin s'agitaient furieusement aux Etats généraux de France.

Bouche, Charles-François, avocat au parlement, député de la sénéchaussée d'Aix et membre de l'Assemblée nationale, a fait une motion demandant qu'on interroge les habitants d'Avignon et du Comtat pour savoir s'ils veulent rester sujets pontificaux, ou s'ils ne préfèrent pas opter pour la France ². Il en profite pour attaquer violemment le régime ecclésiastique, prétendant que ce régime ne s'appuie que sur des lois viciouses et des usages surannés.

Dans l'espoir de calmer l'effervescence populaire et d'enlever tout prétexte à l'opposition, Pic VI envoya Jean Celestini chargé d'affaires et Passeri avocat général du Saint-Siège ils devaient s'entendre avec le vice-légat d'Avignon, Mer Philippe Casoni, comte de Villene ave; et réunir leurs efforts afin de reformer ce qui leur paraîtrait nécessaire.

Cependant on refusa d'entendre ces envoyés du pape, bien plus on les chassa violemment. Celestini revint à Rome sans avoir pu remplir sa mission, et les autres mandataires, chassés eux aussi avec une égale violence, se réfugièrent successivement à Aubignan, à Bouschest, à Montelimart et enfin à Chambèry.

Bientôt le vice-legal est contraint de quitter la ville — 12 juin 1790 — ; mais avant de partir, il élève d'energiques protestations 3.

¹ Arch. Val. Nunzial. di Francia. Gozer écrivait encore, pour faire imprimer et remettre à Miraheau un travail intitule : Les abus dévoilés ou confessions des Vizies pontificaux, par un citoyen d'Avignou

² Arch. Vat Nanzial, di Francia. Article d'une lettre de l'abbé Maury au nonce, 13 novembre 1789

⁴ Bibl Valucel Monumenti storici Z 10 Les protestations portent la date des 16 et 21 juin et 5 juil et 1790, et Arch Vat. Nanuat. di Mudrid, 1.º 330, 8 fév 1791. Le nonce accuse reception de la protestation du pape.

Pour faire rentrer ses provinces dans le devoir, Pie VI essaie des voies de la donceur. Par son ordre, le cardinal de Zelada, secrétaire d'Etat, public un décret d'amnistie — 8 octobre 1790 — Ce décret ne donne pas les résultats espérés [†].

Car au moment où il est promulgué, Avignon vient de lever ouvertement l'étendard de la révolte.

Pour rétablir l'ordre que le pape paraît impaissant à maintenir, le roi de France a decidé d'envoyer des troupes. Le comte de Montmorin en informe le nonce.

- Monsieur, lui ecrit-il, Votre Excellence connaît le décret de l'Assemblée nationale sanctionné par le roi, relativement à Avignon.
 - Sa Majesté a donné ordre au régiment de Soissonnais de
- se porter dans cette ville, et il ne doit pas tarder à arriver.
- » Cette démarche, Monsieur, n'ayant pour but que d'assurer
- la tranquillité à Avignon et de preserver les sujets de Sa
- » Sainteté des plus grands malheurs, je suis persuadé que,
- » loin d'en concevoir des inquiétudes, elle reconnaîtra que
- » c'était à tous égards ce que la prudence et le bon voisinage
- » conseillaient, et je ne doute pas que Votre Excellence ne » l'ait présenté sous ce point de vue 2. »

Ainsi que l'annonce Montmorin, un régiment de Soissonnais se rend, à marches forcees, sur Avignon. Trente soldats le précèdent avec les équipages et descendent le Rhône. Le temps est affreux, écrit le maire d'Arles, qui va au-devant des troupes. Le régiment tout entier est sur le point d'arriver; on l'attend d'un moment à l'autre et l'on fait la remarque que, pour ne pas passer sur les terres du pape, il est venu par Demoulin et Villeneuve. A la tête du régiment est un lieutenant-colonel, très brave homme. On le dit patriote, mais juste, et on ose croire qu'il ne soudirire aucune vexation.

Le bruit court qu'une armée de dix mille provençaux s'est levée pour conquérir le Comtat. On expulsera tous les Ita-

contre les décrets de l'Assemblée nationale relatifs à Avignon. L'ambassadeur d'Angleterre en Espagne, Fitz-Herhert dit que cette protestation est a prezionissimo pezzo del guis delle genfit.

¹ Bibliot, Vat. f. lat. Nº 9718. Le 10 juin on se hattit à Avignon.

² Bibliot, Vallicell. Monum. Stor Z. 9. to., 345, 16 décembre 1790, et Arch. Vat. Nuncial. d Franc a.

liens, y compris le père Inquisiteur âgé de quatre-vingts ans.

Avignon, ville autrefois prospère et tranquille, est à present en pleine insurrection. Le sentiment religieux si développé jusque-la, semble en être totalement banni. Partout on met les églises au pillage, et l'on porte les vases sacrés à l'hôtel des monnaies, à Marseille, pour y être fondus.

Le 30 novembre (1790), une ordonnance oblige l'archevêque et ses prêtres à venir prêter le serment civique. Ceux qui s'y refuseront, dit l'ordonnance, doivent être considérés comme démissionnaires.

Plutôt que de prêter le serment civique Mer Giovio prefera s'enfair. Il se cacha à Villeneuve, et il informa le secrétaire d'Etat de sa conduite et du lieu de sa retraite!

 Votre lettre, lui répond le cardinal, a t ré d'inquietude, sur votre sort, Sa Sainteté et moi. Il le félicite ensuite de sa fermeté.

S'il a besoin d'être stimulé, qu'il regarde l'attitude de presque tous les évêques français réduits à un sort extrême pour avoir refusé le serment schismatique. Si les Avignonnais reviennent à la charge contre lui, il leur opposera les instructions pontificates du 22 décembre 1790. Sa Sainteté se prépare à annuler toute élection faite contre lui!

Ms Giovio ayant refusé de prêter le serment civique, est frappé de déchéance par la municipalité. Le 26 février (1791) de nombreux soldats, commandes par un officier nomme Duprat², se rendent à la cathedrale à l'issue de l'office. Les chanoines sont contraints d'entrer dans la salte du Conseil. Là, on les somme d'être un vicaire capitulaire, attendu, leur dit-on, que Ms Giovio est déchu de sa dignité et privé de son siège pour avoir refusé de prêter le serment civique. On ajoute que le Chapitre n'aura pas permission de se séparer, qu'il n'ait auparavant procéde à cette election. Pendant deux heures les dix chanoines présents résistent aux instances et aux menaces. Enfin, quatre d'entre eux écrivent sur leur bul-

¹ Arch. Vat Registro di leitere d' Prelati... Nº 3.9 « A Mir Giovio, archevêque d'Avignon à Villeneuve-lès-Avignon », 2 mars 1791 réponse au 12 février.

I Une autre relation porte qu'ils étaient commandés par un certain Minvielle. On voulut, mais en vain, contraindre l'abbé Tournefort à celébrer la messe au pard de l'arbre de la Liberté.

letin le nom de Mallière, chanoine de la cathédrale Le chanoine de Prat obtient deux voix; Messangean, chanoine de l'église collégiale de Saint Genest, en obtient aussi deux; quant aux cinq au'res noms portés sur la liste, ils ne recueillent aucun suffrage.

Duprat, contrairement à toute vérité, proclame Mallière elu canoniquement et, sous menace de mort, oblige tous les cha noines présents a signer l'acte de cette étrange élection. Pais il exige que chacun d'eux prête le serment civique. Mais il se heurte à une opposition invincible; ce que voyant il déclare, au nom de la municipalité, le Chapitre suppriné. Les chanoines ne pourront plus, à l'avenir, remplir dans leur église aucune de leurs fonctions, ni se tassembler en corps.

A penne ces prêtres sont ils remis en liberté qu'ils protes tent qu'on leur a fait violence, que l'élection de Mailière est anticanonique qu'ils ont le devoir de réciter l'office divin, et qu'aucune loi civile ne peut prévaloir contre cette obligation!

A leur tour, les curés d'Avignon écrivent une lettre collective à l'intrus et lui reprochent son acceptation ; Malliere ne s'en émeut pas.

De son cote l'archevêque d'Avignon, M^{gr} Giovio, retiré à Villeneuve, dénonce au Saint-Père « les scandales de la municipalite, digne emule de l'Assemblée nationa e, qui a contraint le Chapitre à élire un vicaire capitulaire, » ³

Malliere a pris au sérieux la comédie sacrilège de son élection. Le 6 mars (1791) il remercie ses soi-disant électeurs it accepte le mandat qu'il prétendait lui avoir été confie et entre solennellement en possession de la cathédrale. La veille il a fait part de son élection au Souverain Pontife laiméme, et à partir du 9 de ce meme mois, il exercera les acces de la juridiction la plus arbitraire, privant certains écclésiastiques de leurs benefices, y nommant de nouveaux titulaires, en un moi, bouleversant dans le diocèse l'ordre sagement établi et jusque-là en vigueur. Dans une lettre capitulaire it osera même, de sa propre autorité, dispenser les fidèles d'une partie de l'abstinence quadragésimale



Arch. Vat. Avignone. Di Monsig Vice-Leguto D. 148.

Arch. Vat. Reputes h lettere a' Prelati, 369 Lettres des 5 et 12 mars Le secretaire d'Etat lui repondit le 23 mars 1791.

A la nouvelle des événements qui se passent dans Avignon, Pie VI élève la voix II casse l'ordonnance municipale du 8 octobre 1790, qui prive de leurs bénéfices ceux qui refusent de prêter le serment. Il annule l'é ection illég, time de Mallière et tous les actes de pretendue juridiction exercés par lui ; il le déclare « suspens de toutes fonctions sacerdotales et irrégulier » s'il ose en exercer aucune. Il frappe également de suspense Mouvans, prêtre de l'Oratoire, « pour avoir célébre la messe lors de la prise de possession de Mallière, et avoir en l'audace dajouter une écharpe municipale aux habits sacerdotaux dont il était revêtu. Enfin il defend qu'on reconnaisse le pseudo-vicaire capitulaire, et proclame l'archevêque d'Avignon le légitime supérieur ecclésiastique. Si Mª Giovio, contraint par la violence, a quitté Avignon, il est loujours dans le diocèse, puisqu'il est retiré à Villeneuve; le pape entend qu'il soit seul, à l'exclusion de tous autres, charge du gouvernement spirituel !.

Pie VI donne a ces actes la plus grande publicité, il expédie ses brefs non seulement à l'archevêque d'Avignon, mais encore aux trois évêques du Comtat Venaissin : celui de Carpentras, celui de Gap et celui de Cavaillon*.

Sans tenir compte des sondres qui l'ont frappé, Maliière, le 15 juin, lance un nouveau mandement. Il statue qu'à la procession générale de la Fete-Dieu, le dais sera porte par six curés auxquels succederont d'abord des pénitents gris, puis des pénitents noirs? Cette procession sut présidée par l'abbé Mulot, « L'abbe Mulot, écrivait on, i ne sut point au bal où ses collègues se couvrirent de mépris. Il porta le Saint-Sacrement à la procession le jour de la Fète Dieu. Il était assisté d'un abbé Bernard et d'un abbé Savourniers, - ce dernier nomme par le Saint Pere, abbé de la Rocca, dont le mérite consiste à avoir, dans un compliment au digne commissaire, temoigné que le vœu du peuple avignonnais le designait pour son évêque constitutionnel. Quelques prêtres ado-

¹ Recueil des décisions du Sa nt Siège apostolique. T. II. Bref du 23 avril 1701.

² Ibid Bref du 27 avril 1791.

³ Arch. Vat. Avignove. Di Mannig. Vice Legato, D. 145.

Arch Vat Muna es des lettres écrites par Pieracchi au secrétaire d'Étal. 578. « Chambéry, 7 juillet 1791. »

rateurs de la nouvelle constitution du clerge, au nombre de vingt, y compris douze prêtres de la Doctrine, turent les seuls qui oserent prendre part à la cérémonie avec les confiéries de péintents. Aucun corps religieux n'y assista, »

Cet abbé Mulot, dont nous prononçons tet le nom, était un homme peu recommandable. Ex-religieux de la celèbre abbaye de Saint Victor, à Paris, il avait joué un rôle très louche dans le procès du collier de la reine. D'ailleurs ses relations avec le baron de Feges, les joailliers de Paris et d'autres intrigants, lui avaient fait une triste célébrité Plus tard, quand on le nommera « députe à la nouvelle législature », une correspon lance d'Avignon le signalera en ces termes : « O Parisiens! si vous le connaissiez comme nous, au lieu de lui donner votre confiance, vous vous joindriez à vos frères d'Avignon pour le punir ·! »

L'intrus Mallière à la manie des unnovations; il espere peutêtre ainsi se convaincre lui-même et convaincre les autres de la légitimite d'un mandat qu'il a usurpe et qu'il exerce indûment. Le 13 août, il decide que la procession de l'Assomption aura treu comme de coutume pour accomplir le vœu de Louis XIII. « Le présent mandement, déclare-t-il, sera publié au prône des sept paroisses. » Puis il change le jeune et le jour de la fête de la Saint-Barthélenty, et fait chômer la Saint-Louis qui n'était pas de precepte dans les Etats pontificaux *

Mer Grovio, depuis qu'il a quitté son archevèché, vit soigneusement caché a Villeneuve, « Il n'y a plus, d'ailleurs, a Avignon, que cinq à six mille habitants, don, les trois quarts sont des femmes; le reste s'est expatrié dans la crointe que la ville ne soit livrée au pillage et au meurtre 3, » Du hen de sa retraite, il surveille Malliere et denonce au secrétaire d'Etat « ses téméraires excès, » Son Eminence le charge d'avertir les communautes religieuses « qu'elles ne doivent à aucun prix reconnaître le pseudo vicaire capitulaire ni lui obéir ! »

L'apostat Malhère, lui, ne recule devant aucune mesure



Arch. Vat. Avionous. Di Monsig. vice Legato, 26 septembre 1781.

Arch. Vat. Avianone. Di Monsig. vice Legato. D 415

¹ Arch. Vat. Minutes de lettres écrites par Pierquehi un secrétaire d'Etat. Nº 578. 7 mai 1:91

^{*} Arch Nat. Ibld A l'archevêque à Avignon à Villeneuve, à septembre 1794.

disciplinaire, quelque grave soit-elle. Il arrête que, désormais, les messes commenceront à cinq heures du matin en éte, et à six heures en hiver, pour continuer jusqu'à midi, sans qu'on puisse en dire plus d'une à la fois dans chaque église. Pendant ce temps, et afin que personne ne soit distrait dans ses prières, aucune quête n'aura lieu; un plateau sera mis seulement à la disposition des fidèles, pour ceux qui voudraient faire leur offrande!.

Profitant de ces bouleversements religieux, les révolutionnaixes français redoublent d'audace et poussent de plus belle a la révolte le peuple d'Avignon. Ils lui envoient des proclamations l'invitant à se ranger sous leur drapeau national?

Les mesures prises par la municipalité à l'endroit de l'archevêque, ont jeté les catholiques dans la defiance. Aussi essaiet-on de les tranquilliser en prétendant que Ms Giovio a donné sa démission, et que les prêtres qui ont prête le serment civique ne l'ont fait qu'avec le consentement de Rome. En même temps quon intercepte les brefs du pape, on en affiche d'apocryphes, et certains patriotes couvrent les murs de protestations peu rassurantes pour les amis de la paix « Nous jurons, écrivent-ils, d'être Français on de périt sous les ruines de notre malheureuse cité 3. »

Après avoit destitué M^o Giovio et avoir nommé Malhère vicaire capitulaire, le gouvernement français, agissant comme en pays conquis, supprime le siège archiépiscopal d'Avignon-II fonde à la place l'évéché des Bouches-du-Rhône, dont le titulaire, un prêtre assermenté, s'appelle Charles-Benoît Boux. L'archevêque d'Avignon ne manque pas de protester contre cette élection schismatique. Il écrit à l'intrus et lui adresse en même temps les brefs du 19 mars et du 13 avril (1791). Les calholiques des dioceses d'Arles, d'Aix, de Marseille, d'Apt et d'Orange, protesteront eux aussi lors de la seconde pastorale de l'evêque constitutionnel.



¹ Arch Vat Avigsove Di Monnig vice l'égalo D 145, 15 octobre l'51

² IMd, 25 mai 179 .

⁴ Arch Vat. Avianors. Di Monsig. pice Legato. D. 145. Discours du 19 août 1761.

Ibid Le pape avait envoyé, le 27 avril 1791, à l'archevê que d'Av guon et sux trois autres éveques du Comtat que lques exemplaires de son bref du Comtat que lques exemplaires de son bref du Comtat avec ordre de le répandre.

⁵ Ibid.

II. Le Comtai Venaissin n'avait pas voulu d'abord faire cause commune avec la ville d'Avignon Le 17 avril 1787, une assemblée générale avait été convoquée à Carpentras. On y appela, a selon la coutume, les évêques de Carpentras, de Cavaillon et de Vaison, le seigneur élu des sept feudataires et de la noblesse en la province du Comte Venaissin ... » Le syndic prononça un discours et affirma que la disette de grain etait la source unique de tous les désordres ⁴.

La famine était grande en effet, et les consuls de Carpentras convaient lettres sur lettres au nonce de Paris et à M. de Montmorin pour lui demander du blé? Le 24 avril (1789), le marquis de l'Epine, noble du Comtat, informa le cardinal secrétaire d'Etat a qu'on prenait prétexte de la cherté des vivres pour commettre toute sorte d'horribles exces?

Pour faire cesser l'effervescence qu'occasionnait la famine, le pape permit — 5 mai 1789 — d'extraire des greniers de l'annone 13.050 charges de blé 1, dont 4.000 furent prises chez des particuliers. On conduisit les céréales a Civita Vecchia et il ne fallut pas moins de douze vaisseaux pour les transporter sur les côtes de France 5.

Et comme le ble qu'on dirigeait sur le Comtat Venaissin devait traverser le territoire français, le nonce demanda à M. de Génin qu'on voulut bien le laisser passer par Marseille 4.

Cependant Carpentras et les autres villes du Comtat Venaissin résistent aux tentatives révolutionnaires, déclarant qu'elles considérent toujours le pape comme leur légitaire souverain. Ainsi le 27 mai 1790 les habitants avaient statué qu'ils n'adopteraient de la Constitution française que les maximes conformes aux interets du pays et conciliables avec l'obéissance due à Sa Sainteté. Cette declaration devait rester lettre morte. Les menées révolutionnaires allaient avoir taison des résistances des citoyens amis de l'ordre.

Arch. Vat. Avionone. Positione della transplissione de' grani. 1"89.

^{*} that Lettre de MM des consuls le Carpentias a M le nonce de Paris pour lui demander du grain, 3 aveil 1789; a M, de Montmori i, 11 avril 1789. A cette même date, a évêque de Cava pron écriva tau se relaire d'Atat une lettre alarmante sur les troubles révolutionnaires.

¹ Environ 4 000 rubbies, 22 000 rubbies avaient ete promises

Arch, Vat. Blyllefti del Ministro di Francia, D. 1489, 5 mai 178).

⁵ Arch, Val. Avianone Lelia trasmissione de grant, 1789

Bientôt en effet Corpentras chasse le vice legat!, l'evêque Ms' Beni et le recteur Christophe Pieracchi. Pais on institue un nouveau tribunal et on envoie vers le pape deux députés chargés de l'informer de cette modification de l'ancien ordre de choses. Pie VI refuse d'admettre à l'audience de pareils personnages qui viennent, la menace a la bouche, lut imposer des conditions pour lui inacceptables. Il en informe ses sujets du Comtat d'Avignon et enjoint par dessus tout aux ecclesiastiques de ne pas prêter le serment constitutionnel.

Profitant de l'agitation qui croît de jour en jour, les avignonnais sous la conduite du général Patrix, forcent les comtadins à s'unir à eux. Cavaillon est assiégée. Dépourvue d'artillerie et de munitions, cette petite c té demande a capituler. Les assiégeants promettent aux habitants la vie sauve; mais, malgré cette promesse, les vainqueurs livrent la ville au pirlage et commettent pendant plusieurs heures d'atroces massacres.

Au moment où tout est bouleversé dans le Comtat Venaissin. l'evêque de Vaison communique au secrétaire d'Etat une pétition des habitants demandant le transfert de l'évêché à Valréas. Le Saint-Père, répond le cardinal, est très touche des sentiments que lui exprime la population, mais le pays est trop trouble pour qu'on donne une suite immédiate à ce projet. Le temps aplanira les difficultés; quand le moment sera venu Sa Sainteté satisfera les habitants, pourvu qu'elle soit sûre qu'aucun dommage n'en puisse résulter 2,

L'évêque de Vaison va tantôt à Valréas et tantôt à Montélimart. Il raconte au Saint-Père ses infortunes et le Saint-Père le console Pie VI lui avait precédemment accordé la permission d'ordonner extra tempora 3; il lui concedera encore toutes les facultés dont il pourrait avoir besoin.

Cependant les administrateurs provisoires d'Avignon,

Le vice- égat a quitté Chambery (20 août 1791 , réponse au 6 août) Il adresse ses lettres à l'abbé Zideel à Turin

On disait le vice-legat impopulaire, et, s'il ne s'était caché dans un village, on lui aurait fait un mauvais parti.

^{*} Arch. Vat. Registro di lettere a' prelati .. A l'évêque de Va son : Valréas. 30 avril 1791 : réponse au 6 avril. Le 22 jui.let, l'évêque de Vaison racontera a Pie VI ses Intortunes. Pie VI y compatira, 3 septembre.

J La 25 juin 1791,

avides d'imiter l'Assemblée nationale, décident « qu'on ne reconnaîtra plus de vœux monastiques solennels; que par consequent tous les individus de l'un et l'autre sexe existant dans les convents et maisons religieuses pourront en sortir quand bon leur semblera, en se conformant aux prescriptions legales 4.

Le 14 septembre (1791), malgré les efforts cloquents de l'abbé Maury, un décret de l'Assemblée nationale prononçuit l'annexion à la France d'Avignon et du Comtat Venaissin ². Lorsque l'événement fut connu, le commissaire de la Chambre apostolique publia une protestation que Pie VI s'empressa par acte chirographaire de « ratifier, approuver et confirmer, » ² Et pour donner à cet acte une plus grande publicité, le pape fit distribuer à tous les ministres étrangers ⁴ un mémoire contre le décret spoliateur de l'Assemblée nationale ⁵.

Le secrétaire d'État se propose d'envoyer un exemplaire du mémoire à tous les nonces. Le nonce de Madrid applaudit à cette mesure. «..... M. le comte de Florida Blanca ajoute-t-if, fut l'auteur de la restitution d'Avignon au Saint-Siège, maigré toute l'opposition du cabinet de Versailles et du despotique ministre, duc de Choiseul J'estime que ce meme comte mettra son autorité et ses bons offices à notre service pres des autres cours. Que toutes ensemble elles un ront leurs efforts pour défendre notre cause si juste et qui touche en quelque sorte à leurs propres intérêts ... 8. n

A la reception du memoire de protestation que lui envoie

² M de Salamon fit, lui aussi, la plus grande opposition au projet de l'Assemblee, ainsi que M. de Clermont-Touterro. Ce dernier fut, à cu

propos, très maltraile.

Catherine II en reçut un exemplaire.

* Arch. Vat. Nuncial, di Spagna, 8 novembre 1791



¹ Arch Val Avignove Dr Monsig vice-Legato

A Stato Pontificio Editti (Archimo di Stato Piazza Firente). Bibl. Corsini. Bullarium Pir VI a Chirographe de N. N. P. le pape die M. par lequel Sa Sainteté ratific, approuve et confirme la protestation du commissa re de la Chambre contre toute assupation de la ville d'Avignon et au Comtat Venaissin, et aunule et declare comme non avera le décret du 14 septembre 1791 de l'Assemblee nationale qui prono re l'incorporation de ces Etats à la France.

^{*} Bibliot. Vittorio Émmanuele. Ms. Gesuita. 2151, 23. fol. 116. 26 octobre 1791. Le pape confirmera encore, le 5 novembre, les protestations du commissaire de la Caut bre.

le secrétaire d'Etat, le nonce de Madrid lui écrit : «.... Ce mémoire ne peut manquer de faire ressortir l'équité de notre cause et l'énormite de l'injure infligée au Siege apostolique. Aussi, ajoute Son Excellence, ai-je témoigné au comte de Florida Bianca a confiance spéciale que le Saint-Père place dans la protection, l'amilié et le zèle du pieux monarque d'Espagne. A la première occasion, le ministre s'en ouvrira à Sa Majesté, sûr d'avance qu'elle voudra bien s'intéresser à une cause si juste. » !

Bientôt les massacres commis en France eurent leur répercussion dans ce pays si tranquille autrefois, et si agité depuis que l'autorité était passée dans les mains d'une bande de factieux. Dans la muit du 16 au 17 octobre (1791) soixante et une personnes, soi-disant réactionnaires, furent massacrées à coups de sabres, et leurs cadavres furent jetés dans une tour du château d'Avignon, où on les recouvrit d'une légère couche de terre Mais un mois plus tard la decomposition de ces corps répandit une telle odeur qu'il fallut à tout prix les exhumer. Vingt caisses en bois servirent à recueillir ces débris humains qu'on enfouit dans un autre lieu.

Les auteurs de ces crimes si atroces étaient connus; toutefois on ne les traduisit devant les tribunaux que pour les acquitter.

C'était la glorification du meurtre; toute sécurité publique disparaissant.

Quelques mois plus tard, le 3 mars (1792), l'Assemblée nationale, pour rendre en quelque sorte définitive la spoliation d'Avignon et du Comtat Venaissin, les divisait en deux districts et les rattachait aux départements du Rhône et de la Drôme.

Pie VI croît bon encore d'élever de nouvelles réclamations. Il envoie un bref « à l'archevêque d'Avignon, aux trois évèques de Carpentras, de Cavaillon et de Vaison, aux chapitres, au clergé et au peuple d'Avignon et du Comtat », pour

l'Arch. Val. Numial di Madrid. Le 20 décembre 1791 le nonce accuse réception au secrétaire d'État de deux exemplaires de la protestation de Sa Saintete contre l'incorporation a la France d'Avignon et du Comiat Vensissia.

Arch. Vat. AvidNone. Di Monnig, tice-Legate.

revendiquer ce territoire « possédé par le Saint-Siège depuis plus de cinq cents ans. »

« Il n'appartient pas au peuple, écrivait le pape, de renverser arbitrairement les empires ni d'introduire une nouvelle forme dans leur administration.....»

Les protestations du pape ne font qu'exasperer davantage les révolutionnaires du Comtat. Bientôt l'archevêque d'Avignon ne se trouvant plus en sûreté à Villeneuve, s'enfuit à grand'peine. Les chevaux qui le conduisent s'emportent et font verser la voiture Mr Giovio est blessé; il est obligé d'attendre deux jours avant de continuer sa route Enfin, après de cruelles inquiétudes, il arrive à Chambéry.

Lorsque le pape apprend cette nouvelle il lu, écrit, et, tout en déplorant a l'accident arrivé par la faute du maladroit postillon », il se réjouit de le savoir hors des frontières de France ».

La France semblait en esset devenue un repaire de scelérats, et le clergé s'ensuyait de toutes parts pour echapper à la prison et à la mort.

¹ Recueil du Saint-Siège, III, 5, 19 avril 1792,

Arch. Vat. Registro di lettere a' Prelatt .. 370. 9 Julii 1792.

CHAPITRE XXIX

SOMMAIRE. Protestations de fidélité à l'Eglise. — Eloges du pape à l'episcopat français. — Les assermentés doivent se rétracter publiquement. Bientôt le pape va lancer l'encommunication. Démission de Hernard, secretaire d'ambassade à Rome — Massacres à Paris, Lyon Meaux, Dreux, Reinis, Charleville, Caen. — Consistoire du 24 septembre 1792 — Pie VI fait surveiller les gens suspects. — Le 10i de Sardaigne demande l'appui du pape pour s'opposer à l'invasion française — Pie VI ne croît pas à l'invasion de l'Italie; cependant il unira ses efforts à ceux des princes d'italie pour reponsser I ennemt — invasion de la Savole. — Prières publiques — On fortifie les ports. — Le généra. Caprara. — Mén oire de Pie VI contre la révolution. — Mer Bellisomi a pour successeur Mer Pacen. — Pie VI s'adresse à Catherine II. — Les émigres d'Avignon — La révolution et les Electeurs. — Nouveau ronsistoire. — Extraction de 300 000 éeus au château Saint-Ange

A mesure que se dessine le caractère schismatique de la révolution, les evéques et les prêtres filèles se rattachent davantage au Centre d'Unité, à la Chaire de Pierre !.

Sept prélats français réunis à Nice envoient une adresse collective au Saint-Père. Ils lui exposent leurs doutes, lui demandent des conseils et l'assurent de leur inviolable attachement. L'évêque de Grasse a pris la plume au nom de ses collègues : c'est à lui que répond le secrétaire d'Etat :

- c... Je me suis fait, tui écrit-il, un devoir et un véritable plaisir de mettre incessamment sous les yeux du Saint Père celle (la lettre) que les sept luminaires de l'Eglise gal-incane, qui se trouvent reunis à Nice, ont juge convenable d'adresser à Sa Sainteté. Dans l'orage cruel, opiniàtre, qui fait tant gém r'actuellement la religion, s'il y a quelque chose capable de relever le courage du Pilote à qui Dieu, dans sa bouté, a remis le gouvernail pour nous sauver du naufrage, c'est certainement le maintien noble, ferme et
- 1 Le 16 decembre 1791, de nombreux coclésiastiques signent une adresse qui est remise au pape le 8 janvier 1792. Le 22 janvier, l'evêque de Clermont recue le de son carga des promesses d'enviolable attachement, qu'il transmet au baint-Pere. D'autres ecclesiastiques suivent cet exemple le 17 fèvrier.



- » éclairé, c'est la constance heroïque, et d'gne des premiers
- » temps de l'Eglise, de la presque totalité des évêques fran-
- · çais. Les monuments multipliés qui, de toute part, sont
- portés à sa connaissance, forment l'unique satisfaction de
- son cœur paternel, et il ne peut les recevoir sans que des
- a larmes de joie ne se répandent sur son auguste visage
- Tel a été l'accueil qu'il a fait a la lestre que je lui ai pré-
- » sentee de votre part, et tels sont les sentiments qu'il a
- » éprouvés à sa lecture. N'en doutez pas, montres respectable
- » Seigneur, et vous pouvez en assurer vos dignes confrères.
- » Les soins non interrompus qu'il donne aux très grands et
- » très urgents intérêts de la religion ont amené le travail que
- a tres urgents interess de la rengion out amene le travair que
- » le pape a actuellement entre les mains sur les objets que
- » vous lui présentez et qui, bientôt, sera connu du public.
- » Vos instances donc ont été prévenues, comme vous serés
- » /sic! en état de juger de vons-même lorsque la voix du
- » Suprême-Pasteur se fera entendre, et lorsqu'il répondra à la
- lettre que je lui ai présentée de votre part. Il m'a charge, en
- attendant, de vous faire connaître combien il est agréable-
- » ment affecté du zele, de la religion et des vertus des évêques
- » qui se trouvent actuellement à Nice et qui possedent son
- » affection et sa tendresse la pius décidée (... »

Dans toutes ses lettres à l'épiscopat français, le pape le comble d'éloges.

- Je ne connais rien de plus noble, de plus héroïque, de
- » plus edifiant, mande t il à l'évêque du Puy, que la conduite
- » de la presque totalité des évêques de France, de sorte que
- » l'on peut dire que l'Eglise gallicane n'a jamais brillé d'un
- » éclat plus radieux que celui dont elle s'est environnée dans
- » les malheureux jours où nous vivons. Vous êtes un de ces
- dignes évêques; vous exigez donc la plus grande admiration
- de ma part[®]...

 •

Et dans une autre lettre, en réponse à des demandes de pouvoirs extraordinaires faites par l'évêque de l'rejus, retiré à Nice, le secrétaire d'Etat écrit :



¹ Arch. Vat. Registro di lettere a' Prelati . A l'evêque de Grasse, à Nice, 31 décembre 1791, réponse au 15 décembre.

⁵ Arch Val. Requisiro di lettere a' Prelati., 370 Al évêque du Puy, 28 janvier 1792, réponse au 5 ten français.

- Le pape a une idée si profonde, si avantageuse de la vertu, des lumières, de la piéte des bons évêques français.
- n qu'il suffit de se présenter devant lui avec quelque chose
- » de leur part pour être satisfait avant que d'être écouté ...
- » Le travail important auquel il (le Saint-Pere) s'occupe sans
- » cesse, embrasse tous les pouvoirs extraordinaires dont il
- » juge à propos devoir munir les evéques de France. Vous
- » aurez donc bientot plus de ce que vous sollicitez 2... »

Lorsqu'il apprend que l'évêque de Senez a été incarcère, Pie VI lui dit combien il a été touché de la constance vraiment héroïque avec laquelle il a souffert « les traitements les plus indignes et les cachots memes, sur les traces lumineuses des plus illustres confesseurs de l'Eglise 3... »

Parmi les ecclésiastiques qui, de bonne foi, ont prêté ser ment à la constitution civile, beaucoup se rétractent aussibit qu'ils ont connaissance des brefs du 10 mars et du 13 avril (1791). Le pape s'en réjouit, comme il se rejouit de l'abandon de quelques sièges, notamment de celui de Rouen, par les intrus qui les occupaient indûment. Toutefois il ne suffit pas que les assermentés se rétractent, il faut encore, s'ils veulent être absons des censures encourues, qu'ils rendent publiques les rétractations, partout où les serments ont été publics. Si, présentement, et à cause du malheur des temps, la chose est impossible, du moins le prêtre jureur fera-t-il en sorte que, dans la sphere où il exerce son ministère, on sache qu'il a reconnu son erreur et que, repentant, il l'a rétractée *.

Chaque fois, ou à peu près, que Pie VI écrit en France, il déplore l'endurcissement de l'evêque d'Autun « principal auteur du schisme »; il le flétrit nommément et il flétrit avec lui l'archevêque de Sens et les évêques de Viviers et d'Orléans. Craignant que l'exemple de ces prélats schismatiques ne soit contagieux, il censure les huit évêques qui ont déjà accepté des sieges constitutionnels. Puis il dénonce les ouvrages insi-

¹ Le texte porte : « Pour être avant satisfait que écouté. »

^{*} Arch, Val. Lefters a Prelate. . 370. A l'evêque de Frégus, à Nice, & fevrier 1792

³ Ibid., 24 mars 1791.

⁴ Arch Vat. Epistolae Pii VI ad Principes et alias. Bref du 20 janvier 1792 à 1 évêque de Spire en réponse à la lettre de ce dernier au pape, du 7 mai 1791

dieux dans lesquels on insinue que les principes de l'Eglise peuvent s'accorder avec le serment à la constitution civile !. Il s'élève enfin contre les intrus qui prétendent faussement qu'aucun bref ne condamne le nouvel ordre de choses, que les lettres parues sous la signature du pape sont apocryphes, ou tout au moins qu'elles sont nulles par « défaut de formalités requises. »

Cependant, dans ces condamnations, Pie VI use d'une extrème modération, ne voulant sévir contre les coupables qu'après avoir épuisé les derniers moyens de conciliation. Le 19 janvier 1792, il rassemble à nouveau la congrégation des cardinaux chargée des affaires de France, et, d'un commun accord, on y décide que le pape s'abstiendra encore de frapper de l'excommunication, mais on maintient la suspense infl.gée aux coupables par le bref du 13 avril (1791). Si, néanmoins, dans un delai de cent vingt jours, à partir de la présente date, les jureurs n'unt pas rétracté leur serment, ils encourront les peines édictées contre les schismatiques, et seront definitivement exclus de la communion des fidè es 3.

Le pape accentuera ses instructions en multipliant ses lettres. « En agissant amsi, écrit-il, il remplit un devoir de la plus haute importance ». Enfin il insiste pour que les évêques ne craignent pas de lui exposer leurs doutes. Il se fera toujours un devoir de leur répondre ».

Sa Sainteté ordonne ensuite au secrétaire d'Etat d'informer les cardinaux qu'elle a envoyé une nouvelle monition aux évêques constitutionnels, aux curés intrus, à tous les assermentés de France, leur enjoignant de rentrer dans le droit sentier. Car bientôt il va frapper les délinquants des foudres de l'excommunication *.

A Rome le cardinal de Bernis n'a pas été remplacé ; il



¹ Accord des vrais principes de l'Eglise, de la morale et de la raison, sur la Constitution civile du clergé de France, par les évêques des departements, membres de l'Assemblée Nationale Constituante A Pans. 1791. À la fin on a inséré une bulle apocryphe.

Pref du 19 mars 1792. Il paraît d'après Salamon, que quelques evêques s'étaient opposes a la publication de ce bref (Cf. Vir. le Richemont, p. 458).

³ Bref du 31 mars 1792 Réponse aux évêques qui lui demandaient le pouvoir d'absondre les prêtres intrus. Lettre a Louis XVI, 21 mars 1792.

Arch. Vat. Lettere dei Cardinali, 180.

semble loujours exercer, du moins à titre officieux, ses fonctions d'ambassadeur.

Le 30 avril (1792, Dumouriez envoie à Naples, en qualité de ministre plénipotentiaire, le citoyen Mackau. Le 11 mai il lui adjoindra pour secrétaire un certain Hugou, qui se fait appeler de Basseville? Le 28 juillet Mackau est à Venise. Le cardinal de Bernis prévient le secrétaire d'Etat qu'il va débarquer à Ancône et que dans douze jours il sera à Rome. Il voyage avec sa femme, ses enfants, Basseville et sa femme, deux autres personnes et leurs domestiques. Ils occupent ensemble trois voitures. Son Eminence jugera si elle doit donner des ordres aux frontières 3.

Le cardinal en était déjà informé. En effet dès le 14 juillet il avait chargé le légat de Bologne de délivrer à ces voyageurs des passe ports pour Rome. Mais dans un autre courrier il avertit le légat qu'on n'énoncera pas sur le passe-port de Mackau le caractère qu'il s'attribue, qu'on le traitera comme un simple particulier 4.

Le 24 mai (1792), Bernis prévient le secrétaire d'Etat que le lendemain doit arriver à Rome le marquis de Monteil, lieutenant-général des armées de France, autrefois ministre à Gênes. Il împorte de donner des ordres au gouverneur de Viterbe pour faciliter le voyage à ce personnage. Le courrier de Florence part demain, il pourrait porter una lettre à M^{er} Fantazzi. S'.l faut une estafette, de Bernis accepte de l'envoyer à ses frais 5.

Si le cardinal de Bernis s'occupe volontiers de quiconque s'adresse à lui, il n'oublie point sa famille. Il a trois neveux qui ont fui hors de France L'un d'eux l'archev'que de Damas, avec deux compagnons , gagne Bruxelles, de là il

Après les événements du 10 août, le roi cessa toute relation avec Matkau.

² Hugou de Basseville, né en 1753 à Abbeville passait pour être diacre quand il rentre dans le siècle et se maria.

Arch. Vat. Cartinall, 172 A. 3 noût 1792.

Arch Vat. Bologna, 231 14 juillet et 4 août 1792.

Arch. Val. Cardinali, 172 A. 24 mai 1792.

^{*} Arch. Vat. Registro di lettere a Prelati. L'un des deux compagnons de Mir de Bernis est l'abbé Barnabite Langard. Plus tard son sec etime quittera Bologne et viendra le rejoindre à Albano II sera hospitalisé a l'hôpital, à la condition qu'il laisse Rome sur son passage sans y entrer (26 novembre 1796, reponse au 22).

vient à Bologne et à Rome. Le cardinal le recevra dans son évêché d'Albano, avec l'assentiment de Sa Saintelé.

On voit que Bernis ne reste point oisif depuis sa destitution. Son fidèle Bernard continue lui aussi à remplir les fonctions de Chargé d'affaires de France. Toutefois il ne le sera pas longtemps. Après les sanglantes journées du 9 et du 10 août (1792), il envoie sa démission au citoyen Le Brun alors ministre des Affaires Etrangères! Et quand il informe de sa résolution son ancien maître, le cardinal de Bernis, il lui écrit que « demander l'aumône vaut mieux mille fois que d'être aux ordres d'un repaire de scélerats ? ».

Bernard avait raison; bientôt en effet les massacres de septembre aux Carmes, à l'Abbaye et à Saint-Firmin vont sou-lever l'indignation publique. Un archevêque, deux évêques set plus de trois cents prêtres verseront leur sang à Paris pour la cause de la religion, en province une phalange de martyrs tombera les jours suivants à Lyon, Meaux, Dreux, Reims, Charleville, Caen et dans les grandes villes de France 4.

Lorsque ces nouvelles parvinrent à Rome elles remplirent le cœur du Souverain Pontite d'une immense douleur. Impuissant à la contenir, il la laissera éclater au consistoire qu'il vient de convoquer tout exprès.

a Beaucoup de prêtres et de laïcs chrétiens, s'écrie le pape, ont éte massacres pour avoir refusé le serment c.vique. On peut appeler maintenant Paris le mucellum marlyrum, dénomination qu'on donne, à Rome, aux Exquilles, près de l'arc de Gallien et de la diaconie des saints Vite et Modeste 5, »

Puis Sa Sainteté s'indigne contre ceux qui, foulant aux



Arch. Vat. Biglietti del Ministro di Francia. D. 1489. Lettre du 29 août. 1792.

^{*} Ibid. Ce soir, 27 aout 1792.

² L'archevêque de Beauvais et les évêques d'Arles et de Saintes. Lettre de l'abbé Barruel au card. secrét. d'Etat. 20 septembre 1792 Cf. Theiner, I. 366.

l'Barruel évalue le nombre des victimes à 60,000. Selo it peuse qu'il ne dépassa pas 1 500

Arch Vat. Lettere a Particolari. 300. L'abbé de Saire, chanoine de Saint-Paul, à Liege, avait envoyé au pape l'ouvrage de M. Guillon, une des vic-times du 2 septembre, Dans Sa reponse, le pape appelle l'abbe Guillon « un généreux confesseur de Jesus-Christ. » Lettre du 24 juillet 1793

pieds tout sentament de justice et d'humanite, ont enfermé dans la prison du Temple le roi et la famille royale.....!.

Une des victimes du 2 septembre. Martin Raynard, est archidiacre de Senez. Son évêque, alors retire à Turin, fait au secretaire d'Etat le récit de son cruel massacre.

- « S'il y a quelque chose, lui répond Son Eminence, capable
- de soutenir le courage du pape, dans les malheurs affreux
- » qui détruisent l'Eglise de France, c'est la constance héroïque
- avec laquelle ses dignes ministres soutiennent le martyre.
- » Les actes de votre vénerable archidiacre, M. Martin Raynard,
- I l'ont pénétré d'horreur d'un côté, et de l'autre lui ont fait
- > verser des larmes de tendresse.. Le sang des martyrs a
- » fortifié et repandu notre sainte religion d'un bout de la terre
- » à l'autre. Puisse le même sang sacré désiller maintenant les
- » yeux de ses cruels persecuteurs.
 - » En attendant, mon cher Seigneur, agreez mes remercie-
- » ments pour la bonté que vous avez eue de nous fournir un
- » monument si précieux pour l'Eglise, et soyez bien persuade
- ≠ en même temps qu'ou fait ici tout ce qui est en notre pou-
- y voir pour adeue, r le sort des excellents prêtres qui se réfu-
- » gient à Rome. M. Miollis, votre grand vicaire, à son arrivée
- a pourra s'en apercevoir, d'autant plus que je sassirai cette
- » occasion pour vous convainere du respectueux attache
- >> ment avec lequel je fais profession de vous honorer ▶ 2

La France, non contente d'avoir enfanté la révolution, voulait, par un étrange prosélytisme, en étendre l'action à l'Europe entière. Des émissaires souissent parlout l'esprit d'insubordination contre les depositaires legitimes de l'autorité; ils inspirent la hame des rois. Les Etats de l'Eglise, que leur situation topographique et les mœurs pacifiques des habitants, semblaient devoir soustraire à cette propagande malsaine, seront tout d'abord le point de mire des Jacobins. Les Jacobins comprennent que l'Eglise est le premier rempart du principe d'autorité et, qu'avant de renverser les trônes, il faut commencer par saper le Siège apostolique.

Arch Vat Epistolae Fil VI ad Principes et allos Consistoire secret du 24 septembre 1709.

² Arch Vat. Registro di lettere d' Prelati . 371. 29 septembre 1792,

Aussi le pape est-il obligé de redoubler de vigilance, principalement à ses frontières. Le secrétaire d'Etal mande au gouverneur d'Ancône de surveiller trois hommes suspects : deux Français, Paul Ortalioni et Emmanuel Firam. Ils ont pour compagnons François Manzoni et Jean Vendervech ce dernièr se fait appeler André Vecchi. Tous les quatre, partisans fanatiques des théories françaises, menaceut ceux qui ne partagent pas leurs idées. Leurs réunions ont lieu au café de Grigioni, sur la porte duquel on lit café de l'Union maritime *.

Le 10 mars 1792, le secrétaire d'Etat fait rechercher par le gouverneur de Civita Vecchia une femme du Périgord connue sous le nom de Suzette Labrousse. Cette femme, âgee d'environ quarante-cinq ans, s'est donnée pour prophétesse. Elle a été accueillie à Paris par la duchesse de Bourbon, et elle est l'oracle des évêques constitutionnels.

On prétend qu'elle se rend à Rome pour y enseigner ses fausses doctrines. Si elle n'a pas encore pénétré dans les Etats pontificaux, que le gouverneur de Civita Vecchia lui en interdise l'entree 2.

Fidèles aux ordres qu'ils reçoivent, les gouverneurs des provinces romaines exercent autour d'eux un actif contrôle. Ainsi M^{ar} Frosini, gouverneur d'Ancône, prévient le secrétaire d'Etat de « l'arrestation d'etrangers suspects », et le gouverneur de Lorette écrit qu'il a fait arrèler deux Français qui se disent descendants des Valois 3.

Le secrétaire d'Etat est en correspondance quotidienne avec les gouverneurs des provinces romaines. Il prescrit à celui de Bologne de refuser tout passe-port à un libraire nommé Charles Pancouke et à deux Français, Foissy et sa femme, chassés l'un et l'autre des Etats sardes 4.

Un peu plus tard — 15 août 1792 — il ordonne aux gouver-



¹ Arch Vat. Lettere α' Prelati, 375, 7 septembre 1791.

[†] Arch. Vat. Registro di lettere a Prelati . Nº 370. Le 16 août (1792 k. secrètaire d'Etat ordonna l'arrestation de « Claudia Suzanne Couscelle Labrousse, née à Vanzain, qu'on croît être la femme qui se fait appeler Suzeite Labrousse » Elle fui arrêter à Castel Sant Angelo te » septembre On en prévint le gouverneur de Viterbe le 7 septembre.

³ Arch Vat. Lettere a' Prelati. , 370, 9 juin 1792

⁴ Arch. Vat. Bollogya 231 25 juillet et 22 septembre 1792

neurs de Viterbe, d'Ancône et de Civita Vecchia, de refuser t tout passe-port pour l'Etat pontifical à l'abbé Davin, un des députes de la première assemblée nationale, curé de Saint Martin, à Marseille ».

A cause de son esprit révolutionnaire, ce prêtre a éte expulsé de Nice. Il importe de le chasser 4.

Le 27 octobre (1792), le secrétaire d'Etat denoncera encore au gouverneur de Viterbe le maître des Postes de San Lorenzo. Est-il vrai, lui demande-t-il, que cet homme ait dit : « Bientôt viendront les Français qui nous délivreront des vexations du pape ! ». Ceci mérite une enquêle, et le gouverneur est charge de la faire ?.

La révolution française poursuivant sa marche ne tardera pas à envahir les pays avoisinants. Le chevatier Priocea, ministre plénipotentiaire du roi de Sardaigne, pressent l'attaque prochaine de la Savoie; il avertit le pape dans un mémoire qu'il adresse au secrétaire d'Etat — juin 1792 — Cependant le pape est optimiste. Il ecrit au roi de Sardaigne qu'il ne croit pas au péril de l'invasion française; en tous cas, si ce péril existe, il lui paraît bien éloigné.

Le roi de Sarcaigne, Victor Amedee, est d'un avis tout différent *. Il voit déjà les ennemis à ses frontières. Il implore le secours de Pie VI et lui demande un mil.ion et demi d'ecus romains, sans compter le blé pour la nourriture de ses troupes.

Pie VI répond de suite à Sa Majesté ⁵ En sa double qualité de prince et de pasteur universel, il voudrait bien concourir à la défense d'Avignon et du Comtat, des États de Sa Majesté et de l'Italie tout entière.

Mais il ne peut contribuer aux dépenses que nécessitera l'entretien des troupes, à cause de la diminution des revenus du Trésor pontifical, diminution occasionnée surfout « par cette scélérale révolution française. »

⁴ Arch. Vat. Letters a' Preluts. , 370, 15 août 1792

^{*} Arch. Vat Lettere a' Prelati 372. Au lieutenant du gouverneur de Viterbe. 27 octobre 1792

³ Reponse de Pie VI au roi de Sardaigne. 28 juin 1792.

Le roi de Sardaigne, parlant de l'assassinat du roi de Suède, disait : « Il vaut mieux pour un roi mourir à la tête de ses troupes qu'être assassiné dans son palais.

Bibl. Vat. f. lat Nº 9718 2 octobre 1792.

Cependant le pape se ravise. Il réunit les cardinaux pour prendre leur avis, et les cardinaux lui proposent de suivre l'exemple de Clément XI¹. Il se concertera donc avec les autres princes d'Italie, en vue du salut commun. Leur concours mutuel leur permettra de soutenir les grandes dépenses que la guerre va occasionner. Le pape toutefois ne s'adressera pas à l'empereur François II. Ce prince est très obère par la guerre qu'il supporte en qualité de duc de Milan. D'ailleurs ne vient-il pas de fournir un corps de troupes au roi de Sardaigne? 2

Cependant un courrier estarrivé à Rome, le 4 octobre (1792), Il annonce que 25.000 Français sont entres en Savoie et qui lis out pris Chambéry et Nice sans comp férir 3. Mc Casoni, vice-légat d'Avignon, l'a écrit au pape 4. Depuis que ce prelat est chasse du Comtat, il vit retire à Nice. Il y demeurera encore, ne prévoyant pas une attaque de la ville du côté de la terre. En outre, les quelques vaisseaux de guerre qui sont à Toulon sont désarmés, et ceux qui tiennent la haute mer sont trop loin pour bombarder la viile 5.

L'Italie a ete effrayée de l'invasion de la Savoie. Elle craint avec juste raison que ce ne soit le prélude de l'invasion de la péniusule. L'alarme se répand à Rome, et en bannit toute joie. On va. par ordre du Saint-Pere, fermer les théâtres et supprimer les fetes du carnavol. A la place, on frequentera les églises et, en prenant part aux pieux exercices, on gagnera l'indulgence jubilaire. On invoquera le secours de

Bref de Clément XI à l'empereur Charles VI. 10 janvier 1715.
 Arch. Vat. Epist. Pir VI ad Princip et ai og. 6 octobre 1792.

Le 24 septembre 1792.

Lettre de Pie VI au roi de Sandaigne. 6 octobre 1792.

² Arch Vat Registro de lettere a' Pretali., 13 octobre 1792 repense an 6). L'invasion de Nice causa une indicible i greur. On n'opposa aucune vésis tance aux troupes françaises.

Bibl Vat. f. lat. No 9748. Le impovembre 1792 eurent lieu des prieres publiques en forme de jubilé pendant l'octave des morts. Ensuite, le 10 décembre Pie VI prescrivit une mission de quatre semaines cans les eglises suivantes. la première semaine à Sai ta-Maria Teaspontina. San Spirito in Sassia, Santa-Maria un Trastevere, Santa-Cecilia; la deuxième semaine à S. Carlo del Corso, S. An frea delle Fratte, la Trinita del Monti et S. Maria del Popolo; la troisième semaine à S. Maria Maggiore, S. Vita c. S. Nicolà di Tolentino et S. Pietro in Vincoli; la qualtième semaine, S. Giovanni de Fiorentini, Santa Maria In Vallicella, S. Andrea della Valle et au Gesù.

Dien, de la Sainte-Vierge, des SS Apôtres et de saint Pie V, et plus tard, ce jubilé sera étendu à tous les diocèses des Etats ¹.

A ce moment vient de paraître un opuscule contenant des prières pour demander à D.eu la cessation des calamités qui affligent la France. Ces prières, le Saint-Père les a enrichies d'indulgences; le secrétaire d'Etat les joint à une circulaire du pape, et les envoie à tous les cardinaux et evêques des Etats de l'Eglise?

Le cardinal Gerdil a devancé les prescriptions pontificales. A peine sait-il le péril d'invasion de la Savoie, qu'il ordonne des prières publiques, dans l'église du Saint Suaire, pour le succès des armées de Turin contre les Français. A son invetation, plusieurs cardinaux y prennent part 3.

Afin de joindre aux prières les moyens que prescrit la sagesse humaine, le pape appelle un ingénieur vénitien, il fortifiera les ports de Civita Vecchia, Palo, Fiumicino et Porto d'Anzio. On espère ainsi empêcher un débarquement des Français sur les côtes méditerranéennes !. c... On a su de Bologne, écrivait-on au secrétaire d'Etat, que Jean Manaresi d'Imola, un homme au service de la France, a eu à sonarrivée a Toulon de secrètes conférences à Imola avec le comte Torzoni, Thomas Capucci et Joseph Benolt, Ces individus sont très mal pensants. Ils se sont adressés, par l'entremise d'un certain Ignace Causeco, à des brigands réfugiés à Bagnara, un lief du cardinal-evê que Chiaramonti, des contrebandiers de Castel Bolognese, de Castrocavo et della Torre. On suppose que ces partisans fanatiques de la révolution française veulent favoriser un débarquement sur notre littoral 5 ».

⁴ Arch Vat *Registro di lettere a' Prelati.* . 371 Le bref publiant le jubilé est du 24 novembre 1792

² Arch Vat. Registro di lettere del Cardinall. 180 Rome, 14, 15 et 18 julliet 1792. Les évêques donnerent une grande publicite a cet opuscale et le secretaire d'Etat les en remercia le 28 juillet.

² Bibl. Vat., f. lat. No 9718.

⁴ Ibid.

Arch Vat. Rotogva 231 9 juin 1732. Et dans une autre depêche: Manarest est retourné à Toulon. Le capitaine Baruich avait enrôle un déscrieur prémontais qui avait des relations avec les individus sus-nommes. Il fauora les si rveiller pour assurer la tranquillite et examiner aussi toute personne suspecte ... •

Des ordres d'enrôlement sont donnes dans les Etats pontificaux, et Pie VI démande à l'empereur d'Autriche, François II, un général capable de créer et de diriger une petite armée. Le 18 novembre arrive a Rome le général Enée Caprara, et deux jours plus tard, il est nommé généralissume par billet de la secrétairerie d'Etat

Au milieu de l'agitation que causent ces évenements, Pie VI écrit, coutre la révolution française, un Memoire que ses nonces remettront aux cours catholiques

Il aurait voulu creer une ligue internationale, et armer tous les souverains en une d'arrêter les progrès de cette redoutable révolution. Les nonces d'Espagne et de Portugal sont chargés de pressentir sur ce point les cours près desquelies ils sont accrédités.

Le nonce de Portugal en entretient longuement le chevalier Louis Pinto de Souza, ministre des affaires étrangères. Sa Majesté Très Fidele ne devrait-elle pas reclamer, les armes à la main, l'élargissement du roi de France, son rétablissement sur le trône et la cessation de la persecution religieuse?

Le ministre répond à Son Excellence que « les rapports politiques entre la France et le Portugal sont peu importants » : qu'avant tout il « désire la tranquillité » et que, « comme l'Angleterre, il gardera la plus stricte neutralité », dans l'intérêt de sa marine ?.

Toutefois la ferme volonté qu'a Pinto de conserver de bonnes relations avec la France ne lui fait pas sacrifier la sécurité intérieure du pays. Deux marchands français sont venus faire de la propagande révolutionnaire. Il les saisit et les incarcère. Puis, le jugement rendu contre eux, on les rapatrie sur un bateau marchand. La France s'en émeut. Elle veut en tirer prétexte à des complications diplomatiques Pour les éviter, il faudra que le ministre promette une enquête et indemnise les marchands, après qu'on aura declare qu'ils ont été a injustement punis 3. »

Le nonce de Portugal, Me Bellisomi, sent bien que toute insistance près du gouvernement portugais est inutile ; ce



Arch. Vat. Nunzialara di Portagallo, 29 octobre 1792.

³ Ibid

³ Arch Vat Nunziat, di Portogallo, 10 anvier 1793

gouvernement ne consentira jamais à affronter contre la France une lutte trop mégale. D'ailleurs Bellisomi est à la veille de rentrer à Rome. Il vient de recevoir le billet cardinalice et d'adresser au pape ses compliments de gratitude. Son successeur est même désigné : c'est Mª Pacca. Mª Pacca va quitter la nonclature de Cologne ; le pape l'envoie en Portugal où le roi le réclame avec instance ¹.

Afin d'obtenir des secours contre la révolution qui le menace lui et toute I Italie, Pie VI s'adresse non seulement aux princes catholiques, mais encore a une Puissance schismatique. Il se rappelle qu'il a cu des relations avec Catherine II, et qu'il lui a envoye un légat pour régler de délicates affaires concernant les catholiques de Russie; depuis cette epoque, les relations n'ont pas été interrompues.

Neuf mois à peine se sont écoulés depuis qu'il a fait part à la czarine de l'injuste occupation d'Avignon et du Comtat Venaissin, et il la remercie des protestations qu'elle a élevées en sa faveur. Depuis lors les Français s'avancent. Ils occupent la Savoie, territoire du roi de Sardaigne : ils menacent Rome et les Etals pontificaux. Mais l'entrée de l'Italie par terre est difficile. Avec les subsides des princes et la protection naturelle des montagnes, on peut défendre l'acces de la péninsule pendant l'hiver. Les forces navales suffiront pour empêcher un debarquement Lui, pape, n'a ni troupes ni navires, mais si Catherine consentait à renforcer l'armée italienne en envoyant la flotte russe, Rome et l'Italie septentrionale seraient tranquilles et sauves.... § »

Cependant les Français portent dans les pays voisins le programme revolutionnaire. Pour mieux appliquer la constitution civile du clergé dans tout le territoire où les Electeurs d'Allemagne exercent leur juridiction, ils envahissent les Electorats

L'archevêque de Mayence annonce au pape 21 novembre 1792 — que ses États sont occupés par les Français.

Ibild., 13 août 1742. Par sulte de certaines difficultes, Mr Pacca n'acriva à Lisbonne que le 25 mars 1756. Le successeur de Pacca a Cologne fut Mr della Conga. Ce dernite fixa sa residence dans ane ville de Westphalle, cans la cramte de l'invasion française. Arch. Vot. Honaco-Banera 21 fevrier Leb).

^{*} Arch Vat Episto de Pii VI ad Principes et allos, 3 novembre 1792.

Pie VI l'avait déja appris par la rumeur publique. En pareille occurrence, il rappe le au prélat ses devoirs, non seulement de prince, mais surfout d'archevêque. Il l'encourage à embrasser sans hésitation lès intérêts de l'Eglise et de la vraie doctrine, et a se montrer inflexible contre l'erreur que lui et ses collè gues ont autrefois embrassée dans un congrès tristement celèbre. Sa Sainteté termine en l'assurant qu'elle prie et fait prier de tous côtés pour fléchir la colère divine !.

Bientôt les Français exigeront dans ce pays le serment civique. Clément, archevêque-Electeur, fait appel aux conseils du nonce, M⁶ della Genga, alors à Munich.

« Món suffragant de Trèves, lui ecrit-il, vient de me mander » que le clergé du pays de Luxembourg, diocèse de Trèves, se » trouve dans le plus grand embarras et qu'il consulte mon » vicariat général et différents théologiens, parce que le gou» vernement français paraît exiger la prestation du » serment civique et outre cela, le serment de haine » contre tous les rois. Comme le Saint-Siège n'a pas » encore donné une decision définitive sur cet article, je » m'adresse à vous, M le nonce, pour vous prier d'interposer » vos bons offices auprès de Sa Sainteté, pour obtenir une » règle de conduite pour les archevêques et évêques de l'Alle- » magne dont les diocèses s'etendent dans le territoire français, » et pour savoir de quelle façon ils peuvent instruire leur » clergé conformément aux intentions du chef suprême de » l'Eglise catholique ², »

La menace de l'invasion prochaine des Etats pontificaux inspire au pape la pensée de réunir de nouveau un consistoire ³, il veut informer les cardinaux des mesures qu'il a prises afin d'éloigner, s'il se peut, un pareil fléau.

Les premières armes dont il s'est servi, leur dit-il, ont été celles de la prière. Toutefois il n'a pas eru devoir negliger les secours humains pour assurer sa propre tranquillité Il a équipé des troupes, arme des navires et obtenu des généraux habiles. Le tresor pontifical étant insuffisant pour supporter

¹ Arch Vat Epistolar Pa VI ad Principes et alias 19 decembre 1792. Le pape fait allusion au Congrès d'Ems

² Arch. Vat. Princip., 207. Augsbourg, 7 mars 1796.

² Le consistoire se result le 3 décempre (1792)

de tesles depenses, il a recours au dépôt fait au chateau Saint-Ange par Sixte V en 1586 Cinq cent mille écus y ont éte consignés en effet par ce pontife; la bulle: Ad clavum apostolicæ servitatis le dit. Il prendra donc cette somme, en s'engageant à restituer au Trésor public (erario sanziore) la part qui n'aurait pas été dépensée.

La mesure arrêtée en consistoire devait être exécutée par le cardinal camerlingue Rezzonico, qui seul avait les clefs du Trésor du Château Saint-Ange. Le 14 décembre (1792) il reçut l'ordre de se rendre au château, en habits prelatices et en rochet, pour procéder aux formalités de l'extraction.

Mais Rezzonico malade demanda et obtint de détéguer à sa place le cardinal Louis Valenti Gonzaga. Gonzaga reçut des mais « du camerlingue le dépôt des clefs du tresor de la forteresse, et « le mardi 23 avril, à la 21° heure et demie » il s'acquitta des fonctions que presenvait l'acte chirographaire de Sa Sainteté, acte chirographaire daté du 14 décembre 1792. Après quoi il rendit les clefs au camerlingue avec le cérémonial prescrit 1.



¹ Bibl Vitt Em Ms Fond Gesuit., 195.

CHAPITRE XXX

SOMMAIRE. L'emigration pendant l'Assemblée Legalative et la Constituante. Les prêtres du Languedoc en Espagne. Charite de l'Angleterre — Le cardina, de La Rochefoucauld — L'Empre pur de l'hospitalité française — L'autriche et les emigres — Réglements pour les emigres. — Abus et plaintes — Maury — L'archeveque d'Augnon et les evêques du Comtat — Mir Casoni. — Les éveques de Luçon, de Neuez, de Naint-Flour, de Toulon. — L'archevêque de Vienne et l'evêque du Puy — L'archevêque de Lyon. — Les évêques de Lombez, de Glandèves, de Tarbes, de Lavaur, de Nice, de Viatitalile, de Grasse, de Remes — Mir de Hercé. — Panisset, l'evêque intrus de Savoie — Le siège de Beauvais. — La médaille de la Saint-Pierre, 1795. — Accalmie. — Salamon. Recrudescence dans la persécution.

L'Assemblée Constituante dont l'origine remontait au 27 juin 1789, allast prendre fin avec le mois septembre 1791. I Haie comme révolutionnaire à Coblenz, dit Thiers, elle était haie comme aristocrate à Paris. Elle avait eu sans doute des sentiments généreux, une conviction ardente, la volonté inflexible de détruire les abus et de fonder un ordre nouveau, mais elle ne sut ni organiser des partis, ni se discipliner, ni se donner des chefs. La Constituante fut trop et trop longtemps revolutionnaire. Traitant l'ancien régime en ennemi qu'il faliait détruire, elle se croyait appelée, comme disait Barère « à recommencer l'histoire. »

L'Assemblée Législative, plus encore que la Constituante, estantimée de sentiments hostiles envers le clergé insermente. Le 26 août (1792), elle déclare que les prêtres qui n'ont pas prêté serment ou ceux qui, après l'avoir prêté, l'ont rétracté, seront déportes à la Guyane française, et cela dans un délai de quinze jours. Alors l'emigration, commencée depuis 1791, augmente dans des proportions considérables. Les nombreuses messageries ne suffisent plus à transporter les fugitifs. Toutes les routes qui sortent de France et conduisent en Espagne, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne, en Suisse

^{*} Un de ses derniers actes avait été de décréter la suppression du traitement des insermentés 29 septembre 1791.

et surtout en Italie, regorgent d'ecclés as tiques et de moines qui fuient la prison et la mort.

Beaucoup de prêtres du Languedoc ont passé en Espagne, mais il leur faut des recommandations pour qu'ils reçoivent un accueil favorable. Un noble languedocien, le comte d'Entraigues, leur obtiendra ces recommandations.

Louis d'Entraigues, député du Languedoc aux États généraux de 1789, a quitté le sol inhospitalier de sa patrie et s'est refugié à Vicence. C'est là que, cedant aux sollicitations des prêtres ses compatrioles, reduits par l'exil « aux horreurs de l'indigence », il écrit le 19 juin (1791) à l'ambassadeur d'Espagne à Venise. Il demande qu'on recueille en Catalogne les ecclésiastiques exilés du Languedoc, et que les évêques veuillent bien, dans la mesure du possible, teur accorder des pouvoirs avec quelques fonctions rémunératrices.

Il se porte garant de l'honorabilité de ces ecclésiastiques munis, d'ailleurs, « d'une recommandation convenue, écrité et signée par M^{ne} Sophie de Saint Priest d'Entraigues, que sa piété engage à rester à Montpellier pour aider, consoler ecs prêtres infortunés et veiller à leur sort »

L'ambassadeur d'Espagne à Venise fit bon accueil à la demande du comte d'Entraigues, et promit de recommander à sa cour les Français exilés en Catalogne.

Le comte d'Entraigues ne s'en tint pas là. Il envoya au cardinal de Bernis une note qu'il le priait de mettre sous les yeux du pape. Dans cette note on suppliait Sa Sainteté de presser les évêques de Catalogne d'accorder « protection et assistance aux prêtres catholiques » refugiés en Espagne.

c On est assuré, terminait la note que cette preuve d'intérêt de la part de Sa Sainteté sera vue avec satisfaction par Sa Majesté Catholique » 4.

Pie VI acquiesça volontiers aux désirs du comte d'Entraigues, et le roi d'Espagne accorda la faveur sollicitée, comme il ressort de cette dépêche du nonce d'Espagne au secrélaire d'Etal:



¹ Arch. Vat Numat. de Madrid Note que le comte Louis d'Entraigues, député du Languedoc aux Etats Generaux de 1789, supplie Son Eminence se cardinal de Bernis de mettre sous les yeux de Sa Sainteté.

« Madrid, 23 août 1791.

- En exécution de l'ordre pontifical du 20 juillet, prescrivant de demander au roi la permission pour les prêtres catholiques du Languedoc de séjourner en Catalogne dans les circonstances présentes, j'ai correspondu avec le premier secrétaire d'Etat, comte de Florida-Blanca. Il m'a répondu, comme je le pensais, qu'il n'y avait aucune difficulté d'y admettre les ecclésiastiques français, pourva qu'ils fussent bons. On ne veut pas toutefois qu'ils soient réunis ensemble en grand nombre.
- ➤ Ils peuvent donc être sûrs qu'ils seront bien traités, pourvu qu'ils observent sidèlement les lois du pays. ... > 1

La Convention, qui va succéder à l'Assemblée Législative, aggravera encore la persécution.

L'Eglise de France, affligée de maux si cruels, trouve alors un echo de sympathique émotion dans le cœur du Père commun des fidèles. Pie VI songe à tous ceux qui préviennent la déportation par l'exil, et il élève de tout côté la voix en leur faveur.

Lorsqu'il apprend que le roi d'Angleterre a ouvert les portes de son royaume aux émigres, il lu. envoie un bref de félicitation ².

On compte en effet, à Londres, 1.500 rétugiés, dont 13 archevêques ou évêques, et la petile île de Jersey donne asile à 2.500 prêtres. Une souscription pour cux a produit 5 000 hvres sterling; c'est l'évêque de Saint-Pol-de-Léon qui est à la tête du comité d'initiative et qui distribue les secours 3.

L'Angleterre accueillit libéralement les ecclésiastiques français; elle fit plus encore, elle ouvrit les rangs de son



¹ Arch Vot Nunnal, di Madrid

² Cf. Theiner, I, 159.

Pie VI écrira plus tard. 2 et 7 septe abre 1793, a Auguste, fils du roi de la Grande-Bretagne, et à Erskine, peur les re nervier de l'acci ci, fait aux exilés (Cf. Theiner, I. 197, 198; a Andre Stuart — 7 septembre — pour lui recommander Erskine et les exilés français (Cf. Theiner, I. 200); a Edmont Barke — 7 septembre — pour le feliciter de sa charité envers les calho liques exiles of Theiner, I. 199; a Mor de la Marche, evêque de Saint-Pol de-Leon — 2 novembre — pour lui exprimer sa consolation de la bienveillante hospitalite ang sise en fayeur des emigres (Lf. Theiner, I. 194).

armée à des soldats gentils-hommes, que l'exil et la confiscation de leurs biens avaient réduits à la misère 1.

Les tristes nouvelles qu'apportent chaque jour au pape les progrès de l'emigration française ne peuvent laisser impassible l'âme compatissante du pontife. Il a su que le cardinal de La Rochefoucauld est sans asile et presque sans pain. Aussitôt il charge Bernis de l'inviter à venir à Rome, où un rafuge lui est assuré. Mais La Rochefoucauld, ruiné totalement par la révolution, s'excuse de ne pas accepter une si obtigeante proposition il lui répugne de ne pouvoir tentr le rang que lui imposent sa naissance et la dignité cardinalice.

Je prie Votre Eminence répond-il a Bernis, de faire part au Saint-Père de mes regrets; la reconnaissance m'aurait conduit à ses pieds, mais les circonstances n'exigent qu'une solitude la moins dispendieuse.... » 4.

L'affluence des prêtres français en Italie et principalement dans les États pontificaux, suggère à Pie VI la pensée de créer l'Œnure pie de l'hospitalite française. Cette œuvre existe à vrai dire depuis le commencement de l'émigration; elle ne sera toutefois parfaitement organisée qu'à la fin de septembre 1792. Elle a pour president, à défaut du pape, le secrétaire d'État, celui-ci est admirablement secondé par Mª Caleppi, l'ancien auditeur de la nonciature de Vienne.

Sa Saintelé, — écrivail-on au nonce de Florence, Mr Russo, archevêque d'Apamea, — ayant su que les prêtres français sont contraints d'émigrer, les recevra à bras ouverts.

Mais comme ils ne peuvent être tous réunis ensemble, on les repartira dans les quatre grandes villes de Bologne, Ferrare, Pérouse et Viterhe. Votre Excellence distribuera les passe-ports pour ces divers endroits où l'on pourvoira a leurs besoins. Vous enverrez la note des passe-ports accordés par vous au secretaire d'Etat et, en meme temps, aux Eminentissimes légats de Bologne et de Ferrare et aux prelats gouverneurs de Pérouse et de Viterbe afin qu'ils préparent des asiles aux personnes hospitalisées 3.



¹ Bibl. Vitt. Emmanuele, Ms. Gesutti del 207. Le comte de Vint.mille a occupa activement de ces enrolements.

^{*} Aren Vat. Biglietti del Minustro di Francia. D. 1489. I ettre du cardinal de la Rochefoucauld au cardinal de-Bernis, 22 août 1792.

⁸ Arch Vat Nuncial, di Firence 252 A. 10 octobre 1792

A la date des 10, 20 et 30 octobre 1792, des circulaires partent de la secrétairerie d'Etat et sont envoyées à tous les couvents; on leur demande des places pour les émigrés 1. Mais il importe d'examiner soigneusement leurs passe-ports avant de leur assigner un gite. Qu'on redouble de vigilance à l'égard des Français suspects. Qu'on renvoie les oisifs, les mendiants et tous ceux qui veulent se rendre à Rome sans motif de religion 4.

Le 1^{er} decembre (1792), nouvelle circulaire en 9 articles, en faveur des religieuses exilées et pour régler leur situation 3.

Bientôt Pie VI, à la sollicitation des évêgues français, recommande les émigrés à la charité de l'Allemagne 4. Il sait. qu'on leur a déjà fait le meilleur accueil, à Constance et dans les deux abbayes de Petershausen et Orentzlingen

L'empereur d'Autriche a assigné Constance pour domicite aux exilés. C'est là que s'est réfugié l'archevêque de Paris

qui n'a fait que passer à Chambéry 5,

La ville de Constance renferme un monument de la charitable piété des empercurs d'Autriche, L'évêque saint Conrad y bâtit un asile pour les étrangers : Geberard, un autre évêque de Constance, érigea un monastère pour recevoir et nourrir quotidiennement de nombreux pauvres.

Parmi les monastères d'Autriche il en est un qui porte le nom de Stabulense, parce qu'il est l'hôtel des pèlerins sans ressources 6.

Puissent les Français exilés ne manquer de rien, c'est le vœn le plus cher de Pie VI, et il prie chaque jour pour anaiser la colère divine 1.

1 Arch. Val. Registro di lettere a' Prelati. 371.

3 Arch. Vat. Registro di lettere a' Prefati 371.

b Arch. Vat. Registro di lettere a Prelati. 25 mai 1795



^{*} Arch. Vat. Bologna 231. Le secrétaire d'Etat au vice-légat de Bologne. 10 octobre 1792.

Acchivio di Stato e Venerabilibus Fratribus, archiepiscopis el episcopis. ac dilectes filits abbatibus, abbatissis, Capitulis et Clero tam saeculari tam regulari Germaniae. • Incip Igustae nemini sunt. . 21 novembre 1792 Donné au Recucil du S. S. III, 69.1

Lorsque les émigres français furent expulsés des cantons de Suisse l'archévêque de Paris pria Sa Sainteté de demander à l'empereur d'Autriche l'autorisation, pour six cents prétres, de se fixer dans les litats hereditaires (Arch. Yat. Monacco, Dispacel di Monsig. Nun., 15 octobre 1794)

Chron Constant, in episc. Nº 6, ch. VI.
 Arch Vat. Epistolae Pii VI ad Principes et alics 21 novembre 1792

Le cardinal Caprara, nonce à Vienne, informe le secrétaire d'Etat qu'il a reçu, par le courrier de Venise, la dépêche du 24 novembre, avec vingt-cinq exemplaires de la cîrculaire où Sa Sainteté recommande aux évêques d'Autriche les malheureux ecclésiastiques français.

Son Eminence donnera la publicité quelle mérite à cette circulaire, nouveau témoignage de la magnanimité pontificale 1.

Pie V. ne manque aucune occasion de faire savoir aux évèques français la part qu'il prend à leurs tribulations 2.

Deux mille prêtres se sont déjà réfugiés dans les Etats pontificaux 3. Et ce n'est pas étonnant, car Rome a toujours bien accueilli les étrangers. Que ne fera pas encore la ville éternelle pour les victimes d'une injuste proscription !

Tels sont les termes par lesquels débute une autre circulaire en faveur des émigrés.

Le 9 janvier (1793) le secrétaire d'Etat écrit au vicaire genéral de Forlimpopoli et Medola. Le Saint-Père a recommande les émigrés français à la charité de l'Italicentière. Tous les dioceses ont répondu à son appel ! Il espère que les religieux de cette insigne abbaye suivront l'exemple universel. Dans ce but il leur envoie les trois circulaires qu'il a dejà fait paraître sur ce sujet 5.

Cependant au début de l'émigration on était loin de s'attendre à pareille affluence. Aussi un règlement devient-il bientôt nécessaire. Il paraît le 26 janvier (1793) en vingt-quatre articles 6 :

1º Tous les diocèses enverront à la secrétairerte d'Etat la note exacte des emigrés français, séculiers et réguliers.

2º Ceux-ci préleront le serment de Pie IV et d'Alexandre VII.

Arch. Vat. Nunzial. Ji Vienna, 10 décembre 1792

² Uf. Theiner Pie VI à l'archevêque de Paris et aux évêques de Nimes. Saint-Malo, Troyes, Langres. 21 nov. 1792.

³ Ce nombre fut promptement dépassé. Il arriva mentôt à plus de 5 300

dent un millier de laces principalement des avignomais (8 oct. 1794).

* Cependant il sera difficile à l'évêque d'Oppido Reggio de recevoir des emigres. Depuis le tremblement de terre qui a ruiné ce pays (1783), il est si pauvre qu'on l'a exempte de payer desimpôts (Arch Vat Registro di lettere a' Prelatt. 21 octobre 1794, réponse au 4 octobre).

Arch. Vat. Lettere a' Particolari. 9 janv. 1793. Arch. Vat. Registro di lettere a' Preluti, 372.

- 3° Aucun d'eux ne pourra sortir du lieu qui lui aura été assigné sans la permission de l'Ordinaire, et personne ne viendra à Rome sans un passe-port du secrétaire d'Etat.
- 4º On avertira le secrétaire d'Etat de toute infraction à l'article 3.
- 5° Tous les deux mois les émigrés se présenteront devant leurs Ordinaires respectifs. Ceux-ci les examineront et s'assureront qu'ils ne manquent à aucune des cérémonies de la messe.
- 6º Les émigrés observeront l'horaire du couvent qui les abrite; ils fréquenteront l'église et se préteront aux services religieux qu'on leur demandera. Sa Sainteté veut qu'ils se conforment au calendrier du lieu où ils sont pour l'office et pour la messe.
- 7° On leur fera remarquer en toutes circontances la paternelle charité du pape envers eux.
- 8° Les évêques leur donneront à acquitter les messes qu'ils auront trouvées en retard au cours de la visite pastorale.
- 9° Les diocèses qui manquent d'honoraires de messes s'adresseront à ceux qui en sont ordinairement pourvus, par exemple à Lorette.
- 10° Dans les couvents où l'on observe l'abstinence, le Saint-Père en dispense les hôtes
- 11° L'honoraire des messes dites par les émigrés sera consacré à leur vestiaire et à leurs autres besoins.
- 12º Personne ne pourra avancer dans les ordres sacrés sans la permission de son évêque propre ou celle de Sa Sainteté.
- 13º En cas de besoin et après examen préalable, on permettra aux prêtres français de se confesser entre eux.
- 14° Les émigrés qui ont prêté le serment civique devront se rétracter et faire amende honorable par écrit sur trois feuilles la première pour être consignée à l'evêche du lieu ou ils sont; ils enverront la seconde et la troisième à la localité et au département où ils ont donné le scandale, et ils feront en sorle que ces deux dernières feuilles soient rendues publiques.
- 15° Les régiliers seront, autant que possible, requeillis dans les monastères de leur Ordre.
 - 16° Ces monastères donneront le vivre, le vêtement et le



couvert à leurs religieux, ceux-ci se prêteront à accepter les messes comme on a coutume dans les monastères.

17º Les Réguliers emigres observeront la règle du couvent,

18º pour le lever, le coucher, les repas et les récréations

19° Ils ne prétendront à aucune distinction ne a table ne selleurs.

20° Ils n'auront pas entre eux de trop longues conversations et ne feront pas trop de visites, particulièrement aux séculiers

21° Dans les couvents où l'on ne comprend pas le français on choisira des confesseurs parmi les émigrés.

22º Les émigrés n'auront dans les Chapitres ni voix active ni voix passive sans la permission de Sa Sainteté.

23º Les freres lais ne refuseront pas les services d'usage.

24° Enfin le vœu d'obéissance demeure dans toute son étendue et toute sa rigueur.

Les appels réitérés de Pie VI en faveur des émigrés ont trouvé un fidéle écho dans le cœur des évêques de ses Etats. Le ont ouvert toutes grandes les portes de leurs diocèses et ont rivalisé de zele pour recueillir les aumônes que leur demande le pape. Parmi les prélats les plus hospitaliers, il convient de mentionner le cardinal Ranuzzi, archevêque d'Ancône. Aussi le secrétaire d'Etat le remercie-t-il au nom du Saint-Père « de sa charité envers tant d'illustres confesseurs! ».

Lorsque l'invasion du Piémont oblige les émigrés à se réfugier dans les États du pape, une nouvelle circulaire devient nécessaire pour régler les conditions de leur exode ².

Des fugitifs voudratent venir à Rome surtout pour assister aux fêtes des saints Apôtres; mais le secréture d'Etat est obligé de leur refuser cette permission; la sécurité publique s'y oppose depuis surtout les graves événements du 13 janvier (1793) 3. Il faudra recevoir les émigres partout où l'on pourra, excepte à Bologne, à Ferrare, à Rome et dans la province romaine 4.

Arch. Vat. Lettere dei Cardinali, 180, 23 mars 1793

² Arch Vat. Registro di lettere a' Prelati, 372, mara 1793. « Sebbene il numero veramente considerabile... »

³ Arch. Vat Lettere a' Particolari, 8 juin 1793

Arch Vat. Nuncial, de Firenze 2t mai 1794.

Pour maintenir la discipline ecclesiastique parmi les nombreux émigres, des reglements étaient nécessaires. Celui du 26 janvier 1790 paraissant insuffisant, Sa Sainteté en publie un autre qu'il envoie aux évêques de ses Etats. Les dispositions de l'article III défendent aux ecclésiastiques étrangers de sortir du diocese où ils sont hospitalisés et de venir à Rome sans être munis d'un passe-port de la secrétairerie d'Elat. Les évêques veilleront à l'observation de cet article et seront plus réservés dans les permissions de voyage accordees par eux. Qu'ils observent strictement l'article IV du même règlement, lequel prescrit de dénoncer les délinquants au secrétaire d'Etat.

Ils tiendront un registre où sera inscrit exactement le décès des ecclésiastiques séculiers et réguliers.

Certains émigrés dissipent les aumônes qu'ils reçoivent, ou leurs propres ressources, en dépenses superflues. Les évêques rappelleront la circulaire de mars 1793, en vertu de laquelle ils obligeront les émigrés qui possèdent un petit avoir à abandonner leur asile à plus pauvres qu'eux.

Le pape autorise extraordinairement encore les évêques a se réserver l'honoraire de ceux qui célèbrent la messe, afin de donner des vêtements aux prêtres qui en manquent.

Unfin ils dresseront la liste avec noms et prénoms de tous les étrangers, et enverront cette liste à la secrétairerie d'État.

Plus tard, ils désigneront les divers postes à mesure que ces postes viendront à vaquer 1.

Malgré ces règlements il sera difficile d'empècher quelques abus et des conflits. Le vicaire capitulaire d'Ascoli, par exemple, se plaint que des ecclésiastiques français se poudrent les cheveux, quils portent des boucles à la mode, des breloques à leur chaîne de moutre, et qu'ils donnent sans permission des leçons de français aux habitants.

Le pape le loue sans doute de son zèle, mais il entend avant tout que les émigres soient admonestés séparément et avec la plus grande douceur ².

La pitie du pape pour les émigrés est vraiment touchante. Des ecclésiastiques sont arrivés à Bologne sans passe-port.



¹ Arch. Vat. Serie delle Lettere ai Vesconi, 373 25 , ovier 1794

^{*} Arch. Vat. Registro di lettere d' Prelati, 372. 16 fevrier 1793.

on a refusé de les recevoir. Ils ont continué leur route vers Ferrare où ils ont élé refuses

Pie VI s'en est ému. Les sachant recommandes par l'archevêque de Vienne et l'évêque de Sion, il veut qu'on leur donne asile, et il réprimande à ce propos le vice-légat de Bologne en le priant de mieux interpréter ses circulaires. Si des prêtresarrivent sans passe-port, on les recevra d'abord pendant quelques jours pour leur permettre de se reposer. On verra ensuite quels documents ils possèdent, et on transmettra ces documents au secrétaire d Elat 4.

Un prêtre du diocèse de Nantes, Julien Gabory, vicaire perpétuel de Mouzeil, gratifié de deux secours de trois et de quatre écus ², a abandonné le poste qui lui a été assigné à Anagni. Il est venu à Rome malgré les défenses formelles qui lui en ont été faites. It a perdu par conséquent tout titre à être secouru. Cependant le Saint-Père se laisse toucher par les angoisses du coupable; il ordonne qu apresde sévères remontrances on le réintègre à son ancien poste ³. Cependant la compatissance du pape pour les émigrés n'exclut ni la vigilance ni une certaine fermeté.

L'abbé Charles-Nicolas d'Entrechaux est mort dans un couvent de Ravenne où il recevait gratuitement l'hospitalité. Or on a trouvé en sa possession trois cents écus. Était-ce juste qu'il usurpât alusi au détriment d'un indigent un poste auquel il n'avait pas droit? Le pape prescrit aux évêques de rappeler aux émigres sa circulaire du 25 janvier 1794.

Ils leur dicont qu'ils ne peuvent, en sùreté de conscience, agir ainsi *.

Le cardinal de Bernis ne devait pas rester étranger a l'œuvre de l'bospitalité aux émigrés. Le 6 décembre (1793),

Arch Vat Bologna, Vice-legato, 20 mars 1793.

² Roma agosto 1793

³ Arch Vat. Registro di lettere d' Prelati. 372 A l'evêque suftragant de Sabine Magliano 25 septembre 1793, « Le poste de Men.ana, vacant par la mort du prêtre Plerre Lenfant, a été donné à Julien Gabory . »

Cependant le 12 mars 1794, cet ecclésiastique recevra de sévères admor estations du secrétaire d'État. Sa con linte laisse à lesirer Malgre ses infirmites on ne peut admettre qu'il ne dise pas la messe, et n'y assiste pas sur la se naîne, et qu'il ne se presente pas à la sainte Table. Il scandal se à la fois les fidèles et les rel deux qui l'out acqueill... (Arch. Vat. Particologie. 30.).

^{*} Arch Vat. Registro di lettere a' Prefati. 11 octobre 1794

le pape le nomme visiteur des églises ^s et couvents, possessions françaises dans l'Etat pontifical.

Après revision des biens, il obligera ceux qui en sont détenteurs à contribuer aux frais qu'occasionne le maintien des émigres ².

Il semble intéressant, croyons-nous, pour faire revivre l'histoire de cette époque si troublée, de suivre, sur le chemin de l'exil, les plus illustres de nos infortunés proscrits.

Signalons à leur tête le grand défenseur des libertes catholiques, l'abbé Maury Depuis la mort du triben Mirabeau — 2 avril 1791, Maury n'a plus d'adversaire qui l'egale en éloquence. Sa bril ante parole en a fait un champion si redoutable que les Jacobins ont mis sa tête à prix.

Maury le sait Le pape, le roi, tous ses amis, le pressent de fuir pour échapper à d'implacables ennemis. Sur leurs instances réitérées, it passe la frontière dans les premiers jours d'octobre (1791).

Après le depart du nonce, Maury avait correspondu fréquemment avec Zelada, le secrétaire d'Etal; aussi, quand il arrive à Rome, 6 decembre, c'est au palais de ce cardinal qu'il descend ³ Il va d'abord voir le pape qui lui fait un excellent accueil, sa seconde visite sera pour Mesdames de France.

Pie VI, pour récompenser les services rendus à la religion par Maury, le nomme archévéque titulaire de Nicée C'est son ami, le cardinal Zelada qui le sacrera dans Saint-Pierre à l'autel de la Confession, le 1^{er} mai 1792. Le cardinal sera assisté dans cette fonction par les évèques de Vence et de Perpignan.

Sur les entrefaites mourait à Vienne l'empereur Léopold, le successeur de Joseph II. Son regne avant duré fort peu de temps : moins de deux années 4. Aussitôt Pie VI envoie à l'impératrice veuve, Marie-Louise, des compliments de con-

bino, hypothequa les biens des pieux etablissements français.

Arch. Vai Lettere dei Cardinali. 180, 7 décembre 1791, « Pier, 6 décembre,

Leopold avait été couronne empereur des Romains le 9 octobre 1790



Leone Vicchi Les Français à Rome pendant la Convention Saint Louis-des-Français possédait 200 100 livres d'argenterie et de vases sacrés.
 Ibid. Bernis emprunta, a cet effet, 8 000 ceus Le préteur, prince Piom-

Arch. Vat Lettere dei Cardinali. 180, 7 dècembre 1791. « Hier, 6 décembre, à la vingtième houre, est arrivé M. Labhé Matay . « Maury lescendit via Aracali, en face du palais Astalli.

doléance ¹. Puis, au consistoire suivant, — 18 juin 1792 — il annonce officiellement le décès au Sacré-Collège, et, selon la coutume, fait le panégyrique du prince défunt.

« Leopold, dit le pape, a régné à peine dix-sept mois. Apres la main-mise des Français sur Avignon, il avait promis de s'occuper, de concert avec les autres Puissances, à faire restituer au Saint-Siège ce qui lui avait été injustement enlevé. Avant d'expirer, il a recommandé à ses enfants, en particulier à son fils aine, François, le culte de la religion catholique.... ²

Une diete allait s'ouvrir incessamment à Francfort pour l'élection du nouvel empereur. Le pape prenaît toujours part à cette élection par l'envoi d'un internonce. Pie VI choisit Maury, le nouvel archevèque de Nicée 3; il le recommande chaleureusement à l'évêque de Spire. Dans les assemblées de France, écrit il, Mar Maury a defendu au péril de sa vie le trône et l'autel, et a mérité ainsi la reconnaissance du monde catholique. Aussi Sa Sainteté prie-t-elle l'évêque de Spire de recevoir l'archevêque de Nicée comme son représentant et d'ajouter foi à ses paroles 4.

Maury arrive à Spire le 18 mai (1792). En sa qualité d'internonce, il protestera solennellement à la diète electorale de Francfort contre la spoliation par la France d'Avignon et du Comtat Venaissin 5. Le cardinal Caprara, nonce extraordinaire à Vienne, joindra lui aussi ses protestations à celles de Mér Maury 6.

Le nouvel empereur François II, le fils ainé de Léopold II, écrivit de Francfort au pape ; il lui annonça qu'il avait été

¹ Arch. Vat. Epistolae Pir VI ad Principes el altos. 31 mars 1792.

^{*} Arch. Vat. Epistolae Pti VI ad Principes et alsos. .

³ Reverendissimi atque excellentissimi Dni Joannis Sifredi Maury archiepi Niconi, SSmi. Dni. Vri. Pii divina providentia Papae Sexti, Praelati domestici, pontificio Solio assistentis et ad comitia electoralia, pro electione Novi Romanorum Regis et imperatoris congregata extra ordinem Nuntii aplici. Protestatio et Reservatio in comitiis electoralibus pro electione novi Romanorum Regis et Imperatoris congregatia exhibita.

⁽Bibliot, Vallicelliana, Monumenti storici Z. f. 126-133).

Arch. Vat. Epist. Pii VI ad Princip. et alsos.

Arch. Vat. Carpinals, 172 A. Le cardinal Martiniana au cardina. Zelada, secretaire d'Etat. 28 août 1792.

b Arch. Vat. Cardinal. 172 A. Le cardinal Costa au cardinal Zelada, 29 août 1792.

elu le 5 juillet et que son couronnement avait eu lieu quelques jours plus tard. Il chargea le prince Clary d'Aldringen de porter à Sa Sainteté ce message 1.

Au consistoire du 24 septembre, Ple VI informa de l'évenement le Sacré Collège. «. . François II, dit le pape, indigné de ce qui se passe, a, dès le commencement de son règne, fait alliance avec les autres Puissances. Il a envoyé des troupes aux frontières de France pour venger la justice, l'humanité, la religion et la royauté.... • ».

Les habitants du Comtat d'Avignon, en leur qualité d'anciens sujets du pape, se réfugièrent en grand nombre dans les Etats de leur legitime souverain. Quand, en effet, éclatèrent, dans le Comtat, les troubles précurseurs de l'occupation française, laics et ecclesiastiques durent abandonner précipitamment les postes civils ou religieux qu'ils occupaient.

A la tête de ces émigrants apparaît M^{gr} Giovio, l'archevêque d'Avignon. Après s'être caché quelque temps à Villeneuve, il s'enfuit successivement à Nice et à Chambery. Au moment de l'invasion de la Savoie, M^{gr} Giovio pénétre en Italie, il va se rendre à Rome en compagnie de l'abbé Pieracchi et d'un avocat, M de Tournefort. Lorsque le secrétaire d'Etat l'apprend, il écrit à l'archevèque de Bologne, le cardinal Giovanctu, de les hospitaliser; à Rome il y a deja encombrement d'émigrés. Son Eminence leur donnera dix écus par mois pour satisfaire a leurs besoins. S'ils ont avec eux des serviteurs français, ils devront les congédier pour prendre à la place des serviteurs traliens 3.

Un autre évêque du Comtat, l'évêque de Sisteron, est à Pribourg avec plusieurs évêques français 4.

Quant à l'évêque de Vaison, il s'est d'abord refugie n



¹ La lettre de François II est datée de Francfort 15 ju liet 1792 il paraît que le measager n'arriva à Rome que le 18 septembre (Bibl. Vat. f. lat. N° 9718).

Arch. Vat. Epistolae Pit VI ad Principes et altos.

Arch Vat. Registro di lettere a' Preloti. 370. 16 février 1793 Quand arriva à Bologne la lettre du secretaire d'Etat, P eracchi etait deja parti pour Rome 2 mars 1793.
 Mº Giuvio mourut à Rome le 12 octobre 1793.

Les évêques de Lausanne, Postiers, Meaux, Gap et Châlons-sur-baone ils écrivent à Pie VI le 15 décembre 1792.

Valreas ', puis de sà à Chambéry où il est completement dénué de ressources. Pie VI l'apprend : il charge le marquis Rangoni, son consul à Marseille, de lui envoyer sans retard un secours de 1.500 hyres ².

Bientôt le prelat est obligé de fuir de nouveau après l'invasion de la Savoie. Il se réfugie à Mendrisio, près de Milan Le 21 septembre (1793) il a écrit à Sa Sainteté. Il voudrait aller à Gênes « où il pourrait exercer son zèle pour le bien de la religion. « Non seulement le pape accède à ses désirs, mais il charge son consul de lui offrir ses services et d'autres secours s'il en a besoin 3.

Plus tard, lorsque le Piémont sera envalu par les Français, l'évêque de Vaison sollicitera un refuge dans les Elats pontificaux. Malgré la grande afftuence des émigrés, Pie VI le recevra dans un couvent et pourvoira à son entretien. Qu'il écrive s'il accepte cette proposition; on lui enverra un posseport où sera désigné le lieu de son séjour 4.

Et lorsqu'il agrée les offres du pape, on le prie de se rendre à Fermo. Il y trouvers un asile pour lui et pour ses serviteurs 5.

A Fermo l'évêque de Vaison est logé chez les Augustins 6. Bientôt il se plaint que ces religieux u'ont pas pour lui les égards dus à sa dignité et à sa mauvaise santé. Aussitôt le secretaire d'Etat réprimande le prieur du couvent. C'est pour lui permettre de donner ses soins exclusifs à ce prélat qu'on

¹ Arch. Vat. Registro di lettere d' Prelati . Nº 370 De Vaireas l'evêque de Vaison ecrit à Pie VI — d'janvier 1792 — pour lui demander des dispenses retatives à l'abstinence quadragésimale. Pie VI lui fatt répondre le 15 février Il l'autorise, la et ses diocesains, à faire gras excepté les quatre derniers jours de la première et de la dernière semaine, et le venure di et le samedi des autres semaines.

Arch. Vat. Registro di lettere a' Prelati... Nº 370 28 juillet 1792.

⁹ Ibid. 5 octobre 1783 reponse au 21 septembre 1792 C'est de Mendrisio que l'avêque de Vaison envoya à Pie VI une adresse qui porte la signature de l'archevêque de Vienne et des évêques de Toulon, Frejus, Glandèves. Saint-C aude et Sènez (Arch. Vat. Serie deile lettere ai vescovi. 371).

¹ Arch Vat Registro di lettere a' Prelati . 19 juillet 1794

^{1 /}hid à novembre 1794, reponse au 29 octobre. On l'autorise à emmener avec lui son domestique et la femme de ce dernier : tous deux étant sujets de Sa Sainteté.

[&]quot; Ibid. 26 novembre 1794. Malgré son désir, l'évêque de Vaison ne pourra faire cohabiter avec lui son comestique et la femme de celui-ci ; il n'est point d'usage en Italie que les évêques usent des services d'une femme

a fait sortir préalablement du couvent trois émigrés qui y étaient hospitalisés. Il espère donc que de nouvelles plaintes ne lui parviendront plus de la part du vieux et digne prelat!

L'évêque de Carpentras, Mar Beni, est un prélat fort distingué. Chassé du Comtat, il se réfugie à Nice. Puis, apres l'invasion de la Savoie il part à pied pour Rome ou il arrive péniblement le 18 octobre. Pie VI voulant utiliser ses talents le nomme bientôt administrateur de l'Eglise de Pesaro ².

Philippe Casoni, comte de Villeneuve et vice-légat d'Avignon, s'est enfui de Nice lors de l'invasion de la ville par les Français, il a pris la route de Rome. On le tient pour un prelat de valeur. A tous égards il mérite une compensation aux maux que lui a causés la révolution. Aussi Pie VI le nomme-t-il archevêque de Pirgi, en le désignant à la nonciature d'Espagne. Le secrétaire d'Etat est charge d'en informer les cardinaux Sentmanat et de Lorenzana, le premier patriarche des Indes, le second archevêque de Tolède 3. Mér Casoni partira de Rome le 25 mai (1794) et se rendra a son nouveau poste 4. Il remplace Mér Vincenti recemment nommé cardinal, lequel, avant de s'en aller, initiera son sucesseur à ses delicates fontions 5.

L'evêque de Luçon vivait au diocèse d'Orense, en Espagne, en compagnie d'un grand nombre de ses prêtres. Bientôt il songe à se rapprocher du pape afin de prendre plus facilement ses avis. Lui et l'évêque de Vaison s'en ouvrent au secrétaire d'Etat. Son Eminence leur répond que Sa Sainteté



⁴ Arch Vat. Registro di lettere a' Prelati .. Le secrétaire d'Etat au vicaire genéral de Fermo

³ Arch Vat Serie delle lettere ai Vesconi 11 et 29 mars 1794 et Registro di fettere a' vescovi..., 23 noût 1794. My Beni mourut en 1806.

³ Ces deux cardinaux avaient été promus dans le Consistoire du 30 mars 4780.

Arch Vat. Lettere des Cardinals, 180

[&]quot;Vincenti prêta serment entre les mains du patriarche des indes l'imposition de la barrette eut lieu dans la chapelle privée du roi le samedi 13 septembre 1794 en présence de Leurs Najestés de la famille royale et du prince de Parme L'ablegat était Mª Caraffa d'Andria et son secrétaire l'abbé Paolucci. Vincent, ne prit congé de la Cour d'Espagne que le 30 décembre (1794). (Arch. Vat. Nancial, di Madrid 340. Lettre de l'ablegat Caraffa au secretaire d'Etat, 16 septembre 1794).

les accueillera volontiers l'un et l'autre dans un monastère de ses Elats 1.

Le 17 septembre 1794 l'évêque de Luçon a rejoint l'évêque de Vaison à Mendrisio. Le secrétaire d'Etat sui souhaite la bienvenue, il lui écrit qu'il se rappelle fort blen l'avoir vu au dernier conclave 2. Sa Sainteté le prie de se rendre à Ravenne où un asile lui sera destiné, au monastère de Saint-Vital, à lui et à son vicaire genéral, l'abbé de Rozan 3.

Quelques jours plus tard, 3 décembre (1794), l'évêque de Luçon écrira au secrétaire d'Etat, pour seféliciter de l'accueil que lui a fait l'archevêque 4.

En même temps qu'à l'evêque de Luçon, le secretaire d'Etat écrivait à l'archevêque de Ravenne, au nom du pape, pour le remerc'er « lui, la communauté religieuse de Saint-Vital et le P. abbé de l'aimable accueil fait au prélat français . »

Celm-c¹, pendant son séjour à Ravenne, demande à Sa Sainteté de graufier l'évêque d'Orense d'un bref de félicitations, tant il est touché des attentions que cet eveque à eues autrefois pour lui et qu'il continue à avoir pour ses prêtres hospitalisés en Espagne⁶.

Sa Sainteté, lui répond le secretaire d'Etat, ne peut adresser un bref de compliments à l'évêque d'Orense sans en adresser à tous les autres évêques qui donnent asile aux émigrés. Elle chargera toutetois le nonce de Madrid de remercier en son nom le charitable prelat espagnol 7.

Mais, voici une difficulté nouvelle : les Français menacent

Arch Vat. Serie delle lettere ni vescopi. 3"1 19 jail.et 1794

^{**} Arch. Vet. Registro di lettere a' Prelatt... 17 septembre 1794.

⁵ Ibid. 21 mars 1795. L'ablé de flozan demanda la permission d'aller a Lorette Cette permission lui fut accordée, avec limite de temps et défense d'aller plus loin que Lorette.

¹ Ibid 3 décembre 1794.

Arch. Vat Registro di lettere a' Prelatt. . 6 decembre 1794.

Le vicaire-general d'Angers, César Scipion de Villeneuve écrit à l'evêque d'Orense. Mer de Quevedo Y Quintano, de vouloir bien hospitaliser les douze prêtres qu'on lui envoie. Le prelat répond que non seulement il récevra ces douze, mais huit autres encore et plus s'il le faut, et cela de grand cœur (Cf. Themer. II, 1).

Le 22 juin 1798 les evêques français réfuglés en Espagne envoyèrent un Mémoire à Pie VI (Cf. Theiner, 1, 455).

⁷ Arch. Vat. Registro di lettere a' Prelatt . 21 mars 1795

d'envahir les Etats pontificaux. L'évêque de Luçon et bon nombre d'émigres s'enfuient dans toutes les directions. Sa Sainteté toutefois, par deux circulaires, les préviendra que leur précipitation est inconsidérée, et qu'ils prennent prematurément une determination dont ils auront à se repentir ¹.

Lévêque de Luçon quitte Ravenne en compagnie de son vicaire général, de l'abbé de Talleyrand et d'un domestique français. Il va à Vicence et de là a Ventse , chez le comte de l'Etourville.

Il n'y est pas plus tôt rendu qu'il regrette son asile de Ravenne et qu'il demande la permission d'y retourner

« Je no puis ingénieusement dissimuler à Votre Seigneurie illustrissime, lui répond le secrétaire d'Etat, que le départ trop précipité hors de l'Etat pontifical de quelques évêques émigrés, dans un moment où n'était pas suffisamment sondée la crainte d'y être inquiété, a été désagréable à Sa Sainteté. Cet exemple sureste sera suivi par un grand nombre d'ecclésiastiques émigrés, il jettera l'alarme au sein des populations de nos provinces. Quoiqu'il en soit, je tiens à vous assurer que je profiterai de la première occasion pour exposer au Saint-Pére votre désir de retourner à Ravenne, et que je vous ferai part de sa décision..... » 3.

L'évêque de Sénez et celui de Saint-Flour se sont réfugiés à Turin.

Au moment de l'invasion du Piémont, le premier songe à se rendre à Rome. Le secrétaire d'État l'en dissuade. En ce moment l'effervescence contre les Français est telle qu'il ne lui serait pas prudent de faire ce voyage. Quand plus tard cette effervescence sera calmée, on lui écrira pour lui désigner un asile 4.

Nouvelle circulaire le 25 Jany, 1796

3 Arch, Vat Registro di lettere a' Prelatt. 9 juillet 1796.

¹ Arch Vat. Registro di lettere a' Pretati 374 13 jany 1796 * Alforche nel passato aprile dovetti, , »

Lorsque l'évêque de Fossombrone, le 14 novembre 1796, demande au secretaire d'État des passe-ports pour trois prêtres qu'il hospitalise, le secrétaire d'État lui repond - 19 novembre - 1 lites-leur de bien réfléchir avant de partir .. mais qu'ils évitent de passer par Rome. - Arch. Vat. Régistro di lettere a' Prelata. . 375.

⁵ Teatro Pepoli, pres l'église Saint Vital.

Arch. Vat. Registro di lettere a Prelati. 372. 16 fevrier 1793.

Et le secrétaire d'Etat tient parole; car le 1^{er} mai (1793) M^{er} Caleppi écrit à l'archevêque de Bologne: « Si les deux évêques de Sénez et de Saint-Flour viennent en cette ville, ayez pour eux les plus grands égards et laissez-les se rendre à Rome 1 ». L'accueil qu'ils reçoivent en effet à Bologne est tel qu'ils en sont vivement touchés et qu'ils en remercient le secrétaire d'Etat °.

L'évêque de Toulon, arrivé à Gênes depuis peu, songe déjà à rentrer en France. Pour lui la révolution est passagere, elle va finir incessamment.

Il fait donc appel a ses prêtres disséminés en Italie. Ceuxce viennent se grouper autour de teur pasteur. Ils doivent monter un navire que commande l'antiral Laugara.

Toutefois le depart n'a pas lieu. On assure que ce sont les intrigues des prêtres schismatiques et intrus qui ont fait suspendre le voyage. Malgré l'intervention de Ms Caleppi, le navire ne prendra pas a son bord les prêtres de Toulon. Le plus fàcheux c'est qu'ils ont perdu les postes qu'ils occupaient et qu'il sera difficile de les y reintègrer : ces postes ont été donnés à d'autres émigrés 2.

L'evêque de Nevers écrit au pape qu'il a trouvé un asile a Turin il se préoccupe du sort de quarante de ses prêtres disséminés de tous côtes. Que le prélat se rassure, lui fait repondre Pie VI; on prendra soin de ses prêtres, et des secours leur seront distribués.

Ses deux vicaires géneraux Robert et Sayiron sont à Fribourg. Bon nombre de prêtres de Nevers les ont accompagnés en Suisse. Tous sont dans la plus profonde indigence; l'évéque le sait et en gémit; aus n sollicite-t-il du nonce une quête en leur faveur — 15 mars 1794. — Le nonce l'informe que déja le 22 février il a envoyé une circulaire pour la prescrire. Impossible de la réitérer en si peu de temps !.

Même réponse est donnée à l'archeveque de Vienne et à l'évêque du Puy *, réfugiés en Valais, et qui sollicitent des secours dont ils ont un pressant besoin

¹ Arch Vat. Bologna, Dice-legato. 1st mai 1793

² Ibid 3 juillet 1793, reponse au 15 juin

³ Arch. Vat. Registro di lettere a' Prelatt. 372. 9 novembre 1793.

Arch. Vat. Serie delle lettere at Vescavi. 15 mars 1794.

Mr de Gala, d'de Terraube, evêque du Puy, etait réfugié au monastère

Zelada leur repond que Sa Sainteté a déjà ordonne une quête en Suisse, et que le nonce de Lucerne l'a fait faire par tous les abbés du pays de Brisgau ¹.

D'autres évêques français refugies en Suisse demandent au pape des places en faveur de leurs prêtres ; le pape est obligé de leur déclarer qu'il ne peut en recevoir un plus grand nombre dans ses Etats 2.

Beaucoup d'ecclesiastiques lyonnais sont réfugiés dans le Brabant. Leur archevêque était d'abord à Resves, près de Nivelles. De là, il ira à Bouchouen, près de Bois le Duc, dans le Brabant hollandais 3.

Il écrit à Pic VI pour recommander ses prêtres exilés qui ne savent où trouver asile. Zelada l'assure des bonnes dispositions de Sa Sainteté qui ne manquera pas de faire tout ce qu'elle pourra !.

Pie VI lui écrit : le pape est ému des souffrances du clergé lyonnais ; il voudrait le secourir, mais comment faire ? Il a déjà pris à sa charge trois mille emigrés dont 185 du diocèse de Lyon, et les ressources font défaut. Cependant il ne refusera pas tout à fait sa prière. Que Sa Grandeur indique cinq ou six sujets les plus recommandables, il chargera le nonce de Lucerne de pourvoir aux frais de leur voyage jusqu'à Rome 3.

Lorsque le siège de Sens est déclaré vacant, l'archevêque de Lyon se préoccupe du sort de cette Eglise. Grâce à son



de Saint-Maurice d'Agaune, en Valais (lettre du secrétaire d'Etat à l'évêque du Puy, im novembre 1792. Dans une autre circonstance, il sollicitera des places pour deux de ses prêtres — 21 août 1794 — (Arch Vat. Serie delle lettere al Vescovi. 371. Zelada lui promet de lui donner satisfaction, mais 80 prêtres chassés du Piemunt n'ont pu encore trouver de places.

Arch Vat. Serie delle lettere ai Vescovi. 373. 4 janvier 1794 L'archevêque de Vienne obtiendra plus tard de venir à Rome avec son v.caire général, l'abbe de Mazart (29 novembre 1794).

³ Arch Vat. Epist Pir VI ad Princip, et alios. A Martial evêque de Pottiers, et aux autres eveques français demenrant a Fribourg 22 janvier 1794.

³ Arch Vat Serie delle lettere di Vescovi. 373, 21 décembre 1794. L'abbé Girard, un de ses vicaires-generaux, est à Saint-Maurice en Valais (lettre du 11 juin 1796).

⁴ Arch. Vat. Serie delle lettere at Vescoul 373, 18 janvier 1794

⁵ Arch. Vat. Epistolae Pu VI ad Principes et alios. 18 janvier 1791

intervention, elle sera confiée à l'évêque d'Auxerre réfugié à Munster en Westphalie 1.

Le 19 mars 1794 l'évêque de Lombez sera hospitalisé au couvent des Olivétains a Monte Morcino, dans le diocèse de Pérouse 4. C'est le cardinal Maury qu' l'en prévient. Il lui annonce aussi que cent ecus lui seront remis annuellement. C'est bien peu sans doute pour suffire à ses besoins, mais le pape ne peut lui en donner davantage à cause des nombreuses charges qui pèsent sur lui 3.

Du 15 au 22 août il arrive avec trois ecclésiastiques, et parmi eux l'abbé de Massillian, prévôt de Saint-Didier d'Avignon. Cependant ces quatre personnes ne pourront demeurer ensemble dans le même couvent. Le cardinal Maury est chargé de le lui faire savoir et de lui dire qu'il ne doit garder avec lui qu'un seul prêtre a son choix. L'archevêque de Bologne pourrait-il satisfaire aux désirs de Massilian qui voudrait rester à Bologne?

L'évêque de Lombez quitta le couvent de Monte Morcino en mai 1796. L'abbé et le procureur du monastère en informèrent le secrétaire d'Etat, le priant de disposer de ce poste en faveur d'un autre évêque. Son Eminence propose l'évêque de Glandèves. « Depuis trois ans ce prélat vit à ses frais à Bologne; il est comblé des plus rares et des plus aimables qualités à ».



¹ Arch. Vat Registro di lattere a' Prelati. 31 decembre 1794. L'évêque d'Auxerre à Munster en Westphalie, au Domboff, a reçu le rescrit pontifical pour l'administration de l'Eglise de Sens

² Arch. Vat. Registro di lettere a' Prelati

³ Ibid Le 29 novembre 1794 un lui envoya an passe-port pour aller à Venise et rentrer ensuite dans les États de Sa Sainteté II reçut à son arrivée 100 écus en plus du vivre et du couvert, et pareille somme lui fut promise annuellement. Il réclamait davantage, et cependant le cardinal Maury a di le prévenir, à son arrivée, que le Saint-Père ne pouvait depasser cette allocation.

Arch. Vat. Registro di lettere a' Prelati .. 26 avril 1794. Le cardinal-légat de Bologne avait fait instance en faveur de l'abbé de Mass.han, prévôt de la collégiale de Saint-Didier d'Avignon. Ce prêtre était l'ami de Mir Casoni et de l'abbé Pieracchi Pour ces raisons le pape mi concéda de passer de Lugano. —où il était. — à Bologne. Il assurant pouvoir y vivre à ses frais. Cependant, s'il étai nécessaire de lui donner une habitation, le pape me peut en charger de neuveau le cardinal Giovanetti dont les obligations présentes sont tres lourdes. Dans ce cas, le cardinal-légat de Bologne donners un passe-port a Massitan pour Viterbe. Il se presentera chez l'évêque qui le pourvoire d'un gîte.

⁵ Arch Vat. Registro di lettere a Prelatt. 11 juin 1796 L'abbé accepte ce choix. Le prelat viendra avec son domestique 22 juin, réponse au 16 .

L'évêque de Tarbes s'est d'abord enfui en Espagne au monastère de Montserrat. A l'instigation d'autres emigrés français, lui et l'évêque de Lavaur quittent ce pays et viennent se réfugier à Pise, entraînant derrière enx beaucoup de prêtres leurs diocésains. C'est regrettable, écrit le secretaire d'Etat, car les Etats pontificaux regorgent d'emigrés au point qu'il est impossible de les recevoir !.

De Pise. l'évêque de Tarbes demande des secours pécuniaires pour lui et son compagnon de voyage, l'évêque de Lavaur, — 4 octobre 1794 —. Il a précédemment soumis au pape un Plan de conduite envers les prêtres jureurs quand sera rétabli en France le cuite catholique ². Le secrétaire d'Etat lui en a accusé réception, So Sainteté, lui disait-il, fera examiner votre Plan en même temps que plusieurs autres envoyés par des évêques français ; elle arrêtera ensuite des décisions qu'elle publiera ³.

Le climat de Pise nuit à la sante de l'évêque de Tarbes, aussi demande-t-il un autre poste. Satisfaction lui sera promptement donnée; il ira à Lugo dans le diocèse d'Imola.

L'évêque de Lavaur a quitté le monastère de Montserrat en Espagne en compagnie de l'évêque de Tarbes. Il est accompagne de deux prêtres et de deux domestiques français. Ces quatre personnes prendront quelques jours de repos; mais on avertira le prélat qu'il ne peut conserver auprès de lui qu'un seul prêtre. Quant a ses deux domestiques français, il les devra congedier. A cette nouvelle l'évêque de Lavaur s indigne. Il entend vivre à ses frais et par consequent conserver ses serviteurs. Mais comment pourra-t-il vivre à ses frais, réplique le secrétaire d'Etat, étant donné que l'eveque de Tarbes a sollicité des secours pour lui et l'évêque de Lavaur, prétendant que tous deux sont dans le plus grand dénuement? Cependant, s'il vit à ses frais, ajoute son Eminence, libre à lui de conserver ses deux domestiques, mais s il sollicite des secours, ces secours ne lui seront accordés qu'à la condition qu'il les congédie au préalable 4.



Arch. Vat. Registro di lettere a Prelatt. 11 octobre 1794.

¹ Thid 8 and 1 1793.

³ fbid., le 7 novembre 1793

Arch. Val. Registra di lettere a' Preiati. 11 octobre et 1º novembre 1794.

L'évêque de Lavaur ne restera pas longtemps à Pise, il ira à Bologne, et l'archevêque décidera s'il peut ou ne peut pas conserver ses serviteurs!

On apprend la mort de l'évêque de Montauban pendant que l'évêque de Lavaur est à Bologne. Le Saint Père pense confier à ce dernler l'administration d'un diocèse, limitrophe du sien, dépendant l'un et l'autre de l'archevêché de Toulouse. Le secrétaire d'Etat lui en fera la proposition; il espère qu'il l'acceptera ².

L'évêque de Nice est retiré à Turin — 5 mars 1796 — Il public une formule de serment qu'il permet à ses diocésains de prêter. Le serment paraissant équivoque, l'évêque de Vintimille le dénonce à Rome.

La Congrégation députée pour les Affaires ecclésiastiques de France, par égard pour la personne dé l'évèque de Nice a suspendu sa détermination, jusqu'à ce qu'elle sache si l'évêque a vraiment approuvé le serment, et. dans l'affirmative, quelles raisons l'ont poussé à l'approuver? La Congrégation examine présentement la formule de serment de l'évêque de Nice. La chose est de la plus haute importance en soi et dans ses conséquences; aussi prie-t-on Sa Grandeur de donner sur cet article tous les éclaircissements utiles.

Mais l'évêque de Nice garde le silence tandis que la Congrégation le presse de s'expliquer. L'ne solution s'impose. Aussitôt qu'elle aura été prise, l'évêque de Vintimille en sera intorme; il établira ensuite une règle de conduite pour ses diocésains 3.

L'évêque de Grasse vit à Savignano, en Piémont. Il connaît l'évêque de Carpentras qui a été nommé administrateur de l'Eglise de Pesaro, et à cause de cela il désirerait y envoyer l'un de ses vicaires généraux. Paul Carpilhet. « Cet ecclésiastique, lui observe le secrétaire d'Etat, sera le trente-unieme de votre diocèse placé dans les Etats du pape » 4.



⁵ Arch. Vat. Registro di lettere a' Prelati. 26 novembre 1794. Sur ses instances, on placera deux de ses prêtres, Brunet et Gloriès, dans un couvent de Terni — 15 avril 1795 —. Barbier, moine de Saint-Maur, de la province de Ton ouse, est envoye au monastere de Vallombrosa, à Forl

^{*} Ibid 19 sout 1795

³ Arch. Vat. Registro di lettere a' Prelati 30 juillet 1795.

⁴ Arch Vat Registro di lellere a Prelati..., 22 mars 1794, en réponse au 11.

Cependant le poste de Pesaro a étédonné à Yauvet, un autre grand vicaire de Grasse.

Toutefois on écrira au cardinal-archevêque de Bologne, près duquel vient d'arriver l'évêque de Grasse. Peut être Son Eminence s'intéressera-t-elle à Carpithet et lui trouvera-t elle une place? Et en effet quelques semaines plus tard Carpilhet obtenait la place sollicitée ⁴.

François Barreau de Girac, évêque de Rennes, s'est enfui vers la Prusse. Avant d'arriver à Ruremonde it a marché pendant trois jours dans les sables et les marais.

Enfin après maintestatiques il est à Dusseldorf. En passant par Cologne il a vu le nonce, Mer Brancadoro, qui l'u engagé a faire au secrétaire d'Etat le récit de la terrible situation créée en France par la révolution. Il a suivi ce conseil ⁹ et le cardinal de Zelada lui a repondu, par l'intermédiaire de la nonciature de Cologne, et l'a remercié vivement des intéressants détails qu'il lui a donnés ³.

Le même prélat continue à correspondre avec le secrétaire d'Etat. Il lui annonce que la retraite des alliés à rendu les Carmagnols plus audacieux et que les commissaires de la Convention « mettent en vente les biens des émigrés et des provinces Belgiques » 4. Un peu plus tard 5, il donne à Son Eminence des nouvelles de la guerre que les revolutionnaires font à presque toute l'Europe.

Si, continue-t-il, l'ordre de ne pas abandonner la Meuse s'exécute, si le projet de passer le Rhin et les dispositions qu'on préparait pour l'effectuer sont suspendus, on peut espérer que les alliés pourront empêcher les carmagnols de faire des progres ultérieurs... » 8.



¹ Ibid. 30 juillet 1794. Le 30 août l'evêque de Grasse à Bologne recommandera de nouveaux émigrés à l'archevêque.

² Les lettres sont des 9 et 16 juillet. Les réponses de Zelada des 2 et 6 août 1794.

² Arch. Vat Serie delle lettere di Vesconi 371 La réponse da 2 août 1794 commense ainsi : « D'après les témoignages de bonté que vous reçûtes le Sa Saintete au commencement de la trop fatale Revolution à l'occasion de l'intrus Expilly. »

¹ Ibid Lettre du 24 juillet et réponse du 13 goût 1794

[·] Ibid. Lettre du 2 août et réponse du 27 août 1794

⁴ Arch. Vat Serie delle letters a: Vescovi 371. Nouvelle lettre de l'evêque de Rennes du 29 août et reponse le 20 septembre 1794. Le 19 mars 1 96,

Au milieu du chaos de la persécution religieuse. Rome veille à l'administration des diocèses de France A chaque vacance, elle désigne un vicaire capitulaire ou tout au moins un administrateur.

Le siège de Dol est devenu vacant par suite de la mort de son évêque fusillé à Vannes, après le désastre de Quiberon, le 30 juillet 1795. Les vicaires généraux ont disparu. Mort aussi le métropolitain archevèque de Tours. Le secrétaire d'Etat prie alors M# Erskine de lui indiquer, parmi les prélats résidant en Angleterre, celui qui lui paraît le plus propre à remplir les fonctions de vicaire capitulaire, afin que des pouvoirs lui soient donnés !.

La Savoie a un évêque schismatique, Panisset. Il repand partout le bruit que le Saint-Siege l'a absous des censures qu'il a encourues. Mais il est dementi par le vicaire géneral de Chambery, l'abbé de la Palme, qui seul a le pouvoir d'administrer la Savoie.

Les conditions à remplir par les intrus pour recevoir l'absolution sont exactement déterminées dans le bref du 13 juin 1792 °. L'intrus, en effet, doit réprouver par écrit le serment constitutionnel, quitter publiquement l'Eglise qu'il a envahie et ne remplir aucune des fonctions épiscopales ou sacerdotales. Bien plus, il doit accepter d'être réduit à la communion laique jusqu'à ce qu'il ait fait pénitence et que Sa Saintete lui permette de reprendre les fonctions de son ordre.

Il faut donc tout d'abord que Panisset répudie ses erreurs et principalement qu'il confesse son adhésion publique à la condamnation de Baïus, de Jansénius et de Quesnel.

Telles sont les instructions précises que reçoit à propos de cette affaire le vicaire général de Chambéry 3.

Le siège de Beauvais est vacant depuis que son évêque a été massacré, le 2 septembre 1792.

l'evéque de Rennes est au château de Konigswarth, près Eger et Landau en Bonême. Il envoie une lettre pastorale à ses prêtres exiles

⁴ Arch. Vat. Serie delle lettere ai Vescovi 371, 26 décembre 1795

² Par ces paroles « Et ne absolutiones hujusmodi in consulto concedantor aut sint inter se difformes »

³ Arch. Vat. Registro di lettere a' Prelati, dell' anno 1794 a futto l'anno 1795 (373, à M. de la Palme, vicaire-général de Chambery, 49 septembre 1795. Panisset se retracta. Pie VI lui envoya à ce sujet un bref le 1º juin 1796.

Un ecclésiastique du nom de Grillet administre cette Eglise, il prétend avoir été désigné pour vicaire capitulaire par huit ou dix chanoines.

Son élection a-t-elle été confirmee par l'évêque de Senlis au nom de Sa Sainteté? Le pape désirerait le savoir en même temps qu'il voudrait avoir des renseignements sur l'abbe Grillet. C'est vers l'archevêque de Reims, retiré à Eisenach, que se retournera le secrétaire d'Etat, à lui qu'il écrira pour tirer au clair une situation embrouillée. Quand : l sera renseigné, il prendra des mesures en consequence 1.

Chaque année, à Rome, à l'occasion de la Saint-Pierre, on a coutume de frapper une médaille qui rappelleun fait éclatant de la vie du pontife régnant. En cette année 1795 on crut devoir représenter Pie VI accueillant dans ses bras les prélats, les religieux, et tous les émigrés avec cette légende: Clero Gallia pulso hospit, et airm præstita?

Dans les derniers mois de 1794, la révolution semble lasse de ses méfaits. On espere qu'elle va rouvrir les temples profanés et rappeler de l'exil les ministres du culte.

L'abbé de Salamon en est persuadé et il l'ecrit au secrétaire d'Etat ². Mais au mois de mai suivant il le prévient que le sang recommence à couler, et que de nouveaux décrets sont édictés contre les émigrés et contre les prêtres ⁴.

Cependant les ceclésiastiques réfugiés en Italie ont appris qu'un semblant d'accalmie régnait en France. Pour beaucoup d'entre eux, qui supportent mai les peines de l'exil, ce sera

I Arch. Vat. Registro di lettere a' Prelati. 13 août 1796.

² Au revers: Pius Sentus Pont. Mar. An. XXI

³ Arch. Vat. Lettere as Particolari. 301. Le secrétaire d'Etat à l'abbe de Satamon, 24 décembre 1794, reponse au 24 novembre. — 2 mai 1795, reponse au 6, 10 et 11 avril.

^{&#}x27; Ibid. 27 mai 1796; réponse au 8 mai — 10 juillet; réponse au 21, 22 et 23 mai Un peu plus tard, Salamon demande des reliques pour la duchesse d'Angoulème. Le secretaire n'Etat lui repond : « Pour peu que vous ayes a

me mander, mon cher ami, vos lettres minteressent toujours. On ne
 saurait mieux peindre de ce que vons faites (sic) le vrai caractere des paris-

[»] siens, volage, contradictoire, extrême en tout. Tout le monde est main-

[»] tenant en atleute sur l'issue qu'aura le fameux décret du 5 fructidor. La

[»] autte est forte et pourrait avoir des suites bien fâcheuses.

Je suis charmé de ce que vous me d tes de Madame, fille de Louis XVI.
 Ses malheurs et ses vertus rendront memorable à jamais cette jeune prin-

cesse. Avec tout le platsir (sic je vous envoie la re.ique que vous me

l'occasion de retourner au pays natal. Mais avant de quitter l'Italie, ils veulent voir Rome en pelerins et sollicitent cette permission. Le pape leur concède d'y passer quinze jours pour la visite des sanctuaires; il est bien entendu qu'ils ne devront pas y rester plus longtemps. Ils adresseront une demande et attendront la réponse, avant de partir, et rela afin de ne pas se trouver à Rome tous à la fois. Enfin sitôt leur arrivée, its se présenteront chez Mª Caleppi qui pourvoira à leur entretien.

Nous avons cru'devoir insérer ces nombreux et longs détails ils nous montrent l'état lamentable du clergé de France pendant cette période aigué de l'époque révolution-raire; ils nous montrent aussi combien grande était la charité du pape envers nos malheureux proscrits 2.

- « demandez pour elle. Sa piéte l'agréera sans doute. Ce sont les reliques des
- » douze Apôtres et du Ligne (sie) de la sainte Croix, toutes bien disposees
- a dans une seule boête. Vous la recevrez du nonce de Lucerne, a qui je l'ai
- donnée afin que le vous parvienne plus surement avec le document a d'autenticité (s/c).
- « On vient d'entendre ici que les Français, apres leur passage du Rhin, ont été battus par Clairfait le 24 du passe avec perte de ni hommes de
- » tués. Du rește nous n'avons rien ici de bien important.
- « Continués-moi, mon cher, vos nouvelles et cerles du jour. Apres tout, • aimés-moi toujours comme je vous aime, »
- Arch Vat Nerie delle lettere ai Vesconi 373 Circulaire imprimée avril 1796
- Au nombre des évêques émigrés, nous avons retrouve Mr de Clermont Tonerre, évêque de Chalons sur Marne à Genart en Hodande. Le 9 novembre 1788, le pape lui envoie 500 florins hodandais (Arch. Vat. Registro de lettere a' Prelati).

L'archevêque d'Auch était à Placentia, en Estramadure (19 mars 1796).

l'evêque d'Auxerre habite Munster (31 déc. 1794), celui de Saint-Claude, Lugano 18 avril 1795); celui d'Uzes, à Bruxelles (23 novembre 1793), puis a Fribourg Celui de Nancy est à Trèves et l'archevêque de Reims est à Eisenach. L'évêque de Perpignan habita d'abord à l'erni II sollicita la permission de venir à Rome pour les affaires de son diocèse — 14 juin 1793. — On le prin d'attendre un passe-port Le 26 avril 1796, ce prélat habite à Ancône. L'évêque de Châlons sur-Saône se refugna à Fribourg, puis, le 4 novembre 1795, il obtint permission de venir à Rome.

CHAPITRE XXXI

SOMMAIRE. — I — Lie VI veille a la súrete de ses Etats — Arrestation de Ratter. Chinard et Fonseca — Indignation à Paris — L'émeute du 13 janvier 1793. Flotte et Basaville — Basaville est blessé à mort. — Il meurt. — Emotion a Paris à cette nouvelle — Conditions imposées au pape s'il ne veut pas la guerre. — On exige que le pape chasse les émigres, notamment Maury — Maury évêque de Montebascone et Corneto et cardinal — Compliments. — Il Regicide — Le consistoire du 17 juin 1983. — Services pour Louis XVI et Marie-Antoinette — Maladie et mort du Cardinal de Bernis. — Sea obséques.

I. — Pie VI, nous l'avons vu, tout en exe çant ses liberalités envers les émigres, veille avec un soin jaloux à la sécurite de ses Etats. Dans ce but il renouvelle les édits des 16 janvier et 12 février contre les attroupements! En cas d'invasion il veut qu'on sonne les cloches pour appeler aux armes ceux qui sont en état de les prendre?

Plusieurs fois le pape a fait reconduire à la frontière des Français aux allures louches, quelques-uns pris en flagrant delst de propagande révolutionnaire Cependant le pape ne peut expulser tous les gens suspects. Parmi ces dernières, le palais de l'Academie de France compte deux jeunes gens, le printre Ratter et le sculpteur Chinard; ils sont venus l'un et l'autre pour se perfectionner dans les arts libéraux, mais ils paraissent à l'heure présente beaucoup plus épris des idées révolutionnaires que de l'étude des chets d'œuvre antiques?

On trouve, au soir du 22 septembre, dans l'atelier de Chinard un groupe repésentant le Fanatisme, c'est-a-dire la Religion, terrassé par la Raison, et dans sa garde-robe un chapeau orné d'une cocarde tricolore. Les deux artistes, qui ont travaille ensemble à cette œuvre, sont arrêtés et incarcérés au château Saint-Ange.



⁴ Bibl. Corsini Nouvelle lettre de Pie VI relative au em gres 17 février 1793. — Bibl. Vall.cell. Monam. Stor. Z. fol. 34.

³ Ibid. 31 janv. 1793

³ Le palais de l'Academie était alors un Corso; il faisait face au palais. Doria (aujourd bui palais Saivinti). Chinard était de la ville de Lyon.

Un mois plus tard, le 25 octobre (1792), le marquis Fonseca, un Avignophais qui habite. Rome depuis longtemps et fait parade de sentiments révolutionnaires, est arrêté à son tour et conduit lui aussi au château Saint-Ange.

Lorsque la nouvelle de l'arrestation de Ratter et de Chinard parvient à Paris, elle excite un débordement d'invectives contre le pape. Cependant à la demande de Mackau, le ministre français à Naples, le cardinal de Bernis et son secretaire Bernard s'interposent afin d'obtenir l'élargissement des deux inculpés.

Le secretaire d'Etat répond — 9 novembre 1792 — que le pape examine lui-même l'affaire de Ratter et de Chinard, que leur conduite et leurs paroles ont donné heu à de sérieuses plaintes; que néanmoins, et en considération des personnes qui sollicitent la grâce des jennes coupables, on les remettra en liberte à la condition qu'ils s'eloignent du territoire pontifical.

On ignore en France la relaxation de Ratter et de Chinard; aussi le ministre des Affaires étrangères, Lebrun, écrit-il ab irato au secrétaire d'Etat. Il demande la liberation de ces prisonniers e qui depuis plus de deux mois gemissent dans les prisons du Saint-Office pour avoir osé montrer de l'attachement aux principes et à la liberté de leur pays. ... Je concois, ontinue Lebrun, que, tourmenté par la grainte que les peuples que vous tenez asservis sous le joug de la superstition de l'ignorance et du fanatisme, soient tentés de faire l'essai des douceurs de la liberté; il entre dans vos principes d'anéantir tous ceux qui ont le courage de détester les despotes et le despotisme, mais cette morale le peut jamais être celle d'un peuple libre. .. Je réclame donc formellement, aujourd'hui et pour la dernière fois, la liberté des citoyens Chinard, Ratter et Ponseca et de tous les autres Français qui en auraient été privés pour la même cause. Je reclame une indemnité pour la longue captivité et les tourments affreux qu'on leur a fait essuyer..... Je vous déclare que si, au reca de ma dépeche, le gouvernement de Rome n'a pas donné une satifaction pleme et entière à la République Française, les ordres les plus rigoureux seront dennés pour se faire justice à elle-même..... » 1

¹ Lettre du 25 novembre 1792

Malgré le ton injurieux de la lettre de Lebrun, le secrétaire d'Etat consent à y répondre. Les trois prisonniers nont jamais été incarceres dans les prisons de l'Inquisition, mais bien au château Saint-Ange, où l'on a eu pour eux toute espèce d'égards. Ils ont été vêtus et nourris aux frais de l'Etat et relaxés. Ratter et Chinard le 13 novembre. Fonseca le 8 décembre. Mackau en a témoigné sa reconnaissance au secrétaire d'Etat.

Cette reconnaissance, si elle était sincère, ne devait pas être de longue durée. Mackau était un homme remuant et ambitieux, incapable d'éprouver un sentiment de gratitude. Mecontent de la situation qu'il occupait à Naples, il n'aspirait qu'à venir à Rome prendre sans doute la succession du cardinal de Bernis, succession toujours vacante. Dans ce but, il écrit à Lebrun, — 22 septembre 1792. — Il sollicite l'autorisation d'envoyer a Rome un des secrétaires de sa légation pour savoir ce qui s'y passe. Lebrun acquiesce à ce désir.

Mackau fait partir sur le champ un de ses secrétaires, Hugou, plus connu sous le nom de Bassville , et pour colorer ce voyage d'un prétexte plausible, il le charge de remettre à Zelada une lettre de remerciement d'avoir clargi Ratter et Chinard.

Hugou arrive à Rome le 13 novembre (1792), à cinq heures du soir. Il descend chez Moutte, un hanquier français logé au palais Patombara ⁹, dans la via de l'Impresa, non loin du Corso. Le lendemain il demande audience au secrétaire d'Etat; on le reçoit aussitôt et il raconte à Son Eminence qu'il est venu en simple particulier pour admirer les chefs-d'œuvre de la ville.

Sans aucune délicatesse pour Mackau, Bassville écrit le

¹ Vicolas-Jean Hagon était né à Abheville d'une famille pauvre. Son père était teinturier. Il reçui une education soignee dans un collège de boursier Il vivait avec une femme. Catherine-Elisabeth Co son, qu'il disait avoir épocsée et dont il avait un enfant. Or, en 1797, la famille Hugon r la qu'il se fût jamais marié. En relation avec Lebrun, ministre des affaires êtran gères, qu'il appeait son cher camarade, il lui demandait la légation de Ventse ou celle de Florence. Il arr va a Naples le 12 aout 1792 avec son chef M. de Mackau.

² Ce palats appartenait aux Massimi marquis de Palombara, il était cuface de la pra della Missione.

soir même à Lebrun, et lui parle de son désir d'être accredité près du pape.

Quelques jours plus tard un certain Patei, de Lyon, ayant été arrête pour delit, Bassville, comme s'il avait qualité d'ambassadeur, réclame son élargissement, et cela en termes presque comminatoires. Il manifeste en toutes circonstances des sentiments exaltés, rassemble les Français patriotes chez Moutte.

Puis de là les emmène à une distance de trois postes de Rome prendre part à un banquet qu'il donne pour fêter la libération de Ratter et de Chinard. A la fin du banquet, on lit et on applaudit la Marseillaise.

Bassville se donne bientôt l'importance d'un diplomate. Il informe le ministre Lebrun des forces militaires dont peuvent disposer Rome et les Etats pontificaux, et traite en pays conquis ce pays où il est venu soi-disant étudier les arts.

Il termine sa dépêche en protestant que loin de devancer l'opinion publique, il se contente de la suivre.

La Convention ne pouvait manquer d'accuei lir favorablement les ouvertures de Bassville Animée des sentiments les plus hostiles contre la papauté elle avait proposé, à l'instigation du citoyen Romine, la suppression de la place de directeur de l'Académie, — séance du 25 novembre 1792 . Quant à la presse révolutionnaire, elle demandait à grand cris l'invasion de Rome et la déportation du pape 1.

Cependant Bassville se vante d'obtenir de Zelada tout ce qu'il veut, par la crainte qu'a Son Eminence d'une incursion des matelots de la flotte française et de leur débarquement sur la plage méditerranéenne.

Au mois de décembre, Bassville s'installe tout à fait à Rome, il fait venir de Naples sa femme et son enfant qu'il prend avec lui au palais de l'Académie où il a élu domicile.

Peu auparavant, Mackau avant reçu une circulaire de Monge, ministre de la marine — 28 novembre 1792. — Cette circulaire enjoignant aux consuls de remplacer au dessus de leur porte l'écusson fleurdelysé par le chiffre de la république.

Mais, ajoutait la circulaire, et cette clause est impor-



l Cf Les Diplomates de la Révolution," par M. Fredéric Masson

tante à noter, — la substitution devait être subordonnée au temps et aux circonstances.

Mackau chargera Bassville de remettre la circulaire à Digne, le consul de France à Rome.

Le porteur du pli ministériel est un certain de Flotte, major du vaisseau le *Languedoc* qui a relaché à Naples pour faire réparer les avaries de son bâtiment !.

Flotte quitte Naples, le 27 novembre (1792).

Il arrive à Rome, la cocarde nationale au chapeau, et descend au palais de l'Académie.

A peine Bassville a-t-il pris connaissance de la circulaire de Monge, qu'il la remet à Digne, ainsi qu'il en est chargé. Vu l'importance de l'affaire, Digne sollicite une audience d'urgence. On le prévient qu'on le recevra le 28 décembre.

A l'exposé de la requête, Pie VI manifeste sa surprise.

Il ne cache pas au consul ses griefs contre la France. Cependant, avant de répondre, il réfléchira. Il prendra tout d'abord avis de l'Autriche, de l'Espagne et des autres nations anies, afin de conformer sa conduite à celle des pays voisins. Si, dit il en congédiant le consul, il lui semble impossible d'acquiescer à la demande de Monge, il appuiera son refus d'un Memoire justificatif.

Cependant, sans attendre la réponse, Bassville et Flotte dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier 1793, font disparaître les écussons fleurdelysés qui dominaient le palais de l'Académie et la demeure du consul ².

Non contents de cet acte inconsidéré, Flotte encouragé par Bassville, détermine les élèves à jeter bas la statue de Louis XIV, le fondateur de l'Académie de France³, puis tout le personnel de service quitte la livrée royale et prend la cocarde tricolore.

Néanmoins, on n'ose pas arborer encore l'emblême de la



⁴ Charles de Flotte, né à Calais, le 15 novembre 1765, d'une noble familie du Languedoc, avait donné tête baissée dans les idées nouvelles

² Bassville prétendit que cette mesure provoqua une manifestation populaire en faveur de la France Digne y était oppose il trouvait la chose prematurée. Inconvenante et dangereuse. On laissa l'écusson royal sur le palais Carolia, les eglises et les établissements de bienfaisance.

³ B.bl. Vat. f. lat. 9748, 2 janv. 1793. Louis XIV avait fonds l'Académie en 1666.

République, de crainte de faire eclater les mécontentements populaires qui grondent déjà sourdement au loin.

Fiers de leur conduite, Digne et Bassville envoient à Paris un courrier extraordinaire — 8 janvier 1793. — Ils y racontent tout au long leurs exploits. Mais le ministre Lebrun ne leur décerne pas les éloges attendus.

Avant de prendre, leur disait-il, le parti de substituer aux anciennes armes de France le symbole de la Republique, on aurait peut-être dû pressentir l'opinion du cardinal serrétaire d'Etat. Cette démarche, commandée par les convenances et par la prudence était nécessaire pour ne pas compromettre la dignité et la sûreté des Français établis dans Rome!

Le Mémoire qu'avait promis Pie VI, fut remis au consul Digne par le chevalier Azara —8 janvier 1793². Aux demandes de la France, le page opposait un refus, d'ailleurs facile à prévoir.

Sa Saintel' rappelle ses griefs contre la France : le pape brûlé en effigie, le nonce expulsé, Avignon et le Comtat usurpés !.. A Marseille, ajoute Pie VI, au mois d'août dernier (1792), les armes pontificales ont été arrachées de la maison du consul, suspendues à un reverbere et reduites en pièces par la populace.

Malgré les plaintes du consul, les coupables n'ont point été inquiétés, et lorsqu on a voulu replacer ces armoiries, le procureur royal s'y est opposé sous prétexte que les circonstances ne le permettaient pas.

Et puis, que n'a-t-on pas fait au consulat? N'y a-t-on pas perquisitionné à l'improviste, en envoyant deux commissaires ouvrir tous les meubles et pratiquer des recherches contre le droit des gens?

La République ne reconnaît pas le Souverain Pontife, puisqu'elle a rompu avec lui les rapports diplomatiques; pourquoi, lu³, reconnaîtrait-il la Republique? Tels sont les considérants de Pie VI justifiant son refus³.

¹ La dépêche du 8 janvier n'arriva à Paris que le 23. A cette date on ignorait encore l'émeute du 43 janvier.

z Promemoria per il console di Francia in Roma.

Archiv di Stato Piazza Firenze) In Roma MDCCXCIII Nella Stamperia della fleverenda Camera apostolica. Cette note fut présentée dit le Mémoire Bassville de 8 janvier 1793.

Le Mémoire, pour modéré qu'il tût, ne pouvait satisfaire Bassville qui n'aurait pas demandé mieux que de passer outre immédialement, n'avait été l'opposition formelle de Digne.

La mission de Flotte est terminée. Il regagne Naples emportant pour Mackau et Lebrun des dépêches où Bassville annonçait le refus du pape de laisser arborer l'écusson de la République française.

A cette nouvelle, Mackau se répand en invectives contre la Cour pontificale. Il renvoie sur le champ le major de Flotte à Rome et lui confie trois lettres, pour Digne, Bassville et le secrétaire d'Etat!.

Flotte et Bassville se font annoncer chez Zelada et lui remettent la dépêche de Mackau, en menaçant le pape de la destruction de Rome s'il persiste dans son relus. Le cardinal ministre répond avec une grande modération, qu'il ne peut rien faire sans l'avis de Sa Sainteté. Il ajoute que, n'ayant pas audience avant le lundi 14 janvier, il renvoie ses visiteurs à cette date pour leur rendre réponse.

En descendant les marches du Vatican *. Flotte et Bassville exprimèrent leur mecontentement si publiquement que l'écho s'en répandit promptement parmi le peuple. Ainsi furent éventés tous leurs projets révolutionnaires.

A leur retour, ils trouvèrent le consul de France, auquel ils manifesterent leur intention d'arborer le lendemain, à l'Académie et au consulat, les armoiries républicaines : une Minerve, une pique à la main et le bonnet phrygien sur la tête 3.

Digne s'y opposait de toutes ses forces. Il lui répugnait de paraître obéir aux ordres de Mackau, lequel, disait-il avec juste raison, n'avait aucune qualité pour commander en dehors de son département. Sa lettre n'était-elle pas, d'ailleurs, en opposition avec celle du ministre de la marine? Monge disait, en effet, que la où l'on refuserait de laisser arborer l'emblème républicain, on ne devait pas passer outre; mais dresser procès-verbal et le lui envoyer, en laissant au

Dit la relation de Digne

^{&#}x27; Flotte quitte Naples le 10 et arrive à Rome le 12 janvier Voir justif. A.

C'était l'œuvre de Girodet, Lafitte, Pequignot et Méramée

Conseil exécutif le soin de prendre telles mesures qu'il jugerait opportunes.

Digne écrivit donc à Mackau et lui signifia son refus d'obéir aux injonctions de sa lettre du 10 janvier. En même temps, il ne cacha pas à Flotte et à Bassville le danger qu'ils couraient l'un et l'autre s'ils persistaient à braver l'opinion publique déjà fort irritée contre eux i.

On savait que les jours précédents, des orateurs avaient péroré à l'Académie de France, devant le buste de Brutus enguirlandé de cocardes et de rubans tricolores. On n'ignorait pas non plus qu'on avait jeté hors du palais la statue de Louis XIV et celles de plusieurs papes et cardinaux. De pareils actes avaient mis le comble à l'exaspération populaire. Flotte et Bassville en furent avertis, et l'on s'efforça par tous les moyens de les délourner d'un projet qui heurtait violemment la conscience publique. Mais c'était peine inutile Nos énergumènes persistèrent a exiger que les nationaux français et leurs serviteurs prissent la cocarde tricolore. Ils décidèrent en outre que les armes de la république seraient arborées le dimanche 13 janvier, dans la matinée ou dans la soirée. En une telle occurrence, le gouvernement pontifical, voyant le péril que courait la tranquillite, renforça les postes de police par un corps de troupes. La mesure était insuffisante.

Le dimanche 13 janvier, à la 23° heure du jour, la voiture de Bassville è s'avançait de San Carlo vers la place de Venise. A l'intérieur M^{me} Bassville, Flotte, Duval et le petit Edouard Bassville, ce dernier agitant un drapeau ou un mouchoir tricolore. Tous, y compris les serviteurs, portaient à leur

¹ Les menaces qu'ils avaient proférées en sortant du Vatican étaient conques de toute la ville.

Pour raconter la suite des evénements, j'ai eru bon de auivre en partie la relation officielle du 16 janvier 1783. Elle porte l'empreinte d'une grande modération, et semble plus véridique que les relations de Flotte et de Mackau

Cette relation officielle considère comme un malheur qu'on nit publié la lettre de Mackau à Digne, lettre où I on exigeait l'apposition dans les 24 heures des armoiries républicames, en enjoignan, à tous les Français de Rome de se réunir « pour empécher qu'aucune main sacerdotale ne profanêt par son opposition cet embléme de liberté. »

² Voiture à la Polignac, attelée de deux chevaux avec cochers devant et va ets dermere

chapeau la cocarde républicaine. Cette manifestation provoque un attroupement sur la place Colonna. On jette des pierres contre la voiture en criant à bas les cocardes. Flotte se penche à la portière et crie: Cocher, à la maison, au galop ! Un coup de feu parti de la voiture ne blesse personne, mais accroît l'irritation !.

Rendue au palais Fiano, la voiture tourne par la *via în* Lucina, s'engage dans le vicolo dello Sdrucciolo el entre chez le banquier Moutte au palais Palombara, Bassville s'y trouvait. Il referme aussitôt les portes. Les portes sont brisées. A ce moment il avait en main deux pistolets qu'il avait arrachés à Flotte pour l'empêcher de tuer personne, « ce qui aurait pu les faire massacrer l'un et l'autre, ainsi que sa femme et son fils 2 ». Les assaillants croient sans doute qu'il veut se servir de ces armes. L'un d'eux lui donne un coup de poignard au ventre et lui fait une grave blessure3. Flotte, au lieu de défendre son ami, s'enfuit en toute hâte. Une fenêtre voisine donne sur le toit d'une pelite maison adossée au palais Palombara. Flotte l'enjambe, descend dans une cour et se fait cacher dans la cave où il passe six heures jusqu'à ce qu'un jeune officier, le marquis Petrignani, le découvre et le conduit en lieu sûr.

Cependant le tumulte va croissant. Le palais de l'Académie a été envahi par les émeutiers qui brisent tout ce qui leur tombe sous la main. Ceux qui stationnent à l'exterieur défon cent les fenêtres à coups de pierres.

La troupe arrive enfin sous les ordres du général Caprara. Elle commence par éteindre le feu qu'on a mis aux portes du



Dans leur relation, Duval et Flotte attestérent qu'aucun coup de feu ne fut tire.

¹ Bibliot, Vallicel *Monuments Storici*, Z fol. 303, Rapport ou certificat du Di Joseph Flajani, chicurgien ordinaire de N S. P. le pape Pie VI, et premier professeur de chirurgie à l'hopital apostolique du Saint-Esprit — 28 février 1793.

Une relation porte qu'il se défendit avec un stylet. Bassville l'a niè, ainsi qu'un certaig Varon dont on requei lit le témograge.

^{*} Merimée et le D' Bussan écrivirent que Bassvil e après avoir reçu e coup de poignard, fui frappe et tra né par les chieveux, qu'il fut porté au corps de garde voisin au milieu d'une grêle de pierres, évanout, couvert de sang et sou uniforme en lambeau. Le D' Hussan ajouta qu'il avoit les che veux arraches et la barbe brûlée

palais de France. Un piquet de soldats garde l'Académie, la poste i, les maisons des Français et celles de quelques Italiens leurs amis.

Lorsque le pape apprend ces nouvelles, il en est consterné. Il deplore le mal commis, et pressentant les graves conséquences que cette émeute peut avoir, il fait prendre sans retard les mesures que commande la prudence. Des personnages sages et influents se mêlent à la foule et essaient de la calmer sans y parvenir complètement.

Les nuits des 13, 14 et 15 janvier sont fort agitées. Les émeutiers, dans la nuit du 14, tentent un coup de main contre le Ghetto parce qu'ils prétendent que les juifs complotent avec les Français. Peu s'en faut que cette partie de la ville ne soit incendiée et ses habitants massacrés 1.

Alors Pie VI envoie partout des prêtres prêcher dans les carrefours et sur les places publiques. La populace finit par prêter l'oreille aux conseils donnes au nom de son souverain et Rome rentre dans l'ordre. Un édit a été d'ailleurs affiche par les soins du cardinal Zelada — 16 janvier; — cet édit blâme sans réserve tout ce qui vient de se passer, et defend sous les peines les plus sevères de molester aucun Français.

Cependant qu'était devenu Bassville? Après sa blessure on le transporte, par mesure de sécurité, au corps de garde de la via Frattina. De là il envoie quérir le médecin Bussan, son ami. Bussan était un incapable 2; aussi après une opération maladroitement pratiquee, il appelle pour le seconder Viali

La poste française était via della Scrola.

^{*} Caprara fit occuper le Ghetto par 7 000 hommes de troupes. Le peuple, pendant ce temps, demandait au pape — to Que les juifs, pour être distingues des romains. fussent contraints de porter un ruban jaune au chapeau pour les hummes, dernière le dos pour les femmes, 2º Qu'ils neussent aucus magasin en dehors du Ghetto; 3º Qu'ils remissent en place les images qu'ils avaient enlevées de la place; 4º Qu'on leur défandit de sortir du Ghetto après :'Ave Maria sous peine de trois ans de prison

⁽Bibl. Vat. f. lat. 9718). Le 17 janvier 1793 le pape réstère les édits du 5 avril 1775 contre les juifs. En exécution de la pulle de Pau. IV Cum numes renouvelée par Saint Pie V dans la constitution Romanus Pontifex, le 20 mai 15:6, les juifs des deux sexes devront porter en tout temps et tout lieu le signe de couleur jaune. Ils devront rentrer dans le Ghelto à une heure de noit et n'en sortir qu'au jour (Bullarium Pii VI)

² Il avait é.arg. la blessure pour obtenir la réduction de l'intestin qui s'échappait, sans pouvoir d'ailleurs y réussir.

et Melli, le premier professeur de chirurgie, le second apothicaire. Ceux ci trouvent l'état de Bassville fort grave et à 11 heures du soir, sur les instances de l'officier de garde, ils appellent en consultation Flajani, le chirurgien du pape.

Lorsque ce dernier arrive aux postes de la via Frattina, on

administrait a Bassville les derniers sacrements !.

Flajani soulage aussitôt le blessé; mais il déplore qu'on ait attendu plusieurs heures avant de faire ce que réclamait d'urgence une pareille blessure. Ce retard avait, à son avis, singulièrement aggravé l'état du malade.

Bassville remercie affectueusement Flajani en lui serrant les mains. Il ajoute « qu'il avait prévu ce qui venait de «ui arriver, que tout cela s'était fait contre son avis; qu'il ne se serait rien passé à Rome, si M. Flotte n'y était pas venu de Naples.» ²

Au moment où le D' Flajani allait prendre congé de son malade, celui-ci le pria de s'enquérir des nouvelles de sa femme et de son fils, puis il se félicita des bons soins de Gamma, l'officier de garde du poste où il était. Enfin il chargea le chirurgien pontifical de dire à sa Sa Sainteté « qu'il pardonnait à celui qui l'avait blessé et qu'il désirant que personne ne fût poursuivi à son sujet. » 2

Bussan et Viali résolurent de passer la nuit près du malade, en compagnie du serviteur de Bassville qu'on avait laissé entrer.

Le lendemain matin * Flajani revint voir son blessé et le trouva dans un état très alarmant. Il alla de suite au Vatican l'annoncer à Sa Sainteté. Le pape, en présence du cardinal

Il est certain que Mo Passari le visita

Relation Flajani.

Coogle

¹ Bibl. Vallicell. Monumenti Storict. Z. fo.. 303. « Rapport ou certificat du D² Joseph Flejaui, chirurgica ordina re de N. S. P. le pape Pic VI et premier professeur de chirurgie à l'hôpital apostolique du Saint-Esprit. » Cette relation suppose que c'est le curé de la paroisse de San Lorenzo in Lucina, le pere Charles Fischer, qu. lui administra les derniers sacrements.

În historien — dejà cité — Francesco Fortunati pretend que ce fut Mº Passari, vice-gérant de Rome (Bibl. Vat. f. lat. 9718., Silvagni assure que ce fut Mº de la Genga le futur Leon XII Il était alors camérier secret participant et chanome de Saint Pierre

Relation du Dr Flajani. L'ne enquête fut faite sans aboutir à augun résultat

⁴ A la treizieme heure et dem.e.

Campanelli et de Mer le Fiscal, recommanda de ne rien négliger pour obtenir la guerison.

Flajani sit une seconde visite avant midi, puis une troisième dans la soirée! Sur les instances de Bassville, il ne lui dissiniula pas le danger dans lequel il était. Bassville, écrit le chirurgien, accomplit alors plusieurs actes d'une véritable religion et d'une grande résignation et, à deux heures de nuit du troisième jour, il mourut au milieu d'un vomissement 2.

Avant de rendre le dernier soupir, Bassville avait envoyé au secrétaire d'Etat de sincères excuses pour les troubles que sa conduite inconsidérée avait occasionnés. Au moment de sa confession il répudia les serments qu'il avait prêtés en opposition avec les lois de l'Eglise, promettant, s'il recouvrait la santé, de publier son abjuration et chargeant son confesseur de ce soin au cas ou il viendrait à mourir. Il manda ensuite le notaire Ferri, lui dicta son testament par lequel il léguait ses biens à son fils et en laissait l'usufruit à sa femme.

Le pape voulut pourvoir personnellement aux frais des obseques de Bassville dont le cadavre sut conduit, avec les précautions qu'exigeaient les circonstances, d'abord au palais Teodoli, puis à l'église paroissiale de San Lorenzo in Lucina où il sut inhumé selon son désir.

Après les tragiques événements de la soirée du 13 janvier, la femme de Bassville et son enfant, accompagnés de plusieurs servantes et d'un certain Lorenzo Gobbi de Montefeltro se réfugièrent dans les greniers du palais Palombara. Le chef de la police, Gioacchino Dall' Arpa, les y trouva. Il les confia à la garde du marquis Accoramboni, officier d'état-major qui les prit dans sa voiture 3.



¹ A la vingt troisième heure et demie.

A di 14 gennaro 1793. Sig Nicolao Gius Hugou de Bassville, di an. 49, fig. del qm. della città di Abville dioc. di Amienne nella Picardia. Marito delle Sig. Colson dim. al Trav. Teodoli, mun di tti SS Sagr. mori nella Cm. d. S. M. C. e fu in questa chiesa sepolto (Archives de S. Lorenzo in Lucina.).

³ Il est faux que Mª Bassville courut des dangers. Après être retournée à Naples, elle monta avec Moutte sur le bateau Le Languedoc et rentra en France. Plus tard, nous la trouvons remariée avec le neveu de Mackau, Fitte, dont elle se servit pour réclamer une indomnité à l'occasion de la mort de son mari. Le père de Bassville en réclama de son côté, protestant

Le marqui Massimi, général des postes pontificales, prenaît Flotte dans une autre voiture et les conduisait hors des portes de Rome. A cinq milles de la ville une chaise de poste les attendait escortee de dragons. On les congédia en leur remettant 70 écus pour le voyage. A l'aube du jour suivant ils marchaient dans la direction de Terracine.

Lorsque Lebrun apprit l'émente qui avait éclaté a Rome le 13 janvier, il en rendit Mackau responsable. La Convention partagea le sentiment du ministre et désigna Cacault pour toutes les négociations qu'on pourrait avoir desormais avec le pape. Cacault, ancien secrétaire de l'ambassade de Naples, fut donc nommé résident de la Republique Française à Rome; on lui remit le 19 janvier (1793) des lettres de créance pour le cardinal Zelada ¹. A peine rendu à son poste il reçoit de Lebrun une dépêche désavouant à nouveau les démarches « inconvenantes et irrégulières » de Bassville et de Digne ².

Inquiet des conséquences que pouvaient avoir les évênements du 13 janvier, le pape mit tout en œuvre pour les attênuer.

Les portes du palais de l'Académie avaient été brûlées, les fenêtres et les meubles brisés, Pie VI les remplaça à ses frais. Quant à la maison du consul contigué à la poste, elle n'avait été que légèrement détériorée 3.

que jamais son fils n'avait épousé Catherine Colson. Le valet de Bassville, Noutte et une grande partie des pensionnaires résidant à l'Académie de France, s'inscrivirent pour obtenir une part de l'indemnité que le gouvernement français exiges du pape, à l'occasion de l'emeute du 13 janvier.

¹ Carault partit de Paris le 7 fevrier. Le 28 il est à Florence et écrit à Lebran que Zelada lui a signifié qu'il ne le recevrait pas

I l'acte dont il s'agissait, écrivait Lebrun à Lacault, s'opposait à la reconnaissance formelle de la République et lois d'avoir mission pour traiter de ce qui avait rapport a cette reconnaissance, l'un de ces deux citoyens se trouvait même dénué de tout caractère public à Rome. En remettant, citoyen, au secretaire d'Etat, la lettre que je vous ai adressee pour lui le 19 de ce mois, vous lui observerez que le Conseil exécutif n avait pas autorisé les démarches que se sont permises les citoyens Digne e, blassille, que ces démarches lui out paru inconvenuites et irregulières et qu'olles doivent, ainsi que tout ce qui en est suivi, être considerées comme non avenues.

(Les diplomates de la Révolution, par M. Frédéric Masson).

A.M. Sergius Pilalete, à Naples. Cette lettre — 12 mars 1799 — porte comme signature les Initiales F. G. (Bibl. Vallecellians).



Ensuite il publia une relation détaillée de ce qui s'était passé à Rome, afin de dégager entièrement sa responsabilité!.

Cette relation ne devait pas être unique.

Mackau se trouvait trop gravement compromis pour ne pas donner une autre version qui expliquât et excusât tout à la fois le rôle qu'il avait joué 2. Sa relation s'appuyait sur le témoignage d'Amaury Duval 2 et du Dr Bussan « deux hommes animés des pires sentiments contre le pape. » 4

Ajoutons que le D¹ Bussan avait intérêt à exagérer la gravité de la blessure, pour donner le change sur son incapacité professionnelle, incapacité fatale au malheureux Bassville.

De son côté le consul Digne envoie un rapport démentant la relation officielle de la cour romaine 5. De Flotte ne tarde pas à arriver à Paris II raconte à sa façon les événements du 13 janvier et se répand en imprécations contre Rome et la cour pontificale Alors la Convention fait cause commune avec lui 6. Le conseil exécutif est chargé de prendre de promptes mesures pour venger la France 7. On décide que la République adoptera le fits de Bassville, qu'elle donnera à la veuve un secours provisoire de 2 000 livres, sans préjudice d'une pension annuelle de 1 500 livres dont les deux tiers seront reversibles sur la tête de l'enfant 6. Enfin comme les artistes français residant à Rome, n'y paraissent plus en

Cette relation parut « à Naples au palais de France la deuxième année

de la République française 1, 20 janvier 1793.

Lettre à M. Serglus Filatele.

A Le courrier arriva à Paris le 1^{er} février 1793.



¹ Bibl. Vallicell. Monum. Stor. Z. fol. foi. Cette relation est datee du 16 janvier 1793.

³ Amaury Duval publia une réfutation de la relation de la Cour de Rome M. Frédéric Masson dit qu'il convient de lui accorder une veritable importance

O Deja la Convention avait invectivé le pape dans sa séauce du 2 fevrier 1793

On montrait encare, il y a pen de temps, la boutique du barbier que l'on accusait d'avoir blessé Bassville. Cette boutique, proprieté Giorgi, se trouvait au Largo dell' Impresa. Elle a été démaile pour construire le palais de l'Union militaire.

⁶ Lorsque Rome fut condamnée a payer 300 000 livres, les heriters de Bassville sortirent de partont. Son pere fit attester par la munic.pal té d'Abbeville son indigence, et par les députés de la Somme, qu'Elisabeth Colson n'était point sa femme. Le poéte Monti qui avait composé la Bass-vilhana s'enfuit de Rome.

sûreté, on va les rapatrier aux frais de la république. Digne reçut le 6 février notification de ces mesures.

En même temps, on arrêtait tout un plan de campagne contre le pape, à moins qu'il ne souscrivit aux conditions survantes. Il enverrait un nonce chargé de faire des excuses à la France; rapporterait la défense d'arborer le chiffre de la Republique; expulserait de ses Etats Maury et les émigrés, punirait les instigateurs de l'insurrection du 13 janvier; accorderait une indemnité aux Français qui avaient souffert de cette insurrection, ferait reparer le palais de l'Académie 1; acquitterait enfin les dépenses pour l'armement de la flotte.

A ces conditions Rome obliendrait la paix, et Lacault s'y rendrait et serait reçu avec le titre officiel de chargé d'affaires.

Tout porte a croire que les promesses de paix étaient absolument mensongères. En effet, Mackau escomptait si bien l'arrivée prochaine des troupes françaises, qu'il demandait au ministre Acton é de faire campagne avec les Français, lui offrant par avance les territoires pontificaux à la convenance du roi de Naples. Acton déclina de pareilles offres; il promittoute-fois de demeurer neutre, au cas où la guerre serait déclarée

Cependant la République n'était pas prête à entreprendre cette guerre. La saison n'était pas favorable, les troupes insuffisamment équipées, trop d'ennemis de tous côtés, au dedans et au dehors

Rome paraissait calme depuis l'édit du 16 janvier (1793). Cependant le feu de l'insurrection couvait sous la cendre. L'incendre éclate le 11 février et l'effervescence est telle contre les Français que ceux qui ne sont ni émigrés, ni naturalisés romains jugent prudent de quitter la ville.

Les conditions que la Convention imposait au pape, comme garantie de la paix, étaient dures ; quelques-unes semblaient inacceptables

Aussi Zelada persiste-t-il dans son refus de recevoir Cacault, et relient-il en prison, malgré les injonctions de la Republique, les Français qui se sont de nouveau compromis dans l'émeute du 11 février.



¹ La reparation avait déjà été faite

⁴ Un franc-comtois de Besançon devenu, par faveur plus que par talent, premier ministre de Ferdinand 1785

Parmi les conditions que la Convention veut imposer au pape, il en est une qui lui répugne particulièrement : celle d'expulser de ses Etats les émigrés auxquels il a donné asile et nommément l'abbé Maury. N'est-ce pas lui qui, le 30 janvier dernier, vient de faire paraître une lettre fameuse contre M. Emery à propos du serment civique?

M. Emery a été le maître de Maury II a cru pouvoir défendre un second serment, serment mitigé, relatit à la constitution civile du ciergé. Maury a réfuté un à un, d'une façon victorieuse, tous les arguments que M. Emery apporte en faveur de sa thèse ¹. Aussi Pie VI ne peut laisser dans l'inaction un personnage de cette importance. Le 21 février 1791 il le nomme évêque de Montesiascone et Corneto ¹. Bernis qui ne sympathise guère avec Maury, prétend que Sa Sainteté lui a consié ce poste pour l'empêcher de commettre des actes de zèle intempestif. « Si on ne lui donne, écrivait le cardinal, que que mission hors de Rome, ils compromettra le pape et se fera des adversaires ».

Cependant, au consistoire où il a nommé Maury évêque de Monteflascone et Corneto, Pie VI lui a donné le chapeau cardinalice, du titre de la Sainte-Trinité in Monte Pincio. Il la fait, a t-il dit, sur les instances de Monsieur, qui s'est servi de l'ascendant qu'exerce encore, malgré sa déchéance, le cardinal de Bernis.

Tous les admirateurs de l'éloquent prélat lui envoient des compliments et remercient le pape. C'est le comte de Provence, le comte d'Artois, le prince de Condé et jusqu'au roi



Bibl. Vitt. Em Ms. Gesniti, 195. fol. 124. Extrait d'une lettre de Mr Maury, archevêque de Nicée sur le second serment a M l'abbe Emery, supérieur genéral de la congregation et du séminaire de Saint Sulpice, a Parls — Rome, 30 janvier 1793

² Dans ce même consistoire, le pape nommait majordome Lancellotti, et Pignatelli maître de chambre; De Pretis, commissaire des armes, el Rinuccin, gouverneur de Rome. Etalent créés cardinaux, outre Maury, Vincenti, nonce d'Espagne, Bellisomi, nonce de Portugal, Dugnani, nonce de France, Ruffo, trésorier réservé in pelto depuis 1791, et Rovareila auditeur pontifical.

A peine arrivé à son poste, la première lettre de Maury sera pour son ami le cardinal de Zeiada — 24 septembre 1794. — Maury s'intéressa aux émigrés; il en accueillit plusieurs dans son évêché, notamment. Jean-Marie-Felix Mayet, 45 ans, cure de Hochetoille (Lyon), hospitalisé a Montecitorio, maison de la Mission; l'abbé Pierre Picquet, de la congregation de Saint-Sulpice,

de Prusse; tous se réjouissent d'une promotion aussi éclatante que méritée .

II. — Mais pendant que la Convention menaçait le pape, des événements d'une extrême gravité se précipitaient en France.

Après le retour de Varennes, Louis XVI, Marie-Antoinette, le dauphin et Madame royale avaient été enfermés à la tour du Temple.

Dans les premiers jours de novembre 1792, la Convention nationale, dont le premier acte a été la proclamation de la Republique, commence à instruire le proces du roi Le 21 janvier 1793. Louis XVI montait à l'échafaud 3! Lorsque la nouvelle parvint à Rome, Mesdames, tantes du roi, prirent le deuil; elles restèrent un mois sans sortir du palais Carolis et sans y recevoir de visites 1.

hospitalisé dans le Valais, Martin, curé dans le diocèse de Beziers, et Thomas, curé de Meymac (Arch. Vat. Registro di lettere a' Prelati 21 juin 1794)

Pierre Jouilhova, directeur du collège de Maurian se prétendait, sui aussi, réclamé par Maury. Après enquête, on constata qu'il n'en était rien (Ibid., 25 octobre 1794)

2 Bibliot, Vitt. Em. Ms Genutti, 155, fol. 211.

Lettre de M le comte de Provence au pape pour le remercler de l'intention ou i. est de faire cardinal l'archevêque de Nicee, et de le nommer à l'evêché de Montefisscone. *Incip.* M. le cardinal de Bernis. — Réponse de Pie VI au comte de Provence du 26 fevrier 1794. — *Incip. Pergratum nobis est*.

Bibliot, Vallicelliana, Monumenti Storici, Z. fol. 105-115

Lettres de félicitations au sujet de la promotion de M. le cardinal Maury à Rome, chez Jean Desideri.

1º Lettre de S. A. R. Monsieur a N. S. P. le pape Pie VI. Turin, 19 février 1794. Signé, Louis-Stanislas-Xavier.

5. A R Monsieur écrit à la même date à Maury pour le téliciter

Réponse de Pie VI à Monsieur

Le comte d'Artois écrit à Pie VI et à Maury deux lettres de félicitations datées de Ham, 26 février 1794. Pie VI lui répondit le 5 avril 1794.

Le prince de Conde écrivit à Pie VI et à Maury deux lettres datées de Rothembourg sur le Neker, 15 mars 1794 Réponse de Pie VI

Enfin le coi de Prusse écrivit le 30 mars et Pie VI lui repondit le 7 mai 1791.

² Arch. Vat. Nunciul, di Firenze, 8 février 1793. : Le Grand-Duc et sa Cour ont eté fort affligés de l'execrable regieude commis à Paris La noblesse s'est abstenue de spectacle et de bal au théâtre. J'aurais aimé qu'elle sût suivi l'exemple de Milan où le théâtre est fermé pendant tout le carnaval »— Le roi de Naples cessa alors toute relation avec le ministre français Mackau. Cependant le rappel de l'ambassadeur n'eut lieu que le le septembre (1793).

³ La nouvelle de la mort de Louis XVI fut annoncée du haut de la chaire de Saint Louis-des Français par le père Joseph Veyrial, qui y prêchait le



Pie VI, de son côté, éprouva une profonde impression de tristesse et d'indignation. Canq mois plus tard, au consistoire secret du 17 juin, l'émotion n'a pas diminué et l'allocution consistoriale roule tout entière sur ce tragique événement.

Le pape compare la mort de Louis XVI à celle de Marie Stuart, reine d'Écosse, et veuve du roi de Françe François II, Comme cette princesse, Louis XVI mérite le titre de martyr

Pie VI stigmatise ensuite la Révolution française qui a commis un horrible forfait..

... Parmi les griefs qu'on a contre Louis XVI et qui ont été la cause de sa mort, on met en première ligne son refus de sanctionner le decret condamnant à l'exil les prêtres insermentés, et la lettre à l'évêque de Clermont où il déclare qu'il rétablira en France, le plus tôt qu'il pourra, le culte catholique N'en est-ce pas assez pour penser que ce prince est mort martyr?

A la vérité, il a autorisé de son nom le serment civique condamné par le pape, mais sa bonne soi a eté surprise et il s'est solennellement rétracté... Puisse le sang de Sa Majesté s'élever vers le ciel et mériter à la France la grâce d'un prompt retour!

Pie VI termine en annonçant un service solennel, selon la coutume, pour le repos de l'âme du roi. Il en fixera le jour prochainement; il y convie d'avance tous les cardinaux ⁴.

Dès que les émigrés apprennent la mort de leur souverain, ils en expriment leur douloureuse indignation. Plusieurs d'entre eux, réunis à Bagnorea, demandent a l'evêque la permission de célebrer, dans la cathédrale, un service pour le repos de l'âme de Louis XVI. L'évêque consulte à ce sujet le secrétaire d'Etat. Son Eminence applaudit sans doute à la pieuse pensée des émigrés, mais avant d'y donner satisfac-

carême. Le comte de Provence annonçant au pape l'assassinat de son frère, prend le titre de Régent et nomme de nouveau le cardinal de Bernis son ambassadeur. Cet acte parut au pape prématuré.

¹ Arch Vat. Nunziai. di Firence. 18 septembre 1793. L'allocution consistoriale fut imprimes et envoyée à tous les nonces

Cf. Collectio Brevium aique Instructionum S. S. D. N. Pil PP VI... Romae MDCCC... Quare lacrymae et singuitus... Pic VI envoya un breflaudatif à l'abbé de Limon, vicaire general de Metz, pour avoir traduit son allocution sur la mort de Louis XVI II en profita pour le féliciter de son heureuse évasion de sa patrie (Cf. Theiner, I, 206)

tion, il convient d'attendre la cerémonie de la chapelle pontificale qui ne peut beaucoup tarder 1.

Cette cérémonie se fit le 28 septembre à Monte-Cavallo, le pape étant alors au Quirinal. Le matin il tint consistoire, après lequel il se rendit à la chapelle Pauline Là, entouré des Emmentissimes Carafa, Altieri et Livizzani, il assista au trône à la messe solennel e chantée par le cardinal de Bernis²

Me Leardi prononça l'oraison funèbre et le discours fut si

pathétique qu'il obtint un immense succès de larmes

Le 12 novembre, eurent lieu à l'église nationale de Saint-Louis des-Français de solennelles obsèques, par les soins du cardinal de Bernis ³ L'architecte François Belli dressa le catafalque, Antoine Giorgi présida aux décorations et Pierre Crispi, le maître de chapelle, dirigea les chants, Mr de Bernis, l'archevêque de Damas, chanta la messe à laquelle assistérent dix cardinaux, tout le corps diplomatique et de nombreux prélats. Une tribune particulière avait été réservée aux princesses, tantes de Sa Majesté.

Deux jours après le service du roi à Saint-Louis, le jeudi 14 novembre, se fit, dans la même église, le service à la mémoire de la reine Marie-Autoinette, décapitée le 16 octobre (1793).

Le 25 août de l'année suivante (1794), le cardinal de Bernis préside encore la fête patronale de Saint-Louis-des-Français. C'est sa dernière cérémonie publique. Déjà au mois de mars ses forces déclinaient rapidement, et son neveu arrivait d'Albano, 30 mars, pour lui offrir ses services. La santé du

2 Mesdames y assistaient dans un corefto qui leur était destiné.



^{&#}x27; Arch. Val. Registro de lettere d' Pretail, à Mr de Bagnorea, 6 mars 1793.

³ On aurait pu faire en même temps le service pour Marie-Antoinette, décapitee le 16 octobre Le cardinal avait appris cette triste nouvelle le 6 novembre.

⁴ Mº Joseph Le Green de Mersan évêque in partibus de Pergame, chante la messe.

Les Frères de Saint-François-de-Paule résidant a la Trinité-des-Monts, y firent un service pour Marie Antomette, le samedi 16 novembre Ms Maury officia

Une ceremonie analogue eut lieu à Saint-Jean-de Latran Le cardinal de Berna y assista avec sept évêques français. La messe fut célebrée par Mw Lorenzo Mattel, patriarche d'Alexandre et doyen des chanoines de la basilique. Les chants étaient dirigés par Pasquale Anfosai le mantre de chapelle.

cardinal, loin de se remettre, empire de jour en jour. Le secretaire d'Etat écrit aux nonces qu'il est atteint d'hydropisie genérale avec une plaie gangreneuse à la jambe?. Le 28 octobre les journaux annoncent que le cardinal est dans un état quasi désespéré. Alors Mesdames de France quittent l'ambassade de France et se refugient au palais du chevalier d'Azara, le ministre d'Espagne 2. Tout à coup le jeudi 31 octobre, à 11 heures du matin, le cardinal est pris d'une syncope et l'on croit qu'il va mourir. On court en toute hâte chercher un prêtre à la paroisse de Sainte-Marie in via Lata. Joseph Casa, un vicaire perpétuel, lui administre l'Extrême-Onction. A midi le moribond reprend ses sens, se confesse et, sur sa demande, reçolt le Saint Viatique en forme publique. Le Saint-Père préveau de la mort imminente du cardinal lui envoie la bénediction apostolique. Cette bénédiction lui est appliquée par le même prêtre à la deuxième heure de nuit.

Dès l'aurore du lendemain — vendredi 1e novembre, — on expose le Saint-Sacrement à Sainte Marie in via Lata, à Saint-Louis et à la Trinité. L'exposition dure jusqu'au dimanche soir. Ce même jour, dimanche soir, peu après l'Ave Maria, 6 heures et demie, Son Eminence entrait dans l'éternel repos à l'âge de 79 ans, 5 mois et 20 jours, et après 36 ans et un mois de cardinalat 3.

Le lundi matin de Bernis fut embaumé, revêtu de la soutane violette et des insignes cardinalices, et exposé sur un lit de parade dans la salle à baldaquin de son appartement avec quatre cierges aux quatre coins du lit.

Dans deux chambres voisines deux autels sont préparés ; on y celebrera la messe pour l'âme du défunt. Sa Sainteté a, dans la circonstance, déclaré ces autels privilégiés

Bien que la mise en bière eut été faite dès le mardi, cependant on continua de célébrer des messes le mercredi et le jeudi.

Le cardinal, en qualité d'évêque d'Albano, n'avait point d'église portant titre cardinalice; il ne possédait pas de

¹ Arch. Vat. Monaco Baviera, 25 octobre 1794.

Elles retournerent au palais Carolis le 18 novembre.

⁷ Il était membre de l'Académie de Rome de Florence, de Cortogne et de Bologne. A l'Académie des Arcades il portait le nom de Lerino Cefisio

tombeau de famille et n'avait pris aucune disposition testamentaire relative à sa sepulture. Dans ce cas il relevait de la juridiction du cure paroissial, Sainte-Marie in via Lata. Il est d'usage toutefois que le pape choisisse l'église où doivent avoir lieu les obseques des cardinaux. Comme Sainte-Marie in via Lata paraît trop exigué pour content les nombreux myités, Sa Saintete désigne l'église voisine de San Marcello del Corso. Le lieu de sépurture sera Saint-Louis-des-Français.

Aussitôt Gaelano Calidi décore somptueusement l'eglise, et le 6 novembre, à la première heure de nuit, le corps du détunt y est conduit par les deux cures de San Marcello et de Sainte-Marie in via Lata : la croix de cette dernière église précédant le cortege.

Les obséques proprement dites se célèbrent le 7 novembre. Les cent cierges accoutumés entourent le catafalque. Aux quatre coins, quatre torches avec handerolles sont agitées par quatre palefreniers. Les religieux mendiants chantent l'office des morts, et bien que Pie VI n'assiste pas, il y a chapelle papale en présence de 12 cardinaux, d'une nombreuse prelature et de toute la noblesse. La messe devait être chantée par le cardinal Caprara en qualité de camerlingue du Sacré Collège. Il delégua a sa place le cardinal Valenti Gonzaga. L'office terminé, le cercueil fut mis dans deux autres cercueils; l'un en bois de cypres, l'autre en plomb.

Le même jour, à la première heure de la nuit, le curé de Sainte-Marie in via Laia, et les cures de Saint-Marcel et de Saint-Louis-des-Français, conduisirent les restes du cardinal à l'eglise nationale, et les déposèrent dans la chapelle de Saint-Sébastien?



^{*} Tous les droits du curé paroissia, sur les cierges et les torches fi rent réserves. On paya 50 écus à Sau Marcello, et lous les frais de sepulture à Sainte Marie in vin lata. Le cure de San Marcello était le pere Angelico Cardi, celai de Saint Louis, Joseph Aymonin. (Aymonin, de Besençon, mouruit le samedi 2 novembre, à l'âge de 73 ans)

E Le protectorat et la direction des biens des pieux établissements français, apres la mort du cardinal de Bernis, furent confies a Met de Bayane Il en fut avisé par billet du cardinal de Zelada, le secrétaire d'Etat. Vid. Pièces justif. B

CHAPITRE XXXII

SOMMAIRE. - Untations dans le gouvernement pontifica . - Mort de Louis XVI - Le Directoire songe a envahir les Etats romains. - Perzan quitte Rome. Pie VI envoie à Bonaparte Azara et Goudi. - Bonaparte négocie avec Naples — Armistice de Bologne. — Soulèvement et c jâtiment de Lucques. - Prod.ges à Ancône. - Les commissaires français à Cacault, ministre de France pres le Saint Siege. potentiaires du pape a Paris ; leur échec — Démission de Zelada , Rusca lui succede — L'Espagne offre un asile à Pie VI — La legation de Ferrare, Bonaparte et le cardinal Muttel - Congrès de Florence - On se prépare à la résistance. — Bonaparte propose la paix au pape; le pape ne peut accepter. - Traité d'ailiance entre Nap es et la France - Les dépêctics de Busca interceptées. Reprise des hostilités. Pie VI songe à quitter Rome; Bonaparte l'en dissuade Traite de Tolentino Busca est remplace par Doria-Pampbili - Une penser de la paix de Tolenti, o ?

Le 6 février 1793, la Convention avait imposé au pape plusieurs conditions à remplir s'il voulait éviter la guerre avec la France.

Le pape doutait-il de la sincérité de la République, ou trouvait-il ces conditions inacceptables? Quoi qu'il en soit it ne crut pas devoir s'y résigner. Son attitude, qui dans d'autres circonstances eût amené de très vives récriminations, semble pour le moment passer inaperçue. Les troupes françaises avaient trop à faire ailleurs et l'on n'était pas prêt pour la campagne d'Italie

Pic VI profite du calme momentané que lui laisse la République française et reprend la vie active qu'exige de lui l'administration de ses Etats.

Deux morts sont survenues dans le collège des cardinaux; elles déterminent au commencement de 1795 d'importantes modifications.

Roverella devient prodataire. Albani archiprêtre de Sainte-Marie Majeure, Braschi-Onesti est nomme protecteur de l'Angleterre et du college anglais, et le cardinal Antonelli, tout en restant surintendant de l'imprimerie de la Propagande, est désigné préfet de la signature de justice; le cardinal Gerdil reçoit le titre de préfet de la Propagande et des



Etudes et le cardinal Borgia, celui de préfet de l'Index. Ms^r Fulvio Valenti occupe le poste de ponente del buon Governo à la place de M^g Tessim et enfin l'abbé Jean Donati celui de pro-auditeur intérimaire de Sa Sainteté ¹.

En France la Révolution continue son œuvre sanguinaire. Apres avoir conduit a l'échafaud Louis XVI et Marie-Antoinette, elle va bientôt faire disparaître l'héritier direct de la couronne.

Louis XVII, en effet, languit enfermé dans un cachot de la prison du Temple. Il ne survit pas longtemps d'ailleurs à la reine sa mère, et meurt à l'âge de dix ans, victime des mauvais traitements de son geòlier ou plutôt de son bourreau.

Son oncle, le comte de Provence, qui s'était d'abord donné le titre de Régent, se hâte d'annoncer aux souverains d'Eu rope le décès de son neveu, il prend le nom de Louis XVIII. Le Grand-Duc de Toscane en informe aussitôt le ministre pontifical, l'abbé Modestino Pellicani ².

L'événement est important; aussi fait-il l'objet de deux dépêches que Pellicani envoie à la secrétairerie d'État de Rome. Sa Sainteté a déjà reçu la lettre du comte de Proyence ³ et lui a retourné des compliments de condoléances sur la mort prématurée du jeune dauphin. ⁴

Cependant la Convention n'oublie pas l'émeute romaine du 13 janvier (1793); elle brûle d'un secret désir de vengeance⁵; mais jusqu'icl, elle a été arrêtée dans ses projets par des divisions intestines et par cent autres obstacles.

La première préoccupation du Directoire, lorsqu'il aura pris en mains les rênes du gouvernement, - 27 octobre 1795

² L'abbé Petlicani succèda à Emidio Ziucci, lequel avait succèdé lui-même au comte Antonio Codronchi qui signe ministre piénipo entiaire



¹ Arch Vat Nun-iatura di Vienna 21 febbraio 1795 Mii Tessin remplace ini-mème dans la charge de Votant de la signature le Justice, Mii Martinez qu'on a jubilé. (Arch. Vat. Monaco-Basiera).

A la mort du nonce de Munich Ms² Zollio, on lui donna pour successeur Emidio Ziueci, ministre apostolique pres la Cour de Tario, et archevêque de Rhodes — 1795-1796 — (Arch Vat. Monaco-Baviera).

³ Bibliot, Vallicel Monumenti Storici, Z. fol. 73, jullet 1795. Manifeste de Louis XVIII pour annoncer la mort de Louis XVII et sa succession au trône.

⁴ Arch - Vat. Toriso - Registro dei dispacei al Ministro pontificio - Nº 39 11 juillet 1795. Confidenziale - 4 lug io 1, 35 - E stata sensibi issima all'animo di Nº Signore, le notizia della immaturata perdita di Lu gi XviI

A Robespierre était opposé à l'invasion de Rome

- sera de réaliser ce que n'avait pas eu le temps de faire la Convention.

Il y a un peu plus de trois ans que les Romains se sont endormis dans une dangereuse securité, lorsque tout à coup des bruits sinistres se répandent et jettent l'alarme dans Rome Le 11 mai (1796) un courrier expédié at secrétaire d'Etat, Zelada, par les cardinaux Vincenti et Pignatelli, légats de Ferrare et de Bologne, lui annonce que dix mille Français ont débouché dans la plaine de Piacentino Le 14 mai ils ont pris Milan; bientôt Manioue sera la dernière ville restee fidele à l'empereur !. Les Français, dit-on, vont se diriger sur Home à marches forcces. Cette nouvelle cause partout une grande pani jue.

Tous les ans a pareille époque, le pape visite les Marais Pontins et se fait rendre compte de l'état des travaux de dessechement. Il y est precisément, et c'est la que vient le trouver le courner expédie d'urgence par son secretaire d'Etat. Pie VI rentre sans retard à Rome et son retour calme un peu l'agitation des espiils 4. Toutefois le cardinal Hérzan, ministre de l'eur pereur d'Autriche, hâte ses préparatifs de départ et quitte la ville le 13 mai, craignant que les Français ne qui fassent un mauvais parti à à cause des hostilites de la France avec l'Autriche.

Pie VI n'était pas capable de soutenir la guerre contre la République. Les États de l'Église n'avaient point d'armée régulière, peu d'arti lerie, pas de généraux; et d'ailleurs, comment lutter contre des soldats aguerris, bien disciplinés et conduits par des chefs habiles?

Le pape le comprend. Il charge Azara et le marquis Antonio Gnudi de se rendre à Milan en qualité de inmistres plénipotentiaires pour arrêter les Français à la porte de ses États et conclure un armissice avec eux. §

Déjà Bonaparte a lancé à Milan une proclamation — 2 prairiai an IV 21 mai 1796 — dans laquelle il manifeste clairement son intention d'envahir Rome. Il marche ensuite sur



¹ Arch Vat. Monaco-Buniera, 25 mai 1796.

Bibliot, Vat. f. lat. 9718.

³ Bibliot, Vat. f. lat. Nº 97 8.

⁴ Bibliot, Vat. f. lat. Nº 9718, 17 mat

Bo.ogne avec 6 000 hommes et s'en empare! La il mande le cardinal Pignatelli, iégat de Ferrare, le gardien de la forte-resse et le juge de tribunal des Sages. Ces trois personnages obéissent à l'ordre qui leur est donne, mais ils ne sont pas plutôt arrivés que Bonaparte les arrête. A cette nouvelle la noblesse et le peuple sont consternés. On fuit de toute part sans savoir où aller. Le gouvernement napolitain repousse les fugitifs et les rivages de la mer offrent peu de sécurité. A la faveur de cette épouvante, des agitateurs sèment le trouble et la division.

La crainte d'une invasion prochaine et du pillage de Rome émeut le roi de Naples. Depuis 1791 in n'a pas voulu-payer le tribut de la ha pienée avec le cérémonial accoutumé et le fiscal de la Chambre apostolique a refusé de recevoir les 21 000 ducats. Ce que voyant. Ferdinand a déposé chaque année ectte somme au Mont de-Piété pour y être mise à la disposition du pape. Il prévoit que si les Français arrivent à Rome, ils feront main basse sur ce trésor et aussitôt il charge, son ministre près le Saint-Siège, le chevalier Ricciardelli, d'en ever ces sommes d'argent et de les porter en lieu sûr 4.

Naples redoute la guerre avec la France; Bonaparte le sait, néanmoins pour envahir avec p us de sécurit i les États du pape, il va s'assurer la neutra ité du roi des Deux Siciles en concluant avec lui un tear e de paix quin 1796 - Cela fait, il prendra les instruccions du Directoire et lui demandera quelles conditions it peut imposer à Pir VI eur à cette époque de l'année il ne tient pas à se battre

Il redoute les mala lies et prefere rançonner le pape p utôt qu'envalur que vi le « où, disait-il, le fanalisme très grand tend les hommes audacieux »

Cependant dans la pensée de Bonaparte, l'armistice à proposer au pape ne sera pus le prélummaire de la paux, « Cet armistice, écrit-il au Directoire, étant plutôt conclu avec la caniente qu'avec l'armée du pape, mon opinion ne serait pas

Ibid Le 22 juin 1796 arrive à Rone un courrier appor çant l'entre des Français à Bologue.

Bibl Vat. f lat. Ms. 9718 27 tin .796
 Bibliot. Vat. f lat. Ms. 9718 25 juin 1796

que vous vous pressiez de faire la paix, afin qu'au mois de septembre, si nos affaires d'Allemagne et du nord de l'Italie vont bien, nous puissions nous emparer de Rome » 4.

On fit donc grandement erreur quand on attribua l'armistice aux égards de Bonaparte pour le roi d'Espagne et à l'habileté d'Azara.

Il fut conclu à Bologne le 5 messidor, — 23 juin — et le 26, un courrier d'Azara en apporta a Rome la nouvelle 2. Le même jour y arrivaient aussi les Eminentissimes Vincenti et Pignatelli, legats de l'errare et de Bologne, que Bonaparle avait relaxes 3.

Voici à quelles conditions fut signé l'armistice:

Le pape enverrait un plénipolentiaire à Paris pour obtenir du Directoire un traité de paix définitif.

Il ferait des excuses pour le meurire de Bassville, à la famille duquel il offrirait une juste indemnité.

Il mettrait en liberte tous ceux qui étaient détenus pour délits politiques et leur restituerait leurs biens confisqués.

Les ports des Etats pontificaux seraient ouverts aux bâtiments français et fermés à ceux des puissances en guerre avec la République.

L'armée française se retirerant de la légation de Ravenne, mais continuerant à occuper Bologne et Ferrare.

Ancône serait livrée aux Français avant six jours.

On remettrait cent objets d'art et cinq cents manuscrits aux commissaires français désignés pour en faire le choix.

Le pape paierait 21 millions de livres tournois, dont 15 millions et demi en argent monnayé et en lingots d'or et d'argent : à savoir, cinq millions en quinze jours, cinq autres millions en un mois et le reste en trois mois Cinq millions et demi devaient être livrés en denrées.

Les contributions perçues et à percevoir dans les légations étaient en plus des 21 millions.



¹ Bonaparte au Directoire execut.f à Paris. Quartier genéral de Bologne, 3 messidor, au IV 21 juin 1796;

² Dans un article secret du traite conclu entre le Comité de Salut Public et l'Espagne le 4 thermidor an H1 22 juillet 1,95). Azara avait etc reconnu comme médiateur entre la France et le Saint-Siège. Bonaparte accepta son intervention pour l'atmistice de Bologne.

³ Bibliot, Vat. f. lat, Ms. 9718.

Enfin le pape s'engageant à laisser passer par ses Etats les troupes françaises chaque fois qu'on lui en ferait la demande.

Quelques Bolonais exaltés se rendirent alors à Paris afin d'obtenir l'incorporation de leur pays à la République française.

Cependant les conditions de l'armistice de Bologne, souscrites par Azara, parurent si onéreuses qu'elles excitèrent, quand on les connut, un mécontentement général. Sans respect pour la trêve conclue, les Italiens massacraient les soldats français. Le général de division Augereau, en garnison à Longo, se praint que trois de ses volontaires ont été assassinés. Il prévient Azara, en ce moment à Florence, que si l'on viole ainsi la foi des traités, « il va réduire la ville en poussière » ².

Lucques, sans tenir compte de ces menaces, s'est soulcvée; la ville est saccagée et incendiée. Cependant cette vengeance coûte la vie a un grand nombre de soldats français.

La somme d'argent, au prix de laquelle avait été conclue la paix, fut tirée du château Saint-Ange et extraite du depôt amassé par Sixte V.

Mais cette somme était insuffisante; une circulaire datee du 6 juillet (1796) fut envoyée à tous les évêchés des États pontificaux, à l'exception de ceux de Bologne, de Ferrare, de la Romanne et d'Ancône.

Cette circulaire explique que pour sauver Rome et les Etats d'une ruine générale, le pape a conclu à Bologne un armistice, aux termes duquel une contribution doit être payée promptement; que tout retard annule le traité ou en aggrave les conditions. Sa Sainteté connaît le dénuement monétaire dans lequel se trouve l'État romain. C'est pourquoi elle s'adresse aux évêques, afin qu'ils lui envoient dans le plus

¹ Arch. Val. Italia. Appendice Epoca Napoleonica. Vol. XI. Fasc. D.

Conditions d'un armistice conclu entre la R. F et le pape, par l'entremise du général Bonaparte, commandant en chef l'arrice d'Italie, des citoyens Garreau et balicetti, commissaires du gouvernement prés ladite armée, et de M. Antoine Gneudy (sic) pénipotentiaire du pape, fonde de ses pouvoirs speciaux, sous la mediation de M. le chevalier d'Azara ambassadeur d'Espagne à Rome ... A Bologne, le 5 messidor, an IV, de la Republique une et indivisible Signé, Antonio Gnude (sic. Bonaparte, Salicet) Garrau, le chevalier d'Azara , original.

^{*} Arch Vat ITALIA Append Epoca Napoleonica, vo . XI, fasc. F. 17 mes sidor an IV. 5 juillet 1798.

Arch. Vat. Monaco-Baviera, 16 juillet 1796.

bref délai les objets d'or et d'argent qui sont la propriéte des eglises, des monastères et de tous les heux pies.

On ne conservera que les vases sacrés absolument indispensables au culte. Quant au teste, on l'expediera à Mer le trésorier général pour être fondu à la monnaie. Enfin chaque eglise et monastère retirera un reçu des objets fournis afin d'en être indemnisé ultérieurement.

Prenant pretexte des evenements et des mesures qu'ils necessitaient, les mécontents — et il y en a toujours quel que soit le regime gouvernemental — se réumesent secretement et torment un complot contre la sureté de l'Etat. Ils auraient volontiers ouvert les portes de Rome aux Français et leur auraient livre le pape et les cardinaux. Mais la police redoublait de vigi ance. Les coupables sont decouverts et punis exemplairement.

Dans ce meme temps des prodiges, à Ancone et a Rome, attirent l'attention et surexcitent au plus haut point les imaginations. Le 25 juin on a vu des Madones ouvrir, fermer les yeux et verset des lannies. Le prodige a duré trente heures et le cardinal Ranuzzi, archeveque d'Ancône, en envoie la relation au secrétaire d'Etat, le 30 juin.

De son côté le secrétaire d'Etat en fait part aux nonces. Celui de Ma Irid loi repond que ce récit l'i vivement interessé; il espère que Dieu se laissera toucher par les prières et qu'il metera bientôt fin aux maux qui désolent la terre a.

Azara revient de Bologne. Son retour reveille les plaintes produi es par la nouvel e de l'armistice dont les conditions paraissent de plus en plus exorbitantes. Azara sera suivi des commissaires français, cenx-ci viennent pour se faire remettre ce qui a été stipulé, et il importe, sous peine de terribles représailles, que ces commissaires soient traités non seulement avec respect, mais encore avec deference. Le gouverne-

Arch. Vat. ITAMA. App. Epoca Napoleonica, vol. XI Quelques procestations curent de di ce sujet Le gonvernent de Cingoli refusa de consigner son argenterie.

² Bibl. Vat f lat, Ms. 9718 — 9 et li ju llet 1796 lls avaient projeté de brûler la ville comme au temps de Neron

Arch Vat Nun: at. ili Madrid. 9 agosto 1796. Le 9 juillet 1796 on prétendit que le prodige de Lorette s'était renouvele a Rome a la Midone de parchetto. — Bibl. Vat. f. lat. Ms. 9718.

ment pontifical le comprend si bien qu'il édicte les penalités les plus sévères contre quiconque les insulterait ou se porterait à des voies de fait contre eux. Les coupables seront punis de mort et leurs biens confisques : les denonciateurs recevront cinq cents écus en récompense 1. Cet édit, et le deplolement de forces, maintint le peuple ; toutefois on peignit pendant la nuit deux croix. l'une noire, l'autre rouge, et on les piaca sous l'edit avec l'inscription : guerre jusqu'à la derniere goutte de sang?. Les commissaires français? arrivèrent à Rome le 21 juillet. Ils descendirent dans un hotel de la place d'Espagne i et Azara mit son carrosse à leur disposition. Ils étaient charges par Bonaparte de choisir les statues, les manuscrits et les tableaux réclamés pour prix de l'armistice. L'hostilité populaire, comprimée severement pendant le jour, se manifestait nuitamment, et l'on affichait sur les murs une pancarte avec l'inscription: Ni tableaux, ni stotues, ni manuscrits ne sortwont de Rome.

Quelques jours avant l'arrivée des commissaires français, 17 juillet. Mesdaines de France quittai int le palais Carolis et cherchaient à Naples un refuge plus sur 4.

Après l'emeute du 13 janvier (1793), la Bépublique décide d'envoyer à Rôme son ministre , et e choisit Cacault

Le 14 février Cacault arrive à Nice, puis va à Pise et a Florence : là il se concerle avec de la Flotte, ministre de France en Toscane. Av : lui il discute sur les moyens de se faire reconnaître par le pape. Le 27 février le card na. Zelada previent Cacault qu'il ne peut le recevoir. Cacault s'en console en vivant à Florence en compagnie du ministre français de la Flotte.

De la Flotte se compromit gravement car, sur les injonctions de Sa Majes, è britann que il lui fallut quitter

Bibliot Vat. f. lat 108, 9718, Guerra e sangue fino all' ulama goccia, 13 juillet 1796)

1 Ibid Albergo Jel Serm ento



^{&#}x27; Edits des 9 et 15 pullet 1791 du cardinal de Ze ada pour empecher qu'ou tusulte les commissaires français (Ballassari 1 I, p. 97)

Ibid. L'un d'eux est le citoyen Miot, min stre de la République près la cour de Loscane

^{*} Ibid. Elles farent precèdées par le sixieme fils du roi d'Ang cterre, le prince Ernest-Auguste qui, pour foir à son tour les Français, quitta Naples le 23 jain.

précipitamment la Toscane ¹. Cacault continua à séjourner à Florence jusqu'au moment où il partit pour Rome à la suite des commissaires français chargés d'exécuter les conditions de l'armistice de Bologne. Il descendit dans une maison située près du théâtre Aliberti. Azara lui promit son concours et le présenta au secrétaire d'Etat le 30 juillet.

Un mois auparavant. — 29 juin 1796 — Pie VI avait envoyé à Paris deux delégués pour obtenir du Directoire ratification de l'armistice de Bologne *. Un des délégués pontificaux, le plénipotentiaire, était l'abbé Pieracchi, jurisconsulte romain, nommé, pour la circonstance, comte palatin ; l'autre, l'abbé Evangelisti, servait de secrétaire à Pieracchi.

Pieracchi n'arrive à Paris que le 22 juillet; le 26 il est présenté au ministre des relations extérieures, Delacroix, par l'ambassadeur d'Espagne, marquis del Campo. Il est porteur du bref Pastoralis sollicitudo: dans ce bref, Pie VI reconnaissait la République française et faisait un devoir aux catholiques de lui être soumis 2. Le bref semblait de nature à flatter le Directoire et à le bien disposer en faveur de la cour romaine.

Le 12 août a lieu la première conférence entre Delacroix et Pieracchi. Outre les clauses de l'armistice de Bologne, le Directoire voulait que le pape desapprouvât et révoquât

Arch. Vat. Bologna. — Lorsque de la Flotte va rentrer en France, avec sa femme, un secré aire et un domestique, le secrétaire d'État avertit le legat de Bologne de ne pas le perdre de vue. Il ne le laissera pas séjourner à Bologne plus de deux on trois jours. — 24 Juiliet 1793.

Le S octobre (1792, l'amiral lord Hood déclara, au nom du roi d'Angleterre, que si S. A. R. le Grand Duc de Toscane se chassait pas de son royaume Flotte et ses adhérents, l'escaure britannique prendrait l'offensive contre le port et la ville de Livourne.

Le même jour, à 10 heures du soir, Antonio Servistori fit savoir à l'amiral que satisfaction serait donnée à S. M., le plus tôt possible

2 Bibliot, Vat f lat, Ms. 9718.

3 Ce bref, qui porte la date du 5 juillet 1796, et qui n'est pas dans le Bullaire, parut d'aborc apocryphe. Baldassari le tient pour authentique Ce passage, dans lequel le pape fait un devoir aux catholiques de se rallier à la Republique Française, paraît tellement contraire aux precèdentes instructions pontificales, que nous faiso is sur l'authenticité de ce bref les plus expresses l'escrives. Les émigrés le déclarerent apocryphe pour les raisons autvantes.

1º On n'y retrouve ni le style ni la forme des brefs romains.

2º Il n'est adressé qu'aux fidèles.

3º Le texte d'Isaïe n'a aucun rapport avec le contenu du bref. .

toutes les builes relatives aux affaires de France depuis 1789 ¹. C'était évidemment poser des conditions inadmissibles. Pieracchi répondit qu'il n'avait pas qualité pour prendre, au noin de son maître, aucun engagement en matiere spirituelle. Delacroix riposta qu'il lui était impossible de traiter avec un plénipotentiaire n'ayant pas des pouvoirs illimités. Aussi le 27 thermidor — 14 août — le Directoire publiait-il un arrêt d'expulsion contre Pieracchi et Evangelisti, cet arrêt leur fut notifié te 30 thermidor — 17 août —. Quelques jours plus tard—20 août — les deux envoyés pontificaux prenaient la route de Lucerne.

A cette nouvelle, le Saint-Père crut devoir suspendre l'exécution des clauses de l'armistice de Bologne. Il ne pouvait, en effet, rempur les conditions imposées par Bonaparte dès l'instant que le Directoire refusait de les ratifier, ou — ce qui était tout un, — y ajoutait de nouveaux articles inacceptables pour Sa Sainteté.

Sur les entrefaites, le cardinal de Zelada, prétextant sa mauvaise santé ², résigne sa charge de secretaire d'Etat. On disait tout haut que le motif vrai de cette démission était un vif mecontentement éprouvé par Son Eminence fors de la conclusion de l'armistice de Bologne. Dans les graves conjonctures qui pouvaient se terminer par l'invasion de Rome, le pape aurait agi en dehors de son premier ministre et aurait en recours à d'autres conseils. Le cardinal en avait été troissé. Zelada fut remplacé par le cardinal Busca, ancien nonce

^{&#}x27;Bibliot Vittorio Emmanuele Fond. Gesaiti fol. 244 Voici l'article qu'on voulait imposer a Pie Vi : a Sa Saintete reconnaît avec le plus vif regret que des ennemis communs ont abuse de sa confiance et surpris sa religion pour expedier, publier et répandre en son nom différents actes dont le principe et l'effet sont également contraires à ses veritables intentions et aux droits respectifs des nations ; en 'consequence, ha bainteté de savoue, revoque, annule toutes bulles rescrits, brefs, mandements apostoliques, lettres circulaires ou autres monitoires, instructions pastorales et generalement tout écrit et actes émanes de l'autorite du baint-blège et de toute autre autorité y ressertissant, qui seraient relatifs aux affaires de France depuis 1789 jusqu'à ce jour. »

² C'est la raison qu'il donne aux cardinaux de l'Etat pont.f.cal dans sa lettre du 9 août (1796) ou il leur annonce sa démission (Arch Va. Lettere ai cardinali dello Stato)

de Belgique, un ami lui aussi du chevalier d'Azara 1.

Tout à coup on apprend que les Autrichiens ont battu les Français; aussitôt des attronpements ont lieu à Rome malgré les édits pontificaux, on put même, un moment, craindre une nouvelle affaire Bassville.

Le dimanche où l'on célèbre la fête de saint Gactan dans une chapelle situec a la virla Medicis, les commissaires français viennent avec leurs cocardes ; on les entoure en poussant des cris contre eux. Les jardimers de la villa se portent heureusement à leur secours. Aussitôt ils a fressent des plaintes au gouvernement qui, la nuit suivante, fait quel ques arrestations.

Le lendemain, sur la place Saint-Augré della Valle, les commussaires sont de nouveau entoures, ils veulent parlet au peuple, mais on les siffie. Un officier de la police les escorte jusqu'à la place d'Espagne.

Comprenant qu'ils courent de sérieux dangers, le gouvernement envoie une patrouble garder leur hôtel nud et jour Quelques-uns des meneurs sont incarceres, et l'on prend de nouvelles mesures pour la sûrelé des Français.

Cependant la Republique est partout sur un pied de guerre fort onéreix; elle manque d'argent pour payer ses troupes

Entendant parler des richesses du sanctuaire de Lorette, et croyant ces richesses encore plus considérables, elle invite le citoyen Santi à partir avec une troupe de soldats pour s'emparer du tresor de la fameuse basilique.

On ne pense pas avoir à cramdre l'inte vention du roi de Naples, car en ce moment il est en pour parlers secrets avec le Directo re Il a promis sa neutralite en attendant la concusion d'un traité d'alliance.

Mais Bonaparte n'a pas une confiance absolue en Ferdi and IV. Il craint qu'il ne se concerte serré ement avec Pie VI. Il a su, en effet, que Ponte Corvo est occupe par es troupes du roi, et il charge Cacault de communiquer au

Archives nationales de Paris A.F. Dr. 288.

a 10 août .. La nouveile promotion du cardinal Busca au secretariat d'Étal est entierement l'ouvrage du chévaller il Azara nomme ruse et ami titeux qui vout le domirer. Rome s'en est cependant apendact murmure lautement. L'on dit rependant que le cardinal Zelada aura beaucoup d'influence dans le gouvernement »

secrétaire d'Etat l'article suivant d'une lettre qu'il lui écrit. « Si la cour de Naples, dit-il à Cacault, tente quelque chose sur le territoire du pape, vous devez sur le champ faire connaître au cabinet de Sa Saintete que toute démarche aostile contre la cour de Rome serait contraire à l'armistice conclu avec la France, et que je serai obligé de faire marcher aussitôt une division de mon armée pour desendre les Etats de Sa Sainteté » †.

En même temps qu'il communique ce billet au secretaire d'Etat, Cacault informe par depeche la cour de Naples des réclamations de Bonaparte.

Le ministre Acton s'empresse de mettre cet e dépêche sous les yeux de Sa Majesté, qui charge le département du ministère des affaires étrangères d'y répondre.

« Le ro , ecrit le prince de Ciccala, loin de faire la moindre démarche qui puisse porter atteinte à l'armistice conc u avec la Republique française, vei le avec soin à l'accomplissement de chacun de ses articles. ...

« Ponte Corvi n'a point éte envali, par les troupes royales , c'est là qu'elles ont coulume de prendre leurs quartiers, »

Au moment où i envoyait tenter un coup de main contre Lorette et ou il projetait d'orcuper Aucône, Bonaparte ne paraissait pas redouter l'Autriche.

N'avait-on pas d'ailleurs donné des instructions au général en chef pour « éloigner les Autrichiens de l'Italie » ?.

a Sans s'embarrasser, écrivant le Directoire, des princes ecclesiastiques, possesseurs temporaires, la République doit prendre le Rhin pour limite. Il faut ensuite éloigner la maison d'Autriche et pour cela, on lui donnera le duché de Neubourg et la Bavière qu'elle désire depuis si longtemps. La maison Palatine recevra en échange la Lombardie et le duché de Modene Le duc de Deux Ponts deviendra duc de Ferrare » ?.

Le roi d'Espagne a entendo parler des projets hostiles de la

⁴ Arch Vat Itatia. Appendice Napoleonica. 4.98-1815 Vol. XI Amministrazione dello Stato. Positica e Diplomazia. 3 therisidor, an IV (16 août 1.96).

⁵ Archives nationales de Paris AF 44 22 thermidor, an IV ,9 août 1,96) Lucault écrivait à celte date : « Le général demande l'ordre de faire entrer la garnison française à Ancône. »

³ Archives nationales de Paris, AF, III, 22 thermidor, an IV, 9 août 1796.,

République française contre le pape. Craignant qu'ils ne soient bientôt mis à exécution, il propose à Sa Sainteté un asile sur le territoire espagnol.

Voici à ce sujet la dépêche qu'envoie au secrétaire d'Etat le nonce de Madrid.

« S. Ildefonse, 16 août 1796..... Pour prouver le zèle du roi, le prince de la Paix m'informe qu'il a écrit à M. le chevalier d'Azara que si Sa Sainteté éprouve quelque crainte du côte de ses sujets, ou de celui des armées, elle trouvers un asile dans les Etats de Sa Majesté Catholique.... » 1.

Les commissaires français venus à la suite d'Azara pour veiller à l'exécution des conditions de l'armistice de Bologne avaient été, nous l'avons vu, fort mal acqueillis. Quand ils voulurent choisir les objets d'art qu'ils devaient emporter, ils s'adjoignirent une commission composee de jeunes artistes italiens, imbus d'idees républicaines. Les membres de cette commission montrèrent un zèle excessif qui choqua violemment les Romains. L'autorite pontificale crut devoir incarcèrer les deux secrétaires de cette commission. Pietro Margherini et Angelo Saccomani ; Cacaolt el Azara sullicitent bientôt leur élargissement, alléguant que les deux détenus sont che gés de nombreuses familles 2. De leur côté, les deux captifs envoient un rapport à Bonaparte. Ils se plaignent d'avoir été en butte aux insultes et aux menaces de la plèbe romaine. Bonaparte, de son quartier géneral de Brescia, écrit aussitôt à Cacault :

- J'ai été indigne, autant qu'il est possible de l'imaginer, à la lecture du rapport des jeunes dessinateurs. J'imagine p qu'à l'heure qu'il est le gouvernement de Rome aura fait
- pendre cent de ces scélérats. Dans le cas contraire, vous
- n devez demander par une note explicative, si le gouverne-
- » ment de Rome peut maintenir la police ou non.
- Matheur à cux s'ils attentaient jamais à la vie d'un
 Français. Donnez-moi des nouvelles de la manière dont se

Arch. Vat. Nunziai, di Madrid.

Arch Vat. ITALIA Epoca Napoleonica... 27 thermidor, an IV (14 noût 1796).

Lorsque Margherini et Saccomani ont été rendus à la liberte, Cacault demande au secrétaire d'Etat de les proteger contre les fureurs populaires, eux, cinq membres de la commission des arts et leurs secrétaires ².

En outre il entend qu'on mette en liberté tous les détenus pour propagande révolutionnaire, et cela en vertu de l'article 3 de l'armistice de Bologne Parmi eux figure un certain Giusti, incarcéré au château Saint-Ange, et dont la femme Domenica a adressé une supplique à l'agent de France 3. Giusti n'est pas le seul prisonnier auquel s'intéresse Cacault. Il intercède encore en faveur du fils d'un architecte, Barberi, d'un capucin, François-Joseph Roger de Saint-Maurice, et enfin de Laurent Bai, ce dernier arrête à Civita Vecchia 4

En demandant au secrétaire d'Etat la grâce de ces inculpés, Cacault proteste contre le bruit qu'on fait courir qu'il distribue aux Romains de l'argent et des cocardes pour les républicaniser 5. Ces bruits pourtant paraissent fondés, et il parviendra difficilement à donner le change au gouvernement pontifical, bien entendu qu'il réitère ses protestations su, ce point 8.

Le 25 août approche. A cette date a lieu la fête patronale de Saint-Louis-des-Français et c'est la coutume d'y avoir chapelle cardinalice. Mais le secrétaire d'Etat, visiteur de cette église, n'a pas un instant la pensée de charger Cacault des préparatifs d'une fête religieuse. Deja, l'année précédente, c'est Azara « qui a reçu de Sa Sainteté la permission de tenir cette chapelle », et le cardinal duc d'York a fait les honneurs du ricevimento à la place du secrétaire d'Etat souffrant 7

Le 20 août 1796, rien n'a encore été prévu à cet égard et le

2 Ibid, 22 fructidor, an IV 7 septembre 1796

4 Ibid. 30 sout 1796.

Ibid.

6 Ibid. 19 fructidor, an IV (5 septembre 1796

¹ Arct. Val. Italia Appendice Epoco Napoleonico. Au quartier généra, de Brescia, i= fructidor (18 août).

Arch. Vat Italia. Appendice Epoca Napoleonica. 7 fructidor, an IV (24 aout 1796. Le 27 fructidor 13 septembre. Glistin est pas encore liberé, et Cacault insiste pour sa relaxation.

⁷ Arch Vat. ITALIA. Appendice Epoca Napoleonica, 19 août 1795

secrétaire d'Etat demande à Azara s'il y songe. Depuis un an les événements ont singulierement complique la situation, aussi le ministre d'Espagne ecrit-il au cardinal qu'il ne veut s'occuper de rien, que Son Emmence prenne a ce sujet telle détermination que las suggérera sa sage prudence.

Capendant de son quartier genéral Bonaparie ne perd pas de vue l'exécution de l'armistice de Bologne, d'autant plus qu'il a besoit, d'argent pour la solde de ses troupes. Cacault init fait savoir qu'on est dispose a verser une partie de la contribution promise. Le secretaire d'Etat propose 5.500 000 livres et demande qu'aux termes du paragraphe III et de l'article 9 du traité, on s'entende avec le banquier Torlonia.

dome toutefois ne pouvait pas mettre grand zèle à exécuter les conditions stipulées. Pie VI tenait la République française en suspicion. Ne pouvait-il pas d'ailleurs considerer comme implicitement rompu un pacte que le Directoire s'était refusé à ratifler, puisqu'il avait expulsé Pieracchi et les envoyés pontificaux?

Dans ces conditions, l'armistice subsistait il , les clauses en étaient-elles exécutoires? Le pape en doutait. Aussi le 30 juil-let (1796) avant su que Ferrare a eté evacué par les troupes françaises, il juge qu'il a droit de reprendre la légation.

Il envoie dans ce but Mar della Greca avec le titre de vicelegat. Della Greca porte au cardinal Matter à archevêque de Ferrare, un bref lui ordonnant d'arborer de nouveau au palais du gouvernement les armes pontificales, arrachees lors de l'invasion des Français. Sans aucune hésitation, Mattei.

Ibid. 20 août 1796.

² Arch. Vat ITAMA Appendice Epoca Napoleomea 4 fructidor, an IV (21 noût 1796.

⁴ Ibid 7 fr ictidor an IV (24 août 1796)

On dit que le pape a trouvé une excuse pour l'expédition de Ferrare : c'est qu'il n'a envoyé prendre possession de cette legation que pour qu'elle de tombât point entre les mains des Autrichiens, et qu'il était toujours dans l'intention de la restituer aux Français. (l'eut-on s'empêcher de rire?) L'on dit aussi que cette expedition a éte entreprise avec le consentement du citogen Lacault; mais cela nous paraît impossible »

⁽Arch. nat. de Par.s. AF. III Dr. 288.

⁵ Cette lettre est datée du 6 août 1796. Mattei, d'une illustre famille romaine, etait né le 20 fevrier 1744 du duc Mattei et de la duchesse Altieri. Prêtre en 1768, il fut archevêque de Ferrare en 1777 et cardinal en 1782

de concert avec la municipalité, arbore le drapeau du pape et confirme dans ses précédentes fonctions la garde civique.

Ces mesures mécontentèrent vivement le commandant de Botogne, Mornevi le, qui écrivit à Mattei une lettre de menaces Incertain sur le parti à prendre, Mattei dépêcha une estafette au cardinal de Bologne, Giovanetti, pour lui demander conseil. Quand l'estafette acriva à Bologne, le 7 août, Giovanetti était informe de ce qui s'etait passe a Ferrare et paraissait fort inquiet sur le sort de Mattei

« Faites savoir de suite au cardinal, dit-il, qu'il s'abstienne de tout acte. Le commandant de Bologne a eu connaissance du bref expédié par le pape à Ferrare. Tout est disposé pour y envoyer de nombreux patriotes qui emprisonneront Mattei. Quelles conséquences en résulteront ?... Rome peut facilement expédier des brefs; mais, dans les circonstances présentes, c'est nous, cardinaux, qui en sommes les interprètes pour l'honneur de l'Eglise. »

Giovanetti répétatt que Mattei ferait sagement de différer l'exécution des ordres reçus. Le pape lui-même, instruit des motifs de sa conduite, ne pourrait que le féliciter

Après un entretien d'une heure et demie avec Giovanctii, le messager de Mattei écrit à son maître de presser le vice-légat, Ma della Greca, de quitter sans délai Ferrare, et de s'en retourner à Rome.

Le 8 août le messager de Mattei était de retour à Ferrare avec une lettre du cardinal de Bologne; cette lettre acheva de convaincre l'éminentissime légat.

Mattei répondit aux menaces du commandant de Bologne par une lettre loyale dans laquelle il justifiait sa conduite. Morneville s'apaisa facilement et lorsqu'il alla à Ferrare, le 11 août, il n'eut plus à la bouche que des paroles de paix. De sun côté le pape, loin de blâmer Mattei de sa conduite, lui offrit le titre de légat a latere de Ferrare et de tout le duché. Il lui concéda en outre les pouvoirs les plus étendus.

Mattei crut devoir décliner l'honneur que lui faisait le pape, mais îl ne dévoila pas les motifs de son refus.

Sur les entrefaites, le 16 août, lui arrive un billet ainsi conçu :

« Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, ordonne à

c'archevêque de Ferrare de se rendre sur le champ au quar tier général de Brescia » 1.

Mattei en prévient le secretaire d'Etat, cardinal Busca

A Hier au soir, lui écrit-il, à la vingt-quatrième heure, m'arriva une lettre du général Bonaparte m'avisant de me rendre a son quartier à Brescia. Aussitôt je me mis en route et avant de prendre aucune décision je voutos avoir l'avis de l'éminentissime cardinal-archevêque Giovanetti, qui m'a conseillé de me présenter au géneral pour éviter un plus grand mal. Je pars donc en ce moment pour Brescia. Je crois devoir en avertir Votre Eminence pour qu'elle en informe Sa Sainteté. Je lui dirai ensuite ce qui sera arrivé..... » 2

Matter est à Borogne le 16, et le 18 à Brescia. Le 19, Bonaparte, dans l'audience qu'il lui donne, le traite avec une rigueur inouïe. Il lui demande si, contrairement à ses ordres, il a repris le gouvernement le la légation de Ferrare. Non, répond le cardinal, j'ai seulement arrêté quelques dispositions lors de la venue du vice-légat romain et pour obéir au Saint-Père. « Mais, reprend Bonaparte en fureur, vous ne deviez pas obéir au pape, mais à la République française dont vous êtes sujet et à laquelle vous avez prêté serment de fidélité. Votre delit pointiquement est impardonnable. Remerciez le duc de Parme et mes amis de Bologne, qui m'ont écrit en votre faveur, autrement je vous aurais fait juger par un conseil de guerre et fusiller.

«Au surplus je commanderai qu'on nomme un nouvel archevêque à Ferrare. »

A cette sortie, Matterdemeure impassible. — « Je ne résiherai ma charge, réplique-t-il qu'entre les mains de celui qui me l'a confice. »

-- « Et moi, repartit Bonaparte, je ferai elire un nouvel archevêque par le Chapitre ».

Sur ces paroles, Bonaparte intime à Mattei l'ordre de gagner Milan et d'y demeurer en otage. Toutetois, grace a de puissantes interventions 3, le général en chef lui permet de

Arch Vat Cardinali, 172 A

² Arch. Vat. Cardinali, 172 A. 46 anût 1796

³ Celle, dit-on, du général Gaultier.

rester à Brescia jusqu'à nouvel ordre, pourvu qu'il s'engage sur l'honneur à n'en pas sortir.

Selon sa promesse, Mattei rendit compte au Saint Pere de l'entrevue qu'il avait eue avec Bonaparte et de la conversation échangée avec lui. Le résultat en a été fâcheux, mais il n'a pas cru pouvoir agir autrement qu'il n'a fait. Que Sa Saintete lui réponde et rassure sa conscience

La nouvelle de l'arrestation du cardinal Mattei se repand aussitot dans Rome et attriste profondément le pape. Le secrétaire d'Etat se plaint à Cacault de pareils procédés qui ont pour effet de déconsidérer la pourpre romaine. Cacault promet « de faire parvenir au general les temoignages d'in térêts de Sa Sainteté en fayeur de Mér le cardinal Mattei; ils ne pourront manquer, ajoute-t-il, d'avoir beaucoup de poids, te general étant dispose a marquer en toute occasion a la cour de Rome ses sentiments de conciliation et d'égards..... » 3

Ces assurances, poartant si nettes, n'enlevent point au

pape ses perplexites.

Il se rappelle l'expulsion de Pieracchi, l'occupation d'Ancòne, et la récente arrestation de Mattei. Ne vient-on pas encore de capturer un bâtiment pontifical jusque dans le port de Civita Vecchia? Cacault écrit, il est vrai, pour infliger un blâme au capitaine qui a outrepassé ses instructions, mais Pie VI est déflant; peut-il compter sur la droiture de Bonaparte et croire sincères ses déclarations en perpétuelle contradiction avec sa conduite ⁴? Que peut-on donc lui reprocher?

Depuis qu'à Paris en a refusé de ratifier l'armistice de

Bologne, il a multiphe ses instances.

Enfin le Directoire consent à envoyer à Misan deux délégués, Salicetti et Garrau; ils dénattront les conditions de la paix avec Rome. Ces delégues depêchent un courrier extraordinaire à Cacault et lui remettent une lettre à l'adresse de « Met le cardinal Busca, ministre des relations extérieures ». Us demandent que Sa Sainteté designe un plénipotentiaire.

Arch Vat. Cardinalt. 172 A. Mattel à Busca — Brescia, 18 août 1796
 Arch. Vat. Itaisa Appendice. Epoca Napoleonica .. 4 fructidor, an 17 — 21 août 1796 —.

³ Arch. Val. ITALIA Appendice Epoca Napoleonica. fractidor, an IV -- 21 août 1796 --

Florence sera le lieu de l'entrevue et l'époque en est fixée au 22 fructidor. — 8 septembre 1796 — Si le pape agree leur proposition, il leur rendra réponse par « retour du même courrier » 1.

Pie VI fait bon accueil au délégué du Directoire

Il choisit aussitôt comme plénipotentiaire Mª Caleppi, avec un secrétaire, le P. Soldati, de l'ordre des Frères prècheurs. Le chevalier d'Azara fera au aussi partie de la commission, et il emmènera avec lui un ami de Zelada, l'abbé Francesco Evangelisti², qui travaille à la secrétairerie d'Etat et remplit depuis plusieurs années les fonctions de secretaire de légation auprès du chevalier.

Dans ses instructions à Caleppi, Sa Sainteté lui recommande d'avoir les plus délicates attentions pour Azara; « Azara défend ses intérêts, il le proit son ami 3. »

Salicetti apprend a avec plaisir que le plénipotentiaire pontifical est nommé et qu'il sera rendu à Florence avant le 8 septembre. » Il en temoigne au cardinal Busca toute sa satisfaction *.

Pendant qu'à Florence on semble préparer la paix, les hostilités continuent toujours sur les frontières des États pontificaux. Le cardinal Pignatelli sa été fait prisonnier de guerre. On la sommé de prendre l'engagement de se rendre à Milan.

Bonaparte, et Berchier, général de division et chef de l'Etatmajor, chargent Cacault d'obtenir du pape qu'il prescrive « à son légat de faire ce que la parole d'honneur exige dans une telle circonstance ⁶ ».

Deux cardinaux sont donc prisonniers de Bonaparte. A la vérité on a reçu des promesses de libération pour Mattei,

Arch Vat Italia. Appendice Epoca Napoleonica. 10 fructidor, an IV 27 août 1796) • Le commissaire du Directoire exécutif près des armees d'Italie et des Alpes à Mar le cardinal Husca, ministre des relations exterieures. 3

² Ibid

Arch Vat. ITALIA, Appendice. Epoca Napoleonica. Vol. XI. Fasc. G.

¹ Ibid Florence, 17 fructidor, an Iv - 3 septembre 1796 -.

^{*} Ibid La note le qualifie de legat de Ferrare

⁶ Arch. Vat. ITALIA. Appendice. Epoca Napoleonica 19 fructidor, an IV - 5 septembre 1796 -.

et le Saint Père espère qu'on relaxera bientôt ce dernier!.

La conférence provoquée par Salicetti eut lieu au jour dit dans la ville de Florence. La France voulait-elle vraiment conclure la paix avec Rome? Il est permis d'en douter. Elle offrait toujours des conditions inadmissibles, car elle exigeait que Pie VI retractat certains actes qu'il avait taits en qualité de chef de la chrétienté, or une telle retractation eût été l'aveu d'erreurs commises par lui en matière dogmatique et disciplinaire. D'aitleurs, il était clair pour un esprit impartial qu'en tout cela non seulement le pape avait accompli les devoirs de sa charge, mais encore qu'il avait toujours agi avec la plus grande modération.

Dès la première conférence, Mer Caleppi se heurta aux mêmes difficultés que Pieracchi avait rencontrées à Paris II essayait de passer outre et de réserver pour la fin un article aussi épineux, mais Salicetti et Garrau étaient pressants. Comment rompre les négociations à peine commencées sans s'exposer à compromettre le succes de sa mission? Avant d'en arriver à ces extrémités, il voulut épuiser tous les moyens, faire toutes les concessions compatibles avec la dignité du chef de l'Eglise.

Dans ce but, il demande aux commissaires français un delai pour se rendre à Rome et exposer à Sa Sainteté les conditions qu'on exigeait préalablement à la discussion du traité. Les commissaires français lui concèdent six jours Mer Caleppi voit que ce délai est insuffisant : il craint d'autre part, s'il réclame une prorogation, d'essuyer un refus. Alors il prepare tout pour son départ, et au moment de l'effectuer, à 11 heures du soir, « il prie Messieurs les commissaires de proroger un peu le délai a accordé. Ils avertiront M le che valier d'Azara qui lui fera parvenir à Rome leur decision 2.

A peine arrive à Rome, Mér Caleppi soumet au Saint-Père le projet comprenant 65 articles. Pie VI réunit les cardinaux en congrégation consistoriale, le soir du 13 septembre . On v



Ibid Lettera scritta al Sig Cardinale Mattel arcivescovo di Ferrara a Brescia, ii 10 settembre 1796

^{*} Hibilot. Vallicell Monamenti Storici. Z fol. 102-103. Florence le 9 septembre 1796, 11 heures du soir

Arch. Vat. Epoca Napoleonica. Le cardinal Busca fixe la convocation pour la première heure de nuit. Cateppi assistant à la Congregation.

décide que ces conditions sont inadmissibles. Sa Sainteté rédige en conséquence une note déclarant « que ni la religion ni la bonne soi ne lui permettent en aucune saçon de les accepter ». Le pape ajoute qu'il « a vu avec la plus vive douleur, qu'ontre l'article dejà proposé à Paris voulant l'obliger a désapprouver, revoquer et annuler les Bulles, Rescrits, Bress, Constitutions apostoliques, tous les actes en un mot émanes du Saint-Siège, relatifs aux assaires de France depuis 1789, on en a ajouté d'autres infiniment préjudiciables à la religion catholique. » « Sa Saintelé espère, dit en terminant cette note, que le Directoire executif, eu égard à ses sentiments de rectitude et à la médiation de Sa Majesté Catholique, le roi d'Espagne, voudra prendre en consideration les graves motifs qui ont pousse la conscience du pape a un resus, resus qu'il doit maintenir au péril même de sa vie !.

En même temps le nonce d'Espagne, Mª Casoni, est chargé de presenter un mémoire ministériel à la cour pres laquelle il est accrédité.

Sa Sainteté, disait-on dans ce mémoire est étonnée de voir qu'au Congrès de Florence, un melle tout d'abord sa conscience en péril. On se propose en effet de trapper la religion et le chef visible de l'Eglise, centre d'unité de tous les catholiques; mais le chef de l'Eglise ne trahira pas son devoir.

Il déplore le rapt d'une partie de ses Eluts et la privation des droits temporels du Saint-Siège, droits auxquels it ne lui est pas permis de renoncer, après ses serments reitérés lors de son exaltation au souverain pontificat

Comme il n'y a pas heu d'espérer que les commissaires français se désistent de leurs pretentions et que ces prétentions sont inadmissibles, le Saint-Père a cru devoir suspendre l'exécution totale de l'armistice de Bologne et songer à se défendre.

Dans cette occurrence, le nonce de Madrid, archevêque de Pirgi, priera le prince de la Paix d'imporer la protection du

¹ Ribliot. Valicell Monumenti Storici Z. Au foi 343 se trouve une traduction française sensiblement la même que ce le que nous donnons Elle porte la date du 15 septembre; le document ci-dessus porte la date du 14 septembre.

roi en faveur de la religion catholique et de l'Eglise romaine '.

Caleppi veut remettre, a Florence, aux, commissaires français, la decision prise dans la congrégation consistoriale du 13 septembre, au soir, décision contresignee par le comte Caleppi et le chevalier d'Azara, Les commissaires français refusent de la recevoir, sous prétexte qu'elle porte la signature d'Azara et qu'Azara n'a pas qualité pour traiter avec eux. Ils lui déclarent en conséquence « qu'ils considérent n'avoir pas reçu de reponse à la note du 23 fructidor — 9 septembre — où ils lui communiquaient les conditions du Directoire?

Cateppi leur répond le jour même qu'ils peuvent contester la médiation, et partant la signature d'Azara, mais « qu'il serait contraire a toute justice d'en inférer que leur note du 23 fructidor est restée sans réponse. Cette reponse a été donnée, avec les raisons apportées par Sa Sainteté, de la façon la plus loyale et la plus persuasive 3 ».

En même temps qu'il ecrit aux commissaires français, M^{et} Caleppi informe Azara de ce qui se passe. Il lui rappette que l'armistice de Bologne a été conclu avec sa médiation, en sa qualite de ministre du roi d'Espagne ; il paraissait donc tout naturel de solliciter la paix en se servant de la même médiation. Le chevalier d'Azara n'est-il pas venu avec le plenipotentiaire de Sa Sainteté « sur l'invitation du ministre des Relations extérieures à Paris, en date du 30 fructidor de l'année courante, invitation faite à M. le marquis del Campo, ambassadeur de Sa Majesté Catholique et au cointe Pieracchi, ministre plenipotentiaire de Sa Saintete.

Me Careppi ajoute qu'il croirait faire injure à Sa Sainteté et au roi d'Espagne s'il récusait les bons offices d'Azara. Il ne peut non plus mettre en doute les dispositions favorables de la République française à l'égard du roi d'Espagne. Il espère, en consequence, que MM, les commissaires ne refuseront pas de reconnaître la signature du ministre d'Espagne. A Paris,



⁴ Arch Vat. Monuro-Baotera, 31 oct 1796 Extrait d'un memoire ministériel présenté par Mo Casoni à Madrid.

Bibliot. Val icell. Monum. Stor. Z. Donné a Florence le quatriente jour complémentaire de l'an IV de la République française une et indivisible » — 20 septembre 1796. Signe Sauceti, pour moi et pour le commissaire Garreau, absent.

^{3 1}bid, 20 septembre 1798

on avoit bien accepté la signature du morquis del Campo à côté de celle de Pieracchi[†] ...

Azara répond le lendemain à Caleppi. Il a prévu l'incident que pouvait faire naître, et qu'a fait naître effectivement l'apposition de sa signature. Il en a prévenu Monseigneur Toutefois il ne veut pas se dérober à ses instances « pour prouver l'intérêt que prend son maître au bien et à l'honneur de Sa Saintelé et du Siège apostolique *...»

Azara, dans la circonstance, croyons-nous, aurait pu défendre plus courageusement les intérêts du pape. Ses principes et son caractère l'inclinaient à déserter la cause du droit opprimé pour se ranger du côté de la force victorieuse.

Après son refus de souscrire aux conditions imposées par le Directoire, le pape considere l'armistice de Bologne comme implicitement rompu et s'attend à l'invasion de Rome par les Français. Il commence par publier le récit des négociations; ainsi ses sujets ne le rendront pas responsable des maux de la guerre, mais verront, qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, il ne s'est arrêté que devant les barrières infranchissables du devoir et de la conscience

En apprenant ce qui vient de se passer à Florence, les Romains sont indignés. Leur exaspération est telle, qu'on peut tout en craindre. Le bruit se repand qu'on va massacrer les Français habitant Rome, et Cacault prie le secrétaire d'Etat de veiller à leur sûrete !. On parle d'une guerre de religion. L'agent du Directoire s'en émeut et expose à Son Éminence les dangers d'une pareille lutte. Il annonce ensuite que les citoyens Berthollet, Monge, Tinet et Barthélemy vont à Florence, et il demande pour eux des passe-ports et des chevaux de poste. Enfin, il réclame de nouveau la prompte execution des conditions de l'armistice de Bologne .

Pausieurs de ces conditions ont déjà eté remplies « Il y a

Bibliot Valiteell. Monumenti Storici. Z. 20 sept. 1796

² Bibliot, Vallicell. Monamenti Storici, Z. 21 septembre 1796.

C'est l'opimon de Baldassarl et de feu le marquis Gaetano Ferraioli. Le marquis l'erraioli, un érudit qui a mis gracieusement sa nehe hibliotheque à ma disposition me disait en parlant d'Azara . On ne peut mer qu'il fut un fin diplomate, mais c'etait un grand fripon, un grand barone .»

Arch. Vat ITALIA. App. Epoc Napolson, 18 septembre (1796)

Ibid 22 septembre 1796

plus de quinze jours, écrivait en effet Cacault, que les trois milions à verser pour compléter la seconde contribution sont fondus en lingots à la monnaie pontificale. • Il ne restait plus, ajoutait-il, qu'à faire la vérification de l'emballage. Et pourtant « un mois et vingt-deux jours plus tard » Cacault se plaint de n'être pas encore en possession de cet arriéré de trois millions; il yeut qu'on se hâte!.

Mais Pie VI a de bons motifs pour surscoir. En prévision de l'invasion imminente des armées républicaines, il envoie dans ses États une circulaire pour les convier à la défense commune :

- 1º A l'arrivée des Français, on sonnera les cloches.
- 2º Tous les hommes capables de prendre les armes, principalement des armes à feu, les prendront. On mettra les animaux à l'abri des envahisseurs.
- 3° On se rangera sous les ordres des magistrats de la ville ou des capitaines de la milice.
- 4º Les représentants des villes tiendront de la poudre et du plomb à la disposition des défenseurs.
- 5º Si on manque de munitions, on s'adressera au comman dant général, au gouverneur de Viterbe ou au commandant de place de Civita Vecchia. Les communes de l'Ombrie et des Marches s'adresseront au commandant de la place d'Ancône, celles de la Romagne au gouverneur des armes de la province.
- 6º Toutes les milices et leurs officiers encourageront les populations a se joindre aux troupes enrégimentées.
 - 7º La solde est celle convenue en 1795.
 - 8º Le paiement sera effectue quotidiennement.
- 9° Et pour que le paiement soit exact, les villes s'adresseront au commandant général de Rome.
- 10° Sa Saintete donnera un paule par personne avec promesse de récompenses ².

Toutefois ces mesures ne paraissant pas suffisantes, le pape implore le secours de Vienne et de Naples.

A Vienne, il envoie Mer Albani, auditeur genéral de la

2 Arch. Vat. Registro di lettere a Prelati .. 28 sept. 1796



^{&#}x27;Arch. Vat. *ital. App. Epoc. Napoleon* Rome, 27 fractidor — 13 septembre 1796. — Cacault demandait aussi l'élargissement de Tugnoli de Bologne employé aux approvis.onnements de l'armée française.

Chambre apostolique. Après divers pourpariers, l'empereur fait partir pour Rome le général Colli, Bartolini et plusieurs autres officiers chargés de prendre le commandement des troupes pantificales.

Le roi de Naples, Ferdinand IV, semble prêter, lui aussi, l'oreille aux propositions du pape; il nomme pour son plémpotentiaire le marquis del Vasto. Le 25 septembre (1796) est conclu, entre Pie VI et le roi des Deux-Siciles, un traité d'alliance défensive, stipulant que le pape augmentera l'effectif de ses troupes, que les milices napolitaines entreront dans l'Etat ecclésiastique et s'uniront aux soldats romains pour repousser toute espèce d'agression, qu'enfin les deux Cours ne pourront faire la paix avec la France que solidaitement.

Pour remplir ses engagements avec Naples, Pie VI lève des troupes, en confie le commandement à un officier italien nommé Gaddi et crée la milice urbaine à la tête de laquelle il place le sénateur Abbondio Rezzonico. 'Puis, en son nom le secrétaire d'État lance une souscription pour proyoquer des dons gratuits en faveur de l'armement. - 8 octobre 1796.

Cette souscription se couvre partout de noms avec de genéreuses promesses ² Toutes les communes tiennent à honneur de contribuer à la défense du territoire. Ainsi la petite bourgade de San Benedetto, de la province de Femo, promet annuellement 300 écus et deux canons, celle de Monteliore donnera cent fusils.

Cependant il y a quelques abstentions regrettables. Le gouverneur de Montalboddo écrit au secrétaire d'Etat que, dans cette ville, plusieurs personnes, même ecclésiastiques, n'ont pas fait d'offrandes « Elles en sont dissuadées, njoute t il, par un mauvais sujet imbu des maximes françaises, et qu'on a oublié de me nommer. » 3

Cependant Cacault surveille attentivement la cour pontificale et informe le génera en chef des moindres événements.

¹ Arch. Vat. f. lat. Ms. 9719

² J'al retrouvé tre me-cinq listes de souscriptions — Le secrétaire d'État remercie le cardinal Flangini à Venuse, et le cardinal Maury, de Moute-fiascone de leurs générouses offrandes pour l'armement de l'État pontifical (Arch Vat Irania, App. Epoc Napoleon., 19 et 26 octobre 1798).

³ Arch. Vat Registro di lettere a' Prelati. A Mir le gouverneur de Mace-rata, 28 décembre 1796.

Mais en ce moment Bonaparle, harcelé par les Autrichiens, craint d'être assailli en même temps par les Naporitains unis aux pontificaux. At il assez d'hommes pour faire face à cette triple coalition? Il ne le croit pas et, pour ce motif sans doute, il propose à l'ie VI une paix différente de celle de Bologne et de Florence. Pie VI ne se hâte pas de repondre : il a le droit de suspecter la sincérité de ces ouvertures. Il ne peut d'ailleurs traiter avec la France que de concert avec son alhé, le roi de Naples.

Voyant que le pape fait la sourde oreille à ses propositions, Bonaparte se sert de l'intermédiaire de Cacault et d'Azara pour obtenir le consentement de Sa Sainteté; les démarches de ces deux personnages n'obtiennent pas plus de succès Le général songe alors à user de la médiation de Mattei, l'archevêque de Ferrare, qui est toujours son prisonnier à Brescia. Depuis qu'il est détenu, de nombreuses sympathies ont été lemoignées au cardinal 4.

La République de Venise, l'ambassadeur d'Espagne, plusieurs genéraux français et jusqu'à la temme de Bonaparte ont sollicité sa liberté

Convaincu que le cardinal peut obtenir du pape ce que n'ont pu obtenir Cacault et Azara, Bonaparte lui annonce sa abération dans les termes suivants: « Votre caractère, Monseur, dont tous les gens qui vous connaissent se louent, m'engage de vous permettre de retourner à Ferrare et tenir un voite d'oubli sur votre conduite le mois passé.

- o l'aime à me persuader que cela n'a été de votre part que l'oubli d'un principe, que vous avez trop de lumières et trop de connaissance de l'Evangile pour ne pas être convaincu que tout prêtre qui se mêle des affaires politiques ne mérite point les égards qui sont dus à son caractere.
 - » Rentrez dans votre diocese, pratiquez-y les vertus que

[&]quot;« Je ne puis exprimer à Votre Eminence, lui écrivait le secrétaire d'Etat, quelle peine a éprouvée le Saint Père le Sacré Collège et moi à la nouvelle de votre envoi à Brescia. Ne craignez pas d'être oublie. Votre respectable et honorable personne, l'éminente dignité dont vous êtes revêtu, ve us recommandent à tous. Nous vous envoyons nos rommines sympathies et nous faisons des vieux pour que vous sortiez blentôt de cette pénible situation... » (B bhot, di Cesena Dellagho di quanto precede accompagne) segui la prigionia in Brescia del Sig. Card. Alessandro Mattei. compilato dal dottor D. Schastiano Lazzarent. Venezia 1790).

l'on vous accorde unanimement, mais ne vous mèlez jamais à la politique d'un Etat. Soyez sûr, du reste, que le clergé et tous gens qui se dévouent au culte seront spécialement protégés par la République française. Je suis, Monsieur, avec estime et considération.....

BONAPARTS. > 1

Après avoir reçu avis de sa libération, Mattei en fait part au secrétaire d'Etat. Il lui écrit de Bologne, n'ayant pu le faire de Brescia, lui parle de la lettre de Bonaparte et des marques de confiance qu'il a reçues. Il va se rendre de suite à Ferrarc. En terminant il prie Son Eminence de remercier le Saint-Père de sa clémence à son égard. 4

Mattei quitte Brescia le 3 octobre et arrive le 8 à Ferrare. Bonaparte l'y suit, et congédiant son entourage: « Monsieur le cardinal, lui dit-il vous devez être l'ange de la paix. Le Directoire ne veut pas la guerre avec Rome, il veut faire avec elle un traité d'amitie. Je ne veux pas être le destructeur mais le sauveur de cette ville. Le Saint-Pere est trompé et trahi; il faut l'éclairer et vous devez vous en charger en vous abouchant avec lui, »

Mais au moment où Bonaparte affecte de songer à la paix, l'Italie est pleine de bruits de guerre. A son quartier général de Milan le général vient d'avoir communication d'un manifeste. Il l'envoie aussitôt au pape en lui demandant « s'il est officiel, ou s'il est publié par les ennemis de la religion et de Sa Sainteté?... » Il charge ensuite Cacault d'avertir le secrétaire d'Etat qu' « on sert mal les intérêts du pape en excitant Rome contre la France. » 4

Le 30 vendemiaire — 21 octobre 1796 — Bonaparte est a Ferrare où il a établi son quartier général. Il écrit de nouveau à Mattei que « la cour de Rome a définit, vement refusé d'accepter les conditions offertes, » ⁵

¹ Arch. Vat App. Ep. Napoleon Bonaparte an cardinal Mattei, 28 sept. 1796

² Arch Vat Cardinali 172 A. — Mattei au card Busca, 5 octobre 1796 Le secrétaire d'Etat lui répondit par des fésicitations — 15 oct 1796 —

Arch. Vat. ITALIA App. Epoca Napoleon 15 vendémiaire, an VI, 6 octobre 1796.

Ibid 16 vendemiaire, 7 octobre 1796.

Arch. Vat. Italia. App. Epoca Napoleon, 15 octobre 1796.

C'est pourquoi il réstère au cardinal la demande qu'il lui a dejà fatte d'alter à Rome négocier de sa part la paix avec le Souverain Pontife. Si l'on s'obstine a refuser il déclarera une guerre sans merci, et les conséquences seront terribles. Mattei accepte la mission, pourvu toutefois que le général formule par écrit des propositions nettes et précises.

Alors, Bonaparte écrit à Lacault que Mattei est en route pour Rome et qu'il duit se concerter avec lui.

S'il adhère aux offres qu'on lui fait, le pape enverra un plénipotentiaire à Crémone, le genéral sy rendra l'attendre. J'aime mieux, répète-t-il, être le sauveur que le destructeur du Saint-Siege. »

Mattei arrive à Rome le 27 octobre à 11 heures du mat.n Il transmet à Pie VI les propositions de Bonaparte, et ces propositions impressionnent vivement l'esprit du pontife. Pie VI convoque sur le champ le Sacre-Collège, les avis sont partages. Les uns pensent qu'il faut entrer en pourparlers avec le géneral français, les autres, et c'est le plus grand nombre, sont d'un avis contraire. Ils supposent que la moderation du Directoire est feinte. Puis les promesses du roi de Naples, dans le traité du 25 septembre, leur reviennent à l'esprit et ils croient pouvoir arrêler les Français avec les secours de Ferdinand IV.

Au moment où se passent ces évenements, le cardinal secrétaire d'Etat recevait d'Azara, à la date du 22 octobre, une lettre qui n'est d'un bout à l'autre qu'un indigne persiflage. Azara prétend ne pas excercer de réprésailles, mais on sent que le ministre d'Espagne se venge des soupçons qu'on a conçus contre sa conduite à Florence. § Cependant quel que soit le motif qui le pousse, il dénonce un traité secret concluentre Naples et le Directoire, au mépris de l'autre traité passe avec le pape le 25 septembre (1796).

Comment concilier cette déclaration de Bonaparte avec celle qu'il fit plus tard, en Egypte, aux shèrifs de La Mecque? Il se vantait e d'avoir detruit les croix » dans les pays qu'il a conquis et « d'avoir renversé le trône du pontife romain.

Bibliot, Vullicell, Monumenti Storici, Z. 12, fol. 100. Cette cettre est dennee in extenso dans: Histoire de centenement et de la captivité de l'ie VI, par M. l'abbe Baldassari, traduit par M. l'abbé de Lacouture. l'aris, 1839, fol. 88.

Le cardinal Busca remet la lettre d'Azara aux mains du pape, lequel mande aussitôt, pour l'interroger, le marquis del Vasto.

Del Vasto nie énergiquement l'existence d'un traité secret entre le Directoire et Naples, il demande copie de la lettre d'Azara et l'envoie au roi Ferdinand.

Ferdinand, à son tour, proteste de son dévouement à l'Eglise et de sa ferme volonté de mainten.r l'intégrité du territoire pontifical!. Il a ordonne à son ministre à Paris, affirme-t-il, de ne conclure aucun traité d'ou le pape serait exclu.

Cette déclaration de Ferdinand détermine Pie VI à repousser les propositions de Bonaparte.

Sur ces entrefattes, le 14 octobre (1796), Cacault reçoit une lettre de Paris qu'il communique au secrétaire d'Etat, cardinal Busca. C'est l'annonce officielle du traité conclu entre la France et Naples. Il en ignore toutefois les articles ². Quelques semaines plus tard, les feuilles publiques en imprimaient le texte, avec la date du 10 octobre 1796. Aucune garantie n'était donnée aux droits du Saint-Siège. Ce tut à Rome une véritable explosion de douleur et d'indignation, facile à comprendre.

Le prince de Belmonte, ministre de Ferdmand, à Paris, reçul-il trop tard la prétendue note d'Acton lui infimant l'ordre de ne pas conclure avec le Directoire un traité d'où le pape serait exclu; ou bien Acton permit-il à Belmonte d'opérer au mieux des intérêts de Naples et sans tenir compte du pape? Il serait difficile de le dire. Mais si la dernière alter native était historiquement certaine, quel procédé déloyal, quelle politique inavouable!

Un doute sérieux plane sur la bonne foi du ministre

¹ Le marquis del Vasto fut charge par le roi de Naples d'alter à l'audience pontificale pour assurer la cour de Rome de l'assistance de son maître qui empécaerait la division du territoire pontifical lui ferait rendre tout le territoire occupé.

Ferdinand affirmait avoir donné des ordres précis au négociateur royal à Paris, le prince de Belmonte, et Sa Majesté etait prête a faire entrer ses troupes sur le territoire pontifical dans les trois cas survants : d'insurrection interieure, d'invasion par les ennemis du territoire de l'Eglise, d'attaque formelle.

⁽Bibliot, Vitt Em. F. Gee. Ms. fol, 144).

Arch Vat. ITALIA. App. Epoca Napoleon 30 octobre 1796.

Acton. Pourquoi, en effet, lorsque le traité conclu par le prince de Belmonte arriva à Naples, en garda-t-on si longtemps le secret vis-à-vis de Rome? Le courrier porteur de ce traite passa a Rome le 19 ou le 20 octobre, avant, par conséquent, que Mattei transmit les propositions de Bonaparte. Naples aurait dû, sans délai, avertir le pape. Sa Sainteté aurait sans doute modifié sa ligne de conduite.

On a dit, avec toutes les apparences de la vérité, que Ferdinand IV convoiteit Bénevent, Ponte Corvo, Castro et Roncighone, et que le Directoire, en signant avec le prince de Belmonte le traité du 10 octobre, promit ces riches dépouilles à l'avidité napolitaine.

Les ennemis de Pie VI affirment que le pape a été lui-même la cause de sa propre ruine, en refusant les offres de Bonaparte; mais n'est-il pas plus juste de faire retomber la principale part de ce mallieur sur la perfidie du gouvernement des Deux-Siciles?

Qu'arriva-t-il, en esset ? Rome ignorait le traité de Naples avec le Directoire. Pie VI, tenu en désiance vis-à-vis de la Republique, et comptant a la sois sur le secours de Ferdinand et sur l'appui de l'empereur d'Allemagne, declina l'invitation de Bonaparte. Il n'envoya pas de ministre plenipotentiaire a Cremone pour y traiter des préliminaires de la paix.

Par contre, le secrétaire d'Elot, cardinal Busca, adressait à Me Albani, le plénipotentiaire délégué à Vienne, une depêche sollicitant la prompte arrivée des secours promis par l'empereur. Cette dépèche du 8 janvier 1797, qui voyageait par le courrier de Venise, sous les garanties de la foi publique et de la neutrali.é, fut cependant interceptée par les Français et tomba le 12 janvier aux mains de Bonaparte. Elle le détermina à envahir aussitôt l'État pontifical; une proclamation du 31 janvier annonça aux troupes françaises qu'elles allaient attaquer les provinces romaines.

Afin d'arrêter Bonaparte dans sa marche sur Rome, quelques regiments italiens partirent des le 12 decembre (1796) nour Faenza, trainant avec eux plusieurs pieces d'artillerie.



¹ Naples avait fait occuper par ses troupes, à l'insu du pape, Benévent et Poute-Corvo, et lorsque le pape s'en émut, Ferdinand pretexta que ce n était la qu'une mesure politique et militaire. Cf. Baldossari

Puis, le 5 janvier (1797) M# Brancadoro benit, a l'autel de la Chaire de Saint-Pierre, les drapeaux des régiments du prince Colonna, et sur la place trois escadrons de cavalerie prêterent serment de défendre Rome jusqu'à la mort !.

La virle sembla ranimer son espoir, surlout après l'arrivée du général Colli 2. Colli ctait envoyé par l'empereur Françols II pour prendre le commandement de l'armée pontificale II descendit au palais de Mer Caleppi, situé à la Chiavica del Bufalo. La noblesse lui fit un brillant accueil et lui offrit un banquet. Colli visita le Saint-Père et le secrétaire d'Etat, puis il partit pour Ancône avec ses troupes.

Le 3 pluviôse 22 janvier 1797 Bonaparte donne ordre au citoyen Cacault de quitter Rome et de se rendre à Bologne. Cacault se dirige aussitôt, non vers Bologne, mais vers Florence.

Les hostilités sont déclarées. La République cispadane va interdire toute relation entre les évêques de ce pays et la cour romaine. Il ne leur sera plus permis de recourir à Rome pour obtenir des dispenses de toute sorte³.

La première rencontre entre les Français et les soldats pontificaux eut lieu sur les bords du Senio; l'action s'engagea le 2 février (1797) au pont de Faenza Les troupes du pape turent écrasées

La nouvelle de cette détaite parvient à Rome le 10 février, et y jette la terreur. Plusieurs cardinaux sont déjà partis pour Naples et le bruit court que Pie VI va s'y réfugier lui aussi*

Le pape songe til alors à demander un asile au roi? Verninac, agent de la République française à Naples, le prétend.

Verninac, à la suite d'un repas, avait eu une longue conversalion avec Acion. Le ministre lui raconta qu'un messager était venu nuitamment à Naples demander un asile pour le pape. Le roi lui proposa Caserte, mais il insistait pour que Sa Sainteté restat dans ses Etats et entrât en négociation avec Bonaparte. Quant à recevoir en dépôt le trésor de Lorette, comme le demandait Pie VI, Ferdinand s'y refusait : un si

Bibliot, Vat. f. lat. ms. 9718

Le 19 janvier 1797.

⁴ Arch Vat Cardinali 172 A. La République cispadane, Modère, à l'éveque de Ruggio, et abbe commendataire de Nonantola, 3 fevrier 1797

⁴ On prétendit encore qu'il voulait gagner Malte

riche trésor transporté en pays napolitain n'attirerait-il pas contre Naples l'insatiable cupidité du vainqueur?

Verninac fit observer à Acton « que le pape était un hôte dangereux dans un pays où le peuple est très fanatique. » Aussi sommes-nous résolus, riposta le ministre, à le reléguer à Bénévent où nous aurons soin de le garder, afin que men de fâcheux ne se produise ... Pendant ce temps, on apprenait que les Français venaient de remporter de grands avantages sur les troupes autrichiennes à Rivoli, à Porto-Legnano et devant Mantoue? Le genéral Colli concentra les troupes pontificales à Montagnola; elles ne purent empêcher les Français de s'emparer d'Aucône. La république y fut proclamée sous le nom de République Anconitaine, et l'ancienne municipalité fit place à une municipalité démocratique composée d'esprits turbulents et partisans du désordre, avec Pierre Reppi pour président.

Le cardinal Ranuzzi l'écrit au secrétaire d'État, et lui signale un récent attentat contre les deux statues de marbre, élevées sur deux places, à Clément XII et à Pie VI a Lundi passe, mande Son Eminence, environ vingt personnes de mauvaises mœurs mutilérent ces statues, bien qu'elles fussent protégées par des grilles ; elles affichérent sur le piédestal des inscriptions infâmes ».

Ramuzzi mulade était retenu au l.t. il chargea deux chanoines de son Chapitre de porter plainte au général français Burnet et à la municipalité

Le genéral et la municipalité exprimèrent leurs regrets au cardinal. Ils publièrent une proclamation, mais n'arrêtérent aucun des coupables pourtant bien connus.

Ranuzzi ajoute que son grand vicaire, l'abbé Pacifici, après avoir été, par ordre de Bonaparte, détenu pendant cinquante jours dans la forteresse d'Ancône, a été relâché par ordre du même général, à la condition qu'il a eloignera de cinquante lieues. Il ira en Sabine se reposer, puis, de là, reviendra à Rome ².

1 Arch. Vet. Cardinali, 171 A 31 mars 1797.

¹ Arch. Nation. de Paris. Bulletin nº 26.472. AC. III, 72 dr. 291-395. 1º ventôse, an V. — 19 février 1797 —.

³ Arch. Vat. 17AL App. Epoca Napoleon. 22 n võse 16 janvier 1707 Ber thier a capturé à Rivolt le general Provera avec 6.300 hommes. Il a pris 700 chevaux et 16 drapeaux. En six jours, 21 000 prisonniers.

Au moment de l'invasion d'Ancône on dirigea sur Rome les tresors de Lorette ; il fut decide que le pape quitterait la ville le 12 février et se réfugierait dans le royaume de Naples. Alors le P. Fume, général des Camaldules, vint le rassurer au nom de Bonaparte, et l'invita à rester à sou poste ². Bonaparte demandait que Pie VI lui envoyât, dans un délai de cinq jours, à Foligno, des plempotentiaires pour traiter des conditions de la paix.

Le pape lui répondit sur le champ une lettre en forme de bref; il la confia au cardinal Mattei et à Ms Caleppi. Ces deux prelats étaient accompagnés de Louis Braschi-Onesti et du marquis Camille Massimi: les quatre personnages munis d'amples pouvoirs pour signer des conditions que le pape espérait « justes et raisonnables » et qu'il s'engageait « à ratifier ».

Pie VI ajoutait ces paroles : « Confiant dans les sentiments de bienveillance que vous nous avez manifestés, nous nous sommes abstenu de partir de Rome..... » 3.

Les délégués du pape avaient quitte la ville le 12 février (1797). En route ils rencontrèrent un courrier de Bonaparte apportant la réponse du général au cardinal Matter.

Mattei, en effet, ayant su la reprise des hostilités entre la République française et le pape, avait tenté de dissuader Bonaparte d'une pareille entreprise.

« J'ai reconnu, lui répondant le géneral, dans la lettre que vous vous êtes donné la peine de m'écrire, M. le cardinal, cette simplicité de mœurs qui vous caractérise. Vous verrez, par l'imprimé ci-joint, les raisons qui m'engagent à rompre l'urmistice conclu entre la R. F. et Sa Saintelé. Personne

¹ Les trèsors furent envoyés de Rome à Terracine (Bibl. Vat. f. lat. nº 9718.

^{*} Sala non, instruit des projets du Directoire, expédia deux dépêches au pape pour le presser de partir. La première depêche fut interceptee; la secondo arriva à su destination. Le neveu du pape joignit ses instances à celles de Salamon

Pie Vi devait partir avec (hiaramonti; mais les Généraux des Dominicains et des Camaldules l'en dissuadèrent. Lorsque Chiaramonti se présenta au Quirinal, Pie VI lui annonça qu'il restatt. Plus tard, prisonnter à la Chartreuse de Florence, il disait mé ancoloquement, a Si j'avais su vi les conseils de mon neven et de l'abbe de Salamon, je n'en serais pas là » Cf. M. le l'a de Richemont.

³ Bibliot, Vallicell Monum Stor, Z. fol. 75, 42 fevrier 1797.

n'est plus convaince du désir qu'avait la R. F. de faire la pa.x que le cardinal Busca, comme il Layone dans la lettre à Monseigneur Albani qui a été imprimée et dont j'ai l'original dans les mains. On a eu la sottise de se rallier aux ennemis de la France, lorsque les premières puissances de l'Europe s'empressaient de reconnaître la République et de faire la paix uvec elle. On s'est bercé de vaines chimeres et on n'a rien oublié pour amener la destruction de ce beau pays. Je n'entendrai jamais aucune proposition qui tendrait à terminer les hostilités entre la République française et le Saint Siège qu'au préalable on n'ait ordonné : 1º le licenciement des régiments creés depuis l'armistice , 2º que l'on n'ait ôté par une notification publique, le commandement de l'armée de Sa Sainteté aux officiers et généraux envoyés par l'empereur. Ces clauses remplies, M. le cardinal, il restera encore à Sa Sainteté un espoir de sauver ses Etats en prenant plus de confiance dans la générosité de la République française et en se livrant tout entier et promptement à des négociations pacifiques. Je sais que Sa Saintete a été trompée Je veux bien encore prouver a l'Europe entière la modération du Directoire executif de la Republique française en lui accordant cinq jours, c'est-à-dire jusqu'au 28 pluviòse nuclusivement, ou bien 16 février (v. s.), pour envoyer un négociateur munt de pleins pouvoirs qui se rendra à Foligno, où je me trouverai et où je désire contribuer autant qu'il sera en mon pouvoir à donner une preuve eclatante de la modération que j'ai pour le Saint-Siège.

Quelque chose qui arrive, M. le cardinal, je vous prie d'être
 persuade de l'estime et de la considération avec laquelle je
 suis....

BONAPARTE DI.

Dans sa lettre à Mattei, le général lui donnait rendez-vous à Foligno. Le cardinal y alla sur le champ. Quand il y arriva, Bonaparte en était parti; Bonaparte convoquait cette fois Mattei à Tolentino.



Ribbot, Valiceli Fond, Fal-acappa, Ms. Z. 36-11 fevrier 1797. Co document in a ete generousement communique par M. l'abbé Fraikin, anc. chap. de Sa.nt-Louis-des-grançais

C'est à Tolentino, en effet, qu'eurent lieu les conférences : le traité y fut conclu le soir du 19 février (1797)

Il comprenait vingt-six articles 1.

Matter envoie sur le champ un courrier extraordinaire au secrétaire d'Etat, « Les conditions, lui écrit-il, sont tres dures et semblables en tous points a la capitulation d'une place assiégée. C'est d'ailleurs ainsi que s'est exprimé plusieurs fois le vainqueur.....

« Rome, ajoute Mattei, est sauvée ainsi que la religion, mais au prix des plus grands sacrifices %.

Par ce traité « le pape fut contraint de payer le tribut que la faiblesse doit à la force, la raison à la necessité et le malheur an succès. 🔊 🤄

A ce sujet, Verninac écrivait au Directoire :

« La cour de Naples a montré beaucoup de chagrin en

1 Voici en quels termes Bonaparte l'annonçait au pope : « Très Saint Père, le dols remercier V. S. des termes obligeants contenus dans la lettre qu'elle s est donnée la peine de m'ecrire. La paix entre la R. F et V. S. est signée. Je me félicite d'avoir pu contribuer a votre repos particulier. J'invite V. S. à se defier des personnes qui sont, a Rome vendues aux cours ennemies de la France ou qui se laissent guider exclusivement par ces mauvalses passions qui causent toujours la perte des Etats.

c Toute l'Europe connaît les intentions pacifiques et les vertus conciliatrices de V. S. La R. F. sera, je l'espère, une des amies de Rome les plus vraies. l'envoie mon aide de camp, chef de brigade, exprimer à V. S. l'estime et la venération parfaites que j'ai pour sa personne. Et je la prie de croire au desir que j'ai de lui donner en toute occasion les preuves de respect et de venération avec lesquelles j'ai l'honneur d'être son très obeissant serviteur.

Tolentino, 19 fevrier 1797.

BONAPARTE D

(Hibliot, Vallicelt, Monum. Stor. Z.)

La lettre de Mattei est siguée du 19 février, vingt-deuxième henre. Après le traité de Tolen ino, Mattel alia à Rome et y resta jusqu'au 30 mars. Le 4 avril il est de retour à Ferrarc. La on veut lui faire prêter le serment civique. Il s'y refuse et est obligé de s'enfuir à Pisattola, une parosse de son diocèse située sur le territoire venitien.

Il y prêcas contre le serment civique. On le poursuit et il se cache à la Badta dans un monastère de Camaldules. Ple VI l'encourage, le prelat ecrit alors upe Pastorale à son peuple — 20 mars 1798 —.

Les Jacobins veulent introduire un intrus dans la paroisse de Calto, mais

leurs efforts sont vains.

De Badia, Mattei passe à Este où il séjourne pendant six mots. Il va ensuite à Venise et. le 29 mai 1799, il retourne dans son diocèse. A la mort d'Antonelli, le doyen du Sacré-College 1814, Mattel devint evêque d'Ostie et de Velletri. Il monrut le 20 avril 1820.

Annales cathol ques, III, 346.



apprenant les conditions du traité avec le pape; cependant elle est fort aise que les troupes ne soient point allées à Rome!. »

Le secrétaire d'Etat, le cardinal Busca, dont la dépêche à Mst Albani avait été interceptée par Bonaparte, sentait bien que le vainqueur ne pouvait lui pardonner d'avoir poussé le pape à la resistance.

Après le traité de Tolentino il écrit à Sa Saintete, — mars (1797) — pour résigner ses fonctions entre ses mains. Le 11 mars, Pie VI le prie instamment de conserver sa charge. Invoquant l'exemple de Torreggiani, que Clément XIII ne voulut point sacrifier aux caprices des Puissances catholiques, il l'encourage à le seconder dans les difficultés de

l'heure présente.

Cependant Busca, persuadé qu'il ne peut plus remplir effiracement les fonctions de sa charge, réitère ses instances; Pie VI est alors contraint de céder. En se séparant de son premier ministre, le pape le remercie des services rendus au Saint-Siège, et lui promet comme compensation, une des premières places vacantes en rapport avec ses talents et ses mérites 3.

Cacault regrette lui aussi la retraite de Busca. Il na que des louanges à adresser à Son Eminence qui l'a entouré d'attentions personnelles : « Nous marchions d'accord, prétend-il, dans les principes politiques depuis le traité de Bologne... » En terminant, il prie le cardinal, d'agréer l'assurance de ses sentiments d'attachement, et du desir qu'il aura toujours de lui marquer son sincère respect.... 3 »

Busca eut pour successeur le cardinal Joseph Doria

Pamphili 4.

Que penser du traité de paix de Tolentino? Baldassari assirme qu'il ne sut qu'une tromperie, qu'un moyen de gagner du temps. La République française voulait à tout prix démo-

Arch. Vat ITAL. App Epoca Napoleon. Rome, 18 mars 1797

¹ Archives nationales de Paris. Verninac ajoute : « Les filles de Louis XV sont arrivées de Rome à Caserte avec une suite de 72 émigrés. Ou leur a fait un très bon accueil. »

⁹ Bibliot. Vitt. Em. Ms. Gesuiti. fol. 147-148-149. Lettre du 17 mars 1797. Pie VI affectionnait particulièrement Busca, il le visitait lui même quand la goutte le retenait dans ses appartements.

^{*} Tous les nonces le felicitérent se on l'usage [Arch. Vat. Vuntial. di Lisbon, 30 avril 1797).

cratiser les Etats de l'Eglise, renverser le pape et détruire a jamais son autorité temporelle et spirituelle. Bonaparte se prêta-t-il absolument et sans restrictions aux projets du Directoire contre l'Eglise? Je ne puis l'atfirmer, toutefois plusieurs de ses actes autoriseralent à le croire. Ainsi le 8 novembre 1797, il adressait à Serbelloni une instruction destinée au Directoire de Milan. Cette instruction qui trace un plan savamment combiné pour rainer et anéantir la religion catholique, est empreint de l'esprit le plus sectaire l'En outre, si la paix de Tolentino avait été conclue sans arrière pensee, aurait on laissé jouer sur le theâtre de la Scala à M lan le monstrueux Rallet du pape qui excita universellement l'indignation des honnètes gens. La pièce intitulée le General Colli à Rome, comprend trois actes

Dans le premier, le pape avec tous les cardinaux et les Généraux d'ordre tient consistoire. Il s'agit de decider si l'on acceptera la paix qu'offre le Directoire ou si l'on fera la guerre Le cardinal secretaire d'Etat veut la guerre et entraine avec lui la majorité Colli leur promet le succes Arrivent en scène la princesse Santa Croce avec la mece du pape ; elles répandent la nouvelle de la défaite des milices papales et de l'approche des Français. Alors le consistoire demande la paix à grands cris ?

L'acte troisième débute par l'annonce de la paix de Tolentino La joie est grande; hommes et femmes courent baiser la mule du pape. Mais au milieu de ces démonstrations, les commissaires français arrivent à l'improviste ils chassent les religieux, dépouillent les cardinaux de leurs insignes, laissent le Saint-Pere vêtu d'une soutane noire et lui mettent sur la lête une barrette tricolore.

Des femmes romaines dansent le ballet final avec les commissaires français 8.

^{&#}x27;Baldassari qui conne ce document l'a t.ré d'un livre intitulé : Politique particulière de Bonaparte o l'égard de la Religion cathouque Cadix 1812, par D. Pierre Levallos, premier secretaire d'Etat de Ferdinand VII. Si ce document est authentique, l'att tude de Bonaparte plus tard, prouva qu'il avait changé d'avis.

⁸ Impossible de résumer l'acte seçond. Ce n'est qu'un tissu d'infamies et d'obsecuites.

³ Raccolla delle carte pubbliche del nuovo governo Veneto democratico 1797 Silvestro Gatti.

Quelques jours avant qu'on représentat cette pièce infame, l'archevèque de Milan, Mer Visconti, alla trouver en personne le général Kilmaine, le suppliant d'empêcher pareil scandale. Kilmaine répondit qu'il ne pouvait agréer sa requete sans désobéir aux ordres précis qu'il avait reçus de Bonaparte. Le cardinal demanda de surseoir à la representation jusqu'à l'arrivée d'un courrier qu'il allait envoyer immédiatement au général pour le prier de revenir sur sa décision. Kilmaine hésita un instant, mais il reprit qu'il ne pouvait pas, parceque les ordres reçus étaient trop formels 4.

La représentation eut donc lieu, et tous les assistants furent indignés. Celui qui remplissait le rôle du pape était un Français, maître de danse, du nom de Lefèvre. Il reçut le lendemain congé de la plupart des maisons de la ville. C'était pour lui la ruine. Désespéré, il alla se jeter dans un canal, le Naviglio, et se poya².



⁴ Mer Philippe Viscouti esprit conc.liant, n'eut pas de démé.és avec Bonaparte. Il obeit ponctuellement à ses ordres. Bonaparte lui fit écrire le 21 ventôse — 11 mars —, par K.lmaine d'inviter ses prêtres à ne pas se mêler à la politique, et le card.nat envoya une instruction dans ce sens le 19 germinal, au V — 8 avri. 1797 —. (Aschueto di Stato)

² Le ballet du pape eul encore une représentation à dergame le 25 ventôse, an V — 15 mars 1797 — lorsque cette ville cut été démocratisée Bibliot Vallicell. Monum. Stor. Z. fol. 198, traduct. de docum. stal.)

CHAPITRE XXXIII

SOMMAIRE. — L'execution du traité de Tolentino. — Joseph Bonaparte, ministre plénipotentiaire à Rome — Tentatives de soulévement contre le gouvernement pontifical. — Explosion d'une poudrière. — Le général Provera. — Pie VI malade; un le contraint de reconnaître la République cisalpine — Occupation de la Republique de Saint-Léon. — Émeute des 97 et 28 décembre. — Duphot blessé a mort. — Joseph Bonaparte quitte Rome. — Maladroites excuses — Relations de Joseph Bonaparte. — On demande l'apput de Naples — Arrestation de Massimi. — Invasion du territoire pontifica — Prières publiques. — Des envoyés du pape vont au devant de Berthier. — Conditions Imposees au pape par Berthier — Edits. — Berthier et l'armée française à Rome. — Nombreux arrêtés — Chute du gouvernement papal, la République romaine. — Notification officielle à Pie VI. — Illuminations et bal. — Invasion du Vatican. — To Deum. — Pie VI part en exil.

Pre VI s'était engagé à « ratifier » le traité signé à Tolentino par ses plénipotentiaires, quelque dures qu'en fussent les conditions. Il avait hâte surtout d'exécuter les articles 12, 15 et 16 afin d'exonérer son territoire de l'occupation étrangère, toujours fort lourde pour l'Etat qui la subit.

Par son ordre les commissaires français furent donc invités à choisir cinq cents manuscrits et à percevoir les trois millions et demi d'écus mis à leur disposition.

Ce n'était pas sans peine que pareille somme avait été réalisée. Les États pontificaux, peu riches en numéraire, étaient encore épuisés par suite des hostilités qui avaient précedé et suivi l'armistice de Bologne. Pie VI envoya au trésor ce qui lui restait d'or et d'argent. Non content de cela, il fit retirer de ses ornements pontificaux les perles et les pierres précieuses qui les décoraient. Et comme c'etait insuffisant, un édit enjoignit aux habitants d'échanger leur or et leur argent contre du papier monnaie.

Les cardinaux et les princes romains imiterent l'exemple du pape ; ils donnerent eux aussi leurs joyaux et leurs pierre-



³ Le 1st mars, 1.706.000 écus romains et, le 2 mars, 1 800 000 écus ferent conduits par 24 dragons pour être versés à Foligno aux commissaires français (Bibliot, Vat. f. lat. Ms. 9718).

ries. En trois mois on acquitta ainsi la rançon exigée par le vainqueur 4.

Parmi les conventions du traite de Tolentino, il avait été stipulé qu'on enverrait à Paris un ambassadeur faire des excuses pour le meurtre de Bassville ². Le marquis Massimi fut chargé de cette délicate mission.

En se rendant en France, il passe par Milan et se plaint, au nom du pape, de la non-observance d'une clause importante du traité. Par cette clause en effet, la France s'engageait à évacuer progressivement le territoire pontifical au fur et à mesure de l'accomplissement des conditions, or, malgré le patement d'une partie de l'indemnité de guerre, l'occupation demeurait toujours comme ci-devant. On sembla prêter l'oreille aux plaintes de Massimi, et promesse lui fut donnée de retirer incessamment les troupes d'occupation 3.

Le 17 floréal, an V. — 6 mai 1797. — Joseph Bonaparte, résident du Directoire près Son Altesse Royale, l'Infant duc de Parme, fut nommé ministre plénipotentiaire pres Sa Sainteté. « Vous serez spécialement charge, lui écrivait-on, de veiller à l'accomplissement du traité de paix que votreillustre » frère a conclu avec cette Puissance. 3 »

Joseph Bonaparte n'arriva a Rome que le 31 août. Il alla loger au palais Corsini à la Lungara 3.

- ⁴ A propos de cette lourde contribution de guerre, M^p Pacca, archevêque de Damlette et no ice apostolique en Portugal, écrivait au secrétaire d'État à la date du 6 av. Il 1797 :
- « M Antoine-Joseph de Souza-Lima, portugais habitant Lisbonne, p r-» sonnage distingué attaché de cœur à la noncature et au Saint Siege » voyant avec une vive douleur les dures conditions qui sont imposées «u
- Saint-Siège pour obtenir la paix, offre a Sa Saintete malgre ses fait les réssources, la petite somme de 2D ecus romains. Il supplie Sa Sainteté de s vouloir bien agréer ce faible témoignage de la sincère affection qu'il a pour
- le vicaire de J.-C. sur la terre et lui demande en retour la bénediction
 aposiolique... » (Arch Vat. Nunzaul. de Lisbota).

4 Arch. nationales de Paris AF, 456, dr. 2616, Lettre de créance du marquis Massimi, ministre du pape près la R. F.

d00.000 francs avaient ete demandés par le traite de Tolentino pour indemniser la famille Bassville Moutte, dont la maison avait ete pillee et incendiée et le palais de l'Academie française endominage au aussi ~ 22 messidon au $V \sim (10)$ fuillet 1797 .

Bibliot. Vat. Ms. f. lat. Nº 9718.

4 Arch. nationales de Paris, Bulletla nº 26,472.

2 Bibl. Vat. Ms. f. lat. 9718. Il ne fit arborer les armes de la République française sur ce palais que le 19 octobre 1797.



Rome se prit alors à espèrer des jours meilleurs. La vie publique, un moment interrompue, reprit son cours et le pape put réunir le 12 mai (1797) un consistoire où il annonça au Sacré-Collège la mort du roi de Portugal, Joseph let 1.

Toutefois le calme n'était qu'éphémère. Des émissaires du Directoire viennent incessamment à Rome avec mission de démocratiser le peuple Déjà les esprits s'agitent. Le 15 mars a lieu une premiere tentative de soulevement, elle echoue. Cependant le 28 juin, veille de la Saint-Pierre, vers deux heures du soir, un magasin de poudre au château Saint-Ange saute. Il tue vingt personnes. Parmi les victimes un retrouve le corps d'un enfant qui, disait-on, avait reçu t'ordre de mettre le feu à la mèche.

On entendit le bruit de l'explosion dans la ville entière. Tout le quartier fut rempli d'innombrables débris qui auraient pu faire de nombreuses victimes, n'avaient eté la solitude des rues à cette heure de la journée où la température est torride

Si l'explosion avait eu lieu le soir, au moment où l'on illumine la coupole de la basilique vaticane, un désastre immense était à redouter. Une fouie, qu'on évalue à 30.000 ames, a coutume en effet de se rendre sur la place Saint-Pierre, à la tombée du jour, pour jouir du feu d'artifice connu sous le nom de Girandola. On prétendit — et l'évêne ment justifia les prévisions — que les auteurs de ce désastre avaient décide d'en profiler pour proclamer la République; mais l'explosion ayant eu lieu beaucoup plus tôt ju'ils de s'y attendaient, et le nombre des victimes étant tres restreint, ils n'osèrent exécuter leur projet 3. Ce n'était toutefois que partie a ournée.

Les complots révolutionnaires contre la tranquillité publique se succédaient sans arrêt, et la presse était mise à contribution pour cette œuvre démoralisatrice. Au mois de juillet,

Archivio di Stato Piaz-a Firenze

² Bibliot Nat f. lat Ma. 9718. On accusa Barbier., un des architectes du château Saint Ange, d'avoir trempe dans ce complot

³ Bibliot. Vat. f. lat. 97 8. Un nouveau complot révolutionnaire fut decouvert le 1st aout 1797. On arrêts le chaurgien Angeliacei, les deux freres Bouciart ibraires, et le juif Ascarelli Les Français les firent relacher quand ils cuvahirent Bome.

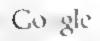
on répandit a profusion un mémoire établissant que la forme du gouvernement papal était radicalement defectueuse, que le peuple devait secouer le joug sous lequel il vivait misérablement depuis trop de siecles !

Pour contentr les émeutiers audacieux qui travaillaient à soulever la population, Pie VI arma les soldats qu'on l'autorisait à garder. Et comme il fallait un chef à ces soldats, il demanda à l'empereur d'Autriche un général et plusieurs bons officiers. On lui envoya le général Provera? Mais Joseph Bonaparte en prevint aussitôt son frère, et tous deux exigèrent que Provera repassat immédiatement la frontière.

Cos tracasseries perpétuelles étaient une source d'amertume pour le pape. Il en tomba gravement malade le 23 septembre, et son grand ûge laissa supposer qu'il ne se relèverait pas. Toutefois sa robuste constitution triompha du mal A peine rélabli, on le mit en demoure de reconnaître la Républ que cisalpine. Il rassembla les cardinaux. Coux-ci lui conseillèrent de donner satisfaction aux Français afin d'éviter de nouveaux griefs contre Rome, et le chevalier de Bresci partit pour Mitan en qualité de ministre du Saint-Slège.

La Republique cisalpine ne mentait guere pourtant les faveurs pontificales. Elle était en perpétuel conflit avec le cardinal Mattei. Le citoven Contoini de Ferrare, membre du Directoire exécutif de la République cisalpine se plaint que le cardinal-archevêque pousse le clerge et le peuple à désobéir aux autorites constituées. Mattei proteste vivement. S'il est en désaccord avec l'autorité civile, c'est que cette autorité attaque les droits de Dieu qu'il a mission de défendre. Ainsi la dernière loi édictée dépouille l'Eglise de ses droits intangibles sur l'élection des évêques et des curés. Chaque fois que la République envahira et violera le domaine retigieux, elle le trouvera debout pour protester 4.

Ainsi agrea-t-il lorsque Boldrini, le ministre des affaires étrangères de la Republique cisalpine l'invitera 9 frimaire.



[·] Ibid.

^{*} Baldassari et le cardinal Antone'l; disent qu'il arriva en septembre 1797; Francesco Fortunali B. V. f. lat. Ms. 9718 donne le 8 novembre comme date de son arrivée.

Le secrétaire d'Etat, cardinal Doria Pamphi i, lui en fit la nomination.

Arch. Vat. Card nali, 172 A. 23 octobre 1797

29 novembre 1797 — à défendre la prédication, la confession, l'instruction de la jeunesse... à des prêtres pieux et habiles dont il dresse la liste. Maitei lui répondra qu'il ne peut, au nom de l'immunité ecclésiastique, obéir à un pareil ordre 1. Et pour prouver qu'il n'agit point de parti pris, il s'empresse de déférer au vœu du Directoire, lorsque celui-ci réclame la réduction des fêtes chômees. Il adresse une requête au cardinal Doria Pamphili et envoie au Directoire la réponse favorable qu'il a reçue 4.

A Rome, Joseph Bonaparte s'entoure de tous les mécontents, de tous les partisans des idees nouvelles. On voit parmi eux l'architecte Ceracchi, les abbés Benoffi et Maggiorri, ces deux derniers nommés consulteurs de la France par l'ambassadeur Bonaparte. Des fêtes continuelles ont heu au palais Sora, pres de la Chicsa Nuova, fêtes ou l'on rencontre principalement les ennemis du gouvernement pontifical. Azara, la princesse Santa Croce, et Piranesi le ministre de Suède, y viennent aussi faire societé avec les Jacobins français 3.

Au mois de décembre (1797) une troupe de Polonais enrôlée par la France et la Republique cisalpine occupa la petite République de Saint-Léon, au mépris du traite de Tolentino . Aux remontrances du pape, les Français rejetèrent la faute sur le Directoire de Milan, mais il était évident que le Directoire de Paris agissait de connivence avec celui de Milan pour spolier l'Eglise. Cette troupe polonaise, sous prétexte d'apaiser les mécontentements du peuple, envahit bientôt la ville de Pesaro. Le président, Mª Saluzzo, fut obligé, l'épée sous la gorge, de signer un papier où l'on déclarait que les troupes n'étaient entrées qu'à la requête des paysans, incapables de tolérer plus longtemps le gouvernement pontifical.

Rome, avec l'agrement de Joseph Bonaparte, cavoya à

¹ Arch. Vat. Cardinali. 172 A. 8 décembre 1797.

² Ibid. 16 décembre 1797.

³ Bibliot, Vat. Ms. f. lat. 9718, 18 décembre 1797

^{&#}x27;Pour raconter ces evenements et ceux qui vont suivre, je fera, de larges emprunts a un document fort interessant, intitule Relazione del Cardinale Antonelli (Leonardo, Segretario di Stato) sull' avvenuto in Roma dai 1797 al 1799 (Bibliot, Vallicell, Honumenti Storici, Z.

Pesaro le gouverneur de Macerala, Mª Arezzo, demander raison de cette hostilité. Non seulement il n'obtint aucune satisfaction, mais il fut maltraité et la troupe polonaise s'avança dans le duché d'Urbino qu'elle occupa jusqu'à la ville de Castello. D'autre part les Français s'emparaient de Fano, Sinigaglia, Tosi, et de tout le pays aux environs d'Ancône, bien que le traité de Campo-Formio eût confirmé l'article de celui de Tolentino où il était stipulé qu'Ancône serait rendue au pape sitôt la paix conclue.

Mais que faire en présence d'un vainqueur impitoyable et de mauvaise foi! « On dit, écrivait au secrétaire d'Etat le cardinal de Pretis, que les Français vont libérer des prisons les détenus pour raison d'Etat. Il y a lieu de craindre des troubles à cette occasion » Aussi, ajoutant Sou Eminence, ai-je envoyé, pour plus de sureté, une partie des détenus à Macerata!

En Lombardie, dans les Etats vénitiens, dans la République de Gênes, le duché de Modène et les Légations pontificales, les Français avaient réussi, par force on par artifice, à séduire un petit nombre d'habitants. Mais cela ne suffisait pas à nos démagogues ; ils voulaient surtout démocratiser Rome. Pour aider Joseph Bonaparle dans cette besogne, le Directoire lui envoie une troupe d'agitateurs, et parmi eux un certain commandant, nommé Duphot, l'instigateur de la révolution de Gênes. Il vient à Rome voir Joseph Bonaparte. dont il doit épouser la belle-sœur, et il descend au palais Corsini. A peine arrivé, il distribue de l'argent et des cocardes, et essaie par tous les moyens de soulever le peuple. Un coup est décidé pour le 27 décembre. Une centaine d'hommes environ prennent part à un banquet donne à la villa Medicis. Vers le soir ils sortent dans le quartier Capo le Case et commencent à exciter le peuple. Aussitôt accourt une patrouille de dragons qui disperse la bande, sans même faire feu ; ceci prouve la modération de ces dragons pontificaux ; pourtant un des leurs était tombé frappé d'une balle d'arquebuse.

Déçus dans leur attente, les émeutiers français recommencent leurs tentatives le lendemain matin, 28. Leurs émissai-



Arch. Vat. Cardinali. 179 A. 24 novembre 1797.

res se repandent dans le Corso et le Transtevere, distribuant de nouveau des cocardes et de l'argent, et haranguant la foule. On avait rassemblé au palais de l'ambassadeur des armes et des vivres pour les insurgés.

Peu après midi les émeutiers sortent de ce palais et prennent le chemin qui mêne de la porte Settimiana à Saint-François a Ripa. Ils commencent a crier vive la tiberté, vive la république française! On leur répond par les cris de : Vive le pape, vive la religion, vive la Madone. D'autres émeutiers, arrivant de la rive droite du Tibre, venient passer le pont Sixte et rejoindre leurs complices sur l'autre rive. Mais la tronpe leur barre le chemin. Un détachement de cavalerie s'avance jusqu'à la place Saint-Jean della Malva où les assaillants avaient eté refoules. Les dragons n'usérent d'aucune violence pour disperser les mutins.

Malgré cette attitude moderée des troupes pontificales, l'ambassadeur, le commandant Duphot et plusieurs officiers français sortent du palois Corsini, se mettent à la tête d'une bande de révolutionnaires, à leur solde, et font face à la cavalerie pontificale. Ils prétendent que leur démarche n'a pour but que de calmer l'émeute; mais ils l'attisent au contraire ostensiblement. Duphot, l'épée à la main, menace un sergent de cavalerie, celui-ci lui ordonne de remettre l'epée au fourreau. Duphot n'en ayant rien fait, le sergent lui tire un coup de feu qui l'atteint à la poitrine. On releve le blessé, on le porte près de la porte Settimiana et on court chercher le curé de Sainte Dorothée; quand le prêtre arrive, Duphot a perdu connaîssance et il expire pendant qu'il lui fait les suprêmes exhortations

Quelques coups de fusils tirés de part et d'autre n'attergnent personne. L'ambassadeur et ses satellites effrayés retournent au palais Corsini en passant par le jardin

Aussitôt cessait le tumulte, les émeutiers se dispersaient et à 4 heures du soir la Lungara et le Transtevere étaient redevenus calmes. Dans le reste de la ville il y eut peu de desordre. Sur la place du Mont de Piété cependant se fit une manifestation. Les soldats sommèrent les manifestants de se disperser et, comme tous n'obéissaient pas, ils tirèrent un coup de feu, un homme fut blessé mortellement et alla mourir sur la place Saint-Charles a Catinari. Mais, vers 5 heures du

soir l'ordre était partout rétabli et les rues désertes. Cependant par mesure de precaution le gouvernement pontifical fit garder militairement l'ambassade de France, afin qu'aucune violence ne fût ter tée contre la personne de l'ambassadeur.

On trouva par hasard des traces de sang sur les marches intérieures du palais Corsini. Quel était le blessé? Personne ne put on ne voulut le dire; mais ce fut un prétexte à de violentes récriminations de l'ambassadeur, Joseph Bonaparte pretendit qu'on avait violé l'ambassade et offensé gravement le droit international.

Sur le champ il écrivit au secrétaire d'Etat le pressant de venir, affirmant que sa sécurite était compromise. Doria repondit qu'il ne pouvait en ce moment quitter le Vatican; le pape étant malade, et ne sachant rien de ce qui était arrivé. Néanmoins pour la tranquillité de Son Excellence et de l'ambassade, le cardinal envoyait un officier avec un détachement.

A 8 heures du soir, alors que tout était tranquille, Joseph Bonaparte écrivit au secrétaire d'Etat un autre b liet; it lui demandait des chevaux de poste pour partir de Rome cette nuit même.

Le ton impératif du billet ne permettait pas une observation; encore moins un refus. Doria crut bon toutefois de répondre à l'ambassadeur et d'essayer de calmer sa colère vraie ou feinte. Sa lettre contenait, malheureusement, des choses regrettables; elle faisait des excuses proposait une satisfaction, le tout en de tels termes qu'on pouvait conclure à la culpabilité du gouvernement pontifical '. Azara se trouvait à Ronie, il était au mieux avec l'ambassadeur; on le pria de l'empêcher de quitter la ville.

Azara alla donc au palais Corsini. Quand il retourna au Vatican, il prétendit que toute tentative avait échoué; qu'il



¹ Ribliot, Vitt Em. Mr. Gesufti.

Lettre du secrétaire d'Etat au marquis Mass mi à Paris.

Rome, le 28 décembre 1797.

[.] Le lut de cette ettre est de vous charger de vous presenter au Directoire pour lui exprimer que le Saint Pere eprouve la prine la plus sensuble à cause de cet accident qu'il lui a été impossible de prevour et

d'empêcher. Vous ne devez offrir aucune satisfaction pour un exenement
 dont nous sommes aconsolailles; priez toutefois le Directoire de reclament

telle sat.sfaction qu'il voudra .. »

valait mieux laisser partir Joseph Bonaparte, pour ne pas l'irriter davantage.

Au moment où l'ambassadeur de France quitte Rome, il charge Azara des intérêts des Français qui demeurent dans la ville. Azara accepte, en feignant de croire que sa sûreté personnelle est compromise : «, Je viens, écrit-il à Joseph Bonaparte, de recevoir un message du cardinal scerétaire d'Etat, au nom du pape, qui me prie de me porter à Florence pour yous reconduire à Rome. Quoique la proposition n'ait pas le sens commun, je me suis contenté de repondre qu'on m'avait désendu de me mêler dans les affaires de Rome... > 1.

Le lendemain de la mort de Duphot, 29 décembre, à la tombée du jour, son cadavre fot enterré dans l'église de Sainte-Dorothée. Un catafalque somptueux avait été élevé aux frais de Bonaparte; le jour suivant on chanta l'office et la messe solennelle, et cela avec la permission du cardinal vicaire et du vice-gérant 2.

Le secrétaire d'Etat, à propos de la récente émeute, avait envoyé à Joseph Bonaparte une lettre contenant certaines excuses regrettables; il ne fut pas plus heureux dans sa depêche au marquis Massimi, le ministre pontifical à Paris. Par imprudence ou par crainte excessive, le cardinal fournissait des armes contre son gouvernement et contre lui même.

Que faisait de son côté Joseph Bonaparte ? Il rédigeait une

- Bibliot, Vitt. Em. Ms. Gesaiti. 29 décembre 1797. On voit combien Azara. servait mai les interêts du pape
 - Volci l'acte de décès de Duphot :
 - Die. 30 decembris 1797.
- » Leonardus Duphot Lugdunensis aunorum circiter 27, Dux Militiae Gallorum in Italia in via Lungaria prope Portam Settimianam in pectore
- » scluppo percussus, a me Pare ut quamcumque contra fidem Catholicam
- » errorem abjuraret, in sinum Sim Matris Ecclesiae rediret, suorumque
- omnium peccatorum pœniteret, atque in Infinitae misericordine apem
- » erigeret cohortatus spatio dimidi quadrantis horae absque signo certo sed
- » forsan ob impotentiam tandem expiravit postridie noctu ex licentia » Emi. et Rmi. Urbis Vicarii, ac Illmi, ac Rmi. DD. Vice Gerentis ad hanc
- » parochialem Ecclesiam translatum, tumulatum fuit; sequenti die expensis oratoris Bonaparte Relpublicae Galliae magnum tumulum in cadem
- Ecclesia elevatum nobiliter fuit. Defunctorum officium cantatum missaque
- solemnis celebrata fuit.

» Joan. Cam Orsani pare. »

relation des événements du 28 décembre et l'envoyait au Directoire !

Une autre relation contradictoire se composait à Rome par les soins de la secrétairerse d'Etat 2. Elle devait être adressée à toutes les cours d'Europe.

On avait d'abord cache au pape les evénements du 28 décembre ; mais, sa santé s'étant améliorée, on les lui raconta dans la matinée du 29. Les decisions de la congrégation d'Etat lui furent aussi communiquées et il les approuva sans difficulté.

L'enquete sur la mort de Duphot confiée a l'avocat consistorial Costantini, fut conduite avec une extrême lenteur. Costantini était peu favorable au gouvernement pontifical. Son travail ne prit fin qu'aux derniers jours de janvier 1798. La relation était raccourcie et dénaturée; les termes donnaient à penser que Rome avait besoin de se justifier et d'implorer son pardon.

Pendant ce temps deux délégués, le cardinal Braschi et M^{er} Caleppi, partaient pour Naples solliciter la médiation du roi dans le cas d'autres conflits avec la France.

A Paris, la nouvelle de la mort de Duphot surexcitait violemment l'opinion publique. Les journaux travestissaient les faits et se servaient des lettres du secrétaire d'Etat pour en conclure à la culpabilité du gouvernement pontifical. Le Directoire arrêta aussitôt le marquis Massimi s et confisqua ses papiers.

Dans la nuit du 6 janvier les armes de la République française furent enlevées du palais Corsini par ordre de Joseph Bonaparte : c'était l'indice certain de nouvelles hostilités du Directoire contre Pie VI 4 Mais aucune déclaration de guerre formelle. A quoi bon d'ailleurs, alors qu'on sait le pape dans l'impossibilité de se défendre? Ses Etats sont ruinés par les traités de Bologne et de Tolentino, et le vainqueur a licencié ou à peu près, les troupes pontificales. La population est dé-

Bibliot, Vat. Ms. f. lat. No 9718.

19

[†] Ribbot Vitt. Em Mr Gesutt. fol 128 Cette relation est du 11 nivôse en VI -- 1º janvier 1798 --

^{*} A cet effet, le cardinal secretaire d'Etat réunit les cardinaux le 29 avant midi

Massimi fut incarcéré le 11 janvier 1798 (Baldassari)

moralisee par une crainte excessive des Français; elle aurait fait toutes les concessions pour éviter l'invasion. El pourtant l'armée ennemie n'est pas considérable; elle compte à peine dix-sept mille hommes, mais on sait que la paix de Campo-Formio met à la disposition de Berthier soixante mille soldats environ. D'autre part, les nations catholiques semblent se desinteresser de Rome pour ne songer qu'à leur propre securité. Naples seule prête faiblement l'oreille aux prières de Pie VI, et lui envoie un nouvel ambassadeur, le prince de Belmonte, ambassadeur autrefois à Paris où il a joué un certain rôle i lors du traité de Tolentino.

Cependant le territoire de l'Eglise était envahi de deux coles à la fois; Berthier parlant de Rimini et prenait la route de Lorette; une autre colonne s'avançant par Furlo et Pérouse. Les deux colonnes devaient operer leur jonction à Foligno et continuer sur Terni et Narni.

Prive de tout secours humain, Pie VI tourne ses regards vers Dieu. L'ouverture des théâtres doit avoir lieu le 8 janvier, on la retarde pour prescrire quelques pieux exercices. Le mardi, 16 janvier, on transporte processionnellement I image du Saint-Sauveur de l'église de la Scala Santa à l'eglise des Peres de l'Oratoire. Quelques jours auparavant on y avait porte l'image de la Madone di Campitelli et les chaînes de Saint-Pierre. Ces précieux objets farent conduits à la basilique de Saint-Pierre, le mercredi 17 janvier, par les clergés séculier et régulier, le Sacre-Collège et une grande foule de peuple. Ils y resterent exposés à la vénération publique jusqu'au 4 février, dimanche de la septuagésime. Le 6 février on les restitua aux sanctuaires d'où on les avait lirés.

L'invasion de Rome paraissait imminente, pourtant on respira à la nouveile transmise le 25 janvier (1798) par un commissaire romain, nommé Bussi. Celui-ci annonçait que le Directoire de Milan avait ordonné aux commandants cisalpins de retirer les troupes du duché d'Urbino 3. Mais l'espoir des Romains s'évanouit presque aussitôt.

Le cardinal Flangini s'indigne de voir a menace d'invasion si proche el le pape si tranquille. Il écrit le 30 janvier

¹ Dit la relation du cardinal Antonelli.

² Bibliot, Vat. Ms. L lat. 9718.

(1798) au cardinal doven qu'il ne peut rester spectateur indifférent des faits malheureux qui vont éclater. « Je pars, ajoute-t-il, pour Terracine; là, du moins, j'attendrai sans remords la succession des évenements, et je pourrai en quelques beures revenir à Rome au cas où, par bonheur, mes apprehensions seraient excessives, ou bien si je sentais ma presence utile à la chose publique et à la religion..... »

Le reproche d'indolence fait par le cardinal Flangini au pape et au Sacré-Collège ne paraissait pas fondé, car on usait de tous les moyens divins et humains afin d'arrêter les envahisseurs. Le cardinal vicaire della Somaglia, les princes Giustiniani et Gabrielli ^a partaient de Rome dans la nuit du 22 janvier et allaient trouver Berthier. Le prince de Belmonte, le nouvel ambassadeur napolitain, les précédant de quelques heures. Ce dernier rencontra Berthier près de Terni.

Après un court entretien, il retourna sur ses pas et prévint les trois délégués de Rome qu'il leur était inutile d'aller plus loin; le genéral refusant de les recevoir. Ceux-ci neanmoins poursuivirent leur route jusqu'a Narni. Belmonte les accompagna, à lui seul Berthier accorda audience. Le genéral français promet que Rome sera sauve, que l'armée française n'y entrera pas. On exigent seulement, dit-il, quelques satisfactions; lesquelles " on ne les fera savoir qu'aux portes de la ville.

Ces promesses n'étaient qu'un leurre; Berthier avait reçu ordre le 11 janvier, d'envahir Rome, de provoquer l'évasion du pape, ou s'il ne le pouvait, de renverser quand même son gouvernement pour lui substituer la république. Mais il ne fallait pas ébruiter ces projets, de peur que le roi de Naples n'essayat de les entraver.

Dans la muit du 24 janvier les delégués pontificaux retournèrent à Rome, et, dans la matinée du 25, il rendirent compte de leur mission à la congrégation qui se tint dans les appartements du cardinal secrétaire d'Etat. D'apres les termes de l'entretien qu'avait eu le général français avec l'ambassadeur de Naples, on crut bon d'attendre son arrivée près de Rome,



[·] Bibliot Vallicell Monum Stor Z, T, XII fol 44

³ Francesco Fortunati dit que M. Arrigoni leur servait de secrétaire. (Bibliot, Vat. f. lat. Ma. 97/8).

pour lui envoyer deux ou trois personnages auxquels il devait indiquer quelles satisfactions il exigeatt.

Le 6 février, l'armée française etant aux environs de Monterosi, Pie VI nomma trois plénipotentiaires : le cardinal della Somaglia, M^{gr} Arrigoni et le prince Vincent Giustiniani.

Non seulement Berthier ne voulut pas les recevoir, mais il les fit arrêter pendant vingt-quatre heures sans motif légitime et contre le droit des gens !.

En ce moment même plusieurs cardinaux et autres personnages suppliment Pie VI de se retirer dans le napolitain. Après mûre réflexion, le pape prit le parti de demeurer dans la ville quoiqu'il advint. Il chargea le secrétaire d'Etat d'informer le Sacré Collège de sa décision, et de lui exprimer le désir que les cardinaux suivissent son exemple et restassent à leur poste?

Le 9 février, les troupes françaises occupent Monte Mario et l'onte Molle. Berthier a établi son quartier général à la Storta Lui même est logé à la villa Mellini où Alexandre Falconieri lui fait un courtois accueil. C'est là que viennent le visiter Azara, le duc Braschi et le secretaire d'Etat. Dans l'entretien, il est convenu qu'on lui enverra le lendemain les princes Gabrielli et Giustiniani pour entendre les conditions de la capitulation qu'il impose.

Le cardinal della Somaglia, le prince Giustiniani et M^g Arrigoni sont aliés au comp français mardi matin — 6 fevrier — precedes par le prince de Belmonte, ambassadeur de S. M. Sicilienne.

[»] ils ont tenté de s'aboucher avec le général Berthier à Terni, puis à Narni. Le généra, n'a pas cru devoir leur donner audience — sous préterte, dit une relation imprimée, envoyée à tous les cardinaux par le secrétaire d'Etai, — qu'il avait ordre d'exclure toute appurence de trailé (Bibliot. Vat. 9203) — En conséquence, ils sont repartis pour Rome hier vendredi, 9. •

² Bibliot, Vallicell Monum. Stor. Z.

e Des appartements du Vatican, le 7 février 1798, r. Voulant donner à son cher peuple de Rome la preuve de sa paternelle affection, et rempir jusqu'au bout les devoirs de sa charge pastorale, le Saint-Pere a decidé de garder sa residence et de ne pas abandonner ses fidèles sujets. C'est pourquoi il a charge le cardinal Doria Pamphili, secrétaire d'Etat, de communiquer cette résolution à V. Em. en qualité de doyen du Sacré-Collège, afin qu'elle en informe tous ses collègues. Sa Saintete verra avec p ais r. les cardinaux imiter son exemple. Celui qui écrit pour exécuter les ordres pontificaux, renouvelle a V. Em. ses protestations de dévoucment humble et constant. Il yous ladse les mains avec respect, »

Le lendemain en effet les deux princes se présentent à la villa Mellim. Ils entendent lecture des volontés du genéral Berthier. Ces conditions comprenaient 21 articles :

1º Il sera remis sur le champ, au pouvoir des Français, le château Saint-Ange avec toute l'artif crie et les munitions qu'il renterme.

2º On enverra les ôtages ci-après: les cardinaux Somaglia, Caraffa, Trajetto, Carandini, Roverella, les princes Braschi, Borghèse fils aine, Giustiniani, Gabrielli, le joaillier Sartori père, le banquier Acquaroni, le majordome du pape Caraffa Belvedere et le secrétaire de la Propagande Brancadoro.

3º Seront renouvelés sur le champ les membres de la congrégation d'Etat. Les cardinaux Albani, Caraffa, Trajetto, Altieri, Antonelli, Somaglia et Mr Federici, secrétaire 1. Le pape ne pourra les remplacer par aucun de ceux qui étaient dans le gouvernement, à l'époque de l'assassinat de Bassville ou de celui de Duphot.

4º Seront arrêtés de suite : le cardinal Albani et sa famiile, le prélat Crivelli, gouverneur de Rome, le cardinal Busca?, le prélat Consalvi secrétaire de la Congrégation militaire, le général Gandini, le capitaine Amadei qui commandait la compagnie qui a tiré sur Duphot, le capitaine Tartaglioni, le lieutenant Montani, le caporal Marinelli connu pour avoir fait feu sur le général Duphot, le fiscal Barberi, Mariano Brandi, attaché à la maison Albani, le banquier anglais Jenkins, Altieri, bénédictin, neveu du cardinal Albani. Les scellés seront apposés sur les papiers des denommés ci dessus, et leurs biens provisoirement séquestres. Les dénommés ci-dessus seront tous livrés dans vingt-quatre heures au général en chef de l'armée française, à son quartier général.

5° Seront mis de suite en liberté les individus détenus pour opinions politiques.

(Vid. Buldassurt, fol. 202).



Quatre des memores de cette nouvelle Congregation d'Etat étalent pour sinsi dire des créatures de Berthier. Biganti assistant à toutes les seances et la nuit suivante, i, se travestissait et ai ait au camp du general lui a moncer ce qui avait éte décidé en Congrégation.

² Les cardinaux Albani et Busca s'étaient réfugies à Naples peut de temps auparavant

6° Le gouvernement de Rome paiera dans trois décades une contribution extraordinaire de quatre millions de plastres effectives, et deux millions de plastres en biens à son choix.

7º Il sera fourni pour le service de l'armée 3 000 chevaux, ils

seront livrés dans le délat de 10 jours.

8º Il sera pourvu à la consommation journalière de l'armee.

9º La cour de Rome renoncera au tiers — qu'elle s'était réservé par le traite de Tolentino — des prix des deux terres de la Mesola et de Sainte-Martine, et ratifiera les contrats de vente.

10° Le régiment Derossi, dont une des compagnies à fait leu sur le général Duphot, sera sur le champ désarmé et cassé.

11º Sa Saintelé conservera sa garde ordinaire et 500 hommes

de troupes de ligne.

12º Tout le surplus des troupes de ligne cessera toute espèce de fonctions. La solde sera continuée pendant deux mois. Les armes seront portees au château Saint-Ange.

13° Tous les biens appartenant aux gouvernements avec

lesquels la R. F. est en guerre.... seront séquestrés.

14º On transportera en France les tableaux, livres, manuscrits, statues et objets-d'art qu'on voudra...,.

15° Les produits anglais sont prohibés.

16° On érigera un monument sur les places où Bassville et Duphot ont été assassinés 1.

17º Un cardinal, le prince Braschi et un prélat iront faire des excuses à la R. F. pour le meurtre du général Duphot.

18° L'armée française ira au Capitole rendre hommage aux grands hommes de la R. R. Une inscription lapidaire en perpétuera le souvenir.

19º Le culte, ses temples et ses ministres, les personnes et les proprietés seront garantis et respectés.

20º Les citoyens romains seront desarmés. La garde civique sera réorganisée.

21º On deposera au château Saint-Ange tous les stylets 2.

¹ En 1798, Crispino Beltrami de Ravenne, age de 15 ans, fut strêté et jugé au château Sa nt-Ange, sous l'inculpation d'avoir eté un des chefs de la revolte du 13 janvier 1793. Preuve ne pouvant etre faite de sa culpabilite la fut relàché.

² Bib co.. Vat. Nº 9203 compremér. Aucune mention ne fut facte ni d'un changement de gouvernement ni d'un demembrement des provinces de

A la lecture des impitoyables conditions que nous venons d'enumérer, le vieux pontife fut atterré. Accable par l'âge et par la maladie il s'en remit à la décision de la Congrégation d'Etat.

Celle-ci crut bon de se resigner à tout, afin d'éviter la destruction complète du gouvernement papal. Alors Pie VI envoya le colonel Barnichi en parlementaire. Barnichi et le général Cervoni signèrent tous deux le traite de capitulation — 10 février 1798. —

Puisque l'armée française entrait dans Rome, il fallait à tout prix empêcher un conflit entre les habitants et les envahisseurs. Le secrétaire d'Etat avait publié - 9 février — un édit menaçant de mort quiconque offenserait les Français, qu'ils fussent civils ou militaires.

Il interdit en outre, sous les peines les plus sévères, toute réunion et toute discussion sur les places publiques, dans les rues, dans les cafés et les hôtels.

Pendant que le gouvernement pontifical prenait ces mesures en vue de maintenir l'ordre, des agents secrets du Directoire fassaient tout pour soulever la ville, et renverser le gouvernement papal. On affichait partout sur les murs des appels à la révolte ¹.

Le jour même où avait été signée la capitulation, l'armée française quitta la Storta et arriva à Rome de deux côtés à la fois. La garde de Ponte Molle restait confiée à un corps de troupe, et le gros de l'armée descendait par San Lazaro dans la vallée dell' Inferno. A la dix-septième heure du soir, un trompette et deux officiers exigent que le château Sa.nl-Ange leur soit livré dans le delai de quatre heures. Les six cents soldats pontificaux qui l'occupaient en sortent précip.tam-

L'Etat pontifical. Ces conditions furent mises sous les yeux du pape par Azara, qui eut l'impudence de relever la bonne foi et les droites intentions de son anné le général Be thier. Azara trabassait la confiance de Pie VI. Il ne devait d'ailleurs rester à Rome que le temps nécessaire pour voir la chute du pouvoir temporel de Sa Sainte, é. Après quo, il irait naoiter, selon le vœu de Joseph Bonaparte, un pays plus digne d'apprecier ses vertus et sa noble loyante.

(Bardashart Histoire de l'enlevement et le la captioité de Pie VI, p. 180. Un de ces appels sans date, ni nom d'imprimeur, est si mal imprimé qu'on se demande s'il n'a pas ete compose par des gens etrangers à la typographie



ment avec armes et bagages!. Seule, une sentinelle demeure à la porte de la grille qu'on avait fermée.

A la vingt-et-unième heure arrive un détachement de quatre cents hommes, dont cent cavaliers, ayant à leur tête le general Dallemagne. Ils franchissent, tambours battants, la porta Angelica, et défilent par la place Saint-Pierre et la rue du Borgo nuovo. Ils sont escortés par les soldats du château, devant eux marchent deux officiers, l'épée nue à la main. Ils prennent possession du château à la vingt-et-unième heure et dix minutes. Trois cents soldats français s'y établissent aussitôt. La garde pontificale occupera le pont Saint-Ange jusqu'au lendemain. Le peuple, accouru en foule, demeure tranquille spectateur 4. Il ne moleste point non plus les quelques dragons el hussards qui, bientôt, se promènent en ville, Berthier avait fait publier, au moment de son entrée dans Rome, un avis imprimé par les presses de la Révérende Chambre apostolique; il y disait qu'on avait répandu diverses proclamations portant son nom et datées d'Ancône, 5 pluviôse (25 janvier), que ces proclamations étaient fausses et qu'il ferait fusiller quiconque les afficherait?.

La plus grande partie de l'armee française retourna camper à Monte-Matio. Le dimanche, 11 février, elle rentra dans Rome; les uns occupérent le chemin dell' Orso, la villa Médicis et le couvent de la Trinité des Monts; d'autres allèrent au Capitole, d'autres encore au palais della Consulta, a Saint-Pierre-in-Montorio, et à l'eglise des Saints-Anges aux Thermes.

Le genéral Berthier, rendant compte au Directoire de son entrée à Rome, ne lui cache point sa déception.

c ... Le corps de troupes françaises, lui ecrit il, qui a traversé une petite partie de la ville pour se rendre au château Saint-Ange, a percé une foule considerable de peuple qui n'a pas fait un cri et n'a manifesté aucun signe d'approbation et d'improbation; tous paraissaient consternés et comme sta-

Arch nationales de Paris, 22 pluviôse an VI (11 février 1798) Bertuier dit qu'ils laisserent « une immense artillerie, beaucoup de fusils et de munitions, »

Bibliot, Vat. Ms. 9718. Beaucoup de Romains avaient quitté la ville.

³ Vid Pièces justif. A

⁴ Bioliot Vallicell Monum Stor, Z. fol. 131

pides. C'est avec peine que je suis forcé de dire au Directoire qu'il ne s'est présenté à moi qu'un seul patriote, qui m'a proposé de mettre en liberté deux mille galérieus...

 Si l'esprit de liberté ne se manifeste pas avec plus de chaleur, je ne prévoye pas que vos vues puissent être remplies

pour l'organisation de la République romaine,.. 🤊 !

Des le lunds mat n 12 fevrier on exigea la révision de tous les passe-ports. Cette mesure avait pour but de constater le nombre d'étrangers résidant à Rome.

Le même jour on choisit un certain nombre d'otages : les cardinaux Roverella, Valentini, Carandini, Caraffa et Trajetto, les princes Borghèse, Braschi, Gabrielli et Giustiniani, Mª Brancadoro, majordome du pape, puis deux autres personnages : Acquaroni et Santori; tous furent consignés au palais de Monte-Cavallo. On prit encore Mª Barberi et Marianino un des domestiques du cardinal Albani. Ces deux derniers furent incarcérés au château Saint-Ange On aurait aussi voulu arrêter le capitaine Amadei et le cardinal Albani; mais Amadei s'etait enfui à Trinavalo Quant au cardinal Albani, il était parti, dès le 9 fevrier, pour Casamare. Alors on mit sous séquestre son palais, les biens de sa mense episcopale et de son évêché d'Ostie 4.

Le 13 février, nouvel arrêté; on oblige tous ceux qui possedent des chevaux a en faire la déclaration au palais Doria, bureau de l'état-major 3.

Peu après l'occupation du château Saint-Ange par un corps de froupes françaises, le secrétaire d'Elat en informa officiellement le collège des cardinaux 4.

Des regiments d'infanterie et de cavalerie, leur disait il, se sont emparés du Quirinal, du Capitole et de la Trinité des Monts. Cervoni a son quartier général au palais Doria. Le Saint-Père, ajoute-t il encore, a nomme une commission de cinq chevaliers afin de pourvoir au logement des officiers?,

Bibl. Vallect Mr Storiet Z. On proce la de même pour le cardinal Busca.

Archiv di Stato (piazza Firenze) 25 plaviôse an VI



¹ Arch nationales de Paris, 22 p'uv.dec an VI — 10 fevr.er 1766. Berthier termine en demandant du repos pour sa sante.

^{*} Dix-sept card naux au moins se trouvaient encore à Home, dit Antonel.i.

Bibl. Valluel Cervou et Cesar berthier logerent au palais Doria, Alexandre Berthier au palais Noniatowski

au casernement des troupes et à l'achat des provisions nécessaires. Enfin il a constitué une nouvelle congrégation d'Etatcomposée des cardinaux Antonelli, Antici, Doria Pamphili, le prince Spada, M^{er} Costantini, I avocat Riganti.

Le sénateur de Rome, commandant de la troupe civique, s'est entendu avec Cervani pour maintenir le bon ardre, « La parfaite intelligence, écrivait-on, et l'harmonie qui règnent entre eux, fait espérer que ce désirable résultat sera alteint, » !

A partir du jour ou le général Berthier fut établi à Rome, on vit les murs couverts de proclamations ou d'édits de toute sorte, soit pour donner au peuple connaissance des mesures nouvelles, soit pour réprimer les tentatives de troubles qui, plus d'une fois, menacerent la securité des soldats français.

Quelques ecclésiastiques et des religieux se compromirent alors en excitant le peuple à la révolte ; ils avaient pour excuse l'attitude regrettable des revolutionnaires dans les rues, dans les théâtres et jusque dans les églises. L'un d'eux, le citoyen Lautères, « inspecteur des transports d'artillerie » se permit dans Saint-Pierre des actes tellement réprébensibles, que Berthier le chassa de l'armée 2. En envahissant Rome, ecrit le cardinal Antonelli, le but final des Français de était de détruire la religion et le gouvernement pontifical. Ils espéraient que les troupes, entrées dans la ville, soulèveraient facilement le peuple contre son légitime souve rain. Leurs premières tentatives dataient de la matinée du dimanche 11 fevrier. En effet, à petne curent-ils pris possession du Capitole et du Quirinal gu'ils répandirent de l'argent dans les basses classes, et firent planter sur la place d Espagne et la place du Peuple deux arbres de la Liberte, arbres arrachés a la villa Borghèse 1. Cependant le gouvernement de Rome qui avait encore en main la troupe civique, parvint facilement à maintenir la tranquillité publique.

Bibl. Vallicel., 13 février 1798.

Archaio di State, 24 plaviôse an VI. 13 fevrier 1796.

³ Relazione del Card. Antonelli sull'avvenuto in Bonia dal 1797 al 1799 (Bibl Valifice), Monam. Storici Z.).

⁴ Pirapesi et l'abbé Tonarini se compromirent gravement en cette affaire Le Moniteur de Rome dit que les arbres de la liberte furent plantes l'un a la Porte du Peuple et l'autre au Capitole

Berthier, nous le savons, avait ordre de renverser le gouvernement papal et de créer à sa place la République romaine Pour ce faire il choisit le 15 février, jour anniversaire de l'élection du pape.

Le 15 février est jour de fête. Pie VI doit tenir chapelle pontificale, mais il ne le peut, étant à peine convalescent. Sept cardinaux seulement assistent à la messe solennelle. A l'issue de la cérémonie, on les invite à se rendre aux appartements du secrétaire d'État. Là un officier français les retient prisonniers jusqu'à deux heures de l'après-midi. Pendant ce temps on plantait au Capitole l'arbre de la Liberté et on proclamait la déchéance du gouvernement pontifical et son remplacement par la République romaine '.

Il fallait bien apprendre au pape l'acte revolutionnaire qui venait de s'accomplir au Capitole ; ce fut le secrétaire d'Etat qui remplit cette pénible mission. Pie VI recut la nouvelle avec calme et résignation. Un peu plus tard, dans la soirée le général Cervoni en personne, vint la notifier officiellement au pape. Le souverain pontile dit qu'il adorait les décrets inpenetrables de la Providence Puis il ajouta qu'il savait toutes les manœuvres employees contre lui, et qu'il voyait clairement que la justice et la raison étaient opprimées par la force II déclara que ses procédés vis-à-vis de la nation francaise avaient toujours été empreints de loyauté, et qu'après Laccomplissement des conditions du traité de Tolentmo on n'avait aucun motif d'en agir ainsi à son égard. Il demandait avec instance que la religion catholique fut respectée, qu'on ne mit pas d'entraves à son autorité spirituelle, et qu'on s'abstint de repandre le sang de ceux qui l'avaient fidèlement servi.

^{&#}x27; Lorsqu'on eut planté au Capitole d'arbre de la liberte, le citoven Nicolas Contria prononça le discours suivant

[«] Voici, à Romains le moment de la plus belle époque de votre histoire. Les heros qui apprirent à toutes les nations du monde à prefèrer la mort à la servitude étaient devenus esclaves de ces prêtres couronnés qui dépoutialent l'Etat pour doter leurs familles et enricher les princes du sang Enfin, brille I heureuse aurore qui dissipe les tenebres de l'ignorance et manifeste la nullité de ces vieux souverains qui vous gouvernaient avec des menaces et des mystères, » Tout le reste du discours est dans ce goût (Archiv. di State)

Cervoni voulut reprendre la parote, mais Pie VI le congédia poliment ¹.

Pour vaincre la résistance populaire, es membres du nouveau gouvernement escomptent a leur profit certaines influences religieuses. Ils commencent par feliciter « les bons prêtres qui, dans les difficiles circonstances présentes, ont montré un sincère attachement à la religion catholique et à la République romaine, en instruisant le peuple et en lui inspirant des sentiments de concorde et de fraternité »

Ils ordonnent ensuite aux clergés régulier et séculier de travailler par la parole et l'action à l'établissement de la République romaine. Ils promettent de demontrer la compatibilité du nouveau régime avec les principes évangéliques.

Le peuple toutefois ne se laisse pas prendre à ce grossier appàt. Il écoute volontiers ceux qui lui montrent l'inamité des promesses du nouveau gouvernement, et lemoigne qu'il est prêt à reconquérir sa liberté, les armes à la main.

La République romaine devra donc se tenir sur ses gardes. Elle puntra de mort les conspirateurs, et l'on suspectera comme tel quiconque ajoutera une croix a la cocarde tricolore, blanche, rouge et noire, que tout citoyen est tenu de porter. Et comme les Italiens ont coulume d'avoir sur eux des stylets dont ils usent avec une extrême facilité pour attaquer ou pour se défendre, le général Cervoni confisque d'un même coup toutes les armes blanches; il vent qu'elles soient portées chez le commandant de la place, le géneral Vial, qui habite dans la maison Fiano, à San Lorenzo in Lucina. Trois jours sont donnes pour se conformer à ce, ordre. Passé ce détai « tout individu qui, dans une rixe particulière ou dans une réunion populaire, sera trouvé nanti d'un stylet on couteau, sera sur le champ fusillé ».

Tout était à creer dans la Republique romaine : délimitation des provinces, nomination des consuls provisoires jusqu'à ratification des noms par le suffrage universel, confection de nouvelles lois et ordonnances de police,

¹ Baldassari, qui fat témoin auriquiaire de cet entretien, en donne un recit fort interessant.

 ²⁸ pluviôse au VI, 16 février 1798.

création d'une municipalité et d'une magistrature républicaines.

Chaque jour les murs sont couverts d'affiches, signées tantôt du nom du general Berthier, tantôt des nouveaux consuls.

Les emigrés français parurent — on ne sait trop pourquoi — un grave danger pour l'Etat; aussi un de ses premiers actes fut de decreter leur expulsion, particulierement celle du cardinal Maury. Quant à leurs biens, on les confisqua et on les vendit au profit de la République française. Toutefois on n'inquiètera pas, du moins pour le moment, les prêtres déportés. « Ils pourront rester passiblement où ils se trouvent, jusqu'a ce qu'on ait pris à leur egard des mesures particulières » 4.

Pour assurer l'ordre intérieur, on forma une garde nationale. Pierre Piranesi, l'un des consuls, en fut nommé commandant genéral. Il quitta le consulat à regret, et afin de mettre en relief son dévouement à la chose publique, il afficha sur les mars de Rome une profession de foi républicaine. Il y traitait les membres de l'ancien gouvernement « d'infâmes sateilités du despotisme ».4.

Les proclamations succèdent l'une à l'autre.

Elles sont toutes de violentes déclamations contre le « monstrueux gouvernement monarchique passé ». Elles ont la ridicule prétention de taire succèder la richesse à la pauvreté, l'ordre à l'anarchie, la liberté à l'esclavage, l'égalité au favoritisme, enfin l'âge d'or à l'âge de fer.

C'est le préfet Corona qui va réformer tous les abus, supprimer le monopole, rétablir l'abondance en frappant ceux qui interceptent les denrées pour s'en attribuer exclusivement la vente, rendre à Rome la prospérité en remplaçant par une monnaie de « bon aloi » le papier et toutes les cédules qui ont eu cours jusque-là ; lui enfin qui va faire fleurir le commerce et inspirer la confiance, base indispensable de toute transaction.

Tant de reformes émmemment démocratiques méritaient d'être applaudies par les partisans du régime nouveau. Aussi

Vzd. piéces justif B

¹ Vid pieces justif C.

^{3 28} pluviôse an VI, 16 fevrier 1778 et 30 pluviôse an VI, 18 fevrier 1798.

invite-t-on les citoyens à illuminer la ville deux soirs consécutifs, les 16 et 17 février,

Ce n'est pas assez d'illuminer Rome; on donners un grand bal public et gratuit au théâtre Aliberti, et les patriotes y viendront tous « sans masques », avec la cocarde tricolore blanche, noire et rouge. Ceux qui porteront une cocarde étrangère devront justifier le droit qu'ils ont de la porter. On a déjà renversé les armoiries du gouvernement dechu !; il reste encore quelques signes de l'ancien esclavage; il faut se hâter de les faire disparaître. Quant aux titres de noblesse, aux insignes équestres, aux clefs dor, aux livrées, en un mot, aux diverses distinctions, tout cela est aboli comme étant « une injure à Dieu et un opprobre pour l'humanité ».

Les fêtes données à l'occasion de la proclamation de la République romaine, et précédemment les contributions de guerre et les exactions de l'armée ont vide les caisses publiques. Avant de charger d'impôts le peuple qui n'en peut mais, et qui n'aurait pas manqué de murmurer, on fait appel a la genérosité des c.toyens.

Mais il importe de rejeter l'odieux de cette mesure sur le gouvernement passé dont la « rapacité » et « l'incapacité administrative », sont la cause de tous les maux présents.

Cependant on parviendra difficilement à donner le change au peuple, qui a vu avec indignation un gouvernement usur-pateur prendre la place de l'ancien gouvernement pontifical. Les sévères mesures de police sont insuffisantes pour contenir la foule des mécontents. On a beau supprimer les droits d'asile², on n'empêchera pas la révolte contre le joug intolérable du vainqueur. Quelques prêtres dans le quartier du Transtevere « conspirent contre la liberté ». Quils sachent, dit le général Berthier, que toute insurrection leur sera imputée et qu'ils seront « jugés militairement » 3.

Depuis l'entrée des Français a Rome, Rome avait pris et conservait l'aspect d'une ville assiégée; son approvisionne-



[!] Quelques-uns y mirent une telle ardeur que le 5 mars (1798) le Consulat chargealt le ministre de la police « de cesser de renverser les armoiries de tous les edifices puis les faut à Rome que dans les autres pass de la Répablique. »

²⁸ pluviôse, 16 février 1798.

³ Vendredi 16 fevrier 1798, 28 pluviôse an VI.

ment se trouvait fort compromis. Les marchands de Civita Vecchia et des autres ports, les négociants en blé de la Sabine et de l'Ombrie, les marchands de troupeaux qui habitent Pérouse et qui autrefois commerçaient avec Rome, les entrepositaires des huiles de Narm et de Tern, tous ces mar chands n'ayant plus confiance ont cessé leurs rapports commerciaux.

Berthier s'en préoccupe avec juste raison, et son arrêté du 28 pluviôse essaie de remédier au mal grave qui menace le nouveau gouvernement

Il défend l'exportation, l'interruption ou le raientissement dans l'arrivage des grains et des denrées.

Il exempte de contributions ceux qui mettront le plus de zèle à approvisionner la ville et les Etats.

Il défend aux habitants de réduire le nombre de leurs serviteurs, et aux émigrés de les congédier. Les serviteurs seront nourris en l'absence de leurs maîtres comme si les maîtres bénéficiaient de leurs services. Enfin les massons religieuses et les particuliers ne devront pas diminuer le chiffre des secours qu'ils avaient coutume de donner aux pauvres !. Ces etranges mesures ne seraient pas explicables si lon ne savait, qu'à peine fondée, la République romaine en était réduite aux abois.

Les envahisseurs avaient pris possession du mont-de-piété, de la banque, de l'hôtel des monnaies, du palais du Quirinal, des archives, de la secrétairerie d'Etat et de tous les ministères publics.

Au Vatican, une compagnie de soldats français fait l'office de garde, pendant qu'on intime au secrétaire d'Etat l'ordrede quitter son palais. Des sentinelles sont possees aux entrées des antichambres pontificales pour empêcher le Pape de sortir; personne n'a plus accès auprès de jui sans une permission ecrite du général Cervoni. On confisque sa garderobe, ses papiers, tout le mobilier de la chape le pontificale et du palais apostolique. Enfin le 17 on lui signifie, par l'organe du cardinal Doria, qu'il partira dans les trois jours. Il manifeste le désir de se diriger vers Naples. On refuse

^{1 16} fév. 1798

d'acceder à ce desir, et on le prévient qu'il prendra le chemin de la Toscane.

Avant son depart pour l'exil, une cruelle épreuve lui est encore menagee: les cardinaux sont sommes par les nouveaux consuls de faire chanter, le dimanche de la Quinquagésime

18 février un Te Deum d'actions de graces pour la restauration de la République romaine. Et afin que le peuple ait sa part de joie dans cette fête, on promet de lui restituer les gages du mont-de-piété jusqu'à concurrence de quarantes paules ⁴.

Le maître des cerémonies, Mª Dini, ne pouvait de sa propre autorité prescrire la chapelle cardinalice, d'autre part on lui fermait tout accès auprès du pape. Dans cette alternative, il s'adressa au cardinal Antonelli comme au cardinal le plus ancien. Celui ci réunit les chefs d'ordre, et il fut décidé que le vice-gérant, Mª Passari, chanterait la messe en présence des cardinaux , sans les consuls. D'ailleurs, dit Antonelli, la messe fut de l'office du jour avec les ornements violets, et comme il pleuvait les assistants vinrent en petit nombre.

Après la cérémonie, les cardinaux Gerdil, Joseph Doria et Antonelli, munis d'un passeport du général français, se présentèrent à l'audience du pape qu'ils trouverent très affaibli par la maladie, mais plein de courage et de résignation. L'entretien roula sur le voyage qu'il allait faire, sur les personnes qu'il emmènerait avec lui. Le cardinal Antonelli lui présenta une supplique, demandant toutes sortes de pouvoirs spirituels pour une congrégation composée des deux premiers cardinaux dans chacun des trois ordres, évêques, prêtres et diacres, avec Me Napolioni pour secrétaire.

Ce même jour, par ordre du général Berthier, le duc Braschi était exilé de Rome et des Etats. On le fit sortir du Quirinal, et, sans lui permettre de voir son oucle, sa femme et ses enfants, on le dirigea vers Florence³. Declaration fut faite à la famille Braschi, que, si elle suivait le pape en exil, ses biens seraient confisqués.

^{1 17 16}v 1788.

^{*} Francesco Fortunati écrit que 14 cardinaux y assistérent Bibl. Vat., 9718).

² Baldassari di, que Sa Sainteté obtint d'emmener avec elle son neveu, le duc Braschi (p. 240-241), mais celui-ci ne peut atter rejoindre son oncle que le 33 février vers Ponte Centino. Il le quitta d'ailleurs peu après, le 30 mais

Le lundi 19 février Roverella et della Somaglia, l'un cardinal dataire et l'autre cardinal vicaire, et les prélats Mercanti secrétaire des Mémoriaux et Marescotti substitut de la secrétairerie des brefs, obtinrent d'aller à l'audience du pape qui leur accorda les pouvoirs nécessaires à l'exercice de leurs charges. M^g Passari vice-gérant se presenta aussi devant Sa Sainteté qui lui fit les plus chaleureuses recommandations.

Au moment de son entrée à Rome, le genéral Berthier avait publié un avis obligeant tous les curés à donner la liste des maisons situées dans leurs paroisses ou l'on pourrait loger des officiers français. Cet avis était demeuré lettre morte, soit à cause de la perturbation générale, soit parce que les Romains se refusaient à recevoir chez eux ceux qu'ils considéraient comme leurs pires ennemis.

Alors le citoyen Maggiotti, chargé de loger les officiers, réitère l'avis de Berthier, mais cette fois en termes menaçants. Il donne vingt-quatre heures aux curés pour qu'ils lui fassent parvenir la note exacte des maisons où se trouvent actuellement des Français avec le nom du propriétaire, ainsi que le nom des Romains qui n'ont pas encore reçu de soldats français, le chiffre de leur fortune et le nombre de chambres dont ils disposent. Les curés qui n'auront pas porté cette note à Monte Citorio dans les délais indiqués, seront punis d'une amende dont la commission fixera la quotité, comme elle voudra.

La nuit du 19 au 20 fut tout entière employée aux préparatifs de départ de Sa Sainteté. De bonne heure le pape, revêtu de la soutane et de la simarre blanche, avait entendu pieusement la messe dans sa chapelle privee. Il prit ensuite le Saint-Sacrement, le mit dans une pyxide i et le suspendit à son cou, comme il est d'usage lorsque les souverains pontifes quittent la ville éternelle. On lui posa sur les épaules le manteau rouge, sur la tête un chapeau galonné d'or. S'appuyantensuited'une main sur la canne dont il se servait à la promenade, de l'autre sur le bras de son Maître de chambre. Me Caracciolo, il s'avança vers la voiture qui l'attendait dans



^{1 20} fevrier 1798, Vid. pièces justif. D.

¹ Cette pyxide conservée a Valence fut renvoyée par l'évêque Mr Chatrousse à Pie IX et lui servit à son départ pour Gaets.

la cour Saint Damase 1. On prétend que le marquis François Vivaldi, un des philosophes qui avaient acclame la proclamation de la République romaine, se trouvant sur le passage du pape lui dit à haute voix; « Tyran, ton regne est fini. » Pie VI lui répondit sans s'émouvoir : « Si j'avais été un tyran, vous ne seriez pas ici à cette heure. »

Les personnes formant la suite de Sa Sainteté étaient. Met Caracciolo, son médecin de Rossi, l'abbé Marotti autrefois membre de la compagnie de Jésus et professeur d'eloquence au séminaire romain. Ce dernier accompagnait le pape en qualite de secrétaire Enfin plusieurs voitures emportaient les serviteurs et la suite?

Mér Caracciolo aurait désiré joindre à ceux qui accompaguaient Sa Sainteté l'abbé Baldassari pour lequel le pontife professait une particulière estime, mais il ne l'obtint pas. Toutesois Baldassari put aller rejoindre Pie VI à la Chartreuse de Florence et ne le quitta plus jusqu'à sa mort. Il était présent au départ de Sa Saintete, et il raconte avec les détails les plus minutieux les étapes de ce douloureux exil. « Nous nous mimes à genoux, écrit-il, pour recevoir la bénédiction apostolique, et le 20 sevrier de l'année 1798, une heure environ avant l'aurore, Pie VI abandonna pour toujours le palais du Vatican et la ville de Rome. » !

Pie VI quitta Rome le mardi de carnaval II mit cinq jours à se rendre à Sienne et s'arrêta successivement à Monterosi ⁵, Ronciglione et Viterbe, Monteflascone et S. Lorenzo Nuovo, Acquapendente et Pontecentino, dernière station sur les Etats Pontificaux Le 23 il alla coucher au haut de la montagne de Radicofani, et le 25 au matin il arriva à Sienne après avoir traversé San Quirico ⁶. On lui avait préparé une habitation au palais de Sainte-Barbe où résidaient les Ermites de Saint-Augustin.

I Il sortit de Rome par la porta Angelica

^{2 «} Al-ate Marotti ex gesulta » Relation du cardinal Antonelli Bibliot. Vallicelliara)

³ Vid pièces justifical E

Baldasseri. Relazione del palimenti di Pio VI.

^b Une roue de sa voiture se rompit près de Monterosi.

⁴ Conf Viaggio dei Peregrino apostolico il Sommo Pontefice I io VI... in Roma MDCCXCIX presso Γietro Paolo Montagnani.

Pie VI avait hésité à choisir pour séjour Pise ou Sienne. S'il se décida pour cette dernière ville, ce fut sur les instances de l'archevêque, Mer Zondadari. Sienne, disait l'archevêque, était la patrie de sainte Catherine, or sainte Catherine avait procuré le retour d'un pape à Rome; sa protection pouvait encore obtenir la même faveur au pontife persécuté et proscrit.



CHAPITRE XXXIV

SOMMAIRE. — Le Saere-College après la déportation de Pie VI — Les cardinaux : les uns vont à Bologne, d'autres se réfagient à Naples, treize restent a llome - Arrestation da cardinal Antonel i et de beaucoup d'autres preluts. Antiel et Altieri renoncent au cardinalat. cardinaux incorcérés sont conduits a Civita Vecenia. - Ils sont relàchés. — Anionelli demande de transporter a Sienne les tribunaux romains. - Les consuls de Rome rappellent les nonces. - Note diplomatique du Saint-Pere pour se p'arridre de sa situation intolérable. --Insurrection à Città di Castello. - On veut envoyer Pie VI à 1. Ira a la Chartreuse de Florence. Tremblement de terre à Sienne. - Pie VI se refugie au palais Gallerani - Il va a la villa de la Four Florentine — Instances pour obtenir de l'empereur d'Autriche un axile pour le pape et le futur conclave — On parle encore de déporter Pie VI à Cagliari. - Bulle relative au futur conclave.

Après avoir chassé de Rome le Souverain Pontife, la nouvelle republique ne pouvait y tolérer le Sacré-Collège 1 Un certain nombre de ses membres avait d'airleurs prévenu l'expulsion par la fuite Ainsi quelques jours avant le départ de Pie VI, les cardinaux Caprara, Zelada, Rinuccini et Lorenzana s'étaient réfugiés en Toscane. Caprara toutefois passa à Bologne, parceque le Grand-Duc s'opposait au séjour des cardinaux dans ses Etats Trois d'entre eux seulement eurent permission d'y demeurer: Rinuccini, comme origidaire de ce pays, Zelada à cause de sa vieillesse et de ses infirmités, enfin Lorenzana, comme ambassadeur d'Espagne près le Saint-Siège. Il avait succèdé au chevalier Azara envoyé à Paris.

Les éminentissimes duc d'York, Flangini, Caraffa et plusieurs de leurs collègues trouvèrent un asile à Naples. Dans les premiers jours de mars dix cardinaux habitaient le napolitain ².



¹ Bibl Vallicel, Monum. Storici Z. Le cardinal Antonelli a laissé sur cette époque si troublée d'intéressants Mémoires que nous mettrons souvent à contribution.

On y signalait la présence d'Antoine Doria, venu pour sa santé en novembre 1/97, R 150 q n y était depuis plusieurs années, Albans et Busca qui s'y étaient réfugiés avant l'invasion française, Braschi que le pape y avait envoyé en mission et enfin Pignatel.

Treize seulement restaient à Rome, incertains sur le partià prendre. Fallait-il pourvoir à leur securité par la fuite ou rester à leur poste? Antonelli préféra ce dernier parti-bien qu'il fût prévenu qu'on préparait son arrestation. Chef de la congregation des Affaires ecclesiastiques et sous delegué par le pro-pénitencier, cardinal de Zelada, il considéra que cette double charge lui imposait le devoir de garder la résidence. malgré les tracasseries auxquelles il pourrait être en butte. Des le 19 février en effet, on lui imposait d'héberger dans son propre palais un certain Ninot, intendant général des vivres, avec sa femme, son secrétaire et un domestique. Or Ninot n'était rien moir sique recommandable 4. Bientôt on décrète Antonelli d'arrestation. Le 8 mars au matin, il est conduit au monastère delle Convertite, en compagnie des cardinaux Joseph Doria, Borgia, Roverella, della Somaglia et Carandini. Le même jour et à la même heure, on incarcérait également les prélats Crivelli gouverneur de Rome, Altieri auditeur de Rote, Giustimani gouverneur de Pérouse, de Gregorio substitut du cardinal vicaire, Sperandini commissaire de la Chambre apostolique et Vergami inspecteur des Finances.

Le 9 on rend la liberté à M^{ar} de Gregorio, au prix de 4.000 écus en cédules, et le 10 on relàche deux autres détenus, les

prélats Altieri et Giustiniani.

Des treize cardinaux résidant à Rome, huit subissent l'incarcération d'abord et la déportation ensuite? Gerdil et Archinto sont chassés de la ville; l'un va à Turin, l'autre à Milan Livizzani prévient l'exil en partant pour Modène — 12 mars 1798. — Quant à Antici et à Altieri, ils échappent à l'emprisonnement eu renouçant à la dignité cardinalice. Antici alléguait pour excuse qu'il voulait éviter à la pourpre les affronts auxquels les circonstances l'exposaient. Dans sa lettre au pape à ce sujet, il se servait de termes ambigus, à la faveur desquels il esperait pouvoir, dans des jours meilleurs, réclamer de nouveau les honneurs qu'il depouillait momentanément?.



¹ Il les ent trois mois à sa charge. Ninot apres avoir divorcé avec sa femme légitime avait épousé une fille de P stoie nommée Banchieri.

³ La manvaise sante des Emmentissimes Ressonico et Valenti ne leur fit put trouver grâce

² Cf. Baldamare f. 300. La lettre d'Antici à Pie VI - 7 mars - est donnée in extenso

Tout autre était son attitude vis-à-vis des consuls de la Republique romaine. Il leur écrivait le 8 mars que « depuis quelques jours » il avait abdiqué la dignité cardinalice et que, pour plus de surete, il avait remis entre les mains du citoyen Dallemagne, géneral en chef de l'armée française à Rome, la lettre qu'il avait adressée au pape à ce sujet !.

Cette làche conduite ne surprit point le pape. Il n'estimait guere Antici; en le revêtant de la pourpre, il avait declare céder aux instances réiterées de l'Electeur palatin, du roi de

Prusse et du roi de Pologne 3,

Pour légitimer sa renonciation au cardinalat, Altieri se réclamant de deux consultations, l'une du P. Carabelloni, régent de Saint-Augustin; l'autre du P. Flaminio da Latera, mineur observantin. Ces deux personnages établissaient d'un commun accord qu'on peut rendre le chapeau. Le pape n'eu disconvenait pas en principe, mais il refusait d'admettre que la persecution autorisat a renoncer à la dignité. Le jour où il la reçoit, le récipiendaire, disait Sa Sainteté, ne s'engage 1-il pas à défendre l'Eglise jusqu'à l'effusion du sang?

Le pape ne veut donc pas accepter la demission d'Antici et d'Altieri. Une telle concession, affirme-t-il, diminuerait le prestige de la pourpre ; le mauvais exemple pourrait devenir contagieux, au grand déshonneur du Sacré-Collège. Beaucoup de cardinaux croyatent pouvoir soutenir l'opinion contraire; Antonelli surtout presse le pape d'accepter les deux démissions. Dans un Mémoire, il discute une à une les raisons invoquées par Sa Sainteté. Il les trouve très graves, mais il soutient que l'exemple d'Antici et d'Altieri ne saurait être con tagieux. La preuve, dit-il c'est que tous les autres cardinaux plutôt que de se demettre ont subi l'exil, l'expulsion et la spoliation. Les deux démissionnaires, ajoute-t-il, universellement désapprouves, sont un objet de honte pour le Sacre-Collège.

Antonelli a des idées arrêtees sur ce point, el lorsque le



[!] Ces deux lettres furent immédiatement rendues publiques dans le Moniteur de Rome

^{*} Arch. Vat Lettere dei Cardinali 180. Le 10 mars 1769 le secrétaire d'État avait remis au pape une lettre du roi de l'ologue demandant l'exaltation à la pourpre du marquis Antici. Il especast, assait-il, a la nonclature que sa demande serait prochaînement exaucée

cardinal Lorenzana sera auprès du pape à Florence, il le priera d'insister aupres de lui pour qu'il consente à accepter les démissions d'Antici et d'Altieri.

Mer Spina joindra bientôt ses'instances à celles d'Antonelli. Il informera le Saint-Père qu'Antici continue à porter les insignes cardinalices, à exiger qu'on lui donne le titre d'Eminence, sous prétexte que sa renonciation lui a été extorquée par surprise et par violence.

Apres de longues hésitations, le pape finit par donner saus-faction aux désirs de la plus grande partie du Sacré-Collège. Le bref, écrit M^{er} Spina à Antonelli, par lequel Pie VI accepte la renonciation d'Antici, est fait et approuve, il ne fui manque plus que la signature papale ¹. Quant au bref concernant Altieri, Sa Sainteté a voulu l'écrire elle-même en italien. Je lui fis observer, continue le prelat, que la coutume demande l'emploi du latin, que la divergence entre les deux brefs ne manquera pas de faire naître des difficultés. J'espère que le pape se rendra à mes raisons et, lorsque les deux brefs seront transcrits, je les ferai parvenir à la connaissance du Sacré-Collège.

Les deux brefs parurent le 7 septembre 2. Désormals Antici et Altieri ne font plus partie du Collège des cardinaux , défense leur est faite de revêtir les insignes cardinalices , tous deux perdent à jamais voix active et voix passive dans le futur conclave.

Le pape voulut d'abord notifier au doyen Albani les graves mesures qu'il avait prises contre les cardinaux démissionnaires.

«.... Nous vous recommandons, lui écrivait-il 3, en votre papalité de doyen du Sacré-Collège, l'execution de ce bref dont vous voudrez bien donner communication aux cardipanax absents de Rome. Faites passer et conservez à la présentes lettres, et les accusés de réception des communications que vous aurez faites aux pardinaux ».

3 Le 9 septembre 1798.



⁴ Avant de publier les Brefs acceptant la némession d'Antie, et d'Alt eff, Pre VI recuellit l'avis du Sacre-Collège «BILL VIII Em Ms. Genett, f.d. 107 Lettre du cardinal Doyen du 25 jui let 1798

^{*} Ces Brefs furent donnes à la Chartreuse de Florence.

Un certain nombre de prélats et de cardinaux, nous l'avons dit, avaient été incarcérés au couvent delle Convertite.

Le 10 mars, le Directoire exécutif de Rome leur annonce qu'on les conduira dans la soirée à Civita Vecchia. Ils partirent en effet ce même jour à la troisième heure de nuit, avec une escorte de soixante dragons, et furent logés au couvent des Dominicains.

Antonelli était le chef de la Congrégation que Pie VI avait députée pour toutes les affaires ecclésiastiques. En quittant Rome il substitua à sa place le cardinal Gerdil avec Me di Pietro pour secrétaire. A la Pénitencerie, Antonelli sous-délégua un des prélats qui en faisaient partie. Il en informa le pape. Sa Sainteté approuva ses choix.

Crivelli, l'ancien gouverneur de Rome, était au nombre des détenus du couvent des Dominicains. On lui proposa de racheter sa liberté pour quelques milliers décus. Il accepta aussitôt

et se dirigea vers Milan, sa patrie.

Le 22 mars on amena de nouveaux prisonniers à Civita Vecchia. C'étaient le cardinal Archetti, évêque d'Ascoli, Mª Borromeo, gouverneur de Loreite, Mª Onorati, gouverneur d'Ascoli, Mª Giannasi, gouverneur de Sabine et enfin Mª Puccetti, gouverneur de Spolète. On leur avait adjoint Mª Consalvi et le fiscal Barberi, incarcères au château Saint-Ange depuis l'entrée des Français à Rome. Mª Sperandini racheta sa liberté pour mille sequins; on lui permit à ce prix d'aller à Jesi, son pays natal.

Les autres prélats étaient depuis douze jours au couvent des Dominicains, lorsque, le 23 mars, Carrer, le commandant de la citadelle, leur signifia qu'on leur rendait la liberté. Ils prendraient la mer et désigneraient le lieu où ils voulaient être débarqués, pourvu que ce fût hors des confins de la République romaine. Un armateur français les conduirant soit vers Naples, soit vers Gênes.

Tous les cardinaux qui n'étaient pas des États de l'Eglise songèrent à s'en retourner vers leur patrie d'origine. Le cardinal Archetti projeta de partir pour Naples et de rentrer de là dans son diocèse, enclavé, en partie, dans le napolitain. Il s'embarqua le soir du samedi 24 mars. Les cardinaux della Somaglia, Carandini et Borgia décidèrent d'aller à Livourne pour se rendre ensuite, le premier à Parme, le

second à Modène, leur pays natal. Le troisième était sujet romain, il résolut de gagner Cortone.

Les deux premiers realisérent heureusement leur projet, après avoir été à Sienne présenter leurs hommages au pape, et à Florence au Grand-Duc.

On ne permit pas au troisième de rester en Toscane, et il passa dans les états vénitiens

Le cardinal Doria opta pour Gênes, Roverella pour Ferrare et Antonelli alla demeurer au noviciat des l'assionnistes sur le Monte Argentaro.

Antonelli, qui entretient de fréquentes relations avec Pie VI, l'informe du lieu de sa retraite et des motifs qui l'ont poussé à choisir le noviciat de Saint-Joseph. C'est parce que, sans compromettre la cour de Toscane, il est près de Sa Saintelé et qu'il peut plus facilement mettre à son service « sa complète obéissance et son inviolable fidélité ». Il retournera à son diocèse aussitôt qu'il le nourra.

L'archevêgue de Sienne, Zondadari, le prévient, au nom du pape, que ses pouvoirs de pro-pénitencier i lui sont conservés dans toute leur étendue. Il continuera donc de s'en servir e avec la prudence et la circonspection que réclament les

temps présents. » 2

Pie VI répond à la lettre d'Antonelli. Son Eminence a bien fait de se retirer au monastère des Passionnistes : c'est un lieu fort tranquille « Les Français, ajoute Sa Sainteté, ne sont pas en force pour envahir le royaume de Naples, et nous entendons dire de différents côtés qu'ils n'en ont même pas la pensée. ... »

Le 13 avril (1798) l'ancien secrétaire d'Etat, cardinal Doria Pamphili, et le cardinal Roverella sont venus à Sienne s'age nouiller aux pieds de Sa Saintelé. Della Somaglia, Borgia et Carandini vont arriver incessamment, mais le séjour de tous ces personnages doit être fort court. Telle est la volonté da Grand-Duc qui craint sans cesse des complications avec les Français. On ne permet de résider à Florence, dans le voisinage du Saint Père, gu'aux cardinaux Rinuccini, Zelada et Lorenzana.



¹ Le cardinal de Zelada était Grand Penitencier. Bibl Vallicel Monumenti Storici Z 12, fol 62.

Dans leurs entretiens avec Pie VI, les membres du Sacré-Collège lui demandent qu'on sasse venir à Sienne les secrétaires des divers tribunaux ecclésiastiques. Personne, en estet, n'a plus recours aux tribunaux romains comme le pape le voudrait; les membres des congrégations manquent de la liberté suffisante pour traiter les affaires, et on décachète les lettres à leur adresse.

Le cardinal Antonelli joint ses instances à ceiles de ses collegues afin de déterminer le pape à établir à Sienne huit tribunaux ecclesiastiques; il les confiera a buit prélats aptes à les présider.

« C'est vite dit, réplique Pie VI, qui a suivi attentivement avec M^F Spina les plans d'Antonelli, mais il faudrait adjoindre à ces huits prélats seize secrétaires pour les aider, payer le salaire de ces employés et les nourrir. Or, on ne peut supporter ces dépenses dans les circonstances présentes....»

Et comme Antonelli insiste, le pape lui répond qu'il faut absolument renoncer à transporter la Curie dans le heu où il réside.

Le Grand-Duc veut expressément que le Saint-Père garde dans ses États le plus strict incognito. A cause de cela le prince a obligé tous les prélats à quitter Sienne, et il a défendu aux cardinaux de séjourner plus de douze jours dans celte ville.

Cependant lorsque le Directoire de Rome supprime les tribunaux ecclesiastiques et en incarcère les membres, Antonelli y trouve une nouvelle occasion de demander au pape le transfert à Sienne de la Curie romaine 1. La dépense, dit-il à Sa Sainteté, n'est point un obstacle à l'exécution de cette mesure. La Daterie et la Congrégation des Breis ont des ressources suffisantes pour payer leurs employes, et ces ressources ne seront pas moindres à Sienne qu'elles ne l'étaient à Rome.

Le surcroit d'occupations que s'impose Pie VI n'influe pas trop sur sa santé. « Su santé serait bonne, écrit Zondadati, » n'était l'extrême faiblesse qu'il éprouve dans les genoux.

¹ On avait nearréré au château Saint-Ange NN, SS ** di Pietro, Luzzi, Lucatelli Zauli et propablement Marescotti. « C'est, ecrivait Zondadarl, la fin des tribunaux du Saint-Siege . » (Bibl. Vallicel., 22 mai 1798

- » Hier matin, il ent une espèce dévanouissement causé par
- une indigestion. Malgre nos prieres et celles du medecin,
- » son maltre d'hôtel ne veut pas s'astreindre à éloigner de lui
 » les mets qui lui sont défendus.....

» Cependant, continue l'archeveque de Sienne, le pape sort tous les jours avec Mer le Maître de chambre et moi. Il fait de longues promenades quand le temps est beau. Il s'occupe volontiers d'examiner les démandes qui lui viennent de toute part par l'entremise du cardinal Odescalchi . . » ¹

Lorsque le Directoire de Rome sut qu'Antonelli s'était réfugié au couvent de Monte Argentaro, il fit subir de telles avanies à tout l'Ordre des Passionnistes, que le cardinal crut devoir quitter cette retraite. Il se dirigea vers Porto San Stefano, non loin d'Orbetello, et y afferma une maison de modeste apparence. Toutefois la vie solitaire qu'il y mêne, ne tarde pas à lui être à charge et il aspire à retourner dans un monastère.

Celui de Vallombrosa, auprès de Florence, lui paraît un séjour approprié à ses goûts et à ses besoins. Mais il faut une permission du Grand-Duc, et il ne paraît pas facile de l'obtenir. Si encore quelqu'un pouvait servir ses interets et défendre sa cause ?.... Zelada l'aurait fait volontiers sans la maladie qui le retient à Florence. Il ne sort du lit que pour prendre un fauteuil. Les religieux de Vallombrosa n'ont pas l'autorite suffisante pour se mettre en avant. Le prince Rospigliosi est bien en cour et il songe à user de ses services, en lui écrivant directement ?.

Antonelli a choisi l'archeveque de Sienne pour confident; il lui expose ses perplexités L'archevèque de Sienne prend une part de plus en plus grande aux affaires ecclésiastiques : il en entretiendra Antoneili avec lequel il a une fréquente correspondance.

- «... La famille Calligola, lui écrit-il, a est arrivée à sienne. Tout le monde a Rome cherche à fuir les misères a et la famine qui ont envahi ce malheureux pays.
 - » Une autre affaire vient encore de surgir. Les consuls out,

Bibl. Vallicel. Monuments Stor. Z. 12, fol. 65, 15 avri. 1798

Bibl. Vallicel. Monum. Storici Z. 12, fol. 65, 17 avril 1798.

J Le 24 avril 1798.

par une circulaire, rappelé tous les nonces. Aucun d'eux toutefois n'a répondu à ce rappel, excepté l'abbé Pellicani et M. Carpegna. Sa Sainteté a saisi de cela le cardinal Gerdil et lui a donné pleins pouvoirs pour tout régler en son heu et place.

L'archevêque de Sienne annonce ensuite à Antonelli que Sa Sainteté a envoye secrètement une note diplomatique pour informer les Puissances catholiques de la situation intolérable où le tient le Directoire.

- « Vienne et Madrid, ecrit l'archevèque Zondadari, répondent
- » selon l'habitude par des protestations de regrets, d'attache-
- » ment au Saint-Siege, de crainte de schisme, etc., mais
- » ajoutent que les circonstances actuelles leur defendent de
- » rien faire de plus.
 - » Lisbonne dit la même chose, cependant elle prescrit des
- » prières publiques.... Votre Eminence sait sans doute,
- » ajoute l'archeveque de Sienne, que le Prince de la Paix
- » s'est démis de tous ses emplois. On dit qu'il pourrait être
- » remplacé par le chevalier Azara; jusqu'à hier, ce dernier
- n'en avait reçu aucun avis officiel..... » 1

La note diplomatique que Pie VI avait envoyée aux Puissances catholiques lui avait été sans doute inspirée par une lettre du cardinal Albani. Albani s'indignait de la situation faite au pape, du peu de liberte dont il jouissait. Il aurait voulu qu'on demandât pour Sa Sainteté un passeport afin qu'elle pût s'embarquer à Manfredonia, pour aller jusqu'aux plages de Venise, et de là dans les États de l'empereur d'Autriche, où elle aurait un asile plus sûr. L'empereur lui-même suggérait à Sa Béatitude de se servir, pour arriver à ses fins, de la médiation du Grand-Duc.

Mais, répond Pie VI au cardinal Albani, le Grand-Duc qui sent sa faiblesse ne veut pas intervenir. Il est inutile de demander un passe-port aux Français; on sera refusé. On pourrait tout au plus reclamer que les évêques aient libre accès auprès du pape. Azara d'ailleurs ne voit pas l'utilité de changer de heu. Sa cour mettra tout en œuvre pour procurer à Sa Sainteté, là où elle est, la plus entière sécurité. Aussi Pie VI se resout-il à rester à Sienne

¹ Bibl. Vallicel. Monum. Stor. Z. fol. 81-82.

Le pape annonce ensuite à Albani qu'Azara va partir pour Paris, qu'il y sera vers le milieu de mai et qu'il a déjà quitte Florence. Il termine en donnant au cardinal la bénediction apostolique ¹.

Sur les entrefaites éclate à Città di Castello une insurrection de paysans. Nombreux sont les morts et les blessés, ils auraient été plus nombreux encore sans la prompte arrivée des Français. A la suite de la révolte on affiche des édits qui accusent ouvertement les ecclésiastiques et les rendent responsables de tout ce qui est arrivé, on arrête même la duchesse Braschi parce qu'on prétend que son mari lui reproche d'être complice des révoltes. E Presque au moment où celate l'insurrection de Città di Castello, on parle d'une conspiration pour délivrer le pape et le ramener en triomphe à Rome. Mais, écrivait Zondadari à Antonelli, c'est chose matériellement impossible dès lors que les Puissances catholiques ne peuvent ou ne veulent pas prendre l'initiative de ce mouvement.

L'insurrection de Città di Castello, que l'archevéque de Sienne avait qualifiée « d'imprudente», ne pouvait manquer d'être préjudiciable à Sa Sainteté.

C Quatre commissaires français de Rome et le général Saint-Cyr, écrit Zondadari à Antonelli, attribuant les troubles à la présence du pape dans le pays, ont demandé au Grand-Duc de leur livrer Pie VI pour qu'ils le transportent sur une galère dans la ville de Cagliari, en Sardaigne »

Le Grand-Due s'y refuse et le ministre d'Espagne, cardinal Lorenzana, approuve ce refus « Le marquis Manfredini a expédié à ce sujet deux courriers, l'un a Vienne, l'autre à Paris; il a reçu également un important Mémoire sait par le cardinal Lorenzana, et il est parti aussitôt pour Rome.

« Nous attendons avec anxiété son relour et le résultat de ses démarches..... » 4

A son retour de Rome le marquis Manfredini rendit compte de sa mission. Lorsqu'il eut exposé l'état de santé du Saint-

Arch. Vat. Monaco-Bayanna, 36. Registro de dispacci di Munsig. Nunz..., 6 mai 1798.

^{*} Bibl Vallicel., 22 mai 1762.

³ Ibid., 5 praimal an VI, 25 mai 1798.

⁴ Bibl Vallicel 22 mai 1798.

Père et son extrême vieillesse, on promit d'insister aupres du Directoire de Paris pour faire renoncer au projet d'exiler le pape a Cagliar.; mais on déclara qu'il ne devrait pas rester à Sienne. On décida qu'il serait envoyé provisoirement à une Chartreuse située à deux milles environ de la ville de Florence.

Quant au duc Braschi, ordre lui fut donné de quitter de suite la Toscane.

Pendant quon discutait sur le départ de Pie VI, un violent tremblement de terre faillit ruiner la ville de Sienne. La première secousse eut lieu à une heure un quart apres midi, la veille de la Pentecôte 1. Elle fut si forte que pas une maison ni une église ne demeura intacte. Trois personnes furent tuées, plusieurs blessees et l'épouvante se répandit partout.

« C'est par un prodige du ciel, écrit Mª Zondadari, que je suis encore vivant, attendu que dans la chambre où je me tenais, de grosses pierres tombérent sur moi. Il y avait un instant que j'avais laissé le Saint Père; je courus aussitôt vers lui avec Mª le nonce. Le lieu où il récitait en ce moment son office était le seul entier de tout l'apparlement.

Afin d'éviter qu'une nouvelle secousse, en ruinant entièrement le couvent, n'ensevelit le pape sous les décombres, son entourage le fit monter promptement dans une chaise à porteur, et on le conduisit au palais voisin du chevalier Venturi Gallerani ². Ce palais, par sa solide construction, semblait défier les élément conjurés.

Pie VI se mit bientôt à table, mais une formidable secousse jela de nouveau l'alarme. Le pape sortit alors sur la terrasse et c'est là qu'il acheva son repas 3.

à Ensuite, lisons-nous dans la relation que nous suivons pas à pas, Sa Sainteté alla se reposer dans la chambre du rez-dechaussee, eclairée par une sorte de coupole. Cette chambre, contigue à la maison Bandinelli, précède la sacristie d'une

¹ Le samedi 26 mai 1798.

[¿]L'est un descendant de cette noble famille qui m'a gracieusement accueilli à Sienne le 10 septembre 1888 et m'a communiqué une partie des documents cités içà.

³ On a gravé depuis sur la terrasse une inscription relative à cet évenement. Vid. pièces justif. A.

chapelle familiale dédiée au bienheureux André Gallerani !.

- Peu auparavant, Pie Vlavastapprouvé le culte immemorial que les Siennais rendaient à leur compatriote, il lui avait consacré un office special et avait permis de dire la messe en son honneur, le jour de sa fête ? Le pape s'en souvint ; et, aux premières secousses du tremblement de terre, il invoqua à plusieurs reprises ce saint personnage, le priant de conjurer le fléau qui menaçait d'anéantir Sienne et d'ensevelir ses habitants.
- A peine eut-il pris les quelques instants de repos accoutumés, après son repas du milieu du jour. Pie VI, accompagné de ses prélats et de ses familiers, entra, par la partie secrète qui communique avec la sacristie, dans la chapelle dedrée au bienheureux; là, dans une fervente prière, il demanda, par son intercession, qu'un pareil fléau, ne se renouvelât pas. Il se leva ensuite, examina l'architecture et les peintures de l'édicule et il en fit grand éloge. Puis, le soir venu, il donna quelques audiences. Mais son âge avancé, les émotions de la journée et les epreuves subies depuis le commencement de son exil, toutes ces causes déterminérent une recrudescence de fatigue, on crut devoir appeler son médecin, M. de Rossi. De Rossi ne constata qu'une plus grande faiblesse et conseilla un repos immédiat à,
- Le couvent de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, continue le manuscrit des Gallerani, est situé sur une hauteur qui domine notre habitation. Or, pendant cette nuit, quelques religieuses affirmerent avoir vu une lumière extraordinaire au-dessus de la chambre occupée par le pape. Je mentionne simplement le fait en historien, sans vouloir l'affirmer ou le nier.



l'Andre Gallerani 1201 1251: descendant d'une illustre famille de Sienne, dont nous retrouvons la trace nes 1186. L'n decret du sénat permit aux Gallerani d'élever une tour sur leurs propriétes : c'étail à réconnaissance implicite de leur noblesse

Le Bienheureux Gallerani fonda dans sa patrie I hôpital des Freres de la Miséricorde. Pour rappeler le séjour de Pie VI enez les Gallerani, l'abbé Marotti composa une inscription qui a été gravee au-desaus de la poi le de la chapelle. Vid. pièces just. B.

Par indult du 1º ju.Let 1798

A la demande du chevatier Gallerani, une inscription commémorative fut composée par Marotti. Elle fut posée au dessus de la porte de la chambre ou reposa l'ie VI de pieces justif L.

Le lendemain mat.n. 27 mai, arrivait la fete de la Pentecôte. Le Saint-Pere me fi, venir devant son auguste personne, et, en présence de son neveu Louis et de Mª Caracciolo son Maltre de chambre, il me remercia cordialement de l'hospitalite que je lui avais donnée. Les paroles dont il se servit furent si affectueuses et si bienveillantes que les larmes me vinrent aux yeux et que je restai muet, étonné, et confus de tant de bonté.

» A huit heures, Pie VI se rendit à la chapelle par la sacristie; il entendit la messe que célébra Dom Louis Casini, notre
chapelain, avec toutes les cérémonies et rubriques prescrites
en presence du chef supeme de l'Eglise. Le pape examina
derechel notre chapelle, dans un meilleur jour que la veille,
et en fit de nouveau l'étoge. Il se rettra ensuite dans son antichambre, et après une heure d'entretien il permit le baisement du pied, a moi, à mon epouse Elisabeth, à mes enfants,
à notre chapelain, à lous nos serviteurs et aux personnes de
notre maison puis il partit pour la villa de la Tour Florentine appartenant à M. Sergardi. Au moment où il allait passer
le seuil de ma porte, il me renouvela ses sentiments d'affec
tueuse reconnaissance, me tendit sa main sacrée sur laquelle
je déposai un respectueux baiser; il la mit ensuite sur la tête
de mon fils Ange⁴, en prenant aimablement congé de nous.

» Sa Sainteté demeura cinq jours dans la villa Sergardi. De ce lieu, sans aucune instance de ma part, elle daigna accorder à perpétuité une indulgence plénière à tous les fidèles qui, le 26 mai, anniversaire du tremblement de terre, visiteraient notre oratoire. » *

La République française, nous l'avons dit, exigeait que Sa Saintete quittàt Sienne sans retard et se transportât à la Char-

[†] Ange était le père de M. le chevalier Gallerani, celui qui m'a permis de compulser ses archives de familie où j'ai trouvé les documents que je donne ici.

^{2 «} C'est, dit le manuscrit, une grôce singulière, pour sa durée et anne exemple peut-être, donnée à la rhapelle d'un particulier. Elle me fut envoyée de Rome par le nouce de Florence, Mª Antoine-Marie Odescalchi, duc de Bracciano, et me fut communiquée par notre chancellerie archiepacopale. J'en conserve l'acte au tome 97, n° 6 de nos archives.

n A la chartrense de Florence, ou le pape se rendit il demanda à Mo Martinelli des nouvelles de la famille Venturi Galieruni et il chargea son neveu Louis Braschi de ali expédier, en souvenir, deux boiles de tabac d'Espagna et quatre de quinquina de la meilleure qualité, »

treuse de Florence Lorsque les préparatits de voyage furent acnevés, le cardinal Lorenzana se rendit aupres du pape. Il avait obtenu pour au et pour Mg Spina l'autorisation d'accompagner le vénérable pontife.

On quitta la villa Sergardi le 1º juin dans la matinée, et on arriva a la Chartreuse a 3 heures de l'apres-midi.

Le duc Braschi se mit en route le soir de ce même jour, avec l'intention de gagner les Etats venitiens.

Dans les visites qu'ils font au chef de l'Eglise, les membres du Sacre-Collège l'entretiennent de graves affaires. Ils reviennent sans cesse sur la question de sa sécurité; dans ce but, ils voudraient qu'il se concertat avec l'empereur d'Autriche en vue de choisir un heu sur pour le futur conclave.

Pie VI acquiesce à leurs désirs. Par l'entremise du nonce de Vienne et de M^{ar} Albant, il restère à Sa Majesté imperiale la requête qu'il lui a faite d'un asile pour lui et les cardinaux, afin d'assurer la libre élection de son successeur.

Il est certain, ecrivait M^{gr} Spina, que l'empereur a donne les instructions les plus précises au comte de Cobenzi récemment envoyé à Rastadt Le comte doit insister aupres des Français pour qu'on permette à Sa Sainteté de se transporter avec sécurité dans la partie des Etats autrichiens nouvellement annexée ⁴.

Sa Majesté consent encore à donner asile aux cardinaux, pourvu qu'ils ne se rassemblent pas tous dans la même ville, et elle a promis de veiller à la sûreté du heu qu'on choisira pour le conclave.

Pendant ce temps, Antonelli, toujours en quête des nouvelles de la Cour pontificale, s'adresse a Mér Spina Retiré dans son couvent de Vallombrosa, il mêne une vie solitaire, tàchant de s'inspirer de l'esprit de penitence de l'ermite saint Paul.

Il a reçu la visite inopinée de M^{gr} de Gregorio qui lui a remis 900 pistoles de la part du cardinal Lorenzana. Il en remercie vivement Son Emmence.

M⁶⁷ de Gregorio engage, au nom du cardin il Lorenzana, Antonelli à quitter sa solitude pour passer dans les Etats de



21

[·] Mor de Gregorio confirme à Antonelli les mêmes nouvelles, 26 juin 1708.

l'empereur. Antonelli répond qu'il est las du monde, et qu'il préfère garder la retra le où Dieu l'a conduit, et où il a la consolation de givre au milieu des religieux les plus édifiants...

Comme évêque il s'est rapproché le plus possible de son diocese avec lequel il a de fréquents rapports; comme cardinal, il n'est pas éloigne du pape .. Dans ces temps si troubles, on le danger d'un schisme existe toujours, il serait en effet désirable que tous les cardinaux s'approchassent des Etats impériaux. Lorenzana a raison de le proclamer... Mais il est fort difficile d'éloigner de Naples les huit cardinaux qui y demeurent, parmi lesquels se trouvent le doyen et le sous-doyen du Sacré-Collège et le premier cardinal de l'Ordre des prêtres. Antonelli croit cette tentative impossible, attendu que les cardinaux residant à Naples lui font les plus vives ins lances pour l'attirer aupres d'eux...

Quoiqu'on obtienne de Sa Sainteté, continue-t-il, il n'est pas facile de réunir la majorité des cardinaux dans les Etats de l'empereur. Il n'y a en ce moment dans le vénitien que Borgia, Maury et Flangini. Les trois cardinaux autrichiens — Herzan excepté — y viendront difficilement à cause de leur âge. Parmi les français, l'un a 85 ans, les deux autres ne voudront pas sortir de leur retraite de peut de s'exposer à de nouvelles persecutions. Le reste, dispersé dans le nord de l'Italie, occupe la Toscane, la Cisalpine on les Etats romains !...

Mer de Gregorio, écrivant au cardinal Antonelli, lui exprime lui aussi le désir qu'il a de le voir aller dans les Etats impériaux. Les cardinaux Roverella et Calcagnini, lui dit-il, sont dejà entrès en Autriche, et aujourd'hui ou demain. Vincenti partira pour Vicence. Les uns et les autres passeront ici deux ou trois jours. On croit que beaucoup de cardinaux attendent, pour agir, la determination de Volre Eminence, tant est grande et méritée sa réputation dans le Sacré-Collège.

La cour de Naples ne désirait point voir les cardinaux se réunir dans ses provinces; elle préférait faciliter leur transport vers Trieste ou Venise...

L'archevêque de Sienne, Zondadari, va à son tour joindre



^{*} Bibliot, Vall.cell. Monum. Stor. Z. , fol. 105-108, 9 juin 1708.

ses instances à celles des prélats Spina et Gregorio pour déterminer Antonelli à se rapprocher des Etats vénitiens.

Le pape, enfin, lui en manifeste clairement le désir Alors le cardinal cesse toute hesitation. Il mande de Rome une voiture, attendu que la voie de mer n'est pas sûre, infestée qu'elle est par des corsaires. Il passera par Sienne et Florence; et séjournera un peu dans cette dernière ville où il espère avoir la consolation de baiser la main de Sa Sainteté.

Il cherchera ensuite dans les Etats vénitiens un couvent de campagne où il puisse trouver le repos dont il a besoin!...

Lorsque Mer Zondadari apprend qu'Antonelli est décidé à se rendre dans les Elats vénitiens et qu'il s'arrêtera à Sienne, il lui offre I hospitalité dans son palais. Il sait qu'un ami du cardinal, M. Ausano Mocenni, lui a fait pareille proposition; il espère toutefois qu'il ne le priveia pas de cet honneur. Il termine en se réjouissant que Son Eminence puisse bientôt s'aboucher avec le pape et donner ainsi une active impulsion à certaines affaires ecclésiastiques 2.

Dans un précédent courrier l'archevêque de Sienne annonçait à Antonelli « la fatale reddition de Malte entre les mains du général Bonaparte — 13 juin —. C'est le fait, ajoutait-il, de plusieurs traitres insulaires et specialement d'un certain nombre de chevaliers français réfugiés dans l'île. Pour récompenser leur félonie, on leur a permis de retourner en France avec promesse d'une annuité de 12) sequins. On donnera, continuait-il, au Grand Maître une grosse pension et on traitera a Rasdtadt sa réélection. Tous les chevaliers des autres nations ont eté exilés en trois jours, et c'est un désastre pour le commerce et les affaires du Levant et des Etats barbaresques. Bonaparte est sorti apres avoir laissé à Malte une imposante garnison; il a fait voile pour courir vers une nouvelle expédition inconnue ...

» La flotte française semble vouloir s'emparer de Constantinople, tout en simulant d'aller en Egypte. La flotte anglaise du commandant Nelson suivra à trois jours de distance... » 3.

[□] Bibliot Vallicell †19-122. 3 ju llet 1798 Antonelli a Mor Emmanuel de Gregorio et à Mr Spina.

Bibl ot. Val leell Monum. Stor. 12 jui let 1798, en réponse au 28 juin et inillet.

Bibliot, Vallicell fol 117 118, 27 juin 1798.

Dans sa fréquente correspondance avec Antonelli, Ma Spina parle de la situation précaire où se trouve Pie VI. « Renferméon peut le dire dans un ermitage, on lui répète sans cesse qu'il doit vivre retiré et donner peu d'audiences. .. Sa santé, ajoute le prelat, est passable Je dis passable, car il a souffert un peu de l'estomac et sa faiblesse est extrême. Traversé comme il est par tant de soucis, c'est un miracle qu'il soit encore en vie.... »

Malgre la concession de laisser conduire le pape a la Chartreuse de Florence, le Directoire revenait loujours à son idée première de le deporter a Çagliari. C'etait la volonte de Barras, et le chevalier Azara en p. évenait l'entourage pontifical.

Le marquis Manfredini, ecrivait Mar Spina, avec lequel jui fait un voyage à Pise, m'a longuement entretenu de ce projet, dimanche dernier, en me defendant d'en parler au Saint-Père pour ne pas l'angoisser. Il en a informé également M. le cardinal de Lorenzana qui, moins réservé, est allé hier matin en avert r Sa Sainteté. Comme il croyait la décision dejà prise, il conseillait au pape de refuser ouvertement de partir ...

Mª de Gregorio confirme à Antonelli cette grave nouvelle — 2 juin 1738 — « Je suis en mesure d'affirmer, écrit-il, qu hier deux courriers extraordinaires sont arrivés de Paris, l'un au cardinal de Lorenzana. l'autre au gouvernement. Autant que je puis croire, c'est une derniere détermination du Directoire refusant inexorablement d'écouter les instances de la cour d'Espagne et exigeant le départ du pape pour la Sardaigne.

« Dieu veuille que mes nouvelles soient fausses! »

Pais le prelat termine en disant : « on avant su dans un precédent courrier que l'Espagne préparait un navire pour transporter Pie VI sur son territoire..... » 2

L'imminente déportation du pape à Cagliari paraît si certaine que, pour tâcher d'y échapper, Sa Sainteté a recours à Azara nouvellement nommé ambassadeur d'Espag ie à

Bibliot Vallicell Monam. Stor. Z. 109-110-113, Pirenze, dalla Certosa, 22 giuge 1788. Signe, Giuseppe Spina.

² Hip iot Vallicel — En terminant Emmanuel de Gregorio lui demande a qui adresser pour pius de săreté — es lettres qui lu envoie soit a San Stefano, soit à Grossetto-Florence. — 26 Juin 1798.

Paris. Azara a un neveu attaché à la legation de Florence; ce dernier servira d'intermédiaire. Le pape compte sur l'influence du chevalier près du Directoire, et sur l'affection qu'il a témoignée à sa personne pour lui éviter un voyage qu'il considère comme son arrêt de mort 4.

Antonelli n'attend pas d'être à Florence pour se concerter avec Pie VI sur les affaires de l'Eglise. Le Sacré-Collège, ecrit-il à Zondadari, est loin d'être au complet. Ne serait-il pas à propos que Sa Sainteté pourvût aux chapeaux vacants, en vue du futur conclave?

Le pape se méprend sur la pensée d'Antonell: Il suppose que le cardinal lui demande d'augmenter le Sacré Collège dont le nombre des membres a été fixé par Sixte V, et il s'éleve contre cette pensée qui lui paraît « en opposition avec la hiérarchie etablie pour les trois ordres cardinalices : évêques, prêtres et diacres. » 2

Antonelli riposte vivement. Jamais il n'a cu la pensée de dépasser le nombre de soixante-dix cardinaux, nombre fixé par Sixte V. Il propose seulement de compléter les chapeaux. Le Sacré-Collège en effet est reduit à cinquante membres dont plusieurs infirmes, d'antres àgés, la plupart loin les uns des autres. P.us la vie de Pie VI se prolongera et plus grand sera le nombre des décès. Et pourtant, il serait désirable de compler beaucoup d'hommes de vertu et de doctrine parmi ceux qui seront appelés à donner un successeur au pape.

Pie VI ne songe guère à faire des promotions cardinalices. Il pense que le Sacre Collège sera d'autant plus difficile à réunir que le non bre de ses membres sera ; lus grand ^a

Cependant la question du futur conclave préoccupe à juste titre le pape et les cardinaux

Le 3 des calendes de janvier 1797, Pie VI ecrit la bulle Christi Ecclesiæ regendæ munus, permettant de deroger aux Constitutions de Gregoire X. Pie IV, Grégoire XV et Clément XII, et d'anticiper ou de retarder les d'x jours réglementaires entre la mort de pape et l'election du successeur. Sa Saintete toute-

Lettre da 2 jujn 1798.

Arch. nationales de Paris, AF, 111-78, 25 juillet 1798

¹ Lettre de Ma Spina, 22 juin 1798

fois voulait qu'avant toutes choses on prit l'avis de la majotité des membres du Sacré-Collège 1.

Peu de temps après avoir écrit cette bulle, Pie VI en écrivait une autre, permettant de procèder au conclave sans attendre l'arrivée des cardinaux à Rome ².

Mais Antonelli prétend que si Sa Sainteté prend une pareille mesure sans l'assentiment du Sacre Cotlège, elle s'expose à faire éclater un schisme.

C'est pourquoi il demande au pape une noavelle bulle sur cette importante question. Pie VI lui observe que la multiplicité des bulles augmentera pratiquement les difficultés : l'expérience est là pour le prouver a II ne composera donc pas une autre bulle, il modifiera seulement l'ancienne. Il a prié M® Spina et l'abbé Marotti d'introduire ces modifications 4.

Antonelli aurait voulu que Pie VI chargeat le cardinal doyen et quatre cardinaux d'élaborer un nouveau réglement d'élection. Il se demandait s'il ne serait pas a propos de donner au doyen et aux chefs d'ordres des pouvoirs supérieurs à ceux du reste du Sacré-Collège, et enfin si un cardinal, empêché de se rendre au conclave, ne pourrait pas voter par procuration.

Pie VI voit dans tous ces projets l'occasion de graves conflits qui penvent troubler la paix de l'Eglise; aussi refuse-t-il d'y donner suite 5.

Et comme Antonelli revient à la charge, le pape en appelle aux jugements du cardinal Maury et de M# Brenciaglia. L'un et l'autre sont d'un avis opposé a celui d'Antonelli et abondent dans le sens du pape.

a Le cardinal Maury, écrit Pie VI à Mei Brenciaghia, a tout à fait raison de s'opposer au sentiment du cardinal Antonelli à propos de la constitution sur le futur conclave. Cette constitution est achevée, elle est signée par vingl-deux cardinaux,

Arch. Vat Nuncial, di Francia, « Donné à Saint Pierre le 3 des Calendes de janvier, 23 année de notre Portificat »

^{*} La Lulie : Attentis peculiaribus et deplorabilibus Feclesiae circumstauras : 11 février 1797 derogen t aux constitutions de Gregorée X. Pie IV — ides d'octobre 1562. — Cle vent XII — 4 des nonces d'octobre 1732, et aux autres actes apostoliques (Voir cette bulle, pièces justif D. .

³ Bibliot, Vallicell Monum Stor Z fol 131 Reponse au 2 juin 1798

Ibid 22 juin 1798.

^{*} Bibliot, Vallicell. 2 juin 1798

auxquels viendront encore se joindre les plus voisins, comme les évêques d'Iesi, de Sinigagha, d'Ancône, de Cesena, d'Imola, de Bologne, de Ferrare et d'autres dont on ne peut affirmer s'ils voudront ou pourront venir.....

- » ... Le cardinal Antonelli, continue le pape, a le prurit d'être doctoral (dottoreggiare) il est inflexible dans ses idées. Il convient de l'écouter et de faire, ensuite, ce qu'on croit le meilleur.
- Nous ne pouvons appeler dans les Etats autrichiens les cardinaux qui sont dans le royaume (de Naples) pour de très graves raisons que nous donnerons lorsqu'il en sera temps......[†]»

Depuis qu'Antonelli est arrivé dans les Etats vénitiens, sa correspondance avec M^g. Spina ne se ralentit pas.

Le pape, lui écrit le prélat, a chargé le nonce de Florence de prévenir le doyen du Sacré-Collège que sa volonte formelle est de prescrire à tous les cardinaux disséminés en Italie, de se reunir dans les Etats de l'empereur d'Autriche

La lu dans une Gazette que l'Electeur de Cologne aspire à la trare; mais il traite de fotie une pareille prétention.... ?

Ce fut aux ides de novembre que Pie VI, toujours captif à la Chartreuse de Florence, donna enfin la constitution définitive sur le conclave qui suivrait sa mort.

Dans cette constitution le pape décide que le conclave se tiendra dans le lieu où les cardinaux seront reunis en pius grand nombre.

Entre la mort du pape et l'ouverture du conclave, il doit y avoir régultèrement un intervalle de dix jours. Mais dans les circonstances présentes, les cardinaux pourront abréger ou augmenter cet intervalle. Toutefois ils n'omettront aucune des autres prescriptions de Grégoire X.

Après avoir sauvegardé les règlements essentiels à l'élection canonique, le pape ajoute :

« Nous derogeons a toutes les lois sur les assemblées à tenir dans le lieu où est mort le pontife, à toutes les cérémonies, solennités, coutames prescrites par le B Grégoire X 3. Clé-

[!] Bibliot. Vail.cell. f. 146 a De la Chartreuse de S. Cassien, pres du Florence, le 23 septembre 1798, 24 am ée de notre pontificat. ...

Ibid. 12 octobre 1798. Mir Spina au card. Antonelli, fol. 154-150.
 Constitution Ubi perionlum énletée au Conelle general de l you

ment V⁴, Clément VI², Urbain VIII³, Pie IV⁴, Grégoire XV⁵, et Clément XII⁶. Enfin nous dérogeons à notre Constitution Christi Ecclesiae de l'année dernière pour les clauses en contradiction avec le present acte..... » Pie VI enlève les censures qui sont portées contre ceux qui s'occuperaient de la future élection du vivant du pape, censures edictees par Paul II³. Les cardinaux pourront examiner à quelle date fixer le conclave après la mort du pape, déterminer le lieu du conclave, aviser les membres qui doivent y prendre part, réglerien un mot tout ce qui a trait à la future élection et qui y servira de pres ou de loin.

Mais aucun nom de caudidat ne devra être mis en avant

du vivant du pape.

A la nouvelle de la mort du pontife, le droit d'élection appartiendra au plus grand nombre réuni dans les États d'un prince catholique, et à ceux qui voudront s'y joindre Enfin, celui-là sera le veritable élu qui aura réuni les deux tiers des suffrages.

4 Bref In eligendla (1562

Lettre Apostolatus officium (1732).
 Constitution Cum secundum.

¹ Constitution Ne romani, Concile général de Vienne.

² Bulle Licet in constitutione (1351)

Constitution Ad Romani Pontificis.

⁵ Deux brefs de 1621 : Aeterne Patris, et. Decet romanum pontificem

N Arch. Vat. Nuncial di Francia. n Donné au couvent de la Chartreuse prés de Florence aux ides de novembre 1798. n

CHAPITRE XXXV

SOMMAIRE. — I. Rome et les États pontificaux après e depart de Pie VI — Apotheose de Dupnot et de Bassville — Les eglises pi lees — Massenn. — Emeute des 25 et 26 fevrier (1/28 — Revo tes partout — Lustallation au Capitole de douze consuls — Fête de la Federation — Les pillates à Rome — Bert ner, libérateur du Capitole; son depart — Mesures de sécurité. — Vente des blens des Confréries. — Abus et licence — Atutu le scandaleuse du curé de Sainte-Marie-du-Peuple. — Déconsideration des Consuls. — Les assignats. — La tête de saint Pierre. — Le mariage democratique — Fête du 17 juillet. — Nouve les revoltes. — Il — Insurrection napolitaine. — Manifeste de Ferdinand IV. — Il envahit l'État romain — Te Deum d'actions de graces. — Retour offensif des Français — On accuse les Napolitains de vols — Les Français les poursuivent — Administrateurs provisoires à Rome — Bertolio, ministre plempotentaire pres la R. — Son secretaire Florent — Protestations du Sacré-Collège en faveur de la liberté du pape

I — Après le depart de Pie VI une troupe de commissaires français envahit le Vatican et le Quirmal et mit ces palais au pillage ¹. Les ambassadeurs des Puissances catholiques ente vérent aussitôt de la façade de leurs résidences, les armoiries de leurs nations, leur représentation prenant fin avec le gouvernement pres duquel ils étaient accredites.

Délivrés de tout scrapule, les chefs de la Republique romaine, de concert avec les generaux de l'armée d'occupation, marchèrent à grands pas dans la voix des réformes démocratiques. Ils s'adressèrent tout d'abord aux soldats et les inviterent à s'enroler sous la nouvelle bannière pour défendre la liberté. On leur promettait des honneurs au nom de l'Égalité avec la gloire pour récompense, sans exclure toutefois les munificences de la République, à la générosité de laquelle on les invitait à s'abandonner. *. Et comme conclu-

Les 6, 9 et 19 avril on vendit les terrains que lé due Braschl avait achetes dans les Marais Pontirs, terri lus « co risques par la H. F. le 5 germinar au VI — 25 mars 1736 — Tous les membles de Pie VI dans son palais de Terracine subirent le même sort (Archiv. di Stato, 14 avril 1798).

^{*} La conscription militaire etablier, on decida tout d'abord d'eurôler 16 000 nommes pris parim les jounes hotunes um manes, de 18 a 25 ans. Bibl. Nat. f. lat. Ms. 97 8, 14 prin 1796

sion nécessaire de toutes les proclamations, on se félicitait de la cliute « du despotisme qui affligeait l'humanité et de la destruction du colosse d'imposture et d'immoralité qui gouvernait ce beau pays ». Cette chute et cette destruction étaient dues à un « acte sublime du peuple romain. » ¹

Et parce que le général Duphot, a hâté, par sa mort, un si heureux événement, il est juste qu'on lus fasse une grande apothéose que présidera le géneral Berthier.

Déjà le 28 pluviôse — 16 février 1798 — on a ordonné à tous les curés de Rome de célébrer pendant deux jours consécutifs des messes de *Requiem* pour les « victimes du fanatisme » Bassville * et Duphot, et qui plus est, on leur a imposé de prononcer leur eloge funebre.

On comprend à pelne que des hommes qui se targuaient d'athéisme aient commandé des offices retigieux pour des conspirateurs; mais quelle impudence d'exiger l'éloge funé-bre de pareils focbans, et cela dans les églises et par la voix des ministres de la rel gion! On re doit pas moins s'étonner non plus qu'il se soit trouvé des prêtres et des religieux pour ohéir à de pareilles injonctions!

Parmi ces tristes oraleurs se distingua le P. Charles Fischer, Clerc Regu ier Mineur et curé de San Lorenzo in Lucina.

Il avait administré les derniers sacrements à Hugou de Bassville. Dans ses deux allocutions il osa appeler Bassville et Duphot « libéraleurs de la patrie, immolés par le fanatisme réactionnaire »!

Un tel homme méritait bien les sympathies du Consulat de Rome, mais il meritait aussi le plus profond mepris des vrais catholiques.

La grande apothéose de Duphot fut fixée au 5 ventôse, — 23 février ^a. — C'est le géneral Vial qui le notifia au public

Le Moniteur de Rome en donne le programme pompeux. En tete sont gravés en grosses lettres les mois : Religion, Liberte,

¹ Mercredi 21 fevrier 1748 à ventôse de la 19 année de la R. R.

L'officier Bonfill recevait, à la P lotta des enrolements

² N'avast-on pas parlé d'élèver dans Saint-Pierre un monument à la mê noire de Bassyi le?

⁴ La ve lle, Bert ner donna au Quirinal nu banquet de 120 couverts

Égalité. En dessous, le vers de la premiere Eglogue de Virgile :

Libertas, quæ sera tamen respexit inertes!

Depuis le midi da 4 ventôse — 22 février — jusqu'au lendemain à la même houre on tirera toutes les cinq minutes un coup de canon, de la plus grosse piece d'artillerie du château Saint-Ange.

Les troupes scront convoquées pour dix heures du matin à la porte du Peuple. Le défilé commencera à 11 heures, tambours en tête. Chaque soldat est tenu de porter à son képi une branche de cypres. L'itinéraire est le suivant Strada l'ipetta, pont Saint-Ange, et Place Saint-Pierre. Sur le milieu de la place une sorte de mausolée, œuvre de l'architecte Bargigh; on y deposera pour un instant les cendres de Duphot.

Après une decharge générale de mousqueterie, un carabinier, un grenadier, un chasseur et un dragon prendront l'urne funéraire, et le cortège se remeltra en marche en suivant la rue San Spirito, la strada de la Lungara et le Pont Sixte. Arrive au lieu de l'assassinat, chaque peloton fera successivement une decharge sans s'arreter. Pois on gagnera le pont Saint-Barthélemy, la place du Campo Vaccino et le Capitole.

Au Capitole sera déposee definitivement l'urne funeraire pour y être conscriée.

La ceremonie eu, heu en effet le vendredi 23 février dans l'ordre prescrit! Le P Faustin Gagliuffi, digne émule du misérable Fischer, prononce un discours qui est autant un réquisitoire contre le gouvernement pontifical que l'éloge funèbre du général Duphot.

Il représente la victime r signant de son sang l'auguste arrêt de la liberte » et proclame que Duphot « renoncerait au plaisir de revivre à de nouveaux exploits, si son retour à la vie était capable de détruire les conséquences heureuses du crime qui l'enleva ».

L'orateur élève cusuite ses yeux vers « l'Etre suprême et immortel, de qui dépend tout le destin des creatures ». Il l'adjure de sanctiller la Liberté, de bénir l'Égalité et de



² Fortunati all que dans toutes les églises on dut tire la première messe, ce jour, pour le repos de l'âme de Duphot, (Bibl. Vat. Ms. 9718

conserver la République romaine. Pais il rend grâce aux « generaux en chef Berthier et Massena, instruments mémorables des décrets du Tout-Puissant ».

Massèna est chargé par Gagliufti de faire connaître au Directoire « la purete des sentiments » de ses concitoyens et de lui tire « que la religion du peuple souverain de Rome va reprendre heureusement sa première simplicité ».

Enfin il term.ne son discours en jetant l'insulte au « lâche terrorisme qui n'est plus, et dont il verra les plaies bientôt cicatrisées. On ne refusera, affirme t-il, « aucun sacrifice pour recomposer l'édifice public si cruellement dévasté » Mais par dessus tout, ses concitoyens « brûlent de prouver à l'Europe que la valeur italienne, loin d'être éteinte, est toujours allumée sous les cendres déjà dispersées de l'ancienne tyrannie ».

Le soir de ce jour — étrange façon de couronner une cérémonie funebre — la coupole, la façade de Saint-Pierre, tes deux colonnades sont brillamment illuminées et sur la place s'organise un grand concert ¹.

La fête en l'honneur de Duphot, loin de calmer les passions populaires, ne fait que les surexciter davantage. Le peuple s'indigne de voir les églises mises au pillage et ce pillage — faut-il le dire! — est souvent commandé par des officiers et des généraux ². Massèna surtout encourt les plus violents reproches : on l'appelait le plus grand voleur de l'armée d'Italie. On l'accusait même de retenir la solde de l'armée qu'on reclamait en vain depuis un mois. Bientôt l'irritation devient lelle que les officiers se rassemblent dans l'église du l'anthéon - 6 et 7 ventôse - 1798 — et redigent une plainte collective qu'ils adressent au Directoire Ils demandent la mise en jugement de Massena.

A la faveur du mecontentement de l'armée française, les Romains se preunent a esperer que, la division des esprits,

J Bib Vat f lat 9718

² lhi l. Le 9 février, par ordre du genéral français, on avait pille l'église de Natut-Antoine-res-Portugais, sons pretexte que cette nation était en guetre avec la France. Le prieur avait refusé de donner une part de ses richesses à Pie VI qui les lui avait demandées pour paver la contribution de guerre.

^{1 24} et 25 février

aidant, ils pourront facilement chasser de leurs murs les troupes étrangères qui les pillent et les ruinent. Les transtévérins donnent le signal de l'attaque; elle a heu dans la muit du 25 au 26 février. Six cents français et quarante transtéverins y perdent la vie 1. Comme les vexations et les dilapidations de toute sorte ont incontestablement été cause première de l'émeute du Transtévère, Berthier affiche une proclamation — 26 fevrier — sur les murs de la ville 11 y promet de donner satisfaction aux réclamations légitimes. Que ceux qui out été victimes de quelque injustice lui adressent leurs plaintes, il y fera droit et « tout coupable sera sévèrement puni 2 ».

Masséna répond aux accusations lancées contre lui. Dans une proclamation « à ses freres d'armes », il tâche de se justi fier. Il fait surtout son propre éloge et déclare que l'assemblée des officiers était illégale, « inconstitutionnelle et subversive de tous les principes....»

En attendant le jugement du Directoire, il agira de façon à cexcuser aupres du gouvernement de braves officiers que des circonstances penibles, des besoins impérieux, les souffrances du soldat et surtout des suggestions perfides ont égaré un moment.... 3 »

Au fond, c'était pour Masséna une mauvaise et triste aflaire. Le Directoire se trouvait dans un cruel embarras. Il ne doutait pos des malversations de certains genéraux ; mais comment frapper les dénonciateurs, pris la plupart dans le corps des officiers ?

En fin de compte, dix à douze incriminés sculement furent soumis à une enquête, et défense sévère fut faite d'inquiéter aucun des autres.

De nouvelles insurrections populaires étaient à craindre à Rome Pour les prévenir, les mesures les plus sévères sont ordonnées. Massena occupe la ville militairement, des patrouilles sillonnent les rues et, quand elles rencontrent un



⁴ Bibl. Vat. f. lat 9718 et Archivio di Stato, 1º mars 1798. — A cette occasion les monasteres de femmes furent invités a foarme de la charpie pour les blessés de l'armée française.

Archivio di Stato, Lundi 26 fevrier 1798.

³ Archivio di Stato, 23 ventôse an VI de la R. F.

citoyen, elles crient : Qui vive ! La réponse, doit être : La République !.

Toutes les armes sont de nouveau confisquees et on ordonne, sous peine de mort, de les déposer au consulat dans vingt-quatre heures. Peine de mort est encore prononcee contre un conspirateur et contre quiconque, le connaissant, ne l'a pas dénoncé ².

On rechercha soigneusement ceux qui avaient pris part à l'émeute du 5 février; vingt-deux furent saisis et fusillés sur la place du Peuple — 28 février — 3 La sévérité prend alors des proportions qui vont parfois jusqu'au ridicule. Ainsi, on punit de huit jours de détention « tout habitant de la ville de Rome trouvé dans les rues après neuf heures du soir 3 5

Dans une autre circonstance, on imposera une lourde contribution à tout quartier où un crime aura eté commis, si l'on ne retrouve pas le coupable.

Des mesures aussi tyranniques provoquent de nouveau la révolte. Elle éclate-non seulement à Rome, mais à Albano, à Velletri et Castel Gandolfo. Ces petites villes veulent marcher sur Rome et entraîner avec elles les habitants de Marino Ceux-et refusent et appellent les Français à leurs secours !. Murat accourt et décide que les chefs de la rebellion seront punis « d'une manière terrible 5 ».

Pendant ce temps, les membres du nouveau gouvernement romain redigent pour le Directoire une adresse emphatique, dans laquelle ils le remercient de leur prétendu affranchissement é. « L'époque la plus glorieuse pour la République française, affirment-ils, celle qui éclipsera la renommée et la splendeur des gouvernements anciens et modernes, est l'époque où elle a, pour la première fois, étendu les principes

L'Archivio di Stato, 26 fevrier 1798

² Vid. pièces fustif. A.

<sup>Par jugement militaire Vid. pieces justij. B Il est vrai que le 26 fev. ier
le genéral en chef provisoire annule la defeuse de sortir après neuf heures » et ordonne qu' » à dix heures on devra sortir avec de la lumière »</sup>

⁴ Archiv. dl Stato, Im mars 1798.

[·] Archiv di Stato, 28 février 1798.

⁶ Ibid., 28 fév. 1798.

eternels de la morale jusqu'au droit des gens et aux liens qui désormais uniront les nations entre elles, » (

Ce jargon ridicule fiattait trop les sentiments du Directoire pour qu'il tardât à y répondre.

a Citoyens consuls, écrit-il, le Directoire exécutif de la R. F. n'a pu li re qu'avec une vive emotion, dans votre dépêche du 10 ventôse, l'expression des sentiments fraternels qui vont enfin unir Rome au faisceau des nouvelles républiques. Il se félicite avec vous de cette nouvelle alliance, il en existait une depuis longtemps entre les rois, il est bien temps qu'il s'en etablisse une entre les peuples.

» Vous étes charges, citoyens consuls, de diriger ce premier élan de vos concitoyens vers la liberté. Comptez dans ce soin important sur l'a.de et la protection de la R. F. El.e voit avec trop d'intérêt un peuple autrefois célébre, reveillé par son exemple de l'engourdissement dans lequel le despotisme sacerdotal l'avait plongé, pour ne pas continuer à le seconder de tous ses efforts. » §

Les consuls, au nombre de douze, que le Directoire honorait de cette étrange réponse avaient eté installés le 20 ventôse — 10 mars . Le géneral de division Dallemagne proclama leurs noms dans la salle des Curiazi, au Capitole. Il sit à cette occasion un discours pompeux où il invoqua « les mânes des Emile et des Scipions ».

Puis vint une grande fête civique — 30 ventôse, 20 mars — qu'on décora du nom de fête de la Fédération. On y celébra l'union entre les Républiques française, romaine et cisalpine.

A l'entrée du pont Saint-Ange, un arc de triomphe avec une double inscription :

D'un côté :

EXERCITUI ITALICO CIVIUM GALLORUM. OB LIBERTATEM. ARMIS VICTRICIBUS PROPAGATAM 3.

¹ Vid pieres justif C.

Archiv, di Stato, 25 ventose an VI, 17 mars 1798.

s « A l'armée française d Italie

Pour la liberté propagée par ses armes victorieuses. »

De l'autre côté :

PARENTIBUS REIPUBLICAE. SERVATORIBUS CIVIUM!

Au dessus de l'arc de-triomphe, trois statues : celle du milieu représentait la R. F. foulant aux pieds la tiare pontificale ; les deux autres statues tignraient la Liberte et l'Egalité.

On entendit encore un long discours du général Berthier. Tous l'écoutaient religiousement, tête nue, quand survent une soudaine averse de grêle qui mit en fuite l'assistance entière.

La fête de la Fédération ne satisfaisait pas entierement les fauteurs de la République romaine. Ils crurent nécessaire de provoquer une autre manifestation populaire, et de rendre la religion, bon gré mal gré, complice de la réforme gouvernementale.

On enjoignit « au citoyen Passari, archevêque de Larisse et vice gerant du vicariat », de prescrire un *Te Deum* solennel dans toutes les églises. Il aura lieu le lundi de Pâques, et tous les fidèles seront inv.tés à y assister « pour remercier Dieu de la paix dont on goûte les bienfaits » et le prier de « confirmer l'esprit d'obéissance et d'attachement que chacun doit avoir pour les nouvelles autorités constituées?. »

Quelle cruelle tronie 'Comment le peuple romain pouvait-il manisseter sa joie d'une paix dont il ne jouissait pas, et n'était-ce pas une insulte à Dieu que de lui adresser, dans son temple, des actions de grâces pour un état de choses que tout vrai romain maudissait dans son cœur s

Il paraît difficile de justifier l'extrême faiblesse du vicegérant qui, encette circonstance, comme en plusieurs autres, se prêta aux sacrilèges exigences d'un gouvernement anarchique!

¹ n Aux Peres de la Republique Aux Sauveurs des Citoyens, »

² Ibid. L. • aviso » affiché le 31 mars portait, outre la signature de Mª Passati, celle de Philippe Liberti chambine secrétaire. Un des premiers actes du nouveau consulat fut de rédu re les fêtes chômees, au nombre suivant : chaque dimanche — 4ª et 6 janvier — 2 février — 25 mars — Ascension — Corpus Domini — 26 mai, Saint-I hilippe-de-Neri pour Rome seulement — 24 et 29 juin — 8 septembre — 1ª novembre — 8, 25 et 2° décembre — Arch. di Stat , 24 mai 1788 Cet e réduction le fêtes, dit F. Fortunati, se lit pa les sours de Mª Passati vice-gé, aut de Rome avec l'autorisation de Pic VI (Bibl. Vat. f. lat. ms. 9748).

Lorsqu'à Paris, les Jacobins surent que l'Etat ecclésiastique était envahi, que Rome etait occupée et le gouvernement pontifical renversé, bon nombre d'entre eux accoururent pour preudre part au pillage. Berthier essaya de les acrèter par plusieurs décrets; ce fut en vain. Le général divisionnaire Saint-Cyr et le chef de brigade Marchand durent prendre de nouvelles dispositions — 9 avril 1798. — Ils ordonnerent c à tous les étrangers non domiciliés à Rome d'en sortir sur le champ » et défendirent « à tout citoyen romain de leur fournir aucun logement. » Furent exceptés de cet ordre les artistes munis d'une autorisation du commandant de la place.

Les Français non militaires et les militaires qui ne font pas partie de la garnison seront tenus, disait l'ordonnance, de se presenter dans trois jours chez le commandant de place, pour se faire delivrer des carles de sûreté, s'il y a Leu » Deux mois plus tard, les patriotes français « affluaient » toujours, et tenaient « une conduite compromettant l'honneur de leur nation. »

Ces bandes de pillards jettent une telle perturbation dans la ville des papes que tous ceux qui peuvent fuir le font; l'emigration s'accroît chaque jour malgré les déclarations de Berthier promettant « la protection de l'armée française envers le culte, ses temples, les personnes et les propriétés. »

Berthier ne va pas tarder à partir. Il est encore à Rome, il est vrai, bien que le Directoire l'ait rappelé, sur ses instances, et lui ait substitué Massena. Toutefois, avant son depart, il recevra le titre de « Libérateur du Capitole ^t. »

Ni Berthier ni Masséna ne pouvaient contenir les rebelles, c'est-à-dire ceux qui essayaient de secouer le joug de fer qu'on essayait vainement de leur imposer.

A chaque instant, nous trouvons des jugements et des pernes portés contre les citoyens qui arrachent les arbres de la Liberté, brûlent ou déchirent les drapeaux français et



¹ Archiv di Stato I undi 26 février, « Le president du Directoire exécutif donne à Berthier le titre de Liberateur du Capitole S gué Merlin president lu Directoire exécutif. Secret general Lagarde L'adjudant genéral chef de l'Etat major Gilly jeune.

excilent le peuple à la révolte par la presse, dans la rue et particulièrement au théâtre .

Et les actes d'hostilité contre le gouvernement français éclatent périodiquement, non seulement à Rome, mais dans tout le pays soumis à l'occupation. Ainsi à Milan, le général Brune prohibe les poignards, sous peine de mort, parce qu'une agression à cu lieu contre les soldats français à leur sortie de la citadelle.

A Rome, la sécurité est bientôt menacee, à tel point que le chef de brigat e Marchand ordonne « à quicon que a trois fenetres de front à une façade au premier étage, de suspendre une lanterne avec assez d'huile pour eclairer toute la nuit. Les propriétaires en répartiront les frais sur les locataires : » Il reitère le defense de loger des étrangers sans la permission du commandant

Enfin, il édicte un décret en date du 13 mai (1798) supprimant toutes les permissions de chasse et defendant à ceux qui ne sont ni militaires ni gardes-nationaux de sortir armés d'un fusile. Hâtons nous d'ajouter que ces multiples décrets sont impuissants à maintenir l'ordre. La démoralisation à Rome s'étend de proche en proche; elle achève de deconsidérer un gouvernement qui manque absolument de prestige. Pour mettre un peu d'or dans les caisses publiques toujours vides, on décrète la suppression des bénéfices ecclésiastiques autres que les évéchés et les paroisses. Ces bénéfices seront confisqués au fur et à mesure de la mort on de l'expulsion de

⁴ Arch di Stato, ⁴² mars 1798

[«] Liberté, Egalité [R. F.] Le généra, de brigade Vial commandant de la Place de Home au quartier genéral de Rome le 22 ventôse, an VI de la R. F.

[»] Instruit que plusicars adividus et la camment quelques prêtres cherchent à rallumér le feu de la discorde et à détourner l'esprit public de la voic naturelle vers laquelle il se dirige, previent qu'il sera donné les ordres les plus severes pour connaître et faire arrêter ceux qui se conduisent aussi et qu'ils seront sur le champ livres a un conseil de guerre pour etre juges selon toute la rigueur de la loi

F VIAL, F

¹ Ibid., 13 mars.

Archiv. di Stato, 7 avri 1798.

^{*} IInd , 11 mai 1798.

Vid. pieces justif D.

leurs titulaires, et leurs revenus « unis à la masse des biens nationaux. » !

Le prefet Corona supprime des monastères et procède à la vente de leurs biens. C'est d'abord Saint-Grégoire au mont Cœlius, puis les hospices de Saint-Romuald, de Sainte-Croix de Jérusalem et des Saints Vincent et Anastase, à Saint-Paul-Trois Fontaines. Les religieux seront transferes dans d'autres couvents de leur ordre et une indemnité leur sera accordee ?.

Des suppressions analogues eurent lieu dans l'arrond.ssement de Rome pour quarante-deux confreries, corporations et congrégations. Elles furent dissoutes et leurs biens vendus à l'encan ³

Les biens religieux qui n'ont pas été vendus sont séquestrés, or, le revenu de ces biens est vole par les gardiens du sequestre et il faut, pour découvrir les voleurs et les receleurs, promettre une récompense a ceux qui les denonceront 4.

De jour en jour la dépravation morale sait à Rome des progrès, elle en arrive bientôt au point que le public s'émeut. On se plaint au citoyen Humbert « de festins et bals licencieux qui ont eu lieu » avec sa permission. Mais Humbert proteste que sa « bonne soi a eté surprise. Il ne donnera plus « pareilles permissions à l'avenir » et il déclare « de toute nullité » celles qu'il a accordées... . 5.

Pour empêcher la République romaine de crouler sous le mepris public, il n'élait que temps de réprimer les excès les

Giorgi Felice, président. Rosati Antonio, pro secrétaire. »



³ Arch. di Stato. 14 mai 1798. « Rome, le 25 floréal an VI de l'ere répablicaine Gouvion Saint-Cyr » On supprima egalement les ecoles des Ignorantins et les rel gieux français de la Trinite des Monts.

² Cette indemnite fut fixee par les lois du 2 floréal, du 27 prairiel et du 21 massidor (Arch. di Stato, 11 jany, 1798, et Billiot, Yat f. lat. Ms. 9718, 21 juin 1798.

a Arch. di Stato

[«] Avis — 17 octobre 1.98 — La municipalité devant effectuer la vente du mobilier, des ornements sacrés et de tout ce qui appartena t aux Confréries supprimées de notre arrondissement on fait savoir que la i te vente s'uy, ira dans le locat de la Confrérie supprimée de 5a atc-Catherine de Sienne, Strada Gutha. El c commencera le 15 brumaire, le matin, depuis 8 heures de France jusqu'à midl, et se continuera les jours suivants jusqu'à la fin de la vente.

Arch. di Stato. 11 mars 1798. Avis signé, Joseph Toriglioni.

Arch di Stato, 40 septembre 1798.

plus criants, multipliés à la faveur de l'incurre ou de la corruption des gouvernants.

La lineité de la presse particulièrement a si vite dégénéré en licence qu'il faut déja songer a la refrener. Dans ce but, le 27 fructidor — 13 septembre — un supprime le n' 60 du Moniteur de Rome, et un annonce qu'il sera fait incessamment une loi contre les abus de la presse. » 1

Au milieu du concert de reproches et de maledictions qui s'élève contre la Republique romaine, une scule voix detonne, celle du curé de Sainte-Marie-du-Peuple. Aussi Florent et Faipoult déclarent-ils que les sentiments qu'il a exprimés dans son discours « sont dignes d'un vrai republicain. » Ils ordonnent en conséquence que son discours soit imprimé ².

Pour se rendre comple de l'inconsistance du nouveau gouvernement, i. suffit de requeillir les aveux des commissaires exécutifs, aveux qui sont traduits clairement dans une proclamation adressée le 22 fructidor — 8 septembre 1798 — « a tous les administrateurs, prefets consulaires et autres fonctionnaires de la Republique romaine, »

n La majeure partie des départements de la République romaine a lisons-nous dans cette proclamation, sont en état d'anarchie. Le consulat n'est plus obéi Les administrations départementales, cantonales ou municipales s'arrogent la souverainete dans l'étendue du territoire confié à leurs soins. Les contribut ons publiques, au lieu d'être versées à la grande questure, sont interceptées. On arrête la circulation des den rées, on contrarie les opérations necessaires à l'entretien des armées françaises, on s'oppose aux suppressions ecclesiastiques décrètees et on met obstacle à la vente des mens nationaux.

« La source de tant de désordres vient de l'incurie, des passions viies et basses, de l'insubordination, de la malveillance et de l'esprit antipatriotique de beaucoup de membres de l'administration et de beaucoup de préfets consulaires. »

Pour remédier à cet état de choses la commission du Directoire exécutif de la République française déclare qu'elle punira tous les fonctionnaires publics qui s'opposeront aux

Vid. pieces justif. E.

² Arch di Stato 5 prairial 12 juin 1798. Vid pieces justif F.

ordres des autorités constituées. Elle poursuivra ceux qui empecheront le versement des contributions ou en soustrairont l'effectif, ceux qui s'opposeront à la vente des biens nationaux, intercepteront la vente des denrees, enfin ceux qui laisseront sortir les produits dont l'exportation est prohibée!

L'Italie tout entière ne pouvait plus supporter l'occupation française et se prétait mal aux tentatives pour la républicaniser Chaque nouvelle d'un insucces militaire de la France lui rendait l'espoir de la délivrance et reveillait son Jésir de secouer le joug etranger.

Au mois d'août le pruit se répand que la dotte de Bonaparte a été détruite sous les murs d'Alexandrie; aussitôt naît une vive agliation que les commissaires du Directoire exécutif réprimeront a grand'peine avec le concours des consuls 3

Ces consuls n'ont pas passé six mois aux affaires que déjà on n'en veut plus. On tes accuse de vols et de ditapidations, et le Moniteur, dans un numéro du 12 septembre, donne à ces accusations la plus grande publicite. Visconti vole les médailles du Musée Bracciano, Angelucci achète des biens immenses, lui qui precédemment ne possédait rien, Matteis spécule sur la baisse des cédules, Reppi augmente son capital et paie ses dettes sans qu'on sache par quels moyens, enfin Panazzi étale publiquement les précieux joyaux du San Bambino qu'il a derobés à l'Ara Cœli.

Ces faits honteux soulevent l'indignation universelle. Angelucci. Matteis et Reppi remettent leur demission entre les mains de Mac lonaid, quant à Panazzi et Visconti, on les casse et les garde à vue en leur défendant de sortir de Rome 3.

Lorsque les commissaires du Directoire à Rome détruisirent le pap er-monnaie ils le remp acereut par les assignats. Ce changement dans la désignation d'une valeur fiduciaire fut impuissant a ranimer la confiance les assignats seront refusés de toute part et 1 fai dra ed eter les lo s les plus séveres pour en établir le cours. Chaque particulier a qui

l

Arch, di Stato piazza Firenze

^{§ 8} fructidor an VI — 25 août 1798. — Vi I pieces justif G.

² Vid pièces mat / H

on refusera les assignats en paiement est invité à porter plainte au préteur de la section ou il habite.

Celui-ci devra faire une enquête et frapper le délinquant d'une amende représentant cent fois le prix de l'objet acheté. Le dénonciateur partagera l'amende avec le gouvernement.

Cette mesure, toute sévère quelle soit, n'obtiendra pas son effet. Les assignats seront d'avance demonétises au point qu'on n'hésitera pas plus fard à menacer de peine de mort qui-conque ne voudra pas les accepter!.

Et comme les assignats ne suffisent pas a créer les moyens de faire face à des dépenses exagérées, on édicte le 29 juillet, sous la signature du general de division Macdonald, une loi draconienne frappant le revenu d'un « emprunt forcé ».

Les républicains ont si grande horreur ou si grande peur de la papaulé que, le 29 juin, ils défendent qu'on impose une tiare, selon l'usage, sur le chef de la statue de saint Pierre On la conférn d'une simple mitre?.

A Rome les vols continuent à s'étaler, au grand jour 4, malgré que pour les punit de nombreuses arrestations sont operées et cela sans distinction de nationalité. On fusille même sur la place Saint-Pierre deux soldats français sous l'inculpation de vols, mais les pillards s'en émeuvent à peine et les rapines continuent, particulièrement dans les églises secondaires où la surveillance est moins active.

La révolution bat son plein. On supprime les monastères encore existants , on veut instituer, à l'instar de ce qui se fail en France, le « mar age démocratique » on frappe les suspects de la peine de la déportation et un confisque leurs biens , on bouleverse tout, on réforme tout, jusqu'aux hurloges dont la sonnerie et les cadrans sont modifiés sur le

B.bhot, Vat. f lat. Ms. 9718, 1 " juin 1798.

Le 11 juillet ,1798), par ordre du general Saint Cyr, oa brûla aur la place Colonna tout ce qui servalt a la fabrication des assignats

³ Ibid 29 ju. Het 1798.

³ Bibliot, Vat 9718.

⁴ lbid. On vole au bel ostensoir à Saint-Agués de la place Navone, et la statue d'argent de saint Ignace

^{5 48} guillet.

л эб juin.

⁵ B.bliot. Vat. Ma. 9718. — 6 et 9 octobre 1798.

modèle de ceux de France '. La demeure meme des papes est profanée et le palais *Papa Giulia* est converti en mauvais lieux ².

Entre temps nous voyons des fêtes républicaines qui prouvent jusqu'a l'évidence que l'anarchie a atteint son apogée, par exemple cette fête qui se célebrera le 17 juillet sur la place d'Espagne.

On a dresse un vaste amphithéatre avec des inscriptions significatives. D'un côté on lit : « La raison triomphe de l'orgueil » ; de l'autre, « l'Humanité triomphe de la lyrannie », et encore : « La verite surgit des cendres de la superstition »

Sur l'amphithéâtre, en présence des consuls, sénateurs, préteurs, en un mot de tous les fonctionnaires republicains, l'aîné des princes Borghese et le prince Santa Croce brûlent le livre d'or de la noblesse et la bulle de saint Pie V créant le tribunal de l'Inquisition.

L'architecte Barberi se fait remarquer par des actes d'un éclatant civisme. Il jette dans le brasier trois barrettes cardinalices, fait apporter un bassin d'eau où il se lave la tete pour effocer, dit-il, le caractère de son baptème; et tépu diant le nom du saint qu'il porte, il prend celui de *Tessifonte* 3. Toutes ces manifestations ne font qu'augmenter la réprobation contre la république, et les révoltes éclatent partout de plus belle, au point que Macdonald sera impuissant aussi bien à les prévenir qu'a les reprimer. Tivoli 4, Anagni, Frosinone et Alatri se soulèvent contre la république.

Certaines localités excercent des représailles effroyables contre les ministres républicains. A Veroli, le syndic Jean Franchi et son fils sont jetés dans un puils, on remplit ce puits de paule et on y met le feu. A Alatri, sept freres nommés Vinciguerra sont tués ainsi que leurs enfants, et les cadavres coupes par morceaux. A Frosinone le fils du consul Maltei et les quatre membres du municipe sont fusillés par des paysans 5.

¹ Ibid. 18 julliei. On commença par celle de Monte-Citorio.

^{*} Ibid. 4 octobre 1738 Le palais Papagoulia fut converti pendant un mois en mauvais lieu.

Bibliot, Vat. F. lat. Ms. 9718

³ Ibid. 23 juillet 1798 Ibid. 25 jul let 1798

A Norcia i on massacre les França, s qu'on rencontre et à l'erracme i, le commandant ayant voulu, de concert avec les municipaux, empêcher la célébration d'une fête annuelle, tous sont saisis par la foule et mis à mort. Partout à la fois il faudrait envoyer de la troupe et des canons afin d'arrêter les désordres et rétablir la paix i.

Pour y aider, le consulat crée la gendarmerie nationale i, mais c'est encore une barrière insuffisante. Comment contenir un peuple las de subir un joug intolérable et privé du frein religieux qui, mieux que tout autre pouvait l'arrêter sur la pente de l'insurrection." Tel est, en resumé, le tableau attristant de la République romaine, trop fidèle imitatrice de la République française et heritière de ses honteuses turpitudes.

II. — Depuis neuf mois à peine la République est implantée à Rome et déjà l'excès des maux qu'elle cause arme partout les bras pour la révolte ».

On appelle surtout à grands cris les armées napolitaines, espérant qu'elles apporteront la délivrance.

Le 28 octobre (1798) le roi des Deux-Siciles, Ferdinand IV, cédant à de pressantes instances, dépêche à Rome un courrier extraordinaire, il intime l'ordre aux Français d'évacuer le territoire pontifical.

Déjà son état-major est arrivé à Terracine 6

Lui est à San Germano ou il a établi son quartier général. C'est de là qu'il envoie un manifeste, à la date du 14 novembre (1798).

Au début des révolutions politiques qui ont si profondément troublé la paix du monde, il a tout mis en œuvre pour fermer l'entree de ses États aux pernicieuses maximes et aux séducteurs, pour reconstituer son armée et en accroître les forces, pour resserrer les hens de ses alhances avec les Puis-

B.b3tot Vat f lat 9718 — 24 septembre 1798.

^{2 7}fr / 1st aout 1798

³ Hud. 30 juillet et 6 septembre 1798

⁴ Hul. 3 novembre 1798

Pour reprimer la tevolte, Macdonald réédite la loi du la floréal condamuent les fauteurs de troubles à être fusi lés. Les lois repriment la revolte portent a du c des 30 juillet, 6 août, 17 août et 6 septembre 1798.

⁵ Arch Vat Ms 9518.

sances amies, pour faire enfin un traité de paix avec la République française

Toutefois le repos de son royaume a été compromis par le changement de gouvernement à Rome, le bouleversement de toutes les saines institutions, la ruine de la religion catholique, les discordes civiles, les deprédations et les massacres. Tous ces évenements joints encore à l'occupation, a l'improviste, de l'île de Malte, qui dépend de ses domaines, aux armements continuels dans la péninsule et sur les frontières napolitaines, l'obligent à prendre des mesures pour sa propre sécurite.

C'est pourquoi il a résolu de faire entrer ses troupes dans les Etats pontificaux jusqu'où besoin sera, pour y raviver la religion catholique, y faire cesser l'anarchie, les meurtres et le pillage, y ramener la paix et restaurer le gouvernement du souverain légitime.

It declare à ses sujets, au peuple romain, à toute l'Italie qu'it ta'a pas l'intention de guerroyer contre qui que ce soit, qu'il veut seulement pourvoir à la sûreté commune et remettre en honneur la religion, avec l'aide de Dieu et e concours de ses alliés. Il partira lui-même à la tête de sa vaillante armée En conséquence, il invite tous les habitants des États romains à unit leurs atmes aux siennes et à lui venir en aide pour l'exécution de ses justes projets. Il recompensera les bons et pardonnera aux egarés d'un moment qui rentreront dans les droits sentiers. Qu'on éloigne toute idée de vengeance et qu'on s'abstienne de toute represaille, sous peine de sa royale indignation.

Il exhorte les generaux et commandants des armées etrangères à évacuer le territoire romain ; en sa qualité de voisin, il pourvoira à la securité de ce territoire.

Enfin du jour où son armée aura mis le pied sur les États pontificaux il y aura libre communication entre ces États et les siens. Il y fera transporter les vivres necessaires aux habitants et à ses troupes 4.

A peine cette proclamation est-el e connue à Rome, que les Français arrêtent à titre d'otages les princes Barberini,

Arch. di Stato, piazza Firenze, 44 novembre 1798. Signé, Ferd Land, contresigné, Jean Acton.

Piombino, Chigi et tous les feudataires du royaume de Naples sous prétexte qu'ils ont des intelligences secretes avec Ferdinand IV.

La menace d'invas.on alarme le parti républicain résidant à Rome. On mure sur le champ toutes les portes de la ville, excepté la porte du Peuple et celle de Saint-Jean de Latran de On bat la generale et un défend de sortir. Néanmoins, sans prendre garde au pernicieux exemple de poltronnerie qu'ils vont donner, les consuls et les autres membres du gouvernement droient prudent de se relirer, au moins momentanément, soit à Orvieto, soit à Perouse. Après délibération its optent pour Pérouse. Dans cette ville auront l'eu desormais les séances du consulat?

Cependant Championnet ne repond pas à la proclamation de Ferdinand IV et continue d'occuper Rome. Alors le capitaine general Mack, commandant des troupes napolitaines, ouvre les hostilités ².

Championnet en informe le général en chef de l'armee d'Italie, et prie ce dernier de dépêcher un courrier pour prévenir le Directoire de ce qui se passe.

Presque aussitôt i il écrit au général Mack : Il a appris par les commandants des corps avancés de l'armée française que lui, Mack, les a sommes d'évacuer leurs postes, sous peine de faire marcher contre eux son armée. Il lui demande à ce sujet des explications. La paix existe entre la République et Nap.es. Un traité récent a été conclu entre ces deux pays. Or, une telle sommation est la violation de ce traité, c'est aussi violer le droit des gens que d'agir ainsi sans téclaration de guerre préalable.

Le général Mack ne fit pas attendre sa réponse à Championnet Le toi de Naples, dit-il, est entré dans l'Etat romain parce que cet Etat est en complete revolution depuis le traite de Campo-Formio, et qu'il a été usurpé au mépris de ce traité Que les troupes françaises se retirent dans la République cisaipine et Naples s'abstiendra de toute hostilité. Le roi des Deux-

[!] Bibliot. Vallicell. 24 novembre 1798.

² Arch. di Stato, 23 decembre 1798, et Bioliot Vat f. lat ma 9718 Les consuls rentrerent à Rome le 24 décembre

Le 3 frimaire an VII - 23 novembre 1788

¹ Le 5 felmaire. — 25 novembre 1798.

Siciles regardera encore comme une provocation toute occupation du territoire du Grand-Duc de Toscane.

- « J'attends, continue Mack, votre réponse sans le moindre retard et vous prie d'expedier le major Reischach, que je vous envoie, quatre heures au plus après la réception de ma lettre
- » Cette réponse doit être positive et catégorique, et à la demande de l'évacuation de l'Etat romain et à celle de ne jamais mettre le pied dans celui de Toscane.
- » Une réponse pegative sera regardée comme declaration de guerre. S. M. Sicilienne saura faire valoir par la force ses justes demandes, que je vous adresse en son nom. »

A Rome, l'ellervescence croît de moment en moment; les murs se couvrent de proclamations de toutes sortes '. Un noble napo itain, Janvier Valentini?, se tient caché dans la ville depuis quelque temps. Il est l'agent secret de Ferdinand avec lequel il entretient des relations clandestines. Le 26, il provoque un soulevement. Pour la circonstance, il a revêtu son uniforme de genéral. Monté à cheval et entoure d'officiers, il parcourt les rues en criant : « vive le roi de Naples, vive le pape, vive la rengion. » On s'attroupe autour de lui, on agite des mouchoirs blancs et on sonne les cloches. Pendant ce temps, les uns courent arracher l'aibre de la Liberté, les autres vont aux eglises et decouvrent les Madones qu'un ordre impie a obligé de voiler.

Mais les Jacobins s'arment et reprennent l'offensive. Une echauffourée se produit et, pour échapper au danger, Valentini se travestit et regagne précipitamment sa retraile.

A ce moment les troupes françaises n'etaient pas en force à Rome. Championnet ne voulait pas avoir à lutter à la fois contre une insurrection interieure et contre l'armée napolitaine. Il laisse 2.000 hommes au chateau Saint-Ange, sous les ordres du commandant Vial et du chef de bataillon Valterre, et leur ordonne d'y tenir jusqu'à la mort. Avec le reste de ses troupes, il évacue le soir même la ville et se replie sur Cività Casteilana. Il pretend que le chateau Saint-Ange est en dehors

¹ Voir pièces justif. 4 frimaire an VII. — 24 novembre 1798

³ On Lappelle ai Jeurs Valentino prince de la Spinosa il etalicache an palais Gabrielli. On le fus l'a sur la place Montecitorio le 30 decembre 17/8 (llibliot. Vat. Ms. 9718).

de la ville et qu'il donne ainsi satisfaction au roi de Naples

Bientôt Mack mit le commandant du château Saint-Ange en demeure de lui livrer cette citadelle. Pour toute réponse, le commandant français tira sur les troupes napolitaines ¹.

Dans cette occurrence, le maréchal napolitain Burkard déclare que les français mandes dans les hôpitaux de Rome, ainsi que les gardes, sont considérés comme otages et que chaque coup porte contre les soldats de Sa Majeste Sicinenne sera la sentence de mort d'un Français

A cette declaration, le général Macdonald, s'inspirant de la pensée du général en chef et escomptant d'avaice son approbation, ecrit au marechal Burkard Championnet, lui dit-il, n'a pas repondu à Mack parce qu'on ne répond « aux insolentes menaces que par le silence du mépris »

Il lui reproche d'envahir sans provocation préalable et sans declaration de guerre le territoire d'une Republique alliée à la France, de poursuivre à coups de canon des parlementaires qui allaient à Tivolt et à Vicovaro, de faire prisonnière de guerre la garnison de Ricti, et d'attaquer les troupes françaises sur les hauteurs de Terni. La force a contraint Macdonald d'évacuer Rome mais c les vainqueurs de l'Europe sauront venger ces injurieux attentats. » Il met les malades, le commissaire Walville et tous les français sous la garde des napolitains; malheur à ceux-ci s'il tombe un cheveu de la tête de ceux-là. Le géneral, les officiers et les soldats napolitains taits priso miers à Terni repondront sur leur vie de la sécurité des Français.

L'insinuation faite au commandant d'évacuet le château Saint-Ange est si excessive, qu'il l'a dénoncée dans un ordre du jour connu de toute l'armee. Il accroîtra ainsi de plus en

¹ Bill of Vallicell, Monata, Stor. 2

Conq cents fisuçais se redirerent au château Saint-Ange avec des vivres pour trois mois ils arberèrent le drapeau tricolore et levèrent les ponts. Au moment ou l'ou croyait que les Napolicains entraient à Rome, un coup de camon chargé à mitraille fut tire du château Saint-Ange et tua le baron d'Aste à la fenêtre de la maison Pasqualout.

Pendant la mat, le canon se fit entendre de nouveau pendant l'h. 1/2 et lua deux napoli ains dans la drection des *Prati*. Le feu cessa vers la neuveme heure de nuit

plus l'indignation et l'horreur qu'ont inspirées des menaces qu'il méprise autant qu'il les craint peu 1.

Pendant qu'il écrivait au général Mack cette violente lettre, Macdona d'faisait afficher une proclamation non moins violente :

- « Soldats, encore un roi parjure à détrôner.
- Le perfide gouvernement napolitain vient, par la plus lâche et la plus horrible trahison, de violer le territoire d'une République fidèle et alliée qui ne l'avait point offensé. Cel attentat, inconnu dans les fastes de l'histoire, rejaillit sur la Grande Nation habituée à frapper des monarques orgueilleux et insolents. Le roi de Naples a l'il eru qu'un outrage aussi sanglant resterait impuni? Non, sa dernière heure vient de sonner; courez aux armes, frappez, exterminez les satellites de ce despote violateur du plus saint des traités...
- » Soldats, fremissez d'horreur et d'ind gnation a la lecture de la lettre du général Mack commandant l'armée napolitaine. Il mennec de massacrer vos freres restes matades à Rome, si le fort Saint-Ange tire un seul coup de canon. Le citoyen Valterre, notre commandant, n'en a pas été intimidé, et se défend courageusement, vous allez bientôt le secourir. Lisez ma réponse au général, elle est digne de vous 4. »

Dans une autre proclamation à ses troupes.

- r Le penple de Rome, disait Macdonal, s'est porté à des excès criminels. Des assassmats ont ete commis, le sang des patriotes a coulé. Matheur a ceux qui sont conpables de ces attentats !
- l'Arch de Stato Lettre du général Mack au général Champtonnet, 28 novembre 1.48. Declaration faste au commandant du chateau Saint-Ange, 28 novembre 1798 Reponse du general Macdona de commandant la division d'avant garde de l'armée de Rome au capitaine general Mack, commandant l'armée napolitaine au quartier géneral de Monterosi, le 9 frimaire au VII de la R. F. 21 novembre 1798 .

Bibliot, Vat. f. lat. ms. 9716. Toutes les pieces mentionnées et-dessus avec l'indication. Déclaration fa te par le maréchal Burcard au commandant du coûtean Saint-Ange.

Arch. di Stato. Liberté, Egalite R. F. Armée le Rome. Au quat ier genéral à Monterosi, le 9 frimaire au VII de la R. F. Proclamation du general divisa nuaire Macdonald, commandant l'avant garde de l'armée de Rome aux troupes qui la composent 29 novembre 1798.



- Pour en prévenir de pareils :
- » 1º Il est défendu aux habitants de Rome de former aucune espèce de rassemblement;
- » 2º Ceux qui seront réunis au nombre de quatre seront répulés fauteurs de rassemblements et seront sur le champ fusillés;
- 3º Toute maison de laquelle il sera tiré un coup de seu quelconque sera immédiatement incendice ;
- » 4º Les gardes nationaux mettront has les armes sous peine d'être fusillés, excepté ceux qui seront conservés par les grands Eddes, mais ils ne quitteront point lenceme de la maison municipale.
- ▶ 5º Les plus notables de la ville seront détenus au château Saint-Ange pour répondre de la sûreté des Français et particulierement des malades aux hôpitaux.... ! ».

Ferdinand n'attendait que la retraite de Championnet pour faire son entrée dans Rome. Le chevalier Valentini alla au devant du roi jusqu'à Frascati. Il le ramena aux portes de la ville — 29 novembre —.

Auss tôt Rome lui ouvre ses portes et lui sait un accueil enther siaste. Le monarque descend au palais Farnèse. Son premier acte est de creer Valentini commandant genéral de la troupe urbaine et de lui confier le soin de la sûreté intérieure 2. Puis il choisit quatre deputes pour soimer le gouvernement provisoire. Ces députés étaient . Jean-Baptiste Borghèse, prince Aldobrandini, le prince Gabrielli, Camille Mass mo et Jean Ricci. Un édit du 1^{er} decembre (1798) les charge du soin de pourvoir à la tranquillité et à Lapprovisionnement de la ville 3 et un autre édit du 3 décembre invite les habitants à avoir pleine confiance dans 50 Majesté Sicilienne 4 Une ère de paix semblait devoir régner sur la ville , aussi le Gerant du Vicariat général, archevêque de Larisse, prescrit-il un triduum d'actions de grâces. A chaque exercice

¹ Arch di Stato

² Arch di Stato, 28 novembre 1798, 14 décembre, 24 glacial (sic) au VII de la R. F. Les citovens romains n'ont pas voulu reconnaître pour chef de la garde civique le general Janvier Vol. a.im., les grands Eddes retablissent dans son premier emploi le citoyen Nicolas Lassagne.

³ Archiv. di Stato piaz. Firenze.

^{*} Ibid

spirituel on récitera l'oraison pour le pape et celle pour le roi Ferdinand IV qu'il décore du titre de *Tres Religieux*.

« Voici, dit le prélat, que les temples augustes du Dieu des armées sont rouverts, que les manistres du sanctuaire vont pouvoir remplir de nouveau leurs fonctions sacrées, que les peuples viendront en foule à la prière publique et se donneront ainsi de mutuels exemples d'édification....., » !

Lorsqu'il apprend les événements de Rome et l'occupation napolitaine, le pape est anxieux. Il craint que le Directoire n'en prenne pretexte pour édicter contre lui de nouvelles mesures plus sevères encore. Afin de conjurer, s'il est possible, ce péril, il se recommande à Manfredini dont il connaît la vig.lance ².

On écrira également au roi Ferdinand et on réclamera sa protection en faveur du Saint-Père. C'est M^{er} de Gregorio qui portera les lettres à l'adresse du monarque ³.

Bien que le roi des Deux-Siciles fût entré dans Rome, il n'y etait pas absolument maître tant que Vial tiendrait au château Sa'nt-Ange avec ses deux mille hommes. Les troupes napolitaines lui ont donné l'assaut sans succès — 30 novembre — et elles se préparent à le hombarder — 5 décembre. — Tous les habitants qui entourent la forteresse ont quitté leurs demeures pour ne pas être enseyells sous les ruines ou périr dans l'incendre 4. La ville est en rumeur et 1 on dit que les Français arrivent à marches forcées, au secours de leurs troupes renfermées au château Saint Ange 5. Ils ont battu 6 les Napolitains sous les murs de Civita Castellana et leur ont pris vingt canons. On affirme toutefois que le général Mack, revenant à la charge avec ses colonnes, a repris non seulement ses vingt canons mais en plus dix-huit autres pièces d'actillerie et que les Français vaincus se sont réfugiés dans un bois 7.

Le Directoire de Paris est minuticusement informé des



Ibid. 5 decembre 1798 François Xavier, archeveque de Larisse (Invito-Sagro)

Bibliot, Va fleeli fol 159-161, 2 novembre 1798
 Ibid fol 168 Spina 5 Autouelli, 7 decembre 1797

Bibliot, Vat. f. lat. Ms. 9718, 5 décembre 1798.
 Bibliot, Vat. f. lat. Ms. 9718, 2 décembre 1798.

⁶ Les Français avaient 16:000 hommes.

² Ibid. 7 décembre 1798.

evénements qui se passent a Rome. Le 16 frimaire — 7 décembre 1798 — il envoie au Conseil des Cinq-Cents un message qui est une déclaration de guerre aux rois des Deux-Sieiles et de Sard: igne 1. Ce message est accompagne d'une proclamation, véritable monument de puffisme :

- · Citoyens soldats,
- » La volonte nationale vous rappelle aux combats. La nation française avait épargné les cours de Naples et de Turin. L'insuite, la trahison, l'assassinat, tels furent les premiers effets de leur reconnaissance. Trop longtemps peut-être le Directoire exécutif sacrifia le ressentiment des injures au desir profond de la paix. Quel est le fruit de sa constante modération. Les troupes napolitaines viennent » d'attaquer les soldats de la liberte.....
- » Le moment de la vengeance est venu: le Directoire a
 » tout fait pour la paix, citoyens soldats, vous ferez tout pour
 » l'honneur et la gloire de votre patrie.. Marchez; vous trouverez chez tous les peuples des defenseurs et des amis;
 » votre cause est celle de l'humanité tout entière que des cours parjures meditent de plonger dans les tenebres de la superstition et dans les horreurs de la servitude » ².

Le 11 decembre, à l'approche des troupes françaises, Ferdinand IV quitte Rome et se rend à Frascati Le lendemain 12 décembre , le bruit court que 5.000 hommes ont envahi Rieti et qu'ils marchent sur Civita-Ducale Les Romains sont repris de peur , ils redoutent d'assister bientôt à un nouveau pillage de la capitale 3.

A peine les troupes napolitaines ont-elles évacué la ville, que l'ancienne municipalité republicaine les accuse de toute sorte de rapines. Elle se plaint que les monuments les plus preceux conservés dans la bibliothèque, les archives et le musée ont été dérobes et vendus à vil prix. Un avis est affiché demandant qu'on denonce les détenteurs des objets volés ; les délateurs recevront une récompense et les détenteurs seront

V d. pièces just f. 3.

⁹ Arch. di Stato Piaz. Firenze. Nº 2198 fer. Proclamation da Direct Execut. aux armées de la Rép Du 17 frimaire

³ B bhot, Vat. Ms. 9718.

indemnisés au cas où ils auraient été acheteurs de bonne foi i.

Le 28 frimaire an VII — 18 décembre 1798 — les commissaires du Directoire exécutif de la R. F. réitèrent ces accusations. Les Napolitains, prétendent-ils, se sont hyrés aux « déprédations les plus honteuses »; ils ont « renouvelé les exemples de barbarie qu'avaient donnes autrefois dans cette ville les Goths et les Vandales. »

Aussi décrète-t-on la recherche des individus qui ont pris part au pillage du Vatican et exige-t-on que ceux qui ont acheté des objets provenant de ce pillage les restituent, dans trois jours, à un prépose nomme par l'agent en chef des finances, et cela sous peine d'être traduits devant une commission militaire et juges avec la dernière rigueur?

A cette occasion Calisti, président du Consulat, pour conserver tous les monuments d'arts répandus à profusion dans les temples et les couvents supprimés, exige qu'on en dresse le catalogue exact qui sera remis au Consulat, et décrète que ces objets deviennent inalienables et qu'ils serviront désormais à l'instruction publique 3.

L'armée de la R. F. est donc rentrée triomphante à Rome et a delivré les Romains, disait Bassal , de la plus cruelle des oppressions. Campée sous les murs, elle attend le moment de partir pour de nouvelles victoires. Dans sa marche mémorable de douze jours elle a dissipé « comme un mage de poussière cette bande de forbans qu'un perfide etranger appelait avec orgueil une armée invincible. » Mais elle n'a pas de chaussures : l'ennemi lui ayant abandonné son butin excepté cet article. Le temps manque pour en faire fabriquer. C'est pourquoi lous ceux qui en ont devront sans retard les porter à la municipalité de leur arrondissement, afin que la marche de l'armée ne soit pas retardée ?.

Arch. di Stato. Notification du 14 décembre 1798. Cette notification est signée de Romanis. Gorirossi et Crespi.

Arch. di Stato. Signé, Bertolio, et contres gné par Duveyrier, secrétaire de la commission par intérim.

¹ Ibid (S. D.

⁴ Bassul, l'ex-cuté de Versailles, et le secretaire d'Etat des consuls

Arch. Il Stato. 65 decembre 1798 Signé, Bassal, secrétaire d'Etat du Consulat.

En même temps on réquisitionne les chevaux, et on oblige les citoyens a illuminer en signe de joie! La joie pour tant était bien relative et point universelle, et la confiance si minime qu'au retour des Français à Rome, malgré les protestations pacifiques de Champtonnet, on avait soudain ferme tous les magasins dans la crainte d'un nouveau pillage!

On pretendant, à tort ou a raison, que c étaient les ennemis de la République, les adeptes du gouvernement pontifical, qui répandaient ces bruits calomnieux, et c est pour les detruire que le général commandant de place, Maurice Mathieu³, ecrivait aux grands Ediles:

« L'on m'assure, citoyens, que des malveillants font courit le brait que la ville de Rome doit être livrée au pillage. Je vous engrée à faire proclamer sur-le-champ, dans les deux langues, que cette nouvelle, outrageante pour l'armée française, est de toute fausseté, et que les ordres les plus précis sont donnes pour que les personnes et les propriétés soient religieusement respectées. Je vous prie de faire arrêter tout individu qui propagerait de pareils bruits qui n'ont d'autre but que de troubler la tranquillité publique....»

Lorsque le chef de bataillon Vaiterre connut l'evacuation de Rome par les troupes napolitames, il envoya, de l'encetnte du château Saint-Ange ou il se tenait renferme, une proclamation aux Grands Ediles.

« Citoyens, écrivait-il, l'armée française rentre dans Rome. Fidèle à ses promesses, elle a défendu, elle a reconquis votre liberte. Recommandez au peuple la plus grande tranquillite; que les bons citoyens se prétent à y contribuer. Assurez-les que leurs personnes et leurs proprietes sont sacrees; que le meilleur ordre règnera dans l'armée; mais prévenez aussi les habitants de Rome que quiconque manifesterait des intentions hostiles, quiconque chercherait a soulever le peuple sera fusiblé sur le champ; que la maison d'où partirait un coup de fusil sera brulee et que tout homme qui serait trouvé armé sera arrêté et jugé par une commission militaire;

¹ Ribliot, Vat. 9718.

² Arch. di Stato

¹ Arca, di Stato, 2º frimaire an VII, 17 décembre 1798, Signe, Maurice Mathieu.

La garde civique seule commandee par le citoyen Lassagni sera armée; la tranquil ité de la ville lui est confiee, il sera appuyé par les troupes françaises et des pièces de cauon. Toutes les lois, proclamations et ordres du général français Macdonald, des autres généraux, ainsi que des ministres de la République sont remis en vigueur et seront executes selon leur forme et teneur. Les citoyèns arrêtés par l'armée napolitaine pour opinions politiques seront sur le champ mis en liberté et employes dans la garde civique. Je compte, citoyens Edites, sur votre zèle et votre amour du bien public pour ne rien négliger des mesures à prendre pour atteindre le but que je me suis proposé: la paix, l'ordre et la tranquillité. Salut et Fraternité

De son côté Championnet, arrivé devant Rome le 24 glacial (sic) 15 décembre, expédiait de son quartier général une autre procamation au Directoire romain :

- « L'armée de Rome, citoyens, disait il, a maintena ses promesses. Elle a battu sur tous les points l'armée napolitaine qui voulait vous enlever votre liberté...
- Nous lui avons pris deux généraux, le maréchal Mack et le brigadier Carello, vingt coloneis ou lieutenants-colonels ou majors, deux cents officiers. Dix mille soldats sont prisonniers, trois cents chevaux, quatre cents mules, tous les équipages, dix-huit drapeaux, trois caisses militaires quatre-vingt-quatre pièces de canons?
- L'armée occupe une partie du territoire de notre ennemi commun; la forteresse le la citadelle de Trente, munie d'une nombreuse artillerse est encore en notre pouvoir Nous sommes aux portes de la ville d'Aquila.
- Je vous annonce avec plaisir que vos freres qui ont suivi l'armée française ont combattu valeureusement dans nos rangs et je suis très content de leur conduite. Les citoyens

¹ Bibliot, Val. 9718 et Arch, di Stato

² La campagne de Championnet avait duré douze jours, avec 13 ou li 1.000 hommes, il avait que ou blesse 12.000 ennemis, enleve 4 000 ekevaux ou mulets, 101 pièces de canons de hauitle, la presque total de ces parcs et bagages et 21 drapeaux. Il avait frappé de terreur tout ce qui lui avait échappé (Cf. Mémoires du général Bra Thiebault, 11, 1795-1799).

Borghese et Santa-Croce ont donne les signes d'un grand courage. » 1

Non content de cette proclamation. Championnet en fait afficher une autre où it harangue le peuple:

Il a vaincu l'armée « prétendue invincible » et mis en fuite son « roi parjure » qui retourne vers sa capitale « avec la honte de sa défaite et le remords de ses cruautes. »

Ce roi a inhumainement fusillé les Français désarmés et blessés; il a saccagé les maisons et maltraité les femmes et les enfants. « Les chefs-d'œuvre de l'art ont été dévastés au Vatican, les Loges de Rophaël abandonnées aux excès d'une soldatesque ignorante et brutale. »

En fuyant, les Napolitains ont abandonné des magasins immenses de provisions, que Championnet se propose de partager entre ses soldats et les Romains?. Il promet une part de récompenses aux bons citoyens et le pardon à ceux qui auront été « trompés par les ennemis de la liberté 3. »

Cependant les anciens administrateurs de Rome se tiennent toujours prudemment renfermés à Pérouse. En attendant leur retour, de nouveaux administrateurs provisoires sont nommés et on pourvoit « à la reorganisation des autorités constituées 4. »

Au moment ou avait en Leu Linvasion napolitaine, le Directoire venait de nommer Bertolio ambassadeur plénipotentiaire près la République romaine avec 6.000 francs

¹ Bibliot, Vat. Ms. 9718. Champtonnet, général en chef.

² Ce cui n'empêche que le 19 décembre 1/98 les Crands Ediles levent une contribution de cent mille écus sur les lieux ples les maisons rel gieuses et autres établissements ecclés ast ques, particulierement ceux qui sont riches et se sont montres enuemis de la République (Arch. di Stato)

³ Cependant, des le 1º janvier 1799, on mit en vente les biens du marquis Camille Massim, coupable d'avoir quitte Rome lors du retour des Français. B bl of Vat. f. lat. Ms. 9718.

⁴ Championnet nommatt, le 17 decembre 1798, administrateurs provisoures du departement du Tibro. J. R. Spada medecin; François Cleter, agriculteur, et Angelo Qua easi. Leci, préteur de Subiaco, desait exercer les fonctions de préfet consulaire. Morelli firistimi et failoin étaient charges de l'administration de la police (Arch. di Stato).

Le 29 frimaire an VII — 19 decembre — Championnet nommait : Francesel i, Greco et Ciccognant membres du com té militaire avec teutes les attributions du ministère de la guerre jusqu'u la reorganisation de ce m pistère (Arch. di Stato).

d'appointement Le citoyen Florent l'avait suivi en qualité de secrétaire de légation !.

En lisant les proclamations dont l'autorité militaire couvrait les murs de Rome, Bertol.o ne pouvait rester muet, dans un temps surtout où la trédeur était tenue pour suspecte Aussi le 18 décembre s'adresse-t-il aux Romains, au nom du gouvernement qu'il représente.

- « Romains, vous étes dans la plus belle époque de votre revolution. Cessez d'ecouter les clameurs des traitres vendus aux gouvernements étrangers qui voulaient vous remettre sous le joug du despotisme; surtout ne croyez plus aux insinuations perfides de vos prétres. Ouvrez enfin les yeux. Voyez avec horreur le sang qu'ils out fait couler. Songez à celui qu'une juste vengeance aurait pu repandre, si les conquérants de votre liberté n'étaient pas des Français. » 3

Et cette violente attaque contre le clergé romain trouve un écho dans la bouche du citoyen Luciani Luciani avait ete envoyé le 18 décembre (1798), au nom du consulat féliciter Championnet «d'avoir lavé Rome de l'insulte commise par le plus vil des rois », s'adressant au general Macdonald, il oppose la « loyauté républicaine » a la « double aristocratie féodale et sacerdotale » qui, pretend il, « avait séduit les Romains ».

Il est viai que Macdonald avait fait afficher sur les murs une proclamation où il disait entre autres choses

x Le peuple romain fanatise par ses pretres s'était livré te 6 de ce mois (decembre) aux plus horribles excès contre

¹ Arch nationales de Paris AF III, 5.9 D 3641, 8 fr maire an VII 28 nov. 1798.

^{*} To is les cité yens ne meritaient pas cet cloge, car Championnet, generat en chef, écrivait de son quartier genéral à Frascati :

[«] Considerant qu'un grant nombre de fonctionnaires publics unt abandouné leur poste dans le moment des dangers de la patrie, que plusieurs n'ont pas montré un caractère correspondant à la gravite des circonstances et au courage qui convient à des republica ns... »

Comme consequence, le Consulat destituant les autorités constituers (Arch. di Stato, 2) décembre 1798).

² Aren, di Stato, 18 décembre 1798 Signe, Bervolio.

l'armée française.... » Macdonald demandait, comme conséquence, le desarmement des citoyens 1.

La haine contre le clergé eclatera encore dans la proclamation que le general en chef commandant de l'armee trançaise, Bonamy publiera au moment ou il va marcher sur Naples et ou il confiera a aux soins des bons ritoyens el au zèle de la garde nationale la sureté de Rome et de l'armée ».

« Ceste ville, disait Bonamy, qui commandait autrefois a l'univers entier se rappellera que c'est au dévouement du républicanisme intègre qu'elle doit son salut. Que le devouement de Brutus vous anime. Il fit tomber un lyran. Vos prêtres sont plus à craindre : songez à eux l'hypocrisie masque leurs mouvements.... » ?

Les prêtres sont donc consideres par la République romaine comme des ennemis irréconciliables, à tel point qu'on rend les curés « responsables de tous les désordres qui compromettraient la tranquil.ité publique. » Chaque jour on les obligeait sous des peines sévères à se rendre, à cinq heures du soir, dans le bureau d'un comité établi ad hoc et à donner un compte-rendu détaillé de tous les évenements de la journée, pour leurs paraisses respectives.

Témoins attristés des événements si graves qui se passaient en Italie et dont la principale victime était le chef de l'Église, les cardinaux avaient envoyé une protestation à toutes les cours catholiques d'Europe. La Russic, bien que puissance schismatique, recut cette protestation; Pie VI en effet avait en avec Catherine II des rapports empreints d'une certaine cordialité, ces rapports s'étaient continués de loin en loin.

Les cardinaux Albani. Caraffa et Doria s'adresserent donc a Paul I^{et}, le fils et l'héritier du trône de Catherine II. Ils lui dénoncèrent l'insupportable état où se trouvait réduit le chef de l'Eglise catholique.

¹ Area, di Stato, 22 decembre 1798.

Les komains res sterent au désarmement. C'est pourquoi Valturre commandat t de la place de Rome, afficha une proclamation exigeant que, dons les deux heures, toutes les armes seraient reruses aux Grands Eddes sous peine de severes punctions. Il annonçait qu'il prescrirait des visites domiciliaires.

² Arch di Stato 24 decembre 1788

[!] Ibid Notification du 2 nivôse an V.I 22 decembre 1.98 — Signé, Eristin , Me relli, I oloni, avec Pompii pour secrétaire.

L'empereur Paul Iⁿ leur répondit « J'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite. Les preuves multiplices que j'at données de l'affection que je porte au souverain pontife sont les garants du vif interet que je prendrai à tout ce qui pourra toujours le concerner. J'ai partagé bien sincérement toutes les afflictions auxquelles il a éte e i butte depuis l'époque de sa malheureuse captivité, et je forme les vœux les plus ardents pour son rétablissement dans les possessions qui lui ont été ravies si injustement.

» Quant à vous, Messieurs es cardinaux, je ne doute pas que vous ne persévériez dans la conduite digne d'éloges que yous avez tenue depuis que vous vous êtes trouvés forcément separes de votre chef Elle vous acquèrera des droits à l'estime générale de l'Europe et à la bienveillance des souverains » §

C'était, à n'en pas douter, une réponse où la diplomatie l'emportait sur la magnanimité. Les cardinaux qui l'avaient provoquée comprirent que le czar n'était pas encore disposé a mettre son épec au service du droit injustement opprime par la force.

¹ B bliot, Vittorio Emmanuele, Ms Gesuiti foi, 269.

CHAPITRE XXXVI

SOMMAIRE. I Invasion de Naples. — Fausses nouvelles. — Prise de Capoue. — Les Français à Naples — Soulevement de Benevent, Rict., Ten i, Viterbe. — La Republique cisalpine dissoute. — Retour offensif des Napolitains; le cardinal Ruffo. — II. Les Romains réfractaires aux idees nouvelles — Serment civique — La farme a Rome — Ag tation — Mesures vexatoires. — Circu aire contre les emigrés — Premièr auniversaire de la République romaine. — Défense de proceder à l'ordination et de faire au camerlingue les obséques usitées. — Proscription des Ordres rehgieux restants — Le port de l'habit ecclessastique prohibe — Troubles à Sumaco, à Poli. — La fête du 14 juillet III — Democratisation de Turin ; Charles-Emmanuel détrône — Pie VI lui donne audience — Le roi de Sardaigne va aller à Eag iari ; le Directoire veut que le pape y ail e ui aussi — Le pape gravement maiade — Nouvelles instances pour le releguer en Sardaigne. — Anniversaire du couronnement de Pie VI — Malgré son grand âge, Pie VI gouverne l'Eglise avec fermeté, difficu tés qu'il rencontre.

1. — Le 16 frimaire — 7 décembre 1798 — le Conseil des Cinq-Cents avait déclaré la guerre au roi des Deux-Sicoles. Le 12 nivôse — 2 janvier 1799 — le général divisionnaire Bonamy tut charge par le général en chef Championnet de la poursuite des Napolitains. La première rencontre eut heu sous les murs d'Albano. Les Français furent repoussés : ils se replièrent alors sur Valmontone où ils subirent encore un nouvel échec !. Mais ces revers partiels ne devaient pas continuer.

Les troupes sont depuis peu en campagne et l'on apprend déjà que Gacte a été prise avec 120 canons et un butin considérable 2.

Toutefois, dans la campagne de Naples, les républicains ont des alternatives de succes et de revers Ainsi, le 18 janvier, ils sont battus sous les murs de Capoue et perdent 3.000 hommes, 16 pièces de canons et 3 drapeaux. De plus, le bruit court que l'empereur d'Aatriche, mecontent qu'on attaque le

* Had. 3 janv. 1799.

⁴ Bibbot Vat f. lat Ms 9718, 26 décembre 1798.

A la première nouvelle de l'invasion française, les cardinaux refugies dans le Napolitain s'enfuirent pour éviter de nouvelles vexations.

roi des Deux-Siciles au mépris du traité de Campo-Formio, va déclarer la guerre au Directoire !.

A Rome, on repand de fausses nouvelles au sujet des armées républicaines. Le chef de bataillon Vallerre s'en indigne dans une proclamation — 19 janvier 1799 —. Tôt ou tard, dit-il, les scelérats qui se fout à dessem l'écho de ces bruits mensongers recevront le juste châtiment de leur crime. Quelques brigands ont osé assassiner des français isolés, ils ne tarderont pas a être saisis et punis comme ils le méritent,

L'armée française continue à bluquer Capone, dans quelques jours, affirme Valterre, la ville sera prise et nous entrerons victorieux à Naples ².

Ces prévisions ne tardent pas à se réaliser. Après plusieurs assauts donnés les 17, 18 et 19 janvier, Capoue, defendue par une garnison de vingt mille hommes se rend, et le genéral d'artillerie Eblé entre dans la place avec neuf mille Français 4.

Le même jour les Napolitains se soulèvent, mais ils sont battus par les republicains et le drapeau français flotte sur le fort Saint-Elme, le château dell'Ovo et toutes les positions qui dominent la ville. Les lazzaroni sont désarmes, le roi de Naples s'enfuit à Palerme et Championnet annonce au Directoire que la dynastie napolitaine a cessé de régner.

La campagne a éte si bellante que Grouchy, général de division et chef d'état major par intérim, envoie, à ce sujet, un long message au général Perignon commandant en Ligurie

Grouchy transmet aussi ce message au citoyen Bertolio, l'ambassadeur français à Rome.

Le succes des republicains dans le royaume de Naples enthousiasme le citoyen Martelli, consul romain. Il invite à illuminer deux soirs consécutifs « pour célebrer la fête de la propagation de la liberté et l'époque fortunée de la rédemption de six millions de frères des mains d'un tyran. »

^{&#}x27;Bibliot. Vat. 9718, 15 janv. 1799, « Le 12 février 1799 arriva a Rome un courrier déclarant la guerre aux Français »

³ Bibliot Vat f. lat Ma. 9718.

¹ Ibid

⁴ Arch. di Stato. Ministère de la Justice et Police, 9 pluviôse au VII. 28 janvier 1799. – Des Romains avaient pris part avec les Français a la conquête de Naples.

Championnet, en rendant compte au Directoire du résultat de la campagne contre le royaume des Deux-Siciles, a exalté la bravoure de la légion romaine. Le Directoire le charge d'exprimer sa satisfaction à ces heros « dignes par leur valeur de la gloire de leurs illustres ancêtres. »

Que tous les citoyens romains prennent modèle sur eux lls peuvent toujours compter sur l'assistance et la puissante protection de l'armée française, qui a certainement puns le plus cruel ennemi de la République romaine et qui a créé sur les marches du trône du tyran une nouvelle Republique, sœur et allice des peuples libres. 1 ⁴

Pendant que les Français ont emmene le gros de leurs troupes à la conquête de Naples, le reste du pays en profite pour se soulever. A Bénévent on tue six cents Français 2, à Rieti on mussacre les jacobins de toutes nationalités, à Terni et dans les pays voisins neuf mille hommes s'insurgent 2. Viterbe et Civita Vecchia ont chassé leurs envahisseurs 4, elles ont fermé leurs portes et se proposent de se defendre. A Circeo, à Frosinone, dans les Abruzzes, partout on se souleve contre les republicains 2; à Rome même, plus encore qu'ail leurs, un applaudit à toutes ces insurrections.

Macdonald en fait l'aveu dans une proclamation. « Malgré son courage et son devouement, écrit-il, l'armée d'Italie a été contrainte de céder un moment à des forces trop supérieures, et l'ennemi s'est rendu maitre de la Lombardie et d'une partie de la Toscane... »

La Republique cisa pine, en effet, venait d'être dissoute, grâce au concours des troupes autrichiennes et en Toscane les Français repoussés se repliaient vers Gênes. A Arezzo, une petite armée se leve et prend la Madone pour genéralissime. Cette armée, avec d'image de la Vierge sur ses etendards, s'avancera bientot sur Florence et obligera cette ville a capituler.

Macdonald toutefois n'est pas effrayé outre mesure des echees des armées françaises. Il espère, avec les renforts qui

¹ Bill of. Vat. Ms. 9718. Du quartier général de Naples, 5 fevrier 1799.

B bliot Vat Ma 9718 4 février 1799.

Ibid 9 fevrier 1700
 Ibid 9 janvier 1799.

⁵ Ibi I 27 et 28 fevrier 1799

ELe / juillet L 99.

arrivent, recouvrer incessamment les avantages perdus et assurer la liberté à l'Italie.

Cependant l'insurrection de la Lombard e et de la l'oscane rend courage aux méridionaux. Les peuples de la Calabre ne tardent pas eux aussi à essayer de reconquerir leur inde pendance. Armés et commandés par le cardinal Fabrizio Russo, ils marchent sur Salerne et vont continuer sur Naples pour tâcher de reprendre la ville !.

A cette nouvelle, le général Macdonald fait afficher dans Naples qu'il offre quatre mille piastres a qui las apportera la tête de Ruffo. La nuit suivante, cette affiche est recouverte d'un imprimé signe du cardinal Ruffo. Le cardinal promet quatre mille onces d'or à qui lui livrera Macdonald mort ou vif 3.

Toutefois Macdonald juge prudent dévacuer, du moins momentanément, le royaume des Deux-Siciles 3. En s'éloignant il adjure les citoyens de ne pas abandonner le fruit de leurs conquetes. « Des corps nombreux, écrit-il, restés au château Saint-E.me, a Capoue et a Gaete, secondes par le zele du parti démocratique de Naples et le courage des patrioles, la conserveront à la Republique..... » 4

Pour répondre à ce vœu, la faction republicaine crée à Naples une administration démocratique qui s'empare du gouvernement de la ville après la retrade des Français. Elle lance de vioientes proclamations, en tête desquelles on inscrit, en lettres capitales, ces mots : « Mort aux tyraus, la liberté ou la mort ». Le vieil archeveque, cardinal Capecce-Zurlo, témoigne de son entière sympath e pour cette administration demo ratique, et s'élève resolument contre l'Emmentissime Ruffo qu'il accuse de vouloir usurper, dans les Calabres, le titre de Pontife romain.

Cependant Russo s'approchait de Naples avec son armée pour en chasser les patriotes. Après un combat sangiant où trois mille victimes mordent la poussière, il s'empare de la

¹ Bibliot, Vat. f. lat. Ms. 9718, 22 mars 1799.

² Ibid 28 mars.

⁴ Arch. di Stato. Les Français quitterent Naples au commencement de mai 1799.

⁴ Arch di Stato.

[·] Ibid Ces proclamations portent la signature d'un certa n Val entin

ville et le 13 juin le roi et la reine rentrent dans leur capitale reconquise. Le 17, Russo avait accordé une capitulation aux patriotes napolitains, aux termes de laquelle ils devaient être embarqués et conduits à Marseille. Le roi ne voulut pas la ratisser; et, à l'instigation de la reine Caroline, il exerça de terribles représailles qui ensanglanterent le royaume et eurent un lugubre retentissement dans l'Europe entière.

II. — Après bientôt une annec d'efforts, i est manifeste que le peuple romain demeure réfractaire aux idées nouvelles. Les jacobins vont cependant essayer une dernière tentative en prescrivant un serment analogue à celui de France, serment par lequel on promettra respect et obcissance à la nouvelle constitution. C'est ce serment, dont la formule est équivoque, qu'on exige du clerge romain, en commençant par les professeurs de l'Université.

Avant de jurer, le personnel enseignant voulut avoir l'avis de Mst Passari. Celui-ci interrogea le pape et le pape donna a ce sujet des instructions precises.

Bientôt, Mª Passari est contraint de prendre la finte il charge au préalable Mª Octave Boni, archevêque de Nazianze, de le remplacer, sauf avis contraire de Sa Sainteté. Pie VI, par bref du 16 janvier, approuve et confirme le choix fait par Mª Passari, en même temps qu'il donne de nouvelles instructions relatives au serment civique 2.

Le serment tel qu'il est conçu est illicite. Pour pouvoir le prêter, il faudrait le modifier dans les termes suivants : « le » jure que je ne prendrai part à aucune conjuration, complot » ou sédition pour le rélablissement de la monarchie et » contre la République qui présentement me commande de » hair l'anarchie, d'être fidèle et attaché à la République et à » la constitution, en sauvegardant toutefois les droits de la » religion catholique. »

D'ailleurs, avant de se prononcer, le pape a suivi la même ligne de conduite que pour le serment civique exige en France, il a réuni une congrégation et n'a proscrit le serment qu'après mûr examen.

¹ Bibliot Vat f, lat 9748

³ Bibliot Vallicell, Monum. Stor. Z. fol. 229. Vid. pièca justif. A.

Aussitôt qu'il eut reçu la lettre de Pie VI, Me Boni défendit au clergé romain de prêter le serment pur et simple; dans le cas où on l'obligerait à jurer il exigeait qu'on substituit à ce serment la formule approuvée par le pape.

Sur les entrefaites, le professeur Bolgeni 1 vint trouver le vice-gérant et le determina à écrire une seconde instruction diamétralement opposée à la première. On y disait, qu'aucune définition solennelle de l'Eglise ne fixant ce point, chacun pouvait abonder dans son sens. Aussi tous les professeurs du collège romain, à l'exception de deux d'entre eux, Marella et Mondelli, prétèrent-ils le serment constitutionnel, et un grand nombre de professeurs de la Sapience suivirent leur exemple. Me Boni, dans deux lettres au Saint-Père, — 20 et 20 janvier — expliqua son changement d'opinion et essaya de justifier sa conduite. Pie VI savait dejà tout par une lettre que lui avait remise, à son passage, le courrier d'Espagne.

A cette nouvelle, le vénérable pontise éprouve une vive douteur. It charge Mar Spina, son secrétaire, de minuter le 29 janvier un bref improbatif à l'adresse de Mér Boni 4.

Au milieu des multiples tribulations qui l'enserrent de toute part, dit-il, rien ne peut l'affliger davantage que l'annonce d'une pareille defection.

Ses sentiments etaient pourtant clairement exprimés; il les avait manifestés à M^{er} Passari, et la première Instruction donnée par M^{er} Boni au clerge romain est la preuve que le prélat lui-même avait compris le Saint Pere paisqu'il lui avait obéi.

Comment ce prélat a-t-il subitement change d'avis et publié une nouvelle déclaration qui est l'anéantissement de la première, dans le temps où il affirmait que les professeurs voulaient se conformer à tout prix aux enseignements pontificaux? Malgré les raisons qu'il allègue pour motiver son changement d'opinion, le pape ne se laisse pus convaincre. On a dù surprendre, pense t il, la bonne foi du prélat; aussi importe-t-il qu'il désavoue sans retard sa seconde Instruc-

2 Bibliot, Valicell Monum. Stor. Z. f. 231 4rt fev. 1799 Mar Spina an card. Autonelli

¹ L'abbé Bolgent, theologien de la Penitencerie, avant publié d'excellents servis contre le jansenisme à la grande satisfaction de Pie VI (C) Analesta Juris Pont-ficit III, 1109.

tion en s'appuyant sur le précédent bref du 16 janvier !.

L'archevêque auquel étaient confies les intérêts spirituels de Rome avait trop souci de ses devoirs pour hésiter un seul instant sur le parti a prendre. En présence des ordres pontificant si fermes et si precis, i. publie, — 25 fevrier (1799) — un acte de parfaite soumission, et il l'accompagne d'une copie du bref du 29 janvier ². Toutefois le coup est porté, et la seconde Instruction de Mér Boni a cause bien du mal.

La preuve, c'est que « Bolgeni a déjà imprimé un opuscule et l'abbé Guidi, préfet des Études, une lettre pour justifier le serment » 3.

Cependant le serment civique n'a pas relevé le prestige du Consulat. Le Consulat, en effet, pourra publier à tout instant des proclamations plus mensongères les unes que les autres, il ne parviendra pas à donner le change sur son incapacité notoire.

Haffirme pour lant avec force protestations qu'il « veille sans relâche a l'approvisionnement de la grande cité ». Mais, bélas l'on constate partout que le pain est rare et mauvais, et les plaintes se multiplient et degénèrent en menaces 4.

« La victoire, continue-t-il, fidèle à la liberte a réparé une partie des maux sans créer des ressources nouvelles ». Pour se procurer ces ressources indispensables il faudra faire appel à de nouveaux sacrifices. Que chacun verse, par anticipation, le produit de sa consommation pour trois mois. « Si dans deux jours la totalité de la somme nécessaire n'est pas apportée à la caisse qu'indiqueront les administrateurs, ils ont ordre de contraindre par la force ceux qui prétendront se soustraire à un impôt aussi légitime qu'urgent. » ⁵

Voda l'état misérable où la République avait mis la capitale du monde catholique, qui, sous le gouvernement des papes, n avait connu qu'abondance et prospérité.

Pendant que Rome subit les angoisses de la faim, le chef

Billiot, Valdeell Monum, Stor Z. « Datum Florentiae, in Comobio Chartusianorum die 29 januarii 1799. »

² Bibliot, Vallicell, Monum. Stor. Z fol. 231

[&]quot; Mer Spina au cardinal Antone.li

⁴ Ibrd

⁵ Bibliot, Vat. 9718, 3 janvier 4799.

de bataillon Valterre, avant son départ pour la conquête de Naples, avait confic la sûteté de la ville à la garde nationale

« Que l'éloignement de l'armée, disant-il, ne rende pas courage aux factieux , s'ils osent remuer cela suffit, ils seront exterminés. » :

Cependant les Romains, malgré ces menaces, essaient de profiter de l'absence de l'armée et de secouer le joug d'un gouvernement tyrannique.

Martelli, le ministre de la justice et de la police, fait appel au dévouement de la garde nationale pour « combattre les ennemis interieurs ».

Et comme la garde nationale est insuffisante il va lever de nouvelles recrues. Les six cents premiers qui s'inscriront recevent par jour une soide de 60 baioques 2.

Furieux neanmoins de voir « que l'aristocratie et le fana lisme » ne cédent pas « devant la lumière de la vérité », Martelli est résolu « d'employer la force pour garantir les faibles contre les agents secrets des ennemis de la République ».

« Il fera donc executer avec la dernière rigueur les articles et les dispositions de la loi du 2 brumaire an VII, qui condamue à la peine de mort les individus qui seront coupables d'excitation à la sédition, et qui menace ceux qui se seront rendus coupables d'avoir repandu de nouvelles alarmes, s'ils sont laïques, de la prison, jusqu'à la paix générale; s'ils sont ecclésiastiques, de la déportation ».

Martelit invite ensuite les estoyens à vivre pacifiquement pour permettre au gouvernement « de guérir les plates qu'ont faites au corps politique l'imbecile arrogance des papes et l'orgueil stupide des rois !.... » 3

Ces odieuses déclamations ne calment point l'exaspération que cause la mauvaise gestion des affaires publiques. Aussi se révolte-t-on de toute part dans la campagne romaine, et faut il envoyer sans cesse des troupes pour rétablir l'ordre. Ferentino, Terracine, Frosinone, Alatri et cent autres lieux

1 Ibid 7 Janvier 1799.

¹ Ibid

Bibliot, Vat f. lat Ms. 9718, 25 janvier 1799.

sont perpétuellement en lutte contre le consulat romain et les citovens qui professent le jacobinisme 1.

Il est juste de dire que l'émeute est acrrie par la misère. qui règne partout et qui augmente de jour en jour. A cette misère vient se joindre un froid insolite. Il est tel le 10 janvier (1799) qu'on coupe, pour faire du feu, les arbres du Campo-Vaccino et ceux de la place de Sainte-Marie-Majeure.

Cependant la disette prend les proportions d'un fléau, au point que les consuls s'adressent a Championnet et lui demandent de ravitailler Rome ou règne tomours la famine.

3 plaviôse, 22 janvier 1799 « Aujourd'hui leur répond Championnet, j'ai ordonné au commissaire ordonnateur en chei de l'armee, de faire partir du port de Gaéte par l'embouchure du Tibre, et de là pour Rome, deux bâtiments chargés de grain. Les circonstances entravent le desir que j'ai de procurer à la ville de Rome de plus grands secours. Mais quand l'occassion se présentera, vous me trouverez toujours disposé à prouver à vos estoyens mon constant attachement » 2

Pour chercher ailleurs des vivres qu'ils ne trouvent a Rome que difficilement et en même temps pour faire du prosélytisme, quatre-vingts jacobins se dirigent vers Siciliano, aux environs de Tivoli — 25 janvier 1799. — Ils ont l'intention d'y planter tout d'abord l'arbre de la liberté; on y organisera les fêtes que comporte un acte aussi important. Malheureusement pour eux la population, mediocrement satisfaite du régime nouveau, se mutine. L'archiprètre accourt et veut dissuader les jacobins de realiser leur projet. Ceux-ci s obstinent et mal leur en prend : car une troupe de paysans fond sur eux, en tue dix-huit et met les autres en fuite 3

Il faut relire à deux foix, pour les croire, les ridicules verations qu'on faisait subir, dans la province romaine, a d'honnêtes et passibles citoyens. On incarcère ceux qui volontairement ou par oubli ne portent point l'obligatoire

Cf. Le Régime Jacobin en Italie, par Albert Dufoureq. Perrin, 1900. Bibliot. Vat. f lat. Ms. 9718. 22 janvier 1799. Une lettre envoyée par le Directoire le 4 pluviôse - 23 janvier - rappelait Championnet.

Bibliot. Vat. f. lat. 97.8. 16 janvier 1799.

cocarde tricolore!. On s'en prend jusqu'à la statue de l'archange Saint-Michel placée au sommet du château Saint-Ange, on la peint en tricolore en l'affublant du bonnet phrygien?

On veut ainsi fêter l'anniversaire de la mort de Louis XVI. C'est encore pour fêter ce lugubre anniversaire que Bertolio donne au palais de l'Académie un grand fest n'avec illuminations, chants et bal ².

De pareils actes ne sont pas de nature à grandir le prestige de l'administration française et n'inspirent guère la confiance. La ville n'est pas sûre et la nuit, malgré les patrouilles, le nombre des délits et des crimes va en augmentant. Pour y mettre ordre, Valterre ordonne que les portes seront fermées à partir de 7 heures du soir et ne s'ouvriront qu'à 5 heures du matin. On ne laissera entrer ou sortir personne qui ne soit muni d'un passe-port en règle; malgré cela, et comme surcroît de précautions, tout étranger devra etre conduit, sous escorte, chez le commandant de la place. On excepte toutefois de cette mesure les militaires français ou italiens, porteurs d'une feuille de route parfaitement en règle 4.

Puis le Directoire exécutif sévit de nouveau contre les émigres, et une circulaire qui porte la signature de Louis-Marie Laréveillère-Lepeaux enjoint de « chasser impitoyablement ces brigands..... et de laire en même temps un exemple terrible de leurs chefs, » ⁵ Un peu plus and on dressera la liste des émigrés romains à l'instar des anciennes listes de proscriptions, et les victimes verront leurs biens saisis et vendus à l'encan, en vertu des lois des 27 fructidor et 30 ventôse ⁶.

On touchait à l'anniversaire de la proclamation de la

¹ Ibid. 19 janvier 1799.

Bibl.ot, Vat f. lat. 9718, 21 janvier 1799.

^{3 / 150.1}

Billiol, Vat. f. lat. 9748 21 janvier 1799.

Arch, di Stato (Piazza di Firenze, 7 février 1799)

[&]quot; Hud Saoût 1.99 Nous trouvous sur la liste des emigres Jean Vincent et Jean-François Falzacappa de Corneto Ruggiero Falzacappa de Rome. Arkelati, évêque de Velletri, Pierre Barbetta pretre de la commune de Velletri, Faluzzo Altieri de la commune de Rome, retirés a Naples, Jean-Baptiste Aldorrandini, Pierre Gabrielli, Camille Massimi et Jean Ricci, babitants de la commune de Rome.

République romaine. De grandes fêtes se préparent pour la circonstance. Elles commencent par un bal public; mais on a si grand peur qu'une contre-révolution n'éclate à cette occasion, qu'on défend à tous ceux qui y viendrent de pénétrer « dans la salle armés de sabre, épéc ou bâton. »

Le 19 pluviôse, an VII, 7 février (1799) — Antoine Franceschi, ministre de l'Interieur, publie le programme de la fête du 27 pluviôse — 15 fevrier — qu'il appelle « l'anniversaire de la regénération de Rome » et le 25 — 13 février — il en arrête les moindres details.

A neuf heures du matin toutes les autorités constituées, invitées a prendre part au défilé, se réuniront au Capitole.

Vingt-quatre jeunes filles y seront rendues dès 8 heures, nu-tête selon l'i sage antique, vêtues de blanc et couronnées de fleurs. A la meme heure viendront aussi vingt quatre jeunes gens et les trois personnages qui représenteront les trois àges de l'homme.

Le cortège partira du Capitole et se rendra au Forum dans l'ordre suivant : un corps de troupes, les trois personnes représentant les trois ages, les jeunes filles, les jeunes gens, la numcipalité des trois arrondissements, les grands édiles, les administrateurs departementaux du Tibre, les grands questeurs, les préteurs, les tribunaux civil et criminel, la haute préture, les commissaires de la comptabilite, les ministres, les consuls, enfin l'ambassadeur de France avec les autorités militaires.

La veille au soir, — 26 pluviôse, 14 fevrier - séance gratuite au théâtre Aliberti et représentation du drame d'Attilius Regulus, le modèle des républicains.

A la fin du programme on suvite chaleureusement les citoyens à venir très nombreux fêter cet anniversaire de la liberté. Les soldats qui ont pris part à la hataille de Fallari y sont spécialement convoqués pour recevoir une medaille commémorative, qui leur rappellera et leur propre valeur et la défaite « du plus perfide des tyrans, » ⁴

Cependant, malgre ces chaleureuses invitations, les citoyens viennent en petit nombre et la fête du 15 février reste terne.

¹ Arch di Stato, Piazza Firenze

On en attribue l'insuccès aux agissements du clergé; aussi pour l'en panir, fait-on défense au vice-Gérant de procéder aux ceremonies de l'ordination — 16 février. - Mais on nes'en tient pas la.

Le 26 février est mort le camerlingue Rezzonico. On lui prépare des obséques solennelles, ainsi que le comporte l'éminente dignité dont il est revêtu. Le ministre de l'Intérieur à Rome décommande soudain cette pompe, contraire à l'égalité et capable d'alimenter le fanatisme.

Deux mos plus tard, — le 17 floréal, 6 mai — on proscrira les ordres religieux restants ¹, et on en viendra bientôt à interdire le port du costume ecclésiastique dans les lieux publics, et quand les pretres ne remplissent pas des fonctions du culte c auxquelles, dit l'arrêté, la République n'ente id porter atteinte en aucune façon. • ⁹

En même temps qu'on prend des mesures de rigueur contre le clergé — contradiction mexplicable, — on rend au culte, par l'ordre du Directoire de Paris, deux églises françaises : Saint Louis et la Trimté des monts ; et, qui plus est, on les réintègre en possession de leurs biens 3.

Cependant l'approvisionnement de Rome continue à mal se faire, ou se fait si irrégulièrement que pendant le carême, Ms' Boni, le vice-gerant du vicariat, permet d'user de tous les aliments qu'on pourra trouver ! Le jour de Pâques, — 4 germinal, 24 mars — les Romains n'ont plus ni pain ni viande s. Pour se procurer ces denrées de première nécessité, le Consulat, dont on a censuré plus d'une fois les dépenses excessives, procede de temps à autre à la vente de biens ecclésiastiques s; malgre cela les caisses publiques sont comme le tonneau des Danaïdes, elles se vident au fur et à mesure qu'on les remput.

La mauvaise gestion des affaires et la disette qui en resulte, tiennent le peuple en continuelle effervescence. Les prêtres



Uf Ludovic Sciout Le Directoire, f 337

² Arch. di Stato. L'arrete, sans date, est signé Piamonti.

<sup>Hibbot, Vat. f. lat. Ms. 9718. Blavril 1799
Bibbot, Vat. f. lat. Ms. 9718. 7 février 1799</sup>

⁵ Cf. Albert Dufoureq, op. cit. f. +13

⁴ Arch, di Stato. Le 4 et le 30 avril on vendit jusqu'au mobilier du palais épiscopal de Porto.

ont seuls quelque chance de le calmer. Le Consulat le sait bien. Et c'est pourquoi Garnier, le géneral en chef des troupes d'occupation à Rome, s'adresse aux cures le 25 mai. L'éur donne le titre de Freres nimés, et réclame leur concours afin de pacifier une population que ses soldats sont impuissants à contenir.

En lui conflant le commandement de Rome, la République française l'a chargé d'user de tous les moyens pour retablir la pa x et la sécurité. Pendant ce temps ses compagnoss d'armes combattent les ennemis extérieurs. Il invite donc les cures à l'aider dans une œuvre urgenie et du plus haut interêt. Plus que lous autres dit-il, ils connaissent le caractère du peuple e, jourssent a bon droit de sa confiance. Ils peuvent en consequence plus facilement le retenir dans les limites de la docinte, de l'obeissance et de la tranquillite. La religion sera respectée : Garnier en donne sa parole d'honneur Il rappelle que le Dieu des chrétiens est un Dieu de paix, que l'Evangile prescrit la soumission aux lois et aux autorites constituées. C'est aux cures de veiller sur leurs troupeaux ; le genéral les rend responsables des troubles qui pourraient eclater à Rome. D'ailleurs le peuple n'est pas anime de mauvais instincts, aussi veut-il le proleger et n'user contre lui de rigueurs que contraint et forcé. Il reclame le titre de père plutôt que celui de juge. La grande nation verse son sang nour défendre en Italie la cause de la liberté, elle n atlend pas d'autre récompense que de voir régner la paix interieure et l'amour fraternel entre les citovens. Le general Garnier yeut que tous les curés de Rome aient libre acces aunrès de sa personne , il acqueillera leurs instances et écoutera leurs conseils. Il les prie de rendre publics ses sentiments et de les faire connaître au prône de la messe paroissigle « Exhortez ce peuple, dit-il en terminant, a souffrir en natience la disette de pain. La récolte est proche, et les espérances qu'elle donne feront mieux supporter la famine et les maux qu'elle entraine avec soi, » !

Mais la recolte paraît encore loin et la disette est extrême à Rome et dans lous les États romains. Les soldats, au heu d'observer la discipline, probtent du desarroi géneral et

¹ Arch, di Stato, 25 mai 1799.

violent des lois édictees dans l'interêt public. Ils mettent à l'encan les objets sortis des magas, ns de l'armée. C'est particulierement sur la place des Thermes que se pratique ce trafic. On vend le fourrage destine à la nourrature des chevaux et on accapare, avec cet aigent, le pain que les boulangers détiennent pour la subsistance du peuple. Garnier s'elève contre un pareil abus et déclare que ceux qui s'en rendent coupables « seront traduits devant le Conseil de guerre et juges suivant la rigueur des lois ». On arrêtera les militaires qui prendront le pain destiné à la subsistance du peuple et les civils qui achèteront les objets sortis des magasins militaires !.

Malgré sa circulaire aux curés de Rome, malgre ses menaces de juger les « accapareurs... suivant la rigueur des lois », Garnier ne parvient pas à pacifier un pays que ses vainqueurs ont exasperé au dela de toute mesure. On rencontre cependant quelques défections ; par exemple à Subiaco °. Et pourtant Subiaco a toujours été un pays très papalin, depuis le temps où il défendait les armes a la main les droits d'Urbain VI contestés par l'antipape.

Il est juste d'ajouter que la grande majorite de la population

restait fidele au souverain pontife.

Quand les patriotes de Rome vinrent à Subiaco implanter le nouveau régime, ils rencontrèrent une énerg, que opposition. Le 14 mars (1799) les Sublacéens se révolterent contre le gouvernement républicain; ils contraignirent ses membres à fuir, massacrèrent on emprisonnérent ceux qui n'avaient puni fuir ni se cacher.

Lorsque la nouvelle de ce soulévement parvient à Rome, cinq cents hommes sont envoyes pour pacifier Sabiaco ¹. Ils emportent avec eux deux canons et marchent sous les ordres de Camille Borgia de Velletri. Après une heure de combat, ils entreut victorieux dans la petite ville qu'ils mettent au pillage pendant douze heures consécutives. La plus grande



¹ Arch. di Stato. 28 mai 1709

² Jo trouve, en effet, dans les archives du palais épiscopal de Subiaco une proclamation qui porte comme en-tête. Religione. Libertà. Equaghania Letnara 25 maggio 1 % anno primo Republicano. El e est s grec. cittadino canonico cancelhere B. Petrocri.

¹ Le 18 mai 1799.

partie des habitants s'enfuient dans les montagnes voisines, pendant que les soldats démolissent la maison du commandant et derobent, a la cathedrale, les objets précieux qui s'y trouvaient, en particul er les candélabres d'argent donnés par Pie VI au jour de la consécration de l'église 4.

Mais Subiaco n'est pas la scule ville des Etats pontificaux à s'insurger. A Poli, par exemple, le soir du 1^{et} messidor — 19 ju n — à la 4^{me} heure de nuit, les habitants saccagent les maisons des patriotes Pizzicaria, Pelliccioni et Aureli et coupent l'arbre de la liberté.

Le 7 messidor — 25 juin — les ennemis des jacobins se réunissent aux habitants de Palestrina et vont de nouveau mettre au pillage les maisons Pelliccioni et Aureli, après en avoir sequestré et haillonné les gens qu'ils y trouvent. Ils reviennent encore pour une troisième attaque, mais cette fois on se défend, et deux des assaillants sont faits prisonniers !

Malgré la misère profonde et les continuelles tentatives de révolte qu'il est obligé de réprimer, le général Garnier n'ou blie point la fête nationale du 14 juillet. Il la fera célébrer à Rome le 30 messidor — 18 juillet. — Un grand manifeste est affiché sur tous les murs. Il a pour but d'inspirer aux citoyens libres l'horreur de l'esclavage et l'amour de la liberte. Ce jour memorable, continue le manifeste, en éclairant la fédération d'un peuple, vit aussi cimenter son union et son independance, ce qui, le rendant illustre à la posterite, lui merita, de toutes les nations régénérées, les honneurs solennes que nous devons à sa sainte memoire.

Après cet exorde grotesque, Garnier invite tout les corps civils et militaires à se trouver le décadi prochain, 30 du courant messidor, à 4 heures précises de l'après-midi, sur la place du Peuple. De là le cortége se rendra au Campo-Vaccino, où l'on a planté l'arbre de la Liberte 3.

Mais la fête du 14 juillet est un dérivatif insuffisant pour guerir les maax du peuple et lui rendre confiance. Les

¹ Au temps ou l'historien Januecell relaisit ces événements, i blarrait cette résistance inotale résistance qui avait ruiné la ville et dont elle ressentait encore les effets, che risente ancora i danni della mal consigliata impresa.

Arch di State, 29 juin 1789.

³ Arch d. Scato.

soldats français et les recrues qu'on a faites dans les Etats pontificaux sont loujours les armes à la main.

III. En envahissant I Italie, la revolution trançaise avait en sans doute pour but principal de châtier le pape de l'opposition doctrinale qu'il lui avait faite. Il convient toutefois d'ajouter que les jacobins s'étaient decerne une sorte d'apostolate ils avuient juré de convertir à leurs idées, par persuasion ou par force, les petites principautés qui se partageaient la péninsule

C'est ainsi qu'au mois de decembre 1798, Turin a etc democratisé et que la République française a privé le roi Charles-Emmanuel IV de ses États de terre ferme.

Tous les biens qu'il possedait en fialle ont été vendas.

Dans la nuit du 9 au 10 décembre, Charles-Emmanuel, en compagnie de la re.ne Marie-C.oulde, quitte sa residence royale et se rend à Parme. Il y reste trois semaines chez les bénedictins de Saint-Jean. Le Directoire ayant décide de l'envoyer à Cagliari en Sardaigne, il ira s'embarquer à Livourne, mais chemin faisant, il s'écartera un peu de sa route pour se rendre à Florence saluer le souverain pontife. Il est accompagné dans tout le voyage par un commissaire français nomme Ch.pault. Charles Emmanuel est à Florence le 11 janvier 1799; il habite jusqu'à son départ la villa du Poggio Imperiale. A peine arrivé il sollicite une audience du Saint Pere; cette audience lui est gracieusement accordée — 19 janvier 1799 —.

Elle est si attendrissante que le commissaire français, préposé à la garde des souverains, ne peut cacher son emotion ni retenir ses larmes 2.

Pie VI reçoit d'abord Charles-Emmanuel IV et la princesse Clotilde. Le lendemain il donne audience au duc et à la duchesse de Chablais, et le surrendemain aux quatre autres frères du roi ³



¹ Bioliot Vat. f. lat. 9718, 20 decembre 1798. Le 3 mart 1799 Charles-Emmaruel après son expulsion de Turin, publia une protestation dans sa retraite de Cagliari,

² Bipliot Valliced, Monam, Slor, Z. fol. 224 Spina à Antonelli, 25 janvier

[·] Ib.d. fol, 224. Pie VI à Antonelli, 20 jauvier 1799

Au cours de leur entretien avec Sa Sainteté, le roi et la reine lui proposèrent de l'emmener avec eux dans leur résidence de Cagliari. C'était d'ailleurs la volonté formelle du Directoire qu'il quittât la Toscane et s'embarquât pour la Sardaigne. Pie VI aurait volontiers accepte des offres aussi obligeantes n'avait été sa mauvaise santé; son médecia et son entourage lui affirmaient qu'un pareil voyage etait au dessus de ses forces. Chipault, le commissaire français qui accompagnait le roi de Sardaigne et assistait à l'audience, comprit es raisons du refus de Pie VI; il n'insista pas pour que Sa Saintete suivit Charles-Emmanuel.

Le pape avait décidé qu'il rendrant personnellement visite au roi et à la reine; mais le marquis Manfredini, le ministre du Grand-Duc, s'y opposa. Force fut au pape de les envoyer complimenter par le nonce de Florence et par son Maître de chambre ¹.

Tout à coup, le 24 janvier au soir, le pape est pris de tremblements convulsifs, et son enfourage croit qu'il va mourir

Pendant qu'on le confesse et qu'on lui administre le sant viatique, on court à Florence chercher un médecin.

« L'alerte heureusement dure peu et la nuit suivante se passe dans le calme Cependant le lendemain le pape a de la fièvre, et son assoupissement fait craindre la prostration Enfin vers 3 heures du soir il va mieux et tout danger paraît conjuré n ²

Sa santé, toutefois, s'en ressentira, elle deviendra de plus en plus « vacillante ». C'est la conséquence sans doute de la crise qu'il vient de traverser, mais plus encore de ses quatrevingt-un ans, de ses emotions incessantes et de ses accablantes fatigues 3.

En prévision d'une mort qui, selon toute apparence, ne sera pas éloignée, M^{er} Spina écrit à Antonelli. Il regrette que Sa Sainteté n'ait pas encore expédié au cardinal doyen les bulles relatives au futur conclave. S'il le pouvait, il lui sous-

I Libliot, Vallicell Monum Stor Z Pie VI au card, Antonelli, 90 janvier, 1799

³ bibliot. Vallicell. Vonum Stor Z. fol 224 Spina à Antonelli 25 janvier 1799 26 janvier 1799 : La notte è stata tranquilla, il polso regolare, la mente è screna, tutto in somma va benc e nulla pare che si s.a da temere : ³ lbid 1^{rt} février 1799.

trairait tous les papiers importants et les enverrait a Antonelli ... i mais presentement encore, impossible de laire aucune expédition d'affaires sans l'autorisation du pape.... Il a informé de la maladie de Sa Saintelé les cardinaux Caprara et Roverella, et a prié Caprara d'écrire à Livizzam et à Valenti. Qu'Antoneili veuille bien communiquer sa lettre au cardinal Doria..... 3

Au moment où Pie VI commençait à se remettre de la grave attaque du 24 janvier, le Directoire revint de nouveau à la charge pour le faire partir en Sardaigne en compagnie du roi Charles Emmanuel. Chipault fut encore chargé de cette négociation, de concert avec deux commissaires republicains, l'un nommé Jacob, secrétaire de la legation française aupres du Grand-Duc de Toscane, l'autre un médecin corse attaché à l'armée française.

Tous trois insisterent auprès du pape et s'autoriserent du nom du roi de Sardaigne pour le décider à se rendre à Caghar., ajoutant d'ailleurs que le Directoire le voulait absolument. Pie VI répondit qu'il lui était impossible de faire ce voyage, et les commissaires se retirérent convaincus qu'il disait vrai. « Mais, ecrit Mer Spina, on peut s'imaginer que le fàcheuse impression a produite dans l'âme du pontife une pareille démarche, bien qu'il ne laisse pas voir son trouble. » 3

Avant d'embarquer Charles-Emmanuel, on avait attendu quelque temps, espérant profiter du meme bâtiment pour conduire le pape à Cagliari,

En présence de l'impossibilité matérielle où est Sa Saintete d'entreprendre le voyage de Sardaigne, Charles-Emmanuel et sa famille furent conduits à Livourne, ils s'embarquerent a la fin de février, et le 3 mars ils abordèrent heureusement à Cagliari. Le Directoire avait si bien compte envelopper le pape dans la même déportation, que sa déception fut très vive lorsqu'il apprit que Pie VI était toujours à Florence. Pour la troisième fois et par son ordre, Chipault agita la



^{&#}x27;Bibliot, Vallicell Monum. Stor Z. fol. 224. Mar Spina att card. Anio-nelli, 25 janvier 1790 a ... Vorret se fosse possibile tevarg i di mano tulie ie carte interessinti. . »

² Ibid. Spina a Antonel f, 1st février 1799.

Bibliot Valleell, Monum. Stor. Z 1e fevrier 1799. Spina à Antonelli

question du départ pour la Corse, et, satigué lui-même de faire des instances dont il reconnaissait la cruelle et inconvenante mutilité, il demanda qu'on lui remit, signé de la main du pontise, un écrit attestant que ce voyage était d'une impossibilité absolue et l'arrêt même de sa mort!.

Le Directoire revint une quatrième fois à la charge Le chevalier Angiolini, ministre du Grand-Duc près la Republi que française, expédia un courrier qui arriva à Florence le 18 mars.

Il enjoignait à l'ie VI de partir immédiatement pour la Sardaigne, et le Grand-Duc était personnellement rendu responsable de l'exécution de cette mesure. Le nonce Odescalchi dut transmettre l'ordre à l'ie VI. Le pape, résigné à la volonte de Dieu, chargea Odescalchi de partir pour Livourne afin d'y freter un navire.

Au moment du depart du nonce un second courrier venu de Paris, à vingt quatre heures d'intervalle, contremanda on ne sait pourquoi — les ordres du premier, et il fut convenu que le pontife resterait à la Chartreuse.

On touchait a l'anniversaire du couronnement du pape, mais les lemps étaient trop mauvais pour qu'on pût, à cette occasion, se livrer, comme par le passé, à des manifestations de jote. Quelques cardinaux cependant, et parmi eux Antonelli, envoyèrent à Pie VI des compliments et des souhaits. Antonelli surtout, « sa première créature, » proteste de son devouement à Sa Béatitude.

Il a servi le Siege apostolique dès sa jeunesse, plus particu l'érement encore pendant les 24 années de ce glorieux pontificat. Il a été l'ami fidèle des jours heureux, mais il sera l'ami non moins fidèle des jours d'epreuves. Li prie le ciel de conserver a son Eglise un pontife qui lui est si nécessaire. Si Dieu a prolongé ses années, plus que celles de 250 pontifes



Bibbot Va.heell. Monum. Stor Z. fol. 268 69. Spina à Antonelli, 16 mars 1799

Non cessano le tribulazioni, anzi incalzano ogni giorno più. Domenica scorsa il commissario francese che accompagno il Re di Sardegna
i di lauovo alla Certosa e vo le vedere il Papa. Non gli parlo che in ana
idi complimento, ma poi fece vedere al Nunzio ed a me una lettera del
idi Direttorio colla quale gli s'inculcava di fare ogni tentativo per conducte
il Papa in Sardegna. Si mostro nuovamente convinto dell' impossibilita
i domani deve partire per Parigo...
ii

ses prédécesseurs et autant que celles de Pierre, n'est-ce point pour qu'il jouisse de la victoire après le combat?

Pie VI remercie son fidèle cardinal de ses paroles de consolation. Sa modestie ne lui fait voir dans ce long pontificat et dans la protongation de son existence ni une espérance, ni une récompense, mais une épreuve et un châtiment. Il s'humilie sous la main qui le frappe et offre ses souffrances pour le triomphe de l'Eglise [†].

Depuis l'attaque convulsive du 4 janvier, la sante du pape a été s'améhorant de jour en jour. Une chose toutefois préoccupe Mar Spina : il y a de nombreux mois que Pie VI ne peut plus dire la messe, et, circonstance grave, il ne communie pas. Son confesseur est toujours à la Chartreuse; il le confesse fréquemment, mais il ne lui parle pas sans toute de l'obligation de communier. ... Dans cette occurrence, Mar Spina prie Antonelli de l'aider de ses consells ?.

Puis, avant d'avoir reçu la réponse du cardinal, le prétat familier profite du 25° anniversaire de l'élection pontificale pour demander au pape la permission de dresser dans sa chambre, en face de son lit, un autel portaif.

Le matin le pontife pourra ainsi commodément entendre la messe et, s'it le veut, faire la communion. En même temps M^g Spina s'est produré de Rome les instructions nécessaires pour que le céremonial requis soit observé.

Le même prélat annonce ces choses à Antonelli. Il lui dit que Pie VI a favorablement accueilli sa proposition, et qu'il compte procéder à la cérémonie le dimanche suivant³.

Copendant l'état général du pape laisse de nouveau à désirer « Sa santé n'est pas trop mauvaise, sans doute, mais il est si débile de corps qu'on le trouve assoupi presque toute la journée. » !

Il ne parle de remplacer ni le camerlingue récemment decede, ni les evêques suburbicaires, ni les préfets des Rites et du Conche, mais il songe à publier une hulle pour l'ouver-

Bib iot, Va.i cell. Monum. Stor. 7, fol. 2234, 20 janvier 1799.

² Bibliot, Vallecell. Monum. Stor. Z. fol. 236. Spina à Antonell., 6 fevrier 1799.

Bibliot, Vallicell, Monum Stor, Z fol 239-242, 45 février 1799

^{&#}x27; Ibid. fol. 250 51. 23 février 1790 « Il papa di salu'e sta nene ma debole di corpo et di spirito. Passa quasi intere le giornate dormendo. »

ture de , année sainte, 1 « Je crois bien, ajoute Spina, que le pape ouvrira les portes du Paradis plutôt que cel es de Saint-Pierre, » 2

Le cardinal Antonelli félicite Ms Spina d'avoir obtenu l'erection, dans la chambre du pape, d'un autel où l'on pourra dire la messe, cependant cela ne suffit pas. Pour la propre consolation de Sa Sainteté et l'édification publique, il est nécessaire qu'il communie quelquefois, et si Ms Spina ne le lui a pas dit, il n'hésitera pas a le lui ecrire. Quant à la nomination aux postes de camerlingue et de préfets de la Congrégation des Rites et du Concile, il n'y a pas péril en la demeure.

Les évêques suburbicaires sont nécessaires, mais la République romaine les acceptera d'autant moins que ces postes sont confiés à des cardinaux, et que tous les cardinaux sont bannis de Rome.

Antonelli est de l'avis de Spana, à propos de la bulle pour l'année sainte; il la croit présentement inopportune l'. L'éminentissime cardinal prend occasion d'une lettre que le pape lui a écrate le 20 janvier (1799) pour aborder avec lui la question de la messe et de la communion.

Il commence par féliciter Sa Saintete d'être entrée dans la 25° année de son pontificat. Sans doute que la fin de sa vie est un martyre; mais les pontifes des trois premiers siècles de l'Eglise ne sont-ils pas morts martyrs? Toutefois saint Cyprien voulant que les confesseurs de la foi fussent munis prealablement du corps et du sang du Christ; c'est à cause de cela que l'Eglise permettait aux chrétiens, en ces temps troubles, de conserver en leur demeure le pain cucharistique, afin de pouvoir prendre ce viat que sacré avant de parattre devant le tribunal de leurs persécuteurs.

A ce propos il lui revient en mémoire que Benoit XIV disait la messe assis. Pie VI ne pourrait il pas en agir ainsi, a

Bi diot Vallcell, Monum, Stor Z fol. 23, 5t 23 fevrier

² Ibid, fol, 237-38, Spina & Antone li. 8 fevrier 1799.

[•] M) dice Marotti che devo scifrargh un fog io riguardante la Bolla dell' » Anno santo teredo bene che il papa aprira le porte del Paradiso ma non » que le 41 S. Pietro.)

³ Bibliot Vallicell Monum. Stor Z. fol. 252-2569. Autonelli à Spina 24 février 1799.

l'exemple de son illustre prédecesseur ^o C'est en sa qualité de première creature, et pour ainsi dire de fils ainé de Sa Sainteté, qu'il preud la liberté de lui tenir ce langage ¹.

Ms Spina écrit au cardinal Antonelli que la dernière lettre de Son Eminence a été fort agreable au Pape. Le Pontife cependant ne veut pas célébrer la messe assis — ce qui ne serait pas actuellement sans difficulté —. Il parait decidé a communier le jeudi saint ². S'il ne l'a pas fait plus souvent, c'est qu'il prend presque toutes les nuits un peu de nourriture et qu'il ne veut pas communier en viatique ³.

Bientôt Pie VI répond lui-même, de main propre, à la lettre qu'Antonelli lui a écrite le 3 mars II a toujours dans les jambes une faiblesse extrême qui l'empêche de se tenir debout, et c est pour cela qu'il s'abstient de dire la messe. Sans doute que Benoit XIV l'a dite plusieurs fois assis, mais cette pratique fut blâmée. S'il suivait lui-même de tels errements, il donnerait à beaucoup d'evêques àges et impotents le motif de reclamer semblable indult. Il se souvient même que l'archevêque de Capoue, Capece-Galeotta, l'avait demandé à Benoît XIV, celui-ci, très facile pourtant, ne voulut pas accorder l'indult sollicité.

Malgré son grand âge et ses souffrances, Pie VI retrouve son entière c'airvoyance et son énergie lorsqu'il s'agit de regler les affaires qui sont du ressort du chef de l'Eglise.

Au mois de juillet 1798, Mer della Genga, nonce de Cologne, residant à Munich e, envoie à Sa Sainteté un Memoire. Ce Mémoire, écrit au nom de l'Electe r, demandait l'autorisation de supprimer un nombre de monasteres suffisant pour obtenir, par la vente de leurs hiens, un capital de 15 millions de florins, somme nécessaire pour continuer la guerre. Le



Bibliot, Vallicell, Monum. Styr. Z. fol. 260-61. Antonelli à Pic VI. 3 mars 1799.

⁷ Ibi I fo¹ 268-69 Spina à Antonelli 46 mars 1799

M par pero fissato che nel giovedi santo avro no l'onore di ammunistrargli la Pasqua... n

Bibliot Vallicell, Monam. Stor. Z. fol. 264-45. Spina a Antonelli, 8 mars 794.

¹ Bibliot, Valleell, Monum. Star. Z. fol. 206-67. Pie VI a Antonelli, 9 mars 1799.

³ Le nonce de Manich était le comte Ziucci. Il avait succède à Mc Zollio mort le 22 avri. 1795.

nonce appuyait l'instance de tous ses efforts. Il établissait que cette aliénation tournerait au profit des religieux eux-mêmes et de la religion; que les biens d'Eglise en Bavière depassaient de beaucoup la somme de cent millions, etc...

Malgré ces raisons le pape donna une réponse négative, il permit seulement de frapper le clergé d'une contribution, mais avant d'en fixer le taux, il voulait avoir un état precis des biens en question.

L'Electeur revint à la charge d'une façon plus pressante et le nonce l'appuya de nouveau, alléguant que la necessite d'obtenir cette somme était urgente, et qu'il était impossible de dresser assez rapidement un état des biens du clergé. En conséquence, l'Electeur palatin sollicitait l'autorisation de supprimer des monastères, même des monastères de femmes.

De si vives instances vont finir par ébranler le pape. Comment d'ailleurs opposer une absolue dénegation à un prince qui vient d'envoyer à Florence le nonce, Mér della Genga, pour proposer à Sa Saintele les secours pécuniaires dont elle pourrait avoir besoin? D'ailleurs Pie VI se rappelle qu'en pareille circonstance, il a accordé quelques concessions au roi de Sardaigne, au duc de Parme et à quelques autres encore.

Sur les ordres du pape, on minuta alors un bref permettant à l'Electeur palatin de frapper le clergé de ses Etats d'un impôt temporaire extraordinaire. Si l'impôt etait insuffisant ou s'il était mal payé, alors seulement le prince pourrait supprimer quelques petits convents, pourvu qu'ils ne contrassent qu'un nombre de moines restreint; mais on spécifiait que les monastères de femmes seraient tous respectes.

Le bref fut adresse à l'Electeur et le nonce eut mission de l'exécuter.

L'Electeur palatin n'acceptait pas la restriction qu'on lui imposait li pretendait d'abord qu'il n'y avait pas en Baviere de petits couvents; puis, il ne voulait pas que les monasteres de femmes fussent exceptés. D'ailleurs, ajoutant-il à la fin d'une nouvelle requête, la suppression paraissait peu probable; c'était une simple menace, à l'effet d'obtenir plus facilement des religieux la contribution dont on les frappait par nécessité.

Arch. Vat Principi 267 5 septembre 1798

Le projet de suppression de couvents en Bavière suscita de vives réclamations « . . Le bruit s'est répandu ici, écrivaiton à M^{er} della Genga, que le Saint-Père venait, à la soldicitation d'un abbé de la Barthe, d'accorder à l'Electeur palatin
la faculté de lever dix millions sur le clerge de son pays, ou
de seculariser autant d'abbayes ou de maisons religieuses
qu'il serait nécessaire a cet effet. Cette concession, qui déjà
doit être mise à execution en Bavière, est considérée dans
d'autres parties d'Atlemagne, dans le moment présent, comme
un abandon du clergé par Sa Sainteté et même comme une
indication de plus aux Puissances seculières de chercher leur
dédommagement aux dépens de l'Eglise et du clergé.... !. »

L'archevêque Electeur Clément, apprenant que Pie VI a accordé à l'Electeur palatin de telles facultés, s'en emeut. Il supplie le nonce, Mar della Genga, « de faire rapporter la bulle du pape qui permet à l'Electeur palatin, non seulement de décimer son clergé, mais de le ruiner entièrement 2, »

A l'archeveque Electeur joignent leurs instances l'éveque de Freising et plusieurs ecclésiastiques de Saltzbourg. Ils s'adressent à Me Spina. Me Spina leur conseille d'envoyer leurs observations à l'Electeur : ils refusent il ecrit alors au nonce de Cologne, le priant de voir Son Altesse et de lui faire comprendre combien toutes ces quereiles ecclesiastiques remplissent l'âme du pape d'amertume. « Que le souverain s'en tienne a l'impôt dont il va frapper les monasteres, et qu'il laisse intacts les privilèges des corps ecclésiastiques, afin que le bref accorde en faveur de la puissance séculiere ne devienne pas un instrument de ruine et de scandale ». Tel est le sens d'une lettre envoyée sur ce sujet par Me Spina au cardinal Antonelli, lettre a la fin de la juelle il reproche à Ms della Genga de n'avoir pas montré dans cette affaire toute la prudence qu'il aurait pu et dù apporter 3. Mais cette affaire ne fut pas la seule difficile dont Pie VI eut à s'occuper pendant son séjour à la Chartreuse de Florence, Après que



Arch. Vat. Principi, 267, 5 septembre 1798

^{*} Ibid. 31 de embre 1798.

^{*} Bibliot. Valuecit. Menum. Stor. Z. fol. 201, 23 fevrier 1799. L. Electeur palatin, mourait sur les entrefaites. « L. Electeur palatin, cer vait farchevêque Electeur Clement a Mot de la Geurga – est mort bier. Que le Tout Puissant ait pitié de son âme. Augsbourg, 17 février 1799. »

Gènes eut été démocratisee, le parti janséniste voulut donner un coadjuteur à l'archevêque, Mª Lercari On lui proposa de choisir entre deux ecclesiastiques, Palimeri el Callen-L'archevêque arréta son choix sur Calleri et demanda à Pie VI son agrément. Le gouvernement ligurien joignit ses instances à celles de Mgr Lercari. Mais le prévôt de l'église de Sainte-Marie-des-Vignes avait prévenu le pape et dénoncé l'intrigue. Pie VI refuse de préconiser un sujet entaché de jansenisme, et dans sa réponse à l'archevêque il lui rappelle le reglement mis en vigueur par le Concile de Trente sur la nomination des coadjuteurs 1. Le ministre de France a Gênes ne se tient pas pour baltu et revient à la charge? Pie VI resiste. Il s'obstine à refuser, pour Calleri, la coadjutorene que celui ci convoite 3. A cette decision du pape applaudit le cardinal Antonelli qui connaît l'indignité du sujet proposé et les manœuvres déloyales employées pour le faire arriver à l'épiscopat

Ainsi, malgré tant de tribulations, malgre les douleurs de l'exil, ses quatre-vingt-deux ans et ses infirmités, Pie VI, on le voit, tenait toujours d'une main ferme le gouvernail de la barque de Pierre.

¹ Bibliot, Vallicell. Monum. Stor. Z. fol. 264-265, Spina à Antonelli, 8 mars 1799.

² Ibid fol 268-269. Spina à Antoneili, 46 mars 1799.

Ibid. fol. 270. Antonelli a Sp.na. 17 mars 1799

CHAPITRE XXXVII

SOMMAIRE. — Inficultes causees au pape par la Compagnie de Jésus — Memoria Cattolica; Sa condamnation. — Seconda Memoria Cattolica Nouvelle condamnation. — Les Jésu tes de la Russie Banche continuent a faire co ieu le bruit qu'ils sont autorises. — Ces bruits sont mensongers Saluzzo le prouve — Mort de Czerniewicz nouvelles élections. — Nombreuxarticles andant à prouver la régitim tê de l'existence des Jesuites de Russie. — Tentatives pour ressusciter les Jésuites en Pologne. — Opposition du roi. — Prétentions de la czarine dans les affaires ecclésiastiques. — Tentatives pour faire nommer Siestrzencewicz cardinal, — Echec. — Siestrzencewicz usurpe le tâtre de légai-né. — Il cree de son nutrité quatre nouveaux sages episcopaux — Dernières tentatives nuprès de Pic VI en faveur des Jesuites de Russic. Paccanari et la Société de la Foi de Jésus — Société du Caequ de Jésus.

La longue vie de Pie VI va s'achever; nous sommes arrivés à la dernière année de son glorieux pontificat (1799). Cette année là, ou tant d'amertumes abreuvent le Saint-Père, d'autres penibles ennuis lui surviennent : ils sont causés par les ex-Jésuites de la Russie Blanche.

Afin de donner à cette question si complexe toutes les explications nécessaires, nous sommes oblige de revenir sur plusieurs faits précédents.

La constante perséverance qu'avait mise Pie VI depuis le commencement de son pontificat à exécuter le bref de suppression avait surpris bien des gens.

Avant son élection, ne passant-il pas pour être l'ami de la Compagnie? Depuis lors, il semblait avoir absolument changé de sentiments.

Si, par égard pour la memoire de son predécesseur et par crainte des cours catholiques, il n'avait pas infirmé le bref Dominus ac Redemptor noster, du moins pensait-on qu'il aurait laissé les Jesuites dans un statu quo équivalent à un consentement tacite.

Toutefois, ce qui s'était passé en Prusse et en Russie ne laissait de doute a personne sur les intentions de Sa Sainteté. Aussi les partisans de la Société éprouvaient-ils un sentiment de dépit qu'ils laissaient éclater périodiquement dans les feuilles publiques et des brochures anonymes répandues à profusion dans Rome et l'État pontifical. Parmi ces brochures la « Lettre de l'évêque N' en France, au cardinal N' à Rome », fut communiquée par le ministre d'Espagne au cardinal secrétaire d'État, et ce dernier la qualifia « d'abominable ».

Mais de tous les pamphlets écrits en faveur des Jesuites. contre le pape et les rois catholiques, le plus hardi fut le « Memoria cattolica... » 1. Imprimé selon toute probabilite a Rome, et claudestinement, en 1780, il fut tire à 1,000 exemplaires. Le duc Grimaldi l'envoie aussitot à Sa Sainteté. « Le Memoria cattolica, écrit-il à Pie VI, foule aux pieds l'autorité pontificale sur la question des Ordres religieux, il insulte à la mémoire de Clement XIV, maltraite toutes les cours catholiques et en particulier les cours bourboniennes, et enfin donne une analyse fausse et imple du bref. Dominus ac-Redemptor exécuté par toute l'Eglise et que votre Sainteté a formellement declaré intangible dans sa circulaire aux nonces des cours catholiques..... > Aussi Grimaldi demandet-il justice contre « ce libelle infâme, au nom de l'autorité apostolique, par égard pour les souverams outragés et pour la satisfaction des consciences catholiques » 9.

Pie VI défera le Memoria cattolica à l'examen des Congrégations, quelques mois plus fard, il était mis à l'Index

La Gazette de Hambourg prétendit que le pape n avait point agi spontanément en condamnant le Memoria cattolica, mais qu'il avait subi la pression et les menaces des cours etrangères. Archetti communique l'article au secrétaire d'Etat dans son courrier du 25 juillet. Cette assertion, lui repond Pallavicini, est dénuée de tout fondement « La maturité avec laquelle procède le Saint-Père a pu vraisemblablement induire en erreur ce gazetier ignorant des règles et de la méthode qu'observe le Saint-Siège en pareille occurrence, règles et méthode exposees tout au long dans le décret ou bref pontifical proscrivant le dit Mémoire » 3.

⁴ Bib lot Vallice I. Z. fol. 7. — e Memoria catholica da presentarai a S. S. opera postuma. — Cosmopol. 1780 »

² Arch Nat Bigdetti dei Ministro di Spagna al Sig. cord. Pudaricini Segret di Stato di N. Sig. Pio VI. 4 janvier 1781

² Arch. Vat Nunziai, di Polon, Dispas di Secret, di Stat T I fol. 195. 18 noût 1781. Reponse au 25 jui let

Le 12 juin (1781) Pallavicini notifia à Grimaldi, à Azara et à Bernis la condamnation du *Memoria cattolica*. Tous trois le remercièrent: Grimaldi du palais royal d'Espagne à Rome, Bernis de sou évêché d'Albano où il est déjà en villegiature! Quant à Azara qui est en ce moment l'hôte du cardinal de Bernis, il attendra son retour à Rome pour envoyer des remerciements au secrétaire d'Etat.

Les trois ambassadeurs firent part de cette condamnation à leurs souverains. Or, dès le 19 juillet, le courrier d'Espagne manda à Grimaldi que le roi était fort touche de l'attention délicate dont Sa Sainteté avait usé envers lui ⁹.

Le roi d'Espagne ne se contenta pas de ce remerciement Pour se conformer davantage aux vœux du Saint-Père, il dénonça le libelle à l'Inquisition espagnole, et une condamnation nouvelle flétrit la méchante brochure 3.

Pre VI souffrait des accusations de duplicité que les gazettes portaient trop facilement contre lui sur l'article des Jesuites. Aussi n'avait-il rien tant à cœur que de prouver sa bonne foi aux cours catholiques, en metlant les dépêches du nonce de l'ologne sous les yeux des ambassadeurs de France, d'Espagne et de Portugal

C'est à Albano, où Grimaldi vient de rejoindre Bernis, que Pallavicini a envoyé les dernières lettres d'Archetti; elles témoignent combien sont tendus les rapports entre la Russie et Rome.

« Hier soir, lui répond-on, le duc de Grimaldi a reçu avec reconnaissance l'aimable lettre de Votre Eminence de la part du Saint-Père, concernant la grave affaire pendante

[·] A S. Em. M. le card. Pallavicial.

[«] Le cardinal de Bernis suppl e V. Em de le mettre aux pieds de Sa Sa, eteté pour la houté qu'elle a eue d'ordonner que deux exemplaires de la condamnation. Jun libelle odieux lui fussent envoyés. Le Jit cardinal ne manquera pas de faire passer un des dits exemplaires a sa Cour, laquelle ne pourra qu'applaudir à la fermeté des principes de Sa Béatitude.

Le cardinal de Bernis est bien touché des bontés de V. Em et l'assure de son tendre respect en désirant qu'il lui fût agreable de veluraurprendre un jour les hermites d'Albano.

A Albano ce 13 juin 1781 »

⁴ Grimaldi fit part de cette dépêche au cardinal Pallavicini

entre lui et la coar de Saint-Pétersbourg. Le même duc de Grimaldi se fera un honneur de transmettre a sa cour par le courrier d'aujourd'hui les lettres de Votre Eminence, afin que le Roi Catholique voie clairement l'était de cette intéressante question et les sages sollicitudes et soins de Sa Sainteté pour lui donner une solution du consentement des deux souverains d'Espagne et de France.....».

On avait heu de croire que la censure qui avait frappé le Memoria cattolica aurait eu pour effet d'arrêter l'audace de quelques esprits trondeurs et indisciplinés; malheureusement il n'en alla pas ainsi. Bientôt en effet parut un second pamphlet intitulé: Seconda Memoria cattolica tout aussi pervers que le premier.

Nous avons appris, écrivait le nonce d'Espagne, qu'on vient de publier un tivre intitulé Memoria cattolica qu'on nous peint sous les plus noires couleurs, livre tres injurieux pour le Saint-Père, le Siège apostolique, le Roi Catholique et son ministère. Il n'est pas impossible qu'on y traite la cause de Palafox autour de laquelle il serait fort désirable qu'on fit moins de bruit. Votre Eminence se rappelle trop bien la rumeur que cette cause produisit dans le passé. Le meilleur remède pour en prévenir le retour est sans doute de n'en employer aucun; ou plutôt de laisser le temps passer et de temporiser comme on l'a fait jusqu'à présent... » 4

Le 3 janvier 1786 le pape avait envoyé une lettre au roi d'Espagne relativement à la béatification de Palafox 3. Sa Majesté a trait hien voulu en effet faire triompher cette cause, parce que ce triomphe aurait été surtout la justification de l'attitude de l'Espagne envers un Institut dont Palafox a été l'adversaire. Toutefois la cause n'avait pu aboutir.

L'ouvrage intitulé Seconda Memoria cattolica produisit une profonde sensation en France aussi bien qu'en Espagne. Le cardinal de Bernis envoya à ce sujet une note diplomatique au secrétaire d'Etat.

Arch Vat Biglietti lel Ministro di Spagna al Card. Pallameim Segret di Stato di N. Sign Pio VI Albano, 29 nout 1782.

⁴ Arch Vat Nunsial di Spagna, 17 juin 1788

³ Ibid Madrid Dispaces di Monsig Vincenti arcior di Corinto Nunzio aposti in Madrid al Sig Lard Borcompagni Segret di Stato di N. S. Pto VI. Nº 330.

ordres positifs de sa cour qui obligent le cardinal de Bernis d'agir dans le plus grand concert avec les ministres d'Espagne résidents à Rome sur tout ce qui peut avoir rappor, à la Société éteinte des Jésuites, le dit cardinal entièrement d'accord avec M. le chevalier d'Azara sur le fond et la forme du libelle également orlieux et extravagant que re ministre a dénoncé à Votre Eminence, demande comme lui au nom de sa cour, que Sa Sainteté pleine de sagesse et de religion prenne les moyens les plus sûrs et les plus prompts que l'une et l'autre lui inspireront pour remedier au désordre et à la licence de pareils ouvrages, bien capables de troubler la paix de l'Eglise et des Elats catholiques si l'on pouvoit croire qu'ils sont tolérés par le Saint-Siège.

« L'ouvrage dont il est question est une suite du *Premier Memoire catholique* que le Saint-Père jugea digne d'une flétrissure publique, et ce second Mémoire mérite encare davantage toute son indignation, quoiqu'il soit plus digne de mépris... *»

Le cardinal secrétaire d'Etat retarde sa réponse jusqu'au 12 août (1788) 2; mais la France et l'Espagne auront satisfaction, et l'ouvrage intitulé Seconda Memoria cattolica sera condamne. En témoignage de sa gratitude, l'Espagne promet d'intervenir auprès de la cour de Naples pour faire rendre au pape le tribut de la Haquenée qu'on lui refusait toujours.

Voici le billet que recevait à ce sujet le chevalier d'Azara

- « Du palais royal d'Espagne, 9 octobre 1788,
- Le chevalier d'Azara a reçu par le dernier courrier d'Espagne deux lettres pour le pape, l'une de son Maitre et l'autre du comte de Florida Blanca avec ordre de les remettre à Sa Sainteté, et de lui exprimer les sentiments de son Maitre et du ministre sur leur contenu, relativement à la condamnation du Memoria cattolica et les bonnes dispositions de Sa Majesté pour s'employer afin de faire rendre à Sa Sainteté la presentation interrompue de la Hacquenée de Naples.... 3 »



Arch. Vat. Biglietti del Ministro di Spagna al Segret, di Stato di Na Signore 28 mal 1788.

Poid.

³ Arch. Vat. (traunit de l'italien).

Le 14 octobre (1788) l'archevèque d'Emèse, gouverneur de Rome envoya au cardinal secrétaire d'Etat la minute de l'édit condamnant le calomnieux libelle intitule : Seconda Memoria cuttolica ¹. Il n'attendait plus pour l'afficher que la dermère détermination du Saint-Père ².

Les lettres apostoliques qui condamnérent le fameux factum anonyme portent la date du 18 novembre (1788). Elles promettaient 500 écus de récompense à celui qui dévoilerait le nom de l'auteur, contre lequel d'uilleurs étaient d'ores et déjà fulminées les peines les plus sévères 3.

Cependant les quelques Jésuites résidant en Russie Blanche répandaient de nouveau autour d'eux le bruit que Pie VI les avait formellement autorisés à y vivre comme avant l'époque de leur suppression. Pour donner à ce bruit toutes les apparences de la vérité, ils repétaient les paroles que le prevôt Benislawski prétendait avoir recueillies des levres mêmes du pape : « J'approuve les Jésuites de la Russie Blanche ».

Si le témoignage de Benislawski avait été véridique, et si Rome avait réellement toléré l'existence en Russie de la Companie qu'elle avait supprimée dans le monde entier, Me Saluzzo, le successeur d'Archetti dans la nonciature de Pologne, n'aurait pas manque d'en être informé

La preuve que rien n'avait été changé dans la satuation des Jésuites de la Russie Blanche et qu'aucune autorisation ne leur avait été donnée, éclate manifestement dans la correspondance du nonce avec le secretaire d'Etat, « J'ai appris, écrit Mª Saluzzo au secrétaire d'Etat, la mort de Czerniewicz, le prétendu vicaire-géneral de ceux qui se disent Jésuites de



¹ Arch Vat Biglietti del Ministro di Spagna al Segª di Stato di Nºº Sigª Seconda Memoria Cattolica contenente il triorfo della Fede, e Chiesa, de Monarchi e Monarchie, e della compagnia di Gesù, e sue spologie con so sterminio del loro nemici, da presentarsi a Sua Santità ed ai principi cristiani. Opera divisa in tre Tomi e Parti, e postuma in una richiesta gia e gradita da C emente XIII. Nella nuova stamper.a Camerale di Buovaria 1783-1781 Arch. di Stato).

² Arch Vat. Annziet. di Sprigna A savoir les lettres apostol ques : Cum primum acceptants in lucem cianculum .

³ Arch Aut Bighetti del Ministro di Spagna al Card. Secret, di Stato di Nº Sign Pio VI. Le premier Memoria Cattolica avait été condamne le 13 janvier 1781

la Russie Blanche. J'ignore si ces individus ont procécé à une autre élection..., 4 »

Czerniewicz en effet était mort. Avant de rendre le dermer soupir, il avait designé aux suffrages de ses freres le religieux Lenkiewicz Mais pour procéder à son élection il fallait la permission de la czarine. Cette permission avait été accordée et l'election fixee au 1^{er} octobre ².

Sur les entrefaites, le nonce Saluzzo écrivait au secrétaire d'Elat :

« La mort de l'abbé Czerniewicz vicaire général deceux qui se prétendent les Jésuites de la Russie Blanche, m'ainspire la currosité de voir dans quels termes en avait parlé le gazetier polonais, l'abbé Luskina, ex-jesu te lui aussi, que Sa Sainteté doit connaître. Je me suis donc fait traduire le numero de la gazette qui a trait à cet objet. Ayant relevé certaines expressions inconvenantes de l'article comme vous pourrez en juger par le journal que je vous envoie en y joignant la traduction — j'en ai porté plainte au maréchal de la couronne. Celui-ci m'a promis de mander le gazetier, de le réprimander de la licence qu'il a prise, et de le menacer de châtiment sévère s'il tombe à l'avenir dans de pareils excès, el surtout s'il donne la suite de l'article comme il le promet. J'en parlerai également à Mr. l'évêque, frère de S. M. et grand chancelier, en ce moment à la campagne : la situation de ce prélat lui donne une grande autorité sur l'abbé Luskina 1. Si Sa Sainteté le juge à propos, elle pourra se plaindre ministériellement, ainsi ses plaintes auront plus de poids..... » 4



Arch Vat. Varsavia di Monsig. Nunz., Varsavia 10 agosto 1/85.

L giunta a mia notizia la morte dell'abate Czernicewski supposto
 vicario generale de sedicenti Gesu ti della Russia litanca S. ignora pero,
 se quegli individui sicasi nuovamento avanzati ad un altra cicz.onc.

L'ne copie de cette dépeche a la Bibliothèque Valheelliana, porte à la dernière phrase, une variante qui n'en modifie à silleurs pas le sens

[»] Ignoro peratro se quelli individu mensi avanzati ad una nuova elezione. »

³ Bibliot, Vallicell 5 octobre 1785.

Cet évêque, frere du roi de Pologne et grand chanceller, avait l'abbé Luskina sous sa juridiction temporelle et spirituelle

^{*} B bliot Vallicell. Monum. Stor. Z. 40. Lettere del Nanzio di Polonia, Ferdinanao Saluzzo, alla Segreteria di Stato dal 1783 al 1787, per totum all' Em³ Pallavieina fol. 36. Lettre da 17 noût 1785

Dans les premiers jours d'octobre, en effet, le nonce de Pologne profite d'une audience du roi pour le saisir directement de l'article de Luskina et en demander une plus complete satisfaction. Le ministre, marquis Antici, avait prévenu Sa Majesté de l'incident, « Le roi, écrit le nonce, me répondit qu'il avait vu avec un souverain regret l'audace de cet homme, et que s'il avait cru la chose avantageuse, il n'aurait pas hésité à exiger de lui une juste réparation; mais, connaissant sa situation et son obstination, il pensait qu'on ne gagnerait rien par la persuasion » La rigueur ne donnerait pas non plus satisfaction, de plus elle produirait dans la ville une certaine rumeur, et réveillerait des incidents qu'il valait mieux laisser tomber dans l'oubli. Le roi croyait donc préférable, dans l'intérêt du Saint-Siège, de charger son frere, l'évêque-prince royal, de reprimander le coupable, en le menaçant de la suppression de la gazette s'il y insérait à l'avenir de pareilles choses et enfin de lui enjoindre de soumettre à son examen tous les articles qui parleraient de Rome ou de la Compagnie de Jésus 4.

Mª Saluzzo reçut bientôt de Rome une protestation contre l'article de la gazette de Pologne, avec ordre de la faire reproduire dans les feuilles publiques de Varsovic. Ce n'était point inutile, car les Jesuites après avoir traduit en français le numéro incriminé, s'efforçaient de le répandre à Pétersbourg. Le roi de Pologne et le prince-évêque, son frere, le savaient ; l'affaire d'ailleurs se divulguant de plus en plus dans la ville.

« Sil fallait ajouter foi, écrivait le nonce, aux derniers numéros de la gazette nationale, on devrait confesser que la prétendue élection du nouveau Vicaire genéral des ex Jesuites de la Russie Blanche s'est faite de connivence avec l'archevèque de Mohilew. Je chercherai par tous les moyens à connaître avec certitude les sentiments et l'attitude de ce prélat. Je saurai également si les Réfractaires lui ont demandé conseil, s'ils ont fait appel à son autorité pour confirmer leur élection, et je rendrai compte de tout cela à Sa Sainteté.....»

Bibliot Vall cel. 12 octobre 1.85. fo! 42

² Bibliot, Va.hcell, 23 novembre 1785.

Me Saluzzo, on le voit, exerçait une surveillance attent.ve sur ceux qu'il qualifie de *Refractaires*.

- « Ces jours derniers, écrivait-it, il y a eu de passage ici un certain Mornitz, ex-Jésuite allemand. Il se trouvait à Canton, en Chine, lors de la suppression de la Compagnie. Il revint alors en Allemagne et travailla au ministère des âmes.
- » Je ne sais par quelle folie qui n'est pas rare chez les individus de cette Compagnie eleinte, il s'en va en Russie Blanche s'enrôler parmi ceux qui se disent Jesuites, et pour être mieux reçu des confrères et aussi du gouvernement, il emmene avec lui six artisans qu'il prétend disposés à revetir l'habit en qualité de frères lais »

Les Jésuites essayaient donc loujours de donner le change au monde catholique et de lui faire croire qu'ils étaient autorisés à se perpétuer dans la Russie Blanche. C'est le but de quantite d'articles de journaux affirmant tous la legalité de l'existence de la Compagnie et la permission pour elle de se recruter.

e Dans les Instructions de Livonie, écrivait Mª Saluzzo, je trouve un article concernant les ex-lésuites. Je l'ai fait traduire et je l'envoie à V. Em. parce qu'il me paraît bon de prévenir le Saint-Père d'une chose qui, dans les feuilles publiques, ne manquera pas détonner. Les efforts toutefois que tont continuellement les individus de cette Compagnie éteinte, m'inquiètent peu. Je ne vois pas qu'ils puissent avoir aucun effet, » ²

Mais l'agitation en faveur des Jésuites ne se limitait pas a la seule Russie. De divers côtés on faisait des tentatives dans le but de ressusciter leur lustitut. En Pologne, on ne cachait plus le dessein de le mettre bientôt dans une situation analogue à celle que lui avait faite la czarine. Et Ms Saluzzo suppose que la czarine n'est pas étrangere a ces projets ; esperant sans doute par là reconquérir dans le pays une partie de son antique influence. Il compte toutefois que l'affaire ne reussira pas, parce que les rel gieux qui sont actuellement préposés à l'enseignement de la jeunesse n'ont pas intérêt a abandonner leurs droits acquis, pas plus que les émoluments

Ibid. 4 octobre 1786.



¹ Arch. Vat. Nunciat. di Polon. 12 luglio 1786.

afférents. Les Puissances, d'ailleurs, — le nonce du moins l'espère, — mettrout opposition par leurs ambassadeurs à la réalisation d'un projet si peu en harmonie avec leurs propres désirs!

La pensée de rétablir en Pologne la Compagnie de Jésus prit peu à peu une grande consistance :

« Dans la soirée de jeudi — 18 juin 1791, — écrit le nonce, on proposa de retablir les Jesuites en Pologne. Cette proposition toutefois ne parlait seulement que d'une députation qu'on enverrait à Rome pour traiter l'affaire avec le Saint-Siege. Le châtelain Lipski, auteur de la proposition, s'etendit longuement sur la décadence de la religion et des mœurs, depuis la suppression de la Compagnie, et sur la corruption des maximes et des principes de l'education actuelle. Il conclusit que l'unique moyen de remédier à tant de désordres et de protéger la religion contre des erreurs répandues, était de rappeter un Ordre dont on avait expérimenté le talent hors pair pour l'éducation de la jeunesse et la direction des consciences.

« Quand il eut fini, on demanda de toutes parts la réplique. Alors Sa Majesté prit la parole et dit que le monde savait combien il était personnellement partisan des Jesuites, et quelle opposition il avait faite à leur suppression, mais qu'u la fin il avait été obligé de se soumettre à la décision de Rome, attendu qu'on ne peut être bon catholique sans être en même temps obéissant au chef visible de l'Eglise. Le roi fit encore observer qu'il ne failait pas accroître les graves angoisses du Saint-Pere occasionnées par tous les événements qui se passaient ailleurs. Que la proposition du châtelain Lipski de Leczyca non sculement ferait surgir la discorde entre le Saint-Siège et les Puissances catholiques, mais qu'elle altérerait encore la bonne harmonie qui régnait entre l'Espagne, le Portugal et la Pologne, en un moment où l'on avait tant besoin de tranquillité pour consolider la nouvelle forme du gouvernement Et il ne s'agissait pas de vains bruits puisqu'on assurait que la diéte de Pologne avait pris certaines determinations relatives aux Jesuites : lui-même

¹ Ribbiot, Valifreil Manum, Stor. Z. 40. Letters del Nunzio di Poionia. Ferdinando Saluzzo alla Segreteria di Stato. 12 janvier 1791.

avait reçu des représentations ministérielles sur les conséquences funestes qui pouvaient en résulter. D'ailleurs n'avait-on pas remplacé la Compagnie supprimée par un autre Ordre religieux zélé et actif ? Presque tous les Reguliers ne demandaient-ils pas qu'on leur confiat l'éducation de la jeunesse?

« Personne ne s'avisa de répondre au discours du souverain, d'où l'on peut conclure, selon toute probabilité, que le projet est enterré. Le soir de ce jour, ajoute le nonce, ayant cu occasion de voir Sa Majeste, je la remerciai non seulement d'avoir évité au Saint-Père l'ennui que lui aurait occasionné une pareille demande, mais encore d'avoir déclaré solennellement son attachement aux décisions de l'Eglise et de son chef visible. Je voudrais me flatter que cette attitude pût arrêter œux qui ont, en matière religieuse, des projets opposés à ceux du roi. » !

Le secrétaire d'État ne tarde pas à repondre à la dépêche du nonce de Pologne. Il fait part à M⁵⁷ Saluzzo de l'entretien qu'il a eu avec le cardinal Antici, le ministre du roi Stanis las-Auguste, et lui exprime ses craintes de voir revenir sur le tapis la question du rétablissement de la Compagnie.

- Dans mes deux dépêches du 9 et du 16 de ce mois, écrit Son Eminence, je vous ai chargé itérativement d'offrir à ce souverain les plus vives actions de grâce du Saint-Père pour son énergique discours contre la motion du châtelain Lipski. Ce discours nous a épargné d'innombrables ennuis. De nouvelles instances à ce propos nous occasionneraient un océan d'amertumes.
- « Nous nous croylons tranquilles au moins sur cet article, lorsque je reçus hier la visite de Ms le cardinal Antici qui me remit une lettre de son souverain. Le roi exprimait ses sentiments de cordiale amitié et d'attachement pour la personne sacrée du Saint-Père et son desir constant d'éloigner de lui toute sorte d'ennuis.
- Il avait toutefois le regret de voir que les fanatiques pour le rétablissement des Jesuites n'ont pas perdu courage, qu'ils ont renouvele tous leurs efforts dans des diétines, pour



¹ Bibliot, Valleell. Monum. Stor. Z. 40, fol. 36 et seq. Lettere del Nunno di l'olonia Ferdinando Saluzzo alla Segreteria di Stato. 18 juin 1'91.

que des mandataires particuliers soient envoyés le 15 septembre prochain à la diéte générale afin de réiterer leur motion.

- » Bien que Sa Majesté soit disposée à désapprouver, comme elle l'a dejà fait, la motion dont je parle, elle ne saurait garantir un succès qui peu. être balancé par la multitude des opposants et la majorité des votes. C'est pourquoi le roi désirerait avoir en main quelque acte pontifical dont il se servirait. Son opposition aurait ainsi plus de chances de succès.
- Le cardinal Antici m'a insinué que vous n'aviez besoin que de me renouveler les remerciements qu'on vous a chargé de me faire dans vos dépeches des 9 et 16, en y ajoutant une note ministérielle. Cette note insisterait sur la reconnaissance du Saint Père envers Sa Majesté dont le discours l'a délivré d'une grande amertume.
- Elle ajouterait que le Saint-Père est persuadé que le roi continuera à lui donner de nouvelles marques de sa cordiale amitié; qu'il lui épargnera le regret de refuser de condescendre aux instances d'une nation à laquelle il a donné tant de preuves de prédilection; qu'enfin il lui évitera ninsi les reproches des autres Etats qui manifestent des désirs opposés à ceux de la Pologne.....
- Tel serait l'objet de la note ministérielle que je vous charge de rédiger. Vous serez encore tous vos efforts anprès du souverain et de ceux que vous jugerez bon, pour que la motion ne soit pas faite ou pour que, si elle était faite, elle soit rejetée. Le Saint-Père et moi comptons beaucoup sur votre habileté éprouvée.....»

Le nonce de Pologne expose au roi les désiderata de Rome et Sa Majesté lui donne de nouveau l'assurance qu'elle s'opposera à la résurrection de la Compagnie. Saluzzo en informe sa cour, et le secrétaire d'E.at lui exprime derechef sa satisfaction. §

Le nonce a tout un plan de campagne pour faire échouer la



Bibliot, Vallicell Monum. Stor. Z. 30. Letters di Segreteria di Stato al Nunzio di Polonia Ferdinando Saluzzo del 1788 al 1794 fel. 62. 30 luglio 1791. Lettera particolare.

Bibliot Val icell, Z. 30 fol. 65. 3 septembre 1791

motion Lipski. Et c'est ce plan de campagne dont il entretient le secrétaire d'Etat.

Quel que soit, lui répond celui-ci, les moyens à mettre en œuvre pour empêcher qu'on ne propose de nouveau, dans cette diete, le retablissement des Jésuites, ils seront toujours agréés du Saint-Père qui ne voudrait ni se brouiller avec cette nation, ni encourir la rancune des autres cours catholiques. ... » 1

Le nonce composa alors un mémoire pour être remis au promoteur du rétablissement de la Compagnie de Jésus. Ce mémoire obtint sans doute quelque résultat, si j'en juge par une depêche on secrétaire d'Etat; « Il est à présumer, ecrivait celui-ci, comme votre Seigneurie Illustrissime l'a parfaitement compris, que le promoteur du mémoire relatif au projet de la restauration des Jésuites dans ce royaume, a reconnu l'utilité et la convenance des idees exposées dans votre mémoire. Le Saint-Père lu aussi en a approuvé la teneur et il applaudit à votre habileté dans cette délicate et périlleuse aflaire, » ?

Le projet fut ajourné, mais il ne fut pas abandonne, car un an plus tard, dans une nouvelle diète, la question du retablissement des Jesuites revint en cause. Une dépêche de Mar Saluzzo au cardinal secretaire d'Etat nous l'apprend.

a J'ai le regret, écrit Son Excellence de voir reparaître en scène la question des Jésuites. On pretexte de la nécessité de protéger l'éducation et les écoles contre les maximes et les doctrines philosophiques.

» Ces maximes qui, prétend-on, sont en progrès, ont déja pour chauds partisans, les religieux des Ecoles Pies qui détiennent l'enseignement à peu près en totalité. C'est pourquoi on voudrait leur substituer des ex-Jesuites de Mobilew.

» Je veux croire que la motion est faite a l'instigation de ces derniers qui ne se tiennent pas pour battus; il n'est pas impossible qu'ils se sentent appuyes dans leurs tentatives ici et à Saint-Pétersbourg. Comme les affaires de Potogne sont à la discrétion de l'impératrice de Russie, je laisse à

¹ Ibid 11 septembre 1/91

^{*} Bibliot Vallicell, Manum Stor Z fol. 66 27 septembre 1791

Votre Eminence le soin de decider, s'il ne conviendrait pas, à l'occasion, de voir M. Santini. Je lui dirais incidemment que Sa Saintelé sait que l'impératrice a la plus grande influence sur les changements qui arriveront en Pologne, que par conséquent Elle a confiance que Sa Majesté ne permettra pas qu'on fasse, en matiere ecclésiastique, aucune innovation susceptible de porter préjudice aux droits du Saint-Siège..... »!

Et trois jours après le départ de cette dépêche, le nonce de Pologne cert un billet au secretaire d'Etat pour servir, dit il, de supplement, à sa dernière dépêche — de mercredi, 12 courant — où il lui parlatt des efforts des ex-Jésultes.

Ne comprenant pas la langue polonaise, écrit Mª Saluzzo, nous ignorons bien des choses. Je viens seulement d'apprendre que le projet de rétablir les Jésuites se trouvait dans une publication de la conféderation de Lithuanie, en date du 27 août. L'affaire prend donc de la consistance ; Yotre Eminence pourra en juger par les termes mêmes extraits de la Gazette Nationale et que j'ai confrontés avec le document original. Bien que le maréchai Zabiello ait été change, cette mutation n'enlèvera rien à l'influence de l'évêque Kossakowski, protec teur des Jésuites, que je regrette de voir nommé consulteur de la confédération de Brzest.

» Si les affaires qui nous regardent sont traitées dans la diète, nous pourrons en être informés et y faire opposition. Mais si les deux confédérations s'unissent pour légifèrer, nous avons lieu de craindre beaucoup. » *

Ms Saluzzo supposant que la czarine n'etait pas etrangere à cette agitation polonaise en faveur des Jésuites. Aussi charge-t-il un ami de le renseigner exactement sur ce point. Dans son courrier à Rome, — 14 novembre (1792). — il glisse la tettre qu'il vient de recevoir de cet ami bien informé.

 Je profite, lisons-nous, du depart à Vienne d'un courrier pour vous dire quelque chose sur l'objet que vous m'avez recommandé.

[!] Bibliot. Vallicell Monum Stor. Z. 12 septembre 1792, fol. 214. Le 1º mars 1812 Alexandre la cleva le collège des Jesuites de Polock au grade d'université.

⁴ Bibliot Vallicell, Monum. Stor. Z. 15 septembre 1792. Rossakowski etait évêque du Livland (Episcopus Vendensis).

- » L'impératrice est déjà prévenue des intentions de la confedération de Lithuanie sur le rétablissement des Jesuites. Elle en a parlé publiquement à l'archevêque de Mohilew en lui manifestant sa satisfaction. J'ai eu, sur cet objet, deux entretiens avec le vice-chancelier, comte d'Osiermann.
 - Du premier entretien, j'ai conclu ceci .
- On ne saurait aller de l'avant que si la Pologne avait nettement manifesté ses désirs ; or, en fait, la Pologne, dans sa diète, n'avait pas même abordé ce sujet.
- Dans le second entretien : Les Polonais, me dit il, demandent l'assentiment de l'impératrice ; et ils se flattent de l'obtenir, puisqu'elle a gardé les Jésuites dans ses Etats.
- « Je lui exposat de mon mieux les conséquences qui résulteratent pour le pape d'une resurrection de la Compagnie en Pologne. Nous ne voyons qu'un remede, repondit le vicechancelier, ce serait d'agir d'avance sur la diète qui aurait à en delibérer. L'impératrice ne songe nullement à intervenir par elle-nième dans le débat, elle ne veut pas davantage accorder directement sa protection aux Jesuites, bien qu'elle les garde dans ses Etats.
- » Je lui exposai de mon mieux les raisons données par vous sur la situation qui en résulterait pour le pape....
- » Le comte d'Ostermann, termine le nonce, est très honnéte, et je puis faire cas de ce qu'il dit, tirez de ma lettre la conclusion qu'elle comporte et agissez pour le mieux.... ! »

Bien que schismatique. Catherine II. on le voit, se mélait sans cesse des affaires de l'Eglise romaine, non seulement dans ses Etats proprement dits, mais même en Pologne. Ainsi, à la fin de la mission d'Archetti a Saint-Petersbourg, elle avait sollicite, à l'instair des Puissances cathoriques, le chapeau cardinance pour le légat pontifical, et le pape lui avait donné satisfaction au consistoire du 20 septembre 1785. Huit ans plus tard, enhardie par son premier succes, la czarine demande pareille faveur pour l'archevêque de Mohilew. Voici en effet ce que nous fisons dans une dépêche chiffrée, envoyée le 8 septembre (1793) au secrétaire d'Etat par Me Saluzzo.

Biblot, Vallicell, Monum. Stor. Z. 11 novembre 1792.

- c... L'ambassadeur (russe) m'a confie que l'impératrice lui avait écrit une lettre particulière dans laquelle elle disait n'avoir pas beu d'être contente du Saint-Siège Plusieurs fois elle avait demandé le chapeau de cardinal pour l'archevêque de Mohilew et le Saint-Père le lui avait toujours refuse, S. M. imperiale connaissant les liens d'anubé qui nous un ssent, lui avait permis de reprendre ce sujet avec mot.
- Je répliquai que je n'avais jamais eté chargé d'une pareille. négociation ; que j'agnorais les motifs qui avaient empêché le Saint-Père d'accorder la demande de la Souveraine, je supposais toutefois qu'ils priuvaient être ceux ci : c'est qu'il n y avait pas d'exemple qu'on eût cree des cardinaux dans les pays non catholiques. D'ailleurs, ajoutai-je, la conduite de cet archevêque n'a pas é é telle jusqu'ici qu'elle mentatune exception aussi singulière pour sa personne. L'ambassadeur me parut sentir la force de ces raisons, cependant, répliqua-1-il, il y a présentement en Russie un grand nombre de provinces cataoliques. Je repris que je ne voyais pas qu'on les considérat comme telles, puisque aucun traité ne déclarait dans ces provinces la religion catholique, religion dominante. L'ambassadeur croit sans doute que je ferai une relation de cette conversation, et peut-être attend-il une réponse Votre Eminence jugera si elle doit m'informer des motifs du refus du Saint-Pere et me donner des instructions sur cet obiet. Mon sentiment serait de laisser tomber l'affaire et de ne pas en reparler e premier. Je suppose qu'on a voulu préparer la voie, mais qu'on a l'intent.on de proposer à cette diguité un autre sujet que l'archégue de Mohilew Votre Eminence se rappelle ce que je lui dis, il y a quelque temps, sur le bruit que la cour de Russie destrait faire donner la pourpre à Mª Kossakowski. Je n'en ai pas d'autre indice que ce que m'en dit alors Sa Majesté.
- » On croit ici qu'entre l'évêque Kossakowski et l'ambassadeur il n'existe plus la même bonne harmonie d'autrefoisparceque les projets du premier sont toujours préféres a ceux du second. Je pense autrement; en tout ce que j'observe, je reconnais clairement qu'il règne entre eux le plus parfait accord, et je crains toujours que, si l'on met en avant quelque projet de réforme, ou quelque innovation du

goùt de cet évêque, aucune force n'en arrête l'execution. » 1

A la date même où M^{gr} Saluzzo écrivait cette dépêche chiffrée au secretaire d'Etat, partait de Rome un decret qui le nommait président d'Urbino, et lui donnait pour successeur, dans la nonciature de Pologne, M^{gr} Litta.

Siestrzencewicz, malgré son dépit et les instances indirectes de la czarine, n'avait pu obtenir le chapeau. Pour sen consoler et s'altriquer une sorte de compensation, il avait usurpé publiquement le titre de légat-ne. A cette nouvelle le cardinal Antonelli s'indigne. « Il ne faut à aucun prix, écrivait-il à Mª Spina, que le pape décerne a ce personnage un titre qui n'a jamais été donne dans un Etat non-catholique ? ». C'était bien d'aitleurs le sentiment de Sa Sainteté qui énumère les raisons de refuser pareille distinction ?.

Le refus du pape n'arrêta point les prétentions de l'archevêque; il avait pour lui l'amitié et les protections de la cour schismatique, et il briguera de nouveau, sur la fin de sa carrière, le chapeau de cardinal et les honneurs de la pourpre.

L'archevêque de Mohilew est toujours remuant et autoritaire. Il semble avoir reçu de Rome des pouvoirs discretionnaires pour tout ce qui touche aux intérêts spirituels de la Russie Vers la lin de 1798, il donne une nouvelle organisation à la hiérarchie ecclésiastique latine et grecque. Il érige, en ce même temps, qualre sièges episcopaux, s'exemptant naturellement des formalités qu'exigent des actes de cette importance, et sans demander le consentement préalable des evêques dans les diocèses desquels il prenaît le territoire des nouveaux sièges. Pie VI pour éviter tout conflit avec l'autorite seculière, et dans l'interêt des catholiques de Russie, valida, par lettres sanaloriales, les actes étranges de Siestrzencewicz *.

En 1799, la czarine est morte depuis plus de deux ans 5, et



Bibliot Val.icell Monum Stor Z 8 septembre 1793 In cifra

Bibliot, Vallicell Manum Stor 2 fol 270 Antonelli à Spina, 17 mars, 1799.

³ Ibid. fol. 268-69. Spins à Autorelli, 16 mars 1799

⁴ Bibliot, Vallicell Monum, Stor, Z. fo., 159-161. Spina à Antonelli, 2 novembre 1798

[·] Catherine II mourut le 17 novembre 1796

les Jesuites subsistent toujours en Russie dans le même étal. Bon nombre de peres sentaient sans doute l'irrégularite de leur situation, peut-être déstraient-ils se soumettre, mais ils en étaient detournes et par les injonctions de l'autorite séculière et par l'espérance secrète que le bref de Clément XIV serait queique jour rapporte. Atin de hâter ce jour desire si ardemment, ils multipliaient les démarches auprès du venérable pontife. Ils ne ui demandaient d'ailleurs qu'une concession tacite mettant leur conscience en sûreté.

L'occasion pour eux semblait favorable. Pie VI était âgé, la persécution et la maladie avaient amoindri ses forces corporelles et, comme consequence, le ressort de ses facultés. De plus, ils avaient pres de lui, en qualité de secretaire des lettres. Li nes, l'abbé Marotti, un de leurs anciens collègues, toujours resté fidele à la Compagnie.

Ce fut cet abbé Marotti qui, de corrert avec Mer Latta, essaya d'obtenir le minimum d'approbation sans lequel la Compagnie ne pouvait légitimement exister. Mer Spina, qui raconte la chose au cardinal Antonelli, ne croît pas que le pape donne satisfaction à Marotti. On vient en effet de fonder une congrégation de prêtres qui s'intitule Société de la Foi de Jesus. Cette société voudrait faire approuver des règles tout à fait semblables à celles des Jesuites. Le pape qui en a parle à Mer Spina y est fort opposé, malgré l'avis contraire du cardinal della Somagha i protecteur du nouvel Institut. Or, s'il faut en croire Mer Spina, Marotti, esco uptant l'autorisation pontificale. l'avait donnée pour certaine à ses anciens confieres de la Russie Blanche 2.

Sur les entrefaites, le cardinal Antonelli écrit à Mª Spina une longue lettre destinée sans doute à être mise sous les yeux du pape. Son Eminence ne pense pas que Pie VI puisse « autoriser les ex-Jésuites qui sont en Russie à se rétablir en qualité de corps religieux. Ils sont, continue toujours le cardinal, schismatiques et retractaires, ainsi que le pape lui-même et la Congrégation de la Propagande l'ont déclaré au temps de la

^{*} Bibliot Volkeell Monum Stor Z fol 2419-242*. Spins a Antonelli Flotence, 15 fevrier 1799.

² Behlfet, Vadicell Monum, Stor. Z fol 250-51. Sp.na à Antonelli 23 fevriet 1799

nonciature du cardinal Archetti. » Il est « également loin d'approuver qu'on fasse ressusctier la Compagnie au moyen (le prêtres qui vivent en société sous le titre de la Foi de Jesus. . Leur supéneur est à Vemse et y travaille avec l'appur du patriarene et du cardinal della Somaglia. Quatre ou cinq de ses coassocies sont à Padoue et y vivent dans le plus grand dénuement. »

Antonelli les croit tous « bons et salats »; il les suppose doues « des meilleures intentions », mais ils sont « une sève insuffisante pour faire renaître le grand arbre de la Compagnie. »

Puis il faut compter avec les cours d'Espagne et de Portugal « qui, sans être presentement aussi hostites aux Jesuites, ne verraient pas volontiers leur retablissement. »

Le cardinal termine sa longue lettre a M^N Spina en avouant qu'il aura des contradicteurs, il ne s'obstine pas toutefois dans son sentiment, et il s'en « rapporte absolument au jugement du chef de l'Eglise » ⁴.

Pie VI à un certain moment fut hésitant. Il paraissait incliner à « une tolerance quelconque en faveur des Jésuites de Russie. » M^{gr} Spina s'attribue, à tort ou a raison, d'avoir contribué a modifier sur ce point les dispositions pontificales. L'abbé Marotti, sentant qu'il s'attaquait à trop forte partie, cessa d'entretenir le pape de ce sujet.

Dans le même temps Paccanari, celui qui prenait le titre de Supérieur de la Societé de la Foi de Jesus, envoya de Venise, où il résidait, une instance « pour avoir l'autorisation de revêtir l'habit dont s'était servi la Compagnie supprimée. » Le pape répondit par un refus : et, en présence de Marotti, il caractérisa d'imposture (bindoleria) une pareille demande ².

Le cardinal Antonelli fait bientôt part à Mer Spina d'un bruit qui court le Supérieur des prêtres de la Foi de Jésus aurait annoncé son prochain départ pour Vienne; là, il ouvrirait une maison et se réunirait à une société d'émigrés français, qui s'intitule « Société du Cœur de Jésus. »



Bibliot, Valucell Monam. Stor. Z. fol 254. Antonelli à Spina 24 février 1799. J'ai laissé soulignés les mots qui le sont dans le texte des dépêches.

4 Bibliot, Valucell. Monum. Stor. Z. fol. 258-59. Spina à Antonelli, 2 mars 1799.

et se rendrait ensuite à Prague lever de nouvelles recrues, et se rendrait enfin en Russie pour consolider la Compagnie et l'augmenter des sujets qu'il compte requeillir par la route. » Tous ces bruits sont-ils foudés? Le cardinal n'y ajoute pas une foi absoluc.

Tout en maintenant son refus de reconnaître la nouvelle Société de la Foi de Jesus cependant Pie VI pressentait les évêques et scrutait les cours sur l'article des anciens Jésuites de la Russie Blanche. A l'instigation du cardinal della So naglia et de l'abbé Marotti, une des maisons de ce nouvel Institut installee à Vienne « avait éte recommandée par le pape au cardinal Migazzi, afin qu'il s'en servit comme il croirait opportun de le faire. »

A Florence, la Sociéte du Cœur de Jesus existait; on songeait même à la doter, et le Grand-Duc n'y faisait point opposition ².

Dans toute cette affaire si épineuse, Antonell, et Spina se defendent d'un parti pris contre la Compagnie de Jésus et les deux nouveaux Instituts qui semblent, sous un nom différent, ressusciter l'ancienne Société. Ils veulent avant tout servir l'Eglise, et ils pensent que le bien serait plus facile, en cela comme en toutes choses, si l'élement humain avait une part moindre, et si l'on s'inspirait toujours d'un plus grand esprit de religion.

Bibliot, Vall cell, Monum. Stor. Z. fo., 262-53. Antone li a Spina, 3 mars 1799.

² Bibliot, Vallicell, Monam. Stor. Z. fol. 264-63. Spina a Antonelli, 8 mars. 4799.

Jbid. Autonelli & Spina 17 mars 1799

CHAPITRE XXXVIII

SOMMAIRE. -- 1 -- La l'oscane democratisee -- illuminations à Rome à ce sujet - Ordre du Directoire oi transfèrer Pie VI à Parme. - Entrevue du pape avec le Grand-Duc — Ordre de conduire Pie VI à Turin — On dit que les Autrichiens veulent le delivrer. On refuse au cardinal Gerdil la permission de voir le pape - Le pape ira prisonnier en France. Le pape va à Briançon; de là à Valence. On l'y déclare en état d'arrestation. - La santé de Pie VI s'ameliore. - Le chevaller de Labrador au service du pape - Ordre de conduire Pie VI a Dajon; preparatifs — Pie VI tom se gravement malade — On surscoira au départ Amélioration et soudaine aggravation.
 Les derniers sacrements. Le Saint-Père ajoute un codicille à son testament. \rightarrow Sa mort $-\Pi$. \rightarrow Constatution du deces de Pre VI. - L'autopsie et l'embaumement -Novendiales à Valence. Le cercuell est mis dans un caveau proviscire. Demande de passe ports pour les serviteurs de Pie VI L'adminis tration centrale de la Drôme réclame une indemnité : L'ie VI inhumé au cimetière de Sainte-Cathorine à Valence.

L'attitude soumise, presque obséquieuse, du Grand-Duc, Ferdinand III, vis-à-vis du Directoire, ne le sauva pas de la décheance à laquelle sembraient voues tous les trônes monarchiques. La Republique française ne révait-elle pas de fonder sur leurs ruines une sorte de Republique universelle? Et d'ailleurs une partie de la Toscane avait pris part au soulévement contre la République cisalpine, lors du départ des troupes pour la conquête de Naples. Ce fait, à lui seut, était plus que suffisant pour motiver la répression et la vengeance.

Pour les exercer, comme ils l'entendent, les Français reviendront sur leurs pas democratiser la Toscane. L'empe reur d'Autriche aurait pu peut-être, s'il l'avait voulu, opposer une barrière au flot envahissant. Pie VI le pense du moins. — Aussi se tourne-t-il vers lui pour lui demander secours et protection. Mais, comment sa lettre lui parviendra-t-elle, alors que toutes les routes sont occupées par les soldats français! Le temps manque pour organiser sérieusement la résistance et la cause est desespérée



¹ Bibliot Vallicell Monum. Stor Z. fol. 273 Spira à Antolel i, 15 mars 1799.

Le 4 germinal 24 mars 1799 - à trois heures de l'après-midi, le général Miollis entre à Livourne; le même jour à 4 heures, le général Gaultier occupe Florence. Deux heures plus tard, le Grand-Duc et sa famille prennent le chemin de l'exil !.

A cette nouvelle les patriotes de Rome s'agitent ; le ministre de la justice, Martelli, fidele interprête de leurs sentiments, décide, qu'en signe de joie la ville sera illuminee deux soirs consecutifs, les 9 et 10 germinal ².

Pendant que Martelli, tout à la joie de la démocratisation de Florence, de mande d'illuminer Rome, Bertolio, le ministre de la République française, se plaintamérementaux consuls, des ennemis de la liberte. Ce sont, dit il, c les oisifs des cafés, les suppôts de l'ancienne cour de Naples, les partisens du regime papa, les ambit eux » Et comme il tient cette classe d'hommes pour a incorrigible » il a résolu de « l'abandonner à elle-même » 2.

La déchéance du Grand-Duc ne pouvait manquer d'avoir une repercussion fatale sur le sort du souverain Pontife. Le 26 mars, deux officiers français se rendent à la Chartreuse de Florence où le pape est interné depuis onze mois. Ils lui intiment l'ordre du Directoire de se rendre à Parme sans délai-Après quelques préparatifs faits en toute hâte, Sa Sainteté prend congé des religieux du monastère et le jeudi, 28 mars,

⊓α Liberté, Egal te.

» R. F. [Rome, 8 germinal (28 mars' an VII) de l'ère républicaine .

o L'ambassadeur de la R. F. au consulat romain.

Citoyens consula,

a Je me hâte de vous armoncer officiellement que le 4 germmal, à 3 heures après-midi, le général M oille est entré à Livourne, et qu'en outre, a 4 heures, le général Gauttie a occupe la ville de Florence. Tout s'est passé tranquillement. Le Grand-Duc est parti ce même jour a 6 heures avec toute sa famille.

- в Vive la Liberte!
- » Salut et Fra ernité!

Bertoulo.

Pour copie conforme.

. Le Ministre de la justice et de la police,

· MARTELLE, 2

(Arch di Stato).

Baldassari det que les François entrerent à Florence le 25 mars, à 2 heures de l'après-midi

⁹ Arch di Stato Piazza Firenze .

* Ibid 25 mars 1799.

à 3 heures du matin, elle monte en voiture et se dirige vers sa nouvelle destination.

Le soir de ce même jour, l'escorte pontificale s'arrête dans une hôtellerie, au village delle Maschere ', pour y passer la nuit. Le lendemain elle poursuit sa route jusqu'à Ponte di Scarica I Asino, le samedi elle atteint Bologne ², le dimanche Modène, et enfin le lundi au soir, 1° avril, le pape arrive à Parme, après un arrêt de deux heures à Reggio, où l'evêque, M² François-Marie d'Este, lui présente d'abord ses hommages, puis veut a toute force lui servir une collation à lui et aux personnes de sa suite ³.

A Parme Pie VI descend au vaste couvent de Saint-Jeanl'Evangéliste ⁴ C'est là, qu'au lendemain de son arrivee il est salué par le Sérénissime duc Ferdinand, Infant d'Espagne, par la duchesse, qui lui présente sa fille ⁵, et par Mr Adeodat Turchi, l'évêque de la ville. Ce prélat comble le pape des plus délicates attentions.

Mais le séjour de Pie VI à Parme ne devait pas être de longue durée. En effet le 13 avril, un courrier apporte une depêche au capitaine Mongen, le commandant de l'escorte qui avait accompagne Pie VI de Florence à Parme. Cette depêche contenait l'ordre de transférer sans retard Sa Sainteté à Turin, avec des menaces a l'adresse du Grand-Duc si cet ordre ne recevait pas une prompte execution.

Le pape est exténué du precedent voyage; loutefois à cause des conséquences qui peuvent en résulter pour Ferdinand, il a hâte de s'éloigner.

Le 14 avril 6 il monte en voiture, afin de poursuivre sa



Osteria delle Maschere

^{*} C'est à Bologne que le card pal Caprara tenta de se presenter devant le pape, mais le pape, mecontent de sa nonciature à Vienne, le fit prier de ne pas se déranger Baldassari. Lacouture, p. 40.

³ Viaggio del Peregrino Apostolico il Sommo Puntefice Pio Sesto da Roma a Valenza di Francia ove fu trasferito in Ostaggio della Reppublica francese: . . in Roma MDCCXCIX Presso Pietro Paolo Montagnani

L'abbé de ce monastère était D. Gaspard Hertoni.

Elle devint plus tard religiouse ursuline.

⁶ Haldassori. Relazione delle avversità e palimenti del glorioso papa Pio VI negli ultimi tre anni del suo pontificalo in Modena 1813. Edizione seconda. Cet ouvrage raconte dans les plus petits details le douloureux voyage de Pie VI. Je m'abstiendrai ici de faire ce récit detaillé, me contentant d'en resumer les grandes lignes.

route vers une ville qu'il espère être le terme de son exil.

Le premier arrêt à lieu à Borgo San Donnino; le pape y rencontre l'évêque Alexandre Garimberti et le cardinal Valenti Gonzaga.

Le lendemain matin, lundi 15 avril, Pie VI prend la route de Plaisance, arrive près de cette ville, n'y entre pas et descend à un mille environ de la cité, au collège de Saint-Lazare, dirigé par les Pères de la Mission.

Là se repand le bruit qu'un detachement de soldats autrichiens s'approche avec l'intention de le délivrer. Aussitôt. — 16 avril : Mongen change l'itinéraire du pape, au lieu de poursuivre vers Turin, il se dirigera sur Milan par la route de Lodi.

Cependant le bruit de la pretendue attaque des Autrichiens paraît une fausse alerte. Aussi, le même jour, à une heure de l'après-mid., reconduit-on de nouveau Pie VI au monastère de Saint-Lazare, en lui taisant traverser Plaisance. Le peuple de la ville accourt en foule et lui demande la bénédiction aposto.ique.

Il paraît certain, toutefois, que des tentatives secrètes ont été faites pour enlever aux mains des Français leur auguste prisonnier.

Un prélat distingué, Mar Rivarola, plus tard cardinal, se rendit à Guastala et à Sacca, dans l'espoir de trouver les troupes autrichiennes. N'ayant pu y parvenir, il ecrivit au général Klénau une lettre pressante, indiquant l'innéraire que devait suivre Sa Sainteté. Cette lettre fut remise à Klénau. Le général ne crut pas pouvoir tenter un coup de main : Il n'avait pas les troupes suffisantes pour courir de tels risques.

En quittant le couvent de Saint-Lazare, près de Platsance, le 17 avril à trois heurs un quart du matin, Pie VI devait passer une riviere débordée, la Trébic. On poussa à bras chaque voiture sur un pont mobile, posé sur deux barques. Le passage était périlleux et le pape ne mit pas moins de deux heures pour l'effectuer.

L'etape de la journée avait été fixée à Castel San Giovann, on y trouva le chevalier Pierre Labrador en compagnie de Mª Gazza Malo. Pierre Labrador, naguère ministre d'Espagne à Florence, navait plus aucun motif de rester dans cette ville depuis le départ du Grand-Duc. Le roi d'Espagne

l'avait pué de s'adjoindre au cardinal de Lorenzana, ensemble ils devaient accompagner. Sa Beautude et mettre leurs bons offices à sa disposition.

Le jeudi 18 avrit, Pie VI arrive à Voghera ; il est reçu dans la maison du comte Dattili. Le lendemain, il arrive à Tortone ou Mêr Fassatilui fait les honneurs de son evèche. Le 20, il quitte Tortone, franchit deux rivières débordées, la Scrivia et la Bormida, avant d'entrer a Alexandrie ou l'eveque, Mêr Mossi de Morano, le reçoit et passe avec lui tout le jour suivant qui est un dimanche.

Le lundi, 22 avril, le Saint-Père atteint Casale di Monferrato; Mª Ferrero della Marmora lui offre l'hospitalité dans son palais. Le lendemain il quitte de bonne heure Casale, traverse le village de Trino, et s'arrête à Crescentino où il se repose quelques heures au couvent des Oratorieus. Là il est visité par l'évêque de Vercelli, l'Eminentissime Martiniana, le dervier cardinal qu'il lui serait donné de voir.

Avant Turin, il fallut accorder une halte au pontife épuisé de fatigue. Cette halte eut lieu à une petite bourgade du nom de Chivasso. On en profita pour faire aux harnais de l'équipage d'urgentes réparations.

Pie VI arriva de nuit à Turin 1 Il n'y fit d'ailleurs qu'un court sejour. Le Directoire, en effet, pour éviter toute surprise, et afin de mieux conserver son prisonnier, avait donné l'ordre de le conduire en territoire français.

Pie VI quitte Turin le vendredi 26 ; il s'arrête quelques heures au village de Saint-Ambroise. Le savant cardinal Gerdil, une des lumières de l'Eglise, y vivait retiré dans l'abbaye de Saint-Michel. Il aurait vivement désiré se rendre sur le passage du pape pour le saluer. A cet effet, il adressa une demande au commandant général. Emmanuel Gronchy, mais la faveur qu'il sollicitait lui fut refusée de part et d'autre ce fut la privation la plus grande et la douleur la plus amère 2. Le soir de ce même jour, Pie VI arrive à Suze et descend



¹ L'archevéque, Mr Ludovic Buronzo del Signore, n'eut pas la permission de voir le pape

Bibliot des Barnabites S. Carlo a' Cat.nari

< Liberté, Egalite.

^{*} Tavene, 5 floréal - 24 avril -, 7 année de la R. F. Le citoyen cardinal

chez l'évêque, M^{gr} Ferraris. Là le pape apprend qu'il ira non pas à Grenoble, mais à Briançon.

Le 28 avril, on quitta Suze. Sa Sainteté ne monta pas en voiture, les chemins ne le permetiant pas, — mais en chaise à porteur. L'ascension du mont Genèvre fut très pénible.

A cette époque de l'annee, les routes difficiles en tout temps deviennent fort dangereuses obstruées qu'eiles sont par des amas de neige considérables, par des arbres et des rochers que les avalanches y ont accumulés. Le terme de l'ascension pour la journée du 28 fut le village d'Oulx. Le 30 avril, Pie VI quitte avec regret Ou.x et la terre d'Italie. Le nom du dernier virlage qu'il traverse, Sezana, avait une singulære conson nance avec Cesena sa patrie, la gracieuse ville de Romagne où, enfant, il avait passé les plus belles années de sa vie, Cesena, qu'il avait revue deux fois depuis son élévation au trône pontifical, à l'aller et au retour du voyage de Vienne.

Entrer en France, sur la terre de l'exil, après les lugubres événements qui avaient fermé les temples et proscrit le culte catholique, dans le pays des jacobins où les prêtres avaient été massacrés, les églises detruites, l'antique noblesse ruinée, le trône des Bourbons renversé et les souverains mis à mort ; n'était-ce pas pour l'auguste vieillard le plus cruel des supplices !

Après sept heures d'un périlleux voyage Pie VI arriva le soir de ce même jour mardi 30 avril aux portes de Briançon sur les frontières du Dauphiné. Il fut reçu en qualité d'otage de la Republique française et y resta environ deux mois. On lui avait assigne pour habitation le premier étage d'une maison contigué à l'hôpital, dans la rue qui fait face à la montagne appelée vulgairement la Gargouille. Le second etage était occupe par le commandant de place nommé Michaud.



 [»] Gerdil au citoyen Emmanuel Grouchy, commandant général en Piémon.
 » Citoyen commandant général,

n jes bontes dont vous avez toujours daigne m'honorer, génereux citoyen,

r m'inspirent la douce confiance d'y recourir à l'occasion du bruit qui se a répand d'un prochain passage du Saint-Père dans ce voisinage. Vous

s priant de vouloir me faire parvenir l'instruction que, dans votre sagesse,

^{*} vous jugerez devoir me servir de régle... *

¹ Cet officier fut toujours plein d'egards pour le Souverain Pont,fe

Briançon avait un curé constitutionnel , il tenta plus d'une fois, mais toujours sans succès, d'entrer en rapport avec les prélats de la famille pontificale.

Dans cette petite localité, la vie était calme. Une seule alerte vint en troubler la monotonie. Le bruit se répandit qu'un corps austro-russe s'était avancé jusqu'à Suze, avec le général Souvarow en tête, dans l'intention de délivrer Pie VI. On prétendit que c'était un complot ourdi par les gens de la suite du pape. Ce fut la cause qui détermina le gouverneur a congédier les prélats domestiques. Seul le P. Fantini i, confesseur de Sa Saintete, et quelques valets indispensables restèrent auprès de lui.

Les autres personnes au nombre de dix, cinq ecclesiastiques et cinq laîques, quittèrent Briançon le 8 juin, sous une pluie mèlée de neige Ils se rendirent à Grenoble en passant par Embrun, Gap, Corps et Vizille 4. Là on leur annonça qu'ils continueraient incessamment sur Valence, parceque tel était l'avis du Directoire 3

Ce depart des prelats qui accompagnaient le pape sut bientôt suivi du départ de Sa Sainteté. Le jeudi 27 juin, en

- ¹ Le P. Jerôme de Saint-Jacques, dans le siecle Jacopo Malachia Fantiré de Livourne, avait été définiteur général des Trinitaires déchausses. C était un docte linguiste; il avait enseigné au collège de la Propagande l'arabe et l'illvien, après son retour d'Orient et d'Afrique, voyages qu'il avait faits pour le rachat des captifs.
- * Le premier arrêt ent lieu à Saint-Grepin Le soir ils couclèrent à Embrun, le 9 juin à Gap, le 10 a Corps, le 11 à Vizille. Ils arrivèrent à Grenoble le 12 juin vers mid.
 - 3 Arch. nationales (de Paris) AF. III, 608 dr. 4094.
 - 22 prairial an VII (10 jain 1799 .
 - « Le Directoire exécutif arrête ec qui suit :
- Art. 1. Il sera donne incessamment les ordres nécessaires pour le l'import du pape de Briançon à Valence, département de la Brôme.
- Art 2. La Commission du Directoire executif pres l'Administration
 centrale du département des Hautes-Alpes, sera chargé de prendre toutes
- les mesures qu'exige la sécurité de ce transport.
- » Art. 9. Le commissaire pres l'Administration centrale du département de la Drôme sera spécialement charge tant de la surveillance sur la per-
- » sonne du pape à Valence que de la sûreté et des moyens de pourvoir a ses
- » besoins avec les égards convenables.
- Art 4. Le présent arreté ne sera pas imprime. Le ministère de l'intes rient est chargé de son exécut on
 - » Signé, La Reveillère Lepaux. •



effet, Pia VI est mis en voiture et se dirige sur Valence, lieu que le Directoire a délinitivement fixé pour son séjour Saint-Crépin, Savines. Embrun I, Gap I, Corps, La Mure I, Vizille I, telles sont les différentes localités qu'il traverse ayant d'arriver à Grenoble

Sur tout le parcours il est accueilli avec les marques du plus grand respect.

« L'esprit de religion, lisons-nous dans le Courrier univer sel , qui subsiste en France s'est montré avec éclat dans les lieux où est passé le souverain Pont.fe. Depuis Grenoble jusqu'à Briançon, tous les habitants des campagnes et ceux mêmes des villes accouraient en foute sur son passage. Il est vrai qu'une partie était poùssée par la curiosité, qui pourtant se changeait bientôt en véneration. Mais le plus grand nombre venait par un sentiment de religion. A la vue du pape, tous se tenaient en silence, silence majestueux, qui cédait de temps en temps à des expressions de respect et d'enthousiasme. Les personnes peuses ne pouvaient s'empêcher de demander au pontife sa bénédiction. Cette foule religieuse a entouré Pie VI, et à suivi sa voiture jusqu'à Grenoble, »

A Grenoble, le pape logera chez la marquise de Vaux. Cette dame possède un très bel hôtel qu'elle désire mettre au service du Saint-Père.

Apres maintes démarches, elle obtient la permission si vivement sollicitée. Elle n'épargne ni soins, ni dépenses pour aménager comme il le faut l'appartement qu'elle destine à Sa Sainteté.

Le 6 juillet le commandant de place envoie des soldats en faction à la porte de l'hôtel. Une immense multitude sort de la ville, se porte au devant du pape, lui fait un cortège d'honneur et ne cesse de l'acclamer.

Au pied de l'escalier, se tiennent pour le recevoir, la marquise de Vaux et les personnes de la suite du pape separées de leur maître depuis un mois.

« Aussitôt qu'il nous apereut, écrit Baldassari, un sourire



^{1 28} juin Baldassert. Reluzione delle Appersità, etc.

 ²⁹ juin. Ibid.
 2 jui.let. Ibid

^{4 5} juillet. Ibid.

[·] Numero du 30 thermidor an VII

de satisfaction parut sur ses lèvres, il promena sur nous un regard attendri, puis, levant les yeux au ciel et joignant ses mains tremblantes, il sembla remercier Dieu de la grâce qu'il lui faisait de nous revoir, comme de l'avait toujours espéré. Nous lui répondions par des larmes de joie et de consolation »

Les prelats de l'entourage du pape se prosternent ensuite nux pieds du Saint-Pere en meme temps que la marquisc de Vaux. Cette dernière éprouve une telle émotion qu'elle s'évanouit. Revenue à elle, elle veut parler, maissa voix est étouffée par des pleurs et des sanglots. Pie VI, qui est son hôte et qui le sait, lui exprime toute sa reconnaissance et la benit paternellement.

Au dehors, la foule s'est prodigieusement accrue. Les fenètres, les balcons, les toits qui font face à la demeure du pape sont remples de mon le. Le com nissaire de garde s'en irrite et ferme les rideaux. Cette mesure exaspère le peuple qui crie « à bas le commissaire! Nous voulons voir le Pape! »

Le commissaire, après avoir déclame contre le fanatisme, permet que le pontife se présente a un balcon. Il est en simarre blanche et un manteau rouge couvre ses épaules; quand il benit le peuple tout le monde se découvre et crie : « Vive le Saint-Pere! » Comme le commissaire a ses côtés reste convert, on crie de nouveau : « à bas le "hapeau! à bas le commissaire. »

Puis les applaudissements redoublent, et la scèné enthousiaste ne prend fin que lorque Pie VI se retire

Le commissaire du Directoire avait consenti à rendre a Sa Sainteté ses devoues serviteurs ; toutefois, il ne leur permit pas d'achever ensemble le voyage ; il ne voulait pas, disait-il, donner prétexte « au fanatisme » qu'une suite trop brillante aurait pu éveiller.

Me Spina Me Caracciolo, l'abbé Marotti, le Père Jean Pie de Plaisance et l'abbé Ba dassari partirent les premiers et quittèrent Grenoble le 9 juillet pour arriver le lendemain à Valence

Par un arrêté du Directoire executif en date du 22 prairiai 10 juin :, Curnier a été charge de surveiller Pie VI et de pourvoir à ses besoins et à sa sûreté. Il enjoint a Merck, commandant de la Drôme i, d'envoyer : Saint Marcellin, le 22 ou le 23 messidor — 10, 11 juillet — du gendarmes avec un lieutenant. Il importe également, ajouir Curnier, que le 26 — 14 juillet —, au plus tard, quinze bommes de garde soient rendus à la citadelle de Valence, lieu fixe pour la résidence du pontife 2.

Merck transmet aussitôt³ cet ordre à Mermillod, commandant de place.

En même temps Curnier demandait a l'administration centrale de la Drôme qu'on mit la citadelle en état de recevoir l'otage de la République. Il était en effet necessaire de la pourvoir des meubles indispensables au pape et aux trente-deux personnes qui composaient sa suite *.

Le citoyen Tronchet, un géomètre résidant à Valence, sut chargé par l'administration centrale de dresser un devis estimatif des dépenses à faire pour aménager le palais du gouvernement; set comme la commune manquait de fonds disponibles, on fit appel à la générosité publique. Aussités arrivèrent de toute part les multiples objets que compo se non seulement l'ameublement mais encore l'ornementation d'un palais

Deux femmes se distinguèrent particulièrement dans la circonstance : la marquise de Veynes et Madame Championnet, la mere du général qui avait été charge de renverser le pape et d'asseoir sur les ruines de son trône la République romaine 6.

L'Administration centrale comprenaît une commission prise parmi les notabilités du chef lieu et qui administrait le département. Pour le departement de la Drôme, cette commission se composait de cinq hommes. Boveron, Da y. Leroy. Algoud et Gros.

² 18 messicor an VII 6 juillet 1709 — Cf Fie VI à Valence, par Ch Poncet. Paris 1868. J'aurai recours plus d'une fois a cet ouvrage interessant et documente.

³ Ch. Poncet. 20 messidor an VII — 8 juillet 1709 —. Merck, mediocre soldat sans foi ni loi, écrivit un livre infâme sur la detention de Pie VI à Valence. Après sa mort sa veuve le fit imprimer en Angleterre vers 1814. Ma Spina protesta et a inscrivit en faux contre le ivre mensonger d'un bout a l'autre.

Ibid. 10 messidor an VII - 7 juillet 1799 -

¹ Ibid. 19 messidor.

[&]quot;Championnet avait éte placé à la tête de l'armée de Rome reconstituée. Agé de 36 ans, il attira l'attention sur lui dans les armées du Ithiu et de la Moselie. Sous les ordres de Hoche," i fut nommé général de division. Il arriva à Rome le 18 novembre 1796 et le 19, Macdonald le présenta aux

En prévision de l'arrivée de Pie VI, l'administration centrale du departement de la Drôme se réunit le 24 messidor — 12 juillet —. Oubliant à dessein l'arrêté du Directoire du 22 prairia. — 10 juin — qui confiait specialement la surveil lance de Pie VI au commissaire Curnier, elle empiète sur les droits de ce.ui-ci et édicte un arrête en 20 articles.

Elle décide en outre qu'elle fera, de concert avec la municipalité, une réception officielle à Sa Sainteté et qu'elle la haranguera par l'organe de son président 4. Mais Boveron, l'un des membres de cette administration, refuse de prendre part à la délibération qu'il trouve d'ailleurs ridicule et inconvenante.

Curoier proteste de son côté aupres de l'administration centrale. Il se recommande de l'arrêté du Directoire exécutif, en date du 22 prairial — 10 juin — qui, par l'article 3, le charge spécialement tant de la « surveillance » du pape que de « sa sûreté et des moyens de pourvoir à ses besoins avec les égards convenables » ². Et pour accentuer ses droits, il ordonne à Mermillod, le commandant de la place, d'envoyer « une forte garde » qui sera placée à la citadelle aussitôt l'arrivée de Pie VI. Mermillod demeure perplexe; il ne sait s'il doit obéir à l'arrêté pris le 24 messidor — 12 juillet — par l'administration centrale de la Drôme ou bien aux ordres de Merck et de Curnier. Il voudrait toutefois avant d'agir que cette administration se mit d'accord avec le chef de brigade et son commissaire ³.

L'administration centrale maintient ses prétentions et fait imprimer son arrêté du 24 messidor — 12 juillet —. Boveron veut qu'au moins son nom ne figure pas au Las de l'imprimé;

consuls. Ses victoires arrêtérent la chule de la République romaine, et cependant elles ne le preservèrent pas d'une destilution d'ont la nouve le arriva à Rome le 25 février 1709. M. Albert Dafoureq dit qu'il semble que Championnet « quoiqui ait accueilli Barsal, soit demeuré honnête » (p. 406). Le régime Jacobia en Italie, par Albert Dafoureq.

¹ L'artic e 13 Hin int. Vat. 2718, est un peu different de celui que donne Ch. Poncet (fol. 67)

² Ch. Poncet, 24 messidor an VII - 12 juillet 1799.

³ C 1 Poncel, Mermillod à l'administration centrale, 25 messidor au VII. 13 juillet 1799.

de plus il insiste pour qu'on lui donne acte de sa protestation t. L'ecrit dans ce sens à Curnier, et Curnier l'approuve de ne pas permettre qu'on méconnaisse ainsi la hiérarchie des pouvoirs 2.

Pour être plus sûr que l'administration centrale enregistrera sa protestation, Boveron en saisat, par voie d'huissier, Imprimeur Benislant 2. Mais le gachis administratif est a son comble, et on ne tient compte ni de ses réclamations ni de ses exploits. Cependant l'arrêté du 24 messidor. 12 juillet est imprimé et affiche à Valence avec la signature de quatre administrateurs, celle de Boyeron exceptee. Ce dernier fait placarder une protestation que ses collegues ordonnent au commissaire du Directoire executif de déchirer. En vain, Boveron écrit 'i Paris aux Representants du département de la Drôme que la « inérarchie des pouvoirs est méconnue » '. En vain Curnier menare de donner sa demission si l'on ne destitue Dally et Dedier « deux hommes dangereux qui conspirent contre Barras et Sieyes » 5, rien ne peut vaincre la resistance des administrateurs de la Drôme. Seules les félicitations de ce que Valence compte d'honnêtes gens atténuent pour Boveron les ennuis d'une autte opiniatre et sterile.

Il est vrai que Quinette, le ministre de l'Interieur, preche « la concorde et l'union » à l'administration centrale et » a commissaire du Directoire ; et que dans une dépeche intime et « falminante », il les blâme et les condamne ».

Pie VI quitta Grenoble dans la matince du 10 juillet. Il était accompagné du P. Fant ni ; deux valets de chambre avaient pris place dans la même voiture afin de rendre au pape les services que nécessitait son état d'extrême affaiblissement. Dans une seconde voiture vennient le medecin Duchadoz et les autres personnes de la suite.

¹ Ibul. Boveron, administrateur du Tépartement de la Drôme, à Curnier, commissaire centra, du meme Jepartement, 25 messidor au VII — 14 juillet 1789

² Ib.d. Carnier à Boyeron, 27 messidor. — 15 juillet.

³ Ch. Poncet, 26 messider an VII. - 14 Juillet 1799. - L huissier's appelant Joseph Syrand

^{*} load 20 messador au VII - 17 jul.let 1799 - et 22 thermidor - 9 20út

² Ibid 22 thermidor. 25 thermidor.

⁶ Ch. Poncel, Boveron a M²⁴ de Montpezat, 12 thermidor au VII — 30 juillet 1799.

Non loin de Grenoble se trouve une prison où sont renfermes beaucoup de prêtres ayant refusé de prêter le serment a la constitution civile. Ils apprennent que le pape, partant pour Valence, va passer tout près d'eux, ils le font prier de s'arrêter un instant pour les bénir. Pie VI accède ce grand cœur à ce desir, et lorsqu'il arrive au pied des tristes murailles, il donne une triple bénédiction à ceux qui gémissent dans les cachots où les détient la férocité jacobine.

Le Saint-Père voyage à petites journées, d'après l'ordre du docteur Duchadoz. Il passe par Saint-Marcellin et Romans. et partout il recoit un accueil triomphal. A Romans, où il arrive le 13 juillet, le commissaire du département de la Drôme prend la place de celui de l'Isère. Le cortège pontifical quitte Romans le 13 juillet, à 4 heures du matin, et entre à Valence à 8 heures. Le temps est superbe. En traversant la terrasse contigue au palais du gouverneur où il devait babiter. Pie VI s'arrête quelques instants et contemple le superbe panorama qui se déroule sous ses yeux. Il ne peut retenir son admiration et ces mots : Oh ' che bella vista ' s'échappent spontanement de ses lèvres. Il est vrai que, du pied de la citadelle de Valence, le spectacle est saisissant. Le regard emerveillé embrasse la ville et toute la vallée du Rhône; aucune barrière ne vient heurter I harmonie des lignes et limiter cet immense horizon.

La construction de la citadelle de Valence date de 1581. Au centre de la place forte, entre la cour et le jardin, le Régent y bâtit, sous Louis XV, une maison à deux étages C'est la maison qu'on destine au pape, Mer Spina y a fait, à la hâte et à ses frais, les aménagements les plus urgents.

Tout auprès de la citadelle s'élève un couvent de Cordeliers, le Directoire l'a converti en prison; trente-deux prêtres y sont détenus.

Lorsque Pie VI eut été conduit à ses appartements, on ferma aussitôt les portes extérieures et on le declara « cu état d'arrestation ».

Le lendemain, l'administration centrale, ainsi qu'elle l'avait decidé, complimenta le pape par torgane de son président. Le discours fut grotesque, et le pape ne put s'em pêcher de sourire, surtout forsque ceux qui allaient etre ses geòliers, énumérérent les mesures qu'ils avaient prises en vue

de sa súrelé, lui commandèrent la prudence el·lui promirent, comme récompense, leur protection ¹.

Peu de temps après l'arrivée de Pie VI, les prelats de sa suite sollicitèrent l'autorisation de dire la messe. Cette faveur d'ailleurs ne leur avait jamais été refusée pendant tout le cours du voyage

Or, la citadelle possédait une chapelle, qui pendant la Terreur avait été saccagée. Mais il ne fut pas difficile de la restaurer un peu et de la pourvoir des objets indispensables l'out tut prêt pour le 15 juillet, et à partir de cette date jusqu'à la mort du pape, la chapelle servit à la famille pontificale qui y célébra la messe chaque jour avec la tolérance des gat heus de la chadelle, et la permission du commissaire Curmer et de l'administrateur Boveron

Deux jours de repos avaient réparé les forces de Pie VI après son arrivée à Valence, sa santé, sans être parfaite, semblait cependant meilleure. « Le matin, dit Baldassari, il avait l'esprit lucide et calme. Il récitait ses heures canoniales, assistant ordinairement à deux messes, faisait de longues et ferventes prières à la sainte Trimité, à Notre-Seigneur et à saint Pierre II en conservait dans son bréviaire les images qu'il basai avec ellusion. De temps en temps avant le diner on le conduisait au jardia? Après le diner il se reposait, et de jour en jour il dormait plus longuement. Le reste de la soiree il restait silencieux et n'aimait pas à parler d'affaires sérieuses Néanmoins vers le soir il se levait pour réciter avec nous le rosaire » ?.

Le chevalier de Labrador qui avait succèdé, amsi que je l'an det, au cardinal de Lorenzana, était le seul ambassadeur des Puissances catholiques resté au service du pape exile L'Espagne porta avec honneur, dans ces lemps de troubles, son titre de catholique, et le roi Charles IV fut vraiment alors le bienfaiteur insigne du Saint-Siège, car c'est à sa générosité

Ch. Poncet, for, 97-98.

^{*} Curnier et Boveron furent toujours tres deferents envers le Souverain Pontife, et le vis térent chaque jour. Ce fut Curnier qui lus procurs une chaise roulante pour permettre qu'on le promenat dans le jardin

⁹ Buldassari, T. IV, f. 212. Buldassari servait de secrétaire à M# Spina pour l'expédi ion des affaires ecclésiastiques.

que Pie VI et son entourage durent de ne pas se trouver dans un complet denuement 1.

Le pape vivait à Valence dans un calme relatif lorsqu'un arrêté du 4 thermidor 22 juillet ordonna de le conduire à Dijon. Voici pour quel motif

Le département de la Drôme, disait l'arrôlé, est limitrophe de ceux de Vaucluse, de la Haute-Loure, de 'Ardêche, de la Lozere et du Rhône, la commune de Valence n'est séparée que par le Rhône de ceux de l'Ardêche et de la Haute-Loire qui sont fanatises.....» ?.

Le décret qui transférant Pie VI de Valence à Dijon fut adresse à Curnier par le ministre de l'Intérieur, lequel écrivait en même temps au commissaire et lui faisait des observations relatives au : « ci-devant pape ».

 c.... Ce vieillard, disatt-il, doit-être considéré comme otage et traité comme tel. Son âge et ses infirmités exigent de

- Le gouvernement français avait ordonné qu on compterait au pape cent écus par mois, mais cette somme ne fut jamais payée. Le collège des carcinaux lui procurait 9.000 francs par mois et le coi d'Espagne 4 000
- M. Ch. Poncet (p. 1)2 la retrouvé cependant, dans les archives de la préfecture de la Drôme, la lettre suivante
- e Je vous previens, citoyen, qu'un negociant de Marseille non me Berard, est au crise a faire compter tous les mois an nomme Npina Joseph archevêque de Corint ie, de la suite du pape la somme d'environ 1 560 francs. Je vous recommande de sui veiller exactement l'emploi de ces fonds
 - » Salut et fraternite.

BOURGUIGNON, &

- 4 therm.dor an VII. 22 juillet 1799.
- · Le Directoire exécutif arrête :
- Art 1º. Le ci-devant pape sera transferé de Valence a Dijon dépara tement de la Côte-d'Or
- » Art. 2. Les commissaires du Directoire executif pres les administra-» tions centrales de la Drôme, du Rabue, de l'Isère, de Saône-et-Loire et » de la Côte-d'Or, sont charges de prendre toutes les mesures qu'exigera a » sûreté de ce transport.
- » Art. 3. Le ministre de l'Intérieur leur transmettra à cet effet des » instructions necessaires.
- * Art. 4. L'administration centrale du département de la Côte d'Or, et vile commissaire établi pres d'elle, sont specialement enargés tant de la surveillance de la personne de pape o Dijon que de sa sérete et des
- moyens de pourvoir a ses besoins avec les égards convenances
- n Art b. Le ministre de l'interieur est chargé de l'execution du présent arrêté qui ne sera pas imprimé.

a Le Président du Directoire executif,

SIETES D



grands égards. » Mais comme la route de Valence à Dijon le force a passer par Lyon, on present de « prendre des mesures pour éviter qu'il y ait sejour dans cette commune....»!

L'annonce de ce transfert fut faite à l'ie VI et à son entourage par Boveron et Curnier avec toutes les précautions que requeraient les convenances; mais elle causa au pape une vive affliction « Ils ne veulent donc pas me laisser mourie ici »? dit-il doutoureusement. Ces paroles touchèrent Curnier au point qu'il laissa passer plusieurs jours sans parler à l'administration centrale du décret qu'il venant de recevoir. Il répondit toutefois sans retard à la lettre du ministre de l'Interieur. Le décret du 4 thermidor — 22 juillet — et la lettre du 7 du même mois — 25 juillet — lui sont parvenus en même temps, et il en à donné aussitôt communication au confident du pape.

Pie VI est un vicillard « paralytique de la moitié du corps »; dans ces conditions le depart ne peut-ètre précipite et il a été fixé au 25 thermidor seulement — 12 août —.

En même temps qu'il écrivait au ministre de l'Intérieur, Curnier prévenuit le commissaire du Directo,re executif a Dijon, de l'arrivée prochaine du pape, sûn qu'il prit d'ores et déjà toutes les dispositions que réclamait la présence du chef de l'Eglise catholique,

A Valence i, occupe une vaste maison où il peut décemment habiter avec les 33 personnes qui composent sa suite. Lette maison a un fort beau jardin où il peut sortir journellement, sut un fanteuil roulant, pour respirer l'air pur et rétablir sa sauté. Douzelits de maîtres sont au moias necessaires.

La santé du pape, déjà fort ebranlée par tant de vexations et de voyages sans repos, ni trève, subit à cette date un nouvel et terrible assaut. Le docteur Blein, un des meilleurs médecins de Valence, fut appelé, il jugea l'état assez grave pour rédiger un rapport qui concluait à la nécessité de surseoir à son départ. Le tapport ayant etc remis à Cormer, celui-ci l'envoya à l'administration centrale avec le décret du 4 thermidor. 22 juillet : L'administration centrale ayant constaté.

Ch. Pancet. Le ministre de l'intérieur Quinette) au citoyen Curnter, commissaire central au départen ent de la Drôme, Paris 7 thérmidor au VII — 2a jui let 1799.

de visu le déplorable état de santé du pape, informa le Directoire que le voyage a Dijon était materiellement impossible, Curnier avait écrit dans le même sens au ministre de l'Interieur. Le ministre Quinctle se résout alors à retarder le départ, mais il insiste pour qu'aussitôt que la santé de Pic VI le permettra, on donne « la plus prompte exécution à l'arrêté du Directoire exécutif? » Puis se ravise et sur le caractère odieux qu'aurait un nouveau déplacement du pape dans des conditions de santé aussi critiques, le ministre de l'Intérieur écrit à Carnier et à l'administration centrale de la Drôme pour « suspendre jusqu'à revoir, l'exécution de l'arreté du 4 messi lor 3 ».

Malgréces concessions, le Directoire n'en reste pas moins l'ennemi jaré du chef de l'Eglise, et comme il soupçonne l'administrateur Boveron et le commissaire Curnier d'etre favorables à leur auguste prisonnier, il les destitue l'un et l'autre. Le nouveau commissaire, Revich 4, sera moins « fanatique ». Il ne tarde pas, en effet, à donnet des preuves de « civisme » en pressant le depart du pape pour Dijon, et il faudra les defenses réitérées du médecin pour l'empêcher d'agir. Encore tient-il a s'assurer lui-meme que Pie VI est gravement malade, et vent-il voir si le docteur Blein ne donne pas un certificat de complaisance.

Le Saint-Père toutefois, grâce aux bons soins et à une médication energique, retrouve presque subitement an mieux inesperé. Il peut même suivre les exercices d'une neuvaine preparatoire à la fête de l'Assomption, communier le 15 août des mains de M⁶ Spina, et assister à deux messes consécutives. On pouvait emindre, si le mieux persistait, que la ques tion du départ pour Dijon ne fût de nouveau soulevée. Mais tout à coup, le 16 au matin, ses serviteurs le trouvent très faible, avec un dégoût extrême pour toute espece de nourriture. On appelle précipitamment le docteur qui present un repos absolu, et augure mat de l'état general du malade

I ! Ch. Poncet 19 thermi for. - 6 aout

¹ Ibid % therminor - 13 nout

^{*} Ibid. Ces doux dermières lettres sont en date du la fructidor au VII · · · IB aout 1799

¹ Ch. Poncet. fol. 189, Indique pour successour à Curmer le citoyen Brosset, et fol. 219 il met le nom de Revieb.

Cependant le 18 août. Pie VI semble mieux. Il veut qu'on le lève et il demeure quelques heures dans son fautenil. Il essaie même de dire les heures canoniales avec son confesseur, le P Fantini; mais sa vue se trouble, sa mémoire infidele le trahit, et sa langue embarrassée ne lui permet pas de prendre dans la récitation des psaumes la part accoutumée

Le 19, il parait éprouver d'abord une légere amelioration, puis, apres son repas, il a des convulsions et tombe dans un état léthargique. Son entourage à les appréhensions les plus vives. Le docteur Blein, mandé en toute hâte, arrive sans retard. Il juge l'état tres grave et fait venir en consultation le docteur Duchadoz, le medec a de Grenoble qui avait dejà prodigué ses soins au Saint-Père. Tous deux le soignent avec attention. Ils ne le quitteront presque plus depuis le 23 aout jusqu'à sa mort.

Le 27, les forces diminuent notablement, la voix est éteinte, mais par contre l'esprit reste calme, et les facultés, un instant assoupies, se réveillent avec une lucidite et une intensité qui ne se dementent plus jusqu'au dernier soupir. Le malade, disent les médecins, est atteint de paralysie intestirale! On jugea qu'il était temps de lui administrer le Saint-Viatique II se fit mettre dans un fauteuil, se confessa, fut revêtu du rochet, de la mosette et de l'étole. Il avait sur la tête la clémentine (camauro), coissure qu'il portait de préference a la barrette blanche. Mar Caracciolo lut la profession de foi de Pie IV, et le pape en accentua les dernières paroles en repetant a haute voix : « Sie me Deus adjuvet et hace sancta Dei Evangelia ».

Le P Fantini récita le Confiteor, puis Mst Spina donna le Saint-Viatique. Il était environ huit heures du matin, et tout l'entourage du pontife, présent à la cérémonie, témoignait par ses larmes de sa profonde émotion.

Après de longues et ferventes actions de grâces. Pie VI exprima le desir d'ajouter un codicille à son testament et de disposer, en faveur de ses fidèles serviteurs, des objets qu'is avait apportes avec lui.

Ce certificat qui est daté du 29 août — 12 fruct.der an VII — porte la double signature de B.ein et de Duchadoz. (Baldassari, Relatione delle apperallu... Je me sais servi pour decrite les derniers jours de Pie VI de la « Relation » de Baldassari. 2° édition 1843 Me deva.



Lacte fut écrit de la main de M^{gr} Spina, et le pape put à grand'peine le signer ¹.

Il recommanda instamment à l'archevêque de Corinthe de transporter son corps a Saint-Pierre de Rome, et de l'ensevelir auprès de la Confession des SS. Apôtres, ainsi qu'il l'avait demandé dans un testament antérieur?.

Cependant, à Valence, on se préoccupe vivement de l'état de santé du souverain pontife. Les portes de la citatelle sont assiegées par la foule, qui demande instamment des nouvelles de l'illustre malade. À la vue de l'empressement populaire, les administrateurs du département et ceux de la commune ne voulurent point paraître indifférents. Accompagnés du commissaire du Directoire et lu commandant de la place, ils se transportèrent, en grand appareil, à la citadelle pour s'enquérir de la santé du pape. Le docteur Duchadoz ne permit pas qu'on entrât dans la chambre du mourant , il déclara que le mal était incural le, et que dans quelcues jours le pape p'existerait plus 3.

Le Saint-Père passa la soirée et la nuit du 27 et prières, répetant sans cesse l'invocation: In le Domine speravi, non confundar in selection

Le 28, dès l'aurore, il voulut qu'on le mit dans un fauteuil, mais il fallut bientot le recoucher. Entre neuf et dix neures du matin, les médecins, l'ayant vu, jugèrent bon qu'on ne différât pas I Extreme-Onction. La faiblesse du malade était telle qu'on pouvait craindre qu'il n'expirât d'un moment à l'autre.

On lui proposa de lui administrer ce sacrement, il y acquiesca sans émotion, avec les marques de la plus vive reconnaissance. Mer Spina qui, par mesure de prudence avait apporté de Florence les Saintes Huiles, fit les onctions, après que le P. Fantini cut récite le Confiteor. Le Saint-Pere prenaît part à la cérémonie, répondant aux prières, les entrecoupant de son invocation ordinaire: « In le Domine speravi, non confundar in attenum, et baisant fréquemment un petit crucifix qu'il lenait à la main.

³ Cf. Ch. Poncet fol. 127 128.

^{&#}x27;Ce cod côle a eté retrouve dans les minutes de Ms Menet, notaire à Valence. M. Ch. Poncet donne, p. 159, le curieux fue simile de cette signature de Pie Vi qui es sa desniére

Baldassari, 27 août 1799, et Bibliot, Vat. f. la., N 9894

A midi il parut un moment à toute extrémité, puis vers une heure, une detente et un mieux mespere. La soirec et la nuit furent mauvaises. Vers minuit se produisirent des crises de suffocation. On courut prevenir les prélats domestiques et le D' Duchadoz. En un moment tout le monde fut sur pied. Le pape tenait toujours dans la main gauche son petit crucifix; il tourna les yeux vers les personnages de la famille pontificale debout au côté droit de son lit. Il leur serra affectueu-sement les mains comme pour les remercier des bous services qu'ils n'avaient cessé de lui rendre. Au Père Fantini, lui proposant de pardonner a ses ennemis, il dit avec effort, mais d'une voix très intelligible. Domine, ignosce ulta!. Il reçut ensurte une dernière absolution, et Ma Spina, après en avoir obtenu la faculté du Saint-Père, lui appliqua l'indulgence plémère in articulo mortis.

Le confesseur se mit alors à genoux avec tout l'entourage et commença à réciter les prières des agonisants. Bientôt le pape les interrompit. Il leva la main et bénit d'un triple signe de croix toutes les personnes présentes, et sa main retomba inerte laissant échapper le cricifix qu'elle tenaît. Il était une heure vingt minutes. Alors les prélats et les serv teurs vivement émus recitèrent les prières des morts, et c'était un spectacle saisissant d'en endre les versets des psaumes entre-coupés de larmes et de sanglots.

Le D' Duchadoz s'approcha du lit et, prenant la mam de Pie VI, déclara qu'il vivait encore. Le P. Fantini continua alors les prieres pour la recommandation de l'âme Umq minutes plus tard le visage du moribond éprouva une légère contraction. Duchadoz annonça que le pape avait cesse de vivre. Il était environ une heure et demie du matin, et Pie VI comptait 81 ans 8 mois et 4 jours, dont 24 ans 6 mois et 14 de pontificat 9, « Ses souffrances, écrit Gregorovius 3, surpassèrent celles de Boniface VIII ou de Clement VII » Depuis saint Grégoire VII aucun pape n'était mort en exil, et depuis Urbain V aucun n'était mort en France.

¹ On lui prête aussi ces paroles « Recommandez à mon successeur de pardonner aux Français comme je leur pardonne de tout cœur. »

³ Baldassari fait erreur lorsqu'il dit que Pie VI vécui 81 ans 8 mois et 2 jours. Pie VI etait ne le 2a décembre 1717

⁴ Tombe dei Pani

Pie VI fut la dernière victime de la Révolution française. Il terminait glorieusement cette héroïque phalange de martyrs, en tête de laquelle nous lisons le nom de Louis XVI et celui de Marie-Antomette 4.

H. — Le 12 fructidor 20 août à trois heures du matin, Mermillod, commandant de la place, prévient du décès de Pie VI l'administration centrale du departement de la Drôme et l'administration municipale de Valence.

Sans tenir compte de l'heure matinale, les mêmbres de ces administrations viennent à la citadelle, escortés de leurs commissaires respectifs, du commandant de la place, du juge de paix et des officiers de santé Vidal et Duvaures, attachés à l'hôpital de Valence. Après avoir constate la mort du pape, ils font mettre les scellés sur les meubles et tous les objets ayant appartenu au défunt,

A trois heures, de l'après-midi du même jour, les prélats Spina et Caracciolo, accompagnés de l'abbé Ramera et du P. Fautini, vont à la municipalité faire la déclaration officielle. du deces. L'administrateur municipal, Jean-Louis Chauveau et le citoyen Doux, secretaire de la commune, se rendent a la citadelle avec les membres de l'administration centrale et la commission du Directoire executif. A cux se joignent deux membres de l'administration municipale et le commissaire du Directoire exécutif Reunis auprès de la couche funèbre, ils manuent Vidal et Duvaures, les médecins de l'hôpital militaire. L'un et l'autre attesient le déces. L'acte en est redige en présence du commandant de la place et du juge de paix 3. Apres quoi les autorités civiles décident qu'on va proceder sur-le-champ à l'autopsie, en leur présence et en présence du personnel domestique, « afin, disent-ils, que la cause de la mort soit connue et authent quement constatée ». Plutippe Morelli, le chirurgien de Pie VI, oblient de pratiquer cette operation qui ne dure pas moins de quatre heures. Il en

² Cet acte est donné par Ch. Poncet, t. 142. Pie VI à Valence, Paris 1868. Vid. pièces justif. A.



¹ II parut a Valence une imige funeraire avec cette inscript in la Labbe Marotti: Pius VI in sede magnus, ex sede major, în cado maximus

Mar Caraccio e protonotaire, redigen de son cote un acte de déces de la mort de Pie VI. Cf. Baldassari. T. IV. fol. 245.

dresse proces-verbal qu'il signe, lui et les médecins présents.

L'autopsie terminée, M^{gr} Spina demande l'autorisation de faire l'embaumement du corps de Sa Sainteté. Il faut encore une desibération et un proces verbal. Enfin l'autorisation est accordée; il est dix heures du soir.

Les viscères sont alors relirés et renfermés dans une urne de plomb scellée des armes de M^{gr} Spina; puis le corps est embanmé par les soins de Morelli. Ensuite on revêt le defunt des ornements pontificaux : les bas de soie blanche, les pantoulles de velous s rouge brodées d'or, la soutane blanche, le rochet, la moselle rouge bordée d'hermine, la clementine de velours rouge egalement bordée d'hermine, et enfin le chapeau rouge avec galons et glands d'or.

Ainsi parés, les restes de Pie VI sont deposes dans un double cercueil de plomb et de noyer, et, avant de le fermer, on y glisse, dans un tube de plomb qu'on soude, une inscription funéraire composée par Marotti [†] avec cinq pièces de monnies pontificales, les seules restées en possession du pape ². Puis le tout est muni des secaux de l'administration départementaire, du chevalier de Labrador, de l'archevêque de Corinthe de Ms Caracciolo et du chilfre du chirurgien Morelli ³.

Enfin les serv teurs portent la dépouille mortelle, sans aucun apparat, des appartements du pape dans la chapelle de la citadelle.

Pour s'acquitter de la promesse qu'il avait faite au Saint-Père à son lit de mort. Me Spina écr. vit aux administrateurs du département de la Drôme afin d'obtenir l'autorisation de transporter à Rome les restes du pontife. Le chévalier Pierre Labrador joignit ses instances à celles de Me Spina!; mais l'administration centrale déclara qu'elle n'evait point qualité pour régler cette délicate question, et elle voulut en référer au Directoire.

[†] Vid pièces justif B

⁵ Les cinq monnaies d'argent et qui portaient l'effigie et les armes de Pie VI eta ent : un éca appele vulgairement pissère un demi-ecu, leux papelli (le cinquieme de l'ecu), et un grosso (un vinglieme d'ecu)

Le vase où furent mis les visceres fut scelle aux seules armes de Mar Caracc olo. Cf. Raidassari, IV, 245

Les deux lettres sont du 29 goût 1799. Cf. Poncet, 151-153

Moins de deux jours avant que Pie VI eût rendu le dernier soupir, et lorsqu'on prévoyant dejà qu'une issue fatale était imminente l'administration departementale s'était réunie pour décider ce qu'elle aurait à faire des restes du pape. An cours de la séance, un des membres osa émettre la prétention qu'ils fussent enfouis dans un lit de chaux vive. Il fallait les détruire pour couper court ainsi au « fanatisme » qui chercherait à s'en emparer « pour en faire des reliques ». Il convient de dire que cette ridicule motion ne trouva pas d'écho.

Cependant le bruit se répandit que la motion avait été prise en consideration et qu'elle avait éte exécutée. On l'écrivit du moins au cardinal Gerdil !

Le cérémonial romain entoure d'une pompe extraordanaire les obseques des souverains pontifes ; ces obseques qui durent neuf jours portent le nom de novendiales. A Valence elles eurent lieu dans le plus simple appareit.

- « Quatre chandeliers de table, avec des cierges allumés furent placés sur le cercucil. Chaque jour on récitait en chœur l'office des morts, puis Mé Spina célébrait la messe et donnait l'absoute.
- » Pour jeter l'eau bénite sur la bière, on employa, faute d'aspersoir, une branche d'hysope. Les encensements furent omis, parce qu'il n'y avait ni encens ni encensoir. Cependant ces humbles obsèques reçurent de la piéte des assistants un lustre qui valait bien la pompe des plus belles funérailles 2 ».

L'administration avait desendu l'entrée de la citadelle, mais le public n'en tint aucun compte ; il envahit tout le jour la chapelle et la salle contigue, et la foule se succédant sans cesse. Ceux qui pouvaient approcher baisa ent le cercueil et lui faisaien, toucher des chapelets, des images et des sleurs qu'ils conservaient ensuite et distribuaient comme des reliques.

Bibliot, des PP Barnabites Gerdil of p. miss 35

Turin, 30 septembre 1799, Mar Joseph Morozzo au cardinal Gerdil...
 bans la gazette de Milan arrivée ce matin et da ée de Paris, on dit que le

[»] roi l'Espagre avait demance le cadavre cu pape pour le transporter a » Rome à ses trais. On lui a refusé cette faveur, bien plus, le cadavre a été

convert de chaux vive pour qu'il soit promptement consume

⁹ Baldassar., IV, fol. 218

L'administration départementale ne tarda pas à apprendre que ses ordres étaient transgressés. Le commandant de place fut vertement reprimande. Il s'en prit a Mer Spina. Le prelat se défenuit à son tour : il ne pouvait être cause, et partant, rendu responsable de l'affluence des fidèles autour des restes du pape ; la faute, si faute il y avait, ne devait être attribuée qu'à la garde qui laissait franchir le seuil de la citadelle. Il ne parait pas que le commandant prit les mesures que voulait l'administration départementale, car l'affluence ne se raientit presque pas jusqu'à la fin des novendiales. A ce moment, et pour soustraire le cercueil aux rayons d'un soleil de feu, on le descendit dans un caveau placé au-dessous de la chapelle.

Ms Spina pourvoyait aux frais d'entretien de la maison du pape Pour ceta, il recevait périodiquement de Genes des lettres de change qu'il taisait toucher à Lyon dans la maison Boche, Mottei et C. Le 31 août ces lettres sont protestées et le prélat ne sait plus comment subvenir aux besoins du nombreux personnel dont il est charge. Il a hâte de le renvoyer en Italie. Dans ce but, il écrit — 21 septembre à l'administration departementate, et réclame des passeports pour les serviteurs du pontife défunt Toutefois, avant de se séparer d'eux, il désire leur remettre les objets dont Pie VI a disposé en leur faveur, dans son dernier codicille, mais faut-il encure qu'on lui permette de le faire. Ce sera l'objet d'une nouvelle demande de sa part.

Deux jours plus tard il prie le chevalier de Labrador d'appuyer ses instances, et il sollicité de lui quelque argent dont il va avoir un besoin pressant. Le chevalier de Labrador ne peut faire aucune avance de fonds—ses instructions s'v opposent, sa mission a pris fin à la mort du pape; mais il promet d'intervenir pour la question des passeports C'est, ajoute-l'il, à l'administration départementale qu'il faut s'adres ser; les serviteurs qui ont accompagné. Sa Sainteté n'ayant aucun caractère public.

Mª Spina ecrit de nouveau à l'administration centrale de la Drôme ; il lui communique la lettre de Labrador. L'administration centrale demeure perplexe. Elle décide, par arrêté du 3 vendémiaire — 25 septembre — d'en référer au



¹ Cf. Ch. Poncet, fol 167.

commissaire du Directoire executif, et lui envoie toutes les lettres.

Le commissaire du Directoire exécutif estime que l'adminimistration centrale peut, sans se compromettre, délivrer des passeports aux la ques de la suite de Pie VI. Toutefois pour n'avoir pas l'air de s'arroger des pouvoirs trop étendus, il informe Quinette, le ministre de l'Intérieur, de la mesure qu'il vient de prendre Quinette consulte le ministre des Relations extérieures, et dit qu'on a bien fait de Jonner des passeports aux serviteurs laiques, et qu'on peut cucore en donner à cinq ecclésiastiques de la maison du pape défunt l.

Bientôt l'administration centrale de la Drôme reclame au ministre de l'Intérieur 1.483 fr. 75, déponses fa tes pour la garde du pape. Quinette repond que 1, diministration sera remboursée, que cette dette toutefois ne regarde point sou departement, mais bien celui de la guerre « attendu que le feu pape a dù être considéré sur le pied d'un prisonnier de guerre ² »

Avant de quitter Valence et de reprendre le chemin de l'Itatie, les serviteurs de Pie VI réclamaient toujours les legs en leur faveur. L'inventaire en fut dressé par un notaire de Valence, M° Pinet, escorté des deux commissaires priseurs Truchel et Moulinet 3.

Pour détruire les prétentions de ceux qui veulent que les biens pontificaux soient confisques au profit de la nation, Mª Spina établit que le pape n'a jamais été considéré comme prisonnier de guerre, mais comme otage. Qu'en cette qualité ses héritiers sont fondés à réclamer son héritage. Bien plus et pour gagner du temps, l'archevêque de Corinthe s'offre de verser une caution, pourvu qu'on mette de suite les ayants droit en possession des legs du codicille 4.

Le 8 brumaire 30 octobre les administrateurs consentent à donner satisfaction au prelat. On levera les scellés, mais avant de delivrer les legs aux serviteurs, on fera un

Cf. Ct. Poncet Paris, 24 vendémiaire — 16 octobre.

Ibid 22 vendémiaire au VII.. — 14 octobre 1799.
 Ch. Poncet 4 brumaire au VIII. — 26 octobre 1799.

⁽h Poncet f 184 Mer Spina aux citoyens composant l'alministration centrale du département de la Droine 7 brumaire au VII, 29 setel re 1799.

nouvel inventaire afin de séparer les objets ayant appartenu en propre à Pie VI des objets timbrés aux armes de ses prédécesseurs. Ce récolement eut lieu le 9 brumaire – 31 octobre – apres que le juge de paix eût leve les scelies

qu'il avait apposés précédemment 1.

Cependant l'arrêté des administrateurs du département de la Drôme ne sera mis à exécution, qu'après approbation du ministre de l'Intérieur. Or ce ministre, Quinette, vient d'avoir pour successeur le citoyen Chaptal. Chaptal, saisi de l'affaire, se concerte avec le ministre des Relations extérieures. Leur décision est conforme à l'arrête des administrateurs de la Drôme. On délivrera aux domestiques du seu pape, les objets fui ayant appartenu en propre.

Quant aux objets timbrés aux armes de ses prédécesseuts ou au chiffre de la cour pontificale, on les reticudra jusqu'a

décision natérieure du ministre des Finances 3.

Sur les entrefaites, Lucien Bonaparte est nommé ministre des Finances. Il confirme le 12 nivôse — 2 janvier 1800 — les ordres de Chaptal. Une semaine néanmoins s'écoulera encore avant que M^{gr} Spina puisse disposer des legs pontificaux ³.

Il y avait blentôt deux mois que M^{ot} Spina sollicitait vainement des passeports lui permettant de renvoyer en Italie la plupart des serviteurs de la maison du pape defunt; ces passeports lui parvinrent enfin le 18 brumaire - 9 novembre — le jour où Bonaparte renversait le Directoire et devenait premier Consul.

Ce même jour, ecclésiastiques et laïes quittaient Valence et se dirigeaient vers la Savoie. Seuls l'archevêque de Corinthe et son secrétaire intime, M^g Malo, demeureront à la citadelle et garderont les restes du Saint-Pere ⁴.

I Le recolement fut fait par Jean-Haptiste Moulinet assiste de Moynes, controlear du droit de garantie, et Truchet, géométre, tous deux de Valeure. Il failut encore deux mois pour que Mos Spina fût mis en possession, et qu'il d sposât, en faveur du personnel domestique, des objets légués dans le dernier codicille.

^{2 21} frana re au VIII - 12 décembre 1799. Chaptal au commissaire pres 1 Admin stration centrale de la Drôme

^{4 19} nivôse an VIII — 9 janvier 800. — 1 argenterie qui ne portait pas es armes de Ple VI fut envoyee à la Monnaie pour y être fondue.

¹ My Joseph Malo de Valverde diocèse de Cuenca, en Espagne, camérier secret

Quatre mois se sont écoulés depuis que Pie VI a rendu le dernier soupir, et contrairement aux lois des convenances, sa dépouille mortelle n'a pas encore reçu la sépulture. On s'est contenté de la déposer provisoirement dans un caveau de la chapelle de la c.tadelle, et on remet de jour en jour a lui rendre les honneurs que réclame la dignité du chef de l'Eglise.

Pendant ce lemps Ms^r Spina, fidèle exécuteur des dernières volontes du pont fe, attend que le Directoire lui permette de conduire le cercueil à Rome et de le mettre près de la Confession des Saints Apôtres. Dans ce but, il a multiplie ses instances sans savoir s'il obtiendrait une satisfaction si légitime.

Enfin le 9 nivôse an VIII - 30 décembre 1.99 — les consuls de la République prennent un arrêté déclarant que « le ministre de l'Intérieur donnera les ordres pour que le corps de Pie VI soit enterré avec les honneurs d'usage pour ceux de son rang. » Eusuite qu' « il sera élevé sur le lieu de sa sépulture un monument simple, qui fasse connaître la dignité dont il était revêtu. » ⁴

Le ministre de l'Intérieur, Lucien Bonaparte, a envoyé à l'administration centrale de la Drôme l'ampliation de cet arrete. Il l'a informée qu'il lui ouvre, tant pour la cerémonie que le tombeau, un crédit de 30 000 francs sur le budget de dix millions affecté a son ministère ².

Trente mille francs etaient une libéralité quasi royale, et la Republique n'était ni riche ni généreuse à l'endroit des souverains et surtout d'un pape. Aussi Lucien Bonaparte se ravise-t-il promptement et ecrit-il, le 14 nivôse — 4 janvier (1800) — qu'il remplace le crédit de 30 000 francs par un de 5.000 francs.

Chargee de s'occuper des obseques du pape, l'administration de la Drôme, dans sa séance du 22 nivôse — 12 janvier (1800) — décide que Pie VI sera inhume dans le cimetière commun, dit de Sainte-Catherine « situé entre les routes de Lyon et de Grenoble » On érigera un monument sur sa

Pour l'an VIII par la loi du 27 frimaire 48 décembre.

^{*} Of Ch Poncet, fol. 208. L'arrêt est signé par honaparte, de consul, et par le ministre de l'interieur, Lucien Bonaparte. L'arrête porte : « Considerant que depuis six mois le corps de Ple VI est en deput dun s'a ville de Valence, n Da 29 août au 30 decembre il n'y a que 4 mois.

tombe, et en attendant qu'il soit posé, on piacera « une sentinelle jour et nuit auprès du sepulcre » !

Les obsèques sont fixées au 10 pluvièse — 30 janvier — Mer Spina l'apprend par un des administrateurs. Le 29 nivèse — 19 janvier 1800, — il demande à l'administration centrale qu'on veuille bien surseoir à la cérémonie jusqu'à ce qu'il soit statué sur de nouvelles instances que le commissaire Revich ² et lu, ont adressées au Directoire en vue d'obtent le transfert à Rome du curps de Pie VI. Et comme la réponse tarde à venir, l'archevêque de Corinthe revient à la charge !-

Sur les entrefaites, des intermédiaires officieux dénaturent la pensée et les désirs de l'archevêque de Corinthe. Le ministre de l'Intérieur croît qu'on veut donner aux obseques de Pie VI un éclat qu'il desapprouve Pour mettre obstacle a ces projets, il ordonne de faire la cérémonie quarante-huit heures après reception de sa lettre , et il intime l'ordre à M^{gr} Spina de quitter aussitôt après le territoire de la République.

Affligé et peut-être effrayé de l'opposition et de l'antipathie administrative contre sa personne, l'archevêque de Corinthe n'a plus qu'un désir : ce ui de s'éloigner de Valence. L'enterrement du pape aura lieu le jeudi 30. Il sollicite des administrateurs des passeports pour lui, pour Mª Malo son camérier secret, et pour sou valet de chambre. Et afin d'obtenir plus facilement l'objet de sa requête, il décerne aux administrateurs des compliments obsequieux qui semblent ctranges sous la plume du prélat.

Après les avoir remerciés de la manière obligeante dont ils l'ont traîté, il ajoute : « Ce n'est pas à moi seul à rendre l'hommage dù a vos vertus pour les égards que vous avez eus pour le défunt Pie VI lorsqu'il était vivant, et surtout dans les derniers moments de sa vie. La place distinguée que l'administration centrale de la Drôme a acquise pour cela dans l'opinion publique est le prix satisfaisant qu'elle en devalt attendre.... »

Séance da 22 nivôse an VIII. — 12 janvier 1800.

² Le successeur de Curnier

 ²² janvier 1800.

Su lettre est du 27 nivôse. — 17 janvier.

Il termine en les assurant que le souvenir de leurs bontés sera tonjours gravé dans son cœur !

L'administration centrale qui avait peut-être pris au pied de la lettre les eloges de Ma Spina, aurait bien voulu lui déliyrer les passeports qu'il demandait, mais elle avait reçu des ordres contradictoires qui la jetaient dans l'embarras. En effet le 14 nivôse. 4 janvier (1800) Fouché, le ministre de la police générale, écrivait confidentiel, ement de suspendre la délivrance des passeports et de faire surveiller Ma Spina. D'autre part le ministre de l'Intérieur, le 27 nivôse. — 17 janvier - voulait que l'administration centrale expulsat l'archevêque de Corinthe aussitôt les obségues du pape terminées. A laquelle des deux injonctions fallait-il obéir? Apres réflexion, l'administration centrale écrit à Fouché que pour obtempérer aux ordres du ministre de l'Intérieur en date du 27 nivose 17 janvier elle est disposée à délivrer des passeports à M^{gr} Spina, mais seulement après les obsèques de Pie VI.

Elle prie, au préalable, le préfet de police de se mettre d'accord avec le ministre de l'Intérieur. D'ici là elle restera dans le statu quo ²

Au moment où tout semble réglé pour les funérailles, un membre de l'administration departementale souleve un incident qui jette M^g Spina dans le plus grand embarras.

Pour donner aux funérailles un caractère plus solennel, on émet la prétention d'en confier la présidence à l'évêque constitutionnel de Grenoble. Faire enterrer le pape par un schismatique n'est-ce pas le comb e de l'indécence? Me Spina en est consterné. Il prie instamment quelques personnes influentes d'obtenir qu'aucune cérémonie religieuse n'accompagne les honneurs funèbres rendus à Pie VI, et il est tout heureux d'obtenir que le convoi soit à parement civil et muitaire. 3

La veille du jour fixé pour les obsèques, 9 pluvièse, — 29 janvier - sur les quatre heures après-midi, on vérifiera

BALDASSARI, t. IV. fol. 264

Cf. Ch. Poncet, 7 pluviôse an VIII. — 27 janvier 1800.
 Lettre du B pluviôse an VIII. — 28 janvier 1800.

les scellés apposés sur le cercueil et l'urne qui contient les entrailles de Pie VI 1.

Le lendemain eut lieu la cérémonie. Elle sut à vrai dire peu solennelle, mais la grande assuence d'un peuple recueili compensa l'absence d'une pompe qu'on ne voulait pas accorder, sur la terre de France, au ches suprême de la religion catholique. Ajoutons que, par un heureux hasard, le cercueil su inhumé dans le lieu même où avaient été martyrisés et ensevelis les saints Félix, Fortunat et Achillée, au temps où saint Irénée les avait envoyés à Valence pour y prêcher la soi catholique ².

¹ Le procès-verbal donne le nom des citoyens presents, à savoir : Algoud, présudent : Daly, Doydier et Boveron, membres de l'Administration centrale du département. Brosset commissure Gastaud secretaire-genera. Chauveau administrateur municipal, Colombier, juge de paix, et Mormillod, commandant de la forteresse.

² Antiquités de l'Eglise de Valence, par Mo de Catelan, evêque et comte de Valence, in-40, 1724.

CHAPITRE XXXIX

SORMAIRE. 1 Evénements qui se passent à Rome. — Le roi de Naples s'empare de la ville — Illumination — Les troupes françaises éva cuent les États pontificaux. — Liouvernement provisoire — Retour de NNº Boin el l'assari — Exercices d'Instruction mora e. — Prohibition des cocardes. — Mesures contre les Juifs et tous les deprédateurs. — Te Deum. — La croix remplace l'arbre de la liberté. — Il. — Relations de Mº Apina avec le Sarre-Collège — Le cardinal doyen notifie officie lement la mort de Ple VI. — Services funébres célébrés de tous rôtes pour le repos de l'âme de Sa Sainteté. — Réclamations de l'ex-cardinal Antici; son insucces.

I - Pendant que les événements que nous venons de raconter se déroulent à Valence, il n'est pas sans intérêt de voir ce qui se passe à Rome.

Les gouvernements républicains etablis à Rome et à Naples par les Français étaient fort instables. Leur forme, leurs principes constitutifs, essentiellement contraires aux besoins du peuple, a ses goûts, à ses traditions n'avaient pu s'implanter dans le sol et y pousser des racines dutables. Aussi ces republiques ephémères—tomberent-elles quand se retira l'armée d'occupation qui seule les maintenaît par la force.

De Caserte, où il s'est fortifié avec ses Calabrais, le cardinal Ruffo lance une proclamation dans laquelle il annonce son projet de relablir a Rome l'ancien gouvernement. Rodio, le commandant des troupes napolitaines, qui se donne le titre de « général de la grande armée chretienne! », affiche, de son côté, une proclamation analogue a celle de Ruffo.

A mesure que les Napolitains approchent de Rome, les jacobins de la cité essaient, par des arrêtés d'une rigueur excessive, de conserver un pouvoir qui leur échappe. Le 7 août ils annoncent qu'ils vont rechercher les suspects, et le 8, ils dressent une liste d'emigrés 2 Cependant les murs de Rome sont couverts de proclamations où l'on propose de

Arch di Stato 7 août 1799

² Cf. A.bert Dufoureq. Arch. di Stato. 21 termifero 1799. - 8 août

rendre la ville aux genémux de Ferdinand IV. Le 15 août on parle même d'un gouvernement provisoire composé de Doria, de Cotonna et de Barberini.

Malgré e trouble que causent ces nouvelles, on fete encore le huitième anniversaire de la liberté en France 1, mais on sent que c'en est fait de la République romaine.

Le 4 vendemiaire 25 septembre le genéral division naire Garnier, et Bertolio, l'ambassadeur de la République française pres la République romaine, redoublent de sévérité. Ils defendent les attroupements sur la voie publique, notamment sur les places Colonna et Saint Jean de Latran.

c Tout rassemblement de cinq personnes sera dissipé par les patrouilles », et ceux qui feront resistance seront fusilles-

Il est défendu de monter sur les remparts de la ville, et les factionnaires sont autorisés à tirer sur ceux qu'on y verra.

Les spectacles finiront à 11 heures du soir, et après onze heures et demie on ne pourra sortir sans lumière, sous peine detre arrêté.

La loi du 22 prairial an VI — 10 juin 1798 — sera rigoureusement observée — c'est-à-dire qu'on punira militairement quiconque portera des bâtons, pistolets, stylets et autres armes prohibees. Peine de mort est decretée contre ceux qui tireront des coups de leu dans l'interieur des murs, sous prétexte de chasser des pigeons et autres oiseaux. Tout voleur pris en flagrant délit « sera fusiblé sur le champ et sans forme de procès ».

Il est aussi défendu jusqu'à nouvel ordre « de sonner aucune cloche des églises, couvents, monastères et autres neux. Les curés, les superieurs des couvents, monastères et autres établissements publics, sont responsables de l'exécution du présent article, en cas de contravention ils seront arrêtés et exécutés sommairement, on démolira dans les vingt-quatre houres l'édifice d'où se sera fait entendre un son de cloche ².

Les mesures de rigaeur prises par Bertolio et Garnier n'empéchent pas une vive agitation de réguer à Rome.



⁴ Arch di Stato, 21 septembre 1790

^{*} Arch. di Stato. 4 vendémia.re. — 25 septembre 1799. — Cet édit qui contient 12 articles, est signé de Bertolio et de P. Garnier.

Pendant ce temps l'armée napolitaine, sous les ordres du maréchal de Burkard, gagne du terrain, et le 30 septembre elle entre dans la ville. Une capitulation avait été signée la veille.

Les Napolitains ne sont pas plutôt entrés dans Rome que Don Emmanuel de Burkard, maréchal de camp du roi des Deux-Siciles, fait afficher une proclamation. Au nom de Sa Majesté, il rend aux eglises la liberté du culte catholique comme au temps du gouvernement pontifical. Il avertit les cures qu'ils pourront désorinais sonner les cloches pour inviter les fideles aux pieux exercices. Bien paus, à toute requisition ils devront les sonner pour appeler le peuple aux armes, et cela sous menace de la peine edictée par la République romaine contre ceux qui les sonnaient malgré la défense 4.

Pour fêter le succes des armées napolitaines, on illuminera la ville trois soirs consécutifs 2.

Lorsque Ferdinand IV eut pris possession de Rome, il chargea un des gentilshommes de sa cour et son majordoine, Don Diego Naselli, heutenant general des armées royales et inspecteur général des milices de la Sicile, de compléter I œuvre de pacification qu'il avait entreprise.

Don Diego Naselli affiche une longue proclamation où il commence par remercier « la divine Providence » d'avoir beni les justes entreprises du roi des Deux-Siciles. » Avec le concours de la Grande Bretagne, de Vienne et de Samt-Pétersbourg, on a obtenu l'évacuation des troupes françaises des Etals, et la destruction « de l'infâme gouvernement démocratique » qui a rumé l'Italie autrefois si riche et si prospère.

Pour restaurer l'ancien état de choses, Sa Majesté a chargé Naselli du commandement general militaire et potitique. Naselli va « promouvoir le bon ordre. . . purger le pays de la peste démocratique qui l'a désolé laire refleurir les bonnes mœurs et la religion catholique dans sa pureté enfin preparer le retour du pontife successeur de l'ie VI, lequel est

* Ibid meme date.



Arch. di Stato, 2 octobre 1799

^{*} Arch di Stato Le 13 2 octobre, Paul Jet, giapereur de toutes les Russies, annorce publiquement aux Romains qu'il a fait alliance avec le roi ces Deux-Siciles pour retablir la paix dans les Etats pontificaux. Cette notification est signée Antonio Skipor, chef de tous les balaillons, e c

mort en France..... dans une prison aussi douloureuse qu'injuste. »

Afin d'obtenir ces bons resultats, le concours du peuple romain est nécessaire. Le peuple à soullert les rapines, les massacres, les profanations. L'étendard du roi de Naples signifie religion, justice, sécurité.

Bientôt un souverain légitime paraitra dans la personne d'un nouveau pape. En attendant, Naselli promet d'employer son activite à administrer la justice avec rectitude, à restaurer les finances publiques, à repondre en un moi aux désirs manifestés par son souverain.

Il fermine en conjurant les Romains de déposer toute idée de vengeance, d'effacer de leur cœur et des lieux publics les signes et les monuments de la démocratie passee. Qu'ils secondent les vues du roi de Naples et préparent le nouvel ordre de choses qui leur rendra, parmi les Etats d'Europe, le rang qu'ils occupaient avant la révolution 4.

Un gouvernement provisoire, etabli par le roi des Deux-Siciles succède à la Republique romaine. On le confic aux anciens membres de la cour pontificale: Alexandre Bonaccorsi, Angelo Massimi, Jérôme Colonna et Clement Muti. Le prince Pallavieini devient gouverneur de Rome, le prince Chigi est attache au ministère de la Grâce, le prince Doria à l'Annone et le marquis Ercolani aux Finances 2.

A la suite des armées napolitaines, est rentré à Rome le pro-vice-gérant, M^g Octave Boni. Il constate que dans les dérniers temps de la République romaine, au moment où la paix était si profondément troublée, et la licence si universelle, quelques ecclesiastiques en ont subi la fâcheuse influence. Aussi son premier soin est-il de rappeler les delinquants à leur devoir ^a. D'ai leurs le vice-gérant M^g François-Xavier Passari, archévêque de Larisse, est rentré lui aussi; il joint ses efforts à ceux de M^g Boni.

Il veut que « des exercices d'instruction morale » aient lieu « dans diverses eglises. » * Ce sera le contre poison aux doctrines révolutionnaires.

⁴ Arch, di Stato 10 octobre 1799

Bib iot Vat F fat Nº 9718

¹ Arch d. Stato Editto de 8 ottobre l 99.

³ Arch. d. Stato 48 octobre 1799

Comme l'élément jacobin s'agite encore, don Diego Naselli publie un édit pour expulser dans les vingt-quatre heures tous les étrangers qui ont moins de deux ans de séjour. Ne sont pas compris toutefois dans cette mesure ceux qui pourront justifier d'une conduite régulière, non plus que les médecins chargés de soigner les Français malades ¹.

Les cocardes dont on a tant abusé au temps de l'occupation française, sont formellement interdites. Exception est faite pour les représentants des cours etrangeres et les personnes attachées à leur service; les uns et les autres pourront porter la cocarde de leurs pays respectils?

Le prince Nasellia tant à faire dans cette Rome bouleversée

et remplie de ruines, qu'il ne sait par où commencer.

Le 24 octobre il fait replacer a l'angle des rues les plaques

de marbre indicatrices des quartiers de la ville 3.

A la même date il publie un arrête concernant les juiss. C'est, dit-il, un intolérable abus que les juiss continuent à jour de la permission, à eux accordée par le gouvernement républicain, de ne plus porter le signe qui les distingue des chretiens. Aussi vingt-qualre heures apres la publication de cet arrête, ceux d'entre eux, hommes ou femmes, qui franchiront les portes du Ghetto sans ce signe bien apparent, seront arrêtés et punis selon la teneur des lois anciennes et le bon plaisir de Diego Naselli 4.

Il convient d'ajouter que cette mesure contre les juifs était motivée par l'attitude qu'ils avaient eue sous la République comaine. « Plus que tous les autres, ils ont abusé des choses sacrées et des objets religieux, et méritent d'être poursuivis

selon la rigueur des lois, » ·

Ceux qui dans un but sectaire, ou par motif d'intérêt, ont détrait ou brûlé les objets sacres qu'ils détenment, devront en restituer la valeur Ceux au contraîre qui ont été autorisés à acheter les mêmes objets pour les arracher à des mains impies et les sauver de la profanation seront rembourses, pourvu qu'ils produisent la preuve de l'achat et du prix payé

¹ Arch. d. Stato. 45 octobre 1799.

^{*} Ibid. Editto di Don Nego Naselli, S. D. 1799

³ Arch di Stato.

¹ Ibid. 23 octobre 1799.

⁵ Arch di Stato, 20 octobre 1799

par eux. Le présent arrêté concerne tout aussi bien les livres et le mobilier dérobés aux communautes religieuses... 1

Pour reparer autant qu'il le pourra tant d'iniquités. Naselli ordonne à quiconque est détenteur de reliques, de vases sacrés ou d'ornements, de les consigner aux mains de Me le vice-gérant, et dans le lieu par lui désigné. On fera la reconnaissance de ces objets et on établira leur provenance avant de les reporter où on les a pris.

On invite les citoyens à dénoncer les receleurs, qui seront frappés d'une amende représentant trois fois le prix de l'objet recelé. Un tiers appartiendra à l'église frustrée, un tiers au fise et un tiers au dénonciateur.

On a trois jours pour faire ces restitutions ; passe ce delai, on agira avec sévérité contre les délinquants.

Pendant les dix-huit mois qu'avait duré la République romaine, le pillage et les vols, on le voit, se sont étales au grand jour Eglises monastères, musées, bibliothèques, palais, tout a été mis à sac Aussi pendant les premiers mois de l'administration de Don Diego Naselli, n'est-il question que de restitutions et de mesures à prendre dans ce but

Le 31 octobre (1799) un nouvel édit oblige à rendre, sous trois jours, ce qui a été « dérobé, vendu ou acheté » provenant des « sacrés palais apostoliques, y compris le palais du pape Jules, » La restitution sera faite « au palais du Quirinal, dans les appartements dits de la Florerta, el entre les mains d'Antoine Bertazzoli. » ²

A quelque temps de la, et à l'occasion du retour des emigrés, on exigea, sous des peines sévères, que tous ceux qui avaient acheté des biens confisqués, déposassent entre les mains de l'administration les actes de vente, à l'effet de régulariser un état de choses irrégulier.

Mais, si pendant l'occupation frança se, les églises ont souffert toutes sortes de rapines, les musées n'avaient point été epargnés. Et c'etait dommage que tant d'objets d'art, sculptures, peintures, gravures, antiquités, fussent devenus

¹ Thid

² Arch. di Stato. Cet edit, du 21 octobre 1700, porte la signature de « Luigi Ercolant *Tesorière generale.* »

⁴ Ibid. 19 novembre 1799

la proie des voleurs. Le roi Ferdinand vont sauver ce qui n'est pas irrémédiablement perdu. Il ordonne que tous les détenteurs des objets d'art en fassent la déclaration au chevaher Venuti, celui-ci prendra des mesures en conséquence

pour les réintégrer aux musées d'où ils sont sortis !.

Un des premiers actes de la République romaine avait été de mettre sous séquestre les biens que possédait dans la ville le roi des Deux-Siciles. Cette mesure avait provoqué le pillage du palais Farnèse. Pour y remédier, si faire se peut. Burkard ordonne de reporter à ce palais tout ce qu'on en a enlevé, et cela dans quarante-huit heures. Passé ce délai, on devait rechercher les volcurs ou les receleurs et les frapper d'un châtiment exemplaire.

Mais bientôt les menaces et les pénalités font place à la confiance et à la joie. Le roi des Deux-Siciles, par sa venue à Rome, n'a-t-il pas ouvert une ère nouvelle? A cette ere le vice-gerant donnera le couronnement ; il publiera un Invito Sacro prescrivant le chant du Te Deum le dimanche 20 octobre « afin de rendre grâces à Dieu du retour de la paix » Il ordonne ensuite que le 4 novembre, jour de la fèle de saint Charles Borromée, une messe solennelle soit celébree à Saint-Pierre du Vatican. Don Diego Naselli y assistera A l'issue de la messe, on exposera le Saint-Sacrement, on donnera la bénédiction, et d'instantes prières seront adressees au ciel pour le succes des armes de Ferdinand IV.

Quinze jours plus tard les Romains érigement solennellement la croix, au lieu et place où l'on avait auparavant planté

l'arbre de la 11berte 4.

II — Pendant son séjour à Florence, et après la déportation de Pie VI à Valence, M^{er} Spina avait conserve, autant qu'il l'avait pu, des relations avec les cardinaux.

Aussitôt après la mort du pape, il écrivit au doyen du Sacre-Collège, le cardinal Albani, refugie a Venise. La lettre mil longtemps à arriver. Il fallut ensuite que l'éminentis-

Arch. di Stato. 7 octobre 1799.

Ludovic Sciont. Le Directoire, 111, 553

Arch. di Stato, 3 octobre 1709.

¹ Bibliot, Vat. f. lat. Ms. 9/18. Francesco Fortunati, l'auteur de ces Memoires mourut dans la nait du 29 octobre 1828

sime doyen convoquât les cardinaux au prochain conclave

Le 3 octobre eut lieu la première congrégation générale qui se tint au palais du patriarche. Avant toutes choses Hercule Consalvi, auditeur de Rote et prosecrétaire du Sacre-Collège, fut chargé de rédiger l'acte public de la mort du pape.

L'acte fut signé par le cardinal doyen, par l'Eminentissime Caraffa, premier des cardinaux prètres, et par l'Eminentis-

sime Doria, premier des cardinaux diacres 1

A la même date, 3 octobre, Consalvi écrivit une circulaire se qu'il adressa aux cardinaux éloignés de Venise, aux nonces et aux souverains catholiques, suivant la coutume de la cour romaine, pour annoncer la mort du pape s. La même circulaire fut envoyée au vice-gérant, M^{er} Passari, et à son vicaire, M^{er} Boni.

L'un et l'autre, nous l'avons vu, sont rentrés a Rome, a la suite de l'armée napolitaine 8 octobre 1709 * Le cardinal Albam prévient donc M^{gr} Passari que les novendiales commenceront a Venise le mercredi 23 octobre ⁵. Il y a conv.e tout le Sacré-Collège ⁶.

De son côte, et pour remp.ir les devoirs de sa charge, le cartinal vicaire, sitôt son arrivée à Venise 25 octobre notifie à M^{gr} Passari la mort du pape, le commencement des Novendiales et la prochame ouverlure du conclave. Sur les ordres de son supérieur hierarchique immediat, M^{gr} Passari en informe tous les membres du clergé romain tant séculier que regulier.

Les saints Canons, dit il dans sa circulaire, prescriven.

Bibbot, Valicell, Monum Stor. Z. 38, Inc.p. « Lum in Congregatione generali a nobis habita in palatio patriarchal, Venetiarum. . » 5 octobre .799.

² Ibid. « S. justa anquam fui, causa mieroris... ».

Parmi les reponses a ces lettres, je remarque celle du roi de Sardaigne — 27 octobre 1799, — et celle de Louis XVIII — 24 novembre 1799 — (Bibliot, Vallicell Monam. Stor. Z. fol. 13, 17, 18). Vid. Pieces justif. C.

Bibl of Vat. f lat 9718.

Bibl.ot. Casanatense, Lettre da 22 octobre 1799.

^{*} Bibliot, des Barnabites Vol. 51, a Patriarcalo, 22 estable 1.99, Il Decano » ha l'onore di partecipare a V. E. che domani mercoledi 23 corrente si dara » principio di novendiali per l'esequie della Sa. Me. d. Pio Vl... »

Lap Chi perfeulum de Flect in 6.

de célébrer partout solennellement les obsèques du souverain pontife. C'est pourquoi le 26 au matin, dans toutes les églises, on sonnera avec toutes les cloches un glas qui durera une heure. Ce glas saivra celui de la cloche de Monte-Citorio l'aquelle remplacera la cloche du Capitole qui n'existe plus. La cérémonie solennelle des obséques aura lieu dans chaque église le premier jour libre.

En attendant, il exhorte chaque prêtre à célébrer une messe pour le repos de l'àme du pontife defunt, comme il est d'usage, et il demande des prières dans toutes les communautés religieuses de l'un et l'autre sexe.

En vertu des prescriptions canoniques, il impose a toutes les messes la recitation de la collecte pro pontifice eligendo, jusqu'à nouvel ordre, et concurremment avec cerle pro quacumque necessitate.

Enfin il dresse la liste des « congrégations, archiconfréries, pieuses assemblées et confréries qui, pendant la vacance du Saint-Siege, iront processionnellement visiter les églises ou a lieu l'exposition du Saint-Sacrement dite des Quarante Heures. » Il leur assigne le matin la 1/° heure, et le soir la 22° heure ².

Le glas commandé par le vice-gérant fut sonné le 26 octobre de la 17° à la 18° heure du jour; les Romains apprirent ainsi officiellement que le S.ège apostolique était vacant.

A Rome, la première ceremonte funebre a neu dans la basilique de Saint-Jean-de-Latran « mere et maîtresse de tontes les eglises du monde » La nef principale et l'abside sont tendues de deuil ; au centre, est un riche catalalque brillamment illaminé. Mer Passari preside la cérémonie, entouré des membres du Chapitre, et la maîtrise, sous la direction du maëstro Anfossi, se fait entendre comme au temps du gouvernement papal.

Le 29 octobre, c'est le tour de Saint-Pierre On y célèbre le service solennel dans la chapelle de Saint-Grégoire. Me Boni le pro-vice-gerant y donne une des cinq absoutes et fait donner les quatre autres par des chanoines de la basilique



Arch. di Stato. Signe: F' S. arcivescovo di Lurissa vicegerente. Filippo Canonico Liberti Segretario.
 Ibid

Toutes les églises de Rome et la plupart des villes des États pontificaux suivent cet exemple.

Cesena, la ville natale, et Subiaco¹, l'abbave dont Pie VI a été commendataire, prennent les devants. Viennent ensuite Viterbe, Sienne, Florence, Bologne et les localités que le pape a traversées dans son voyage vers l'exil.

A Vienne même, l'empereur, pas une heureuse innovation, fait célébrer un service funchre dans l'église de Saint-Étienne. Le czar Paul le, tout schismatique qu'il est, commande, dans l'église catholique de Saint-Pétersbourg, des obseques pour celui qu'il appelle « le meilleur de ses amis ». Il y assiste en personne avec la czarine et la famille imperiale.

L'Angieterre est séparée de l'Eglise catholique depuis plus de deux siècles et demi ; cependant elle tiendra à honneur de s'associer au concours de prières universelles.

Mª Erskine, auditeur de Sa Sainteté et résidant accredite du pape près la cour britannique, réunit les catholiques dans l'eglise de Saint Patrice. Le vicaire apostolique de Londres célebrera la messe pontificale, entouré de prélats anglais, de plusieurs évêques, de prêtres et de laïcs français émigrés

Au moment où va s'ouvrir le conclave, à Venise, et ou les cardinaux ont déja reçu le hillet de convocation, l'excardinal Antici, retire à Recanati se désole de n'y être pas convoqué On n'a pas oublié comment Antici et Altieri avaient officiellement renoncé a la pourpre pour conserver leur vie et leurs biens menacés.

Antici prétend que sa renongiation lui a été extorquée, qu'elle a été feinte et non reelle. La sagesse, dit-il, l'obligeait à taire la chose pendant tout le temps qu'a duré la République romaine. Il invoquait d'airleurs l'exemple du cardinal de Rohan. De Rohan este devant le Parlement de Parisau moment où était pendante l'affaire du collier de la reine, avait ete momentanément prive de son titre cardinalice. On le lui avait rendu aussitôt son acquittement.

Antici affirme avoir ecrit deux lettres au Saint-Pere, l'une

I Chaque aunée, à l'anniversaire de la mort de Pie VI, le Chapitre de Subiaco colébre un service et tous les chanomes appliquent une messe pour le repos de son âme (Bibliot, Vit. Em. Memorie di Subiaco e sun hadia riscolle dal canomico Janueceili...)

lui a éte dictee le 7 mars 1798, le couteau pour ainsi dire sous la gorge; il a écrit l'autre le lendemain. Dans cette seconde fettre, n'expliquait à Sa Sainteté de quelle violence on avait usé pour le contraindre à faire la première. Et pour éviter qu'elle tombàt aux mains des gouvernements français ou romains, il avait employé tous les moyens que lui dictait la prudence.

Que sont devenues ces deux missives? Il l'ignore. Le sort de la seconde lettre surtout le rend anxieux ¹

Cependant on avait toujours l'œil ouvert sur lui et ses mondres actes etaient epies, au point que le prefet consulaire du département l'accusait de porter des souliers à talons rouges et d'exiger qu'on lui donnât le titre d'Eminence « ce qui excitait le fanatisme des prêtres de la ville ». En conséquence il l'avait menacé, lui et quelques ecclésiastiques très reco muandables, de les exiler hors des Etats pontificaux. On aurait mis assurément cette menace à exécution, n'avait été l'émotion populaire causée par la nouvelle.

Maintenant, ajoute Antici, que, grâce à Dieu, la liberté et la sécurité sont rendues à l'Eglise, et au peuple, il croît de son devoir d'informer le doyen du Sacré Collège, son chef bierar chique, de la conduite qu'il a tenue en des temps si troubles. Il lui envoie copie de sa lettre du 8 mars, à Pie VI. Son Eminence verra clairement qu'en voulant le mettre en prison, le gouvernement républicain avait pour but d'avilir la dignité dont il est revêtu. Et c'est pour faire échec à ces perfides projets, qu'il a sacrifié la pourpre momentanément et en apparence. Il n'a nu lement renoncé au titre, il la simplement deposé entre les mains du pontife qui le lui avait conferé, jusqu'au moment où les circonstances lui permettraient de le reprendre.

Il aurait cru manquer à tous ses devoirs s'il avait agi autrement, s'il n'avait consenti tous les sacrifices pour conserver son prestige integral à une dignite dont il avait pour ainsi dire la garde. D'ailleurs tout acte arraché par la violence n'est-il pas radicalement nul?

Si jusqu'à présent la malveillance d'un gouvernement

On ne trouva jamais aucune trate de cette seconde lettre qu'Ant.el prétendit avoir écrite



ennemi l'obligeait à tenir secrets les motifs de sa conduite, aujourd hui les égards qu'il doit a sonétat et au Sacré-Collège le forcent à parlet clairement au doyen. Il attend avec respect sa decision pour y conformer sa conduite.

Il espère que ses bontés passées sont le sûr garant de ses bontés à venir, et il lui en témoigne par avance ses sent ments de reconnaissance.

Le 11 décembre arrive la reponse qu'attend impatiemment l'ex-cardinal, et la suscription peut en faire deviner le conteau. Elle est en effet adressée « à Monsieur l'abbé marquis Thomas Anticl, Recanati ».

Voici le résume de cette réponse :

Le 9 décembre, Més Valenti de Trevi a apporté au cardinal doyen deux lettres d'Antici : l'une confidentielle dalce du 18 novembre, l'autre, du 15 novembre destinée au Sacré Collège.

Aussitôt le doyen réunit ses collègues en assemblée pléniere; et, après mûr examen, Hercule Consalvi, auditeut de rote et pro-secrétaire, est chargé de libeller la réponse.

Antici a résigné la dignité cardinalice entre les mains de Sa Sainteté. Pie VI a pressenti tous les cardinaux qui sont passés par Sienne et Florence, et auxquels il a pu parler. Il a attendu que six mois fussent écoulés ; puis, il s'est décidé à publier le bref du 7 septembre 1798 par lequel il accepte solennellement la renonciation d'Antici. Antici a en certainement connaissance de ce bref; il n'a jamais ouvert la bouche pour protester et se défendre.

Le bref a été envoyé aux cardinaux. Trente-sept d'entre eux ont écrit à Sa Sainteté pour applaudir à la mesure prise, mesure qu'ils considérent comme » juste et nécessaire à l'honneur du Sacré-Collège ».

En conséquence les cardinaux ont été unanimes à rejeter l'instance d'Antici, et Consalvi est chargé de lui en donner notification ².

Bibliot, Vallicell, Monum. Stor. Z. Leitera dell' Ex-cardinate D. Tommaso Antici all' Eminentissimo Sig. Card. Decano del S. Collegio in data del 1º novembre 1799.

¹ Bibliot, Vallicell e Venezia dal Conciave nel monastero di S. G. orgio Maggiore, - 11 decembre 1799

* CHAPITRE XL

SOMMAIRE. — 1. Démarches pour obtenir le transfert à Rome un corps de Pie VI. — Exhumation du pape. — Proces-verbai de Boveron, d'fficultés qu'il suscité. — On delivre à Mir Spina le corps du pontife. — Son départ pour Rome. — Le voyage et les honneurs rendus. — Arrivée à Rôme — Il stances pour détenir qu'une partir des restes de Pie VI soit ren îne à Valence — Obseques à Saint-Pierra — Le tombéau et a statue de Canova. — Il Mir Spina cardinal — Demande à Rôme par l'évêque de Valence tule partie des restes de Pie VI. — Le cardinal Spina y Joint ses instances. — Pie VII y consent. — Extraction de l'urne funeraire et voyage à Valence. — Honneurs rendus partout. — Cérémonies à Valence. — III. On envoie à Rôme le récit des cerémonies de Valence. — Let te ir de l'arrivée du monument destiné à Pie VI. — Son mauguration par le cardinal Spina — Inscription de l'abbé Marim.

I. Le confident des dernieres volontés de Pie VI, Mr Spina, lui a promis de rapporter son corps à Rome pour qu'il soit déposé près de la Confession des Saints-Apôtres. Le nouveau Pontife, Pie VII, — élu le 14 mars 1800, au conclave de Venise, — n'a pas plutôt su les dispositions de son predécesseur qu'il temoigne de sa ferme volonté de les accomplir.

Dans ce but, Mr Spina multipliera ses instances auprès du Directoire afin d'obtenir les autorisations nécessaires. Enfin, après une longue attente, on lui promet satisfaction. Chaptal et Talleyrand, ministres, le premier de l'Intérieur, le second des Relations exterieures, ecrivent à Descorches, prefet de la Drôme, et lui notifient l'ordre du premier Consul, Bonaparte, de mettre le prélat Spina en possession du cercueil du pape¹. On lui procurera « pour son voyage toutes les facilites » désirables, attendu que par la manière dont il a rempli sa mission il a « su parfaitement se concilier l'estime et la bienveillance du gouvernement. »

Au moment où cette lettre arrive à Valence, Mar Spina et le prétet de la Drôme sont à Lyon aupres du premier consul. Ils



¹ Cf. Ch. Poncelet, 11 frimaire an X. - 10 decembre 1801.

concertent ensemble les mesures à prendre et le prefet donne des ordres à Chaponnet, le conseiller de préfecture ¹.

Pour obeir a ces ordres, Chaponnet fera proceder nuitamment a l'exhumation de Pie VI.

L'exhumation a lieu, en effet, dans la nuit du 2 au 3 nivôse — 24-25 décembre 1801 — En l'absence du maire Planta, les deux adjoints, Pinet et Boveron, sont chargés d'en surveiller l'exécution; Boveron rédigera le procès-verbal

A dix heures du soir, le 3 nivôse au X 24 décembre 1801 -- les deux adjoints, le commissaire de police Blache, le secretaire de la mairie, un entrepreneur nomme Filiatro, et plusieurs ouvriers, se rendent au cimetière de Sainte Catherine. Ils sont escortes de quarante grenadiers de la 11 demibrigade d'infanterie que commandent les officiers Court et Faverois

Vers minuit on commence le deblaiement; au bout de deux heures et denne de travail, l'urne et le cercueil sont retirés du fond du caveau. Rien n'a été sensiblement détérioré. Seul un des hens qui enfourait l'urne est brisé, et le cachet de cire rouge endommagé quoique l'empremte soit entière.

Les restes du Pontife sont mis alors sur un char, conduits à la préfecture et conflés à Chaponnet qui les consigne dans une salle basse dont il fait sceller les portes.

Boveron, ainsi qu'il en a reçu l'ordre, rédige le proces-verbal dont copie est envoyée à Lyon au maire Planta Celui-ci exprime sa satisfaction du zèle qu'on a mis à accomplir une céremente a précieuse à tous les cœurs vraiment catholiques et pénétrés des mystères de la foi 4. »

Le procès-verbal de Boveron porte l'empreinte d'un sentiment chrétien qui contraste fort avec l'esprit du jour. Aussi Chaponnet en exige til la radiation et veut-il qu'on lui en substitue sur le champ un autre plus simple. Boveron s'y refuse avec energie; il informe de ce différend le maire et les délégués de Valence que leurs affaires retiennent toujours à Lyon. En même temps il déclare à Chaponnet qu'il ne peut

La lettre de Descorches à Chaponnet est du 30 frimaire. 21 décembre 4801.

^{2 7} nivôse — 26 décembre 1801 — Cf. Ch. Poncelet, fol. 25.

³ 15 nivôse. – 5 janvier 1802.

¹ to n.vose an X. - 5 janvier 1802

modifier un acte « authentique » écrit avec une entière « véracité » Le maire de Valence, dans deux lettres à son premier adjoint, 14 et 20 nivôse — 4 et 10 janvier 1802 — approuve sa résistance ferme et courageuse, il lui conseille de ne céder qu'à la force Le conflit s'aggrave et menace de prendre des proportions imprévues. Le conseiller de préfecture et le secretaire général à décident que le registre des procès-verbaux de la mairie de Valence sera apporté à la préfecture; qu'on annulera l'acte d'exhumation de Pie VI et qu'on en rédigera, séance lenante, un autre « dégage de toutes les expressions qui contrasteraient avec la simplicité, qualité éminemment voulue dans un procès-verbal. » 3

Boveron refuse de rédiger le nouveau procès-verbul qu'on exige de lui et motive son refus¹. Son collegue Pinet, sollicité lui aussi, oppose les mêmes dénégations

Redoutant les conséquences d'ane affaire où la force finira par triompher, le maire de Valence qui, d'abord avant approuvé la resistance, change tout à coup d'avis. On l'a mis en demeure de vaincre l'obstination de ses adjoints, il sera rendu responsable de feur refus. Aussi leur demande-t-il, le 21 myôse — 11 Janvier 1802 — de se prêter de bonne grâce à ce qu'on obtiendra par force, s'il est nécessaire. Boveron et P. net cèdent à leur corps défendant. Ils écrivent une dernière lettre à la préfecture, et le 25 nivôse — 15 janvier — à 3 heures du soir, ils signent tous deux le nouveau proces-verbal. Les prières du maire de Valence avaient eu raison de l'opposition de ses adjoints, mais les lettres qu'écrivit plus tard Boveron témoignèrent de la peine qu'il avant eue à sacrifler son sentiment personnel⁵.

Le 20 nivôse an X, 10 janvier 1802, Mª Spina se rend à la préfecture de la Drôme pour qu'on lui délivre les restes de Pie VI. Il est « accompagné de Pierre-Charles Cafetti, ex-Général de l'Ordre des Servites, theologien consulteur de Sa





¹ 16 nivôse au X. — 6 janvier 1802.

^{*} Le citoyen Vanesse; aillicurs il est appelé Vallenet (p. 273 .

 ¹⁷ nivôse an X. - 7 janvier 1802.
 18 nivôse an X. - 8 janvier 1802.

Une de ces lettres porte la date du 27 n.vôse, l'autre du 94 p.uviûse an X.
 17 janvier et 14 février 1802.

Saintete ', de M. Plan de Sieyès, conseiller et secrétaire general de la prefecture, de deux adjoints au maire de Valence, du commissaire de police et du commandant de la place. Tous descendent dans la saile basse ou, le 25 décembre 1801, a été mis le cercueil du pape; Mér Spina, après l'avoir reconnu, en reçoit le depôt et signe un procès-verbal conjointement avec les témoins ².

Le 11 janvier 1802, la déponite mortelle quitte Valence au grand regret des habitants qui auraient voulu conserver dans leurs murs un si précieux depôt. Elle est dirigée vers Marseille sous la garde des personnes spécialement députées par Mer Spina.

Le 12 janvier, elle passe à Sorgues et le 13 à Saint-Garnat partout sur le passage on lui rend les mêmes honneurs qu'on avait rendus au pontife vivant.

Le 18, le cercueil est monté à bord d'un navire à destination de Gènes. Le 20, on mouille à Monaco, le 21 et le 22, a Oneglia et à Savone. A cause des vents contraires, on n'entre dans le port de Gênes que le 24, et le débarquement s'effectue le 25 au soir.

Le cercueil est porte dans l'église des dominicains Il y demeure cinq jours, entouré de fidèles en prières.

Dans la nuit du 30, la dépouille du pape est embarquée de nouveau, et le 31 elle arrive à Lerici.

Pendant ce temps M^{ge} Spina est reste à Valence afin de régler toutes les affaires pendantes

Il va partir le le février pour rejoindre le convoi sunébre mais avant de quitter une ville où i, a passe des jours si tristes, il remerciera ceux qui out eu des egards pour Pie VI et la samille pontificale. Mesdames de Veynes, Sieyes. Boveron et tant d'autres Il ne partira pas toutesois sans avoir la copie du proces-verbal d'inhumation du pape 3, pour l'avoir, il lui saudra encore ecrire, le 7 sévrier, une lettre

¹ Le P. Cafe,ti fut un des ministres plénipotent aires du Concordat de 1801.

² Ce procès-verbal porte les signatures suivantes

J. Spins, archevêque de Cornthe; F. G. Cafetti, Frederic Plan de Sieves, Boveron, Pinet, adjunts, Gui bert, commandant d'armes; Blache, Chaponnet, conseiller de préfecture; Vanesse, secrétaire général.

^{3 31} janvier .802.

pressante et attendre que le c carnaval et le temps des mas-

- » ques soient finis » « Le temps des masques, dit ironi-
- » quement le prélat, finit-il jamais pour les personnes qui

» sont en place » ? 1

Cependant le cercueil de Pie VI, arrive à Lerici, est mis sur un char funèbre et conduit a Sarzana, la patrie de M^{er} Spina, de là, à Carrara, Massa, Pietra Santa et Pise. Partout on célèbre des services dans les églises où l'on s'arrête ².

Le 8 février le cortège atteint Florence, la capitale du nouveau royaume d'Etrurie.

A la *Porta nuova* l'attendent l'archevêque avec son clergé, les autorités civiles et mintaires de France et de Toscane, toutes les troupes et un immense concours de peuple.

Le cercueil reste deux jours dans la métropole sur un somptueux catafalque; des officiers de chasseurs de la garde royale lui font tour à tour une escorte d'honneur.

Bientôt le cortège sort de Florence par la porte San Romano, et poursuit vers Poggibonsi jusqu'à Sienne, où il arrive le 12 février L'archeveque, M^{sc} Zondadari, est absent, il a été appelé à Rome pour y recevoir le chapeau cardinalice.

L'eminent prélat a connu intimement Pie VI pendant le séjour que celui ci a fait dans sa ville episcopale et il a gardé de lui la plus affectueuse estime. Anssi dès son retour célebrera-t-il pour lui, dans sa cathédrale, de magnifiques funérailles.

Tant d'nommages rendus aux restes du souverain pontife retardent singulièrement la marche. A Rome on s'en impatiente, et le secretaire d'Etat envoie à Sienne une dépêche à Me Spina lui enjoignant de ne plus souffrir d'arrêt. Le prelat donne sur le champ l'ordre de partir. On se rend d'un trait jusqu'à Acquapendente, première ville des Etats pontificaux. La, par ordre de Pie VII, un detachement de cavalerie, composé de quatorze dragons, attend le convoi

Ms Garzia Malo. l'abbé Marotti et deux Monsignori, J. Bapt. Mancurti et Dominique Ginnasi, escorteront le cercueil



¹ Ch. Poncelet

On lit dans un journal italien (La Voce della Verita, 29 soût 1809. Nº 199), que Mª Spina presida lui-même le service qui fut chanté pour Pje VI à Sarzana. Ceci est impossible, attenda que le 7 fevrier, i. est encore en France et écrit une lettre datee de Lanslebourg.

Déja on se préoccupe à Rome des honneurs à rendre a la déponille mortelle de Pic VI. On decide qu'on prendra exemple sur le cérémonial suivi le 22 février 1733, lors du transfert des cendres de Benoît XIII de Saint-Pierre à l'église de la Minerve. La Chambre apostolique qui doit en supporter les frais charge des mesures à prendre Louis Gazzoli, son auditeur et M³⁷ Alexandre Lante le trésorier-général.

Tout a éte prevu dans les momptres details. Le cercueil de Pie VI sera deposé à l'entrée de la villa Bracciano. Le jour de l'arrivée, dès la quiuzième heure, on enverra, pour le recevoir, une garde de quarante hommes avec deux officiers et un sergent Cette garde obéira à Mª l'auditeur de la Chambre apostolique, qui, en outre, aura deux dragons a ses ordres.

La porte du Peuple sera fermée des la seizième heure et elle ne s'ouvrira que pour laisser passer la garde-noble, la garde suisse et les personnes de service munies d'un billet de l'auditeur de la Chambre apostolique.

Lorsqu'arrivera le convoi, les gardes des portes de la ville iront rejoindre les quatorze dragons partis déjà à sa rencontre.

Sur la place du Peuple, un bataillon de parade, commandé par un colonel a cheval, avec bannières déployées, trainers quatre pièces de canons de campagne

Deux cordons de troupes, partant de la porte du Peuple tront, l'un jusqu'à l'eglise de la Madone des Miracles, l'autre jusqu'à celle de Santa Muria in Monte Santo. Ce cordon sera fermé, entre les deux églises, par un peloton de grenadiers et une ligue de cavalerie. On gardera sevèrement les acces de la place du Peuple.

Enfin les grenadiers et les cavaliers ouvriront la marche.

Sur la place Saint-Pierre, on a tout disposé pour les décharges d'artillerie usitées, et dans la basilique cent hommes de troupes entoureront le catafalque 4.

A l'annonce de l'arrivée prochaîne du corps de Pie VI, le cardinal Antonelli, invite un grand nombre de prêtres à se rendre à la *Storta*, à environ neuf milles de Rome, ils y celébreront des messes pour le repos de l'âme du pontife defunt³.

¹ Arch Vat. ltalia Appendice. Epoca Napoleonica. Vol. XIV Ordine della Cong²⁰ Milit² delli 11 febb*1802.

Le mille romain est de 1488 mètres.

Le cercueil y arrivera probablement le dimanche au soir, 15 février (1802).

La route qui condaît de la Storta à Rome est en mauvais état. Deux points surtout sont dangereux, il sera difficile d'y faire passer le char funchre ; des voyageurs en ont averti le secrétaire d'Etat, et le commissaire Scifoni confirme ces renseignements. Antonchi demande donc à Consalvi qu'on fasse d'urgence les réparations nécessaires. Le secrétaire d'Etat repond à son collègue ; il a déjà donne des ordres à M^{gr} le Président des routes, et la réparation dont être presentement effectuée ¹.

Consaive sachant que les moindres détails de la ceremonie qu'on prepare interessent Antonelli, lui ecrit que le corps de Pie VI n'arrivera pas à la Storta avant le 16; le mauvais temps a empêché de quitter Sarzana le jour convenu. Il lui promet d'ailleurs de l'informer de toute modification ultérieure ³.

Enfin le 15 tévrier Consalvi previent le cardinal doyen que la depouille mortelle de Pie VI arrivera le lendemain. Que son Eminence veuille bien en aviser le Sacré-College et le convoquer à la chapelle de la Pieta a la 23^{me} heure précise.

Le 16 février, le cardinal Antonelli s'est rendu à la porte du Peuple vers la dix-septieme heure du jour 3. Bientôt on lui signale l'arrivée du convoi funebre. De nombreuses messes ont éte dites à la Storta depuis la neuvième heure jusqu'au départ. Le cardinal Antonelli et M^{gr} Spina ont célebré, cux aussi ; ils ont donné l'absoute, distribué des cierges aux assistants et du pain aux pauvres 4.

Il pleut à torrents ; maigré cela un grand nombre de tideles accompagnent la dépouille mortelle tout près de la porte du Peuple, jusqu'a la villa du duc de Bracciano. Le portique de cette villa a été somptueusement décore de le flures de deuil ; à l'intérieur, une chapelle ardente nù brille la flamme de cierges innombrables avec un catafalque pour recevo r le cercueil.



Arch Vat Italia, Epoca Napoleonica Vol XIV 13 février 1802.

^{*} Ib.d. 13 fevrier 1802

³ Une autre narration dit vers la dix-liuitieme heule (Archivio Vaticano-Miscellanea).

⁴ Arch. Vat. Itatia Epoca Napoleonica. Vol. XIV Billet du card. Anto-nelli au Card. Consalvi, secrétaire d'Etat. - 16 février 1802.

Le vent et la pluie font rage, il faut attendre vingt-quatre heures avant de se rendre processionnellement à Saint Pierre. Mer Spina en profite pour aller chezle secrétaire d'Etat lui rendre compte en détail du long voyage qu'il vient de faire. Les habitants de Valence ont vu avec regret s'éloigner la dépouille mortelle d'un pontife qui a vecu parmi eux et qui leur est devenu cher. Il ont chargé le prélat de demander à Sa Sainteté que l'urne où sont le cœur et les entrailles de Pie VI leur soit rendue. Ce sera un gage certain de l'affection du pape pour la France et comme le sceau du pardon. Les administrateurs de la ville, interprêtes du vœu populaire, adresseront des demandes au gouvernement. Les uns et les autres feront de communes instances au nouvéau pape

Le secrétaire d'Etat transmet ces voux au Saint-Père; le pontife les accueille favorablement en principe; toutefois il attendra, avant de rien décider, l'intervention annoncée des pouvoirs publics. En prevision des demarches qui seront faites ulterieurement. Me Spina l'affirme du moins, — on décide que l'urne renfermant le cœur et les visceres de Pie VI sera conservée à Saint-Pierre Elle ne sera point portée a l'église des Saints-Vincent et Anastase pour être mise au rang des autres urnes funeraires.

Le mercredi au matin, 17 février, le ciel s'est rasséréné. Tout est disposé pour que les obséques aient lieu avec la pompe que mérite un pape illustre par l'éclat d'un long règne et l'auréole d'un douloureux martyre.

Son successeur, son compatriote et son ami, tient a cœur de lui rendre à Rome, à la face du monde catholique, le tribut de sa tendre vénération. Il quitte momentanément le palais du Quirinal où il habite et se rend au Vatican! La cérémonie, disent les feuilles publiques, « fut très émouvante et magnifique».

Dès l'aube une salve de vingt-quatre coups de canon l'annonce. A l'entrée du Corso, sur la place du Peuple et dans les rues Ripetta et Babuino, toute la troupe, commandée par le colonel Baruich, est sous les armes avec bannières déployées. Par ordre de M[#] le Gouverneur, la circulation des voitures a ete prohibée dès la première heure depuis la place



¹ Bibliot, Vat. f. lat. Ma 9894.

du Peuple jusqu'à Saint-Pierre, en suivant le parcours par le college Clémentin et le pont Saint-Ange. Immense est la foule des Romains et des étrangers accourus a Rome. Les rues et les places pub iques sont insuffisantes à les contenir. Les fenêtres, les balcons et les toits regorgent de monde. De distance en distance on a élevé des tribunes où prendront place la noblesse et la haute prélature.

A dix heures du matin, la garde noble, récemment instituée pour remplacer les deux compagnies supprimées de chevau-légers et de cuirassiers va à la porte du Peuple. La garde suisse s'y rend elle aussi. Le char funchre est là, recouvert d'un drap mortuaire en velours noir avec frange d'or. Aux quatre angles, les armes du pape, et sur les côtes, brodée en or, l'inscription Pius VI P M. Sur le cercueil un grand coussin, mi-parti en drap d'or, mi-parti en velours noir, sur lequel est posée une riche tiare qui couronne la bière

Il est deux heures de l'après-midi. Le canon du château Saint-Ange donne le signal du départ et gronde toutes les trois minutes. Les cloches des églises sonnent ensemble le glas funcbre. A ce moment on ouvre à deux battants les portes de la ville, et, au milieu de l'émotion génerale, la dépouille mortelle de Pie VI fait son entrée dans Rome, pour y recevoir la sépulture pontificale.

Un pelaton de cavalerie et d'infanterie précède et feud à grand'peine les flots pressés du peuple. Suivent cent cinquante laquais cardinalices en superbe livrée Pois la croix de la basilique vaticane, celle qu'on porte seulement dans les plus grandes cérémonies pontificales. Viennent ensuite les corporations, les dignitaires ecclésiastiques sécul ers et réguliers avec des cierges ou des torches.

Autour du catafalque, les pénitenciers des basiliques patriarcales revêtus de la cotta et de l'étole, ayant a leur tête M^{er} Spina et la chapelle pontificale. De chaque côte les exempts de la garde noble et la garde suisse.

^{*} Sous Pie VII un cécret du 11 mai 1801 organisa, pour être mise à son service une garde nouvelle appelée garde-noble, su le modele des gardes nobles espagnoles. E le remplaça les anciens c'iovau-égers et les Cavaliers delle lancie speciale et comprensit 72 membres. Elle entre en service le 1 juin 1801 (Cf. L'Eglise cathouque à la fin du XIX- siecle fol. 299. Plon.

Les deux prélats et les deux camériers secrets qui ont été envoyés au devant du cercueil tiennent les cordons du poèle avec les chanoines des basiliques patriarcales.

Derrière le corbillard marchent le sénateur de Rome, prince Rezzonico, les conservaleurs de la ville et les barons romains escortés de leurs vassaux et des milites de la cité et du Capitole. A leur suite les prélats montés sur des mules caparaçonnees de deuil. Enfin le prince Altieri, le commandant de la garde noble à cheval, ferme le cortège et s'avance à la tête de l'infanterie, de la cavalerie et du train des équipages lequel roule quatre pièces de canon.

Le déflié, suit la via Clementina et la via Tordinona. A son arrivee sur le pont Saint-Ange on tire des salves d'artillerie continues jusqu'à sa disparition par la via Borgo nuovo

La procession avait duré longtemps, car lorqu'on déboucha sur la place Saint-Pierre il ne restait plus qu'une heure avant l'Ave Maria.

Sur le seuil de la basilique vaticane, le Sacré-Collège en cappa violette, et le Chapitre de Saint-Pierre ayant à sa tête son archiprètre le cardinal Duc d'Yorck.

Il incombe à ce dernier, en sa qualité d'archiprêtre, de présider la cérémonie, mais Pie VII a décidé qu'il ne cédera cet honneur à personne.

Revêtu des ornements pontificaux et entouré du Sacré-Collège, il asperge d'eau benite le cercueil de son prédéces-seur, et l'introduit dans la basilique jusqu'au catalalque monumental que l'architecte Thomas Zappati a dressé dans la grande nef, au centre du vaisseau, un peu au-dessous de la statue de Saint Pierre.

Le canon du château Saint-Ange tire à ce moment une saive d'honneur à laquelle repond l'artiherie de a place Saint-Pierre, les cloches sonnent à toute volée pendant que la musique militaire joue une marche funèbre. Tout cela a un aspect grandiose et imposant qui émeut la foule des assistants.

Après que le cercueil a été placé sur le catafalque, autour d'aquel brûlent plus de six cent cierges, on commence l'office des morts. Pie VII y assiste au trône qu'on a dressé pour lui en face de la statue de Saint-Pierre. A la fin il donne l'absoute, après quoi il dépose les ornements sacres dans la

chapelle de la Pietà et s'en retourne au palais du Quirinal 1.

La cérémonie terminee on procède à la reconnaissance des restes de Pie VI. Le cercueil du pape est porte dans la chapelle du Chœur, escorte de la garde noble et de la garde suisse.

Les sceaux sont examinés et reconnus tels que le mentionne le procès-verbalfa. La Valence le 20 myôse de l'an X — 10 janvier 1802. — Trois des familiers du pape qui ont assiste a la mise en bière figurent en qualité de témoins.

Le Sacré-Collège, le Chapitre de Saint-Pierre et l'archiduchesse Marie Anne d'Antriche sout également presents. Le corps du pontife est trouvé intact avec cette remarque toute-fois que les traits du visage ont subit une légère contraction. On le revêt des ornements pontificaux; à ses pieds on depose une bourse avec les médailles frappees pendant le cours de son pontificat, ainsi que le procès verbal qu'on vient de faire On cloue ensuite sur la bière une plaque de métal avec l'inscription:

PIUS VI. P. M.
A. VALENTIA. APUD. RHODANUM
AD. BASILICAM. S. PETRI
SOLEMNITER TRANSLATUS
DIE XVII FEBRUARII
NDOLCII.

Puis, avant de fermer les portes de la basilique, on replace le cercueil sur le catafalque en attendant les cérémonies du tendemain. Tout autour, des tribunes tendues de deuit : tribunes des souverains ², de la noblesse romaine, du corps diplomatique et du Sacré-Collège.

Le jeudi 18 février, au matin, avant qu'il soit jour, Saint Pierre regorge de fidèles qui viennent assister aux messes dites à tous les autels pour le repos de l'âme du pontife défunt ⁸

² Dans cette tribane devaient prendre place, entre autres, l'archiduchesse Maclanne et le duc de Chablais, de la maison de Savole

B.bliot. Vat. f tat. Ms. 9894, Miscellanca.

³ Pic VII avait declaré, pour cette circo istance, tous les autels privilégiés. On célebra dans la matinee, aux autels de la bastique, 708 messes aux frais de Pie VII qui les rétribus d'un honoraire de 40 haroques 72 messes qui ne perçurent pas d'honoraire. Il y eut en tout 780 messes.

A dix heures Pie VII tient chapelle papale. On remarque çà el la dans l'assistance quelques officiers français de passage à Rome. Ils portent l'uniforme avec un crêpe noir au bras, en signe de deuil.

Le cardinal Antonelli, première creature de Pie VI, grand pénitencier et évêque de Porto, célèbre la messe, à l'issue de laquelle Mst Joachim Tosi, secretaire des lettres latines, prononce l'oraison funebre ¹ Les cinq absoutes sont données par le souverain pontife et les quatre cardinaux de plus ancienne promotion. Ce sont les éminentissimes Duc d'York, Mattei. Archetti et Doria. Ce dernier remplace le cardinal Albani empêché par la maladie ².

Dans la soirée du même jour, vers la deuxième heure de nuil, les chanoines sont convoqués de nouveau pour le complément de la cérémonie du matin. Mé Lorenzini, chancelier de la basilique, remplit les fonctions de notaire public. On en ève du catafalque le cercueil du pape et l'urne recouverte d'un voile violet. Ces dépouilles sont portées processionnellement à la chapelle du Chœur, et déposees dans une sorte de niche destinée à recevoir temporairement le dernier

PIUS SEXTUS
PONT. MAX

pontife défunt. En avant de cette niche, que cimentent les

maçons au service de la Fabrique, on place l'inscription

puis on rédige le proces-verbal que signerant les principaux assistants 3.

Mais le lieu où l'on vient de déposer le corps du pape n'est qu'un tombeau provisoire, en attendant que soit érigé le monument qu'il a demandé par dispositions testamentaires. Ce monument consistera dans une simple statue le représen-

Arch. Vat. ITALIA. Appendice. Epoca Napoleonica. Vol. XIV. Miscellanea.

¹ Bibliot. Nat f, lat. Ms 9894, In instauratione funerus Fii VI Pont Max. Ejus corpore e Gallia reportato, oratio habila in Vaticana basilica ab Joachino Tosio protonolario apostolico, praelato domestico. . (22 p. in-4° Bibliot. Vallicell. Imprimé.

² Le vendrech 19 i y eut a Saint-Pierre un service funebre et chapelle cardinalice. Le Samedi 20 l'archiprêtre et les chanoines, en signe de reconnaissance spéciale enters. Pie VI qui était l'insigne bienfaiteur de cette basi tque, célébrérent un troistème office dont la pompe et l'éclat ne furent pas moindres que les deux précédents.

tant à genoux auprès de la Confession des Saints-Apôtres, au heu même où, tant de fois, il est venu prier.

Son neveu, le cardinal Romuald Braschi, a eté chargé par Pic VII de veiller à l'accomplissement des dernières volontés de son oncle. L'éminentissime prélat confle l'œuvre au sculpteur Canova.

Canova mettra vingt ans pour l'achever. Cette statue, en marbre blanc, représente Pie VI revêtu de la chape, a genoux sur le sol, les mains jointes et les yeux levés vers le ciel. Son visage exprime le recueillement et ses lèvres s'entrouvrent pour la prière. A côté de lui, la tiare, et sur le socle l'inscription que le Pontife avait tracee lui-même :

Pius, VI. Braschius, Caesenas, Orate, Pro. Eo. ¹

II. — Un mois après les obsèques solennelles de Pie VI à Saint-Pierre de Rome, au consistoire du 20 mars (1802), My Spina devenait cardinal ². Presque en même temps, il était promu archevêque de Gênes.

Ms de Valence lui envoie ses félicitations. Il profite de la circonstance pour lui réitérer la d'emande qu'il a déjà faite au pape, par son entremise, d'une partie des restes de l'ie VI°. Le cardinal Spina a précédemment saisi l'ele VII du désir des « braves valentino.s. » Il va renouveler ses instances à Sa Saintete et il espere etre exaucé « pourvu qu'.l y ait le consentement du gouvernement ». » Dans ce but il écrit, le 6 novembre

Lorsque le sculpteur Canova ent livré sa statue le cardina. Braschi fit pratiquer un caveau devant la Confession; mais il trouva une si grande quantité d'ossemei la qu'il renonça à deposer en ce l'en les restes de son oncle. Il les mit dans les grottes valicanes la l'endroit ou se ilt l'inscription. Pius Sextus.

La statue de Canova fut placée toutefois devant la Confession, dans la nuit

du mardi 26 novembre (1822). Le sendemain out lieu l'inauguration

Canova n'eut pas la satisfaction de voir inaugurer son œuvre, celle qui la avait soignée entre toules. Frappe du mai qui devait le terrasser il partit pour Possagno, son pays nata , a l'automne de 1822. Avant de quitter Home, qu'il ne devait plus revoir. Il retouchait sans cesse la statue de Pie VI, achevée pourtant depuis longtemps. Il mourut que semaine avant l'arau guration.

Il avait été réservé in petro le 23 février 1801.

² Cf. Le Cœur de Pie VI par le chanoine Toupin, p 55

Arch. Vat Italia. Appendice Epoca Napoleomica, vol. XIV. Lette lettre y est in extenso.



(1802), une longue lettre au cardinal Consalvi, secretaire d'Etat.

La demande du cardinal Spina sut promptement exaucée Le 12 novembre 1802, un billet de la secrétaireme d'Etat contresigné par l'archiprêtre cardinal duc d'Yorck, ordonne a M^{er} Galessi, chanoine-secrétaire du chapitre de la basi-ique vaticane et tresorier-secretaire de la Fabrique, d'extraire du lieu où ou l'a mise l'urne contenant les visceres de P.e VI. Cette urne, après avoir ete reconnue pour cette qu'on y a placee le 18 février 1802, est portée dans les grottes de la basi-lique jusqu'au jour où on la conduira à Civist Vecchia.

Le 29 decembre, après toutes les formalités remplies, deux prelats, Lorenzini et Olgiati, prennent l'urne funéraire, la ren ferment dans deux cassettes, l'une en noyer, l'autre en chêne avec cette inscription : Praecordia Pii VI Pont. Max Le tout est recouvert d'une enveloppe de velours violet, ayant une tiare et une croix brodées sur la face antérieure

Après quoi, M^g Coppola fait les absoutes prescrites par le cérémonial. L'urne est ensuite deposée sur un char, les prelats Coppola, Olgiati, Fornici, Lorenzini, l'accompagnent jusqu'à Civita Vecchia avec un détachement de dragons à cheval.

Au moment où le convoi franchit la porta Romana, à l'heure de l'Ave Maria, toute la milice est là sous les armes. Huit laquais en grande livrée conduisent l'urne funéraire à l'église de Sainte-Marie des Dominicains.

Les cloches sonnent à toute volée et aux fenêtres, illuminées sur le parcours, sont partout des curieux avides de voir ce spectacle insolite

A la porte de l'église, les clergés séculier et régulier, des cierges à la main, et à leur tete Met Augustin-Marie Negrette !, le comte Adorno del Campo di Alange, gouverneur genéral, puis Visconti et Camerlenghi, membres de la magistrature de la santé, et enfin le vicaire général dom Jean Orelly.

Pendant la nait, l'urne est gardée par les troupes de la garnison, des prêtres et des religieux se succèdent sans interruption et psalmodient l'office des morts

⁴ M de chanoine Toupin appelle Negrette Negretta et Orelly Orely Jeau Orelly donna l'absoute

L'aube du 30 décembre est saluée par le canon de la forteresse et le son des cloches de toutes les éguses de la ville. L'urne qui renferme le cœur du pape repose sur un catafalque long de quinze palmes, large de sept et haut de douze. Il est entouré de cierges.

De honne heure commencent les messes pour le repos de l'âme du pontife. Pie VII a voulu que, pour la circonstance, tous les autels fussent privilegies.

On chante ensuite l'office des morts suivi de la messe solennelle de Requiem. Très nombreuse est l'assistance. On y remarque tout le clerge de la ville, la magistrature, les consuls étrangers et les officiers en grand uniforme. La milice urbaine est sous les armes et le canon de la citadelle tonne pendant la matinée.

Les cérémonies terminées on se rend vers le rivage en passant par la porte de Livourne. L'orne fanéraire est deposée à bord de la corvette l'Alcyon, entre les mains de l'abbé Dufau Fortis, de Dornal-Degny et de Lacuée qui signent, avec les personnes présentes, un procès-verbal de reception 1.

Le jour même où l'urne funéraire quitte Rome, Cacault l'annonce à Mr Bécherel II le prévient en même temps qu'il a adressé « au citoyen préfet de Valence, il y a environ deux mois, un grand et beau buste » de Pie VI. Ce buste doit faire partie d'un monument dont il a soumis préalablement le projet au ministre de l'Intérieur, et qu'il tera exécuter s'il y est autorise

Maximilien Laboureur a sculpté le buste, un artiste italien fera le monument destiné à recevoir le cœur du pape, c'est le ministre de l'Intérieur, Chaptal, qui en a pris l'indiative. Ce monument doit être mis en place « vers le mois de floréal prochain. » Une esquisse, d'ailleurs, en a été envoyée au

^{&#}x27;Arch Vat Miscellanca, Italia Appendice Epoca Napoleon. T XIV Les signatures sont nombreuses. Nous relevons celles de Mr Augustin Marie Negrette; Auorne, comte de. Campo di Alange, gouverneur general de Civita Vecchia; can Fornici, ma tre des cerémo nes de S. S.; le colonel chevalier Antoine Bussi, depi te par la congregation mi itaire pour le département de la marine; le chevalier J. Bapt. Rocchi, commissaire de la sante et capita re du port, le chevalier Boschi, commandant de la place; le chevalier Jules Gallo, commandant du brick; Jules Capalli, chef de la magistrature, etc.

² Cf. Charles Poncelet fol 289

préfet! Cacault n'attend plus, pour conclure le marché, que la promesse des douze cents francs que coûtera le monument; et, comme il connaît par expérience les lenteurs administra tives, il charge l'évêque de « presser le ministre de l'Intérieur. » 2

A cette nouvelle Mv Bécherel compose une Pastorale. Il signale à ses diocesains l'insigne honneur qu'on feur fait, il en remercie en leur nom le pontife régnant. Cacault sera chargé de mettre cette Pastorale sous les yeux du pape — 24 nivôse, 14 janvier 1803. — L'ambassadeur s'acquitte volontiers de cette mission; il retourners au prélat le bref, en date du 2 mars, par lequel Pie VII lui repond

Le ministre Chaptal autorise Cacault à faire exécuter l'autel funéraire; on y travaille sans perdre de temps. Cette œuvre d'art coûtera deux mille francs. Aussilôt achevée elle seta envoyée à Nice ou à Marseille où Ms" Bécherel la prendra pour la transporter à Valence 3.

L'Alegon n'a pu quitter le port de Civita Vecchia que le 6 du mois de janvier, vers trois heures après-midi. Les deux premiers jours les vents sont favorables, mais le troisième, la mer grossit et le navire court quelques dangers. Enfin le quatrième, le calme succède à la tempête, et à quatre heures du soir, on mouille en rade de Toulon.

Le lendemain Dufau-Fortis va voir l'abbé Vigne aucien archidiacre de Marseille, desservant à Toulon. Tous deux se présentent devant le préfet maritime et le sous préfet civil, et ils conviennent ensemble que, le 13 janvier, on débarquera l'urne funéraire.

Au jour dit, à une heure après midi, le clergé se rend sur le port. Vingt et un coups de canons saluent les restes da pape que huit hommes portent sur un brancard drape de noir

Chaptal au préfet, il nivôse an XI — le janver 1803.

Cacault à Mar Bécherel. - 15 nivôse au XI, 5 janvier 1803.

³ M. Je chan. Toupin, p. 89 Cacault à l'eveque de Valence, 27 pluvière au XI. 16 février 1803.

³ Translation du cœu et les entrailles de Pie 'I à l'alence, département de la D. ôme, Rapport fait à M. Cacau t, ex-ministre de la R. F. à Rome, par l'ecclésiastique charge d'accompagner ces restes précieux Extrait de l'Almanach ecclesiastique de France pour l'an All de la Republique, et pour les années 1803 et 1804 de l'ere chrehenne.

et surmonté d'un dais 1. Trente-trois prêtres précédés de la croix marchent en avant. Les autorités civiles et militaires suivent entre deux haies de soldats. La musique instrumentale alterne avec les chants liturgiques. Apres avoir fait le tour de la ville au milieu d'une foule immense, le cortege se rend à l'église paroissiale où l'on célèbre l'office des morts. Après les cinq absoutes reglementaires, l'urne est deposée dans la sacristie, sur un autel érigé exprès. De nombreux fidèles viennent la baiser, ils assisteront encore dévotement aux messes célèbrées chaque jour pour le Saint-Père jusqu'au depart.

Pour rendre aux restes de Pie VI les honneurs convenables, des ressources pécuniaires étaient indispensables. Or, les caisses départementales et municipales sont vides. La caisse diocésaine n'était guère plus riche. Dans cet était de choses, Mé Bécherel s'adresse au gouvernement et le premier consul fait répondre par Portalis qu'on lui accorde c une somme de dix mille francs, » 2

Les frais de la translation des restes scront élevés, d'autant plus que les administrations civiles mettent une lenteur excessive à remplie les formalités requises pour le départ de Toulon

Pendant ce temps le cardinal-légat Caprara, communique a Mer d'Aix les instructions venues de Rome. L'archevêque devra « commettre deux ecclesiastiques 3 en dignité pour conduire le dépôt à Valence, en observant certaines formalités ».

Me de Cicé est en ce moment à Marseille, il y attendra le convoi et sera célébrer un service le lendemain de l'arrivée Aussitôt après, on pourra gagner Aix et le jour suivant se rendre à Avignon, puis à Montélimar et à Valence.

Tout ce qui a été fait et qu'il faudra faire encore nécessitera une depense de quatre à cinq mille livres. La somme n'est pas grosse; mais il faut dire que le voyage de Rome à Civita



¹ Les coffrels pesaient plus le deux quintaux; environ quatre quintaux, prétend l'archevêque d'Aix

^{*} Ibid 13 pluviðse an XI - 2 février 1803

³ Les deux ecclésiastiques designes furent le chanoine Robineau et l'abbe Sinety

Vecchia a cté fait aux frais de Pie VII, et celui de Civita Vecchia à Toulon aux frais du gouvernement français!.

L'éveque de Valence a hâte de recevoir les restes de Pie VI. Il demande à l'archevêque d'Aix de bien lui c marquer le jour fixe où ces restes precieux, depuis si longtemps désirés, arriveront à Valence » Il l'invite aussi à le cérémonte de réception, à laquelle assisteront le cardinal-archevêque de Lyon et tous les évêques de la metropole ².

Le 16 mars, le ministre de l'Interieur avise Mer Becherel qu'il vient de donner des ordres pour le transfert de Toulon a Valence. Ce transfert aura heu le lundi 21 mars à trois heures et demie du soir. Il avait été precède, le matin, d'un grand service pendant lequel le vicaire général Jansolen a avait prononcé l'oraison funèbre

Au passage a Ollioules, le clergé vient au-devant du convoi et le conduit à l'église paroissiale ¹. La nuit, des soldats montent la garde autour du catafalque.

Le lendemain, départ à quatre heures du matin; on arnve a Marseille à six heures du soir. L'urne est portée dans l'eglise Saint-Martin au milieu d'un nombreux clergé et d'une foule immense >

Le mercredi, 28 mars, nouveau service auquel assistent l'evêque de Nice, les autorités civiles et militaires et soixante prêtres environ ⁶. L'archevêque d'Aix officie pontificalement et prononce l'oraison funèbre. Après quoi, il cerit a l'évêque de Valence et lui fait le récit de tout ce qui s'est passé.

Les restes de Pie VI vont partir pour « Aix où une grande réception » s'organise. On ira jeudi à Lambesc, vendredi à

Lettre is, di de Cacault au prefet de la Drôme Sachant qu'une somme de 10 000 francs avait éte allouse à l'évêque de Valence, l'archevêque d'Ais lui en réclama une part pour les frais qu'il avait faits - iettre du 4 ventôse. 24 fevrier. — Bien que l'exèque de Valei ce n'a « pas eucore toucué les fonds » à lui promis, rependant il veut d'ores et deja verser à son cul égue » la somme de 3 000 francs, à compte sur les frais faits et à faire » Cf. chan. Toupin et Ch. Poncelei

² Cf chan, Toupin, 10 ventôse an XI, 1st mars 1803.

Une autre relation porte Janselin
 On y chanteles vépres des morts.

[·] Maigré l'heure tardive, on chante les vêpres des morts et les cinq absoutes liturgiques

⁵ L'évêque Je Nice, Mª Colonna d'Istria, était venu à Marseille pour reme,tre le pallium à l'archevêque d'Aix.

Avignon et samedi à Montélimar. Partout des ordres ont été donnés en vue des préparatifs à faire 4.

Le mercredi, 23 mars, à deux heures de l'apres midi, l'urne funéraire quitte Marseille et va jusqu'à Lambese, autrefois ville épiscopale. Elle est conduite à l'ancienne église cathédrale; elle y passe la nuit, et le lendemain, 25 mars, à cinq heures du matin, elle part pour Avignon. On la déposera à la tombee du jour dans l'église de Saint-Agricole. Il avait eté decide qu'on quitterait Avignon de très boane heure, mais avant de partir, il faudra céder aux instances de l'évêque qui veut, iui aussi, célebrer un service où il officiera pontificalement, en présence de foutes les autorités. Un cure de la ville, M. Vignon, a composé pendant la nuit une oraison funèbre qu'il prononce au cours de la ceremonie du lendemain.

L'arrêt que le convoi a subi à Avignon retardera de vingtquatre heures l'arrivée à Valence. Mar Bécherel en est averti par les délegués de l'archeveque d'Aix : Cette arrivée toutefois est prochaine. Aussi l'évêque de Valence en prévient-il le préfet Descorches. Celui-ci, pour correspondre « aux intentions manifestées par le gouvernement à cette occasion », lui exprime le desir de connaître l'itinéraire : il donnera aux fonctionnaires, qui sont sur le Leu où passera le convoi, l'ordre de lui rendre « les honneurs dont il convient que sa marche soit accompagnée » ?

Le préfet de Valence, on le voit, rivalise de zèle avec l'évêque II prescrit à toutes les administrations locales d'aller recevoir les restes du pape a l'entrée de chaque commune et de les accompagner « jusqu à la sortie » Il prend un arrêté auquel la mairie de Valence devra se conformer. L'invitation aux cérémonies a déjà été remise aux divers membres de la préfecture; bien plus, le préfet les a convoques pour « aller au devant du convoi et lui taire cortège a son entrée dans la ville. » §

Au moment où l'on achève dans la cathédrale les « prépara-

¹ L'archevêque d'Aix a l'evêque de Valence, 1º germinal, 22 mars — Bien qu'il ait « procédé aux dépenses avec a ne grande réserve », il lui mar « quera « entre trois ou quatre cents livres, »

^{*} Cl. M. le chan. Toupin. Avignon, 5 germinal an XI 26 mars 1808

² im germinal, 22 mars.

[•] Ibid. Le préfet à l'evêque de Valence. — a germinal au XI, 26 mars 1803.

tifs intérieurs, un ami de la paix, de la concorde, un esprit extrêmement sage », signale au prélet une inscription qu'il trouve « déplacee ». Cette inscription est celle-ci : Il était notre père, il fut persecute.

Descorches s'en ouvre confidentiellement à l'évêque, qu'il appelle « mon tres cher compatriole». Si je ne connaissois, ajoute-t-il en terminant, le citoyen Milavaux qui doit, me dit on, prononcer le discours, je vous presserais de l'engager à ne pas perdre de vue le ton de la modération.

Le maire Planta unit ses efforts à ceux du préfet, afin que rien ne manque à l'éclat de la cérémonie.

Le mardi, 8 germinal, — 29 mars — les autorités municipales devront être rendues « à quatre heures après-midi pour recevoir le cœur et les entrailles de Pie VI », à l'extrémuté du faubourg Saulnières. Si le convoi arrive avant, il attendra. L'évêque pourra faire sonner les cloches et tirer le canon à midi, puis à deux heures et pendant le défilé .

Le convoi tuncbre a quitté Avignon à six heures du matm, le dimanche 27 mars. Douze heures plus tard, il entre au bourg de Pierrellate, première paroissedu diocèse de Valence; Me Becherel y a dépêché quatre députés, deux ecclesiastiques et deux laiques 3. Le départ à lieu le lendemain a cinq heures du matin ; à dix heures et demie on arrive aux portes de Montélimar. Le clerge, le sous-préfet, le maire, les autoritées civiles et militaires et une foule nombreuse accompagnent les restes du pape à l'église! A deux heures de l'après-midi, le convoi se remet en marche et arrive à Loriol à six heures du soir. Le curé, l'abbé de Chantemerle, le reçoit avec grand honneur dans son église et à l'issue de la cérémonie qu'il fait, il exalte dans un discours pompeux la mémoire et les vertus de Pie VI.3.

¹ Confident de l'évêque et curé de Chabeuil.

² Ibid. Planta a l'eveque de Valence, 8 germinal au XI — 29 mars 1803.

¹ Collomps-Seillans, vicaire-general, Lancella de la Raulière, archidiacre de la cathedrate, de Bressac, ascieu présiden, du Parlement de Grenoble, et Fiéron, administrateur temporel de la cathedrale. — A Pierrellate ou chanta les vépres des morts suivies des cinq absoutes.

[·] Ils nanistent nussi à un service qui a lieu dans la matinée.

Le curé Chantemerle avait fait chanter, le soir, es vépres des morts. Le lendemain il célébre un service, à l'issue duquel il proponce le panégyrique en tatin

Le march de la semaine de la Passion, 8 germinal, — 29 mars — à mudi precis le convoi funebre quitte Loriol A quatre heures, it entre dans le fauliourg de Valence, par la porte Saint Félix, salué par la voix imposante du canon et le son de toutes les cloches !. Les administrations préfectorales et municipales, ayant à leur tête le préfet et le maire, sont là pour le recevoir. Trois cents jeunes filles vêtues de blanc avec écharpes en crèpe noir, un grand nombre de dames vetues de deuit, les magistrats, la troupe sous les armes et enfin une foule innombrable accourne de la ville et de tous les pays voisins sont groupés en ordre. Ils forment un imposant cortège au char sur lequel sont les déponilles mortelles de Pie VI ².

La lot ne permet pas encore les manifestations extérieures du culte. Aussi l'évêque de Valence, en habits pontificaux, entouré de quarante neul ecclesiastiques revêtus de chapes et d'ornements noirs ou violets, attend-il au seuil de son église cathédrale. Lorsque le coffret est descendu sur le parvis du temple, l'évêque ne peut contenir son enthousiasme. Il prononce un discours où éclate sa reconnaissance. Personne n'est oublié, in le pontife régnant à qui ii doit cette faveur inestimable, ni le cardinal Spina qui lui a prêlé dans la circonstance un si puissant concours, ni le gouvernement français, ni enfin les personnages qui ont pieusement accompagné jusqu'au heu de leur destination les restes vénérés du pape.

La même cérémonie qui s'etait tant de fois répétée sur tout le parcours tut encore à Valence plus brillante qu'ailleurs v.



I C'est par erreur que Ch. Poncelet donne à la ceremonie la date du 11 germinal II a trouvé cette date dans une brocht re anonyme introllec Réception à Valence du curur et des entruitles de Pie VI. Cette brochure semble avoir eu pour auteur Planta, le muire de Valence.

^{*} Le cortège arriva par le faubourg Sautn ères, franchit la porte Saint-Félix et suivit la rue Saint-Félix, la petiti place aux Herbes et la place de la Liberté, pour aboutir à la porte principale de la cathédrale.

⁴ Un proces-verbal de reception du éœur et des estraitles de Pie VI porte la date du 8 germinal – 29 mars — 4 heures du soir

On trouve intacts les cachets qui y out eté apposes a Rome, les cachets des cardinaux Spina et d'York et du chapitre de Saint-Pierre.

Quatre autres cachets sont apposes sur la esisse exterieure, deux de la mairie de Valence et deux de l'évêque

La cathedrale avait été magnifiquement decorée pur les soins de Bisson, secretaire épiscopal, et Briand, architecte.

Deux eccles astiques et deux laïques, commis à la garde de l'urne funéraire, passèrent la nuit en prieres

Le jour survant, a neuf heures au motio, assistance aussi nombreuse que la veille. L'office des morts est suivi de la messe pontificale celébree par M^{et} Becherel. Après l'évangile deux orateurs prennent successivement la parole. C'est d'abord l'abbé Dufau-Fortis, le prêtre auquel ont été confiès les restes du pape. It fait le récit du voyage et des hommages recuei, lis sur toute la route, « Puisse, termine-t-il en s'adressant aux fillèles de Valence, puisse ce gage speré de l'affection du successeur de Pie VI, cimenter votre union avec le Saint-Siège et entretenir cette piété que vous montrez aujourd'hun d'une manière si éclatante, » ⁴

A Dufau-Fortis succède dans la chaire l'abbé Milavaux. Milavaux est un orateur de marque et son discours est à la hauteur de sa brillante réputation. Il établit en principe que l'homme n'est grand devant ses semblables qu'autant qu'il l'est devant Dieu, et il fait à Pie Vi l'application de sa these, en parcourant à grands pas les principales etapes de sa vie

Après la céremonte, les précieux restes sont transfèrés processionnellement dans une chapelle latérale*. Ils sont recouverts d'un voile funébre et déposés sur l'autel. Devant eux ou allume une lampe sépulcrale. Cette lampe brûlera jour et nuit jusqu'à la pose du monument qui s'achève à Rome et qui, bientôt, leur servira de reliquaire.

III — La Cour de Rome ne restait point indifférente aux diverses phases de la translation du cœur de Pie VI en France. Elle avait prié son légat le cardinal Caprara de la renseigner dans les moindres détails sur tout ce qui s'accomplirait; Caprara soumit à Mer Becherel le désir de Rome.

Aussitôl la ceremonie terminée, le premier souci de l'évêque de Valence sera de composer la relation à lui demandée. De son côté, le maire prend occasion des remerciements qu'il

¹ Réception à Valence du cœur et des entrailles de Pie VI.

² La dernière de la basse-nef du côté du midi. Cf. M. le chanoine Toupun... La clef du coffret fat confiée à M. Bisson, secrétaire à l'evêcué.

veut adresser a Pie VII, en son nom et au nom de ses administrés, pour lui faire le récit des religieuses manifestations de Valence !.

Caprara expédie ces relations à la secrétairerie d'Elat avec le courrier du 16 avril (1803).

Le cardinal Consalvi secrétaire d'Etat, écrira, au nom du Saint-Pere, à Caprara et au maire de Valence; à l'un et à l'autre il exprimera la gratitude de Sa Saintete Cependant les vœux de M^{gr} Béchetel ne sont pas pleinement satisfaits tant qu'il n'aura pas le monument destiné à recevoir le cœur de Pie VI.

L'exécution de ce monument que le gouvernement français a commandé à Rome, tarde fort au delà des limites promises.

En attendant, l'urne funéraire est toujours placée sur « l'autel d'une chapelle de la cathédrale ». Une grille la protège en avant ; un voile étendu sur le vitrait du fond, intercepte la lumière et donne à la chapelle une mystérieuse obscurite; un tableau qui surmontait l'autel a été recouvert d'une draperie noire sur laquelle se détache une croix blanche.

Les fidèles y viennent prier chaque jour. Mais l'attente se prolonge trop et l'évêque de Va ence s'en désolr.

Le 12 messidor — 1^{er} juillet 1803 — il ecrit de nouveau à l'ambassadeur de Franc : près le Saint-Siège II voudrait avoir le monument pour l'inaugurer le 29 août, jour anniversaire de la mort de Pie VI ²

La réponse est longue à venir; enfin le 21 messidor au XII — 10 juillet 1804 — le conseiller de prétecture Marbos avise l'evêque de l'arrivée prochaine du monument si désiré. Mais cruelle ironie i deux aux plus tard rien n'est encore arrivé. Les lenteurs administratives sont inexplicables. A cette époque l'ancien confident de Pie VI, le cardinal Spina cedant aux instances que lui fait l'honorable famille de Veynes, quitte sa ville de Gènes et vient passer deux jours à Valence. L'evêque entouré du Chapitre et du clergé reçoit le cardinal sur



¹ Cf M. le chanolne Toupin. Le maire de Valence à Pie VII 20 floréal au XI = 10 mai 1803.

² Cf. M. le chanoine Toupin.

le parvis de sa cathedrale, au son des cloches. Le prefet et son conseil lui présentent seurs hommages. Le lendemain, Son Eminence a la consolation de célébrer à l'autel sur lequel repose le cœur du pontife. L'a foule est accourne aussi nombreuse qu'aux grands jours de fête. Avant son départ le cardinal promet de revenir présider la cérémonie d'inauguration du monument de Pie VI.

Mais quand aura-t-on ce monument ? .. Il faudra altendre cinq années encore!

Nous sommes au 6 décembre 1810 M. Montalivet, un ancien maire de Valence, devenu ministre de l'Intérieur, écui à M^{er} Bécherel qu'il recevra au printemps prochain le monument promis depuis plus de sept aus.

Huit mois se passent encore, enfin le mausolée expédié de Rome le 14 août arrive le 9 septembre à Va ence. M^{er} Bécherel, alors à Paris, en est averti par une lettre du préfet!

Le prelat revient aussitôt préparer la cérémonie qu'il désire faire depuis longtemps.

Le samedi 19 octobre 1811, il convoque à la cathédrale les membres du Chapitre et de la Fabrique pour examiner l'état où se trouve l'urne qui contient le cœur et les viscères de Pie VI. Il brise les sceaux extérieurs, dont deux avaient été apposés par la mairie, et il constate que le dépôt est bien identiquement celui qui lui a été confié le 29 mars 1803.

Mais en brisant les sceaux de la municipalité l'evêque a commis une contravention. Le maire en est informe le même jour à cinq heures du soir, et il en réfère aussitôt au préfet 2. Un conflit paraît à craincre ; heureusement que le préfet Descorches, devenu récemment « baron de l'Emp're et officier de la Légion d'honneur », a l'esprit conciliant.

« Sans doute repond le préfet », on aurait du appeler à cette opération les autorités qui avaient participé à l'apposition des

Lettre du 10 septembre 1811

² Le maire de Valence au préfet de la Drôme, 21 octobre 1811. C/ Ch. Poncet.

¹ Ibul Le préfet de la Drôme au maire de Valence. 23 octobre 1811.

scellés », mais on connaît « les excellentes intentions de M^{tr} l'Evêque » ; il faut excuser « son peu d'usage de certaines formalités »

Un procès-verbal de l'ouverture du coffret contenant l'urne a dû être dressé, il sera remis à l'administration pour sa décharge.

Le lundi 21 octobre, Ms. Bécherel convoque de nouveau son Chapitre pour déposér, en sa présence, les restes de Pie VI dans le tien qu'on a choisi le 19 de ce mois.

L'évêque scelle le coffret de cinq cachets de cire avec l'empreinte de ses armes.

Quatre jours plus tard, 25 octobre (1811) — a lieu la grande cérémonie de l'inauguration du monument ⁴, sous la présidence du cardinal Spina et avec l'assistance de l'archevêque d'Avignon et de l'évêque de Valence

La solennité n'est pas moindre qu'nu 29 et au 30 mars 1803, et l'orateur, M. Bisson, chanoine titulaire et secrétaire de Févéché, fait un nouveau panégyrique du pontife.

Il ne reste plus qu'à mettre une épitaphe sur le monument funéraire. M^{er} Bécherel pense que le cardinal Spina a qualité, entre tous, pour la composer. Il lui en exprime la demande. L'archevêque de Gênes accepte volontiers, toutefois il prétère recourir à la plume exercée d'un jeune ecclésiastique, l'abbé Gaétano Marini ^e.

C'est à Paris, où il habite, momentanément 3, que Marini reçoit la lettre du cardin il, datee du 28 novembre 1811. Le savant épigraphiste compose, pour être mise sur le monu-



¹ Le monument, adossé à l'un des piliers du chœur, est du côte de l'evangile, vis à-vis du trône ép scopal. Il est surmonte du buste de Pie VI.

ca partie superieure represente en bas-relief le pape dans son cercueil, revêtu des ornements pontificaux

Dans la partie inferieure la Religion en deui présente la croix a l'Eglise de France qui vient d'opérer sa résurrection.

Cf. M. le chanoune Toupin, fol. 143.

⁴ Monsig. Guetano Marini, archéologue d'atingué, avait été nommé vers 1807 préfet des archives vaticanes. Il devait contribuer puissamment à remettre en ordre les manuscrits de la bibliothèque et des archives vaticanes. Il lui faitut rechercher nombre de ces precioux monuments qui avaient été volés et vendus pendant la période de la révolution romaine.

³ Bibliot, Vat. f. lat. Ms. 9057, fol. 346. Marini habitait alors a Paris au nº 58 de la rue des Santis-Peres.

ment funéraire de Valence, l'inscription lapidaire suivante, c'est un distique d'une concision éloquente :

SANCIA PII SEXTI BEDEUNT PHÆCORDIA GALLIS, ROMA TENET CORPES, NOMEN UBIQUE SONAT. VALENTIÆ ALLOBROGUM PIENTISSIME OBIIT, 29 AUGUSTI 1799 ¹.

' Guétan Marini avait envoyé, au choix, deux inscriptions. La première est le distique qu'on voit gravé en lettres d'or sur le fond noir du retable, dans lequel est encadré le mausolèr.

La seconde est la suivante :

Praecordia Pii VI. Pont. Max.
Capus magnum ingenium magnasque virtules
In prosperis el adversis rebus semper
Vulla unquam tempore delebit ablibio,
Valentini devoti nomini majestatique ejus
Sumply caesureo ble cum lacrymis condiderant
Desideratus est Valentiae, IIII Kal. sept.
Anno MDGCXC3 IIII

ÉPILOGUE

Met Bécherel meurt en 1815. Il a pour successeur Marc-Antoine Larivoire de la Tourette. C'est sous cet episcopat que le comte de Tournon adresse au ministre de l'intérieur un memoire i relatif à l'erection, dans la cathedrale de Valence, d'un monument plus digne du pape auquel il doit etre consacre Mais la Restauration su combe trop vite sous les attaques acharnées de la révolution, et le monument est ajourné

Tout modeste qu'il fût, le cénotaphe où l'on avait déposé le cœur de Pie VI reçut de nombreuses visites; quelques-unes, de personnages illustres. En 1843, y vient le nouveau nonce, preconisé pour Bruxelles, au consistoire du 27 janvier, et sacré sous le titre d'archevêque de Damiette. Il a quitté Rome le 19 mars; il débarque le 21 à Marseille, passe pur Valence et entre dans la cathedrale. C'est un jour de fête De nombreux fideles y sont réunis. Après avoir écouté le sermon d'un chanoine, il parcourt la nef, s'agenouille et prie longtemps près du cœur du pontife romain. Le jeune prelat, archevêque de Damiette et nonce à Bruxelles, devait etre un jour Léon XIII

En 1847, Pie IX apporte son tribut d'homminges à la mémoire de Pie VI. Il erige la cuthédrale de Valence en basdique mineure et y attache une indulgence plenière quotidienne. En outre il décore l'évêque? du pallium et les membres du Chapitre d'une croix pectorale. Enfin, il déclare héréditaire, pour les évêques successifs, le double titre d'assistant au trône pontifical et de comte romain.

Le 4 octobre 1864, Mer Lyonnet veut embellir le monument consière à Pie VI. Il commence par le porter derrière le chœur, au chevet de l'abside. Mais il n'a pas le temps de mener tous sesprojets à bonne fin, le 27 mars 1865, le prélat est transfére à l'archevêche d'Albi

Le Chapitre profite plus tard de la mort de Me Gueullette et de la vacance du siège, pour rétablir le mansolée à la place où it avait eté primitivement érigé :.

^{**}Ef M le chan. Toupin, 151 — 20 avril 1824.

⁴ Mar Chatronisse

Le 14 décembre 1674.

Go gle

4

Ong railism

JNI-VERS TY OF VASCONS N

PIECES JUSTIFICATIVES

CHAPITRE XXI

Archivio di Stato, Stato Pontificio.

Nous lisons dans cette homélie le passage sulvant qui est un cloge mérité de notre belle église nationale :

coram Regis Ecclesiam transferre, atque in hoc Gallicae nationis templu consecrationem tumi peragere, Praedecessoris nostri Benedicti XIII exemplum sequuti, qui in festo Si Josephi die anni MDLCXXVI hac in Ecclesia cardinalem de Polignae in Auxitanum archiepiscophia consecravit. Amplissima sane est, atque ornatissima sacra hace aedes, ac multis a Sixto IV privilegns jam tum decorata, cum co annuente ejusdem Si Ludovici cultus hue fuit exarcto et augusto loco translatus, neque minori nune magnificentia ac dignitate splendet, qua ii quae olim in proxima, etsi nune parva, admirobatur Ecclesia ad Thermas Alexandrinas crecta, antequam accadio conflagrasset, quae scilicet a S. Silvestro dedicata SSino Silvato iis Nomini, fii t postea a Sancto Gregorio Magno consecrata Quibus omnibus de causas visus Nobis hie locus est ad hane tuce consecrationis ceremoniam peropportunus... *

CHAPITRE XXIII

- A. Decretum a SS Domino Nostro Pio Pontifice VI pronunciatum, în Consistorio Secreto, die 13 februarii 1786.
- « Auctoritate omnipotentis Dei, SS. Apostolorum Petri et Pault, ac Nostra suspendimus Ludovicum de Roban et honoribus, insignibus et juribus omnibus, dignitatibus cardinalitiæ et signanter a voce activa et passiva in Electione Sum ni Pontificis, usquequo coram Nobis, et apostolica hac Sede comparuerit vel per se, vel per procuratorem, et sese purgaverit ab electione tribunatis incompetentis, et quatenus intra terminum sex mensium sese sistere neglexerit,

contra eum prout juris est procedamus. Non obstante quod a la suspensione judiciorum ordo servatus non fuerit et non obstantbus etiam nostra, et Cancelleriæ apostolicæ regula de jure questinon toliendo, actisque apostolicis ac generalibus, et provincialibus conciliis constitutionibus etiam favore cardinalium editis, ceterisque contrarus quibuscumque, quibus omnibus ad præmissorum effectum hac vice expresse derogamus. In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, etc.

CHAPITRE XXIV

A. — Arch. Nat. Nunzial, di Madrid Nº 326. — Dispacci di Me Colonna di Stigliano arche di Sebaste — 3 gen 1779.

Cadeaux faits par l'E nin. Delgado a Mer Fabbri Ganganelli ablégat apostolique.

Un service de table complet en argent, comprenant 48 assiettes, 40 couverts, 16 grands plats de diverses fabrications, 4 coupes, 4 chandeliers, 2 huiliers, 4 salières, 2 suchers, 2 cafetières, 4 cultiers à ragout et 2 cultiers à soupe, 2 sauciers, 12 couverts à fruits, 2 couteaux à découper avec ses fourchettes, 2 bassins d'argent doré.

4 déjeuners en porcelaine avec leurs soucoupes dorées.

Un anneau avec un gros brillant au milicu entouré de 12 brillants variés.

Une boile d'or avec une miniature entourée de brillants.

Une montre à répétition en or, entourée de brillants, avec sa chaîne d'or Un cerin entouré de brillants. Une paire de boutous en brillants. Une canne de bois d'Inde avec sa pomme d'or et au dedans une montre. Une lorgnette en or. Une boite de the noir de Chine. Deux boîtes de tabac de la Havane, valant 50 fr. chaeune.

Cadeaux à l'abbé Lucatelli, secrétaire de Mer-

Un anneau avec une belle topaze entourée de brillants. In montre à repetition en or avec sa chaîne. Une boîte en or. Un cerm en or Une boîte de tabac de la Havane de 25 fr

Cadeaux au valet de Mer.

Une montre en or avec sa chaîne en or Une boite en or et dans cette boite 75 duri d'or.

Cadeaux aux familiers et à la livrée :

A chacun une boite d'argent doré et avec 50 pièces de monssie

CHAPITRE XXXI

- A. Voici la lettre que Makau ecrivait au secreture dEtat :
 - « Naples, ce 10 anvier 1793, an 2 de la République Française
- J'avais donné à V, E. des preuves de mes sentiments pacifiques.
- » Je suis fâche qu'elle me force à leur donner un autre caractère.
- « Au nom de la Republique et sur ma responsabilite, j'ordonne au
- » Consul de France de placer, dans les 24 heures, l'écusson de la
- » liberté. Si on ose y mettre opposition, si un Français est outrage,
- je vous promets la vengeance de la nation française. Je tiens
- » toujours ma parole, Monseigneur, et la conflance dont m'honore
- mon pays, sera toujours employee par mo, a son bien, comme a
- » sa gloire.
- Il ne s'agu pas de mission politique; après le refas bien peu
- » réflecht du citoyen Segur, la Republique peut être loin de faire à
- cet égard aucune proposition; mais nous ne demandons a aucun
- » souverain la reconnaissance de notre nouveau gouvernement
- · Nous existo is par notre scule volonte, la justice scule nous fait
- " la loi , et quand vous serez jour nous ce que yous devez être,
- » nous sourons réparer ce que des mo ivements populaires ont
- » pu avoir de facheux pour le souverain de Rome. L'article du
- spirituel que nous respectons malgré le dire de la malveillance,
- n'a queun trait à la nécessité, où est tout consul de France
- « d'élever l'écusson que son gouvernement ajugé à propos d'adopter.
 - » Je suis avec les sentimens respectueux, Monseigneur, de Votre
- » Eminence, le tres humble et tres obéissant serviteur.
 - » Le ministre de la République Française à Naples.

D MAKAU P.

B. — Regestum Mortuorum Parweialis Leclesia: Sanche Marue in vin lata Urbis ab anno 1767 ad annum 1810. — 383 — Emus. et Rmus. D. Fransiscus Joachim de Pierre de Bernis, Gallus, Cardinalis Epus. Albanensis et administrator ecclesiae archiepiscopalis Albis, Minister plenipotentiarius Majestatis Suae Christianissuma, apud S. Sedem et Protector Coronae Galliatum, aetatis suae annorum octoginta, primo quadrante diei tertii novembris animam Deo creatori suo reddidit in communione S. M. Ecclesiae Extrema prius Unctione roboratus in sua infirmitate hura undecima diei 31 octobris, postea hora 12 sacramentaliter confessus, et sacro viatico munitus cum antea non esset capax quia sensibus destitutus necnon usque ad extremum altimis precibus port papatem benedictionem

quain per me infrascriptum Summus Pontifex hora secunda nocus diei ejusdem 31 infirmo impertivit commendatus, cujus cadaver de sexta novembris, post primam horam noctis de more cardinalium nd cecieslam S. Marcelli delatum sub mea cruce et me sociante una cum ejusdem 9 Marcelli paroccho die septima sequenti ibi fuit summa pompa expositum et supra endem cadavere sacra funera persoluta ab Emis, Cardinalibus sine vero, proesentia, Pontoficis. Post expositionem cum ad tumulandum defuncti, deberet ad See Marige in via lata ecclesiam uti suom parœciam cum cardinalis esset sine titulo quia epus. Albanensis sine sepulchro gentilitio et quia cuam nih.l de sepulchro disposuerat in suo testamento petitus ut illud concederem regia: ecclesia 5. Ludovici nationis gallicanz libenti animo assensus sum, integris vero omnibus et singulis juribus et emotumentis parrochialibus quod omno-(omnino) persolutum fuit. Die enini eadem septima novembris post horam primam noctis privatim sub mea cruce, una cum pare S. Marcelli et allo Ludovici Gallorum ad eamdem So Ludovici ecclesiam illud detall, ibique tumulatum fuit salvis mihi ommibus cereis et intorticis quæ ad cadaveris absolutionem inservierunt.

In quorum fidem,

Joseph Casa vicarius perpetuus

Adnotatur hoc in funere persoluta fuisse scutata quinquaginta tantum ecclesia: S. Marcelli in qua cadaver ex dispositione pontrica fuit expositum omniaque et singula emolumenta in integrum paroccho S. Maria: in via lata persoluta fuisse.

* Anno Domaii 1794 die vero lunae tert ae mensis novembris, Eminama ac Rinas. D. Franciscus Joachinus de Pierre de Bernis, a Sa Marcello, diaecesis Vivariensis, Sacrae romanae Feclesiae cardinalis, episcopus Albanensis et archiepiscopus Albiensis in Occitania, administrator regii ordinis S. Spiritus commendator, nec non apild sanctam Sedem pro rege christianissimo minister plenipotentiarius, actatis sunc anno octogesimo, in communione sanctae Matris ficelesiae, sacramentis omnibus munitus, animam Deo red didit in palatio de Carolis dicto, sito in parocchia sanctae Mariae in via lata, cujus corpus die veneris sequenti, septima ejusdem mensis, ad hane regiam ecclesiam de nocte delatum cum pompa functiri depositum fuit in latere cappellae Si Sebastiani.

Sur le cercueil du cardinal'de Bernis on lil l'inscription suivante

D. O. M.

Franciscus Joachim S. R. E. cardinalis de Pierre de Bernis Gallin

archiepiscopus Albiensis et episcopus Albanensis. Actatis suae annorum 79, mens. V et dievum 13 obiit, 3 novembris 1794.

Sur l'urne scellée avec des sceaux en circ d'Espagne noire :

Praecordia clarissimae memoriae cardinalis Francisci Joachun de Pierre de Bernis

Cette urne est à l'autel de Saint-Sébastien, du côté de l'Evangile, avec l'épitaphe suivante :

D. O. M.

Praecordia Francisci Joach.m de Pierre de Bernis
S. R. E. card. Albanen
Archiepiscopi Albiensis
Galliae apud Sanctam Sedem oratoris
Obuit Romae III non. novembris
An. Sal. MDCCXCIV
Actatis sune octuagesimo
Avuncula cineres
In patriam tranferri
Et in Ecclesia Nemausiensi
Condi curavit
Renato de Bernis
Ex sorore pronepos
Anno Domini MDCCCIII

CHAPITRE XXXIII

A. — Arch. de Stato, piazza Firenze.

« Au quartier général della Storta, le 22 pluviôse — 10 fév. 1/98.

 Le général Berthier, commandant en chef de l'armée française en Italie

n Informé qu'on répand sous son nom de fausses proclamations,

dont une datee d'Ancône le 5 pluviôse . .

» Déclare que quiconque se permettra d'afficher ou de publier de faux écrits ou proclamations, en se servant de son nom, sera arrêté et, s'il est reconnu coupable, fasillé

(Traduction). * Alexandre Berthier. *

a Au quartier général, devant Rome, le 22 pluyiòse, 6º année de la R. F., une et indivisible — 10 février 1798.



ř

Alexandre Berthier, général en chef

Proclamation

- » Le culte sera religiousement respecté, en conséquence, toutes les démonstrations publiques du culte doivent se continuer sans aucune altération ni changement.
- « Il sera porte aux ambassadeurs, ministres ou chargés d'affaues des Puissances alliées ou a mes, les egards et le respect dus à leur caractère.
 - · Chacun est invité a porter le signe qui désigne sa nation-
- Les ambassadeurs, ministres ou envoyés sont invités à envoyer a l'estat-Major genéral une liste des étrangers de leur nation qui se trouvent à Rome.
- Chacun, en ce q il le regarde, deviendra responsable aux yeux des nations

Alexandre Bertiner. .

en français,

- B. Rome, le 28 pluviose au VI de la Republique 16 fevrier 1798.
- » Le citoyen Alexandre Berth.er, général en chef de l'armée d'Halie.
- Il est ordonné à tout émigré français de quitter Rome et tout le territoire de la Republique romaine dans les 24 heures de la publication du présent ordre.
- Tout émigré français, notamment le cardinal Maury sont expulsés (sic) du territoile de la R. R., ci-devant Etat de l'Eglise
- » On exécutera à leur égard la loi qui ordonne le soisie et vente au profit de la R. F., de tous les biens, meubles et immeubles qui se trouveront leur appartenir dans les pays occupes par les armées françaises.
- » Quant aux prêtres français déportés, ils peuvent rester paisiblement où ils se trouvent, jusqu'à ce qu'il ait éte pris à leur égard des mesures particulières.

» Signé : A.exandre BERTHIER. »

(Arch di Stato).

C. 1798. Liberté, égal.té République Romaine

Pierre Piranesi,

Commandant général de la garde nationale sédentaire

A ses freres

- · Romains,
- Le Consulat a voulu m'honorer en me nommant votre commandant général. Connaissant votre patriotisme et le danger que vous avez couru avec moi pour sauver la République assaillée par les infâmes salellites du despotisme expiré, je n'ai pas hésite un instant à venir à vos côtes, bien que l'affection des tribuns, mes collègues me rendit chères et augustes les fonctions de Législateur.
- Vous n'avez pas besoin de lois sévères pour stimuler votre ardeur. Vous étes Romains, vous avez le grand exemple et la fraternelle coopération des Français, nos libérateurs; vous aimez la patrie. Je promets à la République que vous serez les gardiens de l'ordre et l'honneur de la nation.
 - » Salut et Fraternité.
- · Piranesi, général commandant »

(Arch. di Stato, Traduction)

D. - . Liberté, Egalıté, République romaine.

- La commission des logements devant momentanément pourvoir à la situation de l'officialité française, et considérant que les curés de Rome ont mal exécuté l'ordre publié par l'ancienne commission de dresser une note exacte des maisons propres au logement des officiers, leur ordonne de dresser dans les 24 heures, à partir du présent avis, une note exacte des maisons où se trouvent actuellement les Français, avec le nom de ces Français. Ils indiqueront sur celte note les maisons qui n'ont encore reçu personne en indiquant le nombre à peu près de chambres disponibles dans chaque maison et la fortune des proprietaires et cela sans aucune exception
- Au cas où les curés susdits ne s'empresseraient pas de porter à la commission des logements à Monte-Citorio la note réclamée, on leur infligera sur le champ une peine pécumaire dont la quotite sera determinée par la Commission.
 - Ce 20 février 1798.

Les deputés pour les logements des citoyens,

Mazzio Maggiotti, Barbuti, sccrétaire.

E. — Voici la liste des personnes qui parturent de Rome aver Pie VI :

Mer Caracciolo di Martina, son maître de chambre; l'abbe Joseph Marotti, professeur de rhetorique au collège romain, choisi par le pape pour secretaire, son médecin, Joseph de Rossi, qui retourna à Rome après quelques mois; deux aides de chambre, Bernardm Calvesi et André Morelli; un maître d'hôtel avec son aide, un cuisimer et son aide, quatre palefreniers avec leur doyen, deux porteurs de chaises quatre balayeurs dont un servait de chirurgieu, enfin un postifion.

J'ai tiré ces renseignements et beaucoup d'autres qui suivront, d'un ouvrage intitulé :

Viaggio del Peregrino apostolico il sommo Pontefice Pio Sesto da Roma a Vatenza di Francia ove fu trasferito in ostaggio della Republica Francese: Maiattia e Morte di esso ivi accaduta, altri falli posteriori; e Codicillo del di lui Testamento: Premesso il Ragguagho di quanto avvenne in Roma nell' anno 1798 come cagione della di lai partenza.

In Roma MDCCXCIX Presso Pietro Paolo Montagnani.

Voici la liste des personnes qui accompagnérent Pie VI, dressée par Francesco Fortunati (Bibliot, Vat. Ms. 9718);

Ms Diego Caracciolo; Joseph de Rossi, médecin. Joseph Olivucci, chirurgien; Bernardin Calvesi et André Morelli, aides de chambre; François Calvesi, clerc secret et crucifère; Hyacinthe Brandi, maître de maison; François Ronaccorsi, balayeur secret; Salvator Tamberlicche, maître-d'hotel; Antoine V.gano, doyen; Vincent Catanacci, courrier; Gaspard Gagliardi, cuisinier, et dom Jérôme Fantini, confesseur de Sa Sainteté.

CHAPITRE XXXIV

A. → Voici l'inscription gravée sur la terrasse :

Anno MDCCXCVIII
VII Calendas Junias
In Hoc Loci Vestigio
Pius VI Pontifex Maximus
Ob Repetitos Terrae Tremitus

Ex Operto Egressus In Exaphoro Sub Dio Coenaturus Ad Mensam Assedit.

B. Inscription gravée au-dessus de la porte de la chapelle dediée au B. Gallerani :

Pius VI Pont, Max. An. MDCCXCVIII. VII Kal Jun. as Concussa, Magnis, Motibus, Terra Acdibusque Ceteris Ru.na Fatiscent.bus Hane In Domum Hospitio Exceptus Hie Supplex Ad Aram Beati Andreae Gallerani Cui Pridem Cælitum Honores Per Immemorabilis Ævi Spatia Tributos Apostolica Sanxerat Auctoritate Dum Sacra Fierent Periculum Deprecatus Cladem, Civium Excidium Urbis Avertit Josephus Venturius Galleranius Tanti Hospitis Praesentia Aucta Constantia Ac F.de Confirmata Ad Memoriam Posteritatis Sempiternam.

C. Voici l'inscription au-dessus de la porte ou reposa Pie VI dans la nuit qui suivit le tremblement de terre :

Anno MDCCXCVIII

VII Calendas Junias
In. Magno Terraemotu
Exanimata. Prae. Metu Civitate.
Populoque. Sub Dio. Excubante
He.c
Fus Sextus Pontifex Maximus
Coelesti Tectus Patrocinio
Precibus Vacans El Quieti
Admirabili Animi Securitate
Nocte u Exegit.

D. — (Arch. Vat.) Je retrouve à la date du 11 février 1797 une Bulle de Pie VI relative au futur Conclave. Je ne la crois pas inscrite au Bulletin. Je la donne *in extense* telle que je la trouvée :

- Nos Pius PP, VI.
- * Alientis peculiaribus et deplorabilibus beelesiae circumstantiis,
- » ut viam praecludamus dissentionibus, quae occurente obita
- Nostro extra Urbem oriri forsan possent ex iis quae in constitu-
- » tionibus Praedecessorum nostrorum servanda praescribuntur in
- Electione Romani Pontificis et signanter in constitutionibus Gre-
- gorn PP, X , Pri IV, dat. idib. octobris anno 1562; et Clementes XII
- dat quart non, octobris 1/32; ahisque apostolie,s constitution;
- bus, apostolica nostra authoritate pro hac vice derogantes iis,
- quae in usdem constitutionibus servanda constituuntur, et
- præcipue quoad tempus expectandi adventum ad Urbem
- S. R.E. cardinalium extra Romanam curiam con morantium decla-
- · ramus, mandamus, ne stricte in Domino hortaniur S. R. E. Cardi-
- nales Fratres Nostros in hac Urbe existentes at ad Novi Pontificis
- Electionem procedant, ac procedere valide ac legitime valent.
- eliumsi cardinales praedict, ab Urbe absentes non advener nt
- » Hanc itaque derogationem ac declarationem, manu nostra,
- » firmalam, servandam jubemus, ac mandamus praefatis constitu-
- » tionibus et qaibuscumque al.is in contrarlum non obstantinus
- Dat. Romae apud. S. Petrum di februari 1797, Pontificatûs Nostri
 anno XXII.

(L. S.)

Pius PP, VI (manu propria).

CHAPITRE XXXV

A. - Archiv. di Stato, 26 février.

Thid., 28 février.

- « Le général Vial commandant de la place.
- * En consequence des ordres du géneral en chef les habitants de la partie de la ville de Rome qui est sur la rive droite du Tibre déposeront les armes qu'ils ont chez eux de quelque nature et quelque espèce qu'elles soient. Elles seront reçues demain jusqu'à midi sur le pont Saint Ange, sur le pont Sixte et sur le pont Saint-Barthélemy par les postes français qui y sont étables. Les habitants sont prévenus que s'ils nobéissaient pas au présent ordre



toutes leurs maisons seront brûlées et qu'ils seront chassés de Rome pour jamais li sera fait demain après dix heures des visites domichaires et l'on livrera au tribunal militaire tous ceux chez qui l'on trouverait encore des armes

VIAL. A

B. — Jugement militaire.

27 février Condamne à mort pour avoir été pris les armes à la main : Jacques Facquin, à l'hôpital des lacurables, Jacques Ferri, boulanger, Joseph Valentini, vigneron et Antoine Courtelacci, cordonner.

Condamne à mort apres les avoir entendus : Antoine Pressachi dit le Fornarino, boulanger du quartier de la Pace, Pierre Franchi, di Sorgetto, Salvator Fraschetti, Louis Cappelloni, Pascal Recchia, Marianno Berthenzi, Benoît Bovi, Bernard Rutti, Jean-Baptisle Rosa, François Das mi, Ralmond Lucciani, Camille Bouami, Charles Poggi, Vincent Corsi, Antoine Doliva, Jean Fabi, François Paol tect Jean Bianconi.

C. (Archin, di Stata)

- « Le 10 ventôse an VI de l'ere républicaine,
- Citoyens directeurs.
- « Rome qui fut le siège de la l'iberté et l'educatrice de la vertu, et qui par la vicissitude fes siecles et de la mauvaise fortune élait réduite aux dernières limites du despotisme, Rome a été finalement rendue à son antique dignite..... C'est l'armée française qui en est cause L'arbre de la liberte a poussé de prifondes racines. ... L'epoque la plus glorieuse pour la République française, celle qui échipsera la renommée et la splendeur des gouvernements anciens et modernes sera d'avoir pour la première fois étendu les principes éternels de la morale jusqu'au droit des gens et aux liens qui désormais uniront les nations entre elles. Votre recompense sera d'avoir procuré l'union entre lous les nommes.
 - Salut et respect

Riganti président. Angelt cei consul. Bonelli id. Pessuti id.

Bassi id. Costantini id

Secrétaire genéral, BASSAL-CORONA. Ministre des affaires étrangères »



- D. 13 mai 1798, « Le chef de brigade Marchand commandant de la Place ordonne ce qui suit :
- A compter de ce jour toutes les permissions de chasse sont suspendues et il est défendu à toute personne nou militaire et n'étant pas de service comme garde nationale, de sortir armée d'un fi sil
- Les patrouilles tant françaises que romaines et les gardes aux portes sont chargees de veiller a l'exécution de cet ordre et d'arréter et conduire chez le conni audant de la place toute personne qui serait armée d'un fusil.

MARCHAND. >

- E a Leg. Frat. R. F. Rome le 27 fructidor, au VI de l'Ere républicaine 13 7 me 98.
- » Les commissaires du Directoire Exécutif de la R. F. envoyés à Rome considérant que si la liberté de la presse est une des sauvegardes de la liberté publique, et c en devient l'ennemie lorsqu'elle dégénère en licence;
- Considerant que c'est pour prevenir cette licence que toutes les constitutions libres exigent que les écrits publics par la vote de l'impression soient signés des auteurs ou des imprimeurs, sous la responsabilité des uns ou des autres
- » Considérant que ces principes, qui sont dans l'esprit et le texte de la constitution romaine, ne peuvent être impunément violés :

Arrêtent :

- Art. I Le supplément au nº 50 du Moniteur de Rome est supprimé. Le Ministre de la Justice et Police est charge de faire exècuter la présente suppression
- Art. Il Il sera fait incessamment une loi tendante à la répression des abus de la presse.
 - » Signé BERTOLIO DUPORT.
 - Par les commissaires, Le secrétaire de la commission : SAINT-MARTIN.
 - Pour copie conforme. Le ministre de la Justice et Police,
 Rev.
- F. Voici un pussage de ce discours qui mérita à son auteur les eloges des republicains et au valut les honneurs de l'impression.
- ... Dans un gouvernement naissant, bien qu'il soit régulier et fonde sur les lois conformes à l'équité, à la justice, au bon ordre,





il est impossible de ne pas trouver des mecontents. L'ambition et l'intérêt, deux violentes passions qui tyrannisent le cœur de l'homme, sont les mobiles qui poussent le plus facilement à l'esprit de révolte. Tous voudraient des emplois ou pour satisfaire leur avidité de commander, ou pour augmenter leur bien-être. Ils ne réfléchissent pas que, pour remplir une charge, il faut une habileté des talents proportionnés, une honorabilité sans tache et un attachement à toute épreuve pour le vrai bien et le bonheur de la patrie. Deçus d'espérances trop tôt conçues, un bon nombre au lieu de s'employer avec énergie et un véritable esprit républicain à meriter, et à servir la patrie dans la mesure de leur force et de ses besoins, se laissent aller en proie au désordre, trament des projets pour renverser l'œuvre difficile d'excellents citoyens qui sont, a bon droit, à la tête des affaires et qui travaillent sans relâche à fonder un gouvernement d'estimable liberté et d'amicale égalité»

- (i. /Archivio di Stato), R. R. Bome, le 8 fructidor au VI de l'ère républicaine — 25 août 1798.
- Les Commissaires du Directoire exécutif de la R. F. à Rome au Consulat romain.
 - » Citoyens consuls,
- Les partisans de l'aristocratic et du despotisme, les ennemis de la la liberte civile et politique dont la nation française jouit et gratifie plusieurs nations de l'iturope, ont mondé Rome et toute l'Italie de nouvelles fausses et chi nériques sur Bonaparte et sa flotte. Ces petits moyens inspirés par la faiblesse, n'ont fait aucune impression sur les esprits sensés , ils ont été rejetés avec indignation par les vrais citoyens et n'ont trouvé accueil qu'auprès de quelques aims un regime papal et des gouvernements despotiques, lesquels prennent leurs désirs insensés pour la realité Voici des taits inconfestables qui confondront ces derniers et confirmeront les premiers dans leurs saines opinions.
- » Le citoyen Fournier, commandant un bateau courrier de la R. F. expédié de Toulon pour l'armée de la Mediterrance fut capturé par une frégate anglaise au sud de l'île de Malte. Cette frégate, après avoir pris à bord le capitaine Garnier pour s'en servir de pilote côtier et s'être emparce de tous les agres du vaisseau dont il pouvoit avoir besoin, le renvoya à Malte avec son equipage et fit route vers Alexandrie. « Arrivée en vue de ce port elle reconnut l'escadre française et fit des signaits de bonne intelligence. A peine l'escadre y eut elle répondu que la frégate anglaise.



prit le large pour tourner sur les côtes de la Siche. Elle y arriva le 23 termidor — 10 août — débarqua le capitaine Garnier à la tour du phare de Messine, lequel ayant gagné cette ville fit un rapport sur son voyage, et assura qu'il avait parfaitement vu l'escadre et l'escorte de la R. F. ancrées dans le port d'Alexandrie et le drapeau français flottant dans ce port.

» Le même jour, 23 thermidor, la frégate anglaise prit feu par hasard et fut en partie détruite. Le brick *Le Lodi* ancré dans le port de Messine a profité de cette circonstance pour passer, et poursuivre

son vovage.

- » Nous nous empressons, citoyens consuls, de vous communiquer ces nouvelles agréables pour tous les bons républicains et désagréables pour tous les ennemis de la liberté.
 - Salut et Fraternité,

Duport, Flourens, Bertolio v.

H. - « Liberté, Egalite, Loi.

Le général commandant les troupes françaises stationnées sur le territoire romain, en vertu de l'article 369 de la constitution romaine, décrète :

- Art. let. Les démissions des citoyens Angelucci, Reppi et Mattheis, consuls de la R. R., contenues dans leurs lettres du 29 et 30 fructidor 14 et 15 septembre sont acceptées.
- Art. II. Sont destriues de leurs places de consuls, les citoyens Visconti et Panazzi.
- Art. III. Les citoyens Visconti et Panazzi ne pourront sorta de Rome sans la permission du general commandant les troupes françaises stationnées dans la R. R.
 - » Rome, le 1st jour complémentaire de l'an VI de la République.

MACDONALD ».

I. — Liberté, Egalité R. F. Armée de Rome

Au quartier general de Rome, le 4 frimaire, de la R. F. — 27 novembre 1798.

Le Géneral en chef De l'armée de Rome Au peuple de Rome,

Romains, voic. l'instant de montrer que vous êtes dignes de la

- Google

liberté. Voici l'instant de dève opper le courage qui caractérisales vrais républicains; l'ennemi marche sur nous, nous allons marcher sur lui.

- » Que tous les individus qui ne seront point appelés a etre armes restent tranquilles dans leurs foyers. Ceux qui contreviendront a cette mesure seront sur le champ punis de mort.
- » La lo, qui rend les prêtres et les religieux responsables de tout attroupement et de toute emeute reste dans sa force et sa vigueur, en consequence, au premier mouvement qui aura lleu dans un quartier ou arrondissement, tous les prêtres et religieux de ce quartier seront arrêtés, et si le mouvement pe se calme pas, les dits prêtres et religieux seront fusillés dans le lieu même de l'attroupement.
- Les portes de la ville de Rome seront fermées Défenses sont faites d'en sortir sans un passeport.
- Tous les français qui sont à Rome s'ermeront autant qu'il leur sera possible et se rendront aux lieux et aux postes qui leur seront designés par le genéral Macdonald.
 - La ville de Rome est déclarée en état de siège
- Romains, encore une fois soyez fidèles à voire constitution, ne craignez rien, la grande nation veille sur vous. Elle evige sculcment que vous ne controriez en rien les dispositions qu'elle prend pout votre défense.

Championnel ...

Liberte, Egalité Republique Romaine

traduit

Le Ministre de la Justice et de la Police, le 4 glacial an 7 républicain — 25 novembre 1798.

- Tous ceux qui seront sans cocarde seront arrêtes sur-le-champ et traités comme suspecis.
- « Il en sera de meme de ceux qui troubleront la tranquillite publique par des cris ou des bruits alarmants.
 - · Les désinquants seront punis militairement.
- »Les religieux ne pourront sortir de leurs couvents jusqu'a nouvel ordre.

Martelli ».

(Bib), Vallicell. Monument(storici Z.) 28 novembre 1798. Les consuls sont partis pour Pérouse. Quantité d'employés français quittent la ville.



J. — Archivio di Stato.

Liberte Egalité

Bulletin des lots de la République, nº 241. Au nom de la Republique Française, nº 2198. Message du Directoire exécutif au Conseil des Cinq-Cents. Du 16 frimaire an 7 de la Republique une et indivisible.

Le Directoire exécutif au Conseil des C.nq-Cents.

Citoyens représentants,

La cour de Naples vient de mettre le comble a ses perfid.es. Vous verrez par les lettres des généraux Joubert et Championnet et par une cople de la lettre du général napolitain Mack au général Championnet que les troupes françaises dans la R. R. ont éte atlaquees par les troupes napolitaines. Ainsi la modération de la R. F. n'a fait qu'accroître l'audace de ses ennemis. Les détails qui vons seront bientôt transmis yous convaincront que l'un et l'autre ont été portés à leur comble "sic" Aujourd'hui le premier soin du gouvernement doit être de prendre des mesures pour repousser l'insolente attaque d'une cour parjure.

Le Directoire executif doit aussi vous déclarer que la cour de Turan, également perfide, fait cause commune avec nos conemis, et couronne aussi une longue suite de forfaits envers la R. F.

Citoyens, représentants, le Directoire exécutif ne dissimule pas que le danger est manment, mais l'énergie républicaine est encore plus grande, et à present que toutes les muances d'opinion vont disparaître et tous les travaux se réunir ; que le corps législatif va seconder de tous ses moyens, les efforts du gouvernement. Les projets des ennemis de la République seront encore une fois confoncus et le triomphe de la liberté sera pour jamais assuré.

Le Directoire executif vous propose formellement de déclarer la guerre au roi de Naples et au roi de Sardaigne.

(Arch di Stato),

L. M. Reveillere Lepaux, Président

(Nº 2198 bis). Loi portant que la R. F. est en guerre avec les rois des Deux-Siciles et de Sardalgne

Du 16 frimaire. Le Conseil des Anciens considérant que les hostilités qui, au terme du Message du Directoire exécutif de ce jour ont éte commencées par le roi des Deux-Siciles et de Sardaigne contre la R. F. exigent une prompte vengeance, approuve l'acte d'orgence....



Art I - Le corps législatif déclare que la R. F. es. en guerre avec le roi des Deux-S ciles et celui de Sardaigne.

Art. II. La présente résolution sera imprimée.

CHAPITRE XXXVII

- Bibl. Valliceliana Monumenti Storici Z. f. 229s.
- « Pie VI pape. A noire venerable Frere salut et bénediction apostolique.
- Nous avons appris que Ms Passari, en quittant Ronle, vous avait confie les fonctions de vice-gérant pour cette ville et son district Nous approuvons son choix, sûr qu'avec votre vigilance et votre sagesse vous vous acquitterez parfaitement de la charge qui vous incombe en de si critiques circonstances.
- * D'autre part Nous avons la persuasion que Ma Passari n'a point oublié de vous communiquer les instructions qui vous étaient necessaires pour la conduite des affaires importantes, particulièrement qu'il vous a manifesté nos sentiments precis sur le serment present par la constitution romaine. Ayant su de différents côtés que les professeurs de notre université ont reçu l'ordre de preter ce serment, Nous ne pouvons Nous dispenser de rappeler les décisions que Nous avons arrêtées precédemment sur ce point apres mûn examen, a savoir qu'il est illicite de preter le serment pur et simple. On peut seulement le preter en suivant la formule que nous avons transmise à Mar Passari, formule que Nous vous transmettons ici par sureroit de précautions:
- » Je juré que je ne prendrat part à aucune conjuration, complot, cu sectition pour le rétablissement de la monarchie et contre la republique qui presentement me commande de hair l'anarchie, d'être fidèle et attache à la république et à la constitution, sauf les droits de la religion catholique ».
- « Il importe beaucoup que dans une alfaire si importante et sa deheate, on ait une conduite uniforme; qu'on inculque avec les protestations d'obeissance et de fidélité au gouvernement les devoirs inalienables envers la religion catholique. Bome doit servir sur ce point d'exemple aux autres peuples, e le doit eviter de donner le tres grave scandale de mépriser nos décisions reques en maint endroit avec respect et exécutees avec la plus par faite exacti ude. Ces décisions sont conformes à celles que Nous avons déjà données relativement au serment proposé par la constitution française en le declarant ibicite et cela après long et

mu exan en et apres avoir pese le pour et le contre avec le conseil ce la congrégation députée pour les affaires ecclésiastiques de la France.

- » l'aites donc connaître à tous nos sentiments selon les besons et ayez les toujours présents à l'esprit pour les défendre, avec une fermeté sacerdotale. Mettez toute votre confiance dans le Seigneur qui ne refusera pas d'assister ceux qui soutiennent la bonne cause.
- » Pour Nous, implorant la benédiction du ciel et l'abondance des grâces divines, Nous vous donnons affectueusement notre paternelle benédiction apostolique. Don é à Florence au monastère des Chartreux, le 16 janvier 1799, 24« année de notre pontificat.

Plus PP, Sextus. (minule).

CHAPITRE XXXVIII

A. - Extrait des Régistres de la Manicipalité de Valence.

Acte du Décès de Pie VI.

- Aujourd'hai 12 fructidor an VII de la République française, à trois heures après-m.di, par devant moi Jean-Louis Chauveau.
- » administrateur municipal de la commune de Valence, elu pour
- » rédiger les actes destinés à constater les naissances, mariages,
- » décès des citoyens, est compara M. Joseph Spina, archevêque de
- « Corinthe, lequel, accompagne de M. Jean-Paus Ramera, prêtre,
- » âgé de quarante ans environ, et de M. Jerôme Fantini, aussi
- » prêtre, et de M. Carraciolo, dont le prénom est Innico, prelat,
- » âge aussi d'environ quarante ans, et le dit bant, ni âgé de soixante-
- » quatre ans, lous les quatre demeurant à Valence, dans la muison
- dépendante de la citadelle, et attachés au Jécédé ci-apres, m'a
- » déclaré que Jean-Ange Braschl, Pie VI, pontife de Rome, est
- décédé aujourd'hui, a une heure vingt-cinq minutes du matin,
- dans ladite maison, âgé de quatre-vingt-un ans, huit mois et deux
 jours.
- » D'apres cette déclaration, certifiee veritable par le déclarant et
- » les témoins, je me suis de saite transporté en ladite maison d'ha-
- bitation accompagné des membres composant l'administration
- » centrale et la commission du Directoire executif près d'elle, ainsi
- » que de deux membres de l'administration municipale et du com
- missaire du Directoire exécutif près d'elle. Y étant, nous dits
- a officiers publics, et administrateurs ci-dessus, nous avons fait

- appeler les citoyens Duvaure, officier de santé, et Vidal père,
 officier de sante enchef de l'hôpital militaire de cette commune,
 lesquels, apres avoir fait l'examen du dit Braschi, Pie VI, nous ont
 confirme son deces; de tout quoi j'ai rédigé acte, en presence
 du commandant de la place et du juge de paix de ce canton,
 que j'ai signé avec les membres desdites autorités constituées,
 le déclarant et les lémoins, le citoyen Doux secrétaire de la
- commune
 » A Valence en la maison sus-mentionnée, jour, mois et an que

I. Spina archevêque de Corinthe Innico Diego Carraciolo (sic) Abbate Ramera Abbate Girolamo Fantini, p

Donné par C.1. Poncet, p. 142.

» dessus.

Ms Carraciolo, protonotaire, redigea de son côte un acte officiel de la mort de P e VI, Cf. Baldassart Tom IV, 245 et Ch. Poncet, 147.

B. — Parm les noms à qui fut envoyée la lettre-circulaire Si justa unquam fuit causa mæroris je relève ceux de Louis XVIII, des rois de Naples, d'Espagne — 2 décembre 1799 — et de Sarda.gae, de l'empereur d'Autriche, François II, des Electeurs de Lologne, de Trèves, de Mayence, de Saxe et de Bavière — 2 décembre 1799 — le duc de Modène, le prince du Brésil, les membres des Chapitres de Strigonie en Hongrie — 11 décembre 1799 — et ceux du Chapitre de Trente — 29 janvier 1800 — la république de Raguse.

Voici la date des réponses à la lettre-circulaire du Sacré-Collège.

Le cardinal Giovanetti, archévêque de Bologne, 8 octobre 1799

L'Electeur de Cologne, 16 octobre 1799 et 7 janvier 1800

Le cardinal Basca, 18 octobre 1799.

L'Electeur de Treves, 19 octobre 1799 et 2 janvier 1800

Le roi de Sardaigne, 27 octobre 1799 et 3 janvier 1800.

L'Electeur de Mayence, 27 octobre 1799 et 7 janv 1800.

L'Electeur de Saxe, 1er novembre 1799 et 14 janv. 1800.

Le duc de Modène, 5 novembre 1799.

Le roi de Naples, le 14 des Calendes de novembre 1799 et le 22 novembre 1799.

Le roi de France, Louis XVIII, 24 novembre 1799.

L'Electeur de Bavière, 28 decembre 1799.

Le roi d'Espagne, Charles IV, 30 decembre 1799.

Marie-Clotilde, reine de Sardaigne, 3 janvier 1800.



L'évêque de Constance, 1st février 1800. La Republique de Raguse, 20 février 1800.

Toutes ces lettres sont des lettres de condoleances à propos de la mort de Pie VI ou des compliments aux Conclavistes.

CHAPITRE XXXIX

B. - Voici cette inscription :

Pius. Sextus. Pontifex, Maximus
Ohm. Joannes. Angelus. Braschius. Caescuas
Qui. Diuturnitate. Pontificatus
Caeteros. Omnes. Pontifices, Praetergressus
Ecclesiam. Rexit. Annos XXIV Menses, VI. Dies XIV
Decessit. Sanctissime. Valentiae
Die. XXIX. Augusti. Anno. MDCCXCIX
In. Arce. In. Qua. Obses. Gallorum. Custodiebatur
Dum. Annos. Ageret. LXXXI Menses, VIII. Dies. II.
Vir. Admiranda. Animi. Firmitate
In. Laboribus, Maxim.s. Perferendis
Charissim.is

C. - Bibliot, Vallicell, Monum. Stor. Z. fol. 16, 17, 18.

« Illustrissimes et Révérendissimes Seigneurs,

« La paternelle tendresse que Sa Sainteté a toujours temoignee à » notre personne et à notre famille royale, sa piete et sa religion » insignes, la prudence consommée qu'il a montre constamment » dans les circonstances delicates et difficiles de son long pontificat, particulièrement son courage héroïque à supporter les douloureuses alversites des dernières années de sa vie; toutes « ces choses sont autant de motifs qui excitent en nous les sentiments de la plus tendre affection et du plus filial respect envers » sa personne sacrée. Elles nous sont encore un objet de consolante admiration lorsque, partageant les mêmes infortanes, nous avons en la satisfaction d'être à ses pieds sacrés, de contempler » de près ses verlus, d'entendre sa voix et d'ecouter ses sages » conseils. Nous nous encouragions ains, à l'aniter dans sa constance et sa resignation à la volonté divine. Et en prenant conge

de nous, il nous la ssait une estime plus grande que celle que nous avions conque tout d'abord...

- 27 octobre 1799.
- · Donné au palais du Poggio Imperiale, près de Florence.

) DE CHALEMBERT, 0

Louis XVIII, réfugié au château de Millau, reçut, lui aussi, la lettre des cardinaux, lui faisant part et de la mort de Pie VI et de leur entrée incessante en conclave. Il leur répondit à la date du 24 novembre.

- Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à nostres chers et bien-aimés Cousins, les cardinaux, evêques, prêtres et diacres de la tres sainte Église romaine, salut.
 - Nos très chers et bien-aîmes Cousins,
- Dejà nous avions appris et deploré la mort funeste de Pie VI, lorsque nous avons reçu la lettre que yous nous avez écrite de Venise le 8 octobre dernier. Personne, plus que nous, n'a gémi des manyais traitements exercés envers ce vénerable pontife, et · nous n'avons oprouvé quelque consolution qu'en apprenant d'une manière bien certaine que nos peuples out pris l'interet le plus sensible à son état, qu'ils ont été en foule au-devant de lui pour lui demander la grâce de ses bénédictions, qu'ils l'ont tou- jours accompagné avec un religieux respect; qu'enfin ils se sont efforcés de le consoler, et en quelque sorte de le dédommager de » sa captivité et de la cruauté de ses oppresseurs par des hoinmages qui étaient le désaveu le plus solennel et le plus touchant des mauvais traitements exerces envers su personne sacrée. Lette « conduite de nos sujets est pour nous une nouvelle pre ive, que tant de forfaits commis dans notre royaline ne sont point l'ouvrage de nos peuples, mais celui d'un très petit nombre de » coupables. Elle est encore une preuve que la livine Providence a conservá dans le cœur des Français le respect et l'amour de sa religion, malgré tous les efforts qu'a fait l'impiéte pour la détruire, « et ce bienfait de la Providence est un sôt garant pour nous et nos peuples du retour prochain de ses anciennes bontes Elle dirigera, nous n'en doutons point vos suffrages, lorsque vous donnerez un chef à l'Eglise, et nous espérons le meille ir choix a d'une Assemblee aussi distinguée par la plête, la sagosse et les lumières de ceux qui la composent. C'est dans cette ferme con-Lance que nous adherons solennellement à celui qui aura etc elu

par vous, et, lorsque Celui par qui les rois regnent, nous aura rélabli sur le trône de nos ancêtres, nous ferons respecter ses droits legit mes dans toute l'étendue de notre domination, et nous justifierons notre titre de roi l'res-Chretion et de fils aine de l'Eglise Sur ce, nos très chers et bien-aimés Cousins, nous prions ardemment le Dieu très bon et tres grand de répandre abondamment ses grâces sur vous.

Donné au château de Mittau, sous notre signature, le contreseing de notre ministre et secrétaire d'Etat, le comfe de Saint-Priest et sous notre scel ordinaire, le 24 novembre, l'an de grâce
1799 et de notre régne le cinquième.

Votre bon Cousin,

Louis, Le comte de Saint-Priest.

(Bibliot, Vallicell, Monum. Stor. Z., fol. 17-18.

Gangle

TABLE

DES

PRINCIPAUX NOMS CITÉS DANS LE DEUXIÈME VOLUME

Acquaroni, 293, 297. ACTON (ministre), 253, 270-273. At want (card.), 62, 64, 242, 264, 271, 275, 277, 293, 297, 311, 316, 317, 321, 358, 441, 442, 458. Aldobrandini (prince), 154. ALEXANDRE VII, 200. ALTIERI (card.), 239, 309-311, 444 ALTIERI (prince), 456. At ran (co.nle d'), 38. Амадеі (саріт.), 293, 297 ANTICI (card.), 298, 309 311, 392, 395, 396, 444-446. Antonelli (card.), 212, 293, 298, 304, 309-317, 322-327, 377-381, 383, 384, 401-404, 452, 453, 458. ARCHETTI (Ms², card.), 312, 386, 387, 403, 458 ARTOIS (comite n'), 164, 236. ASTURIES (prince des) 13, 79, 80. Augerfau (gei), 247 Avres (ministre), 72. Azana (chev. n.), 14, 84, 86, 115-226, 240, 2462 - 50, 252, 254-256, 260, 261, 263, 264, 267, 269, 270, 284, 287, 288, 292. 308, 316, 317, 324, 325, 387, 389.

Baldassari, 277, 306, 412, 413, 418.

BARBURI (Mst fiscal), 255, 293, 297, 312. BARBERINI (prince), 345, 436. BARREAU DE GIRAC (M#), 217. BARRUEL (abbé de), 116, 117. BARRY (Mile DU), 56. Baruichi (colonel), 295, Bassville (Hugou de), 184, 223 234, 246, 252, 281, 293, 294. Bayane (M# de), 3, 161. BEAUMONT (Mer de), 54 BCCHEAEL M^{gr}), 461-466, 468-471, 473. Веццізомі (Мя^г), 27, 78, 191, 192. Belmonte (prince de), 270, 271, 290, 291. Beni (Mar Joseph), 176, 209. Benislawski (M#), 390, Benoit XIII, 4, 452. BENOIT XIV, 99, 380, 381. Bennand (secret. d'amb.), 155, 156, 185, 222, BERNIS (card DE), 2, 3, 58, 59, 61, 104, 113, 119, 122-127, 129, 133, 157, 144, 151, 152, 154, 155, 158, 161, 183-185, 198, 204, 222, 225, 236, 238, 246, 387 - 389. Berthier (gol), 260, 290-293, 296, 298, 299, 301-303, 305, 330,, 332, 333, 336, 337. Bertolio, 356, 357, 361, 369, 406, 436.

Plein (Dr), 420-422 Roisgelin (M# de), 115, 136. Boldrini, 283. Bolgeni, 365, 366. Honaccorsi (Alex.), 438. Egrany, 358, 360 LONAPARTE (gal), 244 · 248, 249, 251 - 254, 256 - 260, 267 - 274, 277 279, 341, 430, 447. LONAPARTE (Joseph), 281, 284, 285, 287-289, 323. BONAPARTE (Lucien), 430, 431. BONGOMPAGM (card.), 52, 113, 114 Lost (M# Octave), 364-366, 371, 438, 442, 443. LONIBACE VIII, 424 Rononèse prince J.-Bapt.), 154, 203, 297, 343, 350, 356 Bowara (Camille), 573. Boneia (cord. Stefano), 24', 509, 312, 313, 322. Hoveron, 415, 416, 418, 420, 421, ±8 450. Bracciano (due de), 453 Bhangadoro (M#), 217, 272, 297. B (ANDI (Mariano), 29%. BRASCHI-ONESTI (duc Louis), 274, 292-294, 297, 304, 318, 320. BAASCHI-ONESTI (cord. Ron nald), 152, 153, 242, 289, 459 BBF NOEL (Ant , ev. const.), 144 Barsu (prince du), 73 PRETEUR (1 aron Jacques-Laure Le Tonnelter pg), 52, 101. Frank (général), 338. 1 urkald, 348, 437, 441 Lusca (M#°, card.), 251, 258-260, 270, 271, 275, 277, 293. Eussan (Do., 230, 234

CACAULT, 253, 235, 249, 251, 252-256, 259, 260, 204-270, 272, 277, 441, 462

Cal Eppl (M@), 12, 198-212, 220 260, 261, 263, 264, 272, 274. 289, CALONNE (COMTO DE), IUI Самро (Mis del), 250, 263, 264. Carrara (gal Ence), 191, 22), CAPRARA (Mer et card.), 12, 13, 47 50, 200, 206, 241, 503, 45 . 468, 469. Caraff , 79, 87, 293, 297, 303, 358, 442. Caraceiolo, (M#) 305, 306, 320 413, 422, 425, 425. Carandini (card.), 293, 297, 101 312, 213. CARPILHET (abbé Paul), 216, 217 Casoni (Mr Palappe), 168, 184, 209, 232. Catherine II, 192, 558, 593, GERVONI general), 295, 207, 299. 500, 303 Championner, 345, 547, 348, 55-5 354, 355-357, 360-162, 368, 414. CHAPTAL, 430, 447, 451, 452 CHARLES III, 13, 77, 84, 85 CHARLES IV, 84. CHARLES VI, 47. CRARLES VII, 2. (due), I HARLES-EMMANJEL III. a76. Charles Emmanuel IV, 375, 377. CHARLES-THEODORI. (Electe in palat.), 16, 24. CHARLOTTE (Infante d'Espagae), 15.80Си авамоми (сагал), 190 Chioi (prince Sigismua I), 145, 438. CHINARD 221-224. (hipalat, 3,5, 3,6, 5,7, CHASELL (due of), 177 Ciccala prince di.), 25 .

Cicle (M4° DE), 198, 114, 463. CLARY D'ALDRINGEN (prince), 207 CLEMENT V, 397 LEMENT VI, 228. CLEMENT VII, 424 (LEMENT XI, 47, 189. LEMENT XII, 99, 273, 325, 328. I LÉMENT XIII, 12, 277 CILMENT XIV, 79, 386, 402. (JLEMENT DE SAXE (Mer Wen cestas, Elect. de Trêves), 15, 16, 1J3, 383. (LOBENZI (comte DE), 6, 15, 42, a). Colli (genéral), 266, 272, 273, COLLOREDO (prince DE), 13, 49, Colonna (prince Jerôme), 154, 272, 436, 438. CONDE (prince DE), 236. Consalvi (Msr Hercule), 293, 312, 442, 443, 453, 460, 469.

300-312. Cornier, 413-416, 418-421 Czerniewicz (P.), 390, 391. Daltamaone (genéral), 296, 310,

CONTI (princesse de), 116.

CORONA prefet, 301, 339.

COSTANTINI (MF), 289, 298

Chulon (due de), 167. Carelli (Ms. Járôme),

335 Dattill (comte), 403. Delignor, 250, 251. Delignor (card.), 78, 79. Desconcines (préfet), 447; 467, 467, 467, 263, 47.) Digne, 225, 226, 227, 228, 233, 234, 255. Dist (Met), 304.

Dorla Pamelli (Mer Joseph)

card.), 51, 52, 277, 284, 287, 298, 303, 304, 309, 313, 328, 377, 436, 458, 442, 458. DORM (prince), 154. DUCHADOZ (Dr), 416, 417, 422-424. DUCKAN (Mar), 51, 66, 122, 124, 125, 126, 127, 129, 130, 150. DUMAU (Mar), 58. DUMOURIEZ, 184. DUPLOT (com!), 285, 286, 288, 289, 293, 204, 330-352. DUVAL (Aumaury), 228, 234.

EBLÉ (genéral), 361.

LMERY (abl.e), 236.

ENTRAIGULS (comité Louis D., 190.

ENTI ECHAUX (Charles-Nicolas D.), 204.

ERCOLAM (Morquis), 458.

ERSKINE (3181), 218, 444.

ETOT RVILLE (comité de 1.), 216.

EVENGELISTI (abbe Francesco., 250, 251, 260.

EXPELY, 132, 110, 113.

EABEL, 33.

FARCONIERI (Alex.), 292.

FANTINI (P.), 111, 416, 422, 425.

FANTIZZI (MF. card.), 184.

FEDERICI (MF. DI.), 52, 293.

FERDINAND III, 405.

FERDINAND IV, 8, 87, 88, 40, 240, 252, 266, 269-272, 344, 540, 347, 350-352, 430, 457, 441.

FEADINAND (In ant), 281, 497.

F SCHER (P. Clarles), 350, 354, 197.

F SCHER (P. Clarles), 350, 354, 197.

F SCHER (P. Clarles), 350, 354, 197.

F SCHER (P. Clarles), 290, 291, 308, 322.

FLANCINI MF, card.) 290, 291, 308, 322.

FLOREN , 34), 257.

FLOTTE, 225, 227 229, 231, 233, 234.

FORSECA (M¹⁰), 222, 223. FORSIN (DE), 108.

FRANCKEMBERG (card. DE), 31-40, 43.

François Is (de France), 93. François II (de France) 238, 272.

FRANÇOIS II (emp. d'Autriche), 50, 152, 189, 191, 206, 207.

Friederic (d'Erthal, Charles-Joseph), 16.

FRÉDÉRIC Auguste (de Saxe, élect), 165.

Frénéric II (de Prusse), 42.

Gabriel (D. d'Espagne), 13, 78.

GARRIELLI (ргіпсе), 154, 291-293, 297, 350.

Gagliuffi (P. Faustin), 331, 332.

GALEFFI (M8r), 400.

GANDINI (Gal), 293.

Ganganelli (Febrizio), 79.

GARAMPI (M# card.), 12, 13.

GARIMBERTI (M * Alex.), 408.

GARRAU, 259, 261.

Garnier (G#), 372 - 374, 436,

GAUDENZIO, (abbé), 75, 76.

GAULITER (Gª), 406.

GAUSSERAND (Év. const.), 144.

Genda (Mar della), 193, 380-383.

Genut. (card), 190, 242, 304, 309, 312, 316, 409, 427

GIOVANETTI (card.) 207, 257, 258.

Giovio, (M#) 170-174, 179, 207. Gibard (card.), 87.

Giustiniani (prince V.ncent), 291-293, 297.

Gyudi (M# Antonin), 244,

GOBEL, (J. Bapt. Joseph. Ev. const.), 142, 143.

GOMECOURT (Ev. const.), 140.

GRECA (Mer della), 256, 257.

GRÉGOIRE VII (St), 71, 321.

GRÉGOIRE X, 325, 327

GREGOIRE XV, 325, 328.

GRÉGOIRE (Henri, Ev. const.), 106, 138.

GREGORIO OU GREGORI (Mª Antonio), 78, 309, 321, 322-524, 351

GRIMALDI, 346-388.

GROUEHY, 361, 409.

GUSTAVE III, 1-3, 5, 8, 9

HEESSENSTEIN (prince d'), 2. HÉRALDIN (èv. const.), 142

HERCÉ (M# DE), 141.

Henzan (card.), 6, 7, 10, 11, 42, 244, 322.

HOHENZOLLERN (Mer), 313.

JALABERT, 120, 121.

JARENTE, 137.

JEAN V (de Portugal), 73, 77.

JEAN-GLILLAUME (due de Clèves), 318.

Joseph I²⁷ (de Portogal), 70, 71, 72, 282.

Joseph II, 5-13, 15, 18-20, 28-31, 33-36, 38, 41-47, 50, 205

Juan (D. de Portugal), [13, 77, 80.

JUIGNE (M# DE), 142.

KAUNITZ (prince de Riettberg), 7, 9, 10, 15, 33, 42, 48, 49 KILMAINE (géneral), 2/9, KLÉNAU (genéral), 408. KOLLOVRATH (comte), 7, KOSSAKOWSKI (M#), 398, 400.

LABRADOR PIETTE DE), 408, 417, 426, 428.

Lante (Ms Alex.), 452. Larivoire de la Tourette (Ms), 473

LAROTHEFOUCAULD (card.), 198. Laugara (amiral), 212

LAURENT (Ev. const.), 142.

LEBRUN (ministre), 185, 222-224, 226, 227, 233, 234.

LEFRANC DE POMPIGNAN (Mer), 106, 114.

Léon X, 124.

Léon XIII, 473.

Léopour II (gd-duc et emp.), 46-48, 50, 205-207.

Ligi oni (Si Alphonse de), 86, 87.

Linder (Ev. const.), 142. Lipski (comte), 394, 395, 397 Litta (M^{gr}), 401, 402. Livizzani (M^{gr}, card.), 239, 309,

377.

Lowenie (M^{ge}, card.), 101, 103, 105, 137, 139-141, 147.

Lorenzana (card.), 308.311, 313, 317, 322, 324, 409, 417.

LORENZINI, 458, 460.

Lours XIII, 118, 174.

Loris XIV, 92, 228

Louis XV, 152, 153, 417.

Locis XVI, 57-59, 64, 98, 100, 101, 104, 105, 107, 111, 114,

123, 121, 126, 127, 129, 136,

157, 141, 145, 147, 148, 152,

154, 155, 157, 158, 164, 237,

238, 243, 369, 425.

Louis XVII 243

Louis XVIII, 243.

Louise-Anglaïne (de Bourbon Condé), 131

LUSKINA, 391, 392.

LIZERNE (M# DE IA), 120

LYONNET (MC), 473.

MACDONALD (général), 341-343,

348, 349, 355, 357, 358 362, 363.

MACK, 345, 347-349, 351, 355 MACKAU, 184, 222-225, 227, 228, 233-235.

MALLIERE (év. const.), 171-174. MALO (Msr Garzia), 408, 430, 432, 451.

MANFREDINI, 317, 324, 351, 376. MARCHAND (chef de brig.), 337, 338

Marghemni (Pietro), 254, 255. Marianna-Vittoria (D. de Portugal), 13, 78.

MARIANNE (archid. d'Autriche), 457.

Marie-Amélie (a Autriche), 6, 8, 84.

MARIE-ANNE (d'Aut., ép. de Jean V), 73, 77.

MARIE-ADELAIDE (de France), 150, 151

MARIE ANTOINETTE, 14, 52, 56, 57, 237, 239, 243, 425.

Marie - Caroline (reine de Naples), 6, 8, 9, 13, 14.

Маків-Слоти ре, 375.

Manie - Prançoise - Benedicte (de Portugal), 77.

Marie - Françoise - Elisaberii (de Portugal), 69, 72, 76, 77.

Manie-Louise (femme de Léopold), 205,

Manie Thénèse, 8, 39, 50, 52, 152.

Manolles (ev, const.), 143.

MAROTTI (abbé), 306, 326, 402-404, 413, 426, 451.

MARTELLI, 361, 367, 405.

Masseva (général), 332, 333, 337.

Massier (ev. const.), 142. Massier (Angel 1), 233, 274, 281, 288, 389, 438

MATTE, (card.), 256-260, 267-269, 271, 274, 276, 284 MATTE. (consul), 343, 458. MAURY (Mar card.), 116, 150, 177, 2c5, 206, 211, 235, 236, 301 322, 326. Maximi un (François Elect de Cal), 16, 18, Merck, 414, 415 Vienmellop, 414, 415, 425. Mesmer, 55, 56. Migazzi (eard.), 404. Mirayaux (abbé), 466, 468 Miorus (genéral), 406. Минавели, 114, 116—167, 205. Monge, 224, 225, 227, 264. MONGEN (cap.), 407, 408. Monaro (D. José, comte de Florida Blanca), 81, 82, 86, 90 177, 178, 197, 389. MONTELL (M¹⁸ DE), 184. MONTMORIN (comité DE), 67, 164, 111, 116, 121, 125, 129, 141, 155 156, 158, 169, 169, 175. Morelli (Phthppe, chirurg.), 42i, 426 MOTTE (DE LA), 56, 57. MOUTTE, 223, 724, 229. Morvans, 172. Милот (abbe), 172, 173. Murat, 334. MURRAY (comte DE), 34, 35. Muri (Mw Clement), 70, 71, 73-75, 438

NASELLI (D. Diego), 437-441. NECKER, 100, 103, 105. NELSON (com¹), 323.

Onescalchi, (card.) 315, 378 Onleans (duc.d.), 98, 114, Onsini (card.), 87, 100, Osiermann (comte.d.), 399

Pacca (Mer card.), 78, 492

Pagganari, 403 Palafox, 84, 388. FALLAVIG.NI (eard.), 52, 77, 113, 386, 438. Panisset (év. const.), 218 Passari (M#), 304, 305, 536, 364, 438, 442, 443. Paul In (czar), 358, 359, 444 Рмен II, 328. Pedno D. de Portugal), 70. PEVONE (M# DE), 161. l hillibert (év. const.), 145. 144 Pre IV, 200, 325, 328. Pie V (\$9), 190 Pre VII, 456, 458, 461, 462, 464 Pie IX, 473. Pieracchi (abhé Cristoforo), 51, 58, C4, 66, 67, 103, 106, 166, 167, 176, 207, 250, 251 256, 259, 261, 263, 264. PIERRE III (de Portugal), 77, 78 PRONATELLE (card), 153, 244 246, 260. Pinta (notaire), 429, 448, 449. Peranesi (le consul Pierre), 284, 301. Planta, 448, 466. Plat (le), 32, 25. Paut (princ.), 158. Pombat (Carvalho, Mr. de), 69, 70, 72, 73, 86. PROVENCE, 164, 236, 243. Provera (gd), 283.

Quarantotti, 158, 160. Quinktte, 421, 429, 430.

RANUZZI (Mercard.), 76-78, 202, 248, 273. RATTER, 221-224. REPPI (Pierre), 273, 341. REVEHLERES - LEPAUX (Louis-Merla), 369. Rev. cit. 121 432.

Rezzovico (card.), 194, 371, 456.

Rezzovico (sénat., Abbondio), 266.

RICHELIEU, 92.

Rigarti (avoc.), 298

Rinterna (card.), 3(8, 313

Rolleroccycle (card. de LA), 54, 121,

Roham (card - bm), 20, 52-54, 56-59, 61-66, 77, 102, 111, 444.

Rosetgatosi (prince), 315.

Rossi (Dr de), 306, 319.

Rousseit (J, A), 95.

Rotx (Charles Benoît, év. cond.), 174.

POVERELIA (M. card.), 242-293, 297, 305, 309, 313, 322, 377.

Bt 610 (M# Fabrice), 414, 198, 200-364, 135.

S. 65.08 ax. (Angelo), 254, 255.

S. L. MON (abbe DE), 101, 102 104, 131, 141, 149, 161, 219,

Salicetti (Dr Noël), 259, 260, 261.

Nation 284, 390, 393, 395-399, 401.

Sample cc. (M.* della), 90, 91.

Saint-Gya (genéral), 517.

SANTA-CROCE, 153, 278, 284, 343, 356.

SANTINI (Gaspard,, 398)

Saurises (év. const.), 143.

Savines (Mar di), 138.

Segur (comte Louis-Ph lippe no. 63, 155-157, 16)

SENTM INVT (card.), 209.

SERBELLONI (card,), 278.

SERB. 0 (Mer André), 88, 89.

Sporza (duc), 7.

SICARD (abbe), 94, 116

SILSTRZENCEWICZ, 392, 399-4-1.

SIXTE IV, 4

SIXTE V, 111, 247, 325.

Somaglia (card, della), 291-293, 305, 309, 312, 313, 403-401.

Souvanow (gal), 411,

SPADA (prince), 298

Spina (Mgr), 311, 311–321, 314, 324, 326, 327, 365, 376, 377,

379-381 383, 402-404, 413, 41

421, 423 433, 441, 447, 443

451, 453-455, 459, 460, 461,

469, 471.

Stanislas-Augustl, 395,

STIGLIANO-COLONYA MSI NICOlas de), 78-80.

Taise, 107, 118.

Tilleyrend, 115, 116 127 143, 447,

Tancoli, 87, 99, 98.

THOMNIN - DRS - VAUSPONS 111, 142.

TOKREGIANI (card.) 277.

Tour DU PIN-MONTAUBAN (Mar Louis Apollinaire DE L.)
119.

Tour-Maubours (Mer Ell 14)

Тван гто (са.ч.), 293, 207

Trautymansdorfs 35, 30 . "-

TURGOT 100.

URBAIN V. 421

URBAIN VI, 373

TERRITY VIII, 528.

Valenti (Junvier), 317.

VALENTS, 194 241,

Valenti (Gonzaga), 468

Vera vr. (M#), 377, 44a

Valentini (card.), 297, 350

Valois (B. Jeanne de), 56. VALTERRE, 347, 349, 354, 355, 361, 367, 369, VAN DER BORGH DROSSARD DE BRÉDA (goi), 41. VAN DER MERSCH, 41, 42. VASTO (M™ del), 266, 270. Valguyon (duc de la), 79. Vaux (M™ de), 412, 413. Venturi Gallerani, 318, 319. Venuti (chev.), 441. VERGENNES (comic DE), 14, 58, 67 Verninac, 272, 273, 276 VEYNES (Moss DE), 414, 450, 469 Vial. (gal), 300, 330, 347, 351. VICTOIRE-MARIS (de France), Victor Amédée, 188.

VINCENTI (Mer card. Hippol., 79, 82, 86, 209, 244, 246, 322. VISCONTI (card.), 279, 341, 466. VOLTAIRE. 95.

WESHAUPT, 55.

YORCK (card. due n'), 255, 308, 456, 458, 460.

Zelada (card.), 40, 114, 127, 133, 144, 145, 149, 162, 163, 169, 205, 213, 217, 223, 224, 227, 230, 235, 244, 249, 251, 280 308, 309, 313, 315

Zoolio (M^{gr.} Julien-César), 16-18, 20, 23.

ZONDADARI (M^{gr}), 33, 307, 313, 314, 316-318, 322, 323, 325, 451.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE XXI

I. Le roi de Suède à Rome. — Ses relations avec le cardinal de Bernis — Gustave III part pour Napies. — Il comble Bernis de cadeaux et fait nommer son neveu coadjuleur d'Albi. — Joseph II et sa sœur Marie-Amèlie a Rome et à Naples — « Convention amicale » entre Pie VI et Joseph II. — Garampi cardinal; Joseph II lui impose la barrette. — Caprara nonce à Vienne. — Voyage de Bernis à Naples. — II. Querelle les Flecteurs avec Rome à propos des nonciatures nouvelles — Punciation d'Ems. — Réplique du Pape. — Ichec final des Electeurs. — 1

CHAPITRE XXII

 Le Gouvernement des Pays-Bas passe aux mains de Joseph II. - Serment de « Joyense Entrée ». Reformes religieuses. Séminaires Généraux. Emeute au séminaire de Louvain. -Ms: Zondadari chassé de Bruxelles. — Le cardinal de Franckenberg cité à Vienne. Une députation va trouver l'empereur. - Soulévement de Bruxelles. - Soulévement général. — Joseph II à la tête de ses troupes. — Il demande à Pie VI d'intervenir pour calmer les esprits — Mort de l'empe reur Joseph II. - Rétablissement de l'Université de Louvain. - Pie VI annonce en consistoire la mort de Joseph II. -II. L'empereur Léopold. Nouveau consistoire pour annoncer Me Caprara est confirmé nonce a Cologne. --L'archevêque de Prague prend les vêtements cardinalices pour le couronnement de l'empereur Léopold. Le nonce s'y fait représenter par son auditeur. — Caprara cardinal. — Defiance des Belges à l'endroit de Léopold — Ils le proclament néaumoins due de Brahant. - Mort de Leopold. - François II. La Belgique réunte à la République Française.....

CHAP, TRE XXIII

 Le Consistoire du 2 février 1785 — Mort du cardinal secrétaire d'Etat Pallavicini. Lodovisi Boncompagni lui succe le. Le



CHAPITRE XXIV

I. Pie VI et le Portugal. — Le Tribunal royal de Censare. — Mort de Joseph II. Marie le Sa piète; la devotion au Sacré-Cœur. — Disgràce de Pombal. — Mort de la Reine mère. — Tribunal pour les causes ecclésiastiques. — Desordres dans les monastères. — Mort de Mer Muti. — Indemnités payées aux ex-Jésuites portugais — Mort de Pierre III. — II. Le Saint-Siège et l'Espagne. — Le nouce Colonna, cardinal. — Le nouce Vincenti. — Réforme des couvents. — Bref Exponi Nobis nuper fecil. — Révolte du Pérou et Mer Cusco — Le platine. — Mort de l'évêque d'Osma. — Mort de Charles III. — III. Rome et les Deux-Siciles. — Disgrâce d'Alphonse de Lignori — Difficultes pour les nominations aux évêchés. — La Haquenée. 69

CHAPITRE XXV

LA REVOLUTION PHANÇAISE

Débuts de la Révolution française; Son principe et ses causes.

Le pouvoir absolu. — Privilèges. — Répartition inégale des impôts. — Servitudes féodales. — L'épiscopat. — Le philosophisme. — L'irré igion — L'immoralité — Sociétes secrètes — Manyais état des finances. Necker. — Lomenie de Brienne. — Fléaux : le froid, la famine. — Loménie cardinal. — Retour au pouvoir de Necker. — Les Etats généraux — Le Clergé fusionne avec le Tiers-Etat. — Prise de la Bastille. — Scènes de brigan lage dens le midi — Appréciation du nonce de France sur la Revolution. — La mit du 4 roût. — Suppression des Annates. — Récht nations du Pape — Réponse de Louis XVI à Pie VI. — 92

CHALITRE XXVI

Démission du cardinal Bone supagni, secrétaire d'Etat, le cardinal de Zelada lui succède. — Deux archevêques nomn es n inistres.



1

CHAPITRE XXVIE

Serment à la constitution civile. - Nombreux refus. - Quatre evêques jureurs - Pourquoi tant de défections dans le clergé inférieur? - Le cardinal Loménie de Brienne prête le serment schismatique; sa destitution. - Elections d'évêques intrus

CHAPITRE XXVIII

I. Premiers troubles à Av gnon — Les fils du duc de Crillon — Mémoire de Gozer. — Motion de Bouche. — Députation du pape; refus de la recevoir. — Le vice-legat quitte Avignon. — Décret d'amussie. — Louis XVI envoie un régiment à Avignon. Le serment civique. — Election de Mailière. — Suppression du Chapitre. — L'abbé Mulot — L'évêché des Bruches-du-Rhône et l'intrus Roux. — Il Resistance du Comtat Venaissin. — Assemblée de Carpentras. — La famine — Le pape envoie du blé. — Carpentras chasse le vice-legat, l'evêque et le recteur. —

Protestation du pape. Siège de Cavaillon. — Demande de transfert à Valréas du siège de Vaison. Suppression des vœux monastiques — Annexion à la France d'Avignon et du Comtat Venaissin. — Protestation pontificale. — Réponse du nonce de Madrid. — Massacres de la Glacière. — Bref à l'archevêque d'Avignon et aux évêques de Carpentras, Cavaillon et Vaison.

CHAPITRE XXIX

Protestations de fidélité à l'Eglise. —Eloges du pape à l'épiscopat Irançais. - Les assermentes doivent se rétracter publiquement Bientôt le pape va lancer l'excommunication. — Démission de Bernard, secretaire d'ambassade à Rome. - Massacres à Paris, Lyon, Meaux, Dreux, Reims, Charleville, Caen. -Consistoire du 24 septembre 1792 — Pie VI fait surveiller les gens suspects - Le rot de Sardalgne demande l'appui du pape pour s'opposer a l'invasion française. P.e VI ne croit pas à l'invasion de l'Italie ; cependant il unira ses efforts à ceux des princes d'Italie pour repousser l'ennemi. - Invasion de la Savoie. - Prières publiques. - On fortifie les ports. - Le général Caprara. — Mémoire de Pie VI contre la révolution. — Mrt Bellisomi a pour successeur Mrt Pacca Pie VI s'adresse a Catherine II. — Les émigrés d'Ayignon. — La revolution et les Electeurs. — Nouveau consistoire. — Extraction de 500.000 ecus au château Saint-Ange 180

CHAPITRE XXX

CHAPITRE XXXI

CHAPITRE XXXII

Mutations dans le gouvernement pontifical. - Mort de Louis XVII - Le Directoire songe à envahir les Etats romains. quitte Rome. - Pie VI envoie à Bonaparte Azara et Gnudi. Bonaparte négocie avec Naples. Armistice de Bologne - Soulèvement et châtiment de Lucques. - Prodiges à Ancône. Les commissaires français à Rome - Cacault, ministre de France pres le Saint-Siège. - Les plénipotentiaires du pape à Paris; leur échec — Démission de Zelada; Busca lui succède. L'Espagne offre un asile à Pie VI. - La légation de Ferrare, Bonaparte et le cardinal Matter. Congrès de Fiorence - On se prépare à la résistance. - Bonaparte propose la paix au pape; le pape ne peut accepter - Traite d'alliance entre Naples et la France, - Les dépêches de Busca interceptées, -Reprise des hostilités. - Pie VI songe à quitter Rome , Bopaparte l'en dissuade. - Fraite de Tolentino - Busca est remplacé par Doria-Pamphili. - Que penser de la paix de Tolentino ?. 242

CHAPITRE XXXIII

L'execution du traite de Tolentino. — Joseph Bonaparle, ministre piénipotentiaire à Rome — Tentatives de soulévement contre le gouvernement pontifical. — Explosion d'une poudriere. — Le genera. Provera — Pie VI malade; on le contraint de reconaitre la République cisalpine. — Occupation de la République de Saint-Léon. — Émeute des 27 et 28 décembre. — Duphot blessé à mort — Joseph Bonaparte quitte Rome. — Maladroites excuses — Relations de Joseph Bonaparte. — On demande l'appui de Naples. — Arrestation de Massimi — Invasion en territoire pont fical. — Prieres publiques. — Des envoyés du

CHAPITRE XXXIV

CHAPITRE XXXV

 Rome et les Etals pontificaux après le départ de Pie VI. Aprode Duphot et de Bassville. — Les églises pillèes. — Massena. - Emente des 25 et 26 feyrier (1798). tout — Justallauen au Capitole de douze consuls. — Fête de n Fécération. Les p llards à Rome. Berthier, liberaleur du Capitole, son depart. — Mesures de sécurité. — Vente des biens des Confréries. - Abus et licence. - Attitude scan laleuse du eure de Sainte-Marie-du-Peupie. Déconsidération des Consuls. - Les assignats. - La fête de saint Pierre. - Le mariage témocratique. - Péte du 17 juillet. - Nouvelles révoltes II. Insurrection napolitaine. - Manifeste de Ferdinand IV - II envehit l'Etat romain. - Te Deum d'actions de gràces. - Reto, i offensif des Français. - On accuse les Napolitains de vels. Les Français les poursuivent. - Administrateurs provisones : Bome. — Bertolio, ministre plénipotentiaire près la B. B., sur secretaire Florent. Protestations du Sacre Collège en faveur

CHAPITEE XXXVI

Faasses nouvelles. Pase de Capone. L. Invasion de Naples Les Français à Naples. - Soulèvement de Bénévent, Bieti, Lern., Viterbe. La Republique cisalpine dissonte - Reto a effens f des Napoldaris; le cardinal Ruffo — II. Les Romains réfractaires aux i lées nouvelles. - Serment civique. - La famine à Rome. - Agitation. - Mesures vexatoires. Circulaire contre les étaigrés. - Premier anniversaire de la hépublique romaine — Defense de procéder à l'ordination et de faire au comerlingue les obséques usitées. Proscription des Ordres rel gieux restants. — Le port de l'habit ecclésiastique prolut c. - Troubles a Subiaco, à Poli - La fete du 14 juillet -III. Democratisation de Turin: Charles-Emmanuel détrôné. — Pie M lui donne audience — Le roi de Sardaigne va aller i Cagliari; le Directoire yeut que le pape y aille lui aussi. - L.: pape gravement malade Nouvelles instances pour le relègier en Surdaigne — Anniversaire du couronnement de Pie VI — Malgré son grand age, Pie VI gouverne l'Eglise avec fermete;

CHAPITRE XXXVII

Difficultés causées au pape par l'ex Compagnie de Jésus — Memarii Gattolica; Sa condamnation. — Seconda Memoria Cattolica, Nouvelle condamnation — Les Jésuites de la Russie Banche continuent à faire courre le bruit qu'ils sont autorises — Ces bruits sont mensongers, Salazzo le prouve. — Mort de Czermewicz, i ouvelles elections. — Nombre ux arbeles tendant la prouver la legitimité de l'existence des Jesuites de Russie. — Tentatives pour ressusciter les Jesuites en Pologne. — Opposition du ro-

CHAPITRE XXXVIII

I. La Toscane démocratisée — Illuminations a Rome à ce si jet Ordre du Directoire de transferer Pie VI à Parme. Entreva.

du pape avec le Grand-Duc. — Ordre de conduire Pie Vi à Turia. — On dit que les Autrichiens veulent le délivrer. — On refuse au cardinal Gerdil la permission de voir le pape. - Le pape tra prisonnier en France. - Le pape va à Briançon ; de la a Valence. On l'y déclare en état d'arrestation. La sante de Pie VI s'améliore. -- Le chevalier de Labrador au service du pape. - Ordre de conduire Pie VI a Dijon; preparatifs. -Pie VI tombe gravement malade. - On surseoira au départ. -Amélioration et soudaine aggravation — Les derniers sacre-Le Saint Père ajoute un codicille à son testament. Sa mort. — II. Constatation du décès de Pie VI. — L'autonsie et l'emba imement. - Novendiales à Valence - Le cercueil est mis dans un caveau provisoire. Demande de passe-ports pour les serviteurs de Pie VI. - L'administration centrale de la Orôme reclame une indemnité. — Pie VI inhumé au cimetiere

CHAPITRE XXXIX

CHAPITRE XL

I. Démarches pour obtenir le transfert à Rome du corps de Pie VI, Exhumation du pape. — Procès-vechal de Boveron; d'fficultés qu'il suscite — On délivre à Mai Spina le corps du pontife. — Son depart pour Rome — Le voyage et les honneurs rendus. Arrivée à Rome. — Instances pour obtenir qu'une partie des restes de Pie VI soit rendue à Valence. — Obseques a Saint-Pierre. — Le tombeau et la statue de Canova. — Il. Mai Spina cardinal. — Demande à Rome par l'évêque de Valence d'une partie des restes de Pie VI. — Le cardinal Spina y joint ses instances. — Pie VII y consent. — Extraction de l'urne funcraire.



	let voyage à Valence — Honneurs rendus partoit. — Cérémo	mies
	à Valence III. On envoie à Rome le récit des cérémonie	s de
	Valence Lenteur de l'arrivée du monument destiné à Pie	e VI
	- Son inauguration par le cardinal Spina Inscription	ı de
	l'abbe Marini	447
F F	PILOGUE	4/3

o phized by Google

nghted by Google

Digitalish by Google

Nigma for UNIVERSITY OF WISCONSIN





89097237457

Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF WISCONSIN